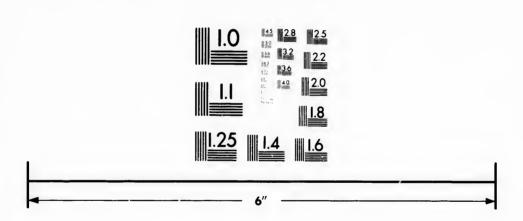


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503 STATE OF THE STATE



CIHM/ICMH Microfiche Series. CIHM/ICMH Collection de microfiches.



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques



(C) 1981

Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

ш	12X	16X	,	20X		24X		28X		32X
					1					
	item is filmed ocument est f	at the reduction ilmé au taux de 14X	on ratio check				26X		30X	
	Additional co	omments:/ es supplémenta	ires:							
	Blank leaves appear within have been or Il se peut que lors d'une res	added during reactive the text. When the text. When titled from film acceptaines pagestauration appages cela était posses.	estoration ma never possibl ning/ es blanches a reissent dans	e, these joutées le texte,		slips, tis ensure t Les pag obscurc etc., on	vholly or p ssues, etc. the best po es totalem ies par un t été filmé la meilleur	, have be essible im ent ou pa feuillet d es à nouv	en refilme age/ irtielleme 'errata, u eau de fa	nt ne pelur
✓	along interior La reliure ser	rée peut cause	r de l'ombre d				ition availa dition disp			
		other material/ Butres documer	nts				s suppleme nd du mat			re
		tes and/or illust ou illustrations					of print va inégale de		sion	
		(i.e. other than leur (i.e. autre (V	Showth Transpa				
	Coloured mag Cartes géogra	ps/ aphiques en co	uleur			•	etached/ létachées			
	Cover title m Le titre de co	issing/ ouverture manq	ue		\checkmark		iscoloured écolorées,			
		red and/or lami estaurée et/ou					estored an estaurées (
	Covers dama Couverture e						amaged/ ndommag	ées		
	Coloured cov Couverture d						d pages/ e couleur			
origi copy which repro	nal copy availa which may be th may alter aroduction, or w	ttempted to ob able for filming e bibliographica ny of the image which may signif of filming, are o	. Features of a ally unique, as in the ficantly chang	30	qu'il de c poin une mod	lui a été et exemp t de vue image re lification	icrofilmé l possible d laire qui s bibliograp produite, d dans la mo s ci-dessou	le se proc ont peut- hique, qui ou qui peu éthode no	urer. Les être uniqui i peuvent uvent exig	détails Jes du modifie Jer une

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or Illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▼ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents.
Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

1 2 3

1
2
3

1	2	3
4	5	6

errata I to

ire

es

détails ies du modifier

er une

filmage

pelure, on à

32X

RAPPO

RAPPORTS JUDICIAIRES REVISÉS

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

JU

REVISION PORT

DES CA

Juge de

C. O. B

RAPPORTS

JUDICIAIRES REVISÉS

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

COMPREMANT LA

REVISION COMPLÈTE ET ANNOTÉE DE TOUTES LES CAUSES RAP-PORTÉES DANS LES DIFFÉRENTES REVUES DE DROIT DE CETTE PROVINCE JUSQU'AU 1et JANVIER 1892

AINSI QUE

DES CAUSES JUGÉES P:R LA COUR'SUPRÊME ET LE CONSÉIL'
PRIVÉ SUR APPEL DE NOS TRIBUNAUX

PAR L'HONORABLE M. MATHIEU

Juge de la Cour Supérieure de Montréal, professeur à la Faculté de Droit de l'Université Laval à Montréal

TOME XII

MONTREAL

C. O. BEAUCHEMIN & FILS, LIBRAIRES-IMPRIMEURS 256 et 258, rue Saint-Paul

1895

K 60 1138 11/2

Enregistré conformément à l'acte du Parlement du Canada, en l'année mil huit cent quatre-vingt-quinze, par W. J. Wilson, an bureau du Ministre de l'Agriculture, à Ottawa.

Abbo et a seil citė Amio ley. Nor Qué Atkins Atkins Atwat Aubry Auld a Aylwin

Badeau Banque et al. Banque et al., Bélivear ranto, Bender Benjam

vir.... Benjam Bernesse don....
Berry vs
Bilodeau
tin, op
Biroleau
Boudreau

CAUSES RAPPORTÉES

DANS CE VOLUME

A	Pages.
P _{AGES} .	Boudrot vs. Lock et al 230
Abbott et al. vs. Meikleham	Bourassa vs. Brosseau et al 236
et al 301	Bourdeau vs. Dupuis 7
Alford et Le Maire et les Con-	Boyer vs. Slown et al 167
seillers et les Citoyens de la	Boyer et al. vs. Prieur et al 33
cité de Québec 351	
Amiot, dit Larpinière, vs. Bai-	Brodie et ux. vs. Cowan 64
ley 329	
Anderson vs. The Quebec	Bruneau vs. Robert 5
North Shore Turnpike Road	Brunelle vs. Samson 228
Trustees, et La Banque de	Bullit et al. vs. Shaw et al 25
Québec, T. S 276	Burns et Ross 9
Atkinson vs. Nesbitt 36	Bussière vs. Faucher 274
Atkinson vs. Noad	
Atwater et al va Dauthillian 100	Byrnes vs. Trudeau et ux 232
Atwater et al. vs. Bouthillier. 182	
Aubry et ux. vs. Denis et al 281	C
Auld vs. Laurent et al 28	
Aylwin et al. et Gilloran 31	Campbell et Atkins et al 91
	Caspar vs. Hunter 505
В	Cassant vs. Perry 75
	Chapman vs. Gordon 273
Badeau vs. Brault et ux 3	Chapman et al. vs. Nimmo, et
Banque de Québec vs. Rolland	The Phonix Assurance Co.
et al 279	T. S 284
Banque de Québec vs. Stuart	Charbonneau, Exparte, Req.
et al., et The Quebec Fire As-	Certiorari92
surance Co., T. S 283	Charlebois vs. Coulombe 198
Beaudry vs. Ouimet 289 et 291	Chénier vs. Coutlée et al 189
Beaudry vs. Thibodeau 103	Cholet vs. Duplessis et vir 2
Beaudry vs. Vinet 23	Clarke vs. McGrath 301
Beaudry et al. vs. Bareille	Clarke vs. Ritchie 246
36 et 469	Coleman et al. vs. Fairbairn 195
Béliveau, Requérant Quo war-	Collette vs. Lefebyre, et May-
ranto, vs. Juneau	rand et Olivier Lefebvre,
Bender et Jacobs 217	opp
Benjamin et al. vs. Clarke et	Commissaires d'Ecole pour la
<i>vir</i> 3	Municipalité Scolaire de St.
Benjamin et al. vs. Wilson 16	Roch de Québec 18. Rous-
Bernesse, dit Blondin, vs. Ma-	seau 278
don	Compagnie de Prêt et de Dé-
Berry vs. Dixon	pôt du Haut-Canada vs. Ju-
Bilodeau vs. Martin, et Mar-	lien, et May, opp
	Comte vs. Garceau
tin, opp	Copcutt et al. vs. McMaster 227
Boudreau et al. vs. Damour 37	Corporation de la paroisse de
Dougled to the vs. Dallour 31	(Corporation de la partition de

, en l'ann bureau

PAG	ES. 1	F	
Saint-Joachim de la Pointe-		_	GES.
Claire vs. Valois et ell	62	Fafard rs. Bélanger	323
Côté vs. Lemieux		Fawcett et al. vs. Thompson	
Cousine, Requérant Certiorari,	-	et al	301
et Bellemare	80	Februyer vs. Poirier, et Décaré,	
Crebassa et Massae	168	tiers-saisl	23
Ciebassa et massie		Fenn vs. Bowker	195
D		Ferguson rs. l'atton	300
-		Feron 78. Donelly	249
Dandurand et ux. vs. Pirson-		Fleek et Brown	310
		Fleck rs. Starnes et al., et St	1720
nault Daoust et Aumais	78	Cyr, T.S., et Brown, Intimé.	308
David vs. Gagnon, et La Com-		Fogurthy vs. Morrow et al	302
paguie de Dépot et de Prêt		Frothingham et al. vs. The	002
		Brockville and Ottawa Rail-	
du Haut-Canada, Interve-	329		247
nante	22	road Co, et Dickenson, T. S.	21
DeBeaujeu vs. Rodrigue DeBeaujeu vs. Masse	73	_	
	""	G	
Debien vs. Marsan, dit La-	275	Out Durent	0.5
Donis as Crawford	303	Garish vs. Duval	95
Denis vs. Crawford	352	Garneau vs. Fortin, et Dupuis,	0.51
Denis vs. St. Hilaire et al		Opposant	351
De Repentiguy vw. Doherty	185	Gnuthier vs. Blaicklock	352
DeRouville et vir et Le Prési-		Ganthier vs. Dagennis	31
dent, les Directeurs et la		Gauthier, dit St Germain, rs.	
Compagnio de la Banque	9	Glodue	67
Commerciale	3 441	Gilmour et al. vs. Wishaw	302
Desforges et Dufaux et al	441	Gironard vs. Lachapelle et rir.	186
Desparrois, Exparte, sur certio-		Godin vs. McConnell	230
rari, et Pierre Laberge, pour-	۰	Gould et al. vs. Binmore et al	34
suivant en cour inférieure	8	Greenshield et al. et Plamon-	0.71
Desparrois et Laberge	104	_ don	271
Devlin, Ex parte, Requérant	,	Guy vs. Goudreault 508 e	1 116 1
Certiorari	1	Guyon, dit Lemoine, vs. Lio-	
Devlin vs. Tumblety	291	nais 192 e	t 193
Dillon vs. Harrison et al	280		
Dorion vs. Grant, et Patterson		H	
et al., opp	515		
Doutney vs. Mullin	515	Hébert vs. Pentland	476
Dontre vs. Gosselin, et Gabou-	107	Horan vs. Murray	352
riault, opp	187	Hunt vs. Joseph et al	469
Dubois vs. Hebert	186	Huot, dit Delude, vs. McGill et	
Dumont vs. Gourt	87	al	. 93
Durocher vs. Mennier	301		
Duval, dit Barbinas, rs. La	0*0	J	
Reine	250		
Duvernay et Dessaulles	340	Jasmin vs. Lafantaisie	86
_		Jervis vs. Kelly, et Marquis	
E		Opposant	352
**	200	T. I. S	
Easton vs. Court et al	288	Tames as I amaginates of al	227
Easton vs. Easton	104	Juson et al. et Aylward, et vice	
Egert et al. vs. Laidlaw	181	rersa	. 482
Evanturel, Appelant, et Evan-		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	10.0
turel et vir et Rémillard,	4.00	77	
Intimés	448	K K	
Evanturel et Rémillard, Ap-		Various Visuals of al	A
pelants, et Evanturel, In-	0.00	Kearny vs. Kinch et al	
time	55	Kent et al. vs. Kranwill	
L'emptional et mar de Requettra	3533	Kinney et Perkins	100

Lafteur
Lafond
La C
T. S.
Lamber
Lampse
Langloi
Gauv
Lanigar
Lebland
Leclerc
la pa
de la
Lee vs. I
Lee et al. i
Lefebvr
lock...
Leslie
Molsoi
Leversoi
Lord vs.

Lyman

MacFarle
Maguire
opp.....
Mailloux
pointe,
Carrier
Malo vs. (
Mann et a
Marchilde
tle, opp
Constru
contests
Martin et
Massue vs
Matthews
McBoan v
McBoan v
McGarvey
McGillivre
rance de
McGory v
McNevin v
and Man
Canada...
McVeigh e
Meiklejoh
Générale

Ménéelier, Gauthier Mercure vs et 511 et 193

L		GES.
PAGES.	Méthot et al. vs. O'Callaghan,	
Latlenr vs. Donegani et al 70 Lafond et al. vs. Chagnon, et	et Lampson, opp Michon vs. Sleigh, et Gagnon,	356
La Chambre d'Agriculture,	opp	352
T. S. et Hood, mis en cause. S1	Miles m. Aspinal	94
Lambert vs. Gauvreau et ur 411	Mimandre vs. Allard	475
Lampson vs. McConnell 243	Mitchell rs. Cousineau, et Di-	
Langlois vs. Gauvreau et al., et	vers Opposants	168
Gauvreau, Opposant 105	Mogé vs. Roy	75
Lanigan et Gareau 234	Morkill vs. Jackson	494
Leblanc et Pellerin 81	Moss et al. vs. Wilson	237
Leclerc vs. La Corporation de	Mullins et Bellemare	182
la paroisse de St-Joachim	Murphy vs. O'Donovan, et	
de la Pointe-Claire 59 et 62	Lampson, opp	356
Lee vs. Lampson	Mussen vs. Philbln	107
Lee et al. vs. Kinsman et al 477		
Lefebyre vs. Vallée, et Vallée	N	
et al. Requérants 97		
Lefebvre, dit Vermette, vs. Tul-	Newcomb et Grant et al	240
lock 17		0
Leslie et al. et La Banque	0	
Molson 286	0	
Leverson et al. vs. Boston 57	O'Gilvie es. Anderson	280
Lord vs. Moir et vir., et Pratt,	O GIVIO (8. Aliderson	200
mis en cause 57		
Lowell vs. Campbell et al 302	P	
Lyman et al. et Bouthillier 111	December of Times and the	
	Paquette vs. Limoges et vir	2
M	Paradis, ex parte, Req. scire	00
	Parent as Talket	99
MacFarlane vs. Patton 37	Parent vs. Talbot	340
Maguire vs. Stride, et Stride,	Perkins vs. Leclaire et al Perras vs. Beaudin	55 5
opp 286		9
Mailloux vs. Andet, dit La-	Perrault et vir et La Banque	199
pointe, et Mailloux, opp., et	Perrault vs. Laurin	271
Carrier, contestant l'opp 514	Perrault et Simard	430
Malo vs. O'Heir 56	Persillier, dit Lachapelle, et al.	400
Mann et al. vs. Lambe 302	vs. Moretti	239
Marchildon vs. Mooney, et Lit-	Platt vs. Kerry et al	58
tle, opp., et La Société de	Principal secrétaire d'état de	00
Construction de Québec,	Sa Majesté vs. Edmonstone	
Contestante	Allan and Co	302
		.,02
Massue vs. Crebassa, 158, 165 et 168 Matthews vs. Sénécal	Q	
	Onehou Building Society as	
	Quebec Building Society vs. Atkins et al., et Atkins et	
		98
McGillivray et La Cie d'Assurance de Montréal 300	Quinn vs. Atcheson	16
	William 18. Atteneson	10
McGory vs. Griffin	R	
and Manufactures for Lower	10	
Canada 469	Rae vs. The Grand Trunk Ry.	
McVeigh et Lussier 101	Co	350
Meiklejohn et Le Procureur	Ranger vs. Ranger, et Valois,	000
Général du Bas-Canada et al. 437	Opposant	345
Ménéclier, dit Morochond, et	Renaud et Guillet, dit Touran-	0.20
Gauthier 205 et 206		311
Mercure vs. Laframboise 172	Richard vs. Le curé et les mar-	

PA	OES.	PA	GES.
guilliers de l'œuvre et fa-		Stilling et vir vs. McGillis, et	
brique de Québec	469	Coveney, Opposants	342
Richardson et Molson	308	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	
Rimmer vs. Bouchard et al	174	T	
Rivet et al, vs. Léonard et vir.	2		
Robertson et al. vs. Attwell, et		Taibot, req. quo warranto, vs.	
McDougall, T. S	26	Pacaud	43
inson vs. McCormick	155	Talbot, req. quo warranto, vs.	
Rogers et al. vs. Rogers	65	Juneau	42
Rolland vs. Reuger, et Lafon-	:	Têtu vs. Chinic	355
taine, mis on cause	26	Tetu is. Martin, et La Société	000
Rose vs. Contlée	166	de Construction de Québec.	358
Rothstein et Dorion	297	Thompson et Bellemare	50
Rousseau vs. Hughes	247	Trudeau vs. DeLanaudière et	00
Routhier et Robitaille	431	al	85
Roux dit Sanschagrin vs. La			-
Compagnie du Grand Trone		_	
de Chemin de Fer du Canada	349	V	
Roy, ex parte, req. certiorari	77		400
Roy et al. vs. Turcotte	34	Valiée et Pacaud	499
Ruiter et al, vs. Meny et al	405	Vannevar et al. vs. DeCourt-	4.4
Russell vs. Fournier et al., et		nay	88
McBain, adj	197	Viger et Béliveau	144
Ryan et Halpin	203	Voss et al. vs. Coffin	297
s		w	
Saint-Amand vs. Persillier,		Warren vs. Douglass, et Smith,	
dite Lachapelle, et vir	4		106
Sauvageau vs. La Compagnie	-12	Warren vs. Kay et al	246
du Ricl elieu	17	Warren et al. et Morgan	27
Senaner et al. vs. Porter et al	20	Welling vs. Parent	431
Sénécal et Chènevert	248	Wilson vs. Reid.	16
Sénécal et Labelle et al	216	Wilson vs. The State Fire Ins.	10
Shelton vs. Korns et al., et Hol-	210	Co	178
land, mis on cause	105		309
Smith et al. vs. O'Furrell, et	100	Wood vs. Swinburne	474
Coleman, Opposant	105	Wood et al. vs. Shaw	98
Coleman, Opposant	100	THOUGHT WE VE BIIMW	00

ABRÉVIATIONS.

P. D. T. M.:—Précis des Décisions des Tribunaux du district de Montréal, 1854, par T. K. Ramsay et L. S. Morin, avocats.

D. T. B. C.:—Décisions des Tribunaux du Bas-Canada, en 17 volumes, commencées en 1851, par MM. Lelievre, Angers, Beaudry et Fleet, avocats.

J :- Lower Canada Jurist.

- R. J. R. Q.:—Rapports Judiciaires Revisés de la province de Québec, par le juge Matmeu.
- C. C .: Code Civil du Bas-Canada.
- C. M.: Code Municipal du Bas-Canada.
- C. P. C .: Code de Procédure Civile du Bas-Canada.
- S. R. Q.:-Statuts Refondus de la Province de Québec.
- ·C. B. R.: Cour du Banc de la Reine ou Cour du Banc du Roi.
- C. S .: Cour Supérieure du Bas-Canada.

RAPI

Ex parte

complaints a of the conso try a complagent. (1)

H. W. A

of the bar revocation a firm of Fa ally notifie Austin had nevertheles attorney, fi snm of £1: ren, Fullan Mullins. De heard before by the con THUNE, F. V J. DOUTRE, council. The the following Devlin had the money revoked, he for and dray in refusing s

> (1) V. art. 35 TOME

RAPPORTS JUDICIAIRES REVISÉS

42

43

55 58 50

85

499

58 144 297

106 246

27

431

16

178

309

474

98

réal,

mes, EET,

ar le

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

COMPLAINT AGAINST A MEMBER OF THE BAR.

SUPERIOR COURT, Montreal, 1st December, 1862.

Coram MONK, Justice.

Ex parte Bernard Devlin, Applicant for writ of certiorari.

Held: That the connell of the bar acting and taking cognizance of complaints against members of the profession under the 72nd chapter of the consolidated statutes of Lower Canada have no jurisdiction to try a complaint made against a member for an act done as a mere agent. (1)

H. W. Austin, complained of B. Devlin, before the council of the bar, at Montreal, on the 20th May, 1862, that, after revocation of the power of attorney which Devlin held from a firm of Farren, Fullam, & Co., in New-York, had been informally notified to Devlin, by Austin, which informal course Austin had adopted from a sense of delicacy, Devlin had nevertheless, after receiving the notification, drawn, as such attorney, from the protonotary of the Superior Court, the sum of £13 which was payable by the prothonotary to Farren, Fullam and Co., as a dividend out of the estate of one Mullins. Devlin pleaded to the complaint, and, after evidence heard before the council, the following judgment was rendered by the council, Montreal, June, 16th 1862: "Coram, S. BE-THUNE, F. W. TORRANCE, P. R. LAFRENAYE, F. P. POMINVILLE J. Doutre, A. Robertson, M. Marchand, members of the council. The council, having heard the parties, pronounced the following judgment: That, in view of the fact that Mr. Devlin had been made aware by M. Austin before drawing the money from the prothonotary, that his power had been revoked, he ought not under the circumstances to have applied for and drawn the same; and that, in acting as he did, and in refusing subsequently to account for or explain his conduct

⁽¹⁾ V. art. 3527 S. R. Q. TOME XII.

when called upon so to do by Mr. Austin, he has acted in a manner unbecoming the honor and dignity of the profession." The jurisdiction assumed by the council of the bar in this case was based upon the 72nd chapter of the consolidated statutes of Lower Canada, sec. 10." The council of each section shall in and with regard to such section, have power; first, for the maintenance of the discipline and honor of the body, and as the importance of the case requires, to pronounce, through the bâtonnier, a censure or reprimand against any member guilty of any breach of discipline or of any action derogatory to the honor of the bar, &c." On the 18th November last, Devlin gave notice to the members composing the council, who had concurred in the above judgment, that he would apply to the court for a writ of certiorari founded upon affidavit to remove the proceedings into the Superior Court. On the day of application, applicant objected to the proceedings and judgment of the council, because the judgment was headed a complaint by H. W. Austin, whereas it should have been a complaint by the syndic, F. W. Torrance, and because the judgment of censure should have been pronounced through the bâtonnier and not through the council, and because the council was without jurisdiction.

PER CURIAM: The court is satisfied that, in the matter complained of, the applicant acted as a simple agent of Farren, Fullam & Co, in New-York, and not in his professional capacity as a member of this bar. The council in this matter were clearly without jurisdiction and the writ may therefore issue Motion granted. (7 J., p. 29.)

Kerr and Nagle, for Petitioner.

A. Morris, for Council.

CHARGE DU MARIAGE.

COUR DE CIRCUIT, Montreal, 31 octobre 1862.

Coram, SMITH, Justice.

PAQUETTE, vs. LIMOGES, et vir.

Jugé: Qu'un mari et une femme séparés de biens sont conjointement et solidairement tenus au paiement de choses nécessaires à la vie, bien qu'elles aient été achetées pendant la communauté. (1)

(1) La femme séparée de biens peut, sans l'autorisation de son mari consentir valablement un billet promissoire pour des effets de grocerie et choses nécessaires à la famille. (Rivet et al., vs. Léonard et vir., C. S. Montréal, 17 octobre 1848, ROLLAND, juge en chef, DAY, et SMITH, juges 5 R. J. R. Q., p. 486.)

La femme mariée séparée de biens peut consentir valablement un billet promissoire à l'ordre de son mari, sans qu'il soit dit sur le billet qu'elle est Le I Limoge par ser pour é fournis jugemen séparée effets et nauté, à

Girou

resse ne

ration d nanté, r réclama ment de pour les mariage vivre et peu que de ces Traité d De la e nos 464-732 : Bot 235-36, 1Renusson avril 159 et un aut

autorisée pa fournies por S. Montréa cause de St.

Onézi

contraire munauté

La femme endosser va ment étant et *The Pres* district Cou Un billet

biens, pour s'il n'est pas ux., C. S. I Q., p. 485.) La femme dans lequel i

dans lequel i le mari supp spéciale de s achetés par e Montréal, 17 d in a ssion." is case atutes shall or the and as gh the guilty to the Devlin 10 had to the remove appli-

lgment

plaint

aint by

nent of

onnier

cil was

matter Farren, al capaer were re issue

1862.

intement vie, bien

nari conet choses ntréal, 17 J. R. Q.,

un billet n'elle est

Le Demandeur poursuivait les Défendeurs Marie Louise Limoges et Antoine Marsant dit Lapierre, séparés de biens par sentence judiciaire, pour la somme de £12 7s 6d, étant pour épiceries, aliments et autres choses nécessaires à la vie, fournis aux Défendeurs et à leur famille. Le mari confessa jugement ; mais la femme plaida qu'elle était judiciairement séparée de biens; et que la dette avait été contractée et les effets et marchandises vendus et livrés pendant la commu-

nauté, à laquelle elle avait renoncé.

Girouard, pour le Demandeur, prétendit que la Défenderesse ne pouvait invoquer le bénéfiee de son jugement en séparation de biens; que ce n'itait pas comme dette de la communauté, mais comme charge du mariage, que le Demandeur réclamait des deux parties assujetties à ces charges le paicment des effets et des marchandises, qu'il leur avait avancés, pour les soutenir eux et leur famille, que, d'après les lois du mariage, le mari et la femme sont tous deux tenus de se faire vivre et de faire vivre leur famille, et qu'en cela il importait peu que la femme fût séparée de biens ou non; et à l'appui de ces propositions, il cita les autorités suivantes: Pothier, Traité du contrat de mariage, nos 384-85-86-87-88 : Idem, De la communauté, § 4, De la séparation contractuelle, nos 464-65; § 3, De la séparation de biens judiciaire, nos 522, 732 : Bourjon, Droit commun de la France, sur les art. 234, 235-36, p. 586, § 14; Duplessis, De la communauté, p. 391; Renusson, De la communauté, p. 166, édit. 4e ; Arrêt du 12 avril 1595, rapporté par Brodeau sur Louët, lettre R. somm. 54, et un autre arrêt rapporté par Soëfve, tom. 1er cent, 1ère c. 60.

Onézime Loranger, pour la Défenderesse, soutenait, au contraire, que la dette ayant été contractée pendant la communauté, à laquelle elle avait renoncé, elle était de plein droit

autorisée par lui, si ce billet est donné pour des provisions de grocerie à elle fournies pour la consommation de sa famille. (Cholet, vs. Duplessis et vir., C. S. Montréal, 28 février 1862, Badgley, juge, 10 R. J. R. Q., p. 44.) V. la cause de St. Amand, vs. Bourret, et ux., 11 R. J. R. Q., p. 343.)

La femme mariée séparée de biens ne peut sans l'autorisation de son mari, endosser valablement in billet pour l'accommodation d'un tiers, cet endossement étant étranger à l'administration de ses biens, (Hertel de Rouville, et vir, et The President, Directors and Company of the Commercial Bank, Midland

district Cour d'Appel, Québec, 2 R. J. R. Q., p. 79.)
Un billet promissoire fait conjointement par le mari et la femme séparés de biens, pour des effets vendus et livrés à la femme, est nul quant à la femme, s'il n'est pas dit qu'elle est autorisée par son mari. (Bodeau, vs. Brault, et ux., C. S. Montréal, 30 avril 1857, Day, Smith et Charot, jnges, 5 R. J. R. Q., p. 485.)

La femme mariée séparée de biens d'avec son mari par un contrat de mariage dans lequel il est stipulé que la femme est autorisée à gérer ses biens et que le mari supportera seul les charges du ménage, ne pent sans l'autorisation spéciale de son mari s'obliger pour le paiemen l'effets nécessaires à la famille achetés par elle dans no magasin. (Benjamin, et al., vs. Clarke, et vir., C. C., Montréal, 17 février 1859, SMITH, J., 7 R. J. R. Q., p. 397.)

libérée de la payer, de même qu'elle était déchargée de toutes les autres dettes de la communauté; qu'en cela, la loi ne fait aucune distinction entre les dettes pour le soutien de la famille et les autres dettes; mais, au contraire, elle libère la femme, qui renonce à la communauté, de toutes les dettes, sans aucune exception.

Mr. le Juge Smith: Action for the recovery of goods and necessaries to the use of the family. The Court is clearly of opinion that the wife is responsible jointly and severally with her husband, although separated. It has been so held by

this Court. Judgment for Plaintiff. (1) (7 J., p. 30.)

M. GIROUARD, pour le Demandeur.

M. LORANGER ET FRÈRES, pour les Défendeurs.

BILLET PROMISSOIRE.

CIRCUIT COURT, Montreal, 27th February, 1863.

Coram Monk, A. J.

KEARNEY vs. KINCH et al.

 $\mathit{Held}:$ That a promissory note, payable to order, may be validly made on the Lord's day, commonly called Sunday. (2)

Plaintiff brought an action to recover \$62 41c. on a note bearing date 18th May, 1862, against the maker and endorser.

(1) Le 27 fevrier 1863, cette décision a été confirmée par un autre jugement de la Cour de Circuit, Mr. le Juge Monk siègeant ; dans une cause de Saint-Amand vs. Persillier dite Lachapelle et rir.

(2) Par le Statut du Bas-Canada de 1805, 45 Geo. 3, ch. 10, intitulé: Acte qui prohibe la vente des effets et marchandises, rius, rum et autres liqueurs jortes, les jours du dimanche, il était decrété que aucuns marchands, colporteurs, porte-cassettes, cubarctiers on autres personnes qui tienneut des maisons publiques de quelque description on dénomination qu'elles puissent être, ne pourront vendre, débiter, ni détailler aucuns effets, marchandises, rius, rum on aucunes autres liqueurs fortes pendant et durant les jours de dimanche : et que toute personne on personnes de la description susdite, qui rendront, débiteront ou détailleront les dits effets, murchandises, rius, rum on autres liqueurs fortes pendant ei durant les dits effets, murchandises, rius, rum on autres liqueurs fortes pendant ei durant les dits jours, enconront et paieront pour chaque contravention, une amende on pénalité qui n'excèdera cinq livres, et pour la seconde et chaque contravention subséquente, une amende on pénalité qui ne seru pas moindre de cinq livres, et qui n'excèdera pas dix livres conrant. Pourru que eet acte ne seru pas entendu de manière à empécher de rendre, aux portes des Églises des campagnes, durant les dits jours de dimanche, les fruits et revenus des bieus de mineurs, des absents et des interdits, et aussi les effets proreaunt des quétes publiques, pour le bénéfice des églises, et cenx des terres et des auvres pies. Il a été jugé sous ces dispositions, que la vente d'un cheval faite le dimanche et une recommissance par écrit de l'obligation d'en payer le prix étaient nulles comme faites en contravention à cette loi (Cété, vs. Lemieux, C. S. Québec, 2 mai 1859, Stuart, juge en chef. 7 R. J. R. Q., p. 204.)

The mathat the entered not be into on

PER (in Cana sunday Côté vs. looked a ment fo

McGi Day

BERNESS

Jugé: 1

vendn, il pour le pr thèque de quiété. 2° Que l'instance,

Le mo

ehapitre
" La C
que le De
pour bal

(1) L'ach contre lui crainte de surseoir à l' Défendeur Beandin, C p. 322.)

L'acheter une action ordonné de foarni cauti B. C., ch. 3 28 juin 1862 outes e fait la faere la , sans

s and ly of rally ld by

363.

validly

n note lorser.

gement Saint

: Acte iqueurs colpornaisons e pourou auet que ront on tes penrention, chaque ndre de ne sera es camiens de tes pu-Il a été et une

> comme 2 mai

The maker made default, and the endorser Doutney pleaded that the note, by reason of the same being a trading contract entered into on the lord's day, commonly called Sunday, could not be used as evidence of a commercial negociation entered into on the Lord's Day.

PER CURIAM: The Court does not know of any law, either in Canada or England, which declares that a note made on sunday is a nullity and void. The counsel for Doutney cited Côté vs. Lemieux, (7 R. J. R. Q., p. 204), which the court has looked at, and does not consider a precisely similar case. Judgment for Plaintiff. (7 J., p. 31.)

McGee and Walsh, for Plaintiff. Day and Day, for Doutney.

VENTE.-CRAIMTE ET TROUBLE.

SUPERIOR COURT, Montréal, 31 Octobre 1862.

Coram Monk, A. J.

BERNESSE DIT BLONDIN vs. MADON.

Jugé: 1° Que lorsqu'il existe des hypothèques et charges sur un bien vendu, il sera sursis à l'exécution du jugement obtenu par le vendeur pour le prix de vente jusqu'à ce que le vendeur donne caution sous hypothèque de biens immeubles que l'acheteur ne sera jamais troublé ni inquiété.

2º Que le vendeur n'ayant pas offert telle caution dans le cours de l'instance, doit payer les frais de l'action. (1)

Le motivé du jugement expose les questions soulevées, et la décision rendue sur icelles, conformément aux dispositions du chapitre 36 des statuts refondus du Bas-Canada.

"La Cour, considérant que le Demandeur a établi en preuve que le Défendeur lui est endetté en une somme de \$1049 $_{76}$ pour balance en capital et intérêts calculés jusqu'au 7 mars

(1) L'acheteur d'un immenble hypothéqué, qui, dans une pomouite prise contre lui par le vendeur, pour le recouvrement du prix de vente, plaide crainte de trouble, sera condamné à payer le prix. Muis il sera ordonné de surseoir à l'exécution du jugement jusqu'à ce que le Demandeur ait fonmi au Défendeur caution pour le garantir de tout trouble à ce sujet. (Perras, vs. Brandin, C. S. Montréal, 28 avril 1862, Berthelot, juge. 10 R. J. R. Q., p. 322.)

L'acheteur d'un immeuble qui a juste sujet de craindre d'être troublé par une action hypothécaire sera condanné à payer le prix de vente, mais il sera ordonné de surseoir à l'exécution du jugement jusqu'à ce que le vendeur lui ait formi caution, et le Demandeur devra payer les frais de poursuite V. S. R. B. C., ch. 36, sec. 31 et art 1535 C. C. (Bruneau, vs. Robert, C. S. Montréal, 28 juin 1862, SMITH, juge. 10 R. J. R. Q., p. 326.)

1862, sur la somme de 7000 livres ancien cours, montant du terme de paiement ou installement devenu dû et échu le 1er novembre 1861, par et en vertu de l'acte de vente de la terre et prémisses décrites dans la déclaration en cette cause, fait et consenti par le Demandeur au Défendeur, le 29 juillet 1861, devant Grenier et son confrère, Notaires publics, et considérant que la vente a été faite avec garantie de tous troubles et empêchements généralement quelconques, et, de plus, qu'il paraît et qu'il est clairement établi par des actes et documents produits en cette cause par le Défendeur au soutien de son exception péremptoire qu'à l'époque où la vente a été faite et consentie par le Demandeur au Défendeur, un sixième de la terre et prémisses appartenait et appartient à l'enfant encore mineur issu du mariage du Demandeur avec Marguerite Desjardins sa première femme, la terre ayant été un conquêt de la communauté qui a existé entre le Demandeur et sa dite première femme; et considérant aussi que la terre et prémisses, lors de la vente, étaient grevées d'hypothèques, et nommément, 1° pour une somme de mille livres ancien cours et intérêts, en vertu de l'obligation faite et consentie par le Demandeur au nommé Charles Auguste Maxime Globensky, par acte passé le 3 Décembre, 1855, devant Mackny et son confrère, Notaires publics, enregistré le 21 février, 1859; et 2° par le droit que Emilie Cadieux, épouse actuelle du Demandeur, a dans et sur la terre et prémisses, à raison de la donation à elle faite par le Demandeur son mari dans le contrat de mariage exécuté le 23 novembre, 1850, devant Filiatrault et son confrère, Notaires publics, de la jouissance de la moitié de la maison construite sur la terre, ainsi que la jouissance d'un demi arpent de terre en superficie à être clos auprès de la maison, le contrat enregistré le 30 octobre, 1861; et la Cour, considérant que le Défendeur, en conséquence de ces hypothèques et du droit qu'a le mine r dans et sur la terre, a raison de craindre qu'il sera troublé dans la jouissance et possession de la terre et prémisses, et qu'en conséquence et suivant le statut en tel cas pourvu, le Défendeur a droit de retarder le paiement du prix de vente et de le garder entre ses mains jusqu'à ce que le Demandeur ait fait cesser les craintes de trouble. La cour maintient l'exception péremptoire plaidée par le Défendeur à cet égard, et faisant droit sur la demande du Demandeur, condamne le Défendeur à payer au Demandeur la somme de \$1049, avec intérêt sur la dite somme à compter du dit 7 mars, 1862, jusqu'à l'actuel paiement, mais la Cour ordonne qu'il soit sursis à l'exécution du présent jugement jusqu'à ce oue le Demandeur ait donné bonne et suffisante caution, sous hypothèques de biens immeubles, que le Défendeur ne sera jamais troublé ni inquiété dans la jouissance de la terre et prémiss
devant (
thèques
terre. E
déclarat
Défende
deur pe
mandeu

More More

BOURDE.

Jugé: Q délivré, er d'un acte du Demai l'erreur, d

Le De 1s. 6d. pe une insci de vente sa qualit Palin, et copie que tante qu retrouva avait été action pa avait inf dire, ave demandé l'erreur c jours ref ulléguait minute n Défende copie de reuse, av validité d prémisses à lui vendues par le Demandeur le 29 juillet, 1861, devant Grenier et confrère, Notaires, à raison des dites hypothèques, ou à raison du droit du mineur pour un sixième de la terre. Et la Cour, considérant que le Demandeur, ni par sa déclaration en cette cause, ni par sa réponse à l'exception du Défendeur, n'a offert de donner suffisante caution au Défendeur pour le garantir de tous ces troubles, condamne le Demandeur à payer les dépens de cette action. (7 J., p. 32.)

MORIN et MARCHAND, avocats du Demandeur. MOREAU, OUIMET et CHAPLEAU, avocats du Défendeur.

RESPONSABILITE DES NOTAIRES.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 27 mai 1862.

Coram Smith, J.

BOURDEAU vs. DUPUIS.

Jugé: Que, dans l'espère, le Défendeur poursuivi pour avoir certifié et délivré, en qualité de Notaire public, une copie erronée et incorrecte d'un acte de vente, n'est pas responsable en dommages par suite du refus du Demandeur de permettre au dit Notaire de la corriger aussitôt que l'erreur, dont cette copie était entachée, fut découverte.

Le Demandeur réclamait du Défendeur la somme de £52 1s. 6d, pour le montant de certains frais par lui encourus sur une inscription de faux qu'il avait faite à l'encontre d'un acte de vente passé le 3 février, 1845, pardevant le Défendeur, en sa qualité de Notaire public, entre le Demandeur et le nommé Palin, et, par suite de l'omission qui avait été faite dans la copie que le Défendeur lui avait donnée, d'une clause importante qui militait contre les intérêts du Demandeur, et qui se retrouvait dans les autres copies. Cette inscription de faux avait été renvoyée, avec dépens. Le Défendeur répondit à cette action par deux exceptions. Par la première, il alléguait, qu'il avait informé le Demandeur de cette erreur en 1850, c'est-àdire, avant l'inscription de faux en question, et lui avait demandé de lui remettre cette copie informe afin de corriger l'erreur qui s'y était glissée, ce que le Demandeur avait toujours refusé de faire. Par la seconde exception, le Défendeur alléguait que le Demandeur s'était inscrit en faux contre la minute même de l'acte, et avait nié sa propre signature. Le Défendeur, par sa réponse, prétendait que l'omission dans sa copie de cette clause qui l'obligeait à une servitude très onéreuse, avait naturellement excité ses soupçons sur toute la validité de l'acte; qu'il ent renoncé trop facilement à ses droits

nt du le 1er terre ait et 1861, nsidéoles et , qu'il docuien de faite f me de encore e Desiêt de e premisses,

emanir nete nfrère, par le eur, a à elle ariage i con-

ınmé-

t inté-

demi
naison,
nsidéues et
crainde la
statut
paieusqu'à

a mai-

ole. La Défenemansomme dit 7 donne

i, sous e sern erre et

u'à ce

ou à tout recours en justice en remettant cette copie sur la simple réquisition du Notaire instrumentaire, et que cette lacune ayant pu se constater par la simple collation de la copie avec la minute, lors de l'expédition même de cette copie aussi bien qu'après, le Défendeur s'était rendu coupable d'une négligence grossière et d'une incurie impardonnable, et devait répa-

rer les torts et domnages qui en étaient résultés,

SMITH, J.: This is an action brought against a Public Notary for a defective copy of a deed of Sale between Plaintiff and one Palin, passed before the Defendant as notary. In that copy was found the omission of an important clause. Plaintiff claims from Defendant the amount of his costs on an inscription de faux against said act, also damages which he alleges to have suffered by the dismissal of his inscription de faux. Defendant's pleas raise two points, viz. 1st that Defendant has always refused to deliver up that defective copy and have a fresh one corrected upon the minute; 2d that upon the inscription de faux, Plaintiff denied his own signature to the minute, which was the only subject matter of the inscription de faux. The facts having been proved on the part of Defendant, I feel compelled to dismiss the action, with costs. The judgment is motive as follows: "considering that Plaintiff hath failed to establish the existence of any right of action against Defendant, by reason of any thing alleged and proved in the said cause, the court doth dismiss the said action. (7 J., p. 34.)

MEDERIC LANCTOT, Attorney for Plaintiff. BETOURNAY and RICARD, Attorneys for Defendant.

COMPETENCE DE LA COUR DES COMMISSAIRES.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 30 septembre 1859.

Coram Monk, A. J.

Ex parte Desparois, sur certiorari, et Pierre Laberge, poursuivant en Cour Inférieure.

Jugé: Que les commissaires pour la décision sommaire des petites causes n'out pas juridiction pour adjuger sur une demande dont le titre de créance étant pour plus de \$25, a été divisé pour donner juridiction à la cour. Il en serait autrement si le Demandeur faisait remise de l'excédant de \$25.

L'affidavit de circonstance exposait que, dans l'action portée devant la Cour des Commissaires de la paroisse de Chateauguay, la demande se trouvait formulée comme suit : "Le De-

" mand " sur u " 1857,

JUDG
the con
Commis
sum of
law, the
adjudge
1857 be
costs ag

Dout Lafe

Court

In Ap

 $\mathbf{C}c$

JAMES B FRA

immediat defraud P tiff a large delivery, portion of Defendant to Scotlan years, wit property repeated a

The P
capias a
founded
city and
chant, tra
firm of
holy evan
Bothwell
and Irela

(I) V. ar

sur la ette laa copie e aussi négli-

t répalic Nolaintiff In that laintiff uscripalleges of faux. and have a ne insto the iption Defen-

action proved action.

s. The laintiff

859.

pour-

petites le titre iction il l'excé-

portée ntenule De" mandeur poursuit le Défendeur pour une somme de £6 5 0, " sur un billet consenti par le Défendeur en date du 3 mars

" 1857, pour une plus forte somme."

JUDGMENT: Considering that by the statement produced by the commissioners, it appears that the amount sued for in the Commissioner's Court, formed part of a sum exceeding the sum of £6 5 0, by one and the same title of debt and that, by law, the commissioners had not jurisdiction in this case, it is adjudged that the judgment of the 2nd day of November, 1857 be and the same is hereby quashed and set aside, with costs against Pierre Laberge." (7 J., p. 35.)

Doutre et Daoust, pour le Requérant. Laflamme, Laflamme et Daly, pour Laberge.

CAPIAS.

COURT OF QUEEN'S BENCH, Montreal, 6th December, 1864.

In Appeal from the Superior Court, district of Montreal.

Coram DUVAL Chief Justice, AYLWIN, MEREDITH, DRUMMOND and MONDELET, A., Justices.

James Burns, (Defendant in the court below,) Appellant, and Frank Ross, (Plaintiff in the court below,) Respondent.

Held: That Plaintiff was justified in his belief of Lefendant's being immediately about to leave the province of Canada, with intent to defraud Plaintiff, from the fact that Defendant had bought from Plaintiff a large quantity of wheat for the price of \$8293.75, payable cash on delivery, and had received delivery of the wheat, but had only paid a portion of the price, leaving a balance of \$2993.57 unpaid; and that Defendant, upwards of two months afterwards, was about to go abroad to Scotland, his original domicile, where his family had resided for five years, without paying Plaintiff the balance, and without leaving any property in Canada out of which Plaintiff could get paid, and after repeated applications had been made to him for payment. (1)

The Plaintiff applied, on the 26th November, for a writ of capias ad respondendum against the body of Defendant, founded upon the following affidavit: "Frank Ross, of the city and district of Montreal, in the province of Canada, merchant, trading at the city of Montreal, under the name and firm of Frank Ross & Co., having been duly sworn on the holy evangelists, doth depose and say, that James Burns, of Bothwell, in that part of the united kingdom of Great Britain and Ireland called Scotland, merchant, presently in the city

⁽¹⁾ V. art 798 et 819 C. P. C.

of Montreal, is personally indebted to said Frank Ross, trading as aforesaid, under the said name of Frank Ross & Co., in a sum exceeding ten pounds sterling, to wit, in the sum of two thousand seven hundred and ninety-three dollars and fiftyseven cents, due as follows, to wit: as the balance of a larger sum of \$8293,57, which became due to said Frank Ross from said James Burns, using the name and style of James Burns & Co., as and for the price and value of seven thousand seven hundred and fifty-one bushels of wheat, heretofore, to wit, at Montreal, on or about the thirteenth day of September last, sold by said Frank Ross to said James Burns, at and after the price of one dollar and seven cents per bushel, to be paid in cash on the delivery thereof, and delivered by Ross to Burns, at his request. And the deponent saith, that, though the said wheat was so sold for eash on delivery and was duly delivered to Burns, at his request, yet he hath wholly refused and neglected to pay for the same; but lath only paid on account of the said sum of eight thousand two hundred and ninety-three dollars and fifty-seven cents, the sum of five thousand and five hundred dollars, leaving a balance of two thousand seven hundred and ninety-three dollars and fifty-seven cents due and owing from him to the deponent. And the deponent saith that he hath reason to believe and doth verily believe that said James Burns is immediately about to leave that part of the province of Canada, heretofore called the province of Lower Canada, and he is also immediately about to leave the province of Canada with an intent to defraud the deponent, and that such departure will deprive the deponent of his remedy against the said James Burns, whereby without the benefit of a writ of capicas ad respondendum or a writ of attachment against the body of the said James Burns, he deponent, will lose his said debt and be deprived of his remedy against Burns. And deponent doth depose af follows as regards the grounds of his said belief. That the said wheat was to be paid for on delivery, and the deponent confiding in the promise and agreement of Burns so to pay for the same on delivery, delivered the said wheat to Burns, but Burns hath violated his agreement and hath refused to name any period for paying the balance of two thousand seven hundred and ninety-three dollars and fiftyseven cents to Plaintiff, to wit, deponent: That Burns is only temporarily in Montreal, and in the province of Canada and was only temporarily in Montreal and in the province of Canada at the date of said purchase, and hath now and had, at the date of the purchase, no office or domicile in Montreal, or in the province of Canada, and the family of Burns reside in that part of the united kingdom of Great Britain and Ireland called Scotland, and that the domicile of Burns is in fact in Scotland,

where hi and dotl return to liam Da Burns w property so due b intended sum of t and fifty the provi the sheri chambers of the 8 Canada, in eviden bought fi on delive paid in repeated He had r temporar in Scotla original d and lived with his in 1857, l and remo them abo he return 1857, he business Johnston he had sp His place adjoined absence h that he v December perty bel Superior 1862, and

SMITH, on capias for cash. arrest wa perty her nding)., in a of two fiftya lnrsfrom ırns & n hun-Mony snid of one on the equest. was so rns, at to pay id sum rs and mdred ed and g from hath James ovince anada, Canadeparne said capias body 1 debt ponent is said ry, and Burns wheat l hath of two fiftyis only nd was anada ne date ie proit part called

ptland,

where his residence is: That this deponent is credibly informed and doth verily believe that Burns is immediately about to return to Scotland, as deponent buth been informed, by William Dalzell, of the city of Montreal, produce dealer. That Burns will, as deponent believes, on his departure leave no property behind him in the province to answer for the debt so due by him to deponent: That Burns, notwithstanding his intended immediate departure, hath refused to pay the said sum of two thousand seven hundred and ninety-three dollars and fifty-seven cents to deponent and may never return to the province." The Defendant was arrested, and gave bail to the sheriff, and thereupon presented a petition to a judge in chambers to be discharged out of custody, under the provisions of the 87th chapter of the consolidated statutes of Lower Canada, sec. 8. The parties went to evidence, and it appeared in evidence that Defendant, on the 30th September, 1862, had bought from Plaintiff a large quantity of wheat, payable cash on delivery. The wheat was delivered, but the price was only paid in part, leaving a balance of \$2793.57 unpaid, though repeated applications were made to Defendant for payment. He had no permanent domicile in Canada, and was there for temporary purposes of trade: the domicile of his family was in Scotland, where a house was rented for them, and his own original domicile was in Scotland. He had married in Quebec, and lived there for some years, and then removed to Montreal with his family, where he kept house for several years; and, in 1857, he gave up his house and housekeeping in Montreal, and removed his family to Scotland, where he remained with them about a year; and then leaving his family in Scotland, he returned to Montreal for purposes of business; and, since 1857, he had spent 8 months of the year in Montreal, for business purposes, boarding with his brother-in-law, James Johnston, in Montreal, and the other four months of the year he had spent with his family in Scotland, at their residence. His place of business in Montreal, consisted of a room which adjoined another room occupied by his brother Adam. In his absence his brother acted as his attorney. It was undoubted that he was to leave Canada for Scotland, in the month of December, without paying Plaintiff, and without leaving property behind him to pay him. After hearing, the judge of the Superior Court, rendered judgment on the 31st December, 1862, and remarked as follows.

SMITH, J.: This was a petition to discharge a debtor arrested on capias. Plaintiff had sold to Defendant a quantity of wheat for cash. There was a balance due of \$2,700, and on this the arrest was made, the grounds being Defendant had no property here: no domicile; was here for a temporary purpose

merely, and was about to leave for Scotland, with the purpose of residing there, and all this with the intention of defrauding his creditor. Burns now said that he had a domicile here and was going to Scotland only for a temporary purpose, his family being domiciled there merely for the purpose of education, that in fact he never ceased to have a domicile here, though his family had left the country. The facts were that Burns had his original domicile in Scotland. He resided here for thirty years, and went home in 1857 with his family. After twelve months, he returned, and having bought this wheat for cash and not yet paid for it, was actually returning to Scotland. He had already rejected a motion to quash, and that would certainly have been the decision in England or in Scotland, the law in the latter country especially, being exactly like our own, and he must decide the present petition on the Burns was a very respectable man, same principles. with whom he had a personal acquaintance, and he had no idea that he intended to defraud his creditor, but he had ro domicile here, he lived with his brother-in-law, his office was at his brother's office, he had no property and he acknowledged that he was going to leave the country, he said to arrange for next year's business; but non constat that his arrangments would ever be made, or that he would ever in fact return here. He (Mr. Justice SMITH) did not believe that Defendant intended fraud, but had he done anything which, in the eye of the law, manifested that intention, anything which gave his creditor a fair claim to exercise his remedy? If it were necessary to prove what a man meant to do in his own brain or heart, no such proof could ever be made. The question could only turn upon facts upon which a creditor could say," you are withdrawing from the jurisdiction, and for all I know your withdrawal may be forever." His honour read from Bell's commentaries on the scotch law, which he said was identical with our own on this point, to show that a debtor must remain in the jurisdiction until after judgment. That was the true principle. Otherwise a debtor might put his hands into his pockets; and say "I have nothing here, I am going away, and you can do nothing; for it is true just now I mean to come back again." It was easy to imagine the state of things that would result from debtors being at liberty to act thus, merely because a creditor could not prove their secret intentions to defraud, and therefore could have no remedy. He was sorry to have to reject the petition but he was bound to act on the law without reference to individuals. The judgment was as follows: "The court, considering that Defendant hath failed to establish the allegations of his petition, or to disprove the allegations and matters set forth in the affid

ROBEL repel alle no facts when fra who does must nec las mad stances; intimatel and who anything templated proof the charged v able that party all held to a In the pro of Appell fraudulen of his int was for th is to be fo intended t were comp year. The the groun and the fa although: at the tim that he entirely i arrest mu fraud, aris his indebt dence of r dent to h that Resp against A tion in the that Appo of Canada and the or is "that 1 city of Me the affidavit of the Plaintiff, doth reject the petition, with costs."

he pur-

efraud-

ile here

ose, his

educa-

e here,

ere that

ed here

z. After

nent for

cotland.

t would

cotland.

tly like

on the

e man,

had no

he had

s office

knowl-

said to

that his

ever in

ve that

which.

hything

emedy?

o in his

le. The

ereditor

on, and

honour

nich he

that a

lgment.

ht put

here, I

ne just

ine the

liberty

e their

ave no

but he

ridua's.

g that

is peti-

orth in

Robertson, for Appellant, said: The evidence brought to repel allegations of fraud, or of a fraudulent intention, when no facts are stated from which fraud would be implied, and when fraudulent intent is given only as the belief of a deponent who does not state the grounds on which he founds his opinion, must necessarily be vague and inconclusive. The Appellant has made the best proof possible, for him, under the circumstances; the testimony of men who have known him intimately for years, had large business transactions with him, and who declare that they have never known or heard of anything that would lead them to believe that Appellant contemplated any fraud upon his creditors. It is indeed the only proof that could be brought, when no direct act of fraud is charged which could be disproved, and it would seem reasonable that, after such testimony had been produced, that a party alleging a belief of a fraudulent intention should be held to a strict proof of facts which would justify such a belief. In the present case, there is no proof of any act, on the part of Appellant, of anything from which any suspicion of a fraudulent intent, on his part, could be drawn. The only proof of his intention to leave Canada shews that such departure was for the ordinary purposes of his business, and this proof is to be found only in his own deposition, which states that he intended to go to Scotland, when his business arrangements were completed, to make business arrangements for the next year. The judgment of the court below was based entirely on the ground of the indebtedness of Appellant to Respondent, and the fact that he intended to leave the province for a time although for the purposes of his business. The learned judge, at the time he rendered the judgment complained of, stated that he was perfectly convinced that the Appellant was entirely innocent of any fraudulent intention, and that the arrest must be sustained only on the legal presumption of fraud, arising from his intended departure without meeting his indebtedness; and Appellant submits that, under the evidence of record no such presumption arises to entitle Respondent to his remedy against him as a fraudulent debtor, and that Respondent had other means of enforcing his rights against Appellant, under the circumstances. There is no allegation in the affidavit that the deponent had ever been informed that Appellant was immediately about to leave the province of Canada, with intent to defraud his creditors or Plaintiff; and the only allegation of any information given to deponent is "that he had been informed by William Dalzell, of the city of Montreal, produce dealer, that Appellant was immediately about to return to Scotland." And it is proved that Dalzell had left Canada before the institution of this action, and that he was a stranger in Montreal. The pretentions relied on by Respondent in the court below to sustain the arrest of Appellant, as alleged in said affidavit, were 1st. the indebtedness of Appellant to Respondent, and his failure to pay on demand, 2nd, his having no office or domicile in Canada. 3rd. his intention to return to Scotland, without making provision for the payment of the amount claimed; and, 4th. that he would not leave sufficient property in Canada to pay such amount. It is submitted, that it is proved by the evidence of record for Appellant, that he has carried on business in Montreal and Quebec for upwards of twenty years, and, for the greater part of that time, has had his domicile and place of business in Montreal, and at the time of his arrest. That he had been in the habit of visiting Scotland for the last twenty years nearly every season, for the purposes of his business, and to make arrangements for the business of the ensuing year; that such visits are usual for commission merchants, and are generally made during the winter season, after the close of mivigation here; that the family of Appellant was only temporarily absent in Scotland for the purposes of their education; that Appellant has never abandoned his domicile in Canada, and has continued in business in Montreal, and still carries on business in Montreal, and not elsewhere; that, during the temporary absence of Appellant, his place of business has always been open, and an agent here to transact business for him; that the allegation of fraud, in Respondents' affidavit contained, are unfounded, and that the same were made without sufficient cause.

TORRANCE, for Respondent: It is manifest that, in the circumstances in which the present debt was contracted, Respendent had a right to oppose the withdrawal of his debtor from the country without the payment of the debt. The capias law has given the creditor a right to examine his debtor respecting his affairs after judgment maintaining the capias; and it is only reasonable that the creditor should have it in his power to learn from the debtor what became of this large asset of his estate, namely, the wheat delivered to Appellant payable cash on delivery, but not so paid. The arrest took place in consequence of Appellant failing to keep his engagement with Respondent to pay for the goods delivered. That a merchant should fail to keep engagements to be fulfilled at a future date is not necessarily a culpable failure, but the culpability of a merchant who receives a large quantity of goods on the faith that he will perform the contemporaneous act of pa, ing for them, and who fails to pay, is of a

very dit cions.
pay he fessio...
contract quences sent cas goods or of the p Appella for cash and tha leaving dent's cl

whether Burns. number in Scotl there. England part of 1 great in Scotland justify a might no that Bui price, an of evide proposin Legislati left the capias s

DRUM

Monderest of celeave this he was of where the defraud. Infavour the where paying the follow that the follow the celear that the follow the celear that the follow the celear that the follow the following th

very different character, and gives rise to the worst of suspied that cions. On receiving the goods, if he found himself unable to action, pay he could have returned them to his vendor with a conentions fession of inability to fulfil his contract; such a breach of ain the contract might be inconvenient to the vendor, but the conse-1st, the quences would have been far less disastrous than in the preilure to sent case where the purchaser has failed either to pay for the Canada. goods or to return them. It is impossible in the circumstances making of the present case to avoid coming to the conclusion that nd, 4th. Appellant was guilty of a fraudulent act in buying the wheat to pay for each, and receiving delivery of it without paying for it, vidence and that frand continued in his making arrangements for iness in leaving the country without paying the amount of Responand, for dent's claims. d place t. That he last of his

Drummond, J., dissentions: In this case, the question was whether Plaintiff was justified in taking out a capias against His Honor thought he was not. He had been for a number of years a resident in Montreal, and his family were in Scotland, for the sake of having the children educated Burns had been in the habit of going to Scotland or England to promote business during the slack season. It was part of his commercial life to go to England occasionally. A great many merchants sent their children to England or Scotland to be educated. If the evidence were sufficient to justify an arrest, there was hardly a merchant here who might not be exposed to the same treatment. It was true that Burns purchased wheat and had only paid part of the price, and that he was embarrassed; but there was not a title of evidence to show that he had any fraudulent intent in proposing to go to Scotland. His Honour believed that the Legislature intended to protect every merchant here, who left the country for a legitimate purpose. He thought the capias should have been quashed.

Mondelet, J., also dissentiens: Although it was the interest of creditors in general that no one should be allowed to leave this country without satisfying the claims upon them, he was of opinion that the statute applied only to those cases where the debtor was leaving the Province with intent to defrand. There was one feature in this case which bore an unfavourable aspect, namely, the fact that Defendant bought the wheat and sold it without accounting for the proceeds, or paying the party from whom he purchased it. But it did not follow that he intended to evade payment altogether. It was not the first time be had been to Scotland. He had already gone several times. His Honour had looked over cleven cases cited, but did not consider that any of them bore out the

judgment in this case.

hat the he cired, Resdebtor The ine his ng the ld have of this to Aparrest eep his ivered. be fulfailure, quan-

tempois of a

of the

mission

season,

Appel-

urposes

ned his

Mont-

ot else-

ant, his

here to

and, in

DUVAL, C. J.: The transaction was a cash transaction. Defendant purchased, stating that he would pay cash. He had not done so. How then did the case present itself to the Court? If Plaintiff could have found his wheat, he would have had the right to revendente it. Defendant, when called upon to pay, put off his creditor from day to day, and said he had no money. He sold the goods, and pocketed the money, and then said that he was going to Scotland. It was proved that he did not leave an office open here; not even a clerk. If Burns in reality had the intention of returning to the country, he had only himself to blame for the issuing of the capias which might have been avoided by satisfying Plaintiff's demand.

MEREDITH, J.: He believed that there had already been several decisions of the Superior Court bearing out the present one. (1) There might be no fraudulent intention, but the

(1) La s. 2, du ch. 42 des S. du C. de 1849, 12 Viet., contient la disposition suivante: "Il ne sera plus loisible au Demandeur dans aucune cause ou action civile, de procéder à arrêter la personne du Défendeur, ou de le tenir en état de détention, à moins qu'un affidavit ne soit fait en la manière preverite par la loi par tel Demandeur, son teneur de livres, commis ou procureur légal, constatant que le dit Défendeur est personnellement endetté envers le Demandeur en une somme équivalant à dix louis ou au-dessus, argent légal de cette province; et aussi que le Demandeur, son teneur de livres on procureur légal a raison de croire, et croit sincèrement pour des raisons qui devront être alléquées spécialement dans le dit affidavit, que le Défendeur est sur le point de laisser immédiatement la province du Canada, avec l'intention de frander ses créanciers en général, ou le Demandeur en particulier, ou que le Défendeur a caché on est sur le point de eacher ses biens et elfets dans cette intention." Il a été jugé, sous ces dispositions, qu'un affidavit alléguant que le déposant a raison de croire et croît craiment que le Défendeur est sur le point de luisser immédiatement la province du Canada, avec l'intention de frander ses créanciers, en que le Défendeur a dit au dépos int, ce matin, qu'il partait pour la Californie, et le déposant a aussi appris pur d'autres que le Défendeur était sur le point de partir pour la Californie, est suffisant. (Benjamin et al vs. Wilson, C. S., Montréal, 5 février, 1850, Day J., Smith J., et Vanfelson J., 3 R. J. R. Q., p. 34.)

Un affidavit ulléguant que les raisons de la croyance du déposant que le Défeudeux est sur le point de laisser cette province, arec l'intention de frauder le déposant sont que le caisseau dont le Défendeur est le maître et co-propriétaire est maintenant chargé et prêt à être clairé à la Donane et à prendre la mer, et qu'il mettre à la roile aujourd'hui on demain, que le Défendeur a dit au déposant qu'il alluit partir dans le dit raisseau camme maître d'icelui, pour aller au-dià des mers, et que ce serait san dernier rojage et qu'il ne reviendrait pas en Canada est suffisant. Wilson vs. Reid, C. S., Québec, 20 mars, 1854, Du-VAL J., et CARON d., 4 R. J. R. Q., p. 126.

Un affidavit alléguant "que les raisons de la croyance du déposant sont que le Défendeur n'a pas de domicile dans la province, et n'y a aucuns biens meubles ou immeubles, qu'il est navigateur, et qu'il est sur le point de faire voile avec son vaisseau du port de Québec, pour un voyage en debers de la province et qu'il peut n'y pas raven r, et qu'il n'a pas, à la connaissance du déposant, pourvu au paiement de la dite créance ou d'aucune partie d'icelle," est suffisant. Berry rs. Dixon, C. S., Québec, 20 mars, 1854, Dryan J., Mereditti J., (dissident) et Carox J., 4 R. J. R. Q., p. 166.

Un affidavit alléguant, comme raisons de la croyance du déposant "que le vaisseau est chargé, et a laissé sa place et est prêt à prendre la mer avec le

fact look Defendate made no the count in exerci-10 J

A. and F. W.

SAUVAGE

Held: The steamboat a measures be collision on lights requi

BADGLE barge, from The facts 1861, the

Défendeur et au déposant de dit vaissea Demandeur, créancier pot créances, afin ports de ces fication de l' (Quin vs. Ato J., et Carox

Un affidav namt en la cit du déposant : sincérement c sur le point : ceréunciers et cette croyane donanc, et es le Défendeur est embarqué voyage de ce henefice d'un risque de perr dit Vernette burn J., et d

TOM

b. Dee had
so the
would
called
aid he
noney,
proved
clerk.

been e preut the

o the of the

Plain-

position ou actenir en pre-crite ur légal, Demande cette eur légal tre allépoint de nder ses endeur a ention. posant a isser iméunciers, Califor-· le point u, C. S., J. R. Q., e le Déander le

an dim aller rait pas 54, Duint sont is biens de faire is de la ince du 'icelle,'' val. J.,

priétaire la mer,

'que la avec le fact looked like it. Having got property into his possession, Defendant failed to pay part of the price, gave no explanation, made no provision for payment, and was preparing to leave the country. Under these circumstances Plaintiff was justified in exercising his remedy. Judgment confirmed. (7 J., p. 35 et 10 J. p. 89.)

A. and W. Robertson, for Appellant.

F. W. TORRANCE, for Respondent.

NAVIGATION.-COLLISION.- DOMMAGES.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31st October, 1862.

Coram Badgley, J.

Sauvageau es. La Compagnie du Richelieu.

Hild: That, in case submitted, being a case of collision between a steamboat and a sailing vessel, on the River St. Lawrence, no proper measures having been taken to prevent all reasonable probability of a collision on board of Plaintiff's vessel, and said vessel not having the lights required by law, Vlaintiff cannot claim any damages.

BADGLEY, J.: Plaintiff sues in damages for the loss of his barge, from an alleged collision with the steamer "Columbia." The facts of the case are these: On the night of the 11th Oct., 1861, the steamer "Columbia" was on her downward passage

Défendeur comme maître le commandant, et que le Défendeur lui même a dit an déposant qu'il était sur le point de faire voile pour traverser les mers dans le ait vaisseau, et que, quoique fréquemment requis de payer la créance du Demandeta, le Défendeur a refusé et négligé de le faire "est suffisant. Un créancier pour une somme au-de uns de \$40, peut se faire céder d'autres créances, afin de prendre un capias, et il n'est pas nécessaire que les transports de ces créances sojent signifiés avant de faire émancr le capias, la signification de la demande étant une signification suffisante des transports. (Quin rs. Atchesom, C. S., Québec, 2 décembre, 1854, Deva., J., Mementry J., et Carox J., 4 R. J. R. Q., p. 203.

Un affidavit alléguant " que le Défendeur, de lieux inconnus, et maintenant en la cité de Québec, néglige et refuse maintenant de payer la créance du déposant; que le déposant est informé, a toute raison de croire et croît sincèrement en son âme et conscience que le Défendeur est immédiatement sur le point de quitter la province du Canada dans le but de frauder ses créanciers et le déposant, et que la Parque St-Lawrence est maintenant expédiée en donanc, et est immédiatement sur le point de faire voile pour l'Europe et que le Défendeur a lui-m'une signe ce jour l'expédition en donanc de la barque et est embarqué ou est sur le point de s'embarquer sur la barque pour faire et evolage de ce port en Europe, comme capitaine de la barque, et que, sans le benefice d'un bref de capias pour arrêter le Défendeur, le déposant court risque de perdre sa créance et souffrira des donmages," est suffisant, Le febrer dit Vermette es, Tullock, C. S., Québec, 26 décembre, 1854, Duyan, J., Merretorm J., et Carox J., 4 R. J. R. Q., p. 287.

TOME XII.

to Quebec, and had reached nearly to Sorel. She was following her usual course, hugging the south shore, when, passing some vessels lying so much in shore as to prevent her safely continuing her course inside of them, she sheered off a little to the north to give them a berth before she rounded the point and came into the harbour of Sorel. She proceeded north but a little way when she took her course as usual to round the point, and in doing so saw a large vessel lying at the mouth of the Richelieu River, with her lights up and burning, upon which, there being no obstruction between the two, the steamer directed her course so as to get safely into Sorel: the distance between them could not have been great and the steamer's way, under steam, would, in a very short time place her at her berth at Sorel. The steamer thus was going diagonally, but in proceeding to do so, a vessel of some kind, with her lights burning, appeared to be coming up the river, but to the north of the ship at anchor. This vessel was going straight ahead before the wind, and came athwart the Columbia, striking the latter near the forward gangway at about sixty feet from the bow of the steamer, breaking in several of the upper deck berths and doing damage. The vessels separated, the steamer proceeded to Sorel, and the vessel, it seems, soon after foundered and sank. The action is brought to recover the value of the vessel, and it is alleged that the loss was occasioned by the negligence, mismanagement and want of skill of the persons on board of the Columbia, by the divergence from her usual course in going down the river; and by the Columbia striking and sinking Plaintiff's vessel. Defendant pleads that the steamer was proceed. ing on her usual course with all the lights required by law, that the night was dark and raining, that the collision could only come from the vessel sailing up, that she was without the lights required by law, and that she was out of her course and going contrary to the laws and regulations of the river, by which she should have gone to the north, the river being very broad there, and that she collided with the Columbia. The inattention, and want of skill, and mismanagement, were on her part and of those on board of her. Now, taking the law on the subject from the reports of the learned admiralty judge in this province, and adopting his language, it is as follows: "In cases of collision, the collision and damage may arise, first, from the fault or misconduct of the vessel suffering from the collision; or, secondly, the accident may have happened from unavoidable circumstances, without fault on the part of either vessel; thirdly, both parties may be to blame, as when there has been a want of skill or due diligence on both sides; or fourthly, the loss and damage may be owing to

the faul door." arising f the loss fault of miscondi that she course te River, th she did i engine w pilots, &c go to the in the Co which wa that the the event quanda e cusat. B her course having ar Columbia south sho whether t per place, them, she and thence proved to to Plainti she was s north-east to prevent the steam any atten steamer wi going athw tical law, a fair wind, which was equality. so as not to collision. T and evident was time er Columbia a people first

a consideral

ollowmssing safely ı little ed the ceeded sunl to ring nt ip and en the ly into ı great v short us was of some up the sel was art the way at king in ge. The und the etion is alleged namige-Columg down g Plain- $\operatorname{proceed} \cdot$ by law, n could without r course e river, ar being dumbia. nt, were ing the miralty s as folge may uffering ve hapon the blame. ence on

wing to

the fault or misconduct of the vessel charged as the wrongdoer." In the first two cases, no action lies for the damage arising from the collision, in the third case, the law apportions the loss between the parties, as having been occasioned by the fault of both of them. Now, in this case, was the fault or misconduct on the part of the "Columbia?" It is in evidence that she had all her lights, that she was steering in a due course towards the vessel lying at the mouth of the Richelieu River, that there was no object to interrupt her course, that she did not collide with, or strike Plaintiff's vessel, that her engine was stopped as soon as possible, and that her people, pilots, &c., called out to those on board of Plaintiff's vessel to go to the north. It is said that the accident was by a fault in the Columbia going north, and then steering direct south, which was the principal or direct cause of the collision, and that the Columbia cannot claim exemption from liability in the event of damage from inevitable accidents, the rule being quando entpa pracessit casum tune casus fortuitus non excusat. But, if there was no want of skill and discretion in her course, the Columbia is not answerable, the collision thus having arisen from vis major. Now, as to the course of the Columbia, it is established that the usual course is along the south shore, but, seeing the vessels at anchor, it was her duty, whether the vessels at anchor were so in a proper or improper place, or properly anchored or not, to avoid collision with them, she was compelled to go slightly north for a little way and thence to go south round the point into Sorel; this is proved to be the usual course in such cases. With reference to Plaintiff's vessel, was there any fault there: It seems she was sailing with a fair wind, the wind being north north-east, that her sails were very large and appeared to prevent the steersman from seeing ahead, that she saw the steamer taking her south course and did not make any attempt to avoid collision, and that she struck the steamer with her bow and bowsprit, showing that she was going athwart the steamer's course. Now, steamers, by nautical law, are to be considered as vessels navigating with a fair wind. The Columbia, therefore, and Plaintiff's vessel. which was sailing with a fair head wind were upon an equality. The sailing rule required Plaintiff's vessel to steer. so as not to cross the course of the Columbia, and to avoid collision. This is the prevailing rule and custom of the River. and evidently seems to be the rule of good seamanship. There was time enough to steer the vessel out of the way of the Columbia and plenty of river to do it in. When Plaintiff's people first saw the south course of the Columbia, there was a considerable distance between them and sufficient to take

the vessel out of the Columbia's course, and they had no right to calculate the chances and risk the danger of a collision by continuing their course without alteration. No proper measures had been taken by them to prevent all reasonable probability of a collision; there was no person forward to see how things were going; and the circumstances proved, indicate that they were in fault and therefore came within the first rule for collision above adverted to, the fault or misconduct of the vessel suffering from the collision, and ergo Defendants can be liable to no damages. But there is an additional and very strong ground. The Columbia had all her lights as required by law, Plaintiff's vessel had not, (see Consolidated Statutes of Canada, page 553, Sec. 3, sub-sec. 1, 2, 3,) Plaintiff's vessel had only two lights, a red on one side, and so pale a green one as to be taken for a white, placed in front of the mast on the deek. Now, this omission to have the legal lights amounts to negligence per se, and from the testimony it is warrantable to conclude that the omission was a principal and substantial cause of the casualty, (1) For all these grounds the Defendants are not liable, and the action must be dismissed. I have omitted other grounds of objection, as those which I have adverted to appear sufficient. $(7 J_{\odot}, p. 39.)$

Dorion, Dorion and Sénécal, attorneys for Plaintiff. LAFRENAVE and ARMSTRONG, attorneys for Defendants.

COMPETENCE.

Superior Court, Montreal, 17th October 1862.

Coram Smith, J.

SENAUER et al., vs. Porter et al.

Held: That, although the Defendants reside in Lower Canada, yet an action under the lessors and lessees' act for the recision of a lease of a property situated in Upper Canada, is not within the jurisdiction of a Court of Law in Lower Canada.

By their declaration Plaintiffs alleged that, by a lease sous seing privé, made at Montreal, on the 3rd April, 1861, between Plaintiffs and Defendants, the latter leased to Plaintiffs, for the term of three years, from the first of May, 1861, all that store, shop, and cellar beneath the same, situate on the north side of Spark's Street, in the city of Ottawa, in the store block known as Porter's Block, &c.; and that, at the

" there often re terms of praved " ken ar " Plainti " prefer, " said in met on t groundee hath no a lease o formerly which is at Ottaw merly Մլ arose wit Upper C mined ac vince: b which con the cause der which was made toria chaj Leases," o nada, and The judge Court dot costs, and p. 42.)

expirati

" costs,

" said le

B. Devi J. Moni (1) Vide 8

⁽¹⁾ See page 551, Statutes of Canada, Sec. 8.

o right ion by r meale prosee how ite that rule for of the nts can nd very equired Statutes s vessel reen one t on the ounts to itable to ostantial Defenl. I have have ad-

titľ. ants.

-1862.

da, yet an lease of a ction of a

ease sous 861, betlaintiffs, 1861, all on the , in the , at the expiration of the first year, the lessors would, "at their own costs, place and put in the two windows and shop door of " said leased premises, plate glass in lieu of those which were " there put up, " &c. Plaintiffs further alleged that, although often requested, Defendants neglected to comply with the terms of said lease, and, in consequence of such failure, they prayed "that the deed of lease be declared to have been bro-" ken and annulled and may be cancelled and set aside, and " Plaintiffs released therefrom, unless Defendants choose and " prefer, within a time, to be fixed by this court, to make the " said improvements. The whole with costs." This action was met on the part of Defendants by an exception déclinatoire: grounded on the following reasons, to wit: Because this court hath no jurisdiction, power, or authority to cancel or set aside a lease of real property situated in that part of this province formerly Upper Canada, and the real property, the lease of which is sought to be set aside by the present action, is situate at Ottawa City, in that part of the Province of Canada, formerly Upper Canada; because the cause of the present action arose within that part of the Province of Canada, formerly Upper Canada: and the action can only be tried and determined according to the laws of the aforesaid part of the province: because this court could not render any judgment which could be executed in Upper Canada, the place where the cause of the present action arose. (1) Because the law under which the lease now sought to be cancelled and set aside was made, to wit: the Statute of this province, the 22nd Victoria chapter 92, intituled, "An Act respecting short forms of Leases," only applies to and has force and effect in Upper Canada, and has no force or effect whatever in Lower Canada. The judgment of the court is in the following terms: "The Court doth maintain the said exception declinatoire with costs, and in consequence doth dismiss this action." (7 J_{col} p. 42.)

B. DEVLIN, Attorney for Plaintiff.

J. Monk. Attorney for Defendants.

(1) Vide Story, conflict of laws Art. 34 C. P. C.

PROCEDURE .- PROCUREURS AD LITEM.

Superior Court, Montreal, 31st December, 1862.

th

de

fe

112

th

4d

TI

for

(7)

BE.

1

the

sun be s

that

tern repl

CHI that as c on t acen siast

Coram Smith, J.

DeBeaujeu, vs. Rodrigue.

Held: 1 That a motion for péremption d'instance made in the names of three attorneys, one of whom was deceased, will be rejected.

2 That such a motion might be made in the names of the two sur-

vivors, without a substitution of attorney.

The Defendant was represented by Doutre, Daoust and Doutre. One of these gentlemen, Pierre Doutre, died, and the remaining two came before the court retaining the same name Dontre, Daoust and Doutre, and moved that the instance

be declared périmée.

PER CURIAM: There are four cases in which the same questions come up. Péremption d'instance hus been moved for in all, by the attorneys to the record, Doutre, Daoust and Doutre. But Pierre Doutre has died since the commencement of the of the action, and, therefore, cannot now act. It was argued that this was a legal copartnership, which, like other copartnerships, was an *etre moral*, and, as such, might act like individuals. But there was no such thing as a copartnership of brains. The court must know the attorneys who appear before it, and it is as impossible for advocates to continue to sign the name of a deceased partner as it would be for them to assume the style of old firms which had ceased to exist, which was nevertheless possible with mercantile copartnerships. An advocate certainly could not represent himself as O'Sullivan and Grant. The survivors might have styled themselves Doutre and Daoust, without any substitution of attorneys, but they cannot make an application to the court in the name of a dead man. Motion rejected. (7 J., p. 43.)

R. and G. LAFLAMME, for Plaintiff.

Doutre, Daoust and Doutre, for Defendant.

ATTACHMENT AFTER JUDGMENT.

mber, 1862.

Superior Court, Montreal, 31st December, 1862.

Coram Smith, J.

Februyer, vs. Poirier et Decaré, Garnishee.

Held: That a Plaintiff, having attached a sum of money in the hands of the garnishee belonging to Defendant, cannot make a motion that the court would order the garnishee to pay Plaintiff the amount in deduction of the amount due Plaintiff on a judgment against Defendant.

Plaintiff sued out a saisie arrel after judgment against Defendant, and attached certain moneys due Defendant in the hands of garnishee. Plaintiff then made a motion to the effect that the court would order the garnishee to pay him £55 7s 4d, acknowledged by the garnishee to be due Defendant.

PER CURIAM: Plaintiff can take nothing by this motion. The proper course for Plaintiff to take is to inscribe the cause for hearing on the merits of the attachment. Motion dismissed, $(7 J_{\odot}, p. 44.)$

Drummond and Bélanger, for Plaintitl.

PROCEDURE.-PLEA OF COMPENSATION.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31st December, 1862.

Coram Smith, J.

Beaudry, vs. Vinet.

Hild: I. That, in a plea to an action for debt, where Defendant admits the indebtedness, but alleges that Plaintiff is indebted to him in a larger sum, if compensation be not expressly prayed for, there must at least be something to shew that the plea is a plea of compensation.

2. That where a Defendant, by his plea to an action for debt, sets up that Plaintiff is indebted to him in a larger sum, but does not, by the terms of his plea, shew that it was intended for a plea of compensation, the plea will be dismissed on a demurrer, with leave to Defendant to replead.

Plaintiff's declaration alleged that Plaintiff was a priest, curé of the parish of St. Constant, in the district of Montreal; that Defendant, also a priest, had been Plaintiff's predecessor as curé over the parish of St. Constant, having left the parish on the 16th May, 1861. The declaration went on to state, that according to law and the custom of this country, the ecclesiastical year, as regards the dîme due, commences at St.

le in the names ejected.

of the two sur-

e, Daoust and died, and the he same name the *instance*

the same quesı moved for in st and Doutre. cement of the It was argued e other copartt act like indipartnership of appear before ntinue to sign e for them to to exist, which rtnerships. An as O'Sullivan uselves Doutre neys, but they ame of a dead

Michel, viz., the 29th September of each year, and ends at St. Michel of the following year. In the case where different rurés succeed each other in the parish, during the ecclesiastical year, the dime due for that year is divided between them pro rata. The Defendant had collected the whole of the dime, to more than a third of which Plaintiff was entitled, but, as part had been paid or compensated for a balance of £42.10 was claimed. The Defendant, by a pleading called exception and defense, admitted the justness of Plaintiff's demand, but alleged that Plaintiff owed him a larger sum of money, for which Defendant also became incidental Plaintiff. There was no allegation of compensation in the body of the plea, nor in the prayer, which was as follows: "Pourquoi le Défendeur, se réservant de prendre les conclusions qu'il a droit de prendre contre le Demandeur, pour répéter de lui ce qu'il a payé de plus qu'il n'était dû au Demandeur, conclut au débouté de l'action." To this plea, Plaintiff demurred as insufficient.

PER CURIAM: Plaintiff was a curé who had succeeded to the parish which Defendant, also a curé, had left. The latter had collected the tithes for a term part of which had been served by Plaintiff. Plaintiff claimed his share. Defendant's answer was that Plaintiff was not entitled to recover, because he owed. Defendant a larger sum. He did not pray that his claim should be compensated against that of Plaintiff. Now, even adopting the extreme view of the Court of Appeals, that you need not expressly pray that one debt should be compensated by the other, there must still be something to shew that compensation was the theory of the plea. It did not necessarily follow that because Plaintiff owed Defendant one debt he should not have a right of action for another due him by Defendant. The demurrer of Plaintiff to Defendant's plea maintained with leave to plead again within twenty days from date of judgment. Demurrer maintained. (7 J., p. 44.)

D. GIROUARD, for Plaintiff.

MÉDERIC LANCTOT, for Defendant.

Brillin

Held: 1 sets out t out allegi 2. That the order Plaintiff,

vered the

Plaint dants in "their e "Philade "of the : " and M "endorse Defendant he decla and that Crissey a

PER C note is sisigned, the make tion that to Plaintidelivery have been to the padeclaration

CRIFFI Kerr a

PROCEDURE.—DECLARATION ON PROMISSORY NOTE.

Superior Court, Montreal, 21st February, 1863.

Coram Monk, J.

BULLITT et al., vs. SHAW et al.

II.Id: 1. That a Plaintiff in an action on a promissory note, sufficiently sets out the contract by alleging that the note was made simply without alleging that the note was signed.

2. That the allegation that the Defendants made a note, payable to the order of C. & M., who then endorsed and delivered the note to the Plaintiff, is sufficient without the allegation that the Defendants deli-

vered the note to the said C. & M.

Plaintiffs declared upon a promissory note against Defendants in the following terms: "The Defendants, &c., &c., made" their certain promissory note in writing, bearing date at "Philadelphia, &c., and, thereby, nine months after the date of the said note, promised to pay to the order of Crissey and Markley \$165.10 &c., and the said C. and M., then endorsed and delivered the said note to the Plaintiff, &c." Defendants demurred to the declaration on the ground that the declaration did not allege that Defendant signed the note, and that it did not allege that they delivered the note to Crissey and Markley.

PER CURIAM: The allegation that Defendants made the note is sufficient as the note could not be made without being signed. The omission to allege the delivery of the note by the makers to the buyers is irregular, but there is an allegation that the note was endorsed and delivered by the payees to Plaintiffs, which could not have been without a previous delivery by the maker to the payees, C. and M. It would have been better to have alleged the delivery by the maker to the payees, but, under the circumstances, I hold that the declaration is sufficient. Demurrer dismissed. (7 J., p. 47.)

GRIFFIN, Q. C., for Plaintiffs, KERR and NAGLE, for Defendants.

ends at lifferent stastical en them to dime, but, as £42.10 reeption and, but oney, for the was a, nor in fendeur, prendre payé de

oonté de nt. geeded to he latter nad been fendant's t, because that his iff. Now, eals, that he comt to shew t did not idant one

due him

unt's plea

nty days

p. 44.)

RULE AGAINST A BAILIFF.

CIRCUIT COURT, Montreal, 27th September, 1862.

Coram Badgley J.

Rolland vs. Reuger and Lafontaine mis en cause.

Held: That a rule taken against a Bail' f who has made no return to a Writ of Execution with which he was charged, asking that he be declared in contempt of court and imprisoned until he pays the debt and costs, unless he shows cause, will not be declared absolute.

A rule was taken against the Bailiff charged with a writ of execution against the moveables of Defendant, ordering him to appear before the court on a day certain, to shew cause why he should not be declared to be in contempt of court, and imprisoned until he paid Plaintiff £29 14s. 3d., principal and interest and costs, because he had made no return to the writ of execution.

PER CURIAM: The court cannot grant such a rule. The Bailiff cannot be held responsible for more than the value of the effects seized, which may amount to a great deal less than the debt. The first thing to be ascertained must be as to what effects are seized. The court will, therefore, order the builiff to make his return within forty-eight hours after service upon him of the present order. (7 J., p. 48.)

Denis and Desnoyers, for Plaintiff.

ATTACHMENT BEFORE JUDGMENT.

CIRCUIT COURT, Montreal, 22nd December, 1862.

Coram Smith, J.

Andrew Robertson, et al., Plaintiffs, vs. Anne Jane Att-WELL, Defendant, and DONALD LORN Mc'DOUGALL, Garmishee.

Held: 1st. That an affidavit for Saisie-arrêt arant jugement, in which deponent says that without the benefit of a writ, &c., Plaintiffs may lose their debt or sustain damage, is bad-

2nd. That the Jurat of an Affidavit, to be valid must contain the words "sworn before me" (or us) at Montreal this——
3rd. That writ of saisie arrêt on such insufficient affidavit will be

quashed on motion.

Plaintiffs issued process of saisie-arvét before judgment on a claim of \$120 and, by the affidavit of one of them, declared "that, without the benefit of a writ, &c., Plaintiff may be de-

prived d age." T treal, th the actio ber tern 1st The sustainii sacrame irregular Hengh, a October et al., vs. Talbot v.

Rober Ross et o writ allo rements

SMITH. certainty signed by rét issuer Jour 1 J. A. P.

(1) La sec tion snivant action civile état de déte pas la loi pa constatant c deur en une province ; e a raison de a guées spécia laisser immé créanciers et caché on est Pourvu touj émané l'ordi que cette pe sommaire, et d'une dénone on plus, on e un pays étra ou qu'il n'y immediatem lorsque ce m caché et n'ét lorsque ce m 1858, 22 V. suisic-arret b Governor and

George the T the said act o

the Defendar

1862.

return to he be dedebt and

a writ of ring him ew cause of court, principal n to the

The Baiie of the
than the
to what
he bailiff
rice upon

1862.

NE ATT-LL, Gar-

in which stiffs may

ntain the

t will be

ment on declared v be deprived of his remedy, and may lose his debt and sustain damage." The jurat was to the effect "sworn at this eity of Montreal, this 3rd day of November, 1862." After the return of the action, PERKINS, for Defendant, moved the court (December term) to set aside the affidavit and quash attachment, for: 1st There was no proof on oath of certainty of loss of debt or sustaining damage; 2nd that the words of the statute were sacramental, and had not been followed; 3rd, that jarat was irregular, and bad; 4th, affidavit was insufficient; and cited Heigh, et al. Ross, et al. (Monk, J.,) Superior Court, Montreal October term; Cons. Stats., L. C., p. 717 and p. 774; Warren et al., vs. Morgan; (1) L'Horst vs. Batts; (8 R. J. R. Q., p. 345.) Talbot vs. Donnelly. (9 R. J. R. Q., p. 362.)

ROBERTSON, contra, argued that the case *Hengle et al.*, vs. *Ross et al.*, could not apply as it was then in appeal, under writ allowed by the Court, and that affidavit met the requirements of law, and was altogether sufficient.

SMITH, Justice: The affidavit is insufficient as not showing certainty required by law. The jurat is irregular, though signed by the officer of this court, and, therefore, the saisie arrêt issued must be quashed. (7 J_{\odot} , p. 49.)

JOHN DUNLOP, for Plaintiffs.

J. A. Perkins, Junior, for Defendant.

(1) La section 2 du ch. 42 du S. du C. de 1849, 12 V, contenait la disposition suivante: " Il ne sera pas loisible au Demandeur dans aucune cause ou action civile, de procéder à arrêter la personne du Défendeur, ou à le tesir en état de détention, à moins qu'un affidavit ne soit fait en la manière preserite pas la loi par tel Demandeur, son teneur de livres, commis on procureur légal, constatant que le dit Défendeur est personnellement endetté envers le Demandeur en une somme équivalant à dix louis ou au dessus, argent légal de cette province : et aussi que le Demandeur, son teneur de livres ou procureur légal à raison de croire, et croit sincèrement pour des raisons qui devront être alléguées spécialement dans le dit affidavit, que le Défendeur est sur le point de laisser immédiatement la province du Canada, avec l'intention de frander ses créauciers en général, ou le Demandeur en particulier, ou que le Défendeur a caché ou est sur le point de cacher ses biens et effets dans cette intention ; Pourvu toujours, qu'il sera loisible à la cour ou à tout juge de la cour d'où aura émané l'ordre d'arrêter toute personne, soit en terme ou en vacance, d'ordonner que cette personne soit remise en liberté, s'il lui est démontré par une requête sommaire, et des preuves suffisantes, que le Défendeur est un prêtre ou ministre d'une dénonciation religieuse quelcenque, ou qu'il est âgé de sorxante dix aus ou plus, ou est une personne du sexe, ou que la cause d'action a originé dans un pays étranger, ou ne se monte pas à dix fouis, argent légal de cette province, ou qu'il n'y avait pas de raison suffisante pour croire que le Défendeur était immédiatement sur le point de laisser la province avec l'intention frauduleuse lorsque ce motif aura été assigné à l'arrestation, ou que le Défendeur n'a pas caché et n'étail pas sur le point de cacher ses biens et effets avec cette intention, lorsque ee motif aura été assigné à l'arrestation." La section 48 du S. du C. de 1858, 22 V. se lit comme suit: " If, on an affidavit for obtaining a writ of stisic-arrel before judgment under the tenth section of the ordinance of the Governor and Legislative Council of the Province of Quebec, twenty seventh George the Third, chapter four, on a writ of Capias ad Respondendum, under the said act of 1849, chapter fourty-two, in addition to the allegation that the Defendant is personnally indebted to the Plaintiff in the sum required by

PRIVILEGE OF THE LANDLORD. PROCEDURE.

CIRCUIT COURT, Montreal, 14 February, 1863.

Coram SMITH, J.

AULD vs. LAURENT et al.

Held: That a landlord claiming a right of lien against a piano occupying premises leased by him to a person, cannot sue out a writ of Saisic Revendiction to attach the piano in the hands of a third party who broke into the house and removed the piano therefrom, and pray the Court to order the return of the piano to the house in order that the same may answer for his rent unless the landlord also join his tenant in the action as his debtor.

Auld had leased to John W. Berwick, with prohibition against subletting, a house in St. Antoine Street, belonging to his wife, for a sum of £45 and assessments, and gave him possession in May, 1860. Berwick remained in possession by tacit reconduction, till November, 1861, when, without the knowledge of his landlord, he sublet the house to one Pradget, who, forthwith, went into possession, and acquired certain furniture in the house belonging to Berwick, and also placed in the house as a memble memblant, a piano which he had hired from Defendants. Plaintiff was ignorant of the proprietorship of

the said act or by the said ordinance, as the case may be, it shall be alleged upon grounds specially stated in the affidavit that the Defendant is a trader, that he is no priously insolvent, that he has refused to compromise or arrange with his creditors, or to make a cession de biens to them or for their benefit, and that he continues to carry on his trade, such debtor shall then be held to be about to secrete his goods and chattels with intent to defraud his creditors generally, or the Plaintiff in particular, and a writ of saisir-arrit before judgment for attaching bis estate, debts and effects, may issue under the said ordinance, and a writ of capius ad respondendum for arresting such Defendant, may also issue under the said act." If a été jugé, sous ces dispositions, qu'un affidavit pour capius et seisie-acrét dans ces termes : Le déposant dit que W. est commerçant depuis plus de trois mois, qu'il est notoirement insolvable, qu'il a refusé de comprometire et de s'arranger avec ses créanciers, et notamment avec le déposant, et qu'il a même caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec l'intention de frauder ses créanciers généralement, et en particulier le déposant, et que sans le l'enélice d'un bref de capias ad respondendion contre la personne du dit W. et d'un bref d'arrêt simple contre ses biens, dettes et effets, le déposant perdra tout recours contre lui, perdra sa dêtte susdite et souffrira des dommages," est insuffisant, vu qu'il n'allègne pas que le débiteur a refusé de faire une cession de biens, et parceque le déposant ne donne pas les raisons de sa croyance que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder; que c'est au Défendeur à faire la preuve sur la requête pour obteuir son élargissement, et que c'est pour cette raison que la loi oblige le déposant à donner les raisons de sa croyance, et l'affirmation positive du recel ne suffit pas pour exempter la mention des motifs de la croyance (Warren et al., et Morgan, C. B. R. en appel, Québec, 13 juin, 1859. LAFONTAINE, J. en.C., AYLWIN, J., DI VAL, J., et MEREBITH, J., renversant le jugement de C. S., 9 D. T. B. C., p. 305.) V. art. 798, 799 et 819, C. P. C.

the pian Pradget house ex dants w withdray attach tl and bein the order open the and the p ledge of unde nw house and Writ of S in the ha pose of b declaratio wick, wit wik: the wick to tl the 1st M somably w among of wick had was in the seenrity I the value within 8 c Defendan had broke the piano, on the pia the premi The concl " by reaso lath a ri and pray: saite may fendants 1 leased, an house, and declared a attached u to a lien a due and to lease and t

or attachn

1863.

inno occurit of Saiparty who I pray the r that the ris tenant

ohibition
onging to
him pos
by tacit
ne knowget, who,
furniture
d in the
ired from
prship of

be alleged is a trader, or arrange eir benefit. t be held to is creditors efore judge said ordi-Defendant, ions, qu'un lit que W. insolvable. et notams, dettes et partienlier *lum* contre dettes et susdite et le debiteur donne pas ens, dettes la preuve ette raison 1 l'affirmaotifs de la juin, 1859. renversant i, C. P. C.

the piano being in Defendants. Some time in February, 1862, Pradget left Montreal, and removed all his furniture in the house excepting the piano. On the 18th March, 1862, Defendants without notice to Plaintiff, and, having heard of the withdrawal of Pradget, sued out a Writ of Revendication to attach the piano as their property in the hands of Pradget; and being unable otherwise to enter the house, they procured the order of a Judge permitting the seizing Bailiff to break open the door in order to make the seizure, which was done, and the piano, was removed by Defendants, without the knowledge of Plaintiff. Within eight days afterwards, Plaintiff was made aware that Defendants had broken open the door of the house and removed the piano, and forthwith he sued out a Writ of Saisie Gagerie par droit de suite, attaching the piano in the hands of Defendants as the holders thereof for the purpose of bringing the piano back to the house. Plaintiff, in his declaration, set up the lease for £45 and assessments to Berwick, with prohibition to sublease; the possession by Berwilk; the non-payment of rent and the indebtedness of Berwick to the amount of £22 10s, for two quarters of rent ending the 1st May, 1862; that the rent of the said house was reasonably worth the said sum of £45, and the assessments: that among other articles of very tritling value with which Berwick had furnished the house as security for the rent, there was in the house a certain piano which was in fact the only security Plaintiff had for the payment of the rent, and was of the value of £30 and upward: that, on the 18th March 1862. within 8 days before the institution of the action of Plaintiff. Defendants, without the knowledge and consent of Plaintiff had broken into the house and unlawfully removed from it the piano, for the purpose of defrauding Plaintiff of his lien on the piano: that they had, by the said forcible entry into the premises, damaged the same to the amount of ten dollars. The conclusions of the declaration was in the following terms: " by reason of all which said premises and by law Plaintiff bath a right to bring suit and he doth hereby bring suit and prays that a writ of saisie gagerie par dvoit de suite may issue to seize and attach in the hands of Defendants the said piano which was in the said house so leased, and which had been by them removed from said house, and that, by the judgment of this Court it may be declared and adjudged that the piano so to be seized and attached under the Writ of saisie gagerie to issue is subject to a lien and privilege in favour of Plaintiff for all the rent due and to become due, to wit, the sum of £22 10s., under said lease and twite recombination, and thereupon the saisie gagerie or attachment of the piano may be declared good and valid; and Defendants jointly and severally ordered and adjudged, within such delay as the Court may appoint, to replace and bring back, at their own costs and charges, to the house, leased as aforesaid to Berwick the piano to the end that the same may be forthcoming to answer as gage for the payment of the cent or sum of £22 10.; and that the piano may be sold, and, out of the proceeds, of the sale thereof, Plaintiff may be paid the sum of £22 10s.; and, in default of Defendants replaeing and bringing back the piano to the said house, within such delay as the Court may order, that they may be jointly and severally adjudged and condemned to pay and satisfy to Plaintiff the su n of £22 10s, for said rent; and, further, that Defendants be adjudged and condemned, jointly and severally to pay and satisfy to Plaintiff the sum of \$10, as and for damages." Defendants pleaded that William Pradget having taken possession of the piano, on or about the 7th December, 1861, they had sued out of the Circuit Court a Writ of Saisie Rerendication against Pradget, as détenteur of the piano, that they had entered the house and had taken the piano by the hand of justice, which action was still pending; that they did not know Berwick, and that he had not, since the first May, 1861, occupied the house: that Berwick had never been in possession of the piano, and that Plaintiff had no right of pledge drait de suite upon the piano.

SMITH, J., said that the principle in law was undoubted that the lessor has a right of gage on furniture placed in the house though the furniture be the property of a third party. The only difficulty arose out of the facts. The action was brought against Laurent and Laforce alone. The action is defective in form. It is an action against the piano alone. It ought to have been against the tenant debtor also. In the case of Aglwin vs. Gillaron, (1) cited at the bar.

bar, the is defect

"The C
right in
his dec
action a
Torra

S. Riv

E. BAI

GAITHER

Jugé : 16. par la femn cider cette 26. Que l' demande ju

> ch. 47, déer '' tume de P

· propriétais

· dites cités

· priétaires · dehors des " traire," Le · droit de su " simple ou · loi, contre " en vertu d " sm preuve " trais de pa · meme la v sons ces disp ville fait pon armee, les el devienment si les saisir par lege du locate les meubles g lorsqu'il n'y a maintenue et saisie-gagerie an privilège c

que les Dema (1 *R. J. R. Q* (1) V. art.

loyer de l'ann

Aglwin et al.

octobre, 1854.

J., renversan

⁽¹⁾ L'article 161 de la Contume de Paris est en ces termes : "Il est loisible "à un propriétaire d'aucma maison par lui baillée à titre de loyer, faire proveder par voic de gagerie en la dite maison, pour les termes à lui dus pour "de louage, sur les biens étant en icelle." L'article 171 de la même contume suit : "Toutefois les propriétaires des maisons sises és villes et faubourgs, et fermes des chainps, peuvent suivre les biens de lems locatifs "on fermiers exécutés, encore qu'ils soient transportés, pour être premiers payès de lems loyers on maisons, lecux arrèter jusqu'à ce qu'ils soient veudus "et délivrés par antorité de justice." L'ordonnance du Gouverneur et du Conseil Législatiff de 1787, 27 Geo. 3, ch. 4, qui restreint le droit d'émanue des saisies-arrêts, décrête, à la section 9, " que rien de ce qui est contemu ici, "me s'entendra à préjudicir aux droits des propriétaires de biens fonds dans "le cours ordinaire de la loi, pour le reconvrement de rentes suivant aucme "ancienne forme de procéder, en conséquence de toutes lois, usages et con" tumes quelconques. "Le statut du llas-Canada de 1855, 3 Guil. 4, ch. 1 qui a été passé pour régler certains droits des locateurs et locataires décrète, à la s. 7, que "rien de ce qui est condenu dans le péscut m'empêche cu aucm propriètuire on boatton de reconvir à la voic de saisie-gupprie, un étoute autre que la loi permet mainte nant," L'ordonnance du Conseil Spécial de 1839, 2 V.,

bar, the debtor was in the record. It is clear that the action is defective in form and must be dismissed, with costs.

"The Court, considering that Plaintiff hath failed to show any right in law, by reason of any of the allegations of Plaintiff in his declaration, to have or maintain the conclusions of his action as brought, doth dismiss this action." (7-J., p. 49.)

TORRANCE and Morris, for Plaintiff.

S. RIVARD, for Defendant.

E. BARNARD, Counsel for Defendant.

DOT .- INTERET.

COUR DE CIRCUIT, Montréal 31 octobre, 1862.

Coram Monk, J. A.

Gaptiner es. Dagenais.

Jugé: To. Que la det consistant en une somme d'argent est aliénable par la femme séparée de biens de son mari et de lui dûment autorisée à céler cette somme à un tiers,

20. Que l'intérêt sur cette somme dotale ne court que du jour de la demande judiciaire. (1)

ch. 47, décrète, à la s. 2, que " le cent-soixante et unième article de la Con-" tume de Paris, et tous les privilèges et avantages que confère cet article aux " propriétaires en locateurs de Liens immembles situés dans les limites des " dites cités ou villes, s'étendent et s'étendront, et appartiendront aux pro-" priétaires ou locateurs de tous biens immeubles, situés en aucun lieu en " dehors des dites limites, nonobstant toute loi, contume ou usage à ce con-"traire." Le statut du Canada de 1853, 16 V. ch. 200, s. 9 décrète "que le " droit de suite sera et pourra être exercé au moyen d'un writ de saisie, arrêt " simple ou saisie-arrêt eu mains tierces avant jugement, conformément à la " loi, contre les effets d'un locataire pour le montant en entier du ou à échoir, " en vertu de tout bail par écrit ou convention verbale ; lequel dit montant, " sur preuve, sera adjugé au propriétaire ou locateur, et sera prélevé avec les " frais de paiement et d'exécution au moyen d'un writ d'exécution, sur et à " même la vente des dits effets, s'ils suffisent pour cet objet." Il a été jugé, sons ces dispositions de la loi, que, dans le cas d'un bail d'une maison de ville fait pour plusieurs, années, avec droit, au locataire d'y mettre fin chaque arnee, les effets mobiliers que le locataire transporte dans les lieux lonés devienment sujets au privilège du locateur pour le loyer d'un au, et qu'il peut les saisir par droit de suite, et que, dans une poursuite pour exercer le privi-lege du locateur, avec saisie-gagerie par droit de suite (vu l'enlevement de tous les meubles garnissant les lieux loués) intentée dans le premier mois de l'année, lorsqu'il n'y a encore aucun terme de loyer échu, demandant que la saisie soit maintenne et que les effets soient vendus pour payer le loyer dû et à échoir, la saisie-gagerie sera maintenue, et il sera-ordonné que les effets saisis et sonmis au privilège du locateur soient vendus pour payer le !ocateur du montant du loyer de l'année et des dais du jugement (rendu après l'expiration de l'année) Aylwin et al., Appelant, et Gillovan, Intimé, C. B. R., en appel, Québec, 10 octobre, 1854, LAFONTAINE, J., en C., VANFELSON, J., MONDELET, J., et CARON, J., renversant le jugement de C. S. Québec, 25 octobre 1819, qui avait jugé que les Demandeurs n'avaient pas droit à la stisie-gagerie pur droit de suite, (t.R. J. R. Q., p. 192.)

(1) V. art. 1077 C. C.

of Saisie piano, piano by hat they the first wer been right of adoubted d in the d party, tion was action is

o alone.

also. In

the bar,

djudged,

lace and

e, lensed

he same

ment of

be sold,

may be

its repla-, within

e jointly atisfy to her, that

severally

1 for dahaving

ecember,

est loisible, laire prei dus pourcontunte se es villes et urs locatifs e premiers eur vendus neur et du d'émaner butenu ici, fonds dans ent aucune ges et con-, ch. 1 qui erête, à la

ucun proautro qui 839, 2 V., Le Demandeur réclamait la somme de \$75, balance de la dot que le Défendeur avait constitué à sa fille, Delphine Dagemis, par son contrat de mariage, avec François Leclaire, reçu le 13 avril, 1855 par-devant Houlé et son confrère Notaires: avec intérêt depuis l'échéance, e.c. naturâ rei, et laquelle somme avait été transportée au Demandeur, par acte de cession reçu le 12 mars, 1862, Houlé, N. P., par Delphine Dagemais, alors séparée de biens de son mari, mais par lui dûment autorisée à ce faire, moyennant la somme de \$36. Le Défendeur plaida que cette dot n'était pas aliénable, et que la cession que sa fille en avait ainsi faite au Demandeur était nulle, et ne donnait aucun droit d'action au Demandeur, qui n'en pouvait être saisi en loi, et qu'il n'y avait en loi aucune action pour dot contre le père par l'enfant comme la dot était une obligation naturelle.

MONK J.: The action is for \$95, being \$75 for balance of a dot, and \$20 for interest. The interest can be given only from the demande. This dot consists of a sum of money given by Defendant to his daughter. Delphine Dagenais, enfant commun from his mariage with Marie Louise Abraham dite Courville. The action is properly brought against Defendant: the marriage of Delphine Dagenais and François Leclaire is not formally alleged but it is proved aliunde. This dot is not an obligation naturelle in this case; being stipulated in and by a contract of marriage. It must therefore be enforced. The question whether the dot is inalienable suffers no diffioulty in the Pays de droit écrit. But, in this case, the wife having the absolute control of her property by the séparation Je biens could transfer this sum of money with the authority of her husband, according to the principles of law followed in the pays de droit contumier which we are bound to follow in this country. Judgment for Plaintiff. (7 J., p. 51.)

L. W. SICOTTE, avocat du Demandeur, J. A. Perkins, avocat du Défendeur BOYER et

Jugé: Qu gasins des la vente es trat, et que acheteurs d

La décl deurs ava une somn payé \$25 ; de demeui lesquels le hors des n fendeurs, ies Défend prendre la vers le 9 s Défendeur d'usage en fendeurs, c qu'une bala Les Défe

recouvrer: un corps d quelle deva acheté sur tendait len effective ni les Demane pour inexéc en recevant comme une contrat. Le allégnés da " merce de " à une épo " an momer " que soien

" livraison, " aussi que, TOMI

e de la ine Daine Da-Leclaire, dere Norei, et par acte Delphine par lui

Delphine
par hi
\$36. Le
st que la
sur était
leur, qui
aucune
lot était

nce of a nly from given by ent comam dite fendant: eclaire is lot is not d in and enforced. no diffithe wife paration authority llowed in follow in

VENTE AU COMPTE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 31 décembre, 1862.

Coram Smith, J.

BOYER et al., rs. PRIEUR et al.

Jugé: Que les Défendeurs ayant acheté de la fleur, livrable aux magasins des Demandeurs, de temps à autre, à la demande des acheteurs, la vente est parfaite, quoiqu'il n'y ait pas tradition au moment du contrat, et que la fleur demeurée aux dits magasins est la propriété des acheteurs et à leurs risques et périls.

La déclaration alléguait que, le 24 mai, 1859, les Demandeurs avaient vendu une quantité de fleur, formant en totalité une somme de \$347,50, sur laquelle les Défendeurs avaient payé \$25; que les Défendeurs avaient requis les Demandeurs de demeurer dépositaires de la fleur pour quelques jours, après lesquels les Défendeurs devaient la prendre et faire expédier hors des magasins des Demandeurs, promettant aussi, les Défendeurs, payer le prix de la fleur sous quelques jours; que les Défendeurs, quoique souvent requis et mis en demeure de prendre la fleur, auraient toujours négligé de le faire; que, vers le 9 septembre, après plusieurs notifications faites aux Défendeurs, les Demandeurs vendirent la fleur, ainsi qu'il est d'usage en pareil cas, pour le compte et aux risques des Défendeurs, que la fleur ainsi vendue a produit \$215,35, et qu'une balance de \$107.15 est due aux Demandeurs.

Les Défendeurs plaidèrent que les Demandeurs ne pouvaient recouvrer: 10. parce que la fleur prétendue vendue n'était pas un corps distinct d'autres quantités de même fleur parmi laquelle devait être prise celle vendue aux Défendeurs, qui ont acheté sur échantillon et sans-même voir la fleur qu'on prétendait leur vendre; 20. parce qu'il n'y a pas eu tradition, ni ellective ni feinte de la fleur; 30, parce qu'en supposant que les Demandeurs auraient un droit d'action, ce ne serait que pour inexécution de contrat: 40, parce que les Demandeurs, en recevant \$25, lors de la vente, avaient accepté cette somme comme une indemnité suffisante pour inexécution possible du contrat. Les Demandeurs prouvèrent, par leur commis, les faits allégués dans leur déclaration, et, de plus, que "dans le com-"merce de fleur, il se fait souvent des ventes de fleur livrable Tà une époque ultérieure, sans que la fleur vendue se trouve, " au moment de la vente entre les mains des vendeurs. Quelles " que soient les variations du marché entre la vente et la "livraison, le prix de vente est tonjours maintenu. Il arrive " aussi que, malgré que la fleur vendue soit, au moment de la " vente, entre les mains du vendeur et à son magasin, la "livraison n'est stipulée que pour une époque ultérieure. "Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est l'acheteur qui profite "on souffre des variations du marché." Par un autre témoin, les Demandeurs établissent l'usage du commerce comme suit: "La fleur se vend sur échantillons, qui sont parfois envoyés par la poste et des ventes considérables se font ainsi sur l'examen d'échantillons et par correspondance, ce qui exclut la possibilité de la tradition. Du moment où le prix est convenu et la promesse réciproque de livrer et prendre respectivement est donnée, la vente est parfaite, et, de ce moment, les variations du marché sont aux pertes et profits de l'acheteur, quoique la marchandise reste en la possession du vendeur."

PER CURIAM: The question raised has long been settled, both here and in England. Actual delivery is not necessary to give full effect to a contract of sale of flour. The case of Gould and Binmore, has been decided in accordance with that principle. (1) Judgment for Plaintiffs. (7 J., p. 52.)

Doutre and Daoust, pour les Demandeurs. Drummond and Bélanger, pour les Défendeurs.

COMPOSITION.

Cour de Circuit, Montréal, 31 octobre 1862.

Coram Badgley, J.

Roy et al., rs. Turcotte.

Jugé: Que dans l'espèce, le débiteur est déchargé du paiement de la somme remise, par suite de la rétention par son créancier de billets souscrits par des tiers, et qu'il leur avait remis en paiement, quoique l'un de ces billets ne soit pas encore tont payé, et que les deux autres ne l'aieut été que longiemps après leur échéance.

Les Demandeurs poursuivirent le Défendeur, pour le reconvrement de la somme de \$188.16, pour balance restée due et échne au 27 septembre, 1861, tant par compte courant que par billets. Le Défendeur opposa à cette action une exception par laquelle il prétendait qu'ayant réglé de compte avec eux le 22 juin, 1860, il se trouvait ne leur devoir que \$498.56.

que, se t pécuniai de leur j par des 872.40, f en par ei arrangen et remis par leur " avons " chain v répondire invoquées fendenr s cultés péc alors ses réclamé d le louis, e propriété délai d'un deur, mal négligé dá ments, et ni caution mandeurs par enx 1 consentis: comme sûi l'avoir du scraient pa pas encore binee de v jusqu'an p les présent la proposit jamais con qui ne lui créance : pa le billet de du témoin dans leurs Défendeur suit, savoir montant de billet de Be Par argent

du Défende

⁽¹⁾ La vente de marchandises par l'entremise de conrtiers doit être prouvée par la production des avis de vente et d'achat, et le vendeur qui, dans un action pour le prix de la vente, produit l'avis de vente du courtier, ne peur prouver l'achat par témoin, s'il n'a pas requis le Défendeur, acheteur, de produire l'avis d'achat. (C. S., Montréal, 30 décembre, 1861, SMITH J., Goule et al., vs. Binmore et al., 10 R. J. R. Q., p. 364.)

gasin, la ltérieure. ii profite · témoin. me suit: envoyés ainsi sur ni exclut est conrespectiment, les 'acheteur, ıdeur." n settled. necessary e case of

with that

re 1862.

ment de la r de billets nt, quoiq^{ue} eux autres

: le recouée due et irant que exception avec eux \$498,56:

être prouvé n, dans um ier, ne pew eur, de pro ru J., Gould

que, se trouvant alors dans un état de gène et de difficultés pécuniaires, il leur aurait proposé, ce qu'ils out alors accepté, de leur payer cette somme au moyen de trois billets signés par des tiers, au montant de \$301.51, et de plus en argent 872.40, faisant en tout \$373.91, équivalant à 15s. dans le £, en par eux le déchargeant du surplus; qu'en conformité à cet arrangement, il avait payé anx Demandeurs la dite somme, et remis les trois billets en question, ainsi qu'ils l'ont reconnu par leur lettre du 13 juillet, 1860, qui est comme suit : "Nons avons reçu votre lettre avec son contenu, et, à votre pro-" chain voyage en ville, nous règlerons cela." Les Demandeurs répondirent qu'ils n'ont junais fait ni reconnu les conditions invoquées par le Défendenr; que, le 20 février, 1860, le Défendeur se prétendant alors dans un état de gêne et de difficultés pécuniaires, aurait proposé aux Demandeurs, qui étaient alors ses créanciers, comme ils le sont encore, du montant total réclamé du Défendeur, de ne leur payer que 15 chelins dans le louis, en par lui leur fournissant une hypothèque sur une propriété ou leur donnant une bonne caution, et ce sous le délai d'un mois à compter du 20 février, 1860; que le Défendeur, malgré cette proposition par lui ainsi faite, a toujours négligé de s'y conformer et de remplir aucun de ses engagements, et n'a jamais fourni aux Demandeurs ni hypothèques ni caution quelconque: que, le vingt-huit juin, 1860, les Demandeurs étant créanciers de toute la totalité de leur créance par eux réclamée du Défendenr, n'ont reçu les trois billets consentis par Barrette, Tellier dit Lafontaine et Boulet que comme sûreté collatérale et dont le produit ne scrait placé à l'avoir du Défendeur qu'à fur et à mesure que tels billets seraient payés; que le billet de Tellier dit Lafontaine n'est pas encore payé en entier, et qu'il reste dû sur icelui une balance de vingt-sept dollars, avec tons les intérêts à calculer jusqu'an paiement, ainsi qu'il appert an dit billet produit avec les présentes ; que, partant, le Défendeur n'a jamais exécuté la proposition par lui faite et ci-dessus expliquée, et ne s'y est jamais conformé, et est ainsi resté le débiteur des Demandeurs, qui ne lui ont jamais fait remise d'aucune partie de leur créance : par la preuve, il appert que la balance restée due sur le billet de Tellier est encore de \$27.40, suivant la déposition du témoin Gélinas, et, par leur état de compte, les Demandeurs, dans leurs réponses sur faits et articles, prétendaient que le Défendeur leur redevait encore une balance de \$37.42, comme suit, savoir: Montant de l'atermoiement, \$373.92. Regu le montant du billet de Barrette, \$95.18. Reçu le montant du billet de Boulet, \$67.09. Acompte de celui de Tellier, \$45.00. Par argent du Défendeur, le 25 juin 1860, \$89.32. Par argent du Défendeur, le 13 juillet 1860, \$40.00. Total \$336.50. Ba-

lance due, \$37.42. L'un des Demandeurs, Dufort, dans sa déposition, admit qu'il lui avait été donné par le Défendeur, en février, 1860, un bonus de \$20 pour des intérêts. Le témoin Gélinas dépose que les trois billets en question n'ont été reçus par les Demandeurs que comme sûreté collatérale, et que ceux de ces billets qui ont été payés, ne l'ont été que longtemps après leur échéance; et que l'arrangement proposé par le Défendeur, en février, 1860, n'avait pas eu de suite, vu que le Défendeur ne s'y était pas conformé, et que ce n'était qu'en juillet suivant que le Défendeur avait transmis les trois billets en question dont il avait garan i le paiement. Le Défendeur n'examina aucun témoin. A l'audition, les Demandeurs citèrent à l'appui de leuvs prétentions les autorités suivantes: to. Le principe général est que le débiteur ne doit pas profiter de la remise du créancier, s'il n'a pas payé dans les 2 3 stipulés. Vide Atkinson vs. Nesbitt, (1) et Beaudry : reille. (2) 20. Le même principe est consacré dans 1. cause de Boudreau vs. Damour (3); car l'exception qui

(1) Une quittance donnée par un créancier à son débiteur, à la condition que, dans n dél. i s', il lui paye une partie déterminée de sa créance, est sans effet, si dans ce délai, le débiteur ne paie pas le montant convenn, et dans ce as, le créancier peut poursuivre pour tout le montant de sa créance originaire, sans être obligé de demander, par sa déclaration, la mullité de cette quittance et le débiteur ne peut se libérer de la créance originaire en offrant et consignant ce qu'il n'a pas payé au temps convenu. (Atkinsou vs. Nesbitt, C. B. R. Québec, 31 mars 1845, 1 R. J. R. Q., p. 4091.)

(2) Une quittance par laquelle un créancier en considération d'une composition à tant dans la piastre payable à des époques déterminées, convient de décharger son débiteur de sa dette dans le cas où la composition serait payée au temps convenu, pourvu cependant que, si la composition n'est pas payée au temps convenu, le créancier pourra faire valoir sa créance originaire, est unlle si, au temps spécifié, la composition n'est pas payée ; et, dans ce cas, sur une action basée sur la créance originaire, le Défendeur ne peut se libérer en offrant et consignant le montant de la composition (Baudry et al., vs. Barcélle, C. B. R. Montréal, janvier 1845, 1 R. J. R. Q., p. 447.) Dans cette cause, les bemandeurs, par leur déclaration, demandaient la nullité de cette quittance, comme cela est constaté dans le rapport de la cause de Atkinson vs. Neshitt, 1 R. J. R. Q., p. 469. V. art. 1083, C. C.

(3) Un transport par lequel un débiteur cède, avec garantic de fournir et faire valoir, à deux de ses créanciers, conjointement, un montant égal à leur créance respective à prendre sur diverses créances cédées, pour par le cédaut dementer quitte curers les cessionnaires de parville somme qu'il leur doit, avec plus forte somme, par billet et compte courant à condition que les cessionnaires seront tenns, dans le cus, et non antrement, où les sommes cédées leur seraient réquilièrement payées à leur échéance respective, de donner une quittance générale tinule au cédaut du montant entier de leurs créances respectives, mais que, dans le cus contraire, où les créances respectives un elor serquièrement payées aux termes mentionnés, les cessionnaires auront alors le droit d'exiger du cédant le montant entier de leurs créances respectives, n'opère par novation; et dans le cas où les créances cédées ne sont pas payées à leur échéance, les créanciers penvent recouvrer de leur débiteur originaire le montant de leur première créance respective, sans avoir recours à l'action ou déchéance qui n'est pas nécessaire dans les matières commerciales. Le délai que l'un des cessionnaires donne à l'un des débiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne à l'un des débiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne à l'un des débiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne à l'un des débiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne à l'un des débiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne à l'un des débiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne au l'un des debiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne au l'un des debiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne au l'un des debiteurs des créances cédées le l'antre cessionnaires donne au l'un des debiteurs des créances cédées le l'antre cessionne le leur des des créances cédées le l'antre cessionne l'action des des leur des créances cédées le l'antre cessionne l'action des des leur des c

y est reco siste en c seurs des le créanci remise de du créanci poursuivre Brown et e tuelle. 40. des billets tion s'ils ne donnés à la que comme Troplong, I invariably considered subordonne lune vs. Pu

Badgley Dufort, for tember, 186 by them un his balance and a sum to 15s. in th

naire, les deux envers l'autre p transportées co der le reconvre cédés, ce délai ; premier débites Damour, C. S.

(1) Dans le er insolvable convipectives, cinqua donner une quit debiteur paie le cier partie à cett originaire moins avant l'échéance cette remise de remise de la creteinte que par l'égeor, C. S. Mo art. 1169 et 1181

(2) Une oblig prix d'effets de la cause de la de la créance origin Patton, C. S. Mo 3 R. J. R. Q., p sa déar, en moin reçus ceux temps e Déjue le qu'en billets ndeur rs eiantes:s prons les andry dans on qui

tion que,
est sans
dans ce
eiginaire,
puittance
t et coueshitt, C.

e compovient de on serait r'est pas iginaire, is ce cas, e libérer (al., vs. ins cette de cette inson vs.

ournir et al à leur le cédant loit, arce ionnaires seraient générale ais que, lièrement ion; et, les crède leur unce qui l'un des

cession

y est reconnue prouve la règle, savoir : cette exception consiste en ce que les créanciers avaient donné délai aux faiseurs des billets. 30. Il a été jugé que, dans le cas même où le créancier s'est dénanti de ses titres de créance, cette remise de créance seule n'étant pas une preuve de l'intention du créancier de décharger son débiteur absolument, il peut poursuivre son débiteur pour la remise qu'il lui avait faite. Brown et al., vs. Hartigan (1); 13 Guyot, Vo. peine contractuelle. 40. La novation ne se présumant pas, il résulte que des billets donnés par le débiteur n'opèrent aucune novation s'ils ne sont pas payés à lear échéance, car ils sont subordonnés à la condition de l'encaissement, et ne sont considérés que comme "collateral security." Vide Poth. Oblig., No. 594: Troplong, Privilèges et hypothèques, No. 199, 50. It has been invariably held that the taking of a promissory note, &c., is considered to be received subject to the condition of payment, subordonné à la condition de l'encuissement. Vide Macfarlane vs. Patton. (2)

BADGLEY, J.: This is an action by the late firm of Roy and Dufort, for \$188.16, for balance of account to the 27th September, 1861. Defendant sets up a composition agreed upon by them under the following circumstances: In June, 1860, his balance was \$498.56, he offered to settle by three notes and a sum of money amounting altogether to \$373.90, equal to 15s, in the £, Defendant produces a rough statement shew-

naire, les deux cessionnaires étant, par l'effet légal du transport, garants l'un envers l'autre pour leurs actes dans le reconvrement des créances à eux ainsi transportées conjointement. Les cessionnaires ne doivent rien faire pour retarder le recouvrement des créances cédées, et s'ils donnent délai aux débiteur cédés, ce délai aura l'effet de les empêcher de recouvrer pour autant de leur premier débiteur le montant de leur créance originaire. (Boudreon et al., vs. Damour, C. S. Montréal, 28 février 1859. SMITH, J., 7 R. J. R. Q., p. 266.)

- (1) Dans le cas d'une composition par laquelle les créanciers d'un débiteur insolvable conviennent d'accepter de lui, en réglement de leurs créances respectives, cinquante centins dans la piastre payables à six et douze mois, et de donner une quittance finale sur paiement du montant de la composition, si le débiteur paie le premier installement, mais ne paie pas le dernier, un créancier partie à cette composition pourra reconvere de lui le montant de sa créance originaire moins l'installement fait, quoique ce créancier ait remis au débiteur avant l'échéance du premier installement les titres de sa créance originaire ; cette remise de titres n'étant pas suffisante seule pour faire présuner une remise de la créance originaire, qui, par l'acte de composition ne doit être éteinte que par le paiement du total de la composition. (Brown et al., vs. Harbyon, C. S. Montréal, 31 décembre 1860, SMITH, J., 9 R. J. R. Q., p. 9) V. art, 1169 et 1181 C. C.
- (2) Une obligation notariée, avec hypothèque, consentie pour partie du prix d'effets de commerce vendus et livrés au débiteur, mais sans mention de la cause de la dette, n'opère pas novation, et le créancier peut poursuivre sur a créance originaire pour prix de vente d'effets de commerce. (Mucharlau vs. Potton, C. S. Montréal, 16 avril 1851, Day, Vanfelson et Mondeler, juges, 3 R. J. R. Q., p. 6.) V. art. 1169 et 1171 C. C.

ing these figures. On the 28th June, 1860, he pays them in cash \$89.32, as per their receipts, and receives back from them the three notes referred to, to return them altered according to their wishes, to meet the conditions agreed between them. Defendant's letter enclosing the notes is dated the 12th July, 1860, and is as follows: Jai fait mon possible pour avoir ces trois billets à conrte échéance mais à leur échéance je vous garantis qu'ils seront payés en plein..... Si vous n'acceptez pas ces billets, avez la bonté de me les renvoyer par la malle, et si vous les prenez, comme je l'espère, avez la bonté de m'envoyer un reçu de tout compte, pour argent et billets jusqu'à ce jour. On the 13th July, 1860, Plaintiffs acknowledged his letter as follows: "Nous avons recu votre lettre " avec son contenu, et à votre prochain voyage en ville nous "reglerons cela." And they retained the notes. The amount of these notes with the cash paid in June amount to \$323.68, to which adding, says Defendant, \$50 paid by Melançon to Plaintiffs on his behalf, would make up within a few cents the said sum of \$373.90, being the amount of the composition stated in the rough statement. The account produced by Plaintiffs shows the payment in June of \$89.32 and, on the 13th July, \$40 instead of \$50. Dufort's answers on faits et articles shew this statement, making up the \$373.90. The deposition of Dufort, one of Plaintiffs, admits that \$20 was paid for which no credit was given. This sum more than completes the amount which Defendant was to pay and which Plaintiffs agreed to receive from him in full. After the payments of these sums and the receipts of the notes, forming together the actual amount of \$373, which they agreed to take from him, being 15s. in the L, in full, they turn upon him and claim the balance. This is not a question of law; it is one of fact and of justice, and both justice and equity are in favour of Defendant's good faith. He requested them to return the notes of his friends if they were not satisfactory. they never intimated to him that they had gone back from their agreement, or only received the notes and cash on account, but left him in the belief that they would act by him with the same good faith that he had perfected his agreement. Looking with care as a commercial jury would do, I think the rights are with Defendant, and the action is dismissed, with costs. (7 J., p. 53.)

LAFRENAYE and ARMSTRONG, Attorneys for Plaintiffs. DORION, DORION and SÉNÉCAL, Attorneys for Defendant. Béliveau Défer

Jugé: Qu

i une perso
les devoirs
tenvoi de la
Jugé: Qu

plir illégale
produire son
vertu de laq

Le Requ de St Norl STUART, à ler mai 18 mant et a é qualifié à y pour la mi baska, et il lors de la d municipales de la paro: nsurpé et u conseiller l St Norbert seiller, et, se tenant à m dit Juneau. municipalite part anx dé des règleme ses réunion jour, et il ec de conseille que dessus, droit quelco dite municij la dite charg pourquoi, vo mandant au

(1) V. art. 10

ELECTION MUNICIPALE. QUO WARRANTO.

Cour Supérieure, Arthubaska, 20 mars 1863.

Coram STUART, J.

Béliveau, Requérant un bref de quo warranto, vs. Juneau, Défendeur.

Jugé: Qu'il sullit pour réponse à une requête libellée, reprochant à une personne d'occuper et de remplir illégalement et sans droit les devoirs de conseiller numicipal, de produire son mandat; sur le renvoi de la défense en droit, en juin 1862.

Jugé: Qu'il ne suffit pas à une personne accusée d'occuper et de remplir illégalement et sans droit les devoirs de conseiller numéripal de produire son mandat, mais elle est obligée de pronver que l'élection, en vertu de laquelle elle a été élue à telle charge, a été faite suivant la loi. (1)

Le Requérant qui est cultivateur, demeurant dans la paroisse de St Norbert d'Arthabaska, s'était adressé à l'honorable juge STUART, à Québec, et lui exposait, par sa requête libellée, du ler mai 1862, ce qui suit: "Votre pétitionnaire est maintenant et a été, depuis plus de deux années, voteur et electeur, qualifié à voter, pour les charges de conseillers municipaux pour la municipalité de la paroisse de St Norbert d'Arthabaska, et il y a, et avait payé toutes taxes locales, par lui dues, lors de la dernière élection, tant celles imposées pour les fins municipales que pour les frais d'éducation; que Pierre Juneau, de la paroisse de St Norbert d'Arthabaska, cultivateur, a usurpé et usurpe et s'est emparé illégalement de la charge de conseiller local de la municipalité locale de la paroisse de St Norbert d'Arthabaska, et qu'il s'intitule comme tel, conseiller, et, sous ce titre, exerce les droits et privilèges appartenant à un conseiller local de la dite municipalité; que le dit Juneau, après avoir prêté le serment de conseiller de la dite municipalité, s'est emparé de la charge, et a usurpé, et a pris part aux délibérations du conseil et a participé à la passation des règlements et résolutions adoptées par le conseil, lors de ses réunions tenues, depuis le 13 janvier dernier jusqu'à ce jour, et il continue à usurper et remplir illégalement, la charge de conseiller, qu'il usurpe injustement : que, par suite de ce que dessus, Juneau usurpe et s'empare illégalement et sans droit quelconque de la charge de conseiller municipal pour la dite municipalité locale, et qu'il n'a jamais eu aucun droit à la dite charge, ni au titre de conseiller municipal qu'il a usurpé ; pourquoi, votre requérant demande qu'il émane un bref, commandant au dit Pierre Juneau, d'être et de comparaître, le

om in them ording them. July, ir ces nee je s n'acpar la bonté billets know-lettre

mount
323.68,
gon to
cents
osition
red by
on the
aits et
The

: than

nous

y and
ter the
formreed to
1 upon
aw; it
ty are
lem to
ictory,
from

y him anent. think nissed,

on ae-

ant.

¹¹⁾ V. art. 1016, 1018 et 1019.

dixième jour de mai courant, devant un des honorables juges de la Cour Supérieure pour le Bas-Canada, siégeant à Arthabaskaville, dans la paroisse de St Christophe, au palais de justice, en la chambre des juges, pour répondre à la présente requête libellée et démontrer et prouver l'autorité en vertu de laquelle il s'est permis d'occuper et exercer la charge et franchise de conseiller local de la dite municipalité, et qu'il plaise à l'un de vos honneurs de déclarer qu'il n'a aucun droit d'exercer la dite charge, et que, par le jugement à intervenir, il soit déclaré coupable d'avoir usurpé, et de s'être emparé illégalement de la dite charge, et qu'il soit exclu et dépossédé de

la dite charge.

A cette requête le Défendeur opposa les défenses suivantes : " 1º Que le Défendeur réside, depuis plusieurs années, dans les limites de la municipalité de la paroisse de St Norbert d'Arthabaska, et qu'il y demeure encore ; qu'il y possède, depuis plusieurs années, jusqu'à ce jour, comme propriétaire, en son propre nom, un bien fonds, tenu en franc et commun soccage, dans les limites de la municipalité, de la valeur de quatre cent piastres ; qu'il est âgé de vingt-et-un ans accomplis, sujet de Sa Majesté par naissance; enfin, bien et dûment qualifié, d'après la loi, à être choisi par les habitants de la municipalité et à être élu conseiller municipal, et que le Défendeur est ainsi qualifié à être élu conseiller municipal, depuis plusieurs années et qu'il l'est encore, 2° Que le Défendeur a été notifié par Charles Adrien Pacaud, président de l'élection, qui a cu lieu le 13 janvier, pour l'élection de sept conseillers nunicipaux. pour la municipalité de la paroisse, qu'il avait été dûment élu, le dit jour, conseiller nunicipal pour la dite nunicipalité, ainsi qu'il appert au dit avis iei produit, et que Pacaud était bien et dûment autorisé à présider la dite élection. 3° Que le Défendeur n'était pas exempté par la loi d'accepter cette charge et d'en remplir les devoirs, mais qu'il a été obligé d'en remplir les devoirs depuis le 13 janvier dernier, pour ne pas encourir et payer la pénalité de vingt piastres mentionnée dans l'acte municipal du Bas-Canada de 1860, et que la dite élection municipale n'a pasété déclarée nulle et illégale par la Cour de Circuit, dans et pour le district d'Arthabaska, quoique depuis le dit mois de janvier dernier, il a été tenu un terme de la dite cour, savoir : depuis le sept au douze de mars dernier, et qu'aucun des intéressés, à la dite élection municipale, ne s'en soit plaint à la dite cour." Le Requérant demanda le débouté de cette défense par une réponse en droit, basée sur les raisons de droit suivantes: "10. Parce que le Défendeur n'allègue pas, dans son plaidoyer, qu'il a été élu conseiller municipal, à une assemblée publique d'habitants habiles à voter, et qu'il se borne à dire qu'il a été notifié, par Pacaud, qu'il avait été dûment élu.

ce qui ne l ne dit pas donné, par rier, ou que l'élection d qu'il ait ét conseil qu "40. Parce ou d'une a cipalité loc a été élu à teurs habil plus de sej par plus de ne dit pas, seiller dan Défendeur comme con Cadmettre Charles A Charles A faire agir 1 plaidoyer (quête du F de qui Cha son autorit

> PER CUI fense, d'all savoir en v nier la lui d'exiger du libellée.

Les part qu'il était d être élu co notifié qu'i cette électi du comté.

PER CUI que, lors de de prouver probandi p seiller ne d avoir, au p été faite su par la loi a juges
Arthaais de
ésente
estu de
t franplaise
t d'exenir, il
ré illéédé de

antes: s, dans orbert depuis en son oecage, re cent ajet de ualifié, eipalité st ninsi années fié par en lien sipaux, nt élu, é, ainsi it bien le Décharge emplir

le Cirpuis le te cour, l'aucun plaint tte dédroit s, dans assem-

orne à nt élu,

icourir

s l'acte

muni-

ce qui ne lui donne aucun droit à la charge. 20, Parce qu'il ne dit pas qu'avis public d'une assemblée quelconque ait été donné, par le muire, ou, à son défaut, par le secrétaire-trésorier, ou que, sans avis, une assemblée publique ait en lieu pour l'élection de conseillers. "30. Parce qu'il ne dit pas non plus, qu'il ait été nommé conseiller, par le gouverneur ni par aucun conseil quelconque, en remplacement d'un autre conseiller. "40. Parce qu'il ne dit pas, qu'il ait été choisi d'une manière ou d'une autre, comme conseiller par les habitants de la municipalité locale de la paroisse. "50. Parce qu'il ne dit pas, s'il a été élu à l'unanimité ou à la pluralité de voix par les électeurs habiles à voter. "60. Parce qu'il ne dit pas s'il y a eu plus de sept candidats à son élection, et si elle a été contestée par plus de trois électeurs habiles à voter. "70, Parce qu'il ne dit pas, qu'il ait été déclaré ou proclamé dûment élu conseiller dans un temps on dans un autre, "So. Parce que le Défendeur ne dit pas, qu'il avait prêté le serment d'office comme conseiller d'une municipalité quelconque, et se contente d'admettre qu'il a agi comme tel, d'après l'avis que lui a donné Charles Adrien Pacaud. "90. Parce que l'avis donné par Charles Adrien Pacand n'est pas une raison suffisante pour faire agir une personne comme conseiller. "10. Parce que le plaidoyer du Défendeur n'est pas une réponse légale à la requête du Requérant. "110. Parce qu'il ne dit pas non plus de qui Charles Adrien Pacaud, qui lui a donné l'avis tenait son autorité." Cette défense en droit fut débontée avec dépens.

PER CURIAM: Le Défendeur n'est pas obligé, dans sa défense, d'aller au-delà de la demande du Requérant: il désire savoir en vertu de quelle autorité le Défendeur agit: ce dernier la lui a indiquée, il doit être satisfait. Il n'a pas le droit d'exiger du Défendeur plus qu'il ne demande par sa requête

libellée.

Les parties procédèrent à la preuve : le Requérant prouva qu'il était électeur : le Défendeur prouva qu'il était qualifié à être élu conseiller : que le président de l'assemblée lui avait notifié qu'il avait été bien et dûment élu, et que le rapport de cette élection avait été fait au secrétaire-trésorier du conseil du comté,

Per Curiam: Le Défendeur a prouvé qu'il avait été élu, et que, lors de l'élection, il était qualifié à être élu, mais il a omis de prouver que l'élection avait été faite suivant la loi. L'onus probandi pesait sur lui et non pas sur le Requérant. Un conseiller ne doit pas s'immiscer dans l'exercice de sa charge, sans avoir, au préalable, acquis la certitude que son élection avait été faite suivant la loi, et que toutes les formalités voulues par la loi aient été bien et dûment observées. Le Défendeur

a agi de bonne foi. Il ne peut être condamné à payer l'a-

mende, mais il doit payer les frais.

"Considering that Phintiff hath sufficiently proved the allegations of his petition: that Pierre Juneau hath wholly failed to show that he was legally possessed of the office of Conneillor of the Municipality of the Parish of St. Norbert d'Arthabaska in the manner by him alleged. The Cour' is dispossess, put out, and remove Pierre Juneau from the of Councillor of the municipality of the Parish of St. Norbert d'Arthabaska, and the Court doth adjuge and condemn Pierre Juneau to pay costs." (7 J., p. 63.)

L. G. HOULE, Proc. Requérant. G. Leclère and G. Talbot, Conseils, E. L. Pacaub, Proc. Défendeur, Wm. Duval, Conseil.

COMPETENCE D'UN JUGE DE LA COUR SUPERIEURE.

Cour Súpérieure, District d'Arthabaska. Arthabaska, 14 mai, 1862.

Coram STUART, J.

Talbot, Requérant un Bref de Quo warranto, rs. Jufils Défendeur.

Jugë: Qu'un juge de la Cour Supérieure pour le Bas-Canada peut agir, comme juge, simultanément pour tous les Districts du Bas-Canada. (1)

Le Requérant, avait présenté (accompagnée d'affidavits) une requête libellée, datée "Arthabaskaville, Ier mai, 1862," pour obtenir l'émanation d'un Bref de Quo wavranto contre le Défendeur, qu'il accusait d'occuper illégalement la charge de conseiller de la municipalité de la paroisse d'Arthabaska. La requête était adressée comme suit : "District d'Arthabaska, Conr Supérieure, en vacance. A aucun des Honorables Juges de la Cour Supérieure pour le Bas-Canada, siégeant à Saint-Christophe d'Arthabaska, dans et pour le District d'Arthabaska et ayant juridiction pour le dit District." Le juge ordonna l'émanation du bref de Quo warranto le 2 mai 1862. A cette requête le Défendeur plaida une exception à la forme : 1° que le bref a été émané illégalement, irrégulièrement et sans aucun ordre de cette Conr ni d'un juge d'icelle: 2° qu'il n'appert point par le bref de Sommation que le Bref ait été émané sur l'ordre de cette Cour, ou d'un juge d'icelle, dans et pour le District d'Arthabaska; 3° parce que l'ordre de l'Hon. Andrew S trouve au en la Cité thabaska, là et adors périeure p étant là e District d que de fui

PER Ci ridiction simultané tion, quoiexercent l Supérieur Gaspé con Exception

> Charle G. Tala Whala E. L. P.

Талвот. І Défei

Jugé; Qu ne doit pas Maire bien n'a pas été élection cor

Le Requid'Arthaba rable Juga ricure de a pour oblig vant un c siégeant à thabaska,

(I) V. art.

⁽¹⁾ V. art. 1017 C. P. C.

er Died the wholly dice of forbert

orbert Pierre

862.

ut agir, ada. (1) ts) une " pour le Dége de baska. iabasrables ant à

d'Are juge 1862. orme : ont et ' qu'il ut été uns et l'Hon. Andrew Stuart, ordonnant l'émanation du Bref, et qui se trouve au bas de la Requête, a été fait et signé par le dit Juge en la Cité de Québec, en dehors des limites du District d'Arthabaska, et que le dit Honorable Andrew Stuart n'avait pas la et alors le droit d'instrumenter comme juge de la Cour Supérieure pour le Bas-Canada, pour le District d'Arthabaska; étant là et alors en dehors de la juridiction de la Cour pour le District d'Arthabaska. Le Requérant tit l'admission par écrit, que de fait l'ordre du juge ayait été donné à Québec.

Per Curiam: Les Juges de la Cour Supérieure ont une juridiction sur tous les Districts du Bas-Canada, et penvent simultamément en remplir tous les devoirs, autorité et juridiction, quoiqu'en dehors des limites du District pour lequel ils exercent leur autorité, et étant à Québec, un juge de la Cour Supérieure peut faire des actes judiciaires pour Montréal ou Gaspé comme si là et alors il était dans une de ces deux places, Exception à la forme déboutée, sans dépens. (7 J., p. 66.)

CHARLES LECLÈRE, Ecuier, Proc. du Requérant.

G. Talbot et L. G. Houle, Conseils.

William Duval, Equier, Proc. du Défendeur.

E. L. PACAUD, Conseil.

QUO WARRANTO.

Cour Supérieure, Arthabaska, 20 mai 1863.

Coram STUART, J.

Talbot, Requérant un bref de Quo-warranto, vs. Pacaud, Défendeur.

Jugé; Que le Maire auquel on conteste le droit d'agir comme Maire, ne doit pas pronver seulement qu'il a été élu Maire et qu'il est encore Maire bien et duement élu, qu'il u'a pas ét : remplacé, qu'un autre Maire na pas été nommé à sa place, mais il doit prouver en outre que son élection comme conseillier a été faite suivant la loi. (1)

Le Requérant, qui réside dans la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, avait présenté une Requête libellée, à l'Honorable Juge Stuart, à Qaébec, pour obtenir de la Cour Supérieure de ce District, l'émanation d'un bref de quo-warranto, pour obliger le Défendeur à comparaître le dix mai 1862, devant un des Juges de la Cour Supérieure du Bas-Canada, siégeant à Arthabaska, en la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, dans le palais de justice, en la chambre des juges,

⁽I) V. art. 1016, 1018 et 1019 C. P. C.

pour répondre à la requête libellée, et montrer et prouver l'autorité en vertu de laquelle il s'est permis d'occuper et d'exercer la charge de Maire de la municipalité locale de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska; et qu'il plaise à l'un des Juges de déclarer que Charles-Adrien Pacaud n'a aucun droit d'exercer la dite charge de Maire, et qu'il soit déclaré coupable d'avoir usurpé et de s'être emparé illégalement de la dite charge, et qu'il soit exclu et dépossédé de la dite charge : le tout avec dépens. Le Défendeur répondit par une exception à la forme, prétendant que le Juge n'avait pas le droit d'ordonner l'émanation du bref de quo-warranto, de la Cour Supérieure du district d'Arthabaska, lorsqu'il était là et alors à Québec, dans un autre district; cette exception à la forme fut déboutée, mais sans dépens. Le Défendeur plaida ensuite: 1' qu'il sait lire et écrire; qu'il réside depuis plusieurs années dans les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, qu'il y demeure encore, qu'il y possède, depuis plusieurs années, jusqu'à ce jour, comme propriétaire en son propre nom, des biens-fonds, tenus en franz et commun soccage, dans les limites de la municipalité, de la valeur de quatre cents piastres et au-delà; qu'il est âgé de vingt et un ans accomplis, sujet de sa Majesté par naissance, enfin, bien qualifié d'après la loi, qu'il a été choisi parmi les habitants de la municipalité, qu'il a été élu conseiller municipal de la municipalité; 2º que, le vingt janvier 1862, les conseillers du dit conseil municipal, étant alors en session, ont fait choix du Défendeur comme Maire de la municipalité, ainsi qu'il appert par les actes, résolution et élection du dit conseil ici produits comme faisant partie des présentes; que le Défendeur, qui était Maire de la municipalité locale sans interruption depuis plusieurs années, n'a pas été remplacé par un autre Maire, et qu'il n'y a pas d'autre Maire pour la municipalité que lui, le Défendeur et que le choix qui a été fait du Défendeur comme maire, le vingt janvier dernier, n'a pas été déclaré nul et illégal par la Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska, quoique, depuis ce mois de janvier dernier, il ait été tenu un terme de la dite Cour, savoir, depuis le sept au douze mars dernier: qu'aneun des intéressés à la dite élection ou au choix du Maire, ne se soit plaint à la Cour. A cette défense, le Requérant répondit par une réponse en droit, que la défense du Défendeur devait être rejetée en droit, parce qu'il n'a pas allégué, par le second chef, que Pacaud ait jamais été élu conseiller, et qu'il ne pouvait être Maire, sans avoir été préalablement élu conseiller, ni qu'il ait été nommé par le gouverneur en conseil, par proclamation de Son Excellence le Gouverneur-Général. Par jugement rendu en juin dernier, cette défense en droit du Requérant fut déboutée, avec dépens. A l'Enquête, il fut prouvé q le 16 janv eu d'autre de Saintmois de u ment le M et appuy Canada, demeurer du consei soit élu o

PER Cu été Maire d'Arthaba la preuve rer en cha prouvé av qu'il avait quérant d et, vu que condanné a eu lieu e pas sur le

JUGEME proved th wholly fa office of M bert d'Art doth disp office of u G, Tall

L. G. H

E. L. P.

WM. Do

Brisson a

Held: 1st dendum has owing to a tion were 1

(1) V. art

pronvé que Pacand avait été élu Maire, le 28 janvier 1858, le 16 janvier 1862, et le 21 janvier 1862, et qu'il n'y avait pas eu d'autre maire que lui, pour la municipalité de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, depuis le 28 janvier 1858, au mois de mai 1862. Le Défendeur prétendit qu'il était légalement le Maire de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, et appuya ses prétentions sur les statuts refondus du Bas-Canada, chapitre 24, sect. 13, § 3, qui statue que le Maire demeurera en charge pendant tout le temps qu'il sera membre du conseil, et altérieurement, jusqu'à ce que son successeur soit élu ou nommé et dûment entré en charge."

PER CURIAM: Le Défendeur Pacaud, a prouvé qu'il avait été Maire de la municipalité de la paroisse de St. Norbert d'Arthabaska, depuis 1858, à ce jour: s'il n'avait pas produit la preuve de son élection du 21 janvier, 1862, il devait demeurer en charge jusqu'à ce qu'il eût été remplacé. Mais, ayant prouvé avoir été élu, le 21 janvier, 1862, il a omis de prouver qu'il avait été élu conseiller, cette omission est fatale, le Requérant doit avoir jugement, avec dépens, contre le Défendeur, et vu que ce dernier a agi de bonne foi, il ne doit pas être condamné à l'amende. (1) L'ouas probandi de l'élection, qui a en lieu en janvier, 1862, retombait sur le Défendeur et non pas sur le Requérant.

JUGEMENT: Considering that Plaintiff hath sufficiently proved the allegations of his petition, that C. A. Pacaud, hath wholly failed to show that he was legally possessed of the office of Mayor of the municipality of the parish of St. Norbert d'Arthabaska, in the manner by him adopted, the Court doth dispossess, put out and remove Pacaud, from the said office of mayor. (7 J., p. 67.)

G. Talbot, procureur du Requérant L. G. Houle, et Chs. Leclère, Conseils, E. L. Pacaud, Procureur du Défendenr. WM. DUVAL, Conseil.

PROCEDURE.—PLEAS.—CAPIAS.—JURISDICTION.

Superior Court, Montreal, 1st December, 1862.

Coram Monk, J.

Brisson vs. McQueen.

r l'au-

l'exer-

ıroisse

in des

ı droit

apable

a dite

ge ; le

ition à

ordon-

Supé-

ılors à

ne fut

isuite :

rs an-

Saint-

ossède,

iétaire

mmun

eur de

et un

ı, bien

nts de

la mu-

du dit

lu Dé-

uppert

oduits

m, qui

depuis

ire, et

lui, le

omme

t illé-, quoiterme

rnier : Marre,

nt ré-

ndeur par le

t qu'il 1 con-

onseil,

néral.

bit du

il fut

Held: 1st, that when the Defendant in an action of capias ad respondendum has failed to appear, and default has been entered against him, owing to an accident whereby instructions for the defence of said action were not communicated to Defendant's Attorney until after said

⁽I) V. act. 1019 C. P. C.

default, the said default will be taken off and Defendant allowed to plead, on motion supported by affidavit showing the facts and that the Defendant has a good defence and on payment by Defendant of fifty shillings costs. (f)

2. That'a writ of capius ad respondendum will be quashed on motion, if the place where the debt was contracted is not mentioned in the

affidavit. (2)

3. That where a party has pleaded to the merits in an action of capias ad respondenium, and has also moved to quash the capias, he will be considered to have submitted to the jurisdiction of the Court, and a metion subsequently made by him to set aside and reject the writ and declaration in the cause on the ground of want of jurisdiction, will be rejected with costs.

In an action of capias ad respondendum, default had been recorded, and Plaintiff had proceeded with his evidence, when Defendant, on the 17 Nov. 1862, presented to the Court a motion to the effect that he had a good defence to the action, and, by accident, the instructions for its defence were not communicated to Defendant's Attorney, until after default had been recorded, and prayed that the default be taken off and that he be allowed to appear by Attorney. This motion was supported by the following affidavit: "Alexander T. Paterson of the city and district of Montreal, merchant, being duly sworn, maketh oath, and saith that he is one of the Partners composing the firm of Gillespie, Moffatt and Company, merchants of Montreal; that Gillespie, Moffatt and Company, were the Consignees, at Montreal, of the ship, called the " Hastings" of London, in England, of which Defendant was master or commander, in the month of September last: that, on, or about, the seventh day of October, now last past, the said ship sailed from Quebec, for England, and Gillespie, Moffatt and Company were informed, by the consignees of said ship at Quebec, Gillespie, Crawford and Company, of Quebec, merchants, that James McQueen, Defendant, had been arrested, at Quebec, at the suit of François Brisson, Plaintiff, for an alleged debt, which he pretended was due and owing to him, by McQueen, and Gillespie, Crawford and Company requested Gillespie, Moffatt and Company to endeavour to effect an arrangement with Brisson, in order to avoid litigation; and stated that they had consulted a lawyer in Quebec, with reference to the matter: that Gillespie, Moffat and Company endeavoured so to effect an arrangement, but unsuccessfully; as the said François Brisson demanded more than they were authorized to allow him; that this Deponent and Gillespie, Moffatt and Company, were under the impression and belief, that the consignees, at Quebec, had instructed some Attorney, or Counsel, and that and Con nev, or action: October were inf against attorney on behal ed, and v the deme accident and Com to their within t McQueer gave jud appear i ment by costs, to 1 within tl the dela merits u action is entitled honorable ration, to diction in presented ad respo been wro and by v charged ! 1st " Beer " ed, it is " was at " district " cate tha " or that " authori

> " McQue " the alk

> " alleged " formed

> " special " or spec

⁽¹⁾ V. art. 87 C. P. C.

⁽²⁾ V. art. 798 C. P. C.

that the t of fifty motion, d in the

lowed to

action of apias, he ne Court, eject the sdietion,

ad been e, when Jourt a action, ere not default ken off motion nder T. t, being e of the Compa-1 Com-Hed the ant was st: that, ast, the ie, Mofof said Quebec, arrest-, for an to him. quested an arn: and th refemy enilly; as ere auie, Mof-

ef, that

ney, or

Counsel, in Quebec, to appear in and defend the suit or action, and that, being under such an impression, Gillespie, Moffat and Company did not, in sufficient time, instruct any Attorney, or counsel, in Montreal, to appear in, and defend said action; that it was only on or about the thirty-first day of October now last past that Gillespie, Moffatt, and Company were informed and ascertained that default had been entered against Defendant: that they immediately instructed their attorney, George Macrae, to appear in, and defend said action, on behalf of McQueen, who has, as deponent is credibly informed, and verily believes, a good and valid defence to urge to the demands of Brisson; and that it was altogether owing to accident and misapprehension, on the part of Gillespie, Motfat and Company, that instructions were not sooner communicated to their attorney, regarding the action, so as to enable him, within the proper time, to fyle an appearance on behalf of McQueen." On the 20th November, 1862, Mr Justice Monk gave judgment granting said motion, allowing Defendant to appear in the cause by his attorney, Macrae, upon the payment by Defendant of the sum of fifty shillings currency, costs, to Plaintiff, and ordering Defendant to plead to the action within three days. On the 24th November, 1862, being within the delay limited by the court, Defendant pleaded to the merits under protest ("hereby protesting that the present action is not susceptible of the jurisdiction of this court or entitled to the privileges thereof; and that, moreover, this honorable court does not appear, either by the writ or declaration, to be properly seized with this cause, nor to have jurisdiction in this matter.") On the same day Defendant's attorney presented a motion to quash and set aside the writ of capias ad respondendum, " and that McQueen be declared to have been wrongfully and illegally arrested and held to bail, under and by virtue of said writ and that he be released and discharged from under the said writ for the following reasons:" 1st "Because, in the affidavit upon which the said writ was issn-" cd, it is not mentioned where the domicile of McQueen is, or " was at the time of the making of said affidavit, nor in what " district he was, there being nothing in said affidavit, to indi-" cate that this court had, or has any jurisdiction, in this matter, or that the Prothonotary of this court had any right or "authority, to issue or grant the writ for the arrest of " McQueen, 2nd. Because in the affidavit, it is not stated where " the alleged debt was contracted, nor where the work therein "alleged to have been done by Plaintiff, was done, or per-" formed, nor that the same was done and performed at the "special instance or request of McQueen; nor is it stated, " or specified, in detail, in said affidavit what such work was, " or when or how performed. 3d. Because in said affidavit, the " grounds upon which said affidavit was made by Brisson, the " Plaintiff, are not specially set forth, as required by law, nor " is it stated or specified, what information Brisson received " from the three persons, therein mentioned (to wit, Pierre " Cavalier, François Mondor and Joseph Bilodeau), nor is there "anything, in said affidavit to shew that the infirmation " received by Brisson was sufficient to justify or warrant his " making said affidavit or obtaining said writ of capias. " 4th. Because it is not stated, in said affidavit, that the depar-"ture of Defendant, from the province of Canada "would ' deprive Plaintiff of his remedy against Defendant." 7th. " Because in the said writ of capies, no mention is made of the "domicile of McQueen, nor does it appear therein where his "domicile is or was at the time the writ issued, nor that he " was, or had ever been within the jurisdiction of this court. "8th. Because it does nor appear, in or by the writ, that this "court had or has jurisdiction in this matter, nor that the " prothonotary had a right, or was justified in issuing the writ, " or in adressing the same to the sheriff of the district of " Quebec, as he did. 9th, Because the sheriff of the district of " Quebec who arrested McQueen, under the pretended autho-"rity of said writ, was not autorised or justified, by law, in " so arresting McQueen, at Quebec, under said writ."

On the 27th November, 1862, Mr. Justice Monk gave judgment granting the motion and quashed and set aside the writ of capitas, and ordered that McQueen be released and discharged from under said writ, with costs against Plaintiff. Immediately after the above judgment was rendered quashing the capias, and, on the same day, Defendant's attorney presented the following motion "Motion, on behalf of McQueen, inasmuch as there is nothing, either in the writ of summons (or process.) or in Plaintiff's declaration, (the writ of capitas ad respondendum, in this cause issued, being quashed and set aside,) or, in fact, upon the face of the record of proceedings, to indicate or shew that this court is properly, seized of the present cause, or has jurisdiction, in this matter, or that the present action is one, which has, properly arisen in, or comes within or under the jurisdiction of this court. And moreover, inasmuch as no service of Plaintiff's declaration, has ever been made, upon McQueen, and no return whatever of any proper service of said declaration, upon McQueen is fyled, or appears of record, that the writ of ummons and the declaration be declared and held to be null; and that the parties be declared not to be properly before this honorable court, and be hence disnessed, mis hors de cour." Macrae, G., in support of the foregoing, argued, firstly, that the motion was grounded upon

the fact, the in ordinary under the ju the excepti having beer the action within the duced to a Secondly, N and there v even had a Court,, and attachment, ceive that th dant. A cop notary's off legal in case this case, by a simple act service on I had no juris tion, to send added that I a former oc itself to seno the Court la

On the 1st motion. Per Defendant fa Some time a to be allowed granted him the capias, tion. The me ed that the cause there tion or on th had jurisdict granting this to go by defa the capias. tion; thirdly not be allow nor remarke omitted notl in the case fo TOME

action also a

it, the m, the w, nor ceived Pierre there nation int his apias. deparwould " 7th. of the ere his hat he court. at this at the e writ, rict of riet of antholaw, in e judgie writ

harged liately upius, ed the smuch ocess.) esponaside,) o indiresent present within smuch made. service ars of on be clared hence of the upon

TOME XII.

the fact, that Plaintiff's action was only for \$141.00, a sum in ordinary cases actionable in the Circuit Court, but brought under the jurisdiction of the Superior Court solely owing to the exceptional proceeding of a capias ad Respondendum having been taken out. That the capias being now quashed the action was divested of the only feature which brought it within the cognizance of the Superior Court. It was now reduced to an ordinary action of \$141. in the Circuit Court. Secondly, No domicile was assigned to Defendant in the writ, and there was nothing in the writ to shew that the party even had a domicile to bring him within the jurisdiction of the Court,, and this case being now divested of the features of an attachment, the Court, on looking at the record, would perceive that there was no service of the declaration upon Defendant. A copy of the declaration had been left at the Prothonotary's office for Defendant, such a service was certainly legal in eases where an attachment was maintained. But, as this case, by the quashing of the capias, had been reduced to a simple action for debt in the Circuit Court, there was no service on Defendant at all. For all these reasons, the Court had no jurisdiction in the matter and had a right, upon motion, to send the parties out of Court. Defendant's counsel added that he was informed that the Superior Court had, on a former occasion, without motion of counsel, taken upon itself to send the parties out of Court, in a similar case, and the Court had now a right to refuse to take cognizance of the action also and to send the parties out of Court.

On the 1st December, 1862, Judgment was rendered on said motion. Per Curiam, Monk, J.: A capias had been taken. Defendant failed to appear, and the case proceeded by default. Some time after, Defendant moved to take off the default and to be allowed to appear. The Court allowed this motion, and granted him three days to plead. He then moved to quash the capies, meantime pleading to the merits under protestation. The motion to quash was granted. Defendant now moved that the case be sent out of Court, mis hors de cour, because there was nothing in the writ of summons or declaration or on the face of the proceedings to show that the Court had jurisdiction. There were three difficulties in the way of granting this motion: First, Defendant had allowed the case to go by default: secondly, Defendant had moved to quash the capias, and thereby allowed the Court to have jurisdietion: thirdly, Defendant had pleaded to the merits. He could not be allowed to recede from this. At the same time, His honor remarked that Defendant's Counsel appeared to have omitted nothing that could, under the circumstances, be done in the case for the benefit of his client; and that, although the present motion would not be granted, still, considering the irregularities and defects apparent upon the face of Plaintiff's proceedings, Defendant need have very little apprehension as to the final result of the action; for that when the case would come up for hearing on the merits, Plaintiff, owing to these irregularities and defects, could not possibly obtain a judgment against Defendant. The judgment was thus motivé: "The Court, considering that James McQueen, having pleaded to the merits of the action and demand of Plaintiff, as set out in the declaration and writ, hath thereby submitted to the jurisdiction of this Court, and hath rendered himself incompetent now to urge the matters set out in his motion for the rejection and setting aside of the writ and declaration as null and void. It is ordered that McQueen take nothing by his motion." (7 J., p. 70.)

FONTAINE, FONTAINE and MIREAU, for Plaintiff.

GEORGE MACRAE, for Defendant.

RECORDER'S COURT .- JURISDICTION .- EVIDENCE.

COURT OF QUARTER SESSIONS, Montreal, 18th February, 1863.

Coram Sexton, Recorder.

THOMPSON, Appellant and Bellemare, Respondent.

Held: 1° That the Recorder has no jurisdiction to decide upon the objection, that no evidence of record exists to show that the amount of the penalty and costs had been deposited with the Clerk of the Peace within fifteen days from the date of the judgment, according to section 51 of chap, 6, Cons. Statutes of L. C.

2° That such an objection ought to bave been raised before the judge of the Superior Court, who allowed the appeal under section 50 of said

act.
3° That the transferee of a license must comply with all the formalities required by section 16 and sub-section 2 of said act, before he can

exercise the rights granted by such license.

Upon the return of this appeal, a preliminary objection was raised by Respondent, on the ground that there was no evidence before the Recorder of the deposit required by the section 51 of chap. 6, Cons. Stat. L. C., and that such an objection could not be made before the Judge of the Superior Court, inasmuch as the petition being presented within eight days after the making of the conviction, his judgment allowing or rejecting the petition for appeal might have been rendered on the ninth day or on any other day before the expiration of the delay allowed for making the deposit; that the

Judge of into consi ral Quarte an appeal amount of ments of t The recog been supe: precedent rule must p. 312. T the time appealing, ticued or If the wa within the dismiss the of *proof* of certificate: ter Session absolute. S February, reasons me enumerates sons why exception 1 chapter 6 ϵ pressly neg fees allowed in the costs these reaso: raised in li was, that, powers of t sion was gi Mr. Justice the present ing seen fit to order an tory on the Court had r tribunal, an any opinior The other o in the notice rently of me

no eviden**ce**

ing the untiff's sion as a would o these a judg-notivé: pleaded f, as set itted to iself intion for ation as ing by

ry, 1863.

upon the mount of the Peace to section

the judge 50 of said e formalire he can

bjection
was no
by the
an obsuperior
in eight
t alloween renhe expi-

that the

Judge of the Superior Court could not take this objection into consideration in rendering his judgment; that the General Quarter Sessions of the Peace has no jurisdiction over such an appeal, unless Appellant proves that he has deposited the amount of the penalty and costs according to the requirements of the 51 section of chap, 6 of the Cons. Stat. for L. C. The recognizance formerly required upon such appeals having been superseded by the deposit and constituting a condition precedent to the rights of being heard at Sessions, the same rule must now apply to the certificate of such deposit. Paley, p. 312. The production of a certificate of such deposit at the time of the hearing is one of those acts of the party appealing, which must be observed, without being questioned or called upon by Respondent. Paley, pp. 320, 321: If the want of proof, that the recognizance was entered within the delay prescribed by law, compelled the Sessions to dismiss the appeal, as stated in Paley's work, p. 318, the want of proof of the deposit ought to have the same effect. The certificate ought to have been returned to the Court of Quarter Sessions of the Peace before the right of appeal becomes absolute. Saunder's Magistrates' Courts, p. 292. On the 18th February, 1863, the Recorder quashed the conviction for the reasons mentioned in the following remarks: "Appellant chumerates in his motion to quash, the following as the reasons why his motion should be granted: 1st. That the exception relating to distillers, contained in the first clause of chapter 6 of the Consolidated Statutes of Canada, is not expressly negatived in the conviction. 2nd. That the attorney's fees allowed by the convicting Judge were illegally included in the costs granted to the prosecutor. Before adverting to these reasons, it may be well to dispose of some objections raised in limine against the hearing of the appeal. The first was, that, as the Judge of Sessions is vested with all the powers of two Justices of the Peace, no appeal from his decision was given by the Statutes, and that it was so held by Mr. Justice Badgley on the 31st December last. With this, the present Court had nothing to do. Mr. Justice Smith having seen fit to differ in opinion with Mr. Justice Badgley, and to order an appeal in the present case, his order was obligatory on the Court to which it was directed. The present Court had no authority to revise the decision of the superior tribunal, and it would be indecorous and improper to offer any opinion on the question at issue between the Judges. The other objections related to certain alleged informalities in the notices arising out of the appeal, and to a fact apparently of more consequence than all the rest, that there was no evidence of record to show that the amount of the penalty and costs had been deposited with the Clerk of the Pence within fifteen days from the date of the judgment. All these were exceptions that should, and no doubt would have been urged before Mr. Justice Smith, if well founded. The judgment appealed from was rendered on the 17th December last, and the order granting the appeal not made until 43 days afterwards. If then the money had not been deposited according to law, no doubt the appeal would have been refused. With regard to the first exception, I am of opinion that, even according to the authorities cited, it was not necessary to negative the averment contained in the 1st section, in a prosecution brought for the penalty imposed by the 22nd section of the Statute; and I find it was so decided by Mr. Justice Smith, in the case ex parte John Moley for a writ of certiorari, so recently as the 31st December last, independently of which, the conviction is in the form F, supplied by the Statute, by the 43rd section of which it is enacted that the forms annexed to the Act, or other forms to the like effect, shall be sufficient. This is perfectly conclusive; for had the Legislature intended the averment to be negatived in the proceedings, it would have embodied negation in the forms. With regard to the second exception, the attorney's fee, it is provided by the 53rd section of chap. 103 of the Cons. Stat., that in all summary convictions, the justice may award such costs as may seem reasonable and not inconsistent with the fees established by law. The costs in question must certainly have appeared reasonable to the Judge, or he would not have awarded them, and it has not been shewn that they are inconsistent with the fees established by law. Besides which. this question, like the former one; has been already determined in the case of Moley. A more important reason for quashing the conviction was urged. It is embodied in the petition, and was dwelt upon at some length in the argument. It is, that Appellant having obtained from Sharpley, a licensed tavern keeper, a transfer of his premises, had three months' delay, within which to produce a certificate to the Revenue Inspector and obtain a transfer of the license; and that in the meanwhile he had a right to sell in the premises transferred to him. This is a most extraordinary pretension, and wholly unwarranted. The transferee of the premises cannot exercise the rights granted by the license for a single hour, until he shall have obtained in due form a transfer of the license. The three months' delay are given to the original holder, within which he or his representatives may find a suitable person, to whom to make a transfer, and failing to do so within that delay the license becomes void. It is not only necessary for the transferce, to obtain the certificate of

the 50 Mu poration s to obtain in making I mention found to ! to the par venue Îns producing out any p Now the these: "B " shall pr " enter int " original plains wh holder, viz approved and City (proof both cipal electe Appellunt' argument. not appear witnesses. obtained, I " traventic " the witn " the Peace " trying th " like man " Court fo tion of the which wit and it exp read over sitions in the witnes tain no st They, ther regretted founded,sh of the cleri of sessions as by the

the convict

be quashed

· Peace ll these e been ∍ judger last, 3 days posited e been opinion necestion, in e 22nd by Mr. writ of endentby the hat the effect, md the in the forms. ee, it is s. Stat., rd such ith the ertainly ot have iey arc which, deterson for in the rument. licensed nonths evenue that in ansferm, and cannot e hour, of the original find a ling to is not

cate of

the 50 Municipal Electors, but also the approval of the Corporation signed by the Mayor and City Clerk, to enable him to obtain a valid transfer or to justify the Revenue Inspector in making the endorsement on the license required by the act. I mention this because a contrary practice obtains, which, if found to be illegal, may be attended with much inconvenience to the parties concerned. The practice has been for the Revenue Inspector to transfer the license, upon the Transferee producing a certificate signed by 50 municipal electors, without any proof of approval of that certificate by the Council, Now the words of the section authorizing the transfer are these: "But the person in whose favour such transfer is made " shall produce to the Revenue Inspector a certificate, and "enter into a bond with sureties such as was required of the " original holder of such license;" and the 9th section explains what was the certificate exacted from the original holder, viz., a certificate signed by fifty municipal electors approved of by the City Council, and signed by the Mayor and City Clerk: the Council alone being authorized to exact proof both of the authenticity of the signatures of the municipal electors. The last exception is not included either in Appellant's motion, or his petition though adverted to in the argument. It is that the depositions taken in this cause do not appear to have been either read over to, or signed by the witnesses. The 47th section, under which the conviction was obtained, provides that. "In every prosecution for any con-" travention of the provisions of this Act the depositions of "the witnesses shall be reduced to writing by the Clerk of "the Peace, or some one appointed by him, or by the justice " trying the case, and shall be filed of record in the cause, in "like manner, as if the same had been taken in the Superior "Court for Lower Canada." The second clause of the 95 section of the 83 chap, of the cons. stat., defines the manner in which witnesses shall be examined in the Superior Court; and it expressly provides, that the notes of evidence shall be read over to the witness, and he shall sign them. The depositions in this case do not appear to have been read over to the witnesses. They have not been signed by them, and contain no statement that the witnesses were unable to write. They, therefore, cannot be regarded as legal evidence. It is to be regretted that a conviction, in every other respect so well founded, should be invalidated by an informality, by an omission of the clerk overlooked by all the parties, by the learned judge of sessions, in the multiplicity of his arduous labors, as well as by the advocates. The omisssion is nevertheless fatal, and the convictions based upon those depositions must consequently be quashed, but without costs, it not being in the power of the courts to award costs, even if it were disposed to do so, which

it certainly is not under the circumstances."

"The court, considering the depositions of Richard Creagh, Charles William Sharpley, and Peter Casey, fyled of record as the depositions of the witnesses in this cause are illegal and no evidence, the said depositions not having been read over to or signed by the witnesses, and that there is consequently no evidence of record to justify or sustain the conviction, doth maintain the present appeal, and doth quash and set aside the conviction from which the present appeal was instituted and returned before this court. (7 J_{\odot} p. 74.)

KERR and NAGLE, attorneys for Appellant. LAFRENAYE, attorney for Respondent.

PROCEDURE. - PLEADINGS.'

CIRCUIT COURT, Montreal, 11th October, 1862.

Coram SMITH, J.

McDonald, et al., vs. Gamble.

Held: That no motion can be made to reject an exception irregularly fyled, except within the delay fixed by law for answering in such court. (1)

This was a motion to reject an exception à la forme, as having been irregularly fyled, and not within the delay prescribed by law. The action was returned on the first day of August, 1862, and an appearance was fyled the same day. The exception was served on Plaintiff's attorneys and fyled in court on the fifth day of September, 1862; on the eighth day of October following, Plaintiff served on Defendant's attorneys a motion for the eleventh of October, to have the exception rejected from the record for the following reasons: 1° Parce que l'exception à la forme n'a pas été produite dans les quatre jours qui ont suivi le jour du retour de l'action en cette cause. 2º Parce que l'action ayant été rapportée le premier août dernier, et le Défendeur ayant comparu le même jour, l'exception à la forme aurait dû (aux termes de la loi) être produite dans les quatre jours qui ont suivi la vacance, c'est-à-dire, dans les premiers quatre jours de septembre dernier tandis qu'elle n'a été produite que le cinq septembre dernier.

SMITH, J.: This motion comes too late and cannot be granted, issue being joined by mere lapse of time, in virtue of the 75

sect. of exception by law, 1 the proper rejected.

BONDY Kerr :

PERKINS

Jugé : Qu par la mét deniers ind

Le Dei solidairen écritures pour le p Les Défe Leclaire, c compte de qu'ils offr allégnait étant une mandeur, la preuve sa fayeur contre M. dépens, co fendants, (7 J., p. 7 JOHN N DRUMM

R. and
(1) V. act

⁽¹⁾ V. art. 107, 108, 135 et 138 C. P. C.

o, which

Creagh, for record end illegal een read sequent-inviction, and set was ins-

1862.

irregularg in such orme, as ay pres-

day of lay. The in court y of Octorneys ception Parces quatre e cause. er août l'exceptroduite t-à-dire, tandis

granted. the 75 sect. of chap. 83, of the cons. stat., for Lower Canada. The exception \dot{u} la forme was not fyled within the delay prescribed by law, but the motion to reject it should have been made at the proper time and before issue was joined thereon. Motion rejected (7 J., p. 77.)

BONDY and FAUTEUX, for Plaintiffs. KERR and NAGLE, for Defendant.

OBLIGATION.—SOLIDARITE

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 31 décembre 1862.

Coram Smith, J.

Perkins vs. Leclaire, et al.

Jugé: Que plusieurs débiteurs non solidaires peuvent être poursuivis par la même demande, et condamnés à payer diverses sommes de deniers individuellement, mais solidairement aux fruis de l'action. (1)

Le Demandeur réclamait des Défendeurs conjointement, et solidairement, la somme de \$107.46, pour la valeur de certaines écritures et certaines traductions faites par le Demandeur, pour le profit commun des Défendeurs, et à leur réquisition. Les Défendeurs plaidèrent séparément, François et Jean Leclaire, que le Demandeur ne méritait avoir que \$88.25, à compte de laquelle ils lui avaient payé \$50, luissant due \$38.25. qu'ils offrirent avec les frais; et Macfarlane, par sa défense, alléguait qu'il avait toujours offert la somme de \$35, comme étant une juste rémunération des ouvrages faits par le Demandeur, en autant que lui, Maefarlane, y était concerné. Sur la preuve faite par le Demandeur, la cour rendit jugement en sa fayeur pour \$63.11, contre F. & J. Leclaire, et pour \$44.35 contre Maefarlane, et, de plus, la cour les a condamnés aux dépens, comme suit: "And the court doth condemn all Defendants, jointly and severally, to pay the costs of this action." (7 J., p. 78.)

John Monk, avocat du Demandeur.

Drummond and Bélanger, avocats de F. & J. Leelaire.

R. and G. LAFLAMME, avocats de Macfarlane.

(1) V. art. 1103 C. C.

INTERRUPTION DE PRESCRIPTION

CIRCUIT COURT, Montreal, 11 décembre 1862,

Coram Monk, J.

MALO US. O'HEIR.

Jugé: Que la prescription aura son cours nonobstant une instance quoique contestée mais périmée, dans laquelle certaines admissions de la dette auraient pu être faites. (1)

Le Demandeur poursuivit pour le reconvrement d'un billet, daté le 28 janvier, 1850, et payable à demande, pour £28, souscrit par le Défendeur en faveur du Demandeur. Le Défendeur opposa cette action par la prescription statutaire de cinq ans. Le Demandenr répondit que le Défendeur a, avant l'institution de cette action, reconnu devoir le billet, ainsi qu'il appert par la défense qu'il a faite à une première action intentée pour le recouvrement du billet, laquelle action a péri fante par le Demandeur d'avoir procédé dans les trois ans et que la reconnaissance contenue dans la défense a eu l'effet d'interrompre la prescription, et que la dette reclamée ne pent être prescrite maintenant que par le laps de trente ans à compter de la dite reconnaissance. La défense en question était ainsi conque: "That the only consideration or value which " Defendant received from Plaintiff for the promissory note " was the sum of £7, and no more, by means whereof there " was, at the time of the institu ion of this action, and there " still is only due by Defendant to Plaintiff, on the said pro-" missory note, the sum of £7, and no more; and this last " mentioned sum of money Defendant is willing and offers to "pay Plaintiff with costs as in an action for the said last " mentioned sum." Le Défendeur répliqua: "That such plea, " fyled by Defendant in the former action by Plaintiff against "him Defendant, does not contain any acknowledgment suffi-" cient in law to remove or take away the bar or prescription " pleaded by Defendant which is absolute." Le jugen ant de la cour renvoie l'action, et est motivé comme suit

"The court, considering that the cause of mentioned and set forth in Plaintiff's declaration did no for did any of them accrue to Plaintiff, nor did Defendant undertake and promise at any time within five years next before the commencement of the present suit; considering that the acknowledgment contained and set forth in Defendant's plea, fyled

on the 3r court, in present D by Plainti to Defend which con by Defen made in a by peremy if its force was not th Plaintiff tl answer, w. the institu tion firstly sent action

> Dorion, John M

LORD rs. N

Held: The to produce to was guardia: corps" and i produced the giving the gr

(I) Le shéri pas, et, comn aux memes re Dans une der nécessaire de le demander plus de soixa dans une dem saisis et non re il est censé, p tribunal Ini I valeur des effe preuve soit f pour être ensi tive de s'en li son it al v - B J.-C., AYLWI Montréal, 28 R. J. R. Q., 1

⁽¹⁾ V. art. 2226, C. C.

1862.

instance ssions de

n billet. ir £28, Défende cinq it l'insısi qu'il netion n a péri s uns et u l'effet ne peut e ans à on était e which ry note if there d there id pronis last ffers to id lust ch plea,

it de la
itioned
any of
ae and
a comknow, fyled

against

it suffi-

rintion

on the 3rd February, 1855, in the cause No 14, before this court, in which the present Plaintiff was Plaintiff, and the present Defendant was Defendant, and referred to and plended by Plaintiff in his special answer made and fyled in this cause to Defendant's plea firstly pleaded, is not an acknowledgment which could change or did interrupt the prescription invoked by Defendant, inasmuch as the said acknowledgment was made in a cause which afterwards lapsed and was extinguished by péremption, and inasmuch as such acknowledgment, even if its force and effect had survived such péremption, which was not the case, could not and did not establish in favour of Plaintiff the presumption by him contended for, in his special answer, was moreover made more than five years previous to the institution of the present action, doth maintain the exception firstly pleaded by Defendant, and doth dismiss the present action. (7 J., p. 79.)

Dorion, Dorion & Sénécal, Attorneys for Plaintiff.

John Monk, Attorney for Defendant.

GARDIEN.—CONTRAINTE PAR CORPS.

CIRCUIT COURT, Montreal, 24th March, 1863.

Coram Monk, J.

LORD vs. MOIR et vir. and PRATT mis en cause.

Held: That a rule, which orders a guardian to a seizure of movembles to produce to the seizing bailliff a missing piece of furniture of which he was guardian, and, in default of his doing so, that he be "contraint par carps" and imprisoned in the common jail of this district, until he had produced the missing article, nisi causa, is defective in form, in not giving the guardian the alternative of paying the value of the article. (1)

(1) Le shériff est le gardien des effets saisis quand le Défendenr n'en offre pas, et, comme officier saisissant et gardien des effets saisis, il est assujetti aux mêmes responsabilités que l'Indissier et le gardien sous le droit français. Dans une demande pour contrainte par corps contre un gardien, il n'est pas nèressaire de lui offrir l'alternative de payer la valeur des effets; c'est à lui à le demander et à faire la preuve de cette valeur. Le shériff, quoique âgé de plus de soixante et dix ans, est sujet à la contrainte par corps. Lorsque, dans une demande pour contrainte par corps, le gardien plaide que les effets saisis et non représentés par lui n'excédent pas un certain montant qu'il indique, il est censé, par là, demander que, si la contrainte est prononcée contre lui, et ribunal lui laisse l'alternative de s'en libèrer en payant aux Demandeurs la valeur des effets, et, dans ce cas, la cour doit ordonner, avant faire droit, que preuve soit faite sans délai de la valeur des effets saisis et non représentés, pour être ensuite la contrainte par corps prononcée contre lui, avec l'alternative de s'en libèrer en payant aux Demandeurs la valeur ainsi prouvée, (Leverson et al vs. Boston, shériff, C. B. R., Montréal, 3 septembre 1858, LAFONTAINE, J. C., AYLEMIN, J., DUVAL, J., et CARON, J., infirmant le jugement de C. S., Montréal, 28 février 1857, SMITH, J., MONDELET (C.) J., et Chabor, J., 7 R. J. R. Q., p. 54.) V. art. 597, C. P. C.

Plaintiff having obtained judgment against Defendant, a married woman, and taken in execution her moveables, and appointed a guardian to the seizure who failed to produce on the day of sale an article styled "book case en acajou," Plaintiff took a rule on the guardian returnable and returned in court on the 10th March, the imperative portion whereof was in the following words: "Ordonné en conséquence au dit Noël Pratt, gardien et mis en cause, de remettre et représenter au dit huissier saisissant le susdit "Book stand en acajou" mis sous ses soins et sauve-garde, comme susdit, et que, faute par lui de ce faire, il soit contraint par corps et incarcéré dans la prison commune de ce district jusqu'à ce qu'il ait représenté le susdit objet," à moins que cause au contraire ne soit montrée mardi, le dixième jour de mars prochain, à dix heures et demie de l'avant midi, cour tenante." The rule being called in court, the guardian made default.

PER CURIAM: The court cannot make this rule absolute. It is defective in form, inasmuch as it does not give the guardian the alternative of paying the value of the missing article. Rule discharged. $(7 J_{\odot}, p. 80.)$

Desjarding for Plaintiff.
Girouard, for mis en cause.

LESSEE.—INSURANCE.

CIRCUIT COURT, Montreal, 31st December 1862.

Coram Smith, J.

PLATT vs. Kerry et al.

Held: That a clause in a lease, "that the said lessees shall pay all extra premium of insurance, that the company, at which the premises now leased may be insured, shall exact in consequence of the business or works done or carried on therein by the said lessees," applies to all extra premiums of insurance charged on account of the uetual nature of of the business-carried on by the lessees, and does not merely contemplate hazardous contingencies—which may afterwards arise, such as the erecting of steam-engines, &c

Plaintiff brought an action to recover \$187.50, being for extra premium of Insurance alleged to be due under a lease. The lessees, Carter, Kerry & Co., were chemists and druggists, and leased the premises for the purpose of carrying on their trade. Amongst other stipulations in the lease was the following, "That the lessees shall pay all extra premium of Insurance that the Company, at which the premises now leased may be insured, shall exact in consequence of the business or works done or carried

on thereir Defendan premises extra prei of the bust had charg amount t dants by the clause that the le mium of for the pr house, "1 rance was rate of In thereof e: said clause mium of 7 been char lessees occ

surance, we dants as to being the Defendant not apply was insert or going Court cantiff, (7 J., John D.)

Аввотт

Per Cu

Leclere Joaci

Jugé: Qu actes qu'en 2º Qu'un 3º Que les de Surinten

(1) V. art,

endant, a on therein by the lessees." Plaintiff's declaration stated that bles, and Defendants had paid the rent due during their occupancy of the ice on the premises leased, but had totally failed and refusd to pay the ntiff took extra premium of Insurance, which, in consequence of the nature rt on the of the business carried on by the lessees, the Insurance Company e followhad charged. That, in consequence, Plaintiffs had to pay the , gardien amount themselves, and had a right to demand it of Defener saisisdants by the present action. The plea was to the effect that soins et the clause in the lease on which Plaintiff relied did not mean e faire, il that the lessees were to pay any portion of the ordinary preonimune mium of Insurance which Plaintiff might be obliged to pay objet," à for the premises leased as a chemist's and druggist's waredixième house, "but that, on the contrary, such premium of Insuınt midi, rance was in respect of the premises, the ordinary and usual guardian rate of Insurance thereof, and was not nor was any part thereof extra premium of Insurance within the meaning of absolute. said clause." At Enquite, Plaintiff proved that an extra prehe guarmium of 7s. 6d. per cent, amounting to the sum sued for, had g article. been charged by the Insurance Company, on account of the

lessees occupying the premises as chimists and druggists.

PER CURIAM: This is an action to recover the excess of Insurance, which, according to the lease was to be paid by Defendants as tenants, on the account of the trade they carried on, being the unusually hazardous one of wholesale chemists, &c. Defendant's pretension was that the clause in the lease did not apply to the extra premiums on their actual business, but was inserted to cover the case of their erecting steam-engines, or going into other hazardous kinds of manufacture. The Court cannot read the lease in that way. Judgment for Plain-

tiff. (7 J., p. 80.)

JOHN DUNLOP, for Plaintiff.
ABBOTT and DORMAN, for Defendants.

CORPORATION MUNICIPALE.

Cour de Circuit, Montréal, 13 Février 1863.

Coram Monk, J.

Leclere 128. La Corporation de la Paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire.

Jugé: Que le Conseil d'une municipalité ne lie cette dernière par ses actes qu'en autant qu'ils sont conformes à la loi. (1)

2º Qu'un Surintendant spécial est un officier municipal.

3º Que les aubergistes sont absolument inhabiles à remplir la charge de Surintendant spécial ni aucune autre charge municipale.

(1) V. art. 93 C. M.

1862.

ll pay all premises business lies to all uature of Hemplate la as the

eing for ase. The ists, and r trade. g, "That the red, shall

carried

Le Demandeur, Moïse Leclerc, alléguait dans son action, que, dans l'année 1861, il avait été nommé Surintendant spécial pour répartir certains chemins de la Défenderesse; qu'en conformité à cette demande de la Défenderesse, il avait, en effet, réparti ces chemins et avait fait deux rapports ou procès-verbaux qui avaient été homologués sans opposition aucune, et même suivis d'exécution de la part des intéressés et de la Défenderesse; que les services et déboursés qu'il avait faits dans l'exécution de ses devoirs, se montait à la somme de £17, que la Défenderesse avait reconnu lui devoir, et promis de lui payer par une résolution de son conseil. A cette action, la Défenderesse plaida qu'à toutes les époques où le Demandeur avait agi comme tel Surintendant spécial, et depuis au-delà de dix années, il était et est encore aubergiste, licencié à vendre en détail des liqueurs spiritueuses; et que, pour cette raison, il était inhabile à agir comme Surintendant spécial, et qu'enfin cette disqualification emportait la nullité de tous ses procédés et travaux, et que, partant, il ne méritait pas de réclamer un salaire pour les avoir exécutés. Betournay, pour le Demandeur, soutenait qu'un Surintendant spécial n'était pas un officier municipal, aux termes de l'acte des municipalités, qu'il ne prêtait pas le serment requis des officiers municipaux, qu'il n'était pas nommé pour une période de temps fixe; qu'en un mot, il paraissait plutôt être un employé, un serviteur de la municipalité, qu'un de ses officiers; que, d'ailleurs, fût-il même officier public, l'aubergiste n'était pas absolument disqualifié de l'être, que la clause établissait seulement une exemption, la faculté pour les aubergistes et autres y nommés d'accepter ou de renoncer, mais non une incapacité, une inhabilité emportant de plein droit, nullité des actes. Girouard, pour la Défenderesse, dit qu'il lui suffisait d'établir deux choses pour obtenir le débouté de l'action. 1° Que le Surintendant spécial, agissant sous l'autorité du Conseil, était un officier municipal et qu'il remplissait réellement une charge municipale : 2° qu'il était défendu aux aubergistes de remplir aucune charge municipale à peine de nullité de leurs actes et procédés. Que la section 30° de l'acte des municipalités avait dévolu toutes les attributions et tous les pouvoirs de la charge de Surintendant du comté au Surintendant spécial, agissant sous l'autorité da Conseil: et que son intention d'en faire un officier municipal comme celui qu'il est appelé à remplacer, est si évidente, qu'au paragraphe 3e de la même section, il est statué que tout Surintendant spécial, " sera sujet aux mêmes pénalités que les " autres officiers municipaux en cas de négligence," et enfin. qu'au paragraphe 4e de la même section, il est déclaré que "le " secrétaire trésorier pourra être nommé comme tel Surinten-" dant spécial et pourra remplir les devoirs des deux charges."

Que la se remplir at cisifs et al " municipa " personne " croyance " entif, les " périeure, " ciers en " " té, " con comme tro n'entendai inhabilité, graphe 5e raison, le 1 offerte le C loi : que se intérêts de ention, mai

PER Curaucune diffication distribution pal, non perparticulière habiles à compte du pu lier la I

méritaient

DENIS ET BETOURN GIROUAR on, que, spécial en conen effet, cès-vercune, et et de la rit faits de £17. s de lui , la Déıandeur -delà de vendre raison, t qu'ens procééclamer : le Depas un és, qu'il ux, qu'il u'en un ir de la il même equalitié btion, la pter ou empor-· la Dé-'s pour spécial, leipal et 2° qu'il ge mu-Que la ites les endant rité du micipal r, qu'au out Suque les enfin.

> me " le rinten*arge*s."

Que la section 31e établissait l'incapacité de l'aubergiste à remplir aucune charge municipale, que ses termes étaient décisifs et absolus: "Ne seront pas élus ou nommés conseillers "municipaux, ou nommés à une charge sous le Conseil, les " personnes dans les ordres sacrés, ou les ministres d'une * croyance religieuse quelconque ; les membres du conseil exéentif, les juges de la cour du banc de la reine, de la cour su-" périeure, ou de la cour de vice-amirauté, les sherifs, les offi-" ciers en pleine paie de l'armée ou de la marine de Sa Majes-"té, "comme indignes de leur dant," ni les aubergistes" comme trop dignes de leur état : que par ces termes, le statut n'entendait évidemment pas créer une exemption, mais une inhabilité, que les exemptions étaient contenues dans le paragraphe 5e de la même section 31e, qu'enfin pour cette seule raison, le Demandeur aurait dû refuser la charge que lui avait offerte le Conseil de la Corporation; qu'il avait agi contre la loi : que ses procédés étaient absolument nuls et misibles aux intérêts de la Défenderesse, qui n'avait pu les mettre à l'exécution, mais les avait annulés au contraire, et partant ils ne méritaient pas d'avoir aucun honoraire ni salaire.

PER CURIAM: La question soulevée ne me paraît souffrir aucune difficulté. Les dispositions sont formelles et déclarent chirement que le Surintendant spécial est un officier municipal, non permanent, mais temporaire, nommé pour une affaire particulière, et enfin que les aubergistes sont absolument inhabiles à remplir cette charge. Le Conseil en adoptant le compte du Demandeur a agi ouvertement contre la loi, et n'a

pu lier la Défenderesse. (7 J., p. 81.)

DEMIS ET TRUDEL, pour le Demandeur.

BETOURNAY, Conseil.

GIROUARD, pour la Défenderesse.

AVIS D'ACTION.-GARANTIE.

Cour de Circuit, Montréal, 15 décembre, 1862.

Coram Monk, Justice.

Leclerc vs. La Corporation de la Paroisse de St-Joachim de la Pointe Claire, et la même, Demanderesse en garantie, vs. Pierre Charles Valois et al., Défendeurs en garantie.

Jugé: 1° Qu'une personne poursuivie à cause de ses actes comme officier public a droit à un avis d'un mois, bien qu'an temps où l'actiou a été prise, il ne remplissant plus sa charge.

2^d Qu'un officier public a droit à l'avis d'un mois, quand bien même il serait accusé de fraude ou de mauvaise foi. (1)

3° Qu'une municipalité n'a pas le recours par voie d'action en garantie simple contre son Conseil pour cause de malversation, malice et mauvaise foi, mais seulement l'action en indomnité.

La Corporation de la Paroisse de St-Joachim de la Pointe Claire, poursuivie par Moïse Leclerc, pour ses honoraires comme Surintendant spécial, ainsi qu'il est dit dans le précédent rapport, appelle par action en garantie simple les Conseillers qui avaient transigé personnellement avec Leclere, l'avaient nommé tel Surintendant spécial, avaient homologué ses rapports et adopté ses comptes, leur dénonçant la poursuite principale, et les priant de la faire cesser, et demandant enfin qu'ils fussent personnellement condamnés à indemniser la Demanderesse des condamnations qui pourraient intervenir contre elle: 1º Parce que les Défendeurs, comme mandataires de la Demanderesse, étaient responsables envers elle de la malversation de leurs devoirs et obligations et des dommages qui en resultaient. 2° Parce que les Défendeurs avaient agi de mauvaise foi, par malice et fraude. Les Défendeurs rencontrèrent cette action par une exception et une défense au fonds endroit, par laquelle ils demandaient le débouté de l'action: 1º Parce que la Demanderesse en garantie n'alléguait pas dans son action qu'un avis d'un mois avait été donné aux Défendeurs de l'institution de cette action. 2º Parce qu'il ne résultait des allégués de la déclaration aucune garantie de la part des Défendeurs, en faveur de la Demanderesse.

M. Cassidy, pour les Défendeurs, dit que la section l'ère du chap, 101, des statuts refondus du Bas-Canada, lui donnait un moyen de défense infaillible en faveur de ses clients; que, par cette clause, en effet, "aucun bref ne peut être émis contre un "juge de paix ou un autre officier, ou personne remplissant "des devoirs publics, pour aucune chose faite par lui dans "l'exécution de ses devoirs publics, ou à moins qu'avis par

(1) V. art. 22 C. P. C.

" écrit de " cision su " on autre ect avis e outre, il u deurs à in pourraien

agissant a M. Gire pas nécess que, lors d amparavan clause - du " rempliss étaient acc terme de l " de paix, " lection e " bonû fide " telle cho " ou sa jui a que les l'avis. Que du droit co nicipale n de suivre l ser la Corp sation de que les De pale un au loi,et étaie de faire v Demander cas où elle laquelle le

> suffisant d PER CU manderess procéder. Défendeur le jugeme est condat aiasi qu'el uité. (7 J

GIROUA DENIS C Casside 1862.

oaciiim e en galeurs en

nme offi-'action a en même

eu garannalice et

Pointe ıoraires précées Con-Leclere, nologué oursnite ıt enfin iser la ervenir lataires la malges qui agi de renconn fonds action: as dans Défenrésul-

ère du mit un ue, par tre un lissant i dans is par

la part

"écrit de tel bref spécifiant la cause de l'action avec une précision suffisante, ne soit donné au dit juge de paix, officier 'on autre personne;" que la Demanderesse n'avait pas donné cet avis et qu'elle ne l'alléguait pas dans son action. Qu'en outre, il n'y avait aucune garantie de la part des Défendeurs à indemniser la Demanderesse des condamnations qui pourraient intervenir contre elle par le fait de ses conseillers agissant au meilleur de leurs capacités.

M. GIROUARD, pour la Demanderesse, soutenait qu'il n'était pas nécessaire de donner aucun avis aux Défendeurs, 1° parce que, lors de l'institution de l'action et depuis plus de six mois auparavant, ils ne remplissaient aucun devoir public, et que la clause du statut n'exige l'avis qu'à l'égard des personnes "remplissant des devoirs publics," 2º parceque les Défendeurs étaient accusés de mauvaise foi, malice et frande, et qu'au terme de la section 8e du même acte, déclarant que "tout juge " de paix, officier et autre personne, aura droit à la dite pro-" tection et aux dits privilèges dans tous les cas-où-il-a-agi "bonû fide, dans l'exécution de ses devoirs, bien, qu'en faisant " telle chose, ou commettant tel acte, il ait excédé ses pouvoirs "ou sa juridiction, et ait agi clairement contre la loi," il ny a que les officiers agissant de bonne foi, qui nient droit à favis. Que la garantie que la Demanderesse invoque résulte du droit commun: que les Conseillers d'une corporation municipale n'en sont que les mandataires, et comme tels obligés de suivre les instructions que la loi leur donne et d'indenmiser la Corporation de tous dommages résultant de la malversation de leurs devoirs et d'une violation grossière de la loi; que les Défendeurs, en nommant ainsi à une charge municipale un aubergiste, avaient malversé et violé ouvertement la loiet étaient tenus de venir répondre de leurs actes illégaux, de faire valoir eux-mêmes leurs moyens de défense contre le Demandeur principal, et d'indemniser la Corporation, dans le cas où elle serait condamnée: qu'enfin, la mauvaise foi avec laquelle les Défendeurs avaient agi, devait être un motif suffisant de les rendre responsables de cette mauvaise foi.

Per Curiam: L'action en garantie est mal fendée. La Demanderesse devait donner avis par écrit d'un mois avant de procéder. D'ailleurs, il n'y a pas de garantie de la part des Défendeurs vis-à-vis de la Demanderesse. Elle doit attendre le jugement sur la demande principale de Leclerc, et si elle est condamnée par la faute et la malversation des Conseillers aiasi qu'elle le prétend, elle pourra exercer l'action en indemander.

wite. (7 J., p. 83.)

GIROUARD, pour la Demanderesse.

Denis et Desnoyers, pour les Défendeurs.

Cassidy, Conseil.

MARRIAGE LAW.-LEX LOCI.-EXPERTISE.

Superior Court, Montreal, 4th May, 1852.

Coram Day, J., Vanfelson, J., Mondelet, J.

Brodie et ux. vs. Cowan.

Held: 1. That in the absence of proof of the laws of the place where parties had their domicile when they were married out of Lower Canada, the Comt cannot take notice of or be governed by any other laws than those in force in Lower Canada in deciding upon the matrimonial rights of the parties. (1)
2. That Experts have no right of naming a third expert before pro-

ceeding and before any disagreement has taken place.

Plaintiffs, in their declaration, set out the following facts: that, on or about the eleventh day of February, 1810, John Boyd, then resident in the Parish of Bath, in Paisley, Scotland, and Jean Barclay otherwise called Jane Barclay, Spinster, then resident at Bath aforesaid were lawfully united in marriage. That of said marriage there was issue one child, Jean Boyd otherwise called Jane Boyd, born at Bath on the twentyeighth day of July, 1818, still living, being now the wife of Robert Brodie and one of Plaintiffs. That said marriage was not preceded or accompanied by any contract of marriage: and that, by the laws of Scotland, as well as by the laws of that part of this Province, heretofore called Lower Canada, where the parties afterwards resided, a communauté de biens was created and did from thenceforth subsist between John Boyd and Jean Barclay otherwise called Jane Barclay. That, soon after the marriage, John Boyd and Jean Barclay his wife emigrated to and settled in Lower Canada, where they continued to reside up to the time of their decease respectively. That in Lower Canada, John Boyd and Jean Barclay acquired considerable property and estate as well moveable as immoveable of great value, to wit, of the value of one thousand pounds and upwards, which by law appertained to the communauté de biens subsisting between them. That on the seventh day of November 1839, Jean Barelay, otherwise called Jane Barchy, died at Sonth Georgetown. That, at the time of the decease of Jean Barclay, otherwise called Jane Barclay, there was considerable property and estate, as well moveable as immoveable, of great value to wit: of the value of one thousand pounds and upwards appertaining to the communion of property, communauté de biens which had first plea, Boyd and domicile o the immov Court be of the maj alleges the does not, l cannot be tion acquir the real pr and that Canada, de to Jane B rights that does not e: in Lower property, possessed l clay, or wi sion of Def dence in \$ their marr reason of t as heir of l property a of Jane Ba Barclay, w the said re was made the matrin

subsisted

Per Cui ing taken regulated | there was principle v Rogers (1) monial rig evidence o applies is

TOM

⁽¹⁾ Il n'y a qui s'y marie auraient ensi décédés n'a pagers. C. B. R 2 R. J. R. Q.

⁽¹⁾ V. arl 6 C. C.

where ver Cay other matri-

852.

ore pro-

facts: , John otland, inster, marl, Jean ventyzife of e was riage: iws of anada, biens John That, y his thev especarclay veable of one red to nat on rwise

at the

Jane

s well value

o the

ı had

subsisted between her and John Boyd. Defendant, by his first plea, alleged. That, by reason of the marriage of John Boyd and Jean Barclay, in Scotland, where the matrimonial domicile of the parties existed, the rights of Jane Barclay in the immoveable property, were fixed and must now by this Court be determined according to the law of Scotland, to wit, of the matrimonial domicile of the parties; and Defendant alleges that the communauté de biens, existing in Scotland, does not, by the law of Scotland, extend to or include, and cannot be construed to include real property of any description acquired subsequent to marriage, and does not extend to the real property acquired in Lower Canada by the parties and that the community of property, as known in Lower Canada, does not by law extend to give to Jane Barclay or to Jane Boyd, as heir to her mother, any other or greater rights than would be granted by the Law of Scotland and does not extend to or effect real property which was acquired in Lower Canada. And Defendant alleges that all the real property, lands, and tenements, at any time acquired or possessed by John Boyd in Lower Canada, or by Jane Barclay, or which are now or any time have been in the possession of Defendant, were so acquired after many years' residence in Scotland by John Boyd and Jane Barelay, after their marriage and their removal to Lower Canada. That, by reason of the premises Jane Boyd, Plaintiff, cannot, by law, as heir of her mother, demand any portion of the immoveable property acquired and possessed by John Boyd at the death of Jane Barclay, and that John Boyd, at the decease of Jane Barclay, was not then, nor is Defendant liable to account for the said real property to Jane Boyd or to Plaintiff. No proof was made of what the law of Scotland was with reference to the matrimonial rights of the parties.

PER CURIAM: Defendant contends that the marriage having taken place in Scotland, the matrimonial rights were regulated by the law of that country, and that in that law there was no community. There is no doubt of the general principle which had been established in the case of Rogers vs. Rogers (1) that the matrimonial domicile regulated the matrimonial rights, but the difficulty here is that there is no evidence of what the law of Scotland is. The rule then that applies is that, in the absence of proof, the Court will pre-

⁽¹⁾ Il n'y a pas de communanté de biens légale en Angleterre, et les parties qui s'y marient sans contrat ne sont pas communs en biens ; et le fait qu'elles auraient ensuite transporté lem domicile dans le Bas-Cunada où elles sont décédés n'a pas l'effet de les rendre cemmuns en biens. (Rogers et al., vs. Rogers, C. B. R. janvier 1848, Rohlaxy, juge en chef, Day, juge et Smrn, juge, 2 R. J. R. Q., p. 290) V. art. 6 et 1260 C. C.

sume the law of a foreign country to be the same as its own, taking then, the matrimonial rights of the parties to be governed by the law of Canada, Defendant must be ordered

to render an account as to the succession.

"The Court, considering that Plaintiff buth established the material allegations of her declaration, in so far as the same relate, to the estate and succession of Jane Barclay, her mother, and that, by reason of the marriage of John Boyd, her father, with Jane Barclay, and that, by the laws in force in Lower Canada, a community was created, and subsisted between John Boyd and Jane Barclay, and, further, considering that Defendant bath failed to prove that the laws in force in Scotland, where John Boyd and Jane Barelay, at the time of their marriage had their domicile, and were married, were other than and different from the laws in force in the Province of Lower Canada: and that, in the absence of such evidence, the Court now here cannot take notice of or be governed by any other laws than those in force in the Province of Lower Canada, in deciding upon the matrimonial rights of Jane Barclay and the present claim and demand of Plaintiff; dismissing the exceptions of Defendant, in so far as the same relate, to the community of property and the estate and succession of Jane Barchay doth order and adjudge that Defendant, as well in her own name as in her capacity of tutrix, do, within one month from service upon her of this judgment, render a just and true account of the property and estate, as well moveable as well immoveable, in her possession pertaining to the communion of property heretofore subsisting between John Boyd and Jean Barclay otherwise called June Barclay, as well as all the rents, revenues, issues, and profits of the aforesaid communion of property."

On the 17th September 1853, upon motion of Defendant, the Report of the Experts was set aside, for the reasons set forth in the judgment rendered as follows: "The Court having heard the parties on Defendant's motion founded upon affidavit to have the report of the Experts made and fyled, set aside for the causes stated in said motion, considering that no legal and valid notice was given to Defendant to attend upon and before the Experts and further that the Experts, assumed the right of naming a third Expert before proceeding to the execution of said rule, and before any disagreement could have taken place touching and concerning any of the matters in dispute by and between the parties, doth order that the Report and the same be set aside, as prayed for

(7 J., p. 96.)

SMITH and Cross, Attorneys for Plaintiffs. A. and G. Robertson, Attorneys for Defendant. Cour bu

Coram

GAUTHIER Appela Intimé

Jugé : Qu'u l'action pétite

Mr le jug la cour, s'es toire, intent district de S par laquelle 6me concess torité de la 1858, pour c de cette ve municipalite 19s 10d. Le quelles il ad mais en décl aurait la mo possible, il s mission d'ar dans l'alléga lui, mais ave droits, par on a laissé s qu'elle ne s'a testation lié fois le Dema ment, puis a consiste dan sur faits et a dans son fac liée entre les faits et artic malités que, ayant été Demandeur

ACTION PETITOIRE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL, Montréal, 1er septembre 1862.

Coram Sir L. H. LaFontaine, juge en chef, Aylwin, Duval, Meredith, Mondelet, juges.

GAUTHIER DIT ST-GERMAIN, (Défendeur en Cour Inférieure,) Appelant, vs. GLODUE, (Demandeur en Cour Inférieure,) Intimés.

 $Jug\acute{e}$: Qu'un propriétaire d'un immeuble indivis, ne peut pas porter l'action pétitoire contre son co-propriétaire.

Mr le juge en chef LaFontaine, en rendant jugement pour la cour, s'est prononcé dans les termes suivants: Action pétitoire, intentée dans la Cour Supérieure, siégeant dans le disdistrict de Shefford, le 30 août 1860, signifiée le 1er septembre par laquelle le Demandeur revendique le lot n° 2, dans la 6me concession du township de Roxton, à lui vendu, sous l'autorité de la municipalité du comté de Shefford, le 1er février 1858, pour défaut de paiement de taxes municipales. Le titre de cette vente a été donné par le secrétaire-trésorier de la municipalité, le 26 septembre 1859. Prix d'adjudication, £2 19s 10d. Le Défendeur a présenté deux exceptions, dans lesquelles il admet la vente et les formalités qui l'ont précédée, mais en déclarant qu'il était convenu avec le Demandeur qu'il aurait la moitié, et que, pour obtenir la terre au plus bas prix possible, il s'abstiendrait d'enchérir. Depuis, il a obtenu la permission d'amender ses exceptions, et l'amendement consiste dans l'allégation que la susdite convention cut lieu, non avec bii, mais avec le nommé Jérémie Bachant, dont il a acquis les droits, par acte du 27 juin 1859. Nonobstant l'amendement, on a laissé subsister l'articulation de faits du Défendeur, bien qu'elle ne s'applique pas au changement survenu dans la contestation liée entre les parties. Le Défendeur a examiné deux fois le Demandeur sur faits et articles, d'abord avant l'amendement, puis après l'amendement. Toute la preuve du Défendeur consiste dans les réponses du Demandeur, aux interrogatoires sur faits et articles proposés en dernier lieu. L'Appelant souleva, dans son factum, des questions que la contestation, telle que liée entre les parties ne présente pas, et que les réponses sur faits et articles repoussent. Je veux parler de prétendues formalités que, selon le factum, il était nécessaire d'alléguer comme ayant été observées avant la vente. D'un autre côté, le Demandeur a admis, dans les réponses sur faits et articles,

ts own, to be ordered ed the

ed the same iy, her Boyd, i force bsisted onsideraws in at the anried,

in the
of such
or be
in Proimonial
nand of
of ar as
e estate
ge that
eity of
this
rty and

ksession

subsist-

called

endant, one set rt havel upon fyled, ng that attend experts, roceed-cement of the

order

ed for.

que Bachant avait acheté avec lui, avait payé la moitié du prix d'adjudication, et devait avoir une moitié de la terre, et le Défendeur est maintenant aux droits de Bachant. Dans ces circonstauces, je ne pense pas que l'action puisse se maintenir. De plus, le Demandeur, dans sa réponse au 15me interrogatoire, fait l'aven qu'il a vendu le lot de terre au nommé Roy. Il n'est donc pas fondé à en revendiquer la propriété. Par conséquent, il n'a pas le droit d'exercer l'action pétitoire.

Mr le juge DUVAL : Je concours dans le jugement de la cour, pour les raisons suivantes : L'Appelant a plaidé en Cour Inférieure que, par promesse de vente intervenue le jour de l'adjudication, et, par conséquent, avant la vente au nommé Roy, l'Intimé avait vendu la partie du lot de terre reclamé à un nommé Jérémie Bachand : que ce dernier l'avait revendue, de même que tous ses droits et privilèges, à l'Appelant, par acte de vente notarié en date du 26 juin 1659; qu'en conséquence, c'était l'Appelant qui, à l'époque de l'institution de l'action, était le vrai propriétaire du morceau de terre, et lui seul. L'Appelant n'avait pas d'autre moyen d'établir cette promesse de vente que de s'en rapporter au serment du Demandeur. Etant demandé à l'Intimé, au 6e interrogatoire, s'il est vrai," que, " pour prévenir la concurrence entre vous et Jérémie Bachand. " et dans le but d'empêcher les enchères de monter à un prix " trop élevé, il fut convenu, là et alors, et immédiatement avant " la vente, entre vous et Jérémie Bachand, que le lot de terre " serait adjugé pour une somme suffisante, ou à peu près, pour " payer le montant des taxes et cotisations et des frais, et que " vous auriez la moitié du lot, et Bachand aurait l'autre moitié, " en payant chacun une moitié égale du prix d'adjudication: il répond," Yes." Puis, au Se interrogatoire, il avoue que le prix de l'adjudication fut payé par moitié par Jérémie Bachand, conformément à leur arrangement. Enfin, au 10e interrogatoire, il ajoute qu'il promit, là et alors, un bon titre à Bachand, mais qu'il devait avoir le choix sur chaeune des deux moitiés." l was to give him a title for a half, dit il, but I was to have the first choice." Et, en explication de ces mots au juge," I was " to have the first choice," il dit: "I had the right to make "the first choice: but the lot not having been surveyed and " chained, I did not do so, I had the first choice, but I don't " remember having said to Bachand that I would rather have " the other half of the lot, that is the half not adjoining the "number one as above mentioned." L'Appelant soutient humblement que cette addition," I was to have the first choice," doit être considérée comme non avenue. Pourquoi l'Intimé n'a-t-il pas parlé de ce prétendu choix dans ses réponses aux exceptions de l'Appelant? Il ne l'a pas fait et n'a pas même produit de réponse ni spéciale ni générale; et ce que la cour

pourrait te de Glodue. titre à Ba dans la pla de ne pas promis un La cour pe cette répor une, la pra cela ne cha voulu faire chained," de prendre n'aurait-il et le nomm dû égaleme propriétair titution de auteur Bac diqué et de l'action du l " est ainsi a " mest pro Plus loin, il propriétai " cette chos " on ne peu " propre et plus loin : ' 'est le dro " privativer " y a lui aj propriétai "n'est pas l " poser de s peuvent êt ^e des parts i partie, ch. 1 de revendica admet lui-n No. 2, qu'il auteur a au Glodue pour lot ? Comme donner, lorse titre? Encor avant d'en y tié du erre, et ms ees ntenir. errogaé Roy. é. Par a cour, r Infél'adjué Roy, é à un due, de ır acte juence, action, . L'Apesse de Etant i," que, ichand, in prix tavant le terre s, pour et que moitié, ition:" que le rchand, gatoire, d, mais tiés." I o have ' I was make ed and I don't er have ing the outient hoice," Intimé ses aux

même

a cour

pourrait tout au plus supposer en pareil eas, dans la bouche de Glodue, se résumerait à ceci : "Je n'ai jamais promis de titre à Bachand, et je ne lui en dois aucun." Mais voilà que dans la plaidoirie, et lorsque le Défendeur avait toute raison de ne pas s'y attendre, le Demandeur déclare qu'en effet il a promis un titre; mais qu'il devait avoir le premier choix. La cour peut-elle admettre de semblables additions, ou plutôt cette réponse à l'exception du Défendeur, si toutefois c'en est nne, la pratique n'est elle pas de les éliminer? Mais, du reste, cela ne change pas beaucoup la position de Glodue. Il n'a pas voulu faire son choix, "the lot not having been surveyed and chained," et c'est précisément ce qu'il annait dû faire, avant de prendre son action. Au lieu de poursuivre au petitoire, n'aurait-il pas dû obtenir le partage de la propriété entre lui et le nommé Bachand, le cédant de l'Appelant? N'aurait-il pas dû également exercer son choix et le faire connaître à son copropriétaire par indivis? D'ailleurs, le seul fait qu'à l'institution de l'action, Glodue n'était avec l'Appelant ou son auteur Bachand que co-propriétaire par indivis du lot revendiqué et de tout le lot No 2, n'est-il pas suffisant pour détruire l'action du Demandeur : " Le domaine de propriété, dit Pothier, " est ainsi appelé parce que c'est le droit par lequel une chose " m'est propre, et m'appartient privativement à tous autres." Plus loin, il ajoute: "Si on suppose qu'un autre que moi soit " propriétaire d'une chose dont je suis propriétaire, dès lors " cette chose est commune entre nous, et si elle est commune, " on ne peut plus dire qu'elle me soit propre pour le total : car "propre et commun sont deux choses contradictoires." Et plus loin : " Car ce droit de propriété qu'ils ont en commun 'est le droit par lequel la chose leur appartient en commun " privativement à tout autre ; et entr'eux la part que chacun " y a lui appartient à lui seul privativement, même à ces co-"propriétaires; car la part que l'un a dans la chose commune " n'est pas la part de l'autre, et chaeun n'a le droit que de dis-" poser de sa part.....Ce ne sont pas des parts réelles qui ne " peuvent être formées que par la division de la chose, ce sont des parts intellectuelles." Pothier Traité de la Propriété, ler partie, ch. 1er, nos. 4, 16, et 17. Voir aussi Pothier sur l'action de revendication, ibid. 2e partie, ch. 1. Et cependant l'Intimé admet lui-même qu'il n'est que co-propriétaire de tout le lot No. 2, qu'il n'a jamais été partagé et que l'Appelant ou son auteur a aussi la propriété sur la chose réclamée. Comment Glodue pourait-il le déclarer propriétaire de la moitié de ce lot! Comment, l'Appelant pouvait-il être condamné à l'abandonner, lorsqu'elle n'est pas refusée, et que l'Intimé n'a aucun titre? Encore une fois, Glodue aurait dû provoquer à partage avant d'en venir au pétitoire.

"La cour considérant que l'Intimé, Demandeur en Cour Inférienre, par ses réponses aux interrogatoires sur faits et argicles, à lui soumis, a reconnu que la terre par lui reclamée a été acquise par lui à condition que la moitié d'icelle serait la propriété du nommé Bachand, et que Bachand a payé sa part du prix d'acquisition, considérant que le dit Intimé, par ses réponses, reconnaît qu'il devait faire option de la moitié, qu'il prendrait pour sa part, et que, lors de l'institution de la présente action, l'Intimé n'avait pas déclaré son option, et qu'à défaut de cette option déclarée, l'Intimé ne peut être reconnu le propriétaire de la terre ou d'aucune portion d'icelle et qu'en conséquence dans le jugement de la Cour Supérieure, qui a maintenu l'action du Demandeur il y a mal jugé. Infirme etc. (7 J., p. 99.)

D. GIROUARD, Avocat de l'Appelant. O'HALLORAN & BAKER. Avocats de l'Intimé,

ENREGISTREMENT.-RATIFICATION DE TITRE.-FRAUDE.

Cour du Banc de la Reine, Montréal, 23 avril, 1849.

Coram Rolland, C. J., Day, J., Smith, J.

LAFLEUR, vs. DONEGANI, et al.

Jugé: 1° Que, dans le cas de fraude de la part du débiteur, résultant du changement de l'un de ses prénoms dans un acte translatif de propriété subséquente à son obligation créative d'une hypothèque, la perte de la créance hypothécaire, quoique enregistrée doit retomber sur le créancier et non pas sur le tiers-détenteur qui ne doit pas être la victime de cette fraude: 2° que pendente lite l'obtention d'une sentence en ratification de ce titre translatif de propriété, sans aucune opposition de la part du créancier hypothécaire, ne saurait détruire le droit d'action déjà acquis et en exercice, vû que le tiers-détenteur avait une connaissance suffisante de cette hypothèque avant cette demande en ratification de titre.

Le Demandeur poursuivit les Défendeurs, en déclaration d'hypothèque, pour le montant d'une obligation qui lui avait été consentie le 26 mai, 1829, par Jean Olivier Danis et sa femme, Chevrefils, N. P., et enregistrée le 30 octobre, 1844. Le Demandeur alléguait que, dans l'acte de vente de la propriété qui lui était hypothéquée, par l'effet de cette obligation comportant une hypothèquée générale sur tous les biens du débiteur, reçu le 30 septembre, 1846, Doucet, N. P., et que son débiteur, avait consenti sous le nom de Joseph Olivier Danis aux Défendeurs, c'était par dol et fraude qu'il s'était appelé Joseph Olivier Danis au lieu de Jean Olivier Danis, de même que c'était par dol et fraude qu'il avait acquis

cette pro lien de *J* nenu, Tri pérempto s optenibr Olivier 1 prétendu étaient er qu'ils avi acquisitio sition, le et légalei Danis, le l gistremen Jeun Oliv ancune fo et détenté Danis ; qu qu'il l'allé Olivier D Défendent Durant le entence d vente du tention po par eux fa pendances hypothéca deur, la di tion, et de Défendeur tendu aus dite dema tendus dre plaider de défenses a tence et e quête soit additionn lors de l' réclame s Défendem u'ndmette Demander somme, e devenue conséquen Cour chits et elamée e sernit ayé sa né, par moitié, de la iou, et at être d'icelle crieure, nfirme

1849.

ltant du ropriété te de la réancier de cette ition de part du l'acquis iffisante

ration
i avait
s et sa
. 1844.
a progation
ens du
ue son
Danis
s'était
Danis,
ucquis

cette propriété sous le même nom de Joseph Olivier Dams, au lien de Jean Olivier Danis, le 2 juillet, 1840, de Joseph Papineau, Trudeau, N. P. Les Défendenrs plaidèrent une exception péremptoire, par laquelle ils allégnaient que, par l'acte du 30 s ptembre, 1846, ils avnient acquis de bonne foi de Joseph Ofivier Danis, notoirement connu sous ce nom, l'immenble Prétendu hypothéqué en faveur du Demandeur, et qu'ils en étaient en conséquence devenus possesseurs de bonne foi, et ou'ils avaient payé et acquitté de bonne foi le prix de leur acquisition en exécution du dit acte : que, lors de leur acquisition, le Demandeur n'avait aucune hypothèque régulièrement et légalement inscrite et enregistrée contre Joseph Olivier Danis, le vendeur des Défendeurs; que l'inscription ou l'enregistrement d'aucune hypothèque consentie au Demandeur, par Jean Olivier Danis et sa femme, ne pouvaient valoir et n'avait ancune force légale vis-à-vis des Défendeurs comme acquéreurs et détenteurs de cet immeuble aequis par eux de Joseph Olivier Danis; qu'en supposant que le Demandeur fut victime, ainsi qu'il l'alléguait, d'une fraude commise à son égard, par Jean Olivier Danis, il ne pouvait avoir aucun recours contre les Défendeurs, ignorants et non participants de cette frande. Durant le cours de l'instance les Défendeurs ayant obtenu une entence ou jugement de ratification de titre, savoir, l'acte de vente du 30 septembre, 1846, firent motion qu'attendu l'obtention pour eux d'une sentence de ratification de l'acquisition par eux faite, de Joseph Olivier Danis des immeubles et dépendances à raison desquels ils sont poursuivis et troublés hypothécairement par suite de la présente action du Demandeur, la dite sentence obtenue depuis l'institution de cette netion, et depuis la production des exceptions et défenses du Défendeur, et nommément le trente-et-un janvier, 1848, attendu aussi le défaut par le Demandeur de s'être opposé à la dite demande et sentence de ratification, à raison de ses prétendus droits d'hypothèque, il soit permis aux Défendeurs de plaider de nouveau et de produire et filer les exceptions et défenses accompagnant les présentes, bâsées sur la dite sentence et confirmation de titre, et qu'aussi, si besoin est, l'enquête soit réouverte à toutes fins que de droit. Les défenses additionnelles sont: "qu'en supposant que le Demandeur, lors de l'institution de cette action, cût l'hypothèque qu'il réclame sur les immeubles ou dépendances acquis par les Défendeurs de leur vendeur, Joseph Olivier Danis, chose que n'admettent point les Défendeurs, icelle hypothèque que le Demandeur prétend avoir pour le reconvrement de la somme, en capital intérêt et dépens, qu'il réclame serait devenue éteinte et purgée, à toutes fins que de droit, en consequence d'une sentence de ratification obtenue par les

Défendeurs le 31 janvier, 1848, depuis l'institution de cette action, de l'acquisition faite par les Défendeurs du dit Joseph Olivier Danis, en vertu du dit acte du 30 septembre 1846, devant Doncet et son confrère Notaires, que le Demandeur aurait dù, dans le cas où il en eût eu le droit, s'opposer à la confirmation de titre à raison des prétendus droits et hypothèques qu'il réclame pour le recouvrement de sa créance, en capital, intérêt et dépens; que le Demandeur n'ayant produit aucune opposition à la sentence de ratification, il serait devenu déchu de tous les droits d'hypothèque qu'il avait pu avoir sur les immeubles acquis par les Défendeurs du dit Joseph Olivier Danis, qui, en conséquence de la confirmation de titre et de ce que dessus allégué, et en supposant que le débiteur du Demandeur, Jean Olivier Danis, fût le même individu que Joseph Olivier Danis, le vendeur des Défendeurs, chose que n'admettent point les Défendeurs, les immeubles acquis par les Défendeurs étant devenus dégrevés et purgés d'aucune hypothèque qui aurait pu exister sur les dits immeubles, la dite action du Demandeur ne peut se maintenir contre les Défendeurs. Pourquoi les Défendeurs concluent à ce que, dans le cas où le Demandeur se trouvernit avoir eu, et en supposant qu'il ait jamais eu des droits d'hypothèque pour le paiement de la dite créance en capital, intérêt et dépens sur les dits immeubles, il soit prononcé et adjugé qu'iceux droits d'hypothèque ou icelles hypothèques, sont devenus éteints et purgés, en conséquence du jugement de ratification, et que partant la dite action du Demandeur soit renvoyée. Cette motion pour plaider ce fait de purge d'après les derniers errements, puis darrein continuance, fut rejetée en janvier, 1849, Coram Day, J. Smith, J.: 10. pour la raison qu'il s'était écoulé près d'un an depuis ce fait de purge et la production de cette motion, et que diligence doit être faite pour produire une telle défense; 20. parce que le Demandeur n'était pas obligé de s'opposer à cette demande en ratification de titre, vû que, par son action en déclaration d'hypothèque. les Défendeurs étaient suffisamment mis en demeure et avaient connaissance de cette hypothèque, dans le cas où elle serait légalement inscrite ou enrégistrée; Vide Guyot Rép.; vo. hypothèque, pages 677, 678, 679, etc.; I vol. Troplong, priv., and hyp., no. 665. Revue de Wolowski, 1856, Tome 9, 2me. partie, p. 113. Après audition au mérite, la cour a débouté le Demandeur des conclusions de son action hypothécaire : ce jugement est motivé comme suit: "La cour, considérant que l'enregistrement de l'obligation de Jean Olivier Danis, n'a pas en l'effet de créer une hypothèque sur l'immeuble acheté de bonne foi par les Défendeurs d'un nommé Joseph Olivier Danis, sans qu'ils puissent commître l'existence d'aucune hy

pothèque établi d'u être dans Danis qu tombât si que celle de son ac

T. JUD Cartie

DEMOISEL

Jugé: 1° (ce qui n'es acquise, la motion de tendue mo attaqué qu pent être co sa présenta

Le Défe deresse un obtint la 1 elle préte acquise, ét et professe la Congré, comme le été produi protonota 1862, ains Demander

LAFLAM manderess merce du lors, l'inst ment par était établ du protor

(1) V. art

pothèque, que, d'ailleurs, le vrai nom du dit Danis n'est pas établi d'une manière certaine, que l'erreur dans le nom peut être dans l'obligation même : que comme de la fraude du dit Danis quelqu'un doit souffrir, il serait injuste que la perte tombât sur les Défendeurs dont la cause est plus favorable que celle du Demandeur, a débouté et déboute le Demandeur de son action, avec dépens. (7 J., p. 102.)

T. JUDAH, avocat du Demandeur.

Cartier and Cartier, avocats des Défendeurs.

PEREMPTION D'INSTANCE.-INSCRIPTION DE FAUX.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 31 mars 1863.

Coram SMITH, juge.

Demoiselle Di Beaujeu, vs. Joseph Masse, fils.

Jugé: 1° Qu'en supposant que la Demanderesse soit morte civilement (ce qui n'est pas décidé par le jugement) avant que la péremption soit acquise, la mort civile n'ayant pas été notifiée au Défendeur, avant la motion de péremption, la péremption ne peut être écartée par la prétendue mort civile; 2° que le certificat du protonotaire ne peut être attaqué que par voie d'inscription de faux; 3° que la péremption ne peut être couverte par un procédé entre la signification de la motion et sa présentation en conr. (1)

Le Défendeur ayant fait signifier aux avocats de la Demanderesse une motion de péremption d'instance, la Demanderesse obtint la permission d'y répondre par écrit, et, dans sa réponse, elle prétendit 1° que la Demanderesse, avant la péremption acquise, était morte civilement, ayant fait profession religieuse et professé les vœux solemels, dans le couvent des Dames de la Congrégation de Montréal: 2° que le plaidoyer, mentionné comme le dernier procédé fait dans cette cause, an lieu d'avoir été produit le 17 mai 1859, ainsi que le disait le certificat du protonotaire, n'avait été produit que dans le cours d'avril 1862, ainsi qu'il paraissait par les affidavits produits par la Demanderesse.

LAFLAMME R., pour la Demanderesse, prétendit que la Demanderesse ayant proféré des vœux qui l'excluaient du commerce du monde, elle était morte civilement, et que, depuis lors, l'instance était interrompue, comme elle l'est habituellement par la mort naturelle; que, par des affidavits produits, il était établi que le dernier procédé, mentionné dans le certificat du protonotaire, n'avait pas en lieu à la date qu'il portait;

embre le De--droit. tendus ent de ındenr ıtiticathèque Défende la suppoiis, fût ur des rrs, les grevés ar les mains conrverait d'hyl, intéıdjugé

· cette

lit Jo-

nt deratit renrès les
ée en
raison
et la
faite
ndeur

cation nèque, vaient serait o. hy-

i, and i parité le re ; ce t que

a pas té de livier hy

⁽¹⁾ V. art. 455 C. P. C.

mais qu'il devait porter une date bien plus récente, et en

décà des trois dernières années.

Doutre J., répondit que le Canada étant soumis au droit public anglais, la mort civile, par profession religieuse, n'existait pas : que, si la mort civile existait, l'autorité serait impuissante à soustraire les religieuses à la réclusion si elles voulaient s'en affranchir; que, si la mort civile existait, le mariage des religieuses et des prêtres serait nul aux yeux de la loi, et les enfants qui en maîtraient seraient adultérins: qu'enfin, les conséquences de ce principe bouleverseraient tout notre droit public : que, quant à la date du dernier procédé, certifiée par le protonotaire, elle ne pouvait être attaquée que par l'inscription de faux, et non par des affidavits, qui ne reposent sur rien de satisfaisant, quand on va au fond des choses, ainsi que le Défendeur l'a fait, non pour les besoinréels de sa cause, mais pour détruire le préjugé que les affidavits produits par la Demanderesse pouvaient créer; que si l'on pouvait ainsi attaquer le certificat du protonotaire, il n'y aurait plus aucune foi à ajouter, pas même aux jugements enregistrés, sous la signature du greffier.

SMITH, J.: The first point in dispute was perfectly plain, namely, could a religiouse bring an action ! This could not affect the present case and does not come up for the opinion of the court; because no notice of this lady being a religious had been given, before the peremption demanded. Even the natural death of a party would hardly be sufficient under such circumstances. The second point was whether the paper in question had been fyled after the date it bears. A great many affidavits had been produced but they were not satisfactory. If the prothonotary had stated that it had been fyled of a wrong date, by mistake, the court would have had no hesitation in ordering the date to be changed. Was then the court to allow the signatures of its officers to be contradicted by affidavits, five or ten years after fyling papers? It was impossible: the inscription de fanx is the only remedy open against the certificates of the prothonotary. Peremption grant-

ed and action dismissed, with costs. (7 J., p. 105.)

LAFLAMME and LAFLAMME, for Plaintiff.
DOUTRE and DAOUST, for Defendant.

Ex parte Prose

Held: The and convict viction being quashed, in of the said

PER Crivisions of intoxicating tainment. coolings like a vessible entert travellers house of pair withing the been blic entert OLIVIER

Piciré, I

CASSANT P

Held: The name of a copartners ale leged, in the dissolved pr 2° That, when and an for the who come who some we had a some who some we had a some who had a some we had a some what a some we had a some who had a some we had a some which we had a some we h

solution of (38 That P that the cop of the action

Defen lant v

CERTIORARI.

SUPERIOR COURT, Sorel, 19th February, 1863.

Coram Badgley, J.,

Ex parts Mogé, Petitioner for a Writ of Certiorari, vs. Roy, Prosecutor in the Court below.

Held: That upon a writ of Certiorari to remove the proceedings had and conviction made in pursuance of Chap. 6 Cons. S. L. C., such conviction being for "keeping a house of public entertainment;" will be quashed, inasmuch as it is no offence unless qualified within the term of the said Statute.

PER CUBIAM: The petitioner was prosecuted under the provisions of the Act respecting Tavern Keepers and the sale of mtoxicating liquors, for "having kept a house of public entertainment." This allegation constitutes no offence and the proceedings had were not therefore in pursuance of the said act. It is a cessary to qualify the keeping of such a house of public entertainment, by alleging that it is for the reception of travellers and others. The simple allegation of keeping a house of public entertainment is not sufficient to bring this sair within the provisions of Chap. 6, Cons. S. L. C., as it may have been a Circus or a Theatre, which are also houses of public entertainment. Conviction quashed. (7 J., p. 107.)

OLIVIER et ARMSTONG, attorneys for Petitioner. Piché, for Respondent.

COPARTNERSHIP. - DECLARATION.

Superior Court, Montreal, 21st February, 1863.

Before MONK, Justice.

Cassant es. Perry.

et en

droit

, n'ex-

it imi elles

ait, le

oux de Jérius :

it tout océdé.

ée que

jui ne

des

s alli-

que si

il n'v

ments

plain,

ld not

pinion

giensi

en the

under

paper great satis-

fyled ad no

n the dicted

Was

open grant-

Held: That it is not competent for the payee of notes signed with the name of a copartnership firm, to bring an action against one of the partners alone, for the amount of said notes unless it is especially alleged, in the Plaintiff's declaration, that said copartnership had been dissolved previous to the institution of the action.

2° That, where notes are signed with the name of the copartnership firm and an action is brought against one of the partners individually for the whole amount, the statement made in Plaintiff's declaration, "that, at the periods when the notes were made, one of the partners, who some weeks ago left Canada to go to the United States, and the Defen lant were in copartnership," is not a sufficient allegation of dissolution of the copartnership.

3° That Plaintif will be allowed to amend his declaration by stating that the copartnership had been dissolved previous to the institution of the action on payment of thirty shillings costs.

The declaration set forth, that, at the different periods therein after mentioned, Wm W. Morrow, who had left Canada some weeks ago to go to the United States of America, and Defendant, were merchants in copartnership under the name of Morrow and Perry: that, at Montreal, on the 24th September, 1860, Morrow and Perry then in copartnership made their Promissory Note for \$98.50, signed with their copartnership name, payable four months after date, for value received to the order of Vital Cassant, the Plaintiff. Plaintiff also claimed for another note made and signed in a like manner, and concluded for judgment against Defendant alone as liable for the whole amount of the notes in all \$264.34, and interest. This action was met by a défense en droit, which set forth that Plaintiff's action was unfounded in law, because it appears, by the declaration of Plaintiff that the present action is founded on two notes made and signed by the heretofore copartnership of Morrow and Perry, and by it due to Plaintiff: because it appears that the amount payable on said two notes is due conjointly and solidly by Wm. Morrow and George L. Perry, and not by the last alone in his own proper and private name: because it appears, that George L. Perry, was never, at any time, indebted towards Plaintiff in any sum of money nor for any cause whatever; that, in consequence, Plaintiff has no right of action against Defendant personally and privately, but only conjointly and solidly with Morrow. At argument, Ricard, for Defendant, contended that the notes having been signed with the copartnership name of Morrow and Perry, and there being no allegation in Plaintiff's declaration of a dissolution of copartnership, the obligation to pay under said notes was a joint and solid one. Defendant could not be selected and sued alone in his individual name, but must be sued in conjunction with his partner whose name was on the notes with his own. Mousseau, for Plaintiff, represented that the words in Plaintiff's declaration that, at the periods when the notes were made, one of the partners, who some weeks ago left Canada to go to the United States, and Defendant were in copartnership was a sufficient allegation of the dissolution of the firm of Morrow and Perry. He also argued that the dissolution of the copartnership was admitted by Defendant in his defense where he referred to two notes made and signed by the heretofore copartnership of Morrow and Perry.

PER CURIAM: There is no allegation in Plaintiff's declaration which sufficiently shows that there is a dissolution of the firm of Morrow and Perry who signed the notes in question. Under these circumstances, the *defense en droit* of Defendant is well founded. But a motion to amend his declaration by inserting and a le Morrow a been mae on payn costs. (7

Mouss L. Ric

Ex parte

Held: 10 rari made 20. That

The Pr the motio granting the notice under oat ch. 18, sec dent cont of this de Convictio the Imper should be the Provi which lat rent proce rari. Tha by the Sr following ber, 1850 1850; No In those ϵ been mad the Englis required PER Cu

(1) V. ar

inserting the words "that, before the institution of this action and a long time before, the partnership existing between Morrow and Defendant in this action was dissolved "having been made to the Court, the Court will grant the amendment on payment by Defendant to Plaintiff of thirty shillings costs. (7 J., p. 108.)

Mousseau and Labelle, for Plaintiff.

L. Ricard, for Defendant.

CERTIORARI. -- SIGNIFICATION.

Superior Court, Sorel, 19th February, 1863.

Coram Badgley, J.

Ex parte Roy, Petitioner for a writ of Certiorari.

Held: 10. That the return of the notice of motion for a writ of Certiorari made by a bailiff is sufficient. 20. That such a return need not be proved upon oath. (1)

The Prosecutor in the Court below having appeared when the motion for a writ of Certiorari was made, objected to the granting of the motion upon the ground that the return of the notice of such motion was insufficient not being proved under oath, as required by the Imperial Statute 13, Geo. II, ch. 18, sec. 5, regulating proceedings upon Certiorari. Respondent contended, that it was the proper time to take advantage of this defect, as it would be too late afterwards. Paley, on Convictions, edition of 1856, p. 360, 4th alinea, p. 364: That the Imperial Statute, which required that the six days' notice should be "duly proved upon oath," had not been repealed by the Provincial Act, ch. 89, sec. 2, sub-sec. 2, Cons. Stat. L. C., which latter Statute applies only to the returns of the different proceedings had after the granting of the writ of Certiorari. That this reasoning had been applied in several instances by the Superior Court, in Montreal, in 1850 and 1851, in the following cases: No. 96, Ex parte Pierre Chicoine, 7th October, 1850: No. 153, Ex parte Hiram Waite, 3rd December, 1850; No. 146, Ex parte Hiram Waite, 7th January, 1851. In those cases, the proof of service of notice of motion having been made by the return of a bailiff, the Court decided that the English Statute and the rules which obtained in England. required proof of service by affidavit.

PER CURIAM: The practice now followed in the District of

ft Canerica. er the 24th ership their value aintiff a like alone 264.34. droit, ı law, at the ed by

eriods

. Moris own rge L tiff in a conendant v with d that me of intiff's

by it

ıyable

ion to indant name, name reprehe pesome)efenof the

 ed by notes orrow claraof the

rgned

stion. ndant on by

⁽¹⁾ V. art. 1223 C. P. C.

Montreal is different, and requires no proof of service by affidavit. Motion granted. (7 J_{γ} , p. 109.)

OLIVIER and Armstrong, attorneys for Petitioner.

GERMAIN, attorney for Respondent. LAFRENAYE, Counsel.

COUR DE CIRCUIT.-REGLEMENT MUNICIPAL.-PROCEDURE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 11 octobre, 1861.

Coram Monk, A. J.

Daoust, Appelant, Aumais, Intimé.

Jugé: Que la Cour de Circuit siégeant en appel, sous l'acte des municipalités de 1860, a le pouvoir de casser un règlement d'une municipalité, et un jugement d'un tribunal inférieur quand bien même la nullité de ce règlement n'y aurait pas été invoquée.

20. Qu'un règlement fixant le poids du pain et établissant une

amende pécuniaire est nul.

So. Que la partie qui a secondé l'adoption de ce règlement pent en

invoquer la nullité.

Le 9 Avril, 1861, l'Appelant fut convaincu, à la poursuite de l'Intimé, inspecteur des poids et mesures, par la Cour des magistrats du village de la Pointe-Claire, d'avoir vendu, dans la numicipalité de ce village, du pain ne pesant pas le poids de six livres, en contravention au règlement de la municipalité en date du 20 août, 1855, et condamné à payer une amende de dix chelins à la Corporation. Le règlement en question avait été adopté à l'unanimité, à une assemblée régulière des conseillers, et porte ce qui suit : Proposé par M. Brisbois, separ B. Daoust, (L'Appelant): "Que la pesanteur du soit fixée à 6 livres, et que les initiales du boulanger " soiens marquées sur le dit pain, et que pas moins de 10s. ni " au-dessus de 20s, soient payés par ceux qui manqueront à " ces règlements." L'Appelant en Cour inférieure n'invoqua pas la nullité du règlement, mais, s'attacha uniquement à faire une preuve contradictoire. L'Appelant interjeta appel du jugement de la cour des magistrats, suivant les dispositions de l'acte des municipalités, invoquant la nullité du réglement qui formait la base de la poursuite dirigée contre lui. A l'argument, Gironard, pour l'Appelant, prétendit que l'acte des numicipalités, section 27, p. 9, donnait aux conseils locaux le pouvoir de fixer le poids du pain dans les limites de la municipalité, de forcer les bonlangers à mettre leurs initiales sur le pain, et de confisquer le pain ne pesant pas le poids établi on de mauvaise qualité, mais que c'était la les seuls pouvoirs qu'il leur donne : que le statut avait établi une peine contre les contre conseils ti velle peir pn être it ancune P du 20 ao ctait **c**ont soutenait une quest portée en oni navai d'ailleurs, eté silenci pal ayant, règlement habitants roisse de l en questio tion 24e, faveur; q municipal n'excédant contravent le conseil e tion contre vant la loi a l'Appela son ouvras voirs dom lorsque le coupables, tion strict cette péna même du voquer da

Monk, riem doit municipal ayant inque du pain ne cipales, ce den subset doixent to et d'appès du 20 contaire, et que, po et que, po

y affi-

i. 364.

muniiunicime la

nt une ent en

rsuite
r des
dans
poids
palité
rende
estion
e des
s, ser du
ruger
ls, ni
mt à

oqua faire l du tions nent Tar-

des x le lunisur tabli

roirs utre les contrevenants, savoir, la confiscation du pain, et que les conseils n'ont pas, en conséquence, le droit d'ajouter une nonvelle peine en établissant une amende pécuniaire, qui n'aurait ou être imposée que dans le cas où le statut n'aurait porté ancune pénalité, et qu'en conséquence, le règlement, en date du 20 août, 1855, du conseil du village de la Pointe-Claire était contraire à la loi et nul. O. Loranger, pour l'Intimé, sontenait que le tribunal en appel n'avait pas juridiction sur une question de validité d'un règlement qui n'avait pas été portée en appel au conseil de comté, comme le veut la loi, et qui n'avait pas même été soulevée en Cour Supérieure ; que, d'ailleurs, le règlement en question était légal; le statut ayant eté silencieux sur l'amende pécuniaire, et tout conseil municipal ayant, sons la section 24 par 23, le droit de passer tout règlement non contraire à la loi pour le bien général des habitants de la municipalité, le conseil municipal de la paroisse de la Pointe-Claire avait le droit de passer le règlement en question : que d'ailleurs le paragraphe 22 de la même section 24e, semblait décider formellement la question en sa faveur; qu'en effet, sous cette clause de la loi, tout conseil municipal avait le droit d'imposer toute amende raisonnable, n'excédant pas vingt piastres et même l'emprisonnement en contravention de tout règlement du conseil : qu'en conséquence, le conseil de la Pointe-Claire, en imposant l'amende en question contre cenx qui violeraient son règlement, avait agi suivant la loi : qu'enfin il serait bien extraordinaire de permettre a l'Appelant de demander la nullité d'un règlement qui était son ouvrage. En réplique, Gironard dit que ces derniers pouvoirs donnés aux municipalités ne pouvaient pas être exercés, lorsque le statut établissait lui-même une amende contre les coupables, comme dans l'espèce actuelle, parce qu'alors l'intention stricte de la loi est que la punition n'aille pas au-delà de cette pénalité; qu'entin cette nullité apparaissant sur la face même du règlement, il était permis à toute personne de l'in-

Monk, J.: La conviction prononcée par le tribunal inférieur doit être annulée, parce qu'elle repose sur un règlement numicipal, nul de plein droit. Il est évident que le statut ayant in:posé une peine contre les boulangers qui vendaient du pain n'ayant pas le poids prescrit par les autorités municipales, ces dernières n'avaient pas le droit d'en imposer on den substituer une nouvelle. En fait de pénalité, les lois doivent toujours recevoir une interprétation stricte et étroite : et d'après ce principe, la Cour est d'opinion que le règlement du 20 : oût, 1855, aurait dû non pas imposer une amende pécuniai se, mais ordonner simplement la confiscation du pain, et que, pour cette raison, il est entaché d'une millité radicale,

voquer dans tout état de cause.

dont la cour doit donner le bénéfice à qui conque l'invoque. L'appel est maintenu, avec dépens. (7 J_{γ} , p. 110.)

CARTER et GIROVARD, pour l'Appelant. Loranger et Frères, pour l'Intimé.

PENAL ACTION.-PROCEDURE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31 March, 1863.

Coram Monk, A. J.

Ex parte, Cousine for a writ of Certiorari, and Raphaël Bellemare. (Prosecutor in the Court below.)

Held: That in a prosecution for selling liquors without a license, the information need not be under oath.

In this case the information and conviction were for the offence of selling liquor without a license. On the 27th March, 1863, the Petitioner moved the Superior Court for a writ of Certiorari to issue, upon several grounds contained in his affidavit of circumstances, amongst others the following: Because no information under oath was ever exhibited to Charles J. Coursol, judge of the Sessions of the Peace for the City of Montreal, previous to the issuing of the writ of Summons in the said prosecution: because, in lieu of being under oath, the said information was merely signed by Raphaël Bellemare and not sworn to (1)

PER CURIAM: The provisions of the act respecting Tavern-keepers do not require that such an information be made or laid on oath, but, on the contrary, that act gives all the forms which are to be followed in such prosecution; so that the Section 24 of Ch. 103 of the Consolidated Statutes of Canada do not apply to such cases. Application refused. (7 J., p. 112.)

KERR and NAGLE, Attorneys for Petitioner, LAFRENAYE, Attorney for Bellemare.

(1) Vide Chap. 6, C. S., of Lower Canada, Sec. 43.

LAFOND, &

Held: The up the instaby reason of

Defenda appointed tiff took or instance as

PER CUI out a writ torm, settin must there

Médéric

Court of C

Coran

JEAN-BAPTI lant. vi low, R

Held: That to a purchase that the purc the vendor, t cession as if a judgment will had and will property whi

This was land, C. J., titf's action reversed in bought from ments whice

(1) V. art. 4 TOMI

REPRISE D'INSTANCE.

CIRCUIT COURT, Montreal, 21st February, 1863.

Coram Monk, J.

LAFOND, et al., cs. Chagnon, and La Chambre d'Agriculture, Tiers Saisie, and Hood, Curator mis en cause.

II.Id: That a person cannot be held to appear in a cause and take up the instance in place of the Defendant deceased by a rule nisi but by reason of an ordinary writ of summons and petition in due form. (1)

Defendant having died, and Thomas D. Hood having been appointed Curator to his vacant estate and succession, Plaintiff took out a rule *nisi* to compel the Curator to take up the instance as the representative of the Defendant.

PER CURIAM: The proper course was for Plaintiff to take out a writ of summons and petition annexed in the usual torm, setting up the facts and the order required. The rule must therefore be discharged. (7 J., p. 112.)

MÉDÉRIC LANCTOT for Plaintiff.

voque,

863.

Belle-

ase, the

or the

March, vrit of in his g: Be-

Tharles

lity of

ons in Coath.

emare

avern-

ide or

forms

e Sec-

ida do

12.)

PROMISE OF SALE.

COURT OF QUEEN'S BENCH, IN APPEAL.

Montreal, 12th March, 1857.

Coram Lafontaine, C. J., Aylwin, J., Duval, J., Caron, J.

Jean-Baptiste Leblanc, Plaintiff in the Court below, Appellant. vs. François Pellerin, Defendant in the Court below, Respondent.

Held: That in default of a vendor making cession of Letters Patent to a purchaser in the terms of an agreement between them to the effect that the purchaser should obtain such Letters Patent in the name of the vendor, the Court will give a judgment to have the effect of such cession as if a sufficient deed had been passed to that effect, and the judgment will have the force and effect which such a deed would have had and will invest the purchaser with all the rights title, interest and property which he could have acquired by such deed.

This was an appeal from the court of Queen's Bench, Rolland, C. J., Day, J. Smith, J., (25th July, 1848), where Plaintiff's action was dismissed with costs. This judgment was reversed in appeal. It appears that, in 1841, Plaintiff Leblane bought from Defendant all the argumentations and betterments which he had made upon a lot of crown land situate

⁽I) V. art. 441 C. P. C. TOME XII.

in the first range of augmentations of Kildare. This sale was made, according to the terms of the deed, pour et movement le prix et somme de cent soix ete et quinze livres, douze sons, ancien cours, dues au Demandeur par le Défendeur, en vertude deux billets dont le Demandeur a déclaré en avoir reçu le paiement par le moyen de la dite vente, avec la condition que le Demandeur obtiendrait les titres. But, in case Plaintiff did not succeed in obtaining letters patent, Defendant was to defray all expenses incurred by Plaintiff thereabout, and also to pay the two notes as if the sale had never taken place. On the 8th July, 1843, Plaintiff, in the name of Defendant obtained letters patent of the lot from the government, and paid, in consideration therefor, to the crown agent the sum of twenty pounds. After Plaintiff had thus obtained the letters patent, he demanded from Defendant a cession and transfer of all his rights and claims to the letters patent, and a declaration that they had been paid for and obtained by Plaintiff, in execution of the covenant created by the deed of sale before referred to. This Defendant refused to do, and Plaintiff consequently brought this action, and prayed: "Que le Défendeur soit condamné à lui faire délaissement et abandon des améliorations et du terrain susdit, et de faire cession et abandon, par acte suffisant que le Demandeur paiera, de ses droits, intérêts et prétentions dans les lettres patentes émanés en son nom, le 8 juillet 1843, du terrain suivant: "the northeast half of lot number twelve in the first range of the said augmentation of the township of Kildare, containing about one hundred acres more or less" avec décharation que les lettres patentes out été ainsi émanées et octroyées par l'entremise du Demandeur, et à raison du paiement par lui fait à la couronne, de la somme de vingt livres courant, à moins que le Défendeur ne paie au Demandeur, sous le délai de trois jours après la signification du jugement, la somme de deux cent cinquante livres courant, pour l'indemniser de ses dommages, dépenses et deniers payés par lui, et à défaut par le Défendeur de payer, dans le délai, la dite somme de deux cent cinquante livres au Demandeur, que le jugement tiendra lieu au Demandeur de cette cession des lettres patentes et de cette déclaration, comme si acte suffisant cût été dûment consenti à cet effet, et que le jugement aura la force et effet que tel acte aurait eu, s'il eût été fait, et qu'à l'avenir, le Demandeur sera investi de tous les droits, titres, intérêt et propriété qu'il aurait pu acquérir par tel acte" Defendant contended that he had not sold to Plaintiff, the fonds et propriété foncière of the lot, and, to support this plea, cited the deed of sale as follows: Pour sûreté et garantie des choses ci-dessus vendues, les vendeurs, (les Défendeurs), out hypothèqué tous

leurs bien ei-dessus c could not solute pro rendered t the Court of Plainti mars, 1841 Leblane, to dout il s'ng droit "d'e sans attend gouvernen soit la réda la seule qu parties; qu cette exéct ses excepti que, quoiqu patentes di de terre, il l'exécution les lettres comme pre demande qu des droits e tu des lettr tion que l'I par conséqu déboute Le jugement re rieure siége le jugemen rendre, conc blane, sons ment, le ter amélioration acte sullisan et prétentio nées en son déclaration octrovées pa par hii fait : défant par l lien à Lebla déclaration s cet effet, et e e was mant SOUS, vertu eçn le n que Il' did so dedso to , On ndant t, and um of letters ansfer und a ed by red of o, and " Que nbanession era, de itentes iivant: nge of nining m que ar l'enfait à ns que e trois e deux dompar le dens jendra et de t conet que emanppriété ended é foneed of dessus

i tous

lours biens présents et futurs, et, par privilège spécial, la terre ci-dessus qui y reste affectée. The Defendant argued that he could not have mortgaged the lot unless be retained the absolute property and ownership of it. The Court of Appeal rendered the following judgment, reversing the judgment of the Court of Queen's Bench, and maintaining the conclusions of Plaintiff, "La cour, considérant que, par l'acte du dix mars, 1841, François Pellerin a vendu et cédé à Jean-Baptiste Leblanc, tous les droits qu'il pouvait avoir dans le lot de terre dont il s'agit : qu'il a éte même stipulé que Leblanc aurait le droit "d'en prendre possession immédiatement," c'est-à-dire, sans attendre que les lettres patentes qu'il fallait obtenir du gonvernement, fussent émanées : que, que lque défectueuse que soit la rédaction du susdit acte, l'interprétation ei-dessus est la seule qui puisse lui donner effet, suivant l'intention des parties: que Pellerin est tenu à son exécution, en autant que cette exécution peut dépendre de lui, et que, par conséquent, ses exceptions et défenses sont mal fondées : 20. Considérant que, quoique l'Appelant Leblanc n'ait pu obtenir les lettres patentes du gouvernement, que pour la moitié du susdit lot de terre, il n'en a pas moins le droit de demander à l'Intimé l'exécution du susdit acte de vente quant à cette moitié, que les lettres patentes ayant été émanées au nom de l'Intimé comme premier occupant, l'Appelant est bien fondé dans la demande qu'il fuit à l'Intimé de lui passer un acte de cession des droits qui ont été acquis à la propriété du terrain, en vertu des lettres patentes, et ce pour compléter le titre d'acquisition que l'Intimé est obligé de lui donner. 30. Considérant, par conséquent, que, dans le jugement dont est appel, et qui déboute Leblanc de sa demande, il y a mal jugé : Infirme le jugement rendu le vingt-huit février, 1855, par la Cour Supéricure siègeant à Montréal, et cette cour, procédant à rendre le jugement que la cour de première instance aurait dû rendre, condamne Pellerin à délaisser et abandonner à Leblanc, sous quinze jours de la signification du présent jugement, le terrain décrit aux susdites lettres patentes, avec les améliorations sur icelui, et de faire cession et abandon par acte suffisant que Leblanc paiera, de teus les droits, intérêts et prétentions que Pellerin a, dans les lettres patentes émanées en son nom le 8 juillet, 1843, sur le susdit terrain, avec déclaration que les lettres patentes ont été ainsi émanées et octroyées par l'entremise de Leblanc, et à raison du paiement par lui fait à la couronne, de la somme de vingt livres ; et à défaut par Pellerin de ce-faire : le présent jugement, tiendra lieu à Leblanc de telle cession des lettres patentes, et de telle déclaration susdites, comme si acte suffisant eût été consenti à cet effet, et que le jugement aura la force et effet que tel acte

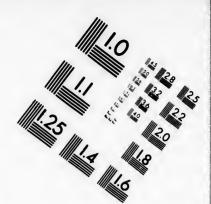
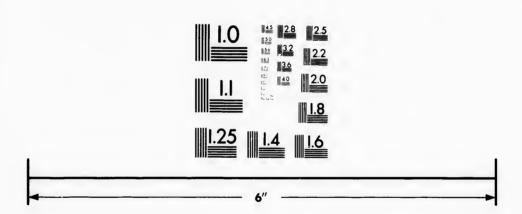


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

SIM SERVICE STATE OF THE SERVICE STATE OF THE SERVICE STATE STATE



aurait eu, s'il eût été fait, et Leblanc sera investi de tous les droits, titres, intérêts et propriété qu'il aurait pu acquérir par tel aete. (7 J., p. 113.)

PEREMPTION D'INSTANCE.

Superior Court, 13th May, 1851.

Corum DAY, J., MONDELET, J.

McPean vs. Cullin.

Ecid: That péremption will be granted in a case not contested and where the Defendant only appeared, if the Plaintiff allows the proesedings to lay over for three years. (1)

On the return of this ease, Defendant appeared by Counsel, on the 29th July, 1846. No proceedings were had for more that three years since that appearance. On the 5th May, 1851, Defendant moved the Court for peremption d'instance.

PER CURIAM. Defendant has not pleaded, but Plaintiff has taken no proceeding, during a period of three years, and how Defendant moves for péremption upon this ground. It is competent for him to do so, though he has not pleaded; he can come by motion, because he is not bound to plead to a bad action.

"The court considering the cessation of proceedings upon the action brought by Plaintiff against Defendant, since the 29th day of July, 1846, date of the last proceedings, the said action in recovery of the sum of £250 as the value of certain quantities of pine timber, the property as alleged of him Plaintiff: Doth grant the motion and adjudge and declare the instance périmée, and, in consequence, doth dismiss the action, with costs against Plaintiff, as well of the instance an! of the motion en péremption d'instance. (7 J., p. 117.)

DAY, Attorney for Plaintiff.

A. & G. Robertson, Attorneys for Defendant.

(1) V. art. 454, C. P. C.

TRUDEAU

Held: 1.passing of evidence. 2. That the surviv

deceased co

Defend amount o public, fo property and his w his heir a

MONDE itself; alt acte anth do not thi

SMITH, as well as at the rec There can contended this being not liable that she n renounce o remains to against he communit half. The one half.

" La co conjointen comme sni de celle de dette due

(1) V. art.

(2) V. art. (3) V. art.

PEES OF NOTARIES.-EVIDENCE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 15th December, 1852.

COTAIN SMITH, J., VANFELSON, J., MONDELET, J.,

TRUDEAU vs. DELANAUDIÈRE, et al.

is les

r par

351.

ed and re pro-

ounsel,

more

, 1851,

iff hus

d now

s com-

he can

a bad

upon

ce the

e said

ertain

of him

re the

netion,

of the

II.Id: 1. That in an action for the recovery of fees by a notary for the passing of Deeds, the notarial copies of such deeds will be sufficient evidence. (I)

2. That the costs of an inventory and copy thereof most be borne by the surviving *conjoint* for one half and by the representatives of the deceased *conjoint* for the other half. (2)

Defendants were sued for the sum of £130, being the amount of fees due to Plaintiff, as cession naire of Jobin notary public, for the making of the inventory of the community of property heretofore existing between the late Hon. B. Joliette and his widow, one of Defendants; the other Defendant being his heir at law.

MONDELET, J.: The only evidence of debt is the inventory itself; although a notarial instrument is to be regarded as an acte authentique making proof for or against the parties, I do not think that it can make proof for the notary himself.

SMITH, J.: This deed must be considered authentic for this as well as for other purposes. It sets forth that it was made at the request of Mrs. Joliette, and was signed by herself. There cannot be better proof than her own mame. It has been contended that she having renounced the Communauté, and this being an inventory of the goods of the community, she is not liable for the costs of such a deed, but it was made in order that she might judge whether it would be better for her to renonnee or accept the community. (3) The only question which remains to be decided is whether the judgment should be given against her and the representatives of the other share of the community jointly and severally or against them each for one half. The court is of opinion that they are liable each for one half.

"La cour, condamne les Défendeurs, ès noms et qualités, conjointement, à payer au Demandeur la somme de £130, comme suit, savoir : la Défenderesse la somme de £65, moitié de celle de £130, et le Défendeur l'autre moitié de la dite somme, dette due par les Défendeurs, ès noms et qualités, pour diffé-

⁽¹⁾ V. art. 1203, C. C.

⁽²⁾ V. art. 1726 et 1732, C. C.

⁽³⁾ V. art. 1382, C. C.

rents ouvrages et vacations professionnels faits et fournis par Jobin, Notaire, pour la Défenderesse et la succession de feu l'Honorable B. Joliette; les dits ouvrages consistant dans le procès-verbal de l'inventaire des biens de la communauté qui a existé entre la Défenderesse et feu B. Joliette, avec vacation pour l'estimation du mobilier de la communauté et autres procédés relatifs au dit Inventaire, avec aussi la copie du dit inventaire. Mr. le juge MONDELET ne concourt pas dans ce jugement. (7 J., p. 118.)

Pelletier & Papin, Avocats du Demandeur.

Drummond, Loranger & Dunlop, Avocats des Défendeurs.

PRIVILEGES ON SHIPS.

Superior Court, Montreal, 31st March, 1862.

Coram SMITH, J.

JASMIN vs. LAFANTASIE.

 Held : That a captain has no lien for wages on the vessel of which he is captain. (1)

In this cause, a saisie-arrêt simple avant jugement issued on the affidavit of Plaintiff to attach a certain barge then in the Lachine Canal called the Rosa. The affidavit set forth that Defendant who was proprietor of the barge Rosa, of which Plaintiff was captain, was indebted to him in the sum of \$692.05, for wages as such captain. That Defendant had left the limits of this province, and, without the benefit of a writ of saisie-arrêt before judgment to seize the barge, he would lose his debt and sustain damage. The declaration also alleged that Plaintiff, as captain, had a special privilege and lien on the barge for the payment of his wages, and concluded that the court should declare so, and that the barge might be sold to pay Plaintiff's debt by special privilege.

PER CURIAM: Plaintiff prayed that Defendant be condemned to pay him the sum of \$692.05 and that the barge in question be declared specially hypothecated for the debt. These conclusions cannot be granted. The court is not aware of any law by which a captain has a lien on a vessel. It is true that, in one or two cases, the court has declared that a lien existed; but these were very exceptional cases, and the rule was against them. Judgment would go simply for the amount claimed, with

interest, p. 119, e J. Du

DUMONT

Held: 1
cause for:
2. Whe
for it a les
part to de
liabilities
to mainta

The at

effects fe

grounds
" dated
" Lafore
" \$1470,
" admitt
" Defend
" sum o
" sum of
" Defend
" \$198.00

" having " paying " purpos " benefit

" credito

" dant h

" Defend On the 2 and set following set forth sufficien

(1) V. a

⁽¹⁾ V. art. 2383, C. C. Merchant and Shipping act of 1854, s. 191.

interest, without any hypothecation being conferred. (7 J., p. 119, et 13 D. T. B. C., p. 226.)
J. DUHAMEL, for Plaintiff.

CAPIAS.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31st March 1862.

Coram SMITH, J.

DUMONT vs. GOURT.

Held: 1st. That the alienation of real estate alone, is not a sufficient cause for an action of *capius ud respondendum*.

2. When a debtor alienates his estate, and declares that he received for it a less sum than he actually received, there is an intention on his part to deceive his creditors if he has no other property to meet his liabilities, and, an affidavit containing such allegations will be sufficient to maintain a capius ad respondendum against him. (1)

The affidavit contained the usual allegations of indebtedness, and the belief of deponent that Defendant had secreted his effects for the purpose of defrauding his creditors, and, as grounds for his belief, deponent urged "thut, by deed of sale "dated the 12th March, 1863, Defendant sold to Michel " Laforce a lot of land in the city of Montreal, for the sum of "\$1470, of which sum Defendant, in the said deed of sale, "admitted to have received \$198. That it was untrue that " Defendant had only received, on the price of said land the "sum of \$198.00, but, on the contrary, he had received the " sum of \$466, and that it was by collusion with Laforce that " Defendant acknowledged to have only received the sum of " \$198.00, and by fraud and for the purpose of defrauding his " creditors generally and Plaintiff in particular. That Defen-"dant has no other property but the land so sold. And that "having been for a long time insolvent and incapable of "paying his debts he had sold the said land for the sole "purpose of defrauding his creditors: and that, without the "benefit of a capias ad respondendum against the body of " Defendant, he would lose his said debt and sustain damage." On the 21st March, 1863, Defendant made a motion to quash and set uside the writ of capius ad respondendum on the following among other grounds "Because, in law, the facts set forth in the affidavit do not constitute a ground of fraud sufficient to justify the emanation of a writ of capins."

862.

iis par

de fen

lans le ité qui ication autres

du dit uns ce

idenrs.

hich he

issned hen in h that which um of id left

n Writ would lleged ien on l that

e sold

mned estion econy law at, in sted:

lainst

with

¹⁾ V. art. 793, C. P. C.

PER CURIAM: This was a motion to quash a capias. The debtor did not complain of the causes of action, but alleged that, in the motion to quash, there were no sufficient grounds for Plaintiff's belief that Defendant was about to secrete his effects, &c. It was alleged, in the affidavit, after the grounds of action had been set up, that Plaintiff was credibly informed that Defendant was on the point of concealing, and, in fact, had commenced to conceal his effects. The affidavit went on to state that Defendant, in March, sold certain real property, and that he received \$466, but pretended that he had only received \$198. Defendant contended that the alienation of real estate alone was not a ground for taking out a capias. This was true. It was not stated that the deed of sale was simulated or for the purpose of fraud. The deed of sale stood unassailed. But Plaintiff went further, and affirmed that Defendant had made a false declaration, with fraudulent intent, pretending that he had only received \$198, whereas he had received \$466. Now, as it was alleged in the affidavit that the man had no other property in the world to meet his liabilities, the court believed that there was sufficient evidence of an intention to deceive, and it could be no other than his creditors that he desired to deceive. All deception of this kind implied fraud. The motion to quash would therefore be rejected, but without costs. Motion rejected. (7 $J_{\cdot \cdot}$, p. 119.)

MOUSSEAU & LABELLE, for Plaintiff. LEBLANC & CASSIDY, for Defendant.

CAPIAS.—BAIL-BOND.

Superior Court, District of St. Francis, Sherrooke, 13th March, 1863.

Coram Short, J.

VANNEVAR et al., vs. DECOURTNAY.

Held: That, where judgment has been rendered in a cause instituted by a Capias ad Respondendum, petition on behalf of the parties who became bail to the sheriff, to be allowed to put in special bail cannot be granted. (1)

The action was commenced at Sherbrooke, and Defendant was arrested at Quebec. James A. Sewell and Thomas Anderson became bail, in the usual manner, for his appearance to answer the suit. The action was instituted 31st August, 1861. The

Defendar and final 17th Jun was made behalf of Quebec. had no persisted 1863, nin after an a was prese of the bai vas susta was una Francis, a Quebec, a tion had i Sewell, to before ha

> be constru in the pre The law i prior to bail could 21st section Act shall Capias ac action, as only that on the ret within ei explicit as It is urge " that the cause sho This appe assigned, return, w ration of and, if it law amou case of Co

SHORT,

⁽¹⁾ V. art. 824, C. P. C.

⁽¹⁾ Les se Conseil Légi 2, étaient e plusieurs ju

Defendant appeared and contested the action upon the merits, and final judgment was rendered against Defendant on the 17th June, 1862. During the pending of the suit, application was made to the resident judge, at Sherbrooke, in vacation, on behalf of Defendant to be allowed to put in special buil at Quebec. The Honorable Judge expressed the opinion that he had no power to grant the petition. The petition was not persisted in, and was not filed of record. On the 13rd of March, 1863, nine months after the rendering of the judgment, and after an action had been instituted against the bail, a petition was presented to the Superior Court, at Sherbrooke, on behalf of the bail to be allowed to put in special bail. This petition was sustained by affidavits; one by Defendant stating that he was unable to put in special bail in the District of Saint Francis, and that he had applied to be permitted to do so at Quebec, and that he had only lately ascertained that his petition had not been granted, and one by the before named James Sewell, to the effect that he would have put in special bail before had he not supposed that it had long since been done.

Short, J.: There is no doubt but that the law should always be construed in favor of the liberty of the subject; however, in the present instance, there is no room left for construction. The law is plain and positive. Under the law as it existed prior to the passing of the Act 12th Victoria, C. 42, special bail could be put in at any time, even after judgment. By the 21st section of that act, it is enacted that "Nothing in this Act shall prevent any person arrested under any writ of Capias ad Respondendum from putting in special bail to the action, as permitted by the law of lower Canada, excepting only that such special bail shall not be received unless put in on the return day, or at any time before the a turn day, or within eight days next after the return day." This is very explicit as to the time when such special bail shall be put in. It is urged that the next clause of the same section provides "that the court may, upon special application and sufficient cause shown extend the time for putting in such special bail." This appears, to contemplate an application, for causes to be assigned, for extension of the time beyond eight days after return, which application, should be made before the expiration of such delay. The present is not such an application: and, if it were, there are no causes assigned, except what in law amount to simple neglect of the parties in default. The case of Campbell vs. Atkins has been cited. (1) Inasmuch as the

ntent,
e had
at the
ilities,
of an
ditors
iplied
il, but

s. The

lleged

ounds

ete his

ounds

ormed

fact.

ent on

perty,

only

on of apias.

e was

stood

that

63.

tuted who ot be

dant rson swer The

⁽¹⁾ Les sections 4 et 5 de l'Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur et du Conseil Législatif de la Province de Québec, de 1785, 25 George III, ch. 2, étaient en ces termes: "IV. Que dans tous et chacun cas, où un, ou plusieurs juges d'aucune des cours des plaidoyers communs, seront ou

Court of Appeals were divided upon that ease, it cannot be regarded as authority binding upon this court. This question has been then elaborately discussed. The Honorable Chief Justice LAFONTAINE has reasoned with much force that the

pourront être satisfaits par le serment du Demandeur, on de son teneur de livres, de son commis ou de son procureur légal, que le Défendeur est personnellement endetté au Demandeur d'une somme excédant dix livres sterling, et qu'ils pourront aussi être satisfaits par le serment du Demandeur, ou de quelque autre particulier, que le Défendeur est sur le point de quitter la province, et que ce départ pourrait priver le Demandeur de son recours contre tel Défendenr, il sera et pourra être loisible à un, on plusieurs des juges d'aucune des cours de plaidoyers-communs d'accorder un capias, on prise de corps contre tel Défendenr, qui sera adressé au shérif, comme ci dessus, pour prendre tel Défendeur à caution, pour sa comparution au rapport de tel ordre; et au défaut de cautions, de le confiner en prison, où il sera détenu, jusqu'à ce qu'il puisse donner contions spéciales, on jusqu'à deux jours après l'exécution qui pourra être obtenue par le Demandeur, si le juge-ment est en sa faveur." " V Pourvu toujours que, si aneun Défendeur ainsi sons cantions spéciaux, se rendra lui-même, cour tenante, pendant l'action, ou dans tout autre temps après le jugement obtenu, ou se remettra entre les mains du shérif du district, où la cour peut avoir juridiction, à tout temps, dans quinze jours après celui où le Demandeur pent légalement demander et obtenir exécution par un capias ad satisfaciendum, sur jugement décerné alors et dans tels cas, telle comparation du Défendeur sera tenue, prise et considérée comme une décharge pour les particuliers engagés comme cautions spéciaux d'un tel Défendeur.

La section I du chapitre 2 des statuts du Bas-Canada de 1825, 5 George IV amendant les dispositions ci-dessus de l'Ordonnance de 1785, 25 George II, décrétait : "que depuis et après la passation de cet acte, la condition de tonte recomaissance pour un cantionnement soécial ou cauti muement de l'action, qui doit être douné ou fourni par aneun Défendeur qui aura été arrêté, sous et en vertu d'ancun mandat de capias ad respondendum, émané en conformité aux dispositions de la dite Ordonnance, sera telle que les cantions ne pourront devenir responsables, à moins que le Défendeur ne laisse cette province, saus avoir acquitté la dette, ainsi que l'intérêt et les frais de l'action qui aura été intentée, et tel cautionnement spécial pourra être fourni et douné en ancun temps après l'arrestation du Défendeur, en vertu de tel capias, soit devant la Cour d'où sera émané le dit capias, on devant ancun juge de telle Cour, en ancun temps avant ou après le jugement."

La section 3 du chapitre 42 des Statuts de 1849, 12 Victoria, se lit comme suit : "que tout Défendeur arrêté, après la passation du présent acte, et dé-tenu en prison en vertu d'un writ de capias ad respondendum, sera mis en liberté en tout temps avant la reddition du jugement final, si le dit writ a été émané avant jugement, et en tout temps avant le jugement déclarant valide l'arrestation en vertu de tel writ, si le dit writ a été émané après jugement, s'il denne bonne et suffisante cantion à la satisfaction de la Cour où sera rapportable ou rapporté la procédure en vertu-de laquelle il aura été arrêté, ou à la satisfaction de tout juge de la dite cour, qu'il se remettra sous la garde du shérif, aussitôt qu'il en recevra l'ordre de la dite Cour ou d'aucun juge d'icelle, ou sous un mois après la signification de tel ordre faite à lui on à ses cautions en la manière ci-après prescrite, et qu'à défant de ce faire, il paiera au Demandeur la dette, avec les intérêt et les frais; et la cour on juge devant lequel le dit cautionnement sera donné, exigera des cantions qu'ils justifient de leur solvabilité, sous serment (si le Demandeur le requiert) ; et lorsque le Défendeur aura donné caution comme susdit, le juge ou la cour devant qui le dit cautionnement aura été donné, ordonnera que le Défendeur soit mis en liberté ; et pareillement, tout Défendeur ainsi avrêté, mais qui aura donné cantion au shérif, tel que ci-après prescrit, aura droit, le jour du rapport du writ ou en tout temps auparavant, ou dans les huit jours qui suivront celui du rapport, de donner bonne et sullisante caution devant la Cour dans laquelle la procédure en vertu de laquelle

Act 12th ment of i of the de benefit of ment for is inconsi bail, and

il aura été a portant qu'i par un ordr ci-après per on à ses cur avec les inte serment, si ainsi offert e

La section

que rien d'un
faction, tel
excepté seul
qu'il ne soit
dans les hui
toujours, qu
sera montre
cantiouneme

La section qui sera reg admis à caur cédule numé statué, qu'a poursuite du aura été arra à la poursuit sation de ce été reçues ce du montant les dites cau dans le prése nement qu'il les cautionne

H a été ju a fourni au s la formule n par le Code rif a transpo de ses créan et après qu tionnement la cause ori ment et long capias et jug special ment tionnement f sionnaire, et (Campbell et GLEY, J. Ce divisée, il fu jug en chef 821 C. P. C.

ot be stion Chief t the

teneur
ndeur
livres
emanint de
le son
a pluun cacomme
a rapoù il
a deux

e jugesi sous on, ou cre les temps, der et é alors ousidééciaux

ge III,
s toute
netion,
sous et
prinité
pourpourpoince,
ii anra
aueun
rant la
ur, en

et déen lit a été valide ut, s'il rtable satisshérif, n sous s en la leur la it caubilité, donné t aura t, tout -après avant. t suffiquelle

Act 12th Vic., C. 42, having for its express object the abolishment of imprisonment for debt, and only permitting the arrest of the debtor to secure an assignment of his assets for the benefit of his creditors, and imprisonment only as a punishment for fraud, and such imprisonment limited to one year, is inconsistent with the existence of a right to put in special bail, and that it must necessarily be considered as abrogating

il aura été arrêté sera rapportable on rapportée, on devant tont juge d'icelle, portant qu'il se remettra sons la garde du shérif aussitôt qu'il en sera requis par un ordre de la dite Cour, on de tont juge d'icelle, donné en la manière ci-après prescrite, ou sons un mois après la signification de tel ordre, faite à lui on à ses cautions; et qu'à défaut de ce faire, il paiera an Demandeur se dette, avec les intérêts et les frais; et les cautions justifieront de leur solvabilité sons serment, si le Demandeur l'exige; et après que tel cautionnement aura été ainsi offert et reçu, il sera déchargé de celui qu'il aura donné au shérif."

La section 12 du dit statut de 1840 contenait la disposition suivante:

La section 12 du dit statut de 1840 contenait la disposition suivante: "que rien de contenu dans cet acte n'empéchera aucune personne arrêtée en vertu d'un capius ad respondendum, de donner un cantionnement spécial à l'action, tel que permis par les lois du Bas-Canada maintemant en vigneur, excepté senlement que le dit cantionnement spécial ne sera pas reçu à moins qu'il ne soit donné le jour du rapport, on en aucun temps avant le dit jour, ou dans les luit jours qui suivront immédiatement le jour du rapport; pourvu tonjours, qu'il sera au pouvoir de la cour, sur demande spéciale, et quand il sera montré une cause suffisante, de prolonger le temps pour donner tel

cantionnement spécial."

La section 13 de ce statut contient la disposition suivante: "le cautionnement qui sera reçu par tout shérif pour la comparation de tout Défendenr arrêté et admis à caution, sera et pourra être rédigé d'après la formule contenue dans la cédule numéro quatre, annexée à cet acte; et il est par le présent déclaré et statué, qu'aucun shérif ne sera responsable envers aueun Demandeur à la suivant duquel un Défendeur en aneun temps avant la passation de cet acte, aura été arrêté et admis à caution par tel shérif, ou envers aueun Demandeur à la poursuite duquel un Défendeur sera arrêté et admis à caution après la passation de cet acte, si les cautions reçues par tel shérif étaient, lorsqu'elles out étir reçues comme telles, solvables ou réputées solvables, jusqu'à concurrence du montant de la somme pour laquelle aura été douné le cautionnement que les dites cantions auront consenti." Et la section 14 dit "que rien de contenu dans le présent acte u'empêchera aucun shérif de transporter aucun cautionnement qu'il est tenu de recevoir en vertu du présent acte, en la manière que les cautionnements ci-devant reçus par un shérif pourraient étre transportés."

Il a été jugé, sons ces dispositions, que le débiteur arrêté sur capias, et qui a lourni au shérif le cautionnement mentionné dans la sec. 13 du S. de 1849, et la formule no. 4 annexe à ce statut (cette formule vet semblulle à celle donnée par le Code de Procédure en rapport avec l'article 828) pent, après que le shérif a transporté ce cautionnement au demandeur, qui l'a transporté à un de ses créanciers sans lui transporter la dette faisant la base du capias et après que ce dernier cessionnaire a poursuivi les cantions sur cautionnement et, pendant que cette poursuite est pendante, fourni dans la cause originaire, et sans avis au dernier cessionnaire du cautionnement et longtemps après le délai de huit jours après le rapport du bref de capias et jugement dans la s. 12 du statut de 1849, et par là se libérer du cautionnement fourni au shérif et libérer les cautions mêmes vis-à-vis de ce cessionnaire, et ainsi détruire la poursuite de ce dernier contre les cautions. (Campbell et Atkias et al., C. S., Québec, 18 avril, 1857, MEREDITH et Bauchey, J. Ce jugement fut porté en appel, et la Cour d'appel étant également divisée, il fut confirmé. Le juge Caron était pour confirmer le jugement, et le jug- en chef Lafontaine pour le reuverser. 7 R. J. R. Q., p. 113.) V. art. 824 C. P. C.

such right. Without however entering upon that point, the court is clearly of the opinion expressed by the Honorable Chief-Justice in that case, that, after judgment has been rendered, a forfeiture has been obtained in favor of Plaintiff, and that a petition of this nature cannot be granted. I regard the law as having precluded the court from exercising any discretion whatever upon this point. The delay has been peremptorily fixed by the statute, and the court has only power upon sufficient cause shewn to extend that delay. This cannot surely be understood as giving the court such power, after the instance has terminated by final judgment. This petition must be rejected. Petition rejected. (7 J., p. 120.)

LANGLOIS, and POZER, for Petitioners. SUNBORN and BROOKS, for Plaintiff.

COUR DES COMMISSAIRES.

Cour Supérieure, Montréal, 30 avril, 1863.

Coram Badgley, J.

Exparte George Charbonneau, Requérant pour writ de certiorari.

Jugé: 1º Que l'état d'héritier n'est pas l'état proprement dit d'une personne. (1)

2° Que la juridiction des Cours des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes s'étend aux actions des créanciers d'un défint contre son héritier. (2)

Au terme d'avril, Morin et Marchand, pour le requérant, faisaient application à la Cour Supérieure pour un writ de certiorari, se plaignant de l'illégalité d'un jugement de la Cour des Commissaires de la paroisse de Ste. Rose, parce qu'il y avait été poursuivi et condamné en qualité d'héritier, et que, suivant la sec. Se du Chap. 94 des Statuts Refondus du Bas-Canada, la juridiction des Cours des Commissaires ne s'étend pas à l'état civil des personnes en général, c'est-à-dire, à l'état d'héritier qui tient à l'état civil, et qu'ainsi la dite Cour Inférieure manquait de juridiction. En réponse, Gironard, pour les commissaires, soutenait que l'action contre un héritier étant une action purement personnelle, et la sec. 7e du même chap. 94 des Statuts Refondus du Bas-Canada donnant aux Cours des Commissaires juridiction sur toutes affaires purement

personnel Commissa décider la d'héritier civil de la comme to

PER Ct des Coun d'héritier la Cour; a rapport puisse emp une affair c'est-à-dir droit des laquelle te la qualité de citoyer Writ refu M. M. M.

Hươr di**t**

D. GIRO

Held: The of Attorney counsel, no

An exce was made the motion the attorn Frères," a without the had been until such take place 20, and, t

PER Cuthe 28th

⁽¹⁾ V. art. 49, C. P. C.

⁽²⁾ V. art. 1188, C. P. C.

t, the crable been intiff; egard

been only This ower, This

63.

it de d'une

cision d'un

rant,
it de
Cour
u'il y
que,
Bastend
l'état
Infé-

ir les é**t**ant chap. Jours ment personnelles et mobilières, la loi donnait pouvoir à la Cour des Commissaires de la paroisse de Ste. Rose d'entendre, juger et décider la poursuite intentée contre le requérant, en sa qualité d'héritier; que, d'ailleurs, la qualité d'héritier n'était pas l'état civil de la partie, mais n'était seulement qu'un droit découlant, comme tous les autres droits civils, de l'état civil du requérant.

PER CURIAM: Le requérant est poursuivi devant la Cour des Commissaires de la paroisse de Ste. Rose, en sa qualité d'héritier de sa mère; il se plaint du défaut de juridiction de la Cour: et, après avoir examiné soigneusement le statut qui n'apport aux Cours des Commissaires, je ne vois rien qui puisse empêcher celle de Ste. Rose d'entendre, juger et décider une affaire pour laquelle il est poursuivi en qualité d'héritier, c'est-à-dire en d'autres termes, suivant les dispositions de notre droit des successions, une affaire purement personnelle, sur laquelle toute Cour des Commissaires a juridiction. D'ailleurs, la qualité d'héritier n'est pas l'état civil de la partie. Son droit de citoyen du Bas-Canada n'est pas en effet mis en litige. Writ refusé. (7 J., p. 122.)

M. M. Morin et Marchand, Avocats du Requérant.

D. GIROUARD, Avocat des Commissaires.

SUBSTITUTION OF ATTORNIES.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31st March, 1863.

Coram Monk, J.

HUOT dit DELUDE, vs. McGill et al.

Held: That when the Attorneys in a record consent to a substitution of Attorneys, the substitution is complete on notice given to the opposite counsel, no adjudication being necessary.

An exception à la forme was fyled by Defendant. A motion was made to reject it. At argument, Dumlop, C. J., urged that the motion was made by "Loranger and Loranger," whereas the attorneys who signed the declaration were "Loranger et Frères," and that no change of attorneys could take place without the permission of the court; that Defendant's attorneys had been served with a copy of a motion of substitution, but, until such motion was allowed, no change of attorneys could take place according to the rule of practice of the court, No 20, and, therefore, the motion could not be received.

PER CURIAM: Defendants fyled an exception à la forme on the 28th January last. It was served on Plaintiff's Attorneys, by a Bailliff who made his return in rather brief terms as follows: "I, the undersigned bailliff; did on the twenty-eighth day of January, &c., serve the within exception on Messrs. Loranger, attorneys." A motion was now made, signed by "Loranger et Loranger," to reject this exception on two grounds: first, because the service was not valid, as the bailliff

ad made no election of domicil, and, second, that, as Plaintiff's attorneys were now "Loranger et Frères," "a service on Messrs. Loranger was no service." Defendant's counsel, in reply, contended that the firm had been "Loranger et frères," and that there had been no legal substitution of attorneys; he had been served with a notice of substitution, but there had been no judgment of court confirming the substitution, which therefore was not complete. The court was of opinion that this was not a case where an election of domicil was necessary by the bailliff. It was also evident that Plaintiff's counsel had been properly served. When the attorneys on one side consent to a substitution, the opposite party can have no interest in it; a notice of substitution to him is quite sufficient. No adjudication is necessary to complete the substitution. Motion rejected. (7 J., p. 123.)

LORANGER et FRÈRES, for Plaintiff. DUNLOF and BROWN, for Defendant.

CAPIAS.-BAIL.

SUPERIOR COURT, Montreal, 1st December, 1862.

Coram Monin, J.

MILES vs. ASPINALL.

Held: That on cause shown, a Defendant arrested under capius will, on his own petition, be allowed to give sufficient special bail, after the eight days after day of return of cause and even at any reasonable time thereafter depending on cause shewn, and diligence made. (1)

Defendant was arrested under capias, at Montréal, on the 5th September, 1862, and gave bail to appear the 30th September, 1862, (day of return of cause). On return of action, an appearance was entered for Defendant who was foreclosed from pleading the 15th November. On the 20th November, Defendant petitioned the court to be allowed to give special bail according to provisions of Statutes L. C. Cap 87, Sec. 3, page 809. Perkins, J. A., submitted: Defendant was arrested

the day of Point, on I his arrival disabled fo men. That not set eig sureties w recognizan before disc even a jud asked deb imprisonm Montreal. Court of Q contra. Th could not a could not m Vallée v too late, un

> giving specbound to fe according t and it was his bail. In special bail cause, and special bail

MONK, J

decision in

М. **Дон**в J. A. Реі

LOUAG

GARISH vs.

Held: Tha leased for th

This wa that the li

⁽¹⁾ V. art. 824, C. P. C.

^{(1) 9} L. C. (2) Suprà 1

⁽³⁾ V. art.

ns as ghth essrs. 1 by two cilliff. ititf's e on d, in res," icys: there tion. inion Was itiff's 1 Che re 110

32.

cient.

tion.

will, or the nable

30th tion, osed iber, ecial ec. 3,

sted

the day of his departure for England, and only reached Father Point, on his return, the seventh of October, and set about, on his arrival in Montreal, to procure special bail. Petitioner was disabled for days by sickness, and now offers excellent bondsmen. That the Sec. 3. cap. 87, Con. Stats Lower Canada, did not set eight days de rigueur, and that, under first bond, the sureties were certain of being bound for debt and under recognizance of special only bound if debtor left Lower Canada before discharging his debt. The law gave the remedy, and even a judge could extend the time, in this cause petitioner asked delay to enter recognizance and save his person from imprisonment. Counsel cited: Vallée vs. Lefeirere et al., S. C. Montreal, 1860. (1) Campbeli and Atkius et al., Quebec, before Court of Queen's Bench, appeal side, (2) Doherty for Plaintiff contra. The sheriff has assigned the bail bond, and the court could not set aside or overlook such assignment. Defendant could not alone petition, but the bail should have done so as in Vallee vs. Lefebere et al. The delay of weeks made petitioner too late, and cause shown was insufficient.

MONK, J. After délibéré, said: He was convinced that the decision in Campbell and Atkins, had given rise to delays in giving special bail never intended by the legislature. He felt bound to follow that decision, though he believed it was not according to the statute. In this case, cause shewn was good and it was immaterial whether petitioner moved alone or with his bail. In Vallée vs. Lefebvre et al., this court had allowed special bail to be entered even after judgment in the original cause, and an action against the bondsmen. Petition granted, special bail to be given within three days. (7 J., p. 124.)

M. DOHERTY, for Plaintiff.

J. A. Perkins, ir, for Defendant and Petitioner.

LOUAGE D'UNE MAISON POUR DES FINS DE PROSTITUTION.

CIRCUIT COURT, Montreal, 11th March, 1854.

Coram BRUNEAU, Justice.

Garish vs. Duval.

IIeld: That no rent can be recovered by an action at law, for prendses leased for the purpose of keeping a house of ill-fame. (3)

This was an action for £30, for rent. Defendant pleaded that the house had been rented to her for illegal purposes, to

^{(1) 9} L. C. Rep., p. 74.

⁽²⁾ Suprà p.

⁽³⁾ V. art. 990 C. C.

wit: for the purpose of keeping a house of ill-fame. This fact having been proved; the action was dismissed, with costs.

PER CURIAM: This is a good plea. This contract of lease is, in its face, an immoral contract, which no court of justice can sanction. Pothier, Traité du contrat de louage, n° 24." La cour déboute cette action, mais sans frais." (7 J., p. 127.)

DUMAS and CHERRIER, attorneys for Plaintiff.

Morrison, attorney for Defendant.

BILLET POUR DETTE DE JEU.

COUR DE CIRCUIT, Ste Scholastique, 12 mai 1863.

Coram SMITH, juge.

BIROLEAU, vs. DEROUIN.

Jugé: Qu'un billet à ordre, consenti pour dette de jeu. est nul, quoique transporté à un tiers de bonne foi et avant échéance. (1)

Le 2 novembre 1862, le Défendeur signa un billet en faveur de V. Gratton, payable sous 4 mois, à lui ou à son ordre, pour \$3, valeur reçue. Endossement par Gratton en faveur du Demandeur, pour valeur reçue. Le Défendeur étant poursuivi pour le recouvrement de ce billet, a plaidé qu'il l'avait consenti au jeu de cartes en faveur de Gratton, que c'était pour cette considération qu'il l'avait signé. La preuve établit qu'en effet Gratton, pendant qu'il jouait aux cartes avec le Défendeur prêta \$3 à ce dernier qui continua à jouer; il fut prouvé aussi que le Demandeur ignorait ces faits quand Gratton lui transporta le billet et reçut bonne valeur pour le transport.

Per Curiam: Le billet ayant une cause illicite et réprimée par les lois, est une obligation nulle, et ne peut jamais être recouvrée en justice. Dans l'intérêt de la société et de la conservation des bonnes mœurs, il convient de décourager ces sortes d'engagements. Le billet est en conséquence déclaré nul.

Action déboutée. (2) (7 J., p. 128.)

MARCIL, pour Demandeur. Filiox, pour Défendeur.

(1) V. art. 1927 C. C. et S. du C. de 1890, 53 V. ch. 33, sec. 38,

La Comi man May

Jugé : Q produite é celui de la

L'Opp mains du à fin d'a s'opposar mois. Au position d jours pré tions de

> neant le car Requérants p. 96.) (V. La quest

> est en elle-

assurée au

(1) V. ar

mutuelle p negociable. nant cette sont pour la de prélever pour valeu signataire c valoir conti pour tout le soire négoci valablemen directeurs. en exécutio reçoivent le la compagn défaut d'ai peut être s présumer l' constances, billets, et c signer des 1 soires, et c sera permis d'endosser. chèques po endosser, e obtenus pa

⁽²⁾ Un Défendeur, arrêté sur capias et qui a fourni caution au shérif sous la disposition de la sec. 13 du ch. 42 des statuts du Canada de 1849, peut, deux ans après jugement rendu contre lui maintenant le capias et après l'institution d'une poursuite, par le Demandeur contre les cautions sur le cautionnement donné au shérif qui lui a été transporté, fournir le cautionnement sous la sec. 3 des dits statuts pour sa comparation, lorsqu'il en sera requis et mettre ainsi à

OPPOSITION A SAISIE D'IMMEUBLES.

Cour Supérieure, Montréal, 30 avril, 1863.

Corum BADGLEY, Justice.

La Compagnie de Prêt et de Dépot du Haut-Canada, Demanderesse, vs. Moïse Julien, Défendeur, and Stephen May, Opposant.

Jugé: Qu'une opposition à fin d'amuler à la vente d'un immeuble, produite entre les mains du Shérif dans les quinze jours qui précèdent celui de la vente, ne peut pas être déboutée sur motion. (1)

L'Opposant avait produit, le treize d'avril dernier, dans les mains du Shérif du district de Beauharnois, une opposition à jiu d'aunuler, accompagnée de l'ordre d'un juge en chambre s'opposant à la vente d'un immeuble fixée au seize du même mois. Au terme de Mai, la Demanderesse fit motion que l'opposition fût déboutée comme nyant été produite dans les quinze jours précédant celui de la vente, contrairement aux dispositions de la 15e Sec. chap. 85, Statuts Refondus du Bas-Ca-

(1) V. art. 651 et 652 C. P. C.

neant le cautionnement fourni au shérif. (*Lefebrre* vs. *Vallée* et *Vallée* et al., Requérants, C. S. Montréal, 30 décembre 1858, BADGLEY, juge, 7 R. J. R. Q., p. 96.) (V. art. 825 C. P. C.)

La question si le porteur d'un billet promissoire est un porteur de bonne foi est en elle-meme une question de droit et de fait. La mention de la propriété assurée au bas d'un billet promissoire donné à une compagnie d'assurance matuelle pour prime d'assurance n'a pas l'effet d'empécher le billet d'être négociable, Un billet ainsi donné à une compagnie d'assurance (la loi concernant cette compagnie déclarant que ces billets seront négociables mais qu'ils sont pour la garantie des assurés,) peut être transporté à un tiers dans le but de prélever des fonds pour les fins générales de la compagnie, et le porteur pour valeur, avant échéance a droit d'en recouvrer le montant de l'assuré signataire du billet qui ne pent lui opposer les moyens qu'il pourrait faire valoir contre la compagnie. Celui qui fait un billet à ordre le rend négociable, pour tont le monde, et il ne pent limiter sa responsabilité. Un billet promissoire négociable ainsi donné à une compagnie d'assurance peut être transporté valablement par l'endossement du secrétaire de la compagnie qui, au su des directeurs, a contume de signer et d'endosser les billets pour la compagnie, et en exécution d'une convention faite par les directeurs eux-mêmes, qui en reçoivent le produit. Si l'endossement du secrétaire n'est pas autorisé, c'est à la compagnie à s'en plaindre, mais le prometteur du billet ne peut invoquer ce défaut d'autorité. L'autorité de signer et d'endosser un billet promissoire peut être spéciale ou implicite, et la reconnaissance de l'acte de l'agent fait présumer l'autorité, s'il a agi comme tel. L'autorité s'infère souvent des circonstances, comme si l'agent a été dans l'habitude de signer et d'endosser des billets, et que ces actes aient été reconnus par le principal. L'autorité de signer des lettres de c'ange n'implique pas celle d'endosser des billets promis-soires, et cependant la preuve de l'autorité de signer des lettres de change sera permise si le jury doit décider, par la preuve, s'il y avait autorisation d'endosser. Ainsi, par le fait qu'un commis de confiance a coutume de faire des chèques pour son principal et que, dans une circonstance, il a été autorisé à endosser, et que, dans deux autres occasions, le , incipal a reçu des deniers obtenus par son endossement, il a été jugé que le jury était justifiable de TOME XII.

uoique

is fact

ase is, ce can

4." La

its.

itveur
, pour
ur du
rsuivi
; cont pour
qu'en

qu'en qu'en udeur (nussi trans-

rimée s **êt**re n **e**oner **c**es é nul.

sous la t, deux itution rement r sec. 3 ainsi a nada, ordonnant que "aucune opposition à la vente d'un im"meuble saisi par le Shérif sur un bref d'exécution, soit afin
"d'annuler la dite saisie, soit afin de distraire le tout ou par"tie des dits biens saisis, ou afin de charge ou servitude sur
"les dits biens, ne sera logée dans les mains du dit shérif ou
"reçue par lui, à moins que ce ne soit avant les quinze jours
"précédant celui fixé pour la vente et adjudication des dits
"biens."

HENRY JUDAH, pour la Demanderesse, soutint que cette section du statut renfermait une disposition absolue, contre laquelle un juge siégeant en Chambre, ni même une Cour de Justice, ne pouvait intervenir, en accordant, même pour de bonnes raisons, une opposition que la partie a fait défaut de produire dans les délais prescrits, et il cita la décision rendue à Québee, par la Cour Supérieure, dans une cause de Quebec

Building Society vs. Atkins, (1)

Girouard, pour l'Opposant, soutenait, au contraire, que le Statut n'avait pas eu l'intention d'enlever à une partie, qui a des droits incontestables de s'opposer à la vente d'un immenble saisi, tous moyens d'obtenir justice : que la partie peut, en tout état de cause, s'adresser à un juge, lequel, après avoir pris communication des moyens d'opposition, l'accorde ou la refuse à sa discrétion ; que, s'il en était autrement, il en résulterait souvent de grandes injustices, et il finit par invoquer la pratique du district de Montréal, passée en jurisprudence, reconnaissant au Juge le pouvoir discrétionnaire d'accorder une opposition à la vente d'un immeuble, dans les quinze jours précédant selui fixé pour la vente.

Per Curiam: Îl ne s'agit pas ici de décider sur les moyens d'opposition invoqués par l'Opposant, la Cour ne pouvant pro-

présumer que le commis avait une autorisation générale d'endosser. C'est la loi quant aux particuliers et elle s'applique aux corporations qui, dans leurs transactions ordinaires, sont considérées comme des personnes naturelles. La règle du droit auglais que les corporations ne pouvaient contracter que par écrit et sons leur secau commun est maintenant répudiée. Les corporations créées pour des fins de commerce ont, comme pouvoir inérant à leur objet, le droit de faire des billets promissoires, et il s'en suit que leurs officiers publiquement recomms et qui ont l'administration ordinaire des affaires de la corporation ont le droit de faire ces transactions, sans avoir recours aux directeurs. L'autorisation s'infère aussi de l'acquiescement et de la ratification des actes de l'officier. Si l'endossement est dans les limites des pouvoirs de la corporation, la loi le fait tomber dans la catégorie des actes qui peuvent être ratifiés et confirmés, (Wood et al., vs. Shaw, C. S. Montréal, 12 novembre 1858, Badgley juge, 7 R.* J. R. Q., p. 439.)

noncer donc qu le Juge précéda Je n'hé de ce d discréti une gra de faire

М. Н М. G

Ex part Held: issue at t

The 1 the affid issue, ar ding to at the C scal of t the City in the sa in the o perior C void, un twentythis Cor the Cou o'eloek i Per C

tance of or priva p. 130.) Carte

/1. 7

(1) La I

(2) V. a

⁽¹⁾ L'ordonnance décrète qu'aucune opposition ne peut être faite à un bref de l'emlitioni-Exponas, mais la pratique a toujours été de les permettre avec la permission d'un juge, et une opposition afin d'annuler produite à un F. Exavce la permission d'un juge ne sera pas rejetée sur motion, comme produite illégalement. The Quebec Building Society vs. Atkins et al., et Atkins et al., opp. C. S. Québec, 4 novembre, 1859, Chabor, J., 7 R. J. R. Q., p. 312.

noncer sur le mérite qu'après contestation liée. Supposant donc que les moyens d'opposition invoqués sont bien fondés, le Juge qui l'a accordée en Chambre, dans les quinze jours précédant celui fixé pour la vente, avait-il pouvoir de le faire? Je n'hésite pas à me décider dans l'affirmative; la pratique de ce district a toujours, en effet, reconnu au Juge un pouvoir discrétionnaire dans ces cas; et ce serait commettre souvent une grande injustice aux parties que de leur refuser le moyen de faire valoir leurs droits. (1) Motion renvoyée. (7 J., p. 129.)

M. HENRY JUDAH, Q. C., pour la Demanderesse.

M. GIROUARD, pour l'Opposant.

BREF DE SCIRE FACIAS.

SUPERIOR COURT, Montreal, 29th April, 1854.

Coram DAY, J., SMITH, J., MONDELET, J.

Ex parte, Paradis, for a writ of Scire facias.

Held: That the writ of Scire facias to cancel Letters Patent can only issue at the suit of the Crown. (2)

The Applicant, on the 17th April, 1854, moved that, upon the affidavit produced, her Majesty's writ of Seire facias do issue, and such further proceedings be thereupon had, according to law, in order that her Majesty's Letters Patent, issued at the City of Quebec, on the 20th June, 1853, under the great seal of this Province, in favor of Charles Scraphin Rodier, of the City of Montreal, in the said District, Builder, referred to in the said affidavit, and an exemplification thereof is of record in the office of the Prothonotary for this District of the Superior Court, be repealed, cancelled, and adjudged and declared void, unless cause to the contrary be shewn by Rodier, on the twenty-second day of April instant, or on such other day as this Court may appoint, sitting in Superior Court, in the the Court House, in this City, at the hour of half-past ten o'clock in the forenoon, the whole, with costs.

PER CURIAM: This application can only be made at the instance of the crown, and not at the instance of any individual or private party. The Court doth reject the motion. (7 J., p. 130.)

CARTER, Attorney for Petitioner.

- (1) La Demanderesse a appelé de ce jugement.
- (2) V. art. 1035 C. P. C.

imafin parsur f ou ours

eette e lnr de r de t de

ndue

dits

uebec

ue le

jui a

enble

t, en

pris

efuse

erait praconune pré-

yens pro-'est la

lenrs
s. La
c par
ations
jet, le
diqueration
L'antes de
ation,
iés et
oct.ex

i bref avec . Ex. duite t at.,

RESPONSIBILITY.

Cour Supérieure, Montréal, 31st May, 1854.

Coram DAY, J., SMITH, J., MONDELET, J.

Dandurand et ax, vs. Pinsonnault.

Held: That damages will be awarded for injury by the bite of a dog inflicted upon a person who was at the time upon the Defendant's land, but not with the animus which constitutes a trespass.

PER CURIAM: This is an action for damages resulting from the injury sustained by Plaintiff's wife, by the bite of a dog belonging to Defendant which inflicted upon her so severe a wound that the physician who has attended her, feared, at one time, it would be necessary to amputate the limb. The only defence given by Defendant is, that Plaintiff's wife was, at the time of the accident, on Defendant's land. The facts as proved show that it occurred early in the spring, and that she had stepped out of the road and walked near Defendant's barn to escape from the mud. This was no trespass, any more than it is a trespass for a neighbor to go on a man's land to make a call. The animus which constitutes a trespass according to law was wholly wanting. The question, upon the facts proved, then, is simply this, has a man a right to keep a dangerous dog to protect his property? He has, no doubt; but it is at the risk of being liable to pay the last farthing of damages for injuries done to innocent persons. The court will always hold this doctrine in such cases as being the law, and will never sanction the idea that for the more chance of eatching a thief, a man is to expose his neighbor to danger. The doctor's bill amounts to £22; and, taking into consideration the pain suffered by Plaintiff's wife, the whole damages awarded are £50. La cour condamne le Défendeur à payer au Demandeur £50 de dommages causés à la lite Rozalie Picard par la mersure infligée par le chien appartenant au Défendeur. (7 J., p. 131.)

LORANGER, Attorney for Plaintiffs, TUGAULT, Attorney for Defendant. Cor

Cornn

Тиом

Held price, the pur well for larger: have the

The

p. 258Defen maint the ol Bei 1850,934 ac les No No. 20 notair no. 22 un set £70 st le pa que la n'avai allègu le dro et cor

soit d sessio l'Appo et con de le L'Inti posses nomn

SALE. - DELIVERY.

COURT OF QUEEN'S BENCH, FROM THE SUPERIOR COURT—DISTRICT OF MONTREAL, IN APPEAL,

Montreal, 1st June, 1863.

Coram Aylwin, J., Duval, J., Meredith, J., Mondelet, J., Berthelot, J.

THOMAS MCVEIGH, Defendant in the Court below, and Felix Lussier, Plaintiff in the Court below.

Held: If five lots of land have been sold in one lot en bloc and for one price, and the purchaser has only obtained possession of four of them, the purchaser being sued for the balance of the purchase money, is well founded in pleading that the lot not delivered to him is worth a larger sum than the rest of the lots, and that therefore he is entitled to have the value of such lot deducted from the original price of the five lots.

The facts of this case are fully reported, in 10 R. J. R. Q., p. 258, where the judgment of the Court below appears. The Defendant appealed from the judgment, and his appeal was maintained by the Court of Queen's Bench. The following are the observations made by BERTHELOT, J.:

Berthelot, J.: Lors de la vente par décret du 20 mars 1850, par le shériff du district de Montréal, l'Intimé a acheté 934 acres, Township de Litchfield, district de Montréal, étant les Nos. 12, 27 et 28 du 1er rang, No. 22 du 2me rang et le No. 20 du 4me rang pour £130. Le 12 juillet, 1862, Labadie, notaire, l'Intimé a vendu les nos. 12, 27 et 28 du 1er rang, no. 22 du 3me rang et no. 20 du 4me rang à l'Appelant pour un seul et même prix £140. £70 furent payés comptant, et £70 stipulés payable dans un an, mais sans intérêt. C'est pour le paiement de ces £70 avec intérêt du 12 juillet, 1853, que la présente action est intentée. L'Appelant a plaidé qu'il n'avait pu avoir la possession du lot 22 du 3me rang, lequel, allègue-t-il, valait £120 au temps de la vente, et qu'il avait le droit de faire déduire cette somme du prix de la vente, et conclut à ce qu'elle soit déclaré éteinte et que l'action soit déboutée, à moins que l'Appelant ne fût mis en possession du lot no. 22, 3me rang. Par une demande incidente, l'Appelant élève les mêmes prétentions que par son exception, et conclut au paiement de £150, à défaut par le Demandeur de le mettre en possession de ce lot no. 22 du 3me rang. L'Intimé a répondu que l'Appelant aurait pu être mis en possession du lot en question, et avait même poursuivi le nommé Thompson en possession d'icelui, mais qu'il avait

dog land,

rom dog are a l, at The was, is as she unt's

ordfacts danut it lamwill and

nore

id to

iger. leraages r au card fen-

e of

abandonné cette action, et que le Défendeur ayant acheté 934 acres en bloc ne pouvait réclamer une diminution du prix que proportionnellement au prix d'achat et à la superficie du lot qui lui manquait, et ce irrespectivement du plus de valeur que ce lot pouvait avoir sur les autres. La preuve a été faite au moven d'une commission rogatoire exécutée au l'ortage-du-fort, et il est constaté que les nommés White & Thompson étaient en possession du lot no. 22, des avant la vente par décret du 20 mars, 1850; que White avait un certificat de patente pour le sud-est du dit lot en date du 25 avril, 1850. Et qu'il avait vendu le tout à Driscoll des 1838. Il est constaté satisfactoirement que l'Appelant n'a pu avoir la possession de ce lot, lequel depuis longtemps était possédé à titre de propriétaire par d'autres que son vendeur l'Intimé. Il semble avoir été admis par les parties, lors de l'argument, que la seule difficulté est de savoir si l'Appelant a le droit de demander une diminution du prix, à raison de la superficie seulement qui lui manque sur les 934 acres, ou bien à raison de la valeur de ce lot, eu égard à tous les autres lots. La Cour Supérieure semble avoir adopté le principe que c'était une vente en bloc : roprement dite, tandis que c'est la vente de 5 lots différents, de différente superficie, et situés dans différents rangs, il est bien vrai pour un seul et même prix, mais cela ne repousse pas la possibilité que l'un des 5 lots pouvait à lui seul valoir autant que les 4 autres, soit à raison du sol ou des pouvoirs d'eau, et je ne vois pas comment il serait contraire aux principes qui règlent les droits du vendeur et de l'acheteur dans tout contrat de vente que, dans le cas actuel, il soit fait diminution sur le prix de vente à raison de la valeur réelle et particulière du lot que l'Intimé ne paraît pas pouvoir livrer à l'Appelant son acheteur. L'Intimé semble lui-même avoir reconnu ces principes, puisque, dans ses réponses, il conclut qu'au moins il soit ordonné une ventilation. Il deviendrait peut être nécessaire de nommer des experts pour établir la valeur de ce lot no. 22, 3me rang, pour qu'il en soit fait déduction du prix, à moins toutefois que la preuve ne nous paraisse suffisante pour en fixer nous-même la valeur, pour éviter par là à l'Intimé les frais d'une expertise. Je crois que l'on peut se fixer là dessus en s'en rapportant au témoignage de F. X. Bastien l'agent de l'Appelant, spécialement autorisé à passer le contrat pour l'achat des lots en question, et depuis, pour parvenir à un réglement avec l'Intimé. Il a répondu au 8me interrogatoire que le lot no. 22 valait, à raison de 10s. l'acre, ce qui ferait prês de £68 pour le tout. D'après ce témoignage je serais disposé à dire que l'Appelant, qui était sur les lieux lors de son achat (qui a dû et pu savoir et connaître les actes de possession sur le lot en question par White et Durell) ne devrait

nas être ad hoe, son acl témoigi puisse peu pr l'Appel cause. I pelant : gouver d'Ottav créance пошине d'après faisant 22 du 1 éteinte et l'Ap qui étai

Beaud

Jugé : Demand

Le I quartic cotisati tout £ comme " cours " mage " dann

[&]quot; vier, " dit c " aux

[&]quot; faite: " jeter

⁽¹⁾ Le sont rap

pas être admis à avoir plus que ce qu'il a pu, lui ou son agent ad hoc, regarder comme étant la valeur de ce lot au temps de son achat. Et comme ee lot n'a que 136 acres, suivant le témoignage de Elisha Brennan, je ne pense pas que l'Appelant puisse avoir droit à plus de \$272 ou £68 ce qui éteindrait à peu près la demande, et rien de plus. Quant aux dommages, l'Appelant ne peut en réclamer dans les circonstances de la cause. Le témoin Bastien était non seulement l'agent de l'Appelant pour l'achat des terres en question, mais aussi agent du gouvernement pour les terres de la couronne dans le district d'Ottawa, je reçois son témoignage avec presqu'autant de créance que j'ajouterais au rapport d'un expert que la cour nommerait. L'Appelant ne pourra se plaindre si on le juge d'après l'estimation de son agent. Je suis donc d'avis qu'en faisant diminution des £68 ou £70 étant la valeur du lot no. 22 du prix de la vente, l'on déclare l'action du Demandeur éteinte et qu'il soit condamné avec frais de l'action et de l'appel, et l'Appelant condamné aux frais de sa demande incidente qui étaient inutile. (1) (7 *J.*, p. 132,)

COMPETENCE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 30 mai 1863,

Coram Sмітн, juge.

BEAUDRY vs. THIBODEAU.

934

que

lot

que

au

nt,

ent

du

our

ait

re-

uel

m

nis

est

ion

ne

eu

oir ent ete

rai si-

ue je

ni at

le du

on

nit

lle

2,

is

:0

es

ls

le

11'

n

e

it

is

Jugé: Que dans l'espèce, par la nature des conclusions prises par le Demandeur, il y a excès de juridiction ratione materiæ. (1)

Le Demandeur réclamait, par son action, £31, 5, pour un quartier de loyer échu le 1er Novembre 1862; £7, 13, 4, pour cotisations, et £11, 1, 8 pour certains dommages, formant en tout £50. Les conclusions prises par le Demandeur sont comme snit: "Pourquoi le Demandeur, se réservant tout re"cours qu'il pourrait avoir contre le Défendeur pour dom"mages ultérieurs, conclut à ce que le Défendeur soit con"damné à faire enlever les obstructions dans le canal et l'é"vier, sous tel délai qu'il plaira à cette cour fixer, sinon et le
"dit délai passé, permis au Demandeur de les faire enlever
"aux frais du Défendeur, qu'inhibitions et défenses soient
"faites à ce dernier de mésuser de la propriété louée, et de
"jeter et laisser jeter désormais dans la fosse d'aisance et l'é-

⁽¹⁾ Les remarques du juge Meredith et le jugement de la Cour d'Appel sont rapportés dans 10 $R,\ J,\ R,\ Q,\ p.$ 414.

" vier quoique ce soit de nature à les obstruer, et à ce que le " Défendeur soit condamné à payer au Demandeur la dite

"somme de cinquante livres, dit cours, avec intérêts et dé-"pens." Le Défendeur ayant, lors de l'audition au mérite, excipé de la juridiction de la cour, ratione materiae, le Demandeur fut débouté de son action, avec dépens. (1) (7 J., p. 137.)

R. Roy, avocat du Demandeur.

LAFRENAYE et AMSTRONG, Avocats du Défendeur.

RATIFICATION D'ACTES.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31st March, 1863.

Coram Monk, J.

Easton vs. Easton.

Held: 1st. That a draft of deed of ratification of donation, fyled by Plaintiffs as an exhibit, and which (or one to the like effect) it is domanded that the Defendants do execute, may be taken cognizance of, and adjudged upon by the Court without the said draft being detailed at length in the declaration or other pleadings.

2nd. That a deed of donation being valid, a promise therein contained to ratify the same at a certain time is obligatory and cannot be avoided on the ground of there being no consideration for such promise.

The object of this action was to compel the ratification of a deed of donation. The property donated was, at the time of the donation, subject to a usufruct continuing during the lifetime of the usufruitière. The donors bound and obliged themselves to ratify, confirm, and renew the donation within eight days after the death of the usufruitière, but, though duly required, failed and neglected to do so. The Plaintiffs, by their declaration, prayed that Defendants might be adjudged and condemned within any delay to be fixed by the court, to make and execute, in due and legal form, at the costs and charges of Plaintiffs, a good and sufficient deed of ratification, in the form of the draft which Plaintiffs produced, or in such other form as would satisfy the said undertaking and agreement, failing which that the donation be declared and adjudged to be ratified and confirmed in all its conditions, &c.

DOHERT dant cont did not ap chaimed by out in th nounce an in the decl or conside titis to th claimed by paclani, ai ever, consi Plaintiff's being no n pleadings And with mion that, a mise to ra with costs.

R. and D M. Dohe

SHELTON P.

Held: 1st. become guard the sale of sa 2nd. That, to oppose the

Plaintiff the saisie-q

(1) Le gardi seconde saisie man, Opposan p. 331.)

Le gardien v possession du la la poursuite à cette seconda C. S. Québec, 562-77-90-97 e

⁽¹⁾ Un créancier ne peut diviser sa créance dans le but de donner juridiction à un tribunal de juridiction limitée, mais il peut poursuivre devant ce tribunal en la réduisant à un monfant qui est de sa compétence (Desparrois et Laberge, C. S. Montréal, 30 septembre, 1859, MONK, J. A. 7 J., p. 35.) V-2 Carré et Chauveau, p. 183.

ue le dite t déérite, nan-137.)

ed by is dece of, sailed

ot be

of a ne of life-iged thin ugh

the the l of lucaklar-

tion unal rge, é et

Doherry for Defendant, William Easton (the only Defendant contesting the action) demurred, on the ground that it did not appear of what the draft of a deed of ratification claimed by Plaintiffs consisted, the same not having been set out in the declaration, and that the Court could not pronounce any judgment whatever on any matter not set forth in the declaration or other pleadings; and because no cause or consideration was alleged as having been given by Plaintiffs to this Defendant, entitling them to the ratification claimed by the action, such promise was therefore a nudum partum, and could not be enforced in law. The court however, considered Doherty's objections invalid and held that Plaintiff's declaration contained all that was essential, there being no necessity for setting forth at length in any of the pleadings the draft of deed ratification fyled by Plaintiffs. And with regard to the second objection, the court was of opinion that, as the original deed of donation was valid, the promise to ratify the same was binding. Demurrer dismissed, with costs. (7 J., p. 138.) R. and D. LEACH, for Plaintiffs.

GARDIEN SUR SAISIE-GAGERIE.

M. Doherty, for Defendant, William Easton.

SUPERIOR COURT, Montreal, 20th April, 1863.

Coram Monk, J.

SHELTON vs. KERNS et al., and A. T. HOLLAND, mis en cause.

Held: 1st. That when the Defendant, in an action of saisie-gagerie, has become gnardian of the effects seized, he is not bound by law to oppose the sale of said effects under another seizure.

2nd. That, although the guardian of effects seized is not bound by law to oppose their sale under a second seizure, yet he may do so. (1)

Plaintiff obtained judgment for the amount of his rent, and the saisie-gagerie of Defendant's effects was declared good

(1) Le gardien a le droit de s'opposer par opposition à fin d'annuler à une seconde saisie des effets dont il a la garde. (Smith et al., vs. O'Farrell et Cohman, Opposant C. S. Québec, 4 novembre 1859, Chanor, juge. 7 R. J. R. Q., p. 334.)

Le gardien volontaire ou dépositaire des effets saisis qui sont restés en la possession du débiteur saisi a intérêt à opposer une seconde saisie de ces effets a la poursuite d'un tiers, et il a droit de former une opposition à fin d'annuler a cette seconde saisie, (Langlois vs. Gauvrean et al., et Gauvrean, Opposant C. S. Québec, 5 avril 1862, TASCHEREAU, juge, 11 R. J. R. Q., p. 1.) V. art. 562-77-90-97 et 866 C. P. C.

and valid. Andrew T. Holland, one of Defendants, was appointed guardian of the effets seized. Some time after judgment, Plaintiff proceeded to sale, and the bailiff made his return that the effects seized had disappeared. The Plaintiff, thereupon, took out a rule against the guardian, ordering him to produce the goods or their value, or, in default of his so doing, to shew cause why he should not be declared contrainte per corps. The guardian appeared, answered the rule, and declared that he was unable to produce the goods, because they had been sold out of his possession, under a writ of execution in another cause, wherein one Austin Adams was Plaintiff, and that he was no longer responsible. To this answer, Plaintiff fyled an answer in law, by which he raised two law points: 1st. That the guardian was bound by law to have opposed the sale under the second seizure of the effects of which he had charge: 2nd. That he was also bound by law to notify Plaintiff of the second seizure which endangered the safety of the effects on which Plaintiff had a special privilege. (1) The case was argued on the law issue and taken en délibéré when the Defendant's counsel appeared with a motion to be allowed to amend his answer to the effect that the guardian had notified Plaintiff of the second seizure on the effects first seized by him. This motion was granted and the parties went to proof. The court in giving judgment said," It was quite true Defendant might have made an opposition to the second seizure, but he was not bound to do it." The court did not rule on the second law point, considering that the evidence showed that Plaintiff had been notified of the second seizure. (7 J. p. 139.)

J. L. Morris, for Plaintiff.

J. and W. A. Bates, for Defendants.

GARDIEN A SAISIE.

CIRCUIT COURT, Montreal, 18th May, 1863.

Coram Monk, Justice.

WARREN vs. Douglas, and Smith, Opposant.

Held: That when a guardian has opposed a sale, under a second seizure of the effects over which he is guardian, his right to make such opposition cannot be tested by a motion, but ought to be tried on a law pleading.

Semble A guardian is bound to oppose the sale, under a second seizure of the effects over which he has been appointed guardian.

(1) Pigeau, vol. 1, p. 618-34.

PER CURI was named second exec carried on, S The first wa was about to sition. Plain guardian co the opposition a guardian o court had lo and five the case had gon hold that the sition, but w to do so. It w if this rule v opposition in would be bet was a questic by a motion

> KERR and J. J. Curr

Mussen vs. P

Hold: 1st Whe reales, and other charges, the pursuch charges are 2nd When the a judgment of the signed by the y

Plaintiff, in city of Monte by a memoral his agent and at Laprairie Plaintiff. Del 8210, "to be p ppoint-Igment, rn that rempon, produce to shew · corps. ed that id been another that he yled an st. That e under ge : 2nd. f of the eets on sargued endant's end his Plaintiff m. This re court

t might he was ond law

itiff had

PER CURIAM: An execution having been taken out, Smith was named guardian of the effects seized. While guardian, a second execution issued against the same effects, and was carried on, Smith being appointed guardian to the second also. The first was either suspended or delayed. Seeing that a sale was about to take place, Smith, as guardian, put in an opposition. Plaintiff moved to reject it, on the ground that the gnardian could not oppose the sale, and that the reasons of the opposition were null and void. The question arose, could a guardian oppose the sale of the effects under his care? The court had looked into the decisions, and found six one way, and five the other; by judges of equal authority. Only one case had gone to appeal, and the court of appeals appeared to hold that the guardian not only had right to put in an opposition, but was perhaps bound by the obligations of his office to do so. It was time that the procedure should be settled; and if this rule were to be carried out, it was evident that the opposition in this case was good. The court suggested that it would be better to bring the point upon a law pleading, as it was a question of law. A question of law could not be raised by a motion of this kind. Motion rejected, (7 J. p. 140.)

KERR and NAGLE, for Plaintiff. J. J. Curran, for Opposant.

SALE.—WARRANTY.

Superior Court, Montreal, 27th May, 1863.

Coram Monk, J.

Mussen vs. Philbin.

Held: 1st When a property subject by law to the payment of lods ct reales, and other seigniorial dues has been sold apparently free of all charges, the purchaser is bound to be acquainted with the existence of such charges and is liable for the payment of the same. 2nd When the purchaser of real property refuses to take a title of it

a judgment of the Court will avail the vendor instead of a title deed

8210, " to be paid in eash, on passing the deeds, the purchaser

signed by the vendor.

Plaintiff, in his declaration, alleged that Defendant, at the city of Montreal, on the 12th day of November, 1861, in and by a memorandum in writing, agreed with Plaintiff, acting by his agent and attorney, William Maxwell, to buy a property d seizure. at Laprairie known as the Kerfut property and owned by Plaintiff. Defendant agreed to pay for the land the sum of

a second ake such on a law

1863.

assuming all dues, rents, et cetera, that might be then due and accrued since the sheriff's sale of 1860, to wit, the sale hereinafter recited, whereby Plaintiff acquired the lot of land and premises, deed of sale to be completed on or before the 18th day of November, 1861." Flaintiff further alleged that, although he had frequently offered, both verbally and in writing, and by a notarial instrument, to execute in Defendants favor a title deed to the land, upon the terms set forth in the agreement to purchase, yet Defendant had wholly refused and neglected to take a title from Plaintiff. Plaintiff, by the conclusions and prayer of his declaration, asked that the agreement of the 12th November 1861, might be declared in full force and obligatory upon Defendant: and that Defendant be ordered, within such delay as the Court would appoint, to sign and execute a title deed of the property, subject to the conditions of the memorandum and for the price therein memtioned, viz., that the property be conveyed by Plaintiff to Defendant, and that Defendant should pay in cash the sum of \$210, with interest at the rate of 6 per cent from the 18th day of November, 1861, till paid: that Defendant should thereby agree and bind himself to pay, to the exoneration of Plaintiff all dues and rents, that is to say all seigniorial dues and rent of whatever nature to which the property then was or might be found subject to, and which might be found to have become due since the sale to Plaintiff of the property by John Boston sheriff, and that, in default of his so doing, that the judgment of the Court might avail the parties as a title deed to the property. subject to the conditions and for the price aforesaid, and that Defendant might be condemned to pay to Plaintiff the sumd \$210, with interest thereon from the 18th November, 186l. till paid. And that the property should be specially more gaged and hypothecated by privilege of bailleur de fonds for the payment thereof, with costs. Defendant pleaded that he was not bound by the memorandum of purchase, to pay the seigniorial dues on the land, and denied that he had ever refused to execute a title deed according to the conditions of the agreement.

PER CURIAM: This was an action e.e. vendito, brought by Plaintiff to compel Defendant to take a piece of land situate in the Seigniory of Laprairie. Plaintiff purchased the property in April 1861, at Sheriff's sale. There was no reference in the deed to its being in the Seigniory, nor any statement that there were any Seigniorial dues upon it, or that it was subject to Seigniorial operation at all. So far Plaintiff's tild disclosed no Seigniorial or other dues whatever. He seemed to have purchased the property to all intents and purpose free from every description of charge. On the 22nd November 1997 of the complex of the property of the property of the property description of charge.

ber, 1861, De Thos. Musser might be the said deed of 1861. The D accepted the the condition with the con refused to ta title deed, bu praying that judgment of rial instrum that he purch scigniorial o to him free f not otherwise Plaintiff wor these charges dant was jus property free situate in the gniorial comi ceptions in the to the Lods e in virtue of t not only that et rentes exis he was bound plained that It seemed the fendant assni since the SI thing. And, time of the was it not hi would contin tension, there charges, was take the proj both pleas m Court give E refused to pa an action ex sanctioned th it, although i But, in the c due and hereinand and re 18th hat, a in wrienchants' h in the ised and the conngree in full idant be point, to to the in menff to De sum of 8th day thereby Plaintiff. nd rents or might become Boston, gment of roperty. mel that e sum of r, 1861. v more mids for that be pay the ever re-

tions of

ught by
l situate
the proeference
atoment
it it was
T's title
seemel
purposs
Novem

ber, 1861, Defendant bought this property owned by Plaintift Thos. Mussen. The Defendant assumed all dues, rents, &c., that might be then due and accrued, since the Sheriff's sale in 1860 said deed of sale to be completed or on before the 18th Nov., 1861. The Defendant signed a memorandum stating that he accepted the memorandum of sale, and would comply with the conditions. The Defendant finding out that it was charged with the commutation fine, and liable to a Seigniorial rent, refused to take the property. The Plaintiff offered him the title deed, but he refused it Plaintiff now brought his action, praying that if Defendant refused to take the property, the judgment of the Court should avail Plaintiff in lieu of a notarial instrument. The amount of Defendant's plea was this, that he purchased the property free and clear of all charges, seigniorial or other, and that, if the property could be given to him free from these charges, he was willing to take it, but not otherwise. Secondly, he was willing to take the deed, if Plaintiff would give him security against any demand for these charges. The Court had to determine whether Defendant was justified in his pretension that he purchased the property free from all Seigniorial charges. This property was situate in the Seigniory of Laprairie, where by law the Seigniorial commutation fine is imposed. This was one of the exceptions in the law, and Defendant should have noticed is. As to the Lods et ventes there could be no doubt. They existed, in virtue of the law, and the Defendant was bound to know, not only that the commutation fine existed but that the Lods et rentes existed also. And being bound to know this much, he was bound to know all that of which he declared and complained that he was ignorant. But there was more than this. It seemed that a memorandum had been signed in which Defendant assumed "all dues, rents, &c.: that may have accrued since the Sheriff's sale of 1860, &c." This included everything. And, if the dues and rents had accrued between the time of the Sheriff's sale and the date of the memorandum, was it not his business to know that they were accruing and would continue to accrue in the future! The Defendant's pretension, therefore, that he purchased the property free of all charges, was not well founded. The other plea, that he would take the property on security being given, was illegal, and both pleas must be dismissed. The next point was: could the Court give Defendant a title. He purchased the property, and refused to pay for it. There would be no difficulty had it been an action ex empto, for the Court of Appeals had, in this case, sanctioned the conferring of a title on a man who appealed to it, although it seemed to be a strange exercise of authority. But, in the case of an action ex vendito, there was no such

precedent or authority for giving a title. A case had once before come before this Court, in which the party was condemned to take the property, but, in that case, the point had not been specifically raised, nor had the question been raised by the parties in the present case. Under these circumstances, the case might perhaps seem to resolve itself into an action of damages. But Defendant had declared he would take the title if Plaintiff gave it to him free from all charges. Now the Court held that Defendant had no right to annex such conditions but as he had offered to take the title, judment would go for Plaintiff.

"The Court, considering that Defendant hath not established, by legal or sufficient evidence, the essential averments of his Pleas, firstly and secondly pleaded; and considering moreover, that the said Pleas are unfounded in Law, doth dismiss the said Pleas; and, proceeding to adjudicate upon the merits of this action, seeing that Plaintiff hath proved, by legal evidence, the material allegations of his declaration, doth maintain Plaintiff's action, and, in consequence, doth adjudge and declare the agreement of the 12th November 1861, in relation to the parchase by Defendant of the Kerfut property, at Laprairie, to wit that certain lot, etc., upon the terms and conditions mentioned in the said agreement, to be in full force and obligatory upon Defendant; and doth order Defendant, within ten days after service upon him of this judgment, to sign and execute a Title Deed of the property subject to the conditions of the memorandum, and for the price therein mentioned, to wit, that the property shall be conveyed by Plaintiff to Defendant, and that he Defendant shall pay, in cash, the sum of two hundred and ten dollars, with interest at the rate of six per centum per annum, from the 18th November 1861 till paid: and that Defendant shall thereby agree and bind himself to assume and pay, to the exoneration of Plaintiff all dues and rents, that is to say, all seigniorial dues and rents. of what ever nature to which the property is or may be found subject, and which may be found to have become due and accrued since the sale to Plaintiff of the property by John Eston, then sheriff of the district of Montreal, on the second day of August, 1860; and that, in default of Defendant so doing the present Judgment shall avail the parties as a Title deed to the property subject to the conditions and for the price aforesaid. And doth further adjudge and condemn Defendant to pay and satisfy to Plaintiff the said sum of two hundred and ten dollars, with interest thereon from the 18th November 1861, till paid, the whole with costs. (7 J., p. 165)

TORRANCE & MORRIS, for Plaintiff.
JOHN MONK, for Defendant.

Coram Avi

BENJAMIN lants, court

Held: 1. T are underval 2. That w taking posses of the entry.

3. That wh

signed to the

gnee of such aithough the be delivered 4. That what the purp thereon, they from disputin

This was SMITH, in t March, 186 $\Lambda_{\rm ppellants},$ under the f action on tl ter of custe 8763,90 as declaration of Apri', 18 immediatel proprietors bered from Albertine o tively; the by Plaintif ported and of Maine, I Trunk Rai and casks of by Plaintit \$1035 for place of in imported i

rd once as conint had a raised stances. etion of the title

e Court ditions. go fer

esta-

rments idering, oth dispon the ved, by m, doth udindge 861, in operty. ms and .ll f⊃rce

endant. rent, to t to the n men-Plainn cash, nt the ember.

rd bind tiff, all rents. found und acn Posnd day doing.

· price D_{i}^{-i} enof two e 18th . 165.)

e deed

CUSTOM ENTRIES,

QUEEN'S BENCH, Montreal 6th June, 1863.

Coram Aylwix, J., Duval, J., Meredith, J., Mondelet A. J., Berthelot, A. J.

Benjamin Lyman, et al., (Plaintiffs in the court below), Appellants, and Tancrede Bouthiller, (Defendant in the court below,) Respondent.

Held: 1. That an entry at the customs by invoice, in which the goods are undervalued, is presumably a fraudulem entry.

2. That where the owners in any way benefit by the entry, as by taking possession of part of the goods, they cannot question the validity of the entry.

3. That when the invoice mentions, in effect, that the goods are consigned to the party making the entry, he will be held to be the consignee of such goods, within the meaning of the Customs Acts, even aithough the Bills of Lading of such goods affirm that the goods are to be delivered to other parties (the owners) or their assigns.

4. That when goods have been undervalued in the invoice and entry, for the purpose of avoiding payment of part of the duties payable thereon, they are so completely forfeited, that the owners are debarred from disputing the legality or proof of the seizure and sale of the goods.

This was an appeal from a judgment rendered by Mr. justice SMITH, in the Superior Court, at Montreal, on the 30th day of March, 1861, dismissing Appellants' action against Respondent. Appellants, wholesale chemists and druggists, at Montreal, under the firm name of Lymans, Savage & Co., instituted an action on the 6th day of June, 1859, against Defendant, collecter of custom at the port of Montreal, to recover the sum of 8763.90 as damages. The allegations and prayer of Appellants' declaration were as follows: That Plaintiffs, on the 16th day of Apri', 1859, at Montreal, were, and, for more than 6 weeks immediately preceding that day, had been the owners and proprietors of 49 barrels of Albertine oil, marked and numbered from 1658 to 1676 consecutively, and of four casks of Aftertine oil marked and numbered from 314 to 317 consecutively; that the said barrels and casks of oil were purchased by Plaintiffs in St. John, New Brunswick, and by them imported and conveyed from St. John to Portland, in the state of Maine, by the schooner "Pearl," and thence by the Grand Trunk Railway to the port of Montreal; that the said barrels and casks contained 1150 gallons of oil, and were so purchased by Plaintiffs at St. John, at the rate of 90 cents per gallon, or \$1035 for the whole, that being the value of said oil at the place of importation: that said barrels and casks of oil, were imported and conveyed by and were consigned to Plaintiffs

and arrived at the port of Montreal in the month of March last; that, on the 12th day of April last, at Montreal, Plaintiffs, by and through Alfred Savage, offered to Defendant, as collector of customs, to make the necessary entry of said barrels and casks of oil, and to make the declaration required by the Provincial Statute, 22nd Victoria, chapter 76, and the oath in that behalf required from Plaintiffs, as such owners and importers, and did also then and there offer and tender to said collector the sum of \$207 that being the duty payable by law in respect of said goods, all which Defendant then and there wholly refused to allow and accept, and Plaintiffs did also then and there demand of Defendant, as such collector, his warrant to deliver the goods which he also refused to grant; that, in consequence of such refusal, Plaintiffs, on the 14th day of April last, through the ministry of Hunter and his colleague, notaries public, re-offered to Defendant, as such collector, to make said entry, declaration and oath, and did also tender and offer to him, in good current money of this province, said amount of \$207 as and for such duty, all of which Defendant then and there again refused to allow and accept and Plaintiffs did also then and there re-demand of Defendant, as such collector, his warrant which he again refused to deliver; that, notwithstanding the premises Defendant, on the 16th day of April last, under color of his office and under the false pretext that the said pakages of oil had be seized, forfeited and condemned for infraction of the Revenue laws, but without any legal seizure, forfeiture and condemnation thereof having ever in fact been made or effected and without any legal right or title so to do whatsoever, did sell or cause to be sold the whole of the said 23 packages of oil, with the exception of 9 of such packages, which Defendant had previously ordered to be delivered to Plaintiffs, by public auction, thereby, forcibly and without any legal right or title so to do, depriving Plaintiffs of their property and converting the same to his own use and benefit, to the great loss and damage of Plaintiffs: that the 14 packages of oil so belonging to Plaintiffs, and so illegally sold and disposed of by Defendant, contained the quantity of 6931 gallons of Albertine oil, and were and are of the value of \$970.90: Wherefore Plaintiffs pray that Defendant may be adjudged and condemned to pay and satisfy to Plaintiffs the amount of \$970.90 less the duty or sum of \$207, to wit, the sum of \$763.90, and interest thereon from the sixteenth day of April last, until actual payment and costs of suit." Respondent pleaded "That, true it is that the oil mentioned and referred to in Plaintiff's declaration was, at the several dates mentioned in the declaration, and at the time of their impor-

tation h gallon, sı but Defe by the ex a comme name, an the arriv wit, on o of the pa Her Maje tain false Jacques, 1 which In tioned an tiff's decl being in s intent and the duty the statut by force of oil include and for th the said S the 8th de in the dec city of Co as forfeit eighth da provided b ed under s of oil then thence aft sions of t which the was forwa the New 1 cey & Co and price hed and u gallon, wit of a part and was se pose of er ty's Custor fraudulent nue; that the firm o

TOM

March ntiffs, lector s and y the oath s and o said de by n and fs did lector, sed to n the ${f r}$ and s such d did of this allof w and and of again Defenoffice oil had ic Ree and de or whatof the such to be reibly Plainvii use : that so illed the are of udant Plain-207, to teenth " Resd and dates

mpor-

tation from St. John, worth the sum of ninety cents per gallon, such being the fair market value thereof at St. John, but Defendant avers that the packages of oil referred to were, by the exporters thereof, consigned to Jacques, Tracey & Co., a commercial firm doing business at Montreal, under that name, and that the firm of Jacques, Tracey & Co., did, after the arrival of said packages of oil at the Port of Montreal, to wit, on or about the 5th day of March last past, make entry of the packages of oil together with other packages of oil in Her Majesty's Customs at the Port of Montreal, upon a certain false and fraudulent invoice, then and there produced by Jacques, Tracey & Co., as an original Invoice of said goods, in which Invoice the whole of the packages of oil therein mentioned and which included the packages referred to in Plaintiff's declaration had been undervalued (the value-thereof being in said invoice represented as 70 cents per gallon) with intent and for the purpose of avoiding the payment of part of the duty by law payable on such oil, contrary to the form of the statutes in such case made and provided, whereby and by force of the statutes in that behalf made, said packages of oil included in the said invoice became and were forfeited to and for the use of Her Majesty according to the provisions of the said Statutes, and, thereupon, at the city of Montreal, on the 8th day of March last past, the packages of oil mentioned in the declaration were accordingly by Defendant in his capacity of Collector of Customs at the Port of Montreal seized, as forfeited to Her Majesty, and then afterwards until the eighth day of April last past, being the period of one month provided by law, remained under seizure, and having remained under seizure for that period unclaimed the said packages of oil then and there, on the date last mentioned, became and thence afterwards were condemned according to the provisions of the statutes in that behalf; that the Invoice upon which the said entry was so made by Jacques, Tracey & Co., was forwarded by the exporters and manufacturers of the oil, the New Brunswhick Oil Works Company, to Jacques, Tracey & Co, as consignees of the oil, and in which the value and price of the oil were wilfully and fraudulently undervahied and underrated to the extent of twenty cents upon each gallon, with intent and for the purpose of avoiding payment of a part of the duty by law leviable and payable thereon, and was so forwarded to Jacques, Tracey & Co., for the purpose of enabling them to make entry thereof in Her Majesty's Customs, at the Port of Montreal, upon the said false and fraudulent Invoice, and by that means to defraud the reveme; that the consignees of the said packages of oil, to wit, the firm of Jacques, Tracey & Co., at the time they entered TOME XII.

the packages of oil in Her Majesty's Customs, at the Port of Montreal, and produced the invoice, knew that the packages of oil were undervalued in the invoice, and that the price and value thereof at St. John was ninety cents par gallon, instead of seventy cents mentioned in the invoice; that Jacques, Tracey & Co., having so fraudulently entered the twenty-three packages of oil, illegally and fraudulently obtained a delivery order for the said packages and fraudulently obtained from the Officer of Customs at Longueuil, nine of the packages being the nine packages referred to in the declaration, before the fraud was discovered, and the remaining fourteen packages were, upon such discovery of the fraud, and before any delivery thereof had been made by the Officer of Customs, and whilst the same still remained detained by said Officer of Customs for investigation, seized as forfeited. And Defendant further avers, that he specially denies that the fourteen packages of oil were sold by Defendant in the manner and under the circumstances alleged in the declaration, or that he converted the proceeds to his own use and benefit: but, on the contrary, Defendant avers, that the fourteen packages of oil having been legally seized as forfeited in the manner and for the causes hereinbefore stated, and having remained under seizure unclaimed for the period of one month, and been condemned according to the provisions of law in that behalf, Defendant, in his capacity and as by law he was bound to do, caused the fourteen packages to be sold according to law on the sixteenth day of April last past; that, at the periods of the alleged offer and tender mentioned in the declaration. Defendant, in his capacity of Collector of Customs at the Port of Montreal, had no authority or power to accept of said offer and tender, the packages of oil having been previously thereto forfeited, seized and condemned; that Defendant, in all that he did, acted in his capacity of Collector of Customs, in accordance with the requirements of the law, and as he was bound to do, and by reason—thereof, Plaintiffs cannot have or pretend to have any claim or recourse whatever against him: that admitting the said packages of oil to have been purchased by Plaintiffs at St. John, New-Brunswick, at the price of nincty cents per gallon and that the sum of nincty cents per gallon was the value of said oil, at the place of importation, still Defendant avers that, when the said goods were exported from St. John and forwarded to Montreal, they were consigned to Jacques, Tracey & Co., a commercial firm doing business under that name, at the city of Montreal, and who, before and at the time the said goods were forwarded had been and were the agents in Montreal of the manufacturers and exporters of said oil: and said goods were so con-

signed to consent of arrival of the goods instructed Her Maje arrival, a Tracey & titls had r the same 1 of importa and, neve Majesty's & Co., upo price paid the oil ha purpose of payable th cases made about the mentioned ing day, en at the por the same v then and invoice of: of oil, whic ing the pri and in whi which inch undervalue payment of and payabl in that bel invoice bec Majesty, a thereupon, last past, tl ration were tor of cust Her Majest April last law, remai seizure, for then and tl afterwards Statutes in ort of cages e and stead Trathree ivery from enges efore nekany toms, er of idant rteen · and at he it, on res of r and air∋d , and that burrou o law als of ation. Port offer heren all is, in · was ve or him: chasee of eents f imroods treal, reial treal. rded

ufaeconsigned to Jacques, Tracey & Co., with full knowledge and consent of Plaintiffs; that Plaintiffs were informed, before the arrival of said packages of oil, by Jacques, Tracey & Co., that the goods were on their way and Jacques Tracey & Co., were instructed and requested by Plaintiffs to pass entry thereof in Her Majesty's Customs, at the port of Montreal, on their arrival, and, moreover, then and there, consented to Jacques. Tracey & Co., acting as their agent in that behalf; that Plaintiffs had previously imported from the same place and from the same person similar oil, paying for the same at such place of importation a higher rate than seventy cents per gallon, and, nevertheless, caused entry thereof to be made in Her Majesty's Customs, at the part of Montreal, by Jacques, Tracey & Co., upon a false invoice in which the real value of, and price paid for the oil was wilfully misrepresented, and in which the oil had been undervalued with the intent and for the purpose of avoiding payment of a part of the duty by law payable thereon, contrary to the form of the Statutes in such cases made and provided; ...d Defendant avers that, on or about the 4th day of March last past, the packages of oil mentioned in said declaration, arrived; and that, on the following day, entry of the same was made in Her Majesty's Customs at the port of Montreal, by Jacques, Tracey & Co., to whom the same were consigned, they, the said Jacques, Tracey & Co., then and there producing, for the purpose thereof, a **c**ertain invoice of said packages of oil, together with other packages of oil, which said invoice was false and fraudulent in representing the price and value thereof to be seventy cents per gallon, and in which the several packages of oil therein mentioned and which included those mentioned in the declaration, had been undervalued, with intent and for the purpose of avoiding the payment of duty or of part thereof, which by law was leviable and payable on the same, whereby, and by force of the Statutes in that behalf made, the said packages of oil included in the invoice became and were forfeited to and for the use of Her Majesty, according to the provisions of said statute, and thereupon, at the city of Montreal, on the eighth day of March last past, the several purchases of oil mentioned in the declaration were accordingly by Defendant, in his capacity of collector of customs at the port of Montreal, seized as forfeited to Her Majesty, and thence afterwards until the eighth day of April last past, being the period of one month provided by law, remained under seizure, and having remained under seizure, for that period unclaimed, the said packages of oil. then and there, on the date last mentioned, became and thence afterwards were condemned according to the provisions of the Statutes in that behalf; that the said invoice upon which the

said entry was so made by Jacques, Tracey & Co., was forwarded by the exporters and manufacturers of the oil, the New Brunswick Oil Works Company, to Jacques, Tracey d' Co., as consignees of the oil, and in which the value and price of the oil were wilfully and fraudulently undervalued and underrated to the extent of twenty cents upon each gallon, with intent and for the purpose of avoiding payment of a part of the duty by law leviable and payable thereon, and was so forwarded to Jacques, Tracey & Co., for the purpose of enabling them to make entry thereof in Her Majesty's Customs, at the port of Montreal, upon said false and fraudulent invoice, and by that means to defraud the revenue; that the consignees of the packages of oil, to wit, Jacques, Tracey & Co., at the time they entered the packages of oil in Her Majesty's Customs, at the port of Montreal, and produced the invoice, knew that the packages of oil were undervalued in the invoice, and that the price and value thereof at St. John was ninety cents per gallon instead of seventy cents mentioned in the invoice; that Jacques, Tracey & Co., laving so fraudulently entered the twentythree packages of oil mentioned in the declaration, illegally and frandulently obtained a delivery order for said packages of oil, and fraudulently obtained from the officer of customs at Longueuil, nine of the said packages of oil, being the nine packages referred to in the declaration, before the said fraud was discovered, and the remaining fourteen packages were, upon such discov ry of the fraud, and before any delivery thereof had been made by the officer of customs, and whilst the same still remained detained by the officer of customs for investigation, seized as forfeited; and Defendant further avers, that Plaintiffs having so authorized and instructed Jacques, Tracey & Co., to make entry of said packages of oil on their arrival, and having consented that they should act as their agents in that behalf, Plaintiffs were bound by the act of Jacques, Tracey & Co., in so making a false entry of said oil, more particularly as Plaintiffs knew, long before the arrival of said oil, that the actual value and price of the same was ninety cents per gallon, and moreover had in their possession before the arrival of said oil the invoice forwarded to them, and nevertheless fraudulently retained the invoice, and suffered and allowed Jacques, Tracey & Co., to make the said entry upon n false invoice in which the said oil was undervalued, with the intent and for the purposes aforesaid; that, moreover, Plaintits knowingly participated in the fraud so committed by the fraudulent entry made by Jacques, Tracey & Co., upon the false and fraudulent invoice forwarded to them as consignees of said oil; and that Plaintiffs knowing that Jacques, Tracey & Co., had passed entry thereof in Her Majesty's Customs

payin gallon for th said d obtain oil wa ages r covere attem tion o made being discov Plaint avers were s allege to his avers legally herein claime accord in his fourte sixtee allegee dant, i Montr or ten forfeit manne did, ac dance તેંo, and have a special gnees signed occasio of div had be ty of I cents such e voice, referre orwardthe New & Co., as ce of the lerrated h intent t of the orwardng them the port , and by es of the ime they s, at the that the that the er gallon Jacques, twentyillegally oackages customs the nine id fraud ges were, delivery d whilst toms for er avers. Jacques, on their ns their e act of said oil, e arrival une was essession to them. suffered ry upon with the Plaintitls by the pon the nsignees

Tracey

Customs

paying duty thereon, at the rate of seventy cents only per callon, and had thus fraudulently obtained a delivery order for the said oil, did receive from Jacques, Tracey & Co., the said delivery order, and, acting upon the same, did succeed in obtaining from the officer of customs, at Longueuil, where the oil was stored, nine of the packages of oil (being the nine packages referred to in the declaration,) before the fraud was discovered, and thereby Plaintiffs knowingly and wilfully did attempt to carry out the fraud by obtaining possession of a portion of the oil, knowing of such false and fraudulent entry so made by their agents: that the remaining fourteen packages, being still in the possession of the Officer of Customs, were, upon discovery of the fraud, legally seized as forfeited, and before Plaintiffs obtained possession thereof. And Defendant further avers that he specially denies that the fourteen packages of oil were sold by him in the manner and under the circumstances alleged in the declaration, or that he converted the proceeds to his own use and benefit; but, on the contrary, Defendant avers that the said fourteen packages of oil having been legally seized as forfeited in the manner and for the cause hereinbefore stated, and having remained under seizure unclaimed for the period of one month, and being condemned according to the provisions of law in that behalf, Defendant, in his capacity, and as by law he was bound to do, caused the fourteen packages of oil to be sold according to law on the sixteenth day of April last past; that, at the period of the alleged offer and tender mentioned in the declaration Defendant, in his capacity of Collector of Customs at the port of Montreal, had no authority or power to accept of said offer or tender, the packages of oil having been previously thereto forfeited, seized and condemned for the reasons and in the manner hereinbefore stated: that Defendant, in all that he did, acted, in his capacity of Collector of Customs in accordance with the requirements of the law, and as he was bound to do, and by reason thereof Plaintiffs cannot have or pretend to have any claim or recourse against him." Appellants replied specially "that Jacques, Tracey & Co., were not the consiguces of the oil the said oil having been purchased by and consigned to Plaintiffs; that Jacques, Tracey & Co., had, on many occasions previously, made entries at the Custom House, here, of divers large quantities of the same description of oil which had been consigned to them, although the same was the property of Plaintiffs and purchased by them at a rate higher than 70 cents per gallon: that Plaintiffs always understood that all such entries had been made by appraisement and not by Invoice, and that, until after the pretended seizure, in the plea referred to, Plaintiffs were wholly ignorant of any such entry

having been made otherwise than by appraisement; that, sometime before the arrival of the oil, Jacques, Tracey & Co., or some one on their behalf, called at the office of Plaintiffs, and informed their book-keeper that the oil was on the way, and, thereupon, he intimated to the party who called that Jacques, Tracey & Co., might enter the same on arrival, as on former occasions, that is to say and meaning thereby that they might make such entry by appraisement; that Plaintiffs personally knew nothing whatever of the interview with their book-keeper until after the seizure, and that they personally knew nothing of the arrival of the oil or of the entry thereof set up in the plea, until the evening preceding the seizure, and that they were then, and until after the seizure, under the impression that such entry had been made, as formerly, by appraisement; that, moreover, the entry of the oil so made by Jacques, Tracy & Co., on the fifth day of March 1859, was not made by them, but was in fact made by Thomas Craig, who pretended to enter such oil as the property of " Huson, Bros. and others." And Plaintiffs say, that the entry was not made by any person having any authority to make the same, and was not, and is not, and cannot be held in law to be an entry of the oil, and this to the knowledge of Defendant, before and at the time of the seizure so made by him of the oil. And Plaintiffs further say, that true it is they never made any formal claim, as provided by the statute in the case of a legal seizure (which the pretended seizure is not and cannot be held in law to be) but, at the suggestion of Her Majesty's Commissioner of Customs for this Province, they shortly after the seizure, memoralised that functionary, with a view to an amicable arrangement of the difficulty subsisting between them and Defendant; that Plaintiffs, at all times, before and after so doing, and until the rejection of their petition in that behalf, were led by the Commissioner to believe that there would be no difficulty whatever in regard to the matter and that the seizure would be removed, but that, notwithstanding the assurance so given to Plaintiffs, their petition was rejected by the Commissioner, and this after the delay had expired for making such formal claim aforesaid under the said statute. The court below pronounced the following judgment: "The Court, considering that Plaintiffs have failed to establish any legal right, by reason of anything alleged and proved, to have and maintain the conclusions of their action, and further considering that Defendant hath fully proved the allegations of his exception as pleaded by him, and that the twenty-three casks of oil, for the value of fourteen of which the present action is instituted, were duly entered at the custom house by the firm of Jacques, Tracy and Co. on the

seventh vendors titls and of oil for delivery and, furt by Jacq they did invoice law, and ments of the oil, a and furt value of the same place of seventy thereof, that the was fra of the oi falsely u and, furt oil by Ja Plaintiff oil, in w ninety of exhibitir as they Tracy an and frau to be sev chargeal sidering and on 1 cunstan casks be and for failed to the twei feited a existed a and forf was the same wa provisio and tha

that. & Co., ntill's, wav, 1 that as on t they s pertheir mally tereof izure, under nerly, made 1859,iomas rty of entry make n law ge of de by they ate in is not f Her they with isting imes, ir pedieve o the , notpetir the esaid · folntitfs hing their fully , and en of

t the

the

seventh day of March, 1859, who were then the agents of the vendors of the twenty-three casks of oil as well as of Plaintiffs and were the consignees of the said twenty-three casks of oil for the purpose of entering the oil at the customs and of delivery thereof, to the purchasers thereof to wit, Plaintiffs; and, further, considering that, at the time of entry thereof by Jacques, Tracy and Co. as such agents and consignces, they did present to and offer to the collector of customs, an invoice of the twenty-three casks of oil, as bound to do by law, and did otherwise perform and comply with the requirements of the statute for making a valid and effectual entry of the oil, and this with the knowledge and consent of Plaintiffs; and further, considering that, in and by the said invoice, the value of the oil was therein stated, for the purpose of entering the same, to be of the value of seventy cents per gallon, at the place of purchase and shipment thereof, and that the sum of seventy cents was then and there declared to be the true value thereof, as shewn by the invoice; and, further, considering that the entry so made on the invoice then and there produced. was fraudulent in this, that it did not exhibit the true value of the oil as required by the statute, and that such oil was falsely undervalued for the purpose of defrauding the revenue; and, further, considering that, at the time of the entry of the oil by Jacques, Tracy and Co. as such agents and consignees, Plaintiffs were in possession of a just and true invoice of the oil, in which the value of the oil was therein stated to be ninety cents per gallon, and that by not producing and exhibiting the said invoice, at the time of the entry of the oil, as they were bound to do by law, and by allowing Jacques, Tracy and Co. their agents, to make the entry on the false and fraudulent invoice in which the value of the oil was stated to be seventy cents per gallons, Plaintiffs did thereby become chargeable with fraudulently undervaluing the oil; and, considering that, by reason of such fraudulent entry effected for and on behalf of Plaintiffs, with a full knowledge of all the circumstances connected with the entry, the said twenty-three casks became liable to forfeiture, and that they were so seized and forfeited; and, further, considering that Plaintiffs have failed to show, by reason of anything alleged or proved, that the twenty-three casks of oil were not legally seized and forfeited as aforesaid; and, further, considering that, if there existed any good and sufficient reason for declaring the seizure and forfeiture to be invalid, illegal, or inoperative in law, it was the duty of Plaintiffs to have claimed the oil when the same was advertised and labelled for sale, according to the provisions of law within the period of one month as provided, and that Plaintiffs not having so claimed the oil as illegally forfeited by reason of the entry of their agents, Plaintiffs are now debarred from impugning the validity of the forfeiture, the court doth maintain the exception pleaded by Defendant,

and doth dismiss the present action, with costs.

Bethune, for Appellants: On the 12th April, 1859, Alfred Savage, one of Appellants, duly offered to make entry of the oil in question and pay the duty thereon as on 90 cents per gallon, and the offer being rejected by the collector, it was reiterated through notaries public, et the 14th April, 1859. On the 16th April, 1859, Respondent sold the oil by public auction. The reason assigned by Respondent for so doing is stated, in his plens, to be that, on or about the 4th day of March, 1859, the oil was entered at the custom house here. with other packages of oil, by "Jacques, Tracy and Co, to whom the same were consigned;" that, in making such entry. they did so, under the instructions and at the request of Appellants, and "as their agents;" that they "produced, for the purposes thereof, a certain invoice," in which the oil "had been undervalued, with intent and for the purpose of avoiding the payment of the duty or of part thereof which by law was leviable and payable on the same," that, by reason of such entry and undervaluation, the oil became and was "forfeited "to, and for the use of Her Majesty;" that the oil "was, " upon such discovery of the fraud, and before any delivery "thereof by the officer of customs, and whilst the same still " remained detained by the officer or officers of customs for "investigation, seized as forfeited;" and "that the fourteen "packages of oil, having been legally seized as forfeited, in "the manner and for the causes hereinbefore stated, and " having remained under seizure unclaimed for the period of " one month, and being condemned according to the provisions " of law in that behalf, Defendant, in his capacity, and as by "law he was bound to do, caused the fourteen packages of " oil to be sold according to law." According to the defence therefore, in order to render the sale by Defendant legal, the oil was sold as "condemned according to the provisions of law in that behalf," after it has been "legally seized as forfeited" and such forfeiture was the result of an entry by invoice, in which the oil "had been undervalued, with intent " and for the purpose of avoiding the payment of the duty " or of part thereof." And lastly, that no claim was fyled by Plaintiffs, within one month from such seizure and condemnation. The law on which this defence rests is the 10 and 11 Vict. ch. 31, § 48, which enacts that all goods " seized as forfeited ' " shall be deemed and taken to be condemned, and may be " dealt with accordingly, unless claimed within one calendar " month from the day of seizure," and the 12 Viet., ch. 1, sec. 18

which em " have be " the pur " part of " innde w " jully fo " such inv the follow an infor requireme and 58, at presumpt and were day of se be conden 48th Sect with acco with ther " without minary fo of the san and forfei recovered, in order t condemne exhibited And, in or were inter section, it " unless n " within o It is evid hended t according do, a com statute al own prete deal with which he forfeited, wise, the only to ri goods con as conder scizure is but of the

dordan's

s are ture, lant. fred the per Was 859. ıblic g is v of iere. o. to itry, Apfor hud ling Was. such ited was, rery still *for* teen , in and 1 of ons by of nce the oť 01'by ent uty by naet., d "

be

lar

18

" have been undervalued, with such intent aforesaid, (viz.," for " the purpose of avoiding the payment of the duty or any " part of the duty on such goods") or if the oath or affirmation " made with regard to any such invoice or entry shall be wil-" fully false in any particular, then the goods included in " such invoice or entry shall be forfeited." Appellants submit the following points: 1. There could be no legal sale, without an information, exhibited and notified, according to the requirements of the 10th and 11th Vict., chap, 31, §§ 51, 52, and 58, and a previous scizure of the oil as forfeited. On the presumption that the goods were really seized as forfeited, and were unclaimed within one calendar month from the day of seizure, and were consequently deemed and taken to be condemned, Respondent has interpreted the words of the 48th Sect, of the 10th and 14th Vic. ch. 31, " may be dealt with accordingly," to mean, that he might do what he pleased with them and sell them by public auction, or otherwise, " without any formal condemnation," or other legal preliminary formality whatever. Now, by the 51st and 52nd sections of the same Statute, it is distinctly enacted "that all penalties and forfeitures*** shall and may be prosecuted, such for, and recovered," &c. And the 58th section, as distinctly, canets, that, in order to render goods liable to "be sold without any formal condemnation thereof," an information must have been exhibited in the proper court, "during one calendar month." And, in order to remove all doubt whether or not these sections, were intended to include the class of case covered by the 48th section, it is specially provided, that no claim shall be admitted, " unless notice thereof shall have been given to the collector, " within one calendar month from the seizure as aforesaid." It is evident, therefore, that the collector entirely misapprehended the legal significance of the enactment, dealt with accordingly," and that these words imported, as they evidently do, a compliance with the requirements of the sections of the statute above specially referred to. According to Respondent's own pretension, however, it is manifest, that to entitle him to deal with Appellant's property in the summary manner in which he did, the goods must have been actually "seized as forfeited," and due proof of the "day of seizure" made, otherwise, the fatal delay of "one calendar month," which was only to run from the day of seizure," never occurred, and the goods consequently were never liable to "be deemed and taken as condemned." In Respondent's fifth articulation of facts, the seizure is stated to have been made on the 8th March, 1859 but of this fact there is no legal evidence whatever of record.

Jordan's verbal statement, that from his notes in his office, the

seizure was made on that day, not by himself, however, for he says " I was not the seizing officer," does not of course establish the fact. The only written document of record referring to the detention of the goods is the exhibit O produced by Maçon, a witness. It has no date, but he states it was handed to him on the 7th of March, 1859. As the seizure is stated to have been made by Respondent, on the eighth of March, this document cannot be the acte of seizure, moreover, it is a mere order to " stop all delivery" of the oil, and Jordan characterizes the paper as a "Counter order," It is also to be borne in mind that necording to Respondent's own pleas, the goods, "before any delivery thereof had been made by the officers of customs (who were in possession thereof from the time of their arrival at Longueuil), were " detained for investigation," evidently' according to Maçon's, Jordans, and Phillips' evidence, on this "Counter order" of the collector, and the seizure is alleged to have taken place while they were so detained. But, not only is there no acte of seizure or even copy thereof produced, but there is every reason to suppose that none was ever made, Jordan, who was not the seizing officer, says, that he was the person who signed the seizing report, and left it with the collector, and Macon produces a printed form showing certain printed questions to be answered by the scizing officer in all such reports. It is of course intended to be inferred from all this that Jordan's report was in reality the acte of seizure. It is plain, however, that a report by a party not the seizing officer can be no evidence of the fact of a seizure, and as neither the report itself, which Jordan says he handed to the collector, nor even a copy of it is fyled, we can only conclude that the report has no legal significance whatever in the present case. 2. There could be no legal seizure without an entry of the oil, and in *intent* to defraud the customs, in the "Invoice or Entry," or in the "Outh" made with regard to the same. Now the only persons who can "validly make any entry" are the "owner, consignee or importer," or "any attorney or "agent duly thereunto authorized by a written instrument, "which he shall deliver to and leave with the collector." 12 Vic. ch. 1, §§, 8 et 23 " And where such entry is not made by " the owner, consignee or importer, there must be attached to " the bill of entry ** a declaration by the owner, consignee, or " importer,** to the same effect as the oath or affir antion (viz. "as per schedule B annexed to 12 Vic., ch. 1.), adapting the " form and words to the case, distinctly referring to the invoice " presented with such Bill of Entry, and signed by such owner, " importer, or consignee, *** either in presence of the agent " making the entry, who shall attest the signature, or of some "Justice of the Peace or Notary Public who shall attest the

" same." The entry the clerk t'o., who of the oil consigned lants were and by th the cousing Bill of L which dir port of 1 their assi Trunk Ra undertake delivered by the no dated at 1 which the h eve arriy addressed " now the " three pa " Portlane " the same " agents." The other goods wh on the oc and whiel Rhynas & rcover, da " twenty-" of Marc Bill of 1 required gued by . been mad red to be nistered a tion of th connectic their Boc Tracy & they mig And it is

or conne

or he thlish to the on, a m on been ment ler to s the that any mis rival ntly' i this red to ily is I, but unde, s the h the rtain in all m all re. It izing id as o the :Inde esent ry of voice anme. try " y or nent, " 12 e by d to e, or (riz. the coice mer, gent

some

the

" same," 22 Vic., ch. 76, s. 5, sub-section 1, (Statutes of 1858.) The entry in the present case was made by "Thomas Craig," the clerk and duly authorize! attorney of Jacques, Tracy & t'o, who were not either the owners, importers, or consignees of the oil; the oil, on the contrary, being the property of and consigned to Appellants, who imported the same. That Appellants were the owners is proved by their Book-keeper, Clare, and by the Invoice or Bill of Sale. And that they were also the consiguees or importers is also proved by Clare, and by Bill of Lading signed by the master of the Schooner Pearl which directs that the goods are "to be delivered ** at the port of Portland" ** unto Lymans, Savage & Co., " or their assigns;" also by the receipt granted by the Grand Trunk Railway Co., to the master of the Schooner which undertakes that the goods are "to be conveyed" ** and delivered to Lymans, Savage & Co., Longuenil, C. E.; " also by the advice note of the Grand Trunk Railway Company, dated at Longueuil, and addressed to "Lymans, Savage," by which they were informed, that the goods " consigned to you have arrived this day;" and lastly by letter from the shipper addressed to Respondents, to the following effect, "I have " now the pleasure to hand you Invoice and B. of L. twenty-"three packages Albertine Oil, shipped per schr. "Pearl" to " Portland, to your address. I am shipping other purcels, by " the same vessel, consigned to Rhynas & Starr, is forwarding " agents." " I presume you will attend to Ins. of present ship't." The other parcels referred to in the letter are evidently the other goods which were entered by Jacques, Tracy & Co.'s Clerk, on the occasion in question, and destined for Upper Canada, and which were received by that firm, in the same way as Rhynas & Starr received them, as "jorwarding agents," Moreover, Jacques, says: "Plaintiffs were the consigners of the "twenty-three casks of oil which were so entered on the fifth of March 1859." Then, "the Invoice presented with such Bill of Entry" was not accompanied by the declaration required by the Section of the Statute last above quoted, sigued by Appellants. And the pretended Oath said to have been made by Craig was no oath at all; the same being declared to be an Oath or affirmation, and not having been administered and signed by any officer authorized by the 12 Section of the 12 Vic., Ch. 1 to administer such Oath. The only connection which Appellants had with the entry was through their Book-keeper Clare, who told young Jacques (Jacques, Tracy & Co's Clerk) in answer to a question put by him, that they might make the entry as usual, namely by appraisement. And it is quite certain that they never had any knowledge of or connection with the *Invoice* which Craig presented at the

time he made the Entry. The circumstances under which the invoice thus presented by Craig came to be made out at 70 cents per gallon, instead of 90 cents, the price really paid by Appellants for the Oil, as disclosed by Jacques, Tracy & Co's correspondence with the shippers of the Oil and the evidence of the witnesses examined, were shortly these; All previous consignments of Oil were consigned to Jacques Tracy & Co. The first entry was made at 40 cents per gallon, but the Customs appraiser, in consequence of Entries of similar Oil coming from the United States having been made at 90 cents, and thinking himself that the Oil was worth 75 to 80 cents, detained the Oil, and after much parley passed it at 75 cents. Subsequently Jacques Tracy & Co. arranged with the appraiser that the Oil would in future be passed on an appraised value of 70 cents. After this arrangement, an entry was made by invoice at that rate, which entry, although one by invoice, bears in the corner of it the signature of the customs appraiser; a circumstance which proves incontestably that this rate of 70 cents was a settled matter between the Customs authorities and these Consignees. Subsequent entries were made at 70 cents by appraisement, but, on the 10th of December, 1858, when young Jacques was making a similar entry, the appraiser said that he would not appraise any more, unless an invoice were produced. Young Jacques swears, in relating the interview between him and the appraiser: "I then asked him, if we " produce an invoice at the appraised value, would it answer! " He then gave me to understand that it would. We then " wrote to the Company, stating the fact, and, on the fifth "day of February, 1859, or thereabouts, we received a lot of " 28 packages of the same kind of Oil, and passed it through "the Custom House with M. Bell's (appraiser's) consent, with " an invoice at seventy-cents." And this is corroborated by the letter itself which is produced dated, 5th January, 1859. Both the Jacques swear also that they never knew what any of the oil cost at the place of shipment. It is quite clear, therefore, that the Shippers and Jacques, Tracy and Co both regarded the sending of an invoice at the appraised value of seventy cents as a mere matter of form, and that neither of them had any intention of defrauding the customs in using such for the purposes of entry. It is equally certain that Craig who made the entry had no intention to defraud, as he was entirely without knowledge in the matter: and as to Plaintiffs, the first intimation they had of such an invoice was the detention of the oil, when Henry Lyman, one of Plaintiffs, made known the fact of their having an invoice at 90 cents to the elder Jacques, who thereupon immediately offered to amend the entry, but was refused by Respondent permission

to do so. was mac were str and befor heen ma faith of the payr elder Ja " aware e sendin " mit," a pretensi sis of du " with t transact statemer Appellai The part Duty is word ab inspectie was paic calculati on whiel if Appel was paic ques am that App vious ec never ki lot was letter, f It is pla Jacques knowled be seen, says di as late it, says. until af mind, t account being to swears his belie Co's car

natural

he incents .ppelpresof the ısign-: first s apfrom iking 1 the ently ıe Oil cents. t that e coreumcents and cents when · said were wiew f we wer! then fifth ot of ough with d by 1859.any theboth e of a of ising raig Was hinthe tiffs, ents 1 to

ssion

to do so. Attention is here drawn to the fact that this offer was made on the 7th of March, 1859, namely while the goods were simply detained (as stated in Pleas) "for investigation and before any seizure thereof, was even pretended to have been made. It is said, however, by way of impugning the good faith of Appellants, that they must have known the fact of the payment of duty or an invoice at 70 cents, because the elder Jacques has sworn, "The first intimation that I am * aware of from us to Plaintiffs respecting the entry was our " sending them the account of disbursements with the per-" mit," and because the account is dated 5th March, 1859, the pretension being, that, at this account is made out on the basis of duty having been paid as on 70 cents, and as it was sent " with the permit," Appellants had full knowledge of the transaction, but kept quiet. On the supposition that the above statement of Jacques was strictly true, it does not follow that Appellants knew that an entry had been made by invoice. The part of the account having reference to the payment of Duty is in these words and figures, Duty \$120, 75," not a word about any invoice. Besides, no one could, by a mere inspection of this account, be notified of the fact that duty was paid on any particular value, it evidently requiring a calculation to be made, based on the exact number of gallons on which the duty was actually paid, to know the fact. And if Appellants did know, by this account, on what price duty was paid, it wouldn't have concerned them, for both the Jacques and Clare and Alfred Savage (one of Appellants) all swear that Appellants always understood that the entries of all previous consignments were by appraisement, and that they never knew, until the Oil was detained, that this particular lot was entered in a different form, and Henry Lyman, in the letter, fyled by the Defendant himself, asserts the same thing. It is plain, however, that the above statement of the elder Jacques is a mere casual one and not based on any precise knowledge of the facts. By looking at the account, it will be seen, that it is signed by the younger Jacques, and he says distinctly that the account may have been sent in as late as a week after its date; and Clare, who received it, says, that he is under the impression it was not received until after the oil was detained. And it is to be borne in mind, that Appellants never refunded the amount of this account to Jacques, Tracy & Co.; the customs authorities being the parties who did to. Then, as to the permit, Craig swears that he was the party who obtained it, and he states his belief to be that he gave it to one of "Jacques, Tracy & Co's carters to go and get the oil for the various parties." All natural presumptions are moreover in favour of this view of the matter, for the simple reason, that Appellant's oil formed but a small portion of the whole entry, and it is, therefore, in the last degree probable that the permit would have been handed to Appellants. There being no valid entry of the oil and no properly signed and attested invoice presented with the bill of entry and plainly no intention on the part of any body, much less of Appellants, to defraud, there could be no forfeiture of the oil. And in having been shown that there is no proof that the goods were ever actually seized as forfeited, the judgment of the court below, it is submitted, onght to be reversed.

Pominville, for Respondent: The first question is, whether, under our law, an action is sustainable against a public officer acting for the crown, receiving no fees of office, without alleging and proving malice or bad faith. Respondent contends that it cannot; as a contrary doctrine involves this absurd consequence, that the crown virtually can be sued, by directing the suit against one of its officers. Chap. 101, cons. stat. L. C. sec. 8, enacts: "The privileges and protection given by this act, shall be given to such justice, officer, or other person acting as aforesaid, only, and to no other person or persons whatever, and any such justice, officers and other persons acting as aforesnie, shall be entitled to such protection and privileges in all cases where he has acted bond fide in the execution of his duty, although in such act done he has exceeded his powers or jurisdiction and has acted clearly contrary to law." This statute places Defendant exactly in the same position as a justice of the peace; the preamble showing clearly that but one set of rules should obtain for the magistrate as well as all other public officers, without making any exception. Under the operation of our statute, the liability of a public officer and his exemption from it would be the same as if he were a justice of the peace; and the rules and decisions applicable to an action against the latter, apply with equal force to an action against a public officer. The decisions are numerous as establishing the doctrine laid down in I Taylor, 298, " statutes of this kind are intended for the protection of honest " persons who bond fide mean to discharge their duty; and "the court will consequently so interpret their provisions, " as to save harmless all persons who act illegally under the " reasonable belief that they are authorized in what they do " by act of parliament; and this too, whether the error com-"plained of has been committed in respect of time, place, or "circumstance." In Beechy vs. Sides, 9 B. & C., p. 809, Lord TENTERDEN, Chief Justice, said: "We have nothing to do with the policy of the law, but are only to give a construction to the clause of the act of parliament in conformity to the construc ments. *ide* belie parliame doctrine HughesHAM is 1 ferior Co function where the confided ever plai conseque the very judicial n is no suc It was i present i " For an diction, t must be d and will tection is all public tant. It a the offer likewise esta blish by Plain der of th comply. plained o could ha ditions 1 act, ch. 1 " shall t " goods " have be declarati anv evid invoice, of the fa establish This inv Plaintill (see sec.

do not es

ormed ore, in been the oil with of any be no here is feited, to be

to be ether, officer allegs that Conecting L. C. this r actersons enosré n and n the ceeditrary same elearstrate xcepof a me as isions equal e nu-, 298, onest and sions, er the zy do COIIIce, or

Lord o do

ction the construction given to similar clauses in other acts of parliaments. It has uniformly been held that where a party bond dde believes or supposes he is acting in pursuance of an act of parliament, he is within the protection of such a chause." Same doctrine held in Ballinger vs. Farris, 1 M. & W. p. 630; and Hughes vs. Buckland et others, 15, M. & W, 352. Lord Broug-HAM is reported to have laid down this principle: "Even Inferior Courts, provided the law has clothed them with judicial functions, are not answerable for errors in judgment; and where they may not act as judges, but only have a discretion confided to them, an erroneous exercise of that discretion however plain the miscarriage may be, and however injurious its consequences they shall not answer for. This follows from the very nature of the thing. It is implied in the nature of judicial authority, and in the nature of discretion, where there is no such judicial authority." Broom's, Legal maxims, p. 95. It was in confirmance of this well-established rule that the present imperial act 11 and 12 Viet., ch. 44. enacted by sec. 1, " For an act done by a justice of the peace, within his jurisdiction, the action shall be an action on the case, wherein it must be alleged and proved that the act was done maliciously, and without reasonable and probable cause." This rule of protection is clearly extended by the chap. 101 of our statutes to all public officers. The second question is one equally important. It applies to that portion of the declaration which alleges the offer to make entry and tender of duty by Plaintin's; and likewise to the proof on that point, which is insufficient to establish that the formalities of law had been complied with by Plaintiffs. The action rests upon the alleged offer and tender of the 12th and 14th April, and Defendants' refusal to comply. This refusal being alleged to be the illegal act complained of, is the chief point to be determined, as Plaintiffs could have no recourse unless they complied with the conditions precedent imposed upon them by the law. The customs act, ch. 17, cons. stat. of Canada, sec. 25, declares " No entry " shall be deemed perfect unless a sufficient invoice of the " goods to be entered, attested as hereinafter required, shall "have been produced to the collector." It is not alleged in the declaration that the original invoice was produced, nor is there any evidence that it was. The protest makes mention of an invoice, but no copy is attached, no extrinsic evidence offered of the fact. The identity of the invoice, is not proved, so as to establish that it was the same as that mentioned by the notary. This invoice, moreover, if the same, is not signed by any of Plaintiffs or by any person on their behalf as the law requires (see see, 26, same chap.) Under such circumstances, Plaintiffs do not establish a compliance on their part with the formalities of law, so as to constitute the alleged refusal an illegal act, for which Defendant should be held responsible. It is evident that Plaintiffs would have no action under any circumstances against the collector, without shewing a strict conformances on their part, to the requirements of the law. The third question is one which admits of no doubt, viz: That Plaintiff's remedy, if any, was against the Oil Works Company, exporters of the Oil, who, by their fraudulent act of sending a false invoice to their Agents for the purpose of passing entry thereon, defeated the delivery of the Oil to Plaintiffs; who not having received all the Oil they purchased, would have, if not chargeable directly with being the authors of the fraud, a remedy against the exporters. The next question in point of importance is whether a seizure of the oil was made: in what manner the law contemplates it should be made: and if the owner should have notice of the seizure and of the reasons or cause of seizure. Defendant contends that whatever apparent defect might exist in the law, when discussed upon principles of convenience or policy, that defect can only be supplied by the legislature, and that in this Action (being one of damages,) it is incumbent on Plaintiffs to shew that some expressed requirement of the law had not been complied with. The law declares how the seizure is effected, viz: by detention and removal to the warehouse or place selected for safe keeping of goods seized as forfeited. The 65th sec. same chap. enacts: "That if any goods, &c., subject or liable to forfeiture, " are stopped or taken by any Police Officer, or any person "duly authorized, such goods shall be carried to the Custom " House, &c., or place appointed, &c." The word " seized " used in the 80th sect., relied on by Plaintiffs, does not import as they contend that a formal seizure, as under civil process, should be made; but the meaning is sufficiently explained in the same section by the additional word "aforesaid" referring to the words "stopped or taken" in the 65th sect.; then. again, the 80th sect., says "unless the persons from whom they were seized or the owners thereof, shall within one calendar month, &c." The 84th sect., enacts "That if any goods shall be seized for non-payment of duty or any other cause of forfeiture, &c., the burden of proof shall lie on the owner or claimant of such goods, and not on the officer who shall seize and stop the same." The 81st sect.. makes use of these words —" That in case of the seizure of any cattle, horse, or animal, or of any perishable article, it shall be lawful for the Collector of the port at which the same shall have been secured as aforesaid." The words "stopped," "taken," "secured," "carried," all used in these various sections show that the legislature has constituted the doing of these acts of the officer hav-

ing auth tion, has taken or terms of the burde such good which su not requir son claim cause the claim the and in t Crown, gi ner point grounds o serves to the seizin Maçon. T Imp rial. " ject or li "stopped " ing by v " authoriz Appellant their case, or the cau ings, on th that they they atter alleging th toms who establishir fred Save aware of the under tiff's book remainder same effec the oil had Plaintiffs: concludes "allow Ja raic the go Letter of . Works Co "sorry to " Oil, has TON act, ident unces inces Tuesitiff's , exing a entry who have, rand. point ; in and reatever upon ly be g one some with. ntion seepchap. iture, erson stom usce rt as cess, ed in eferthen, hom ılenoods se of r or seize ords mal. lleed|aseari sla-

lav-

ing authority so to do the "seizure" and in that connection, has imposed upon the person from whom they were taken or the owner, the necessity of giving notice; and in the terms of the 84th section imposes on the owner or claimant the burden of proof whether "the duties have been paid on such goods," or "whether any other thing has been done by which such forfeiture would be prevented." The law does not require that notice should be given to the owner or person claiming the goods of such detention or seizure, or the cause thereof, except when a formal notice of intention to claim the goods has been given, as provided by the 80th sect.; and in that 'case the Attorney General, on behalf of the Crown, gives notice by posting up an Information in the manner pointed out by the 78th and 79th sect., disclosing the grounds of contravention and the causes of forfeiture. This serves to explain the practice of forwarding to Government the seizing report mentioned in the evidence of the witness Maçon. This 65th sect. of our statute was copied from the Imperial Act, 6 George IV, ch. 107, 112, "if any goods, sub-" ject or liable to forfeiture under the Customs laws, shall be "stopped or taken by any Police Officer or other person act-"ing by virtue of any Act of Parliament, or otherwise duly "authorized, such goods shall be carried to the Customs, &c." Appellants cannot even raise as an equitable consideration of their case, that they were not aware that the oil was seized or the cause thereof; there is no such issue raised by the pleadings, on the contrary, while admitting in their special answer that they made no formal claim, as required by the Statute, they attempt to excuse it, or to account for that omission, by alleging that they were misled by the Commissioner of Customs whom they had petitioned on the subject. The evidence establishing knowledge on their part is conclusive: 1stly. Alfred Savage, (one of Plaintiffs) swears that they became aware of this fact on the 8th March, and that the cause was the undervaluation of the oil. 2ndly. Wm. H. Clare, (Plaintiff's book-keeper) swears 9 packages were delivered, and the remainder detained. 3rdly. Geo. E. Jacques' evidence is to the sume effect, an i that when he offered to make a new entry the oil had been detained. 4thly. The letter "P" addressed by Plaintiffs to Benj. Lyman also establishes their knowledge. It concludes by saying that "the Inspector General should "allow Jacques, Tracy & Co., to amend their entry and liberaie the goods." This letter is dated 8th March, 1859. 5thly. Letter of Jacques, Tracy & Co., to Spurr, Manager of the Oil Works Co., dated 9th March, 1859, commences—"We are "sorry to inform you that the lot of 85 casks of Albertine "Oil, has been seized by the Custom House, owing to their TOME XII.

" discovering, after we had made entry and paid duty at 70 " cents on the Invoice sent us, that Lymans, Savage & Co., "had an Invoice for their lot at 90 cents." Respondent submits that, in the absence of any positive rule of law requiring a written notice to be given, there is abundant evidence to establish that all parties interested had notice that the oil was seized and the cause of seizure; and the omission to give the formal notice of intention to claim required by the Statute, cannot be excused upon any legal ground which the Court could recognize, more especially as the condamnation is by positive enactment of t. e. Statute pronounced in favor of the Crown as resulting from such omission. The other points urged at the argument will not require any lengthy notice, and may be enumerated in the following order: 1st. That Jacques, Tracy & Co., were not the consignees and no authority to pass the entry. 2nd. That if they were the rized to pass entry, it was an authority to do so in a particular way, viz: by appraisement and in no other way. 3rd. That although Jacques, Traey and Co. may have been their Agents, Craig was not. 4th. That the entry made by Craig was no entry at all; that there was no regular oath administered, and that Crispo had no authority to administer it. 5th. That an intent to defraud is necessary to operate a forfeiture under the Statute, and that no such intent is proved. 6th. That Jacques, Tracy and Co. committed no intentional fraud, and even, if they had, that Plaintiffs had no knowledge of it, and could not be legally responsible for their acts. Respondent, in answer to these several objections, urged: 1st. That there is sufficient to shew that Jacques, Tracy and Co. were the consignees. It is admitted at any rate that they were the consignees of all previous importations of Oil, and instead of any change being established in the mode of transmission of the Oil in question, the evidence establishes that it was sent as before to them; the original advice note from the Grand Trunk Co. was sent to them, the Invoice was sent to them for the purpose of passing entry at the Customs. These were produced at the Customs, sufficient by law, to oblige the Custom Officials to recognize Jacques, Tracy and Co., as the party entitled to pass entry; and although Plaintiffs produce a Bill of Lading, another Bill of Lading, as well as a second invoice, may have been sent to them. This Oil came with a larger quantity consigned to them for other parties. The letter produced by Alfred Savage, as the one inclosing their nivoice of this Oil, says, "and would suggest whether it would " not be advisable for you to entrust them (Rhynas and Starr) " with the bonding and forwarding of your parcel, and whe-" ther you would wish them to include this with other Oil un-

" der s " Tracy tion car tiffs toe establis savs : " " Jacqu " way & if the C " I canı " was fe " menti Craig s " Co., ar " the re stances ey and advice r to adopt for it we to rely o alone en diated t make a instead of ages of s authorit at the C in his sw " ago we " on the " and ent Benjamir " propose "oil, as t

" so for t

The verb

cross exa

from the

the agent

Oil. We 1

Company

with resp

oil was in

at the Ca

and carry

Plaintiffs

t 70 Co., sulring ce to e oil give Stathetion avor other gthy der : and were 50 in way. been e by h adter it. ı foroved. tional ledge Res-: 1st. d Co. were stead ission Was n the ent to Γ hese e the $_{
m s}$ the oduce econd ith a e letir nivould Starr) whe-

il un-

"der same bond, and invoice for duty, to Messrs. Jacques, "Tracy and Co." This serves to explain how the Cil in question came direct to Jacques, Tracy and Co. Moreover, Plaintiffs took delivery of the Oil from Jacques, Tracy and Co., as established in evidence. Wm H. Clare, on cross-examination, says: "I think the permit so left at Plaintiffs' office came from "Jacques, Tracy and Co., and the Oil delivered in the same "way as on previous occasions." G. E. Jacques, when asked if the Oil previously imported was consigned to the firm, says "I cannot state from memory, but my conviction is that it " was forwarded to us for distribution in the same way as is "mentioned in Defendant's Exhibit No 1;" and Thomas Craig swears "the Oil was consigned to Jacques, Tracy & " Co., and the first knowledge I derived of the subject was "the receipt of the notices and invoice." With such circumstances in evidence, coupled with the fact that Jacques, Traey and Co. paid the freight on said Oil and charged it in their advice note to Plaintiffs sent with the permit, it is impossible to adopt the view of the Plaintiffs' Counsel on this point; for it would be necessary to shew that if Plaintiffs intended to rely on the fact that they were consignees and owners and alone entitled to pass entry, they should have at once repudiated the act of Jacques, Tracy and Co., and have offered to make a new entry upon the correct Invoice in their possession instead of adopting their act and taking possession of 9 packages of said Oil. 2dly. That Jacques, Tracy and Co. had their authority, as well as that of the manufacturers, to pass entry at the Customs is fully established in evidence. Alfred Savage in his sworn examination before Bell, says, "but some time "ago we were notified by Jacques, Tracy and Co., of its being "on the way when we consented to their acting as Agents " and entering at the Custom House as formerly." In letter to Benjamin Lyman, Plaintiffs write, "subsequently, J. T. & Co. " proposed to continue to act for us in receiving and entering the "oil, as they were employed by the New Brunswick Co. to do " so for that shipped to Western Canada, to which we acceeded. The verbal testimony is to the same effect: G. E. Jacques, on cross examination, "with reference to all the Oil that came from the Company we acted as forwarders, and as such, were the agents of the Company as regarded the distribution of the Oil. We never received any kind of remuneration from the Company. The only charge we were in the habit of making with respect to the Oil was made to the parties for whom the vil was intended, and consisted of a brokerage for entering at the Custom House here, and any actual disbursements and carrying charges for that which went to Upper Canada." Plaintiffs attempt to qualify this authority by saying that Jacques, Tracy and Co. were to pass entry as before, viz: by appraisement. This, instead of bettering their position, only makes it worse, as they knew that previous appraisements were at a valuation less than the real invoice price, which invoice they had in their possession, and less also than their previous invoice prices, and, consequently, was a direct violation of the law, and a gross fraudauthorized by them, as they well knew that no entry by appraisement could legally be made where an original invoice could be produced, and which they had and were bound to produce. 3dly. The pretension that if Jacques, Tracy and Co. were their Agents, Craig was not, is a futile objection. They knew that the firm passed their entries by one of their clerks, and consequently the authority conveyed was full and ample to effect that object in the ordinary course of their business, and knowing also that Jacques, Tracy and Co., as agents of the manufacturers received the goods direct from them, before delivery was made to the importers. Plaintiff's witness, G. E., Jacques says, "I have no knowledge of the fact that the Plaintiffs knew the Oil in question was forwarded to us, but I presume they did know it." Moreover, the entry is an entry of previous lot of Oil, made by a clerk, W. J. Jacques, and bears the signature of Lymans, Savage and Co., establishing that they took part in, and assented to, such entry so made through the clerk, and to his swearing on the back of such entry that he was duly authorized to enter the said Oil, and (unfortunately for Plaintiffs) to his including in that oath that nothing had been on his part or by any other person to his knowledge concealed or suppressed, whereby Her Majesty might be defrauded of any part of the duty lawfully due. That entry signed by Plaintiffs was at 70 cts. they did not take this oath, but they allowed Jacques, Tracy & Co's clerk to swear, what they knew was untrue, as they had then in their possession an invoice of that Oil at a higher rate. This suffices to show their assent to the mode adopted by Jacques, Tracy and Co., of effecting entry by their clerk. This objection moreover is of no avail. The law requiring that the Agent or Attorney should produce written authority was complied with, the power of attorney to Craig, from Jacques, Tracy & Co. is produced and proved: Jacques, Tracy & Co. were the persons to whom the oil was forwarded for entry at customs and for distribution, and they produced advice note from Grand Trunk Company, and invoice to customs department. Apart from this, the objection is not available to Plaintiffs, they adopted and sanctioned all that had been done, by taking the permit and delivery of the oil, from Jacques, Tracy & Co. and taking possession of part of it. This requirement of the law was to prevent frauds,

not to by a even s produc nister manag fers th or " pe by the connse of the the go the oat ment: in the presun and sa " legis. " and a " lows " by se one wl Moreo operate underv urged defrau dant re It is st the un courts, upon ii the na idence, " natui " matte 6thly. no inte no kno their a conclus frand ; as well

That w

benefite

goods, a

y resp

apmlvents rich heir olahey be nich sion was heir rity rdiues, the ime no uesit." nade ans, 118his thotiffs) his l or any lainalnew ce of nt to envail. pror of and the tion, any, obancelivssion

uids,

not to facilitate a party who has acquiesced in and benefited by a fraud practiced from avoiding the consequences of it, even supposing that no written authority to Craig had been produced or proved. 4thly. The authority of Crispo to administer the oath is derived from the act regulating the general management of the customs, 8 Vict., ch. 4, sec 14, which confers this power on the "collector or chief officer of customs," or "persons acting for them respectively." This is not repealed by the 12th section of 12th Vict., ch. 1, relied on by Plaintiffs' connsel, as it was passed with a view to extend the provisions of the former act. But the proviso to this clause empowers the governor in council to appoint other persons to administer the oath. Defendants were not bound to prove Crispo's appointment; it is sufficient in law to shew that the public officer is in the habit of administering oaths, and his authority will be presumed, 1 Taylor, On evidence, p. 155, lays down that rule and says: "This rule has been expressly adopted by the " legislature in the statutes relating to the excise and customs, " and at common law it has been held applicable to (here fol-" lows a lengthy enumeration of public officers, and concludes " by saying) and indeed it extends to all public officers." It is one which prevails in Criminal Courts on trials for perjury. Moreover, the taking of the oath is not essential. The forfeiture operates by the simple fact that in the invoice the goods were undervalued, 18 sec. 12 Vict. ch. 1. 5thly. Plaintiffs' counsel urged that the law requires that there should be an intent to defraud, and that none was proved. As to the proof Defendant refers to the remarks hereafter made to the 6th objection. It is sufficient here to say, that the intent is presumed from the unlawful act. It is a principle of law obtaining in all courts, civil as well as criminal, and more frequently acted upon in the latter, that a person is presumed in law to intend the natural consequences of the act done. 1 Taylor, On evidence, p. 92: "The presumption that a party intends the " natural consequences of his acts, is not confined to criminal "matters, but extends equally to his civil responsibilities." 6thly. It was also urged that Jacques, Tracy & Co committed no intentional fraud; and even if they had that Plaintiffs had no knowledge of it, and could not be legally responsible for their acts. The answer to that is, 1stly. That the evidence conclusively establishes that they intentionally committed a fraud; 2ndly. That Plaintiffs knew that on previous occasions as well as on that, they were defrauding the revenue; 3rdly. That whether they knew it or not, they adopted their act and benefited by the fraud by taking possession of a part of the goods, and in the act of taking the remainder, and hence legaly responsible. 1st. That Jacques, Tracy & Co. intentionally

committed a fraud not only in entering the oil in question, but in all previous entries made by them, is shewn by the following facts in evidence and which renders comment unnecessary: Thomas Craig, says: "After this, Bell, the appraiser, told me that for the future I must bring a correct invoice with a rate higher than forty cents. I do not recollect when he told me this, but it was between August, fifty-eight and March, fifty-nine. I now recollect that he told me this on an occasion when I wished to make entry of other packages of similar oil. I produced an invoice for the purpose of passing entry of the same, and he then told me that he would not appraise the oil any more, and that I would have to produce a correct invoice." G. E. Jacques, (firm J. T. & Co.) examined by Plaintiffs says: "On or about the 10th December, 1858, our clerk was informed that in future an invoice must be produced. On advising the shippers of this, and considering it as a matter of form that the requirements of the custom house might be met, and supposing that the company had no fixed value for their oil at the place of shipment, we intimated that as the oil had been appraised here at seventy cents that that might be considered as the invoice price, and that by complying with the request of the customs they would save further trouble." The company acted on this suggestion, and sent a lot of 28 packages, with an invoice at 70 cents, which was entered on or about the 5th February, 1859. The next and last shipment was the one in question." (The alleged supposition that the company had no fixed value, is absurd. He knew this oil was to supply purchasers' orders, and that there must have been a price higher than 70 cents, otherwise he would never have suggested the sending of an invoice at 70 cents for the purpose of passing entry at customs. Moreover Craig swears that what Bell wanted was the production of a correct invoice.) Jacques, Tracy & Co's Letter, dated 25th August, 1858, written to the company, shews Jacques was mistaken in his evidence as to the date, 10th December, 1858, and that he knew that the customs authorities here, as far back as August, 1858, required an invoice, at the selling price. After saying that they paid duty "at the rate of 40 cents, as per your invoice, and that two casks had been detained until additional duty was paid, they add, "we called on the collector this morning but could not shake his purpose in exacting the duty at the selling price at your works." Letter, 31st August, 1858: "Since we had this pleasure on the 25th, we have waited on the commissioner of customs, relative to the duty on your Albertine, and regret to say that he sustains the opinion of our collector, and that the oil must be entered for duty at the selling price at the works, and not at the manufacturing costs:

both th on this 6th No not ind sending Mr. Sav " but al of the scwill lea paying it with 70 centi pose the sending Letter, the lot Custom the enti that Ly cents." swears invoices 6th Nov did shov establisl of 5th . Plaintiff have su invoice that in 1 the deci to be pa That Pla the one also abu upon su Aug., 18 B, 10 N cents, en entered tant: bu that he to the about th Co. of I mention count." tion, the uniser, vith told rch, sion oil. the oil: ice." ıys: inadr of met, heir had onthe The ıckn or ient the was een ave 1111'inat ice.) ten nce hat 85S. hat ice. uty ingthe 5S : on our of the

ts:

both the commissioner and collector say that the law is so plain on this point that the government cannot vary from it." Letter, 6th November, 1858, repeats the same thing, that they could not induce the collector to change his views; refers to their sending an invoice to Lymans, Savage & Co., at 55 cents, which Mr. Savage shewed to them, and concludes with this warning, "but above all things you must avoid sending two invoices of the same lot, which, if discovered by the custom house people, will lead to serious couble." Letter, 5th January, 1859: "On paying the duty on this lot, the appraiser objected to passing it without an invoice, and said he would not pass any more. 70 cents is as you are aware the value fixed on it. We suppose there cannot be any difficulty in the way of your sending an invoice at this rate, by each lot to our address." Letter, 9th March, 1859: "We are sorry to inform you that the lot of 85 casks of Albertine Oil have been seized by the Custom House, owing to their discovering after he had made the entry and paid duty at 70 cents on the invoice sent us, that Lymans, Savage & Co., had an invoice of this lot at 90 cents." G. E. Jacques, when examined as Defendant's witness, swears first that Plaintiffs never showed him any of their invoices; but when his attention was called to his letter of 6th November, 1858, he was obliged to admit that Plaintiff did show him an invoice at 55 cents. The tenor of that letter establishes that he knew it was a false invoice, and his letter of 5th January, 1859, proves that he must have known that Plaintiffs were paying more than 70 cents, as he never would have suggested as he did by that letter, the forwarding of an invoice at the appraised value of 70 cents, considering also that in his previous letters he admitted his failure to change the decision of the collector and commissioner that the duty to be paid must be "on the selling price at the works." 2ndly. That Plaintiff knew that on previous occasions as well as on the one in question, they were defrauding the revenue, is also abundantly proved. Alfred Savage, on his examination upon subpæna duces tecum, produces 4 invoices: Invoice A, 12 Aug., 1858, at 80 cents, entered on Invoice at 40 cents. Invoice B, 10 Nov., 1858, at 76 cents. Invoice C, 4 Dec., 1858, at 85 cents, entered at 70 cents. Invoice D. 11 Dec., 1858, at 85 cents. entered at 70 cents. The whole of his evidence is very important: but Defendant will merely call attention to the fact that he admits that all these invoices were received prior to the arrival of the oil; and that the invoice, was received about the 3rd February, 1859. He says, "Jacques, Tracy & Co. of Montreal were permitted to make entries of the oil mentioned in the said invoices, by appraisement on our account." *** "We never delivered to Jacques, Tracy & Co.

the original invoices we received from the New Brunswick Oil Works Company for the purpose of making entry at the customs. These invoices generally reached us before the arrival of the oil in question." *** Where invoices exist, entry at the customs is generally made by the production of the invoice: this, however, is not always the case. The goods imported by us were entered at the customs upon the invoices we received. The exception I have reference to, w that entry is not always made on invoices, is when new goods or articles are imported which have no fixed commercial value here." G. E. Jacques substantiates truth of contents of letter 6th Nov., 1858, in which it is stated: "The last 5 brls, for Lymans, Savage & Co., was entered at this rate: they shewed us your invoice at 55 cents, but they did not deem it advisable to incur the risk of seizure, which they would were they to enter it at that price: they desired us to enter the lot, which we did at the price named, viz: 70 cents, this rate is 6 cents less than Quebec or Hamilton." This extract is taken "from paper fyled on the examination of Jacques, and not from what purports to be a copy of the same letter, forming part of documents marked fyled 22nd November, 1860, admitted to be the documents referred to in Jacques' deposition as those delivered by him to Bouchette, commissioner of cr the latter omits some material parts of the former, cularly the allusion to the Plaintiffs' showing them .. of 55 cents. This omission shows a clear intention on the part of Jacques, to conceal the truth and to deceive the Government by producing false copies of his correspondence. Defendant submits that, in the facts above referred to, there is conclusive evidence of Plaintiffs' knowledge of the fraud, and their participation in it. The excuse given by Savage that goods having no fixed mercantile value here are sometimes entered by appraisement, is futile, 1stly, It is not the value here, but its value at the place of exportation upon which the duty was payable. 2ndly, The fact was not as he assumes that the oil had no mercantile value here, for he has proved by two or three witnesses that its mercantile value here was 7s. per gallon. But it is urged by Plaintiffs' Counsel that it was agreed and understood that the appraised value of 70 cents should be the basis upon which entry should be made for payment of duty. This Defendant denies Craig's evidence and the extracts above given from Jacques' letters prove the reverse that although some entries were made by appraisement (the true invoices being suppressed) Bell positively refused to make any further entries in that form. Jacques suggests the sending of invoices at 70 cents; the company adopts his suggestion. Surely the court can never sanction such a pretention that because

the Plair the Cust as show иссоmpli they we Jacques, appraise cents be differenc great, w an invoi the frau Co., and portion (It is esta sent in t Plaintiff had beer mit in th ing on tl the oil, t cy & C the pern W. J. Ja "account " the du " sions. " after t " it may " after." MOND:

deal of a ment ap reasons, to take e the impo make en the law, deliver to and 23.) cover; tl nullity. thorized, which th no evider & Co., to follows t

the Plaintiffs purposely suppressed their invoices and induced the Custom House Officer to enter by appraisement at 70 cents, as shown by their participation in the entry that having thus accomplished one fraud by deceiving the officer of customs, they were justified in carrying out the fraud by authorizing Jacques, Tracey & Co., to enter the oil in question by appraisement as before. The fact of a false invoice at 70 cents being produced for the purpose of such entry made no difference; the result was the same and the fraud equally as great, whether entered by appraisement at 70 cents, or upon an invoice at that price. 3rdly. Whether Plaintiffs knew of the fraud or not, they adopted the acts of Jacques, Tracy & ('o, and benefited by the fraud by taking possession of a portion of the Oil, and consequently are legally responsible. It is established in evidence, that with the permit a notice was sent in the form of document "P," by Jacques, Tracy & Co., to Plaintiffs. This notice informed Plaintiffs what amount of duty had been paid, viz: an amount less than that which they admit in their alleged tender should have been paid, and by acting on this permit and obtaining possession of a portion of the oil, they unquestionably adopted the act of Jacques, Tracy & Co. The fact that this notice was sent to them with the permit is proved. This notice is dated 5th March, 1859. W. J. Jacques, says, "We of course afterwards made out our "account advising Lymans, Savage & Co., of the payment of "the duty and freight. This was done as on all former occa-"sions. I could not say how soon the account was sent in, " after the entry was made; it may have been the same day; " it may have been a week after, but it cannot have been long " after."

Mondelet, J. (dissentions): After giving this case in good deal of attention, I have come to the conclusion, that the judgment appealed from should be reversed, for, amongst other reasons, the following: I. The collector by law, has no right to take entries of any goods or articles, but from the owner, the importer, or the consignee, unless the person offering to make entry has a power of attorney, or rather in the terms of the law, authorized by a written instrument which he shall deliver to and leave with the Collector (12th Vict., C. 1. §§ 8 and 23.) The present case is one which the law does not cover; the entry made by the Collector is, consequently, a rullity. II. The entry made by Thomas Craig, being unauthorized, is evidently of no avail, a nullity, and a proceeding which the Collector could not validly act upon. III. There is no evidence that Appellants ever authorized Jacques, Tracey & Co., to make any other entry but upon appraisement; it follows that there was no guilt, fraud or wrong whatever on

swick
ry at
e the
entry
of the
goods
voices
say,
goods

value letter ls, for newed isable ey to which cents

from nrt of ted to those ms, as partivoice

from

part iment indunt lusive parti-

aving
ed by
ut its
v was
he oil
wo or
s, per

greed ild be int of tracts that

true e any ng of urely cause the part of the Appellants in the proceeding here in question. IV. The pretended seizure by the Collector or his subagents, is not proved. The paper referred to by Maçon, of the 7th, or rather without a date, but which he says, was handed to him on the 7th March, has no bearing upon a seizure which is pretended to have been made on the 8th. And even as to that Jordan speaks from notes in the Office, as to a seizure made or mentioned as having been made by another person: this is no evidence. V. The Collector, if he ever made a seizure, was bound by 10th and 11th Vict., c. 31, § 51, 52 and 58, to have the goods and articles condemned upon information, in a Court of Justice. VI. In the absence, total absence of evidence as to the day of scizure, there is no legal way to determine the commencement, running and end of the 30 days, within which Appellants could claim these goods and articles. VII. Appellants are to be judged for this present case; therefore, it is neither right, nor legal, to draw from circumstances foreign to the present issue, inferences prejudicial to their interest in the case now under consideration. VIII. There is no evidence whatever of fraud, or of the remotest intention of committing any, on the part of the Appellants, nor of violating the law. The evidence as to Jacques, Tracy & Co., being authorized to make entries by appraisement, cannot be divided; it must be taken as given and we have no right to twist that evidence into one of a general authorization to make, on the part of the Appellants, entries of any and whatever description. There was an obvious reason for making such entries by appraisement. The oil in question, was an experiment which no known value had, as yet, been set upon, so that in the present, as in former cases, where Mr. Bell had made such appraisements, it was quite natural that the same course should be followed.

MEREDITH, J. (For the majority of the Court.): Appellants in the month of January, 1859, purchased 19 barrels and four casks of Albertine Oil at 90 cents per gallon from the New Brunswick Oil Company. The sellers, who carry on the business at St. John, New Brunswick, sent to Appellants an invoice in which the oil was charged at its true price, but they, at they same time, sent another invoice to Jacques, Tracy & Co., of this city, in which the 23 packages of oil intended for Plaintiffs, together with 62 other packages, were charged at 70 cents par gallon, instead of at the true price 90 cents per gallon, and, upon this false invoice, the whole of the 85 packages were entered at the Custom House by Jacques, Tracey & Co. Our law declares in effect "that if, in any invoice or "entry, any goods shall have been undervalued for the purpose of avoiding the payment of the duty, or of any part of

"the duty " ed, or in " included e. 1., § 18. certain, ar a maxim that which his deliber by the un the custon the duty: purpose, is able doubt considered entering t Appellants forfeiture. and wir. four differ ed at the C the four er did Appel the invoice showing th of the rate these occas refunded t which they Thus far, to the in were noti the 29th . Jacques, T payment of in the emp the arrival at the offi Tracy & C the way f enter the he might it as form mention th after the s by Jacques obtained fi

of it, which

estion, gents, th. or o him is preo that made this is e, was) have , in a f evideterdays, rticles. thereeumscial to VIII. est ints, nor rey & , canive no orizaiv and makas an upon, ll had

llants, d four by New busi-an inthey, acy & ed for ged at ts per pack bice or pur-

same

"the duty, on such goods" all the packages and goods includ-"ed, or intended to be included, or which ought to have been " included, in such invoice or entry shall be forfeited." 12 Vic., c. I., § 18., C. S. C., p. 228. In this case the undervaluation is certain, and indeed is not denied, and it is equally certain, as a maxim of law, that every person must be taken to intend that which is the immediate and necessary consequence of his deliberate acts. In this case the only object to be attained by the undervaluation of the oil, in the invoice, and entry, at the customs, was the "avoiding of the payment of a part of the duty;" and that the oil, was so undervalued, for that purpose, is, it seems to me, beyond the possibility of reasonable doubt. According to this view of the case, the point to be considered by us is, as to whether Jacques, Tracy & Co., in entering the oil did so with the knowledge and consent of Appellants, so as to make the oil belonging to them subject to forfeiture. Appellants in the course of the preceding autumn and wir. , had imported oil from the same manufactory at four different times. On all those occasions, the oil was entered at the Custom house by Jacques, Tracy & Co.; in each of the four entries, the oil was undervalued; and in no instance did Appellants place in the hand of Jacques, Tracy & Co., the invoice which Appellants had in their own possession showing the true cost of the oil. That Appellant were aware of the rate at which their oil had been entered for duty on these occasions is beyond doubt; for they are proved to have refunded to Jacques, Tracy & Co., the amount of the duties which they had paid at undervalution as already mentioned. Thus far, as regards the previous acts of the parties. As to the importation in question, we find that Appellants were notified of the shipment of the oil by a letter dated the 29th January, 1859, from the manufacturers, in which Jacques, Tracy & Co. are alluded to in connection with the payment of the duties. W. H. Clare, (at that time a bookkeeper in the employ of the Appellants) says: "A few days before the arrival of the oil in question in this cause, some one called at the office of Plaintiffs, I thing Craig, a clerk of Jacques, Tracy & Co. who informed me that a parcel of oil was on the way for Plaintiffs and others, and asked if he should enter the oil with that for the other parties. I told him he might do so; of course meaning that he should enter it as formerly, by appraisement. I did not in any way mention this interview to Plaintiffs or any of them until after the seizurc." On the arrival of the oil it was entered by Jacques, Tracy & Co. who in the usual course of business obtained from the custom house the order for the delivery of it, which they gave to Appellants; and the latter, having orders on hand for part of the oil, at once sent for and obtained nine barrels of it, and afterwards refunded to Jacques, Trace & Co. the amount which they had paid as duty on the oil, at the undervaluation, aiready mentioned of 20 cents per gallon. Appellants thus, in the most unequivocal manner, adopted the act of Jacques, Tracy & Co. and if there were no other evidence in the record than that to which I have alluded I think it would have been sufficient to have justified the court in holding that Jacques, Tracy & Co. in entering the oil at the custom house did so with the knowledge and consent of Appellants. In addition to this however we have the statement of Alfred Savage, one of Respondents, who, in answer to the question," were you aware of the lot of oil purchased by you " having been entered by Jacques, Tracy & Co." has answered " we were not aware that it had even arrived, and did not know " of its having been entered until the order for delivery was " brought into our office;" he however adds this very important statement "but some time ago we were notified by Jacques, "Tracy & Co. of its being on the way; when we consented to " their acting as agents and entering at the custom house as " formerly." It is, therefore, plain that the oil in question was entered at the custom house by Jacques, Tracy & Co. with the knowledge and consent of Appellants; that when it was so entered it was undervalued in order to avoid a payment of part of the duties, and that Appellants were aware it was to be so undervalued. As to the last point there cannot, I think, be any doubt when it is recollected that the previous importations had been undervalued by Jacques, Tracy & Co. as agents for the Appellants, and that, they being aware of this, consented, with respect to the oil in question, that the same Jacques, Tracy & Co. should act as their agents, and enter the oil at the customs as formerly. The explanation of Appellants as to the undervaluation of the oil is that they understood from Jacques, Tracy & Co. that they had come to an arrangement with the customs to enter the oil by appraisement. The answer to this explanation is, that according to provisions of our law, which Appel lants either knew, or were bound to know, the entry of the oil by appraisement under the circumstances of this case, was impossible. The law expressly declares what shall be the value of goods as regards the payment of duty; and requires that with the entry there shall be produced an invoice of the goods attested under oath. (1) In the present ease, a genuine invoice of the goods had been sent to Appellants, and was in their possession at the time the entry was made; and if that invoice had been produced, as it ought to have been, no officer of the

customs, c to be ma There is that the & Co. any wards wei E. Jacque: of Decemi invoice m the clerk same oil a half its va to produce done, but Jacques si were awar thorities o Co. dated they say " " not shak " price at August, tl " have wa " duty on " the opin " for duty " manufac " say that " ment car statements considered of an inv facturers | might be " believe " defraud " were." b case, becau that it sh was made by a spuri As I view

lants are

viously be

(1) For the shall never 1 the invoice a

^{(1) 12} Viet., ch. 1, § 66, 12 Viet., ch. 1, § 7 et 8; C. S. C., p. 223.

htained , Tracy e oil, at gallon. ted the her ev-I think court in at the of Apıtement to the by you iswered ot know ery was 'impor-Jacques, ented to ouse as ion was with the is so enof part to be so , be any ons had for the ed, with Tracy & stoms as rvaluaracy & customs xplana-1 Appel y of the tse, Was ie value es that e goods invoice n their invoice

of the

customs, even if so disposed, could have caused a valid entry to be made by appraisement, under the invoice value. (1) There is not however any ground whatever for supposing that the custom house authorities ever gave Jacques, Tracy & Co. any reason to believe that the casks of oil which afterwards were seized could be entered by appraisement. George E. Jacques, in his deposition, says: that, on or about the 10th of December, 1858, our clerk was informed that in future an invoice must be produced. It appears from the statement of the clerk that an attempt had been made to enter a lot of the same oil at 40 cents per gallon, that being a little more than half its value, and that he was then told that he would have to produce not merely an invoice, for that had already been done, but a "correct invoice." This must have occurred, not as Jacques says in December, but, in August, or at least his firm were aware in August of the views of the custom house authorities on this subject; for in the letter of Jacques, Tracy & Co. dated the 28th of August, and written to the manufacturers they say " we called on the collector this morning, but could "not shake his purpose in exacting the duty at the selling price at your works." And in their letter of the 31st of August, they say " since we had this pleasure on the 25th we " have waited on the commissioner of customs, relative to the " duty on your Albertine, and regret to say that he sustains " the opinion of our collector, and that the oil must be entered " for duty at the selling price at the works, and not at the " manufacturing costs, both the commissioner and the collector " say that the law is so plain on this point that the govern-"ment cannot vary from it." And, yet, notwithstanding these statements, Georges E. Jacques, in his deposition, has said he considered the demand of the custom house for the production of an invoice a "matter of form," and although the manufacturers had sent forward false invoices in order that the oil might be undervalued at the custom house, he has sworn "1 "believe that the oil company had no intention whatever to " defraud 'the revenue, but were acting in good faith as we " were." It is needless, however, to dwell upon this part of the case, because the entry itself shows that there was no consent that it should be made by appraisement. On the contrary it was made by invoice: not however by the true invoice, but by a spurious one forwarded by the sellers for that purpose. As I view the case, the important facts against the Appellants are 1st. that they, knowing that the same oil had previously been undervalued for them by Jacques, Tracy and

⁽¹⁾ For the law expressly declares "that the value of any goods for duty, shall never be appraised at less than the value for duty as it would appear by the invoice and bill of entry, C. S. C., p. 226, chap. 17, sec. 33, clause 4.

Co., at the Customs, empowered that firm to enter the oil in question, in the way they had previously done with respect to the other oil. 2dly. That although they empowered Jacques Tracey and Co., to make the entry in question, they withheld from them the genuine invoice, that being the only paper by means of which a right entry could have been made. And 3dly, after the entry was made they adopted the act of their Agents, took a part of the goods entered, and refunded the amount paid as duty according to the undervaluation. Under these circumstances, it seems to me that Appellants are bound by the entry of their Agents in the same way as if it had been made by themselves in person. I do not wish to be understood as saying that Appellants are proved to be morally guilty of having committed a fraud against the revenue laws. They may have understood, as Savage says they did, that their Agents had come to an arrangement with the Customs to enter the Oil by appraisement. And they may have supposed that, in this case, such an arrangement could have been made. If they entertained such an opinion they were under an error of law; but an error of law cannot relieve them from the consequences of the act of their agent which they authorized and ratified. Appellants knew all the material facts; those facts upon the face of them disclosed what was fraud in a legal point of view; and for the consequences of that fraud, in law, they must to the extent of the judgment of the Court below be held liable. I do not fail to bear in mind that it is contended the entry is null not having been made by the "owner," "consignee" or importer or an attorney duly authrized. With respect to this pretension it may be observed that by the invoice sent to Jacques. Tracy and Co., by the shippers, and upon which the goods in question were entered at the Custom House, Jacques Tracy and Co., appeared to be the consignees at Montreal, of the goods. The leading of that invoice is as follows: "85 packages Albertine Oil shipped by the New Brunswick Oil Works Co., on board the schooner Pearl for Portland consigned to Rhynas, Starr and Co., to be forwarded by Grand Trunk Railway Company to Jacques, Tracy and Co., for account and subject to order of shippers." Under this invoice, upon the face of which Jacques, Tracy and Co., appeared to be the consignees, at Montreal, of the goods, the entry in question was made at the Custom House, with the knowledge and consent of Appellants; who therefore cannot now be allowed to say that Jacques, Tracy and Co. were not the consignees of the goods. A judgment maintaining the doctrine contended for by Appellants would be, in effect, an invitation to frauds upon the revenue laws. In any case where a fraud was

intended other per ter, and the franc treat the but if the on the C null, not porter, o case unti House A part of th ev and C the goods was made pellants t no author Co. to ma business, whose bu case, the power of fore the entry of . dervaluat it had no pretensio if they w out by th what pric seizure, b letter bea about for turers of " Our hoi means of obliged to not disap made to t not be in of entries larity in null. The advantag exception turned u

zure and

oil in respect acques withıly pamade. the act l, and undere that in the son. I ıts are fraud as Saarranement. nn ard such 1 error he act ellants ${f f}$ them nd for he ex-. I do s null mpors preo Jaeh the reques eal, of : "85 k Oil con-Frand or acvoice, ed to ry in rledge be alconsieon-

on to

d was

intended, the owner, consignee or importer, would cause some other person to appear to be the owner, consignee, or importer, and as such, to enter the goods at the Custom House. If the fraud were not discovered, the real owner would of course treat the entry as good and would take the goods under it; but if the fraud were found out, the owner would turn round on the Custom House officers, and say, that the entry was null, not having been made by the owner, consignee, or importer, or a person thereto duly authorized. In the present case until the undervaluation was discovered at the Custom House Appellants were willing to act upon, and did, by taking part of the goods, act upon the entry made by Jacques Tra cy and Co.; and it was only after the seizure of a part of the goods that the pretension was advanced that the entry was made by an unauthorized person. It is in vain for Appellants to say that Craig by whom the entry was made, had no authority from them. They authorized Jacques, Tracy and Co. to make the entry. Such entries, in the usual course of business, are made by the Custom House Clerk of the party whose business it is to make the entry; and in the present case, the Clerk Craig, who made the entry, held a regular power of attorney from Jacques, Tracy and Co.; and therefore the entry made by Craig is, as to its legal effects, the entry of Appellants. It has also been contended that the undervaluation of the oil cannot be considered fraudulent as it had not any fixed value at the place of shipment. But this pretension, which it was incumbent upon Appellants to prove if they wished to derive any advantage from it is not borne out by the evidence. On the contrary, we know exactly at what prices several lots of the same oil had, previously to the scizure, been sold to appellants, and we also know that by a letter bearing date the fourteenth October, 1858, that being about four months before the entry in question, the manufacturers of the oil had written to Jacques, Tracy and Co. saying. "Our home orders and the demand from abroad exceed our means of supply near 3000 gallons, and we are reluctanly obliged to turn away orders for new services that we may not disappoint our older friends." Some objections were also made to the form of the entry, but, in my opinion, they cannot be maintained, the provisions of the statute as to the form of cutries are directory; and I am not aware of any irregularity in the entry which would justify us in treating it as null. The Appellants themselves have acted upon it, and taken advantage of it, and cannot now be allowed to question it by exception as to form. A great part of the argument before as turned upon the question respecting the legality of the seizure and sale of the oil claimed. Upon that part of the case, I

do not deem it necessary to express my opinion: because, for the reasons already explained, it seems to me to be plain, that the oil in question was undervalued in the invoice and entry " for the purpose of avoiding payment of part of the duties" payable thereon; that in consequence of such undervaluation the oil became forfeited under the positive provisions of our law; and that, after the forfeiture, the Appellants ceased to have such an interest in the oil as to enable them to dispute the legality of the sale by the Custom House authorities. For these reasons I am of opinion that the judgment of the Court below ought to be confirmed. Judgment of Court below confirmed. (7 J., p. 169.)

STRACHAN BETHUNE, for Appellants.

HENRY STUART, Counsel.

F. P. Pominville, for Respondent.

VERBAL LEASE.—USE AND OCCUPATION.—PLEADINGS.

COURT OF QUEEN'S BENCH, Montreal, June, 1863.

In Appeal from the Superior Court, District of Montreal.

Coram Avlwin, J., Duval, J., Meredith, J., Mondelet, J., Monk J.

Josephte Viger, (Plaintiff in the Court below), Appellant, and Joseph Beliveau, (Defendant in the Court below), Respondent.

Held: 1st. That in an action for rent where the lessee by his plea or otherwise admits the existence of a verbal lease, and occupation, the lessor may prove by witnesses the value and duration of the occupa-

2nd. In an action taken out under the Lessor's and Lessee's Act, where a portion of the demand is for rent payable for a house and another portion is for rent payable for moveables, the demand for rent is maintainable under this act as an accessory.

3rd. That the lessee, by one of his pleas, having admitted that he had to pay £180 of rent, and assessments, the Court, which maintains the demand of the lessor for £250 of rent, will not also allow him for the assessments which are only admitted or proved by such plea; in a word, the Court will not divide the admission in the plea.

4th. That the Defendant having admitted by one of his pleas, the existence of a verbal lease, the admission of this plea will be taken against him, although the Defendant have also pleaded the general issne.

The Plaintiff's declaration alleged: "Que par bail, recu à Montréal, devant Papineau et son confrère, notaires, le dix

trois ann Une ma et autres bornée e héritiers Feli.c La présenta: fendeur d auxquelle durée du somme d chaque n mois : que le Défend misses du cataire, a améliorat grande qu nier pron deux cen pour la m le loyer d deur anna quartiers cent cinq d'août et | la valeur et dépenda vent, appa de mille p dù à la De tres, pour à la Dema tion spéci les cotisati payer; qu \$348.75. I Défendeur voir dire e le loyer per tions, le ha fendeur tie que le Déf du jugeme manderess TOM

février

Ulrie Bo

e, for that ntry sies ntion four d to spute For Court con-

1863.

al.

т, Ј.,

llant, dow),

olea or m, the cupa-'s Act.

l anocent is rat he ntains

im for

s, in a s, the taken eneral

egu à Edix février 1858, la Demanderesse, agissant par son procureur, Ulrie Boudreau, loun au Défendeur pour le terme et espace de trois années, à compter du premier mai alors prochain, savoir : Une maison à deux étages en pierre, avec allonge, une cour et autres bâtisses en dépendant, située en la Cité de Montréal, bornée en front par la rue Saint-Vincent, derrière par les héritiers de feu Joseph Roy, d'un côté au nord-ouest par Felix Larocque, et d'autre côté par Séraphino Giraldi ou représentants; que ce bail fut ainsi fait à la charge par le Défendeur de payer toutes les cotisations et les taxes municipales auxquelles la propriété pourrait être assujettic pendant la durée du bail, et, en outre, pour et moyennant le prix et somme de cent cinquante livres, cours actuel, de loyer par chaque année, payable par quartiers de trois mois en trois mois; que le bail est expiré le premier de mai 1861, mais que le Défendeur a continué d'occuper et occupe encore les prémisses du consentement de la Demanderesse et comme son locataire, mais que la Demanderesse, ayant fait des dépenses et améliorations considérables sur la maison, et l'ayant garnied'une grande quantité de meubles pour l'usage du Défendeur, ce dernier promit lui payer, pour l'année courante, la somme de deux cent cinquante louis courant, cent quatre-vingt louis, pour la maison et dépendances, et soixante-et-dix louis pour le loyer des meubles, et de plus les cotisations; que le Défendeur aurait, de fait, payé à la Demanderesse les deux premiers quartiers de loyer pour l'année courante, sur le pied de deux cent cinquante louis, savoir, le quartier échu le premier d'août et le quartier échu le premier novembre dernier; que la valeur annuelle de l'occupation de la maison sus-désignée et dépendances, avec les meubles et autres objets qui s'y trouvent, appartenant à la Demanderesse est d'au moins la somme de mille piastres; que, le premier février courant, il est devenu dù à la Demanderesse une somme de deux cent cinquante piastres, pour un quartier du loyer, laquelle somme est encore due à la Demonderesse, avec, en outre, trente piastres, pour cotisation spéciale imposée sur la maison en 1860, et \$68.75 pour les cotisations de l'année 1861, que le Défendeur a négligé de payer; que les trois dernières sommes forment ensemble \$348.75. A ces causes, la Demanderesse conclut à ce que le Défendeur soit assigné à comparaître devant cette cour, pour voir dire et déclarer que, faute par le Défendeur d'avoir payé le loyer pendant les trois derniers mois et suivant leurs conventions, le bail ou convention verbule, en certu de laquelle le Défendeur tient et occupe les prémisses soit rescindé et annulé, et que le Défendeur soit condamné, sous quarante-huit heures du jugement à intervenir, de rendre et de remettre à la Demanderesse les dites prémisses avec tous les meubles et objets TOME XII.

lui appartenant, sinon et à défaut par lui de le faire sous tel délai, qu'il en soit expulsé sous l'autorité de cette cour en la manière ordinaire et ses meubles mis sur le carreau; conclut, en outre, la Demanderesse à ce qu'il émane un bref de saisiegagerie pour saisir et arrêter, par voie de Saisie Gagerie, tous les meubles et effets mobiliers appartenant au Défendeur et qui se trouveront dans la m ison et dépendances pour satisfaction du loyer; que le Défendeur soit condamné à lui payer la somme de \$348.75, avec intérêt et les dépens; que la Saisie-Gagerie soit déclarée bonne et valable, et qu'il soit ordonné que les meubles effets ainsi saisis seront vendus, en la manière ordinaire, pour sur le produit de la vente d'iceux être la Demanderesse payée de la dite créance, en capital, intérêts et dépens." L'intimée rencontra la poursuite de l'Appelante; 1º par une Défense au fonds en droit, 2º par deux exceptions péremptoires. La défense en droit ne fut formée que contre cette partie de la demande qui a trait au loyer de \$250, et à la cotisation de \$68.75, prétendus dus en vertu d'une certaine convention verbale ou d'un contrat de lounge. A l'appui de cette défense, l'Intimé soutenait que les conditions essentielles au contrat de louage n'étaient pas énoncées dans la déclaration; par exemple, qu'il n'y avait aucun allégué de la durée du bail verbal, ni de termes ou quartiers de paiement; qu'an contraire, il apparaissait sur la face même de l'action que le loyer était payable par année, et qu'en conséquence, l'Appelante était mal fondée à répéter aucun loyer de l'Intimé avant l'expiration de l'année. Les parties furent entendues sur ce plaidoyer préliminaire, qui fut renvoyé sans frais; l'Intimé résume ainsi les allégués de ses deux exceptions; que la convention qui cut lieu entre l'Appelante, agissant par son procureur, Ulric Boudreau et lui, n'est pas telle que relatée dans la déclaration; qu'il fut convenu, en effet, dans le courant de janvier, 1861, que le bail serait de cinq ans à compter du mois de mai, 1861, à raison de £180, par année, pour la maison et dépendances réparées, et de plus en payant les taxes et cotisations; que quant aux meubles qui furent plus tard apportés dans l'Hôtel Richelieu par M. Boudreau. l'Intimé ne les recut qu'à la condition qu'il ne paierait pas plus de loyer pour la première année, savoir : £180, et ce, en considération des dommages qu'il avait soufferts pendant trois mois, lorsque l'Appelante faisait réparer l'Hôtel; mais que. pour les quatre dernières années, il lui paierait £70 de plus. savoir: £180, pour la maison et £70 pour les meubles; ce qui fut accepté par le procureur de l'Appelante. Puis, attendu que l'Intimé au temps où l'action en expulsion fut prise contre lui, devait une balance de loyer, d'après la convention, telle que plus haut relatée par lui, il offrit quarante prastres, ba

lance de eusembl trente p frais en somme c othrit av The Con followin; cune pro cotatae a dépenda: sions de allégués seulemer tions ver plus, que demande

présente

Mondi

jugé de c thelot) po l'allégué simpleme aller en c n'est fait termes di pour loye cune preu tue l'usag aucun rap dans le ca tement di qui a rapp elle même meubles n fondé sur (sur les co que dans l ment ques est pas de laquelle or cette actio comme les il est hors nement de Demander faites avec \mathbf{s} tel en la clut, usieerie, éfenpour à lui ue la t oren la : être térris inte ; tions ontre \$250, d'une ge. A ondincées allérs de ne de onsérer de nt ensans xcep. agistelle effet, qans nnée, ıyant urent reau, t pas ee, en trois que, plus. ee qui

tendu

contre

, telle

es, ba

lance de loyer due le premier février dernier sur la propriété, ensemble avec la cotisation due de \$68.75, la taxe spéciale de trente piastres, prétendue due sur l'année 1860 et 1861, et les frais encourus jusqu'au temps de l'offre, se montant à la somme de £10,7,2, en tout la somme de \$180.19, que l'Intimé offrit avec ses exceptions. L'Appelante refusa cette offre. The Court below, (Berthelot, J., April 1st. 1862), rendered the following judgment: "La Cour, considérant qu'il n'y a aueune preuve de bail verbal invoqué par la Demanderesse comme ayant en lieu entr'elle et le Défendeur de la maison et dépendances, désignées en la déclaration, et que les conclusions de la déclaration pour expulsion ne reposent pas sur des allégués d'occupation suivant la loi à cet égard, mais bien sculement sur des allégués de conventions de buil ou conventions verbales, qui n'ont pas été prouvées; et considérant, de plus, que la demande pour loyers ne pent réussir, sans que la demande en expulsion soit suivie d'un jugement, a débouté la presente action." From this judgment Plaintiff appealed.

Mondelet, J.: Je n'ai pas l'ombre de doute quant au bien jugé de cette cause, en Cour de première instance, (Juge Berthelot) pour la raison toute simple, que l'action est fondée sur l'allégué d'un bail verbal, et non sur l'usage et occupation simplement. L'allégué qui, en bonne procédure, ne pouvait aller en compagnie du bail, comme moyen distinct d'action, n'est fait qu'incidemment. Outre cela, il ne pouvait, aux termes du statut des locateurs et locataires, y avoir jugement pour loyers, qu'autant qu'il y a un bail. Or, ici, il n'y a aucune preuve de buil. D'ailleurs, la section de l'acte qui substitue l'usage et occupation comme présomption d'un bail, n'a aueun rapport aux meubles, et n'a rapport aux propriétés que dans le cas où il y a occupation, avec la permission ou consentement du propriétaire sans bail, c'est une disposition de la loi qui a rapport aux héritages seulement. Et cette section, pûtelle même, par une interprétation forcée, être appliquée aux meubles meublants, comment pourrait-on soutenir un jugement fondé sur des conclusions pour obtenir que le bail soit annulé (sur les conclusions à cet égard, dans la cause actuelle), puisque dans le cas de simple usage et occupation, il n'est aucunement question d'un bail. Il est bon de remarquer, qu'il n'en est pas de ces actions, comme d'une action d'assumpsit, dans laquelle on introduit *par tolérance* toutes sortes de chefs. Ici, cette action doit être pour une chose ou pour une autre. Or, comme les conclusions, sont exclusivement fondées sur un Bail. il est hors de question, que la cour accorde ce qui n'est aucunement demandé, et ce à quoi il est bien évident que la Demanderesse elle-même ne songeait pas. Quant aux offres faites avec les Exceptions elles ont été refusées. Elles ne lient pas le Défendeur, et la cour nurait violé tous les principes, si elle eût donné à ces offres, une portée et un effet qu'elles ne peuvent avoir. Et en basant un jugement sur ces offres et rendant ce jugement sur un allégué glissé comme par accident et sans portée dans le corps de la déclaration sans conclusions y ayant truit, la cour eût rendu un jugement depassant les allégués de la déclaration, un jugement nul par conséquent, et qui eût donné lieu à la requête civile, sans qu'il fût besoin d'un appel à cette cour pour casser ce jugement. J'adopte donc, sans hésiter, le jugement de la Cour de première Instance dont le motivé aussi concluant en logique qu'en loi, et en saine procédure, ne laisse rien à y redire. J'opine donc

pour la confirmation du jugement dont est appel.

MEREDITH, J.: The Defendant in the court below, now the Respondent, occupied the establishment in the city of Montréal, known as the hôtel Richelieu, as the tenant of Appellant for some years before the first of May, 1861. About that time, Plaintiff made extensive improvements in the hôtel, and put furniture into it of considerable value; in consequence of which, according to the allegations of Plaintiff's declaration, it was agreed, between the parties, that Defendant should pay £250, as rent for the year beginning on the first of May, 1861: that is to say, £180, for the house and dependencies, and £70 for the furniture used in furnishing the establishment: the assessments to be payable by the lessee. The Plaintiff, by his declaration, further alleged that the enjoyment of the premises and furniture was actually worth £250, per annum; that Defendant had paid Plaintiff, for the enjoyment of the premises, at that rate, for the quarters due on the first of August and the first Nov., 1861: but that he had failed to pay the rent for the quarter due on the first day of Feb., 1862; and Plaintiff, in consequence, concluded (his suit being under the lessors' and lessees act) for the rescision of the lease, for the ejectment of Defendant, and for a condemnation for the rent and costs. The Defendant pleaded that Plaintiff had verbally leased the premises to him for five years, at the rate of £180 per annum and the assessments; that, for the reasons mentioned in the plea, he was not to pay anything for the use of the furniture for the first year: but that, for each of the following years, he was to pay for the use of the hotel and furniture at the rate of £250 per annum, and Defendant tendered, as the balance of rent due by him, \$40; and, on account of assessments and a special tax for 1860, \$98.79; and for costs, £10 7s. 2d., in all \$180.19. In the course of the enquête Defendant gave an admission in the following words: "Le Défendeur admet, pour éviter des frais, (mais sans préjudice à ses défenses et objections à la preuve de la valeur et de l'occupation), que la

valeur an meubles c cinquante la maison did not, is admission for, by th dismissed my learne ment thus tained. Bo under a v admitted. parties di that Plain by parol unnecessa which we rities cited Pare, vol. " a afferm " faire la " conventi " avoue sa "qu'il a j " prouvero " la valeur tions faci seeking to has no oth speaks of occupation p. 177: " tonjours te défère le annuel du Tel est l'us des estimat vol. 9, p. 3 Code Civil contestatio commencé, en sera ern on le voit, dernier v d demander 1

pertise rest

æs, si es ne res et ident isions it les nt, et esoin dopte Insloi, et done w the tréal, at for time. 1 put chich, t was £250, : that 70 for SSCSSdechtes and ndant t that e first r the riff, in s' and ent of costs. ed the nmmin the niture rs, he e rate lance s and 2d., in ve an dmet,

ses et

me la

valeur annuelle de la maison désignée en la déclaration et des meubles de la Demanderesse qui s'y trouvent est de deux cent cinquante louis courant, savoir, cent quatre-vingt livres pour la maison, et soixante-dix pour les meubles." Plaintiff, however, did not, in the court below, derive any advantage from the admission so given, nor from Defendant's tender of \$180.19; for, by the judgment complained of, the action of Plaintiff was dismissed, with costs. All the judges now present, excepting my learned brother Mondelet, are of opinion that the judgment thus rendered by the Superior Court cannot be maintained. Both parties admitted that Defendant held the premises under a verbal lease from Plaintiff: the occupation was also admitted: and, under these circumstances, we think as the parties differed as to the rate of rent payable by Defendant, that Plaintiff had a right to prove the value of the occupation by parol evidence, and, in this case, evidence was rendered unnecessary by the admissions already adverted to. This view, which we think reasonable, is fully borne out by the authorities cited by the learned counsel for Appellant. Poulain du Parc, vol. 9, p. 298, puts the following case: "Un propriétaire "a affermé verbalement son héritage, et il est hors d'état de " faire la preuve par témoins de la somme à laquelle porte la "convention parce qu'elle excède 100 livres. Si le fermier "avoue sa jouissance, et si la contestation est sur le temps " qu'il a joni et sur le prix de chaque année; des témoins " prouveront le nombre d'années et des experts en règleront " la valeur." Monteuel, in his valuable little treatise, instructions faciles sur les conventions, after saying that a party seeking to enforce a verbal lease not followed by occupation, has no other resource than the oath of his antagonist, then speaks of the case when the verbal lease has been followed by occupation; and with reference to that case, the author says, p. 177: "Quand le locataire a occupé l'appartement, il est toujours tenu de payer le loyer du temps qu'il l'a occupé. L'on défère le serment au propriétaire: il en est ern sur le prix annuel du loyer, à moins qu'il n'y cût une manvaise foi visible. Tel est l'usage de Paris. Il serait injuste d'obliger les parties à des estimations toujours dispendieuses et peu fidèles." Toullier, vol. 9, p. 39, No. 32, after giving the article No. 1716, of the Code Civil which is in the following words: "Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal, dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera ern sur son serment," adds: " Ces dispositions, comme on le voit, sont en tout conformes à l'usage de Paris, mais le dernier y déroge, en ajoutant : "Si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il

and that

the esta

was use

lant, res

Defenda

the rate

the year

to pay t

the valu

is true t that the

sion is : Defenda

annum,

mission

pay £18

mission,

£250 pe

word we

and as to brace the

ndd thnt

judges n

the judg

was as fe

ration al

1861, un and enje

declarati

for the

tween t

part of 1

period, a although

cupied b

Respond

pavable

for the

pellant, i

the verb

mises, fr

tifth day

use and furniture

ing that,

lease, an

the tena

a déclaré." (1) These authorities, we think justify us in affording the Plaintiff (now the Appellant), relief from the judgment complained of; and indeed it seems to me contrary to the general principles of our law, in a case such as the present, where Plaintiff claims rent from her tenant at £250 per annum and where the tenant actually tenders rent at the rate of £180, with costs, for the court to say to Plaintiff, "you shall not have even the rent and costs tendered, and, on the contrary, your action shall be dismissed, with costs." Some objections were urged against the form of the declaration, in so far as it relates to the value of the use and occupation of the premises in question, but those objections are not, I think, well founded. The allegation in the declaration as to the value of the use and occupation is as follows: "Que la valeur annuelle de l'occupation de la maison sus-désignée et dépendances avec les meubles et autres objets qui s'y trouvent appartenant à la Demanderesse est d'au moins la dite somme de \$1,000; "and this allegation it appears to me is quite sufficient. It has also been contended that, in a declaration alleging a verbal lease, a count for use and occupation cannot be inserted; but it does not seem to me that a count alleging a verbal lease, and a count for use and occupation are inconsistent with each other. If A. B. has held a house, worth £50 per annum, belonging to C. D., under a verbal lease from him, for n period of a year, C. D., after a count alleging the verbal lease, might, with truth, aver that A. B., had had the use and enjoyment of a house, belonging to him, with his consent and permission, for a period of one year, and that the use and occupation of the said premises for the said period was reasonably worth £50. C. D., if he had occasion to sue A. B., in the case supposed, might feel doubtful of his being able to prove the verbal lease; and, under such circumstances, a count for use and occupation would plainly be necessary for the protection of his interests against an unjust defence. The general practice has certainly been to add a count for use and occupation to the count alleging a verbal lease. No authorities have been cited, nor so far as I know have any reasons been urged in support of the opinion opposed to the practicato which I have adverted; and, for my part I cannot discover any grounds that justify us in disturbit on the part of Respondent it was also contended, that, least, the acom ought to be dismissed as to that part of the rent payable on account of the moveables. We however think, that the premises leased must be regarded as an hotel part y furnished.

⁽¹⁾ The other authorities cited by Appellant are Locré, 14, vol. pp. 279, 409, 423; Duvergier, 3 vol., No. 267, p. 239; Dalloz, Jur. du Royaume, vol. 9, verb. louage, p. 903 et seq.

fordudgv to sent, e ante of shall rary, tions ar as prewell adue denr penvent mme quite ition annot inga usis-) per ı, for erbat and tand l octsoni the rove t for 19,0ieral eeulities been to 08.02 rt of . 40

(* ())) preshed.

279, , vol. and that the furniture may be considered as an accessory of the establishment for which it was purchased and in which it was used. Our judgment will therefore be in favour of Appellant, rescinding 'the verbal lease, ordering the ejectment of Defendant, and condemning him to pay a quarters rent at the rate £250 per annum, and also the special tax of \$30 for the year 1860, tendered; but we do not condemn Defendant to pay the assessments for 1861, because the admission as to the value of the occupation does not cover the assessment. It is true that Defendant, by his pleadings and tender, admits that the assessments were payable by him: but this admission is accompanied by a statement that the rent payable by Defendants for the year 1862, was not the sum of £250 per annum, which we allow, but £180 per annum only. The admission of Defendant, in his plea, therefore, is that he had to pay £180 per annum, and assessments, and, under that admission, we cannot, after allowing Plaintiff at the rate of £250 per annum for rent, also allow the assessments. In a word we cannot divide the admission contained in the plea; and as to the admission given at the enquête it does not embrace the assessments. It is satisfactory to me to be able to add that Mr. Justice Daval, who heard this case with the judges now present, agrees with the majority of the court in the judgment now being rendered. The judgment in appeal was as follows: "Seeing that Appellant, in and by her deelaration alleged that Respondent, from the first day of May, 1861, until the twenty-fifth day of February, 1862, occupied and enjoyed the premises mentioned and described in the declaration, together with certain articles of furniture used for the furnishing of the premises under a verbal lease between the parties. Seeing that it is also contended, on the part of Respondent, that he occupied the premises for the said period, under a verbal lease from Appellant. Seeing that, although both the parties admit that the premises were so occupied by Respondent under a verbal lease from Appellant to Respondent, yet, that they differ as to the amount of rent payable by Respondent to Appellant, under said verbal lease, for the use and enjoyment of the premises. Seeing that Appellant, in her said declaration, after reciting the making of the verbal lease, and the occupation by Respondent of the premises, from the first day of May, 1861, until the said twentyfifth day of February, 1862, doth allege that the value of the use and occupation of said premises, including the articles of furniture was worth at least £250 per annum. And, considering that, as both the parties admit the existence of a verbal lease, and the enjoyment of the premises by Respondent as the tenant of Appellant, under such verbal lease, but differ as

to the rate of rent payable under such verbal lease, Appellant had a right to prove by parol evidence the value of the use and occupation of the premises including the articles of furniture. And seeing that both the parties have expressly admitted that the premises including the furniture are of the annual value of two hundred and fifty pounds; and considering that, on the first day of February, 1862, the sum of two hundred and fifty dollars became due to Appellant by Respondent, as the rent for the premises, including the article of furniture, from the first day of November, 1861, until the first day of February, 1862, and that Appellant had a right to recover that sum in and by her action, and to cause Respondent to be ejected from the house and premises in the manner prayed in and by the declaration of Appellant; and, therefore, that in the judgment of the Court below dismissing the action and demand of Appellant there is error; doth, in consequence, reverse the judgment rendered by the Superior Court, on the first day of April, 1862, and proceeding to render the judgment which the Court below ought to have rendered in the premises, doth rescind and set aside the verbal lease from Appellant to Respondent, and doth condemn Joseph Beliveau, within three days from the service upon him of a copy of the present judgment, to deliver up to Appellant the said premises, with the said articles of furniture, and that, in default of Beliveau so doing, within the said period of three days, it is further ordered and adjudged that Beliveau be ejected from the premises in due course of law, and that the furniture and effects of Beliveau in and upon the said premises be placed in the public street at his own risk, mis sur le carreau; and the attachment made of the furniture and effects of Beliveau is hereby declared good and valid; and Beliveau is also hereby adjudged and condemned to pay to Appellant the sum of two hundred and fifty dollars, and also thirty dollars, being the assessments on the premises for the year 1860, which Respondent hath acknowledged to be due by him, and which he had tendered to Appellant, which two sums of money form together \$280; and the court doth also condemn Respondent to pay to Appellants interest on the said sum of two hundred and eighty dollars, from the twentyeighth day of February, 1862, date of the service of process in this cause until paid; and the goods and chattels of Beliveau, seized and attached under the writ of saisie gagerie, are hereby ordered to be sold in due course of law, in order that, from the proceeds of the sale thereof, Appellant may be paid the said sum of two hundred and eighty dollars, with interest and costs. (7 J., p. 199.)

Dorion and Dorion, for Appellant. GIROUARD, for Respondent.

In Appea

Coram A

Ariel K Lev ponc

Held: Ti elock in the law. (1)

This wa

dictrict of of Defend Defendan service up the write and eight " practice " between " the afte on the 17 the clock true copic personally return wa upon the in the n court belo 1862. "T " in conse

Dorman Canada, se (de jour e service, ar during eer provisions directory de nullité affect the

(1) V. art.

RULES OF PRACTICE.—SERVICE OF SUMMONS.

COURT OF QUEEN'S BENCH, Montreal, 1st June, 1863.

IN APPEAL FROM THE SUPERIOR COURT, DISTRICT OF BEDFORD.

Coram Aylwin, Duval, Meredith, Mondelet and Berthelor, Justices

ARIEL KINNEY, (Plaintiff in the court below,) Appellant, and LEVI A. PERKINS, (Defendant in the court below,) Respondent.

Held: That service of a writ of summons made before eight of the clock in the morning is bad, the 18th rule of practice having force of law. (1)

This was an appeal from a judgment of the Superior Court, dictrict of Bedford, which maintained an exception à la forme of Defendant, and dismissed the action of Plaintiff with costs. Defendant, by his exception, alleged that there was no legal service upon him of Plaintiff's action: that the only service of the writ and declaration was made between the hours of seven and eight o'clock in the forenoon," whereas, by the rule of "practice of the Superior Court, service could only be made "between the hours of eight in the forenoon, and seven in "the afternoon." It appeared, by the bailliff's return, that, on the 17th August, 1861, between the hours of 7 and 8 of the clock in the forenoon, he served Defendant by leaving true copies of the summons and declaration with Defendant personally, at his domicile. The correctness of the bailliff's return was not disputed, Defendant resting his ease wholly upon the fact that the service was made before 8 o'clock in the morning. The following was the judgment of the court below, rendered by McCorp, J., on the 18th February, 1862. "The court doth maintain the exception, and, doth, " in consequence, dismiss the action of Plaintiff."

Dorman, for Appellant, contended that, by the law of Lower Canada, service of process made between sunrise and sunset the jour et avant le coucher du soleil,) was a good and valid service, and the rule of practice, in its application to services during certain seasons of the year, was a departure from the provisions of the common law; that the rule of practice was directory only; that its observance was not enjoined à peine de nullité, and that non-conformity with its provisions did not affect the service in question with absolute nullity. The motive

two Resle of the

lant

use fur-

ssly

der-

nt to ponnner

fore, etion enee, the

udgi the irom Beliof a

llant and riod venu that

said mis ture and

y to also the due two

also the ntyss in

enu, eby rom said

and

⁽I) V. art. 29 C. P. C.

which led to the establishment of the rule, was undoubtedly to protect Defendant from service or other disturbance at an unreasenable hour. In this case, this reason is wanting, for the service was personal; it was made more than two hours after sun rise, and it was so made upon a farmer, who, as appears by the evidence, was, at the time of the service "about "his ordinary business, and made no objection to it."

Doherty, for Respondent: It was contended by Appellant, that the judges, in forming this rule of practice, transcended their authority, and it was assumed that the hours of service were regulated by positive law; i. e. that the maxim sol occasus suprema tempestas esto, was the law of Canada, and that the rule of practice was therefore a nullity. It was not true, that the maxim of the roman law, in regard to service, was ever the rule in Canada, nor even in France. Le Camus, Denizart, 2 vol. p. 453 vbo assignation. Previous to the framing of our present rules of practice, which came into force on the 17th December, 1850, the decisions of the tribunals of Lower Canada varied, the practice in the different districts being different, as appeared by contradictory decisions on this point. As late as November, 1850, we see this want of uniformity made manifest in the Superior Court, Quebec, in the case of Robinson vs. McCorneick, (1). This decision was rendered immediately previous to the promulgation of the present rules of practice. The legislature, seeing the uncertainty of practice, and for the express purpose of securing uniformity, as set forth in the preambule to the enactment, by the 12 Vie. cap. 38, sec. 100, authorized any six judges of the Superior Courts to make Rules, &c., in pursuance of which enactment, the present Rules of Practice were made, That, in France, as well as in our own country, service of process was not regulated by absolute law, but by a rule of practice, which rule varied in different jurisdictions. But, by the 20th Vict., cap. 44, sec. 88, it was expressly enacted, as if to remove all doubts on the subject, that the rules of practice, then in force should remain in force until otherwise ordered by competent authority; thus adding the authority of the legislature to the order of the judges in establishing the rules, in obedience to which the action was dismissed as aforesaid. See Lower Canada consolidated statutes, cap. 83, sec. 148, subsection 5. The argument which attacked the validity of the rule of practice in question, if maintained, would virtually

invalida matter o beyond t costs; tl tice orda number else it w impleadd would be rule of p should fi of pract rights of would ha all perso those the formably tainty w within th time and else no r curtail tl manner i clusion, s Appellan be made, perseded authority our coun istration by Respo directed 1 ture: in: and the j formity : Hon. Jud law or rn ment, His scribed fo

AyLWI by the S uing an ea action of by his ex him of Pl declaration o'clock in

⁽¹⁾ La loi des Douze Tables Sol occasus suprema tempestas esto n'est pas en force en cette province, et l'assignation faite à six henres du soir, dans le mois de novembre, après le concher du soleil est légale. (Robinson vs. McCormick, C. S. Québec, 1850, BOWEN, juge en chef, BACQUET, et DUVAL, juges. 1 D. T. B. C., p. 27.)

ıt an g, for ours io, as bout llant. nded rvice t oc-, and s not evice, mus, ming n the ower being point. mity tse of dered esent ity of mity, ie 12 Supemactit, in s was etice, 20th o reletice, dered f the rules,

ædly

esaid. 148, ity of ually

pas en le mois crmick, D. T. invalidate every rule in the whole category. Thus, it was a matter of law, that a Defendant, if sued by a person residing beyond the limits of the Province, was entitled to security for cests; this then was a matter of right, yet the rule of practice ordained that the right must be chained within a certain number of days from the appearance of the party claiming it, else it would be held to be waived. Again, if a party were impleaded before a Court not having jurisdiction, by law he would be entitled to fyle a plea to the jurisdiction; yet the rule of practice prescribed that he could not do so unless he should first have made a deposit of a sum of money. All rules of practice necessarily abridge to some extent the absolute rights of suitors; but it is a necessary restraint, else there would have been no rule but arbitrary discretion. Although all persons might sue, and might serve writs of process on those they pursued, yet, they must have come into Court conformably to the rules of Court Order, regularity, and certainty were the objects to be attained, and it was clearly within the power of the Court to frame rules to regulate the time and manner in which suitors might assert their claims, else no rule would be of any force; for every rule tended to curtail the exercise of some legal right and to regulate the manner in which it might be exercised. Respondent, in conclusion, submitted, that the maxim sol occasus &c., upon which Appellant relied, defined no time within which service should be made, and that as a rule of procedure, it was wholly superseded by our own rules of practice, made by competent authority, and with reference to the actual jurisprudence of our country, and the means necessary to facilitate the administration of justice in our own Courts. These rules, relied upon by Respondent, had been carefully made by our judges, as directed by law, and deliberately sanctioned by the Legislature: in fact made the law of procedure as above remarked and the judgment appealed from, had been rendered in conformity with these rules so and and sanctioned. Had the Hon. Judge then erred in rendering judgment! If so, what law or rule of law had he violated ! In rendering the judgment, His Honor was bound by the rules authoritatively prescribed for his guidance.

AyLWIN, J.: This is an appeal from a judgment rendered by the Superior Court, in the District of Bedford, maintaining an exception à la forme of Defendant, and dismissing the action of the Plaintiff now Appellant with costs. Respondent by his exception says, that there was no legal service upon him of Plaintiff's action, that the only service of the writ and declaration was made between the hours of seven and eight oclock in the forenoon, whereas "by the Rule of practice of

the Superior Court, service could only be made between the hours of eight in the forenoon and seven in the afternoon." It appears by the Bailiff's return, that, on the 17th day of August, 1861, between the hours of seven and eight of the clock in the forenoon, he served Defendant by leaving true copies of the Summons and declaration with Defendant personally at his domicile. The correctness of the Bailiff's return is not disputed: Respondent resting his ease wholly upon the fact that the service was made before eight o'clock in the morning. The judgment contains no considérants, and Respondent, in support of his exception, rests solely upon the rule of practice of the Superior Court, which is in the following terms; it is chapter 4 No 18: "That every service of process and other " service on any party to a suit be made between the hours of "eight in the forenoon and the hour of seven in the after-" noon." But it is not enacted à peine de nullité. The rule is then directory merely and is not imperative or mandatory. To give it such a stringent application as to dismiss an action appears to me to be contrary to every rule of law. The 10th section of the 2nd chapter of the rules of practice, it is true, contains the following provision—"that every wilful breach of an order or rule of practice of this Court (for which no fine or other specific punishment is provided in the body of such rule or order,) shall be considered a contempt of Court and punished accordingly:"-but such punishment would hardly be dreamed of for such an offence as the service of a Bailiff, half an hour too soon before the 8 o'clock of the rule which substitutes the old Roman sol occasus. If it be necessary to enforce the rule in question, the 11
m th section of the 2
m nd chapter would be sufficient (which immediately follows the contempt of court rule): it enacts — "that in computation of time no fractions of a day be allowed, nor shall any Sunday or binding holiday (fête d'obligation) be reckoned, unless otherwise provided for by law." At the utmost, the service should have been held to be reckoned on the 18th of August, 1861, instead of the 17th; but then the service would have been sufficient. as the return day, was as late as Monday the 2nd September. fully in time. If it be necessary to mark the rule as to the hour of 8, though I conceive it to be wholly unnecessary. seeing that the service was before the hour, the Bailiff may have been muleted in the cost of the service; but the dismissal of the suit I confess to be a hardship not justified by any law that I can understand. I am apprehensive that the enforcement of the rules of practice under similar circumstances would be dangerous in the extreme, as manifestly there is a large number of eases, in which rules far more important are to be found, in which they are not observed and no atte of. I an attempt vance, a reverse

BERT
la Cour
torité d
e. 44, s.
Bas-Car
signifiea
huit her
constate
Défende
forme q
le faire
ou 6 he
grands i
git de se

Le jug reconnai commen a violé l dure est la cour o Je suis faisions pratique nous nou et 7 J., 1 Abbot

M. Do

no attempt at dismissal of all action has been made or thought of. I am therefore of opinion, that such a rule which has been attempted would be more just in the breach that the observance, and that the judgment of the Court below should be reversed.

BERTHELOT, J.: La règle n° 18 des règles promulguées par la Cour Supérieure ou six des juges la composant, sous l'autorité de la loi 12 V., c. 38 s. 100 et sanctionnées par la 20 V., c. 44, s. 88, rapportée au ch. 83 des statuts refondus pour le Bas-Canada, sous-seet. 5 de la s. 148, du ch. 83, exige que la signification de toute assignation d'une partie soit faite entre huit heures du matin et sept heures de l'après-midi. Le retour constate que la signification a cu lieu avant 8 heures, et le Défendeur en a fait le sujet d'une exception péremptoire à la forme qui a été maintenue par la cour. Si l'Huissier pouvait le faire avant 8 heures, il pouvait aussi bien le faire avant 5 ou 6 heures du matin, ce qui pourruit être sujet à de bien grands inconvénients. Mais ce n'est pas là la question. Il s'agit de savoir si la règle de pratique doit être observée ou non.

Le jugement de la Cour Supérieure a eu pour effet de la reconnaître et de lui donner exécution. Je ne vois pas trop comment une cour d'appel pourrait déclarer que ce jugement a violé la loi. Car la règle de pratique en matière de procédure est la loi, lorsque les règles de pratique promulguées par la cour ont été sanctionnées et approuvées par la législature. Je suis d'avis que ce jugement doit être confirmé. Si nous faisions autrement, nous jetterions un trouble infini dans la pratique et les cours de tous les districts. Et où pourrionsnous nous arrêter ! Judgment affirmed. (13 D. T. B. C., p. 302

et 7 J., p. 207.)

the

." lt

Au-

loek

pies ally

not

fact

ning.

t, in

oracs ; it

ther

rsof

fter-

le is

tory.

etion

10th

true,

cach

fine

such

and irdly

ailiff,

hich

ry to

ipter

empt

ie no

bindwise have stead ient, ther, the anv, nav misanv itornces e is porand ABBOTT and DORMAN, for Appellants.
M. DOHERTY, for Respondent.

BILLET.—CAUTIONNEMENT.—NOVATION.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal 18 février, 1863.

Coram Monk, J. A.

Massue vs. Crebassa.

Jugé: 10. Que le délai accordé au faiseur du billet, par le porteur d'icelui, à l'insu de l'endosseur qui l'a payé longtemps après son échéance et après l'octroi du délai, ne peut pas être opposé à ce dernier sur son action en recouvrement du montant de ce billet.

20. Que ce délai n'a pas l'effet de libérer l'endosseur. (1)

30. Que cet endosseur n'est pas tenu d'offrir avec son action au Défendeur les billets subséquents livrés au porteur comme billets d'accommodement on de simple délai, (2)

Le Demandeur réclamait, par son action, la somme de \$500 00 montant d'un billet souscrit par le Défendeur en sa faveur, le 4 avril, 1861, et \$2.05, coût du protêt, et intérêts. Le Défendeur plaida: "Qu'il est bien vrai qu'il a consenti le billet et que le billet a été protesté faute de paiement à son échéance : mais que le Demandeur, à l'exécution aussi bien qu'à l'échéance du billet, n'en était pas et n'en a pas été depuis le vrai et seul porteur et propriétaire pour valeur et de bonne foi, et que le Défendeur n'a jamais promis d'en payer le montant : " Que, lors de l'échéance du billet, et depuis son exécution, à savoir : le huit de juillet 1861, Alexis Mousseau, était le propriétaire du billet et qu'en effet, il a été protesté à la demande et réquisition de Mousseau, et que, là et alors, le Demandeur était et a toujours été partie au billet comme premier endosseur; "Que le billet est demeuré en la possession de Moussean, jusqu'au vingt-troisième jour de juin dernier, jour auquel le Demandeur en eut la livraison et remise, mais sans avoir donné aucune valeur, et de mauvaise foi, et dans le seul but de prêter son nom à Mousseau; "Que ce transport et cette livraison du billet faits après son échéance n'a pas l'effet d'enlever au Défendeur tous les droits et moyens qu'il aurait pu opposer contre Mousseau, mais qu'au contraire le Demandeur est sujet et soumis aux mêmes objections, vices, défenses et exceptions que le Défendeur pourrait opposer, si Mousseau était réellement le Demandeur; "Que le sept d'octobre dernier, le Défendeur n'ayant pu rencontrer le billet à son échéance, et ne pouvant même le payer à l'époque en dernier lieu mentionnée, renouvela le billet par un autre billet en date de Montréal, sept octobre, 1861, pour le même montant payable

à trois n fendeur, par lui dû et pn rencontr date de au même Défende ee derni ne pouv alors, av nouvela, treal, th "Three at the of five hun Crebassa voir la s remis et nier; Qi les susdi treize m avec lui le Dema attendra plus par mai derr le billet longtemp d'août de sion tous ceux en remettre sion: Qu cette act été instit deur, qui dans tou offrir au donnés e Que, de ensemble rairemen mission s deur rép

a été ren

bonne fo

⁽¹⁾ V. act. 1961 C. C.

⁽²⁾ V. art, 1171 C. C.

orteur échéer sur u Dé--d'ace de en sa s. Le billet ince: énnee seul ne le Que, voir: taire t réétait seur: sseau, tel le donit de vrailever oppor est t exétait er, le

ee, et

men-

te de

mble

5:3.

à trois mois de cette date, également à l'ordre propre du Défendeur, au bureau de la Banque du Peuple, signé et endossé par lui et remis à Mousseau ; Que ce dernier billet devint dû et payable le dix junvier dernier, et ne pouvant encore le rencontrer, le Défendeur le renouvela par un autre billet en date de cette dernière époque, pour le même montant, payable nu même lieu, à quatre mois de date, signé et endossé par le Défendeur et remis à Mousseau; que le treize de mai dernier, ce dernier billet devint dû, et que, là et alors, le Défendeur ne pouvant également en payer le montant, convint, là et alors, avec Mousseau de le renouveler, et effectivement le renouvela, là et alors, par un autre billet portant date Montreal, thirteenth May, 1862 concu dans les termes suivants: "Three months after date, I promise to pay to my own order, at the office of La Banque du Peuple, in Montreul, the sum of five hundred dollars, for value received," signé, "John George Crebassa" et endossé également, "John George Crebassa" savoir la signature et endossement du Défendeur, et qui fut remis et livré par lettre à Mousseau, le quatorze de mai dernier : Que le Défendeur signa, endossa et livra à Mousseau les susdits billets et plus particulièrement le billet daté du treize mai dernier, sous l'expresse condition et stipulation avec lui que ce serait en renouvellement du billet sur lequel le Demandeur a appuyé sa présente action, et que Mousseau attendrait l'échéance des billets donnés en renouvellement. plus particulièrement, l'échéance du billet en date du treize mai dernier, ce à quoi Mousseau consentit et aquiesça: Que le billet en date du treize de mai dernier, devint dû et payable longtemps après l'institution de cette action, à savoir : le seize d'août dernier; que Mousseau a toujours retenu en sa possession tous les billets du Défendeur, tant le billet originaire que ceux en renouvellement, et qu'il a toujours refusé de les lui remettre, et qu'il les retient aujourd'hui encore en sa possession: Qu'ainsi il y a eu novation du premier billet sur lequel cette action est basée, lequel était éteint au temps où elle a été instituée et l'est encore, et que partant l'action du Demandeur, qui est aux droits de Monsseau, est mal fondée, et que, dans tous les cas, le Demandeur était tenu de remettre et offrir au Défendeur, avec sa présente action, les autres billets donnés en renouvellement ou à l'occasion du premier billet; Que, de plus, le Défendeur a payé le coût du protêt du billet ensemble avec la somme de cent piastres que Mousseau a usurairement imputé sur les intérêts, et retenu à titre de commission sur les billets donnés en renouvellement. Le Demandeur répondit : "que le billet qui fait la base de cette action, a été remis et livré au Demandeur, pour valeur reçue, et de bonne foi ; que le Demandeur a été obligé et forcé, comme

endosseur du billet, pour se soustruire aux poursuites et à des frais, de payer le montant du billet à Mousseau, et, partant, le Demandeur est ainsi devenu le porteur et créancier bond fide du billet que le Demandeur n'avait endossé que pour favoriser le Défendeur et pour son accommodation; que le Demandeur n'a jamais eu aucune connaissance d'aucun renouvellement de tel billet par le Défendeur avec Mousseau, car s'il l'eût su, il aurait inévitablement pris avantage de toute novation qui aurait pu intervenir alors, avant que de payer le billet, sur lequel il était endosseur; que toutes les transactions qui ont pu avoir lieu entre le dit Défendeur et Mousseau: ne sont jamais parvenues à la connaissance du Demandeur, qui, menacé par Mousseau d'être poursuivi pour le montant du billet sur lequel il était endosseur, a été forcé de le payer: que c'est lui, le Défendeur qui est en faute, en ne se faisant pas remettre le dit billet qui fait la base de cette action, lorsqu'il a renouvelé le billet comme il le prétend; que, de fait, le Défendeur n'a jamais renouvelé le billet, et Mousseau n'a jamais voulu le renouveler, pour par lui pouvoir toujours conserver l'endossement du Demandeur, et que toutes autres transactions que le Défendeur a pu faire avec Mousseau, par billets on autrement, ont été des transactions distinctes et séparées du billet qui fait la base de cette action, et tous deniers que le Défendeur a pu payer à Mousseau, soit en capital ou intérêts, n'ont jamnis été payés à compte ou en déduction du billet qui fait la base de cette action, et dont le Demandeur est le créancier, pour valable considération, et est le porteur de bonne foi. M. GIROUARD, pour le Défendeur, sontenuit ce qui suit: "Plusieurs questions sont soulevées par les défenses du Défendeur. D'abord, le bislet qui fait la base de la présente poursuite a-t-il été renouvelé par des billets, subséquents à l'échéance du billet originaire, avec Mousseau qui en était alors le porteur. Il est bien admis que Mousseau, avant de recevoir le paiement du Demandeur, a accepté des billets à l'occasion du premier, et qu'il les retient encore; il est aussi admis que le dernier de ces billets subséquents à été signé et livré le 13 mai 1862, payable à trois mois, c'est-à-dire, environ deux mois après l'institution de cette action, et que le Demandeur n'a retiré et payé le billet originaire de Mousseau que le 21 juin, 1862, mais le Demandeur s'efforce de démontrer que tous ces billets subséquents n'étaient que des billets d'accommodement et non des renouvellements avec Mousseau. Il est bien vrai que la déposition de ce dernier n'est pas concluante en faveur du Défendeur, parce que, après avoir formellement déclaré qu'en prenant les billets subséquents," il entendait s'être engagé à renouveler les billets et à donner au Défendeur le délai qui y était mentionné," il ajoute, dans les transques-

tions, qu' but de co cependan du billet dernier c renouvell lettres de billets su à Crebuss " que je r " conditic " mois d'a intérêts q mai, 1862 est de mê Mousseau semble qu cette letti tenant, qu ce mot co veler ou Défendeu billet orig tome 5, pa " de billet billets a " l'obligat " par le s " remplace Voir aussi Demander originaire billets sub tible avec encore Ma " en passa " tireur, a" qu'on pu " de casse " ses droit " noration " change ; " ancune e " novation

titre, et e

" titre ces

qu'il n'y a TOM tions, qu'il ne les avait pas pris en renouvellement, dans le

à des tant, bonû pour ue le moui, on tonte 'er le nsacsean: deur. itant iyer: isant lorsfait, 1 nh conutres , par t séniers ıl ou ո ժո ideur rtenr it ee PHSCS préients était it de ets à uussi ié et riron nanie le que com-1 est ante

nent

dait

leur

Hes-

but de conserver l'endossement de Massue. Mousseau savait cependant aussi bien que le délai accordé par lui an faiseur du billet sans le consentement de l'endosseur déchargenit ce dernier comme le renouvellement. "D'ailleurs, la preuve du renouvellement du premier billet se trouve dans plusieurs lettres de Mousseau à Crebassa. A propos du dernier des billets subséquents, celui du 13 mai, 1862, Mousseau écrivait à Crebassa: "En réponse à la vôtre du sept, je vous informe " que je renouvellerai encore votre billet pour 3 mois, avec la " condition que vous en paierez au moins la moitié dans le " mois d'août; veuillez me renvoyer le billet à temps avec les intérêts qui sont de \$25." Or, non-seulement ce billet du 17 mai, 1862, a été pris par Mousseau à ces conditions, mais il en est de même des autres. Tous ont été pris aux mêmes termes; Monsseau l'avoue formellement et ne l'a pas nié ensuite. Il semble que le renouvellement, qui est le mot consacré dans cette lettre, est prouvé de la manière la plus formelle. Maintenant, quel est l'effet de cette convention. On doit donner à ce mot comme aux autres le sens ordinaire et général. Renouveler ou innover implique de suite l'idée de novation, et le Défendeur sontient que le renouvellement emporte novation du billet originaire, "L'acceptation," dit Massé, Droit commercial, tome 5, page 274, No. 295, où la question est discutée au long, " de billets donnés en renouvellement ou en remplacement de billets antérieurs non payés à l'échéance opère novation de "l'obligation : la créance qui résultait des billets est éteinte " par le seul fait de l'annulation de ces billets, et se trouve "remplacée par celle dont les nouveaux billets sont le titre." Voir aussi Chitty, on Bills, ed. 1849, page 181. Mais dit le Demandeur, Mousseau a toujours gardé par devers lui le billet originaire ! Oui, il l'a gardé, comme il a aussi retenu tous les billets subséquents; mais il n'y a rien dans ce fait d'incompatible avec l'effet du renouvellement "Dans tous les eas," dit encore Massé, page 287, No. 306, "de ee que le porteur, tout "en passant le montant de la lettre de change au débit du " tireur, aurait gardé l'effet par devers lui, je ne crois pas " qu'on puisse en conclure, ainsi que l'a fait un arrêt de la cour de cassation du 27 Novembre, 1827, qu'il a conservé tous " ses droits contre le tiré ou les endosseurs, et qu'aucune " novation n'ait éteint les droits résultant de la lettre de "change; la possession de l'effet par le porteur n'implique " aucune contradiction avec les conventions qui en opérant la "novation de l'obligation primitive, en auraient annulé le titre, et qui auraient par suite libéré les co-obligés, à qui ce "titre cessait d'être opposable." "Mais en supposant même qu'il n'y a pas en de novation, le Défendeur doit avoir le béné-TOME XII.

fice du délai, que, le 13 Mai, 1862, Mousseau, alors porteur lui accorda, en acceptant son billet à trois mois pour le même montant. Enfin, le Défendeur sontient encore que, quand bien même, il n'y aurait pas eu de novation, le Demandeur aurait dû offrir par son action tous les billets subséquents retems par Mousseau surtout, celui du 13 mai, qui n'était pas encore echu. "In an action," dit Chitty, on Bills, page 176, "for the " original demand, if it appear in evidence that a negociable " bill or note was given, the Plaintiff cannot recover without " producing the instrument, or proving that it is in pro-"cession or controlled, or proving that it was destroyed." La raison que donne Lord Ellenborough de cette règle est "that, as the note, for anything that appeared in evidence "was in existence it might be still in circulation so that "the Defendant might be subjected twice to the payment " of the same demand; without therefore proving the "note destroyed, the Plaintiff was not entitled to recover." Chitty on bills, ed. 1849, page 176, note (*). Mais, répond le Demandeur, comment puis-je produire ces billets subséquents, et être aussi responsable du délai accordé au Défendeur par Mousseau avant de l'avoir payé, puisque je ne savais rien des transactions qui ont pu avoir lieu entre eux. A cela, le Défendeur prétend d'abord que le Demandeur connaissait une partie suffisante de ces transactions, et cela de la bouche même de Mousseau. A ce sujet, voici ce que Massue avoue, dans sa déposition, en parlant d'une entrevue qu'ils ont eue à propos de ce billet originaire, en novembre, 1861 : " J'ai offert à Monsseau de lui payer le billet " qui avait été protesté. D'abord, Monsseau m'a dit, c'est bien. " je vais recevoir l'argent ou prendre votre propre billet en " paiement; ensuite, Mousseau me dit: J'ai accordé débai à " Crebassa, jusqu'au premier janvier 1862; attendez jusque-la. " vous avez une chance à courir que Crebassa paie le billet, " c'est-à-dire, le billet poursuivi." Puis, lui étant demandé si Mousseau ne lui avait pas raconté comment il avait accorde " ce délai à Crebassa, il répond : " Monsseau ne m'a pas donne " aucune connaissance des affaires qu'il avait avec Crebassa " excepté qu'il m'a dit que Crebassa lui arait donné son bille: " payable au mois de jaurier, mais que Monsseau conservait " toujours le billet protesté et poursuivi en cette cause comme " garantie." Admettons même que le Demandeur n'a jamais et connaissance des transactions du Défendeur avec Mousseau. le Défendeur soutient, comme dernière proposition légale, que. même dans ce cas, il peut lui opposer le délai qui lui a été accordé, le défaut de production des bille's subséquents et généralement toutes les exceptions et défenses qu'il aurait pu invoquer, s'il eut à répondre à l'action de Mousseau lui-

Massue 1 cette enu 1862, et ассониво conséquei nelle visdu portet temps uti étaient é était nul françaises commun. " or party " calfed **u** " self, not " lawful l " any lacl " been lac " un ind " revive ! " recover § 423, " 1 a worse " L'endoss " qui rem " Cette di " velle po " L'endoss " cédant, c " qu'il le " possède Commerci Commerce prétendit d ent conmi deur et Ma deur le me lui comme demniser 1 de cet enc deur ne p d'un endos poursuites billet prote rien ne fa gularités (

méine. 1

n lui nême bien urnit tenus ncore or the riable Hont Dioyed." le est denec that rment g the over. épond sublé au risque r lieu e Deansac-, voici d'une ire, ch billet t bien. let en lélai à me-là. billet, ndé si ecorde donné bassa, bille ervali omme ais eu sseau, , que. a été nts et aurait

n lui-

même. Il faut, en effet, remarquer que le paiement opéré par Massue n'a eu lieu qu'après l'échéance du billet poursuivi en cette eause, et même après la livraison du billet du 13 mai, 1862, et l'octroi du délai : que Massue n'était qu'endosseur par accommodement et simple caution solitaire de Crebassa. En conséquence, Crebassa n'avait aucune responsabilité personnelle vis-à-vis de Massue que comme le subrogé dans les droits du porteur Mousseau, par le paiement qu'il lui aurait fait en temps utile du billet; et, évidemment, si les droits du porteur étaient éteints ou suspendus lors de paiement, tel paiement était nul et sans effet. Toutes les autorités, tant anglaises que françaises, paraissent d'accord sur ce point, d'ailleurs de droit commun. "So," dit Chitty, on Bills, page 391, "an endorser " or party who transferred a bill or note returned to him, and " called upon to take it up, should also perfectly assure him-" self, not only that the party applying for payment is the "lawful holder of the bill, but also that there have not been "any laches, by such order or other party, for if there have "been laches and prior parties have been thereby discharged, " an indorser, by unnevessarily paying the bill, will not "revive the liability of the prior parties, or be enabled to "recover from them." "for," dit Story, on Bills, page 552, § 423, " he has no right, by such payment, to place them in " a worse situation than they would otherwise have been." "L'endosseur," dit Persil, de la lettre de change, page 330, " qui rembourse le porteur a les mêmes droits que ce dernier. "Cette disposition s'explique tout naturellement par la nou-"velle position que lui crée l'opération du remboursement. "L'endosseur tient alors la place du porteur à l'égard de son " cédant, de tous les endosseurs antérieurs et du tireur ; puis-"qu'il le remplace, il a tous les mêmes droits, mais il n'en "possède pas de plus grands." Voir aussi Pardessus, Droit Commercial, vol. 1er, page 421; Locré, Esprit du code de Commerce, page 518, art. 164. LAFRENAYE, pour le Demandeur, prétendit que la preuve ne faisait pas voir que le Demandeur cût connaissance des transactions intervenues entre le Défendeur et Mousseau, il devait nécessairement recouvrer du Défendeur le montant du billet qu'il avait été forcé de payer pour lui comme son endosseur. Que le Défendeur était tenu d'indemniser le Demandeur de toutes les conséquences pécuniaires de cet endossement, et que les autorités citées par le Défendeur ne pouvaient recevoir aucune application dans le cas d'un endosseur qui avait été obligé pour se soustraire aux poursuites du porteur, de payer lui-même le montant d'un billet protesté; que, d'après les circonstances de cette cause, rien ne faisait voir que Mousseau eût commis des irrégularités (laches) telles qu'elles fussent de nature à rejaillir

sur les droits du Demandeur comme endosseur qui avait payé de bonne foi et dans la vue de protéger son crédit et d'éviter des trais inutiles; que le Défendeur, par ses lettres, avait reconnu la validité de la réclamation du Demandeur et n'avait jamais prétendu avoir obtenu aucun délai pour le paiement du

billet endossé pour le Demandeur.

"La cour considérant que le Défendeur n'a pas établi, par une preuve légale et suffisante, que le billet donné par le Défendeur à Alexis Monsseau du sept octobre 1861, on les billets subséquents ont été donnés en renouvellement du billet qui fait la base de la présente poursuite, en date du 4 avril 1861, et échu le huit juillet de la même année. Considérant qu'il n'est pas prouvé, par une preuve légale et suffisante, que le billet donné par le Défendeur à Mousseau, porteur et propriétaire du billet qui forme la base de la présente action, ou les billets subséquents, a ou ont opéré aucune novation, paiement ou extinction du billet qui forme la base de la présente action, mais, vu qu'il est prouvé, au contraire, que les dits billets ont été donnés pour la commodité et pour l'accommodation du Défendeur, et accordèrent seulement un délai pour le paiement du montant du billet en date du quatre avril 1861, devenu dû et payable le 8 juillet 1861, et qui forme la base de la présente action. Considérant que toutes les transactions relatées dans l'exception du Défendeur sont intervenues entre le Défendeur et Mousseau à l'insu du Demandeur, et que Mousseau a toujours été et a continué d'être porteur et propriétaire du billet dn 4 avril 1861, et ce, jusqu'au paiement du billet en dernier lieu mentionné par le Demandeur. Considérant que le délai accordé au Défendeur par Mousseau et les billets pris et regus par lui pour l'accommodation du Défendeur n'ont nullement changé ou innové le billet qui forme la base de la présente poursnite ou libéré ou déchargé le Demandeur du billet du quatre avril 1861, donné et endossé par icelui. Considérant que le paiement du billet du quatre avril 1861, par le Demandeur, comme endosseur, sur icelui billet, est et était un paiement légal auquel le Demandeur était tenu et obligé en droit, comme tel endosseur. Considérant que, vis-à-vis de l'un et de l'autre, comme faiseur et endosseur sur le billet du quatre avril 1861, le Défendeur était, et est le débiteur principal, et qu'il ne lui est pas loisible de faire valoir une défense telle que produite en cette cause, et, pour réussir, il lui aurait fallut prouver qu'il avait précédemment payé le billet, ou que le billet a été formellement et légalement renouvelé, ou que novation en était intervenue entre lui et Mousseau, ce que le Défendeur a entièrement failli d'établir par une preuve légale et suffisante, a débouté et déboute la dite exception produite par le Défendeur, et, procédant à juger sur le mérite de cette

action e gués ess payer a cinq cen en date forme la

LAFRI

Massce

Jugé: 1
payer n'es
2º Que
biens dans
s'il veut se
refondus 1

Le Dé mobilière ment de Fi. Fa de shérif du

(1) L'ord ment de la de payer ét de le faire à ment et la s sont relatif de payer, i saisie et ma mais suffira ' Qu'en ma donné en m ment ou arri ment fait au autrement à

(2) La se personne co n'a pas de l trict dans l district, un jugerment a telle person tels biens n action et demande, et vu que le Demandeur a prouvé les allégués essentiels de sa déclaration, condamne le Défendeur à payer au Demandeur la somme de cinq cent deux dollars et cinq centins, la somme de cinq cent piastres, montant du billet en date du quatre avril 1861, échu le huit juillet 1861, et qui forme la base de la présente action." (7 J., p. 211.)

LAFRENAYE et ARMSTRONG, avocats du Demandeur. GIROUARD, avocat du Défendeur.

EXECUTION CONTRE LES MEUBLES.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 25 juin 1863.

Coram SMITH, juge.

Massue vs. Crebassa, et Crebassa, Opposant.

payé

viter

it re-

avait

it du

Dé-

illets i fait II, et

st pas lonné

billet ubsé-

ctineis, vu

-donefen-

nt du

dû et

sente

dans

adeur v tou-

 \mathbf{hillet}

ernier

délai

ris et

n'ont de la

ur du

Con-

par le

ait un

gé en

e l'un

et du

prin-Hense

turait u que

u que

me le

égale

duite

cette

Jugé: 1º Que, sur une saisie-exécution, aucun commandement de payer n'est nécessaire. (1)

2º Que le débiteur exécuté est tenu d'alléguer et prouver qu'il a des biens dans les limites du district où le jugement a été rendu contre lui, s'il vent se prévaloir des dispositions de la 40e sec. du ch. 83 des statuts refondus pour le Bas-Canada. (2)

Le Défendeur, dans son opposition afin d'annuler la saisie mobilière faite en cette cause, prétendait qu'aucun commandement de payer ne lui avait été fait en vertu du writ, alias Fi. Fa de Bonis émané contre ses biens meubles, et adressé au shérif du district de Richelieu, dans les limites duquel district

(1) L'ordonnance de François Ier, du mois d'août 1539, enregistrée au parlement de laris le 6 septembre, constate qu'avant sa passation, le commandement de payer était pratiqué avant de faire une saisie, et cette ordonnance prescrit de le faire à personne ou à domicile, et elle exige trois jours entre le commandement et la saisie-exécution. Voici les articles 74 et 95 de cette ordonnance qui sont relatifs à ce sujet. (74) " Qu'en tontes exécutions, où il ya commandement de payer, ne sera besoin pour la validité de l'exploit des criées, on antre, saisie et main mise de personnes ou de biens, faire perquisition de biens meubles, nais suffira du diet commandement dâment fait à personne ou a domicile." (95) "Qu'en matière d'exécution d'arrêt ou jugement passé en force de chose jugée, donné en matière possessoire ou pétitoire, si le tout est liquidé par le dit jugement ou arrêt; qu'en ce cas dans trois jours précisément, après le commandement fait au condamné, il sera tenu obêir au contenu du dit jugement on arrêt, autrement à fante de ce faire, sera condamné en soixante livres parisis d'amende

(2) La sec. 40 du ch. 83 des S. R. B. C., se lisait comme suit : "Lorsqu'une personne contre laquelle un jugement a été rendu dans la Conr Supérieure, n'a pas de biens meubles ou immeubles suffisants pour y satisfaire dans le district dans lequel tel jugement a été rendu, mais qu'elle en a dans un autre district, un bref d'exécution pourra être décerné par la cour dans laquelle tel jugement a été ainsi rendu, adressé au shérif de tel autre district dans lequel telle personne a ainsi des biens meubles ou immeubles, pour saisir et vendre tels biens meubles ou immeubles, lequel shérif le mettra à exécution, en fera

le Défendeur réside. Le jugement fimil avait été rendu à Montréal, dans le district de Montréal, et un writ de Bonis et de Terris, ayant été préalablement émané, fut rapporté par le shérif du district de Montréal qui déclara que le Défendeur ne possédait aucuns biens meubles ou immeubles dans les limites du district de Montréal. De plus, le Défendeur prétendait, par son opposition, que ses biens auraient dû être discutés dans le district de Montréal : mais il n'en indiquait aucun. Il prétendait encore que le writ d'alias fieri facias de Bonis était nul, vu que, par la sec. 1, du ch. 85 des statuts refondus du Bas-Canada, tout writ d'exécution émané de la Cour Supérieure

envers nous, ou plus grande selon la qualité des parties, grandeur des matières, et longueur du temps ; et en grosse réparation envers la partie, à l'avbitration des juges, selon les qualités que dessus." L'ordonnance de 1667 qui a établi les formalités nécessaires pour la saisie ne parle unllement de commandement. Voici ee que dit Jousse, dans ses commentaires sur l'art. 3 du tit. 32 de cette ordonnance de 1667, vol. 2, p. 289 : " Ontre ces formalités, il fant encore que la saisie et exécution soit précédée d'un commandement à peine de milité. (Ordonnance de 1539, art. 74, Papon en ses arrêts, liv. 18, tit. 5, n° 25.) Ce commandement doit être fait au domicile du débiteur, et il ne suffit pas de le faire à sa personne s'il est hors de sa maison, parce qu'il n'est pas obligé de porter de l'argent sur lui. (Voyez le Grand sur la Contame de Troie, art. 122, tit. 7, n° 25, part. 2, p. 130.) Quelques personnes pensent que pour qu'une saisie soit valable, il faut que le commandement ait précedé de 24 heures cette saisie : mais ce sentiment n'est fondé sur aucune autorité: il suffit que le commandement soit fait par le procès-verbal même de saisie ; autrement ce serait donner au débiteur le temps de détourner ses meubles." Pigeau, édit. de 1787, vol. 1, p. 607, dit que la disposition de l'ordonnance de 1539 au sujet du commandement était tombée en désuétude. L'ordonnauce du lieutenaut-gouverneur et du conseil législatif de 1785, 25 George III, ch. 2, contient des dispositions pour l'exécution des meubles et des immeubles du débiteur condamné, aux articles 30-31-32-33-34-35, mais cette ordonnance ne fait aucune mention du commandement de payer.

Il a été jugé que l'ordonnance 25 George III a abrogé les formalités voulues par l'ordonnance de 1637; que les dispositions de l'ordonnance de 1539 relative au commandement étant tombées en désuétude et que l'ordonnance de 1667 ainsi que celle de 1785 n'exigeant pas commandement, le commandement n'était pas nécessaire. (Lee vs. Leanpson, C. S. Québec, 16 décembre 1531, Bowen, juge en chef, Duval et Meredottu, juges, 3 R. J. R. Q., p. 120.) L'article 548a C. P. C., en disant que, "lorsque, dans une cause, un bref d'exécution a été émis, et que, par ce moyen, une demande de paiement a été faite au Défendeur, il n'est pas nécessaire de faire aucune nouvelle demande de paiement dans la cause avant l'exécution ultérieure de tout autre semblable bref, soit dans le même soit dans un autre district," suppose qu'un commandement de payer est nécessaire, quoique l'article qui dit ce que le procès-verbal de saisie doit contenir ne le mentionne pas.

rapport à la conr dans le district d'où il aura émané, et sera responsable à cette cour de tons ses procédés relativement à icelui." Il a été jugé, sous cette disposition, que le saisi, qui s'opposait à la saisie-exécution de ses meubles situés dans un district autre que clui où le jugement avait été renda, parce que l'on n'avait pas exécuté ses meubles dans ce dernier district, devait allégner et prouver qu'il avait des meubles dans ce dernier district, devait allégner et prouver qu'il avait des meubles dans ce dernier district, (Rose vs. Coullée, C. S. Montréal, 28 avril 1862, BADGLEX, juge, 12 D. T. R. C., p. 403.) Les codificateurs des statuts ne semblent pas avoir voulu abroger cette sec. 40 ils indiquent que ces dispositions sont reproduites dans les articles 555 à 634 C. P. C., qui ne paraiss mi pas cependant centenir de dispositions analogues

doit l'êtr même te données de payer mandeur demande vs. Lam pérance, ım jugen sa réside prévaloir Rose vs. pent éma an créanc temps, et 1785 qui même 💩 qu'une j par la ju

PER C sition est Lafre Girou

(1) La se latif de 178 exécutions mais elles s d'abord son à un temps l'exécution.

> (2) Le sa une opposit pour la ven s'il ne les doyer d'un action pétif son immeul 1852, DAY, sissant n'es chaque hu l'officier, et ne pent ig: defant de c lci, nous s 1785, qui p toire; c'est le district e facilité : et demande d des immeu saisie d'im membles, n retranchée.

Montet de
par le
ndeur
imites
t, par
ans le
rétent nul,
Basrieure

les maà l'ac 667 qui le comt, 3 du lités, il ment à liv. 18, ır, et il e qu'il Coutume pensent ent ait nueune l même ner ses tion de

785, 25 ables et 5, mais voulues elatives de 1667 dement e 1551, p. 120.) et f die de nblable mande-verbal

uétude.

sable à is cette neubles , parce devait dosc vs. b, 403.) sec. 40; b à 631 loques

doit l'être tant contre les immeubles que contre les meubles en même temps, et par un même writ. Des admissions furent données par le Demandeur comme quoi aucun commandement de payer n'avait été fait au Défendeur en aucun temps. Le Demandeur cita les autorités suivantes, pour établir que cette demande de payer n'est plus nécessaire en Bas-Canada. Lee vs. Lampson et divers, Volant vs. Drapeau, Pozer vs. Lespérance, &c., et pour établir que le Défendeur contre lequel un jugement a été rendu dans un district autre que celui de sa résidence est tenu de prouver qu'il a des biens, s'il veut se prévaloir des dispositions de la loi, S. R. B. ch. 83, sec. 40, Rose vs. Coutlée, et enfin pour établir qu'un writ de Bonis peut émaner de la Cour Supérieure sans qu'il soit nécessaire au créancier de le faire émaner contre les immeubles en même temps, et que le changement introduit par l'ordonnance de 1785 qui prescrit la saisie des meubles et des immeubles par la même exécution, (1) n'a jamais eu lieu dans ce district, mais qu'une pratique contraire a prévalu, et qui a été sanctionnée par la jurisprudence. (2)

PER CURIAM: Les moyens d'opposition sont futiles, et l'oppo-

sition est renvoyée, avec dépens. (7 J., p. 225.) LAFRENAYE et Armstrong, avocats du Demandeur.

GIROUARD, avocat de l'Opposant.

(1) La sec, 32 de l'ordonnance du lienteuant-gouverneur et du conseil légis latif de 1785, 25 George 111, ch. 2, contenuit les dispositions suivantes ; "Les exientions sortiront contre les meubles et les immeubles dans le même ordre ; mais elles seront premièrement prélevées sur les meubles, dont le shérif fera d'abord son rapport, cependant il aura sa force et son effet, quoique rapporté à un temps plus éloigné quant aux immeubles, pour satisfaire entièrement à l'exécution."

 Le saisi doit invoquer les illégalités dans la saisie de ses immeubles par une opposition à fin d'annuler faite au plus tard le 15e jour avant celui fixé pour la vente, (art. 652 C. P. C.) on par une demande en nullité du décret, et s'il ne les invoque pas ainsi, il ne pontra s'en prévaloir en réponse au plaidoyer d'un détenteur de son immemble, qui invoque le titre du shérif dans une action pétitoire intentée contre lui par le débiteur saisi qui a été dépossédé de son immeuble par le décret. (Boyer vs. Slown et al., C. S. Montréal, 13 janvier 1852, Day, Surth et Mondeller, juges, 3 R, J, R, Q, p, 53.) L'huissier saisissant n'est pas tenu d'élire domicile. Il n'en est pas ici comme en France, où chaque huissier agit de son chef en exécutant les saisies, lei, le shérif est l'officier, et son bureau est le domicile élu pour toutes les parties, et le saisi ne peut ignorer où aller faire le paiement, s'il veut le faire. En France, le defant de commandement de payer était une nullité qui viciait la saisie réelle. lei, nous sommes sons l'effet du changement introduit par l'ordonnance de 1785, qui prescrit la saisie des meubles et des immeubles par le même exécutoire; c'est donc évidemment une scule et même exécution, et, quoique, dans le district de Montréal, on les ait séparées, ce n'est que comme plus grande facilité; et, lorsque le procès verbal de la saisie des meubles constate une demande de payer, il n'est pas nécessaire d'en faire une seconde pour la saisie des immeubles. Les recors et les témoins ne sont pas nécessaires pour une saisie d'immeubles. L'ordonnance de 1667 les requérait pour la saisie des membles, mais, lors de son enregistrement en ce pays, cette partie en fut retranchée. Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal de saisie d'immeubles

PRIVILEGE OF SEAMEN STEAMBOAT CREW.

SUPERIOR COURT, Montreal, 24th June, 1858.

MITCHELL VS. COUSINEAU AND DIVERS OPPOSANTS.

Held: That seamen's wages are privileged and are payable in preference to the mortgages due upon a steamboat navigating Canadian Waters. (1)

Several Oppositions having been fyled upon the proceeds of the sale of the steamboat Britannia seized in this cause, by several of the crew employed on Board of said steamboat the judgment of distribution was rendered in their favor nemino contradicente; as follows: 4° To Opposant F. C. Deglandon, amount of his claim, by privilege, for wages, as engineer on board of the boat seized and sold £16. 11. 8: 5° To Opposant Augustin Deglandon, amount of his claim for wages.... as sailor and fireman on board said steamboat. £9. 3. 8.; 6° To Opposants John Mitchell and Consors, as representing Plaintiff, amount of their claim founded on a deed of mortgage of the said steamer.... (7 J., p. 218.)

A. and W. ROBERTSON, attorneys for Plaintiffs.

MEPRIS DE COUR.

QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE, Montreal, 8th March, 1866.

Before: Duval, Chief-Justice, Avlwin, Meredith, Drummond (dissident), and Mondelet (dissident), Justices.

CRÉBASSA, Appellant, and Massue, Respondent.

Jugé: 1° Qu'il n'est pas nécessaire qu'un jugement sur demande de contrainte par corps, pour rebellion à justice, reproduise verbatim les termes de la motion ou règle.

2º Que le rapport du Shérif seul est une preuve suffisante pour auto-

fasse voir si la saisie a été faite avant ou après midi. Cette formalité n'a jamais été observée iei, et l'absence de cette formalité n'était pas non plus une cause de nullité en France. Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal de saisie exprime le montant de la dette, quaud le mandat du shérif le mentionne. Le mandat et le procès-verbal doivent être pris ensemble. Le Demandenr n'est pas tenu, non plus, d'élire domicile, pour les mêmes raisons que l'he.ssier. Le rapport du shérif alléguant qu'il a procédé à la vente, après avoir dûment faites annonces et publications, est suffisant pour constater que ces annonces ont été légalement faites, jusqu'à ce que ce rapport soit mis de côté sur une contestation en forme. Une copie du procès-verbal de saisie doit être remise au Déterdessise, et il n'est pas suffisant de lui laisser une copie en la laissant sur la tente saisie ; mais le saisi doit se prévaloir de ce défant par opposition avant la vente, ou par une demande en nullité du décret. (Idem, opinion de Day, juge.)

(1) V. art. 2383 C. C.

riser le tr pas compa 3º Que trict où ré

Pursu Court be tiff that, Chevalie Pluries | the 31st tels of L at the he riff, then writ, pre rel, in th executio of the sa being an to preve Defenda mit him, to and e and take sale of doing, ar fendant sale ther tance the vely refu in his sa so to do, an execu truinte 1 trict of I and him the distr the judg costs, ar sents: It 27th day foreiloon on the 29 the 21st

> Defenda Lx Fr absolute,

returnab

riser le tribunal à prononcer sur telle demande, le Défendeur n'ayant pas comparu.

' 3° Que sur tel jugement. l'incarcération devait avoir lieu dans le district où résidait le Défendeur.

prefeadian

358,

oceeds cause, boat fav fav engi-

5° To 1 for 1boat, 18, as on a

66. (ким-

de de im les auto-

jamais
cause
sic exic, Le
r n'est
er, Le
nt fait
es ont
ontesdéfen-

1 terri

vente,

LA FRENAVE, for the Plaintiff, prayed that the rule be made absolute, and relied on the Consolidated Statutes of Lower

Pursuant to notice given, the respondent, Plaintiff in the Court below, moved as follows: "Motion on behalf of Plaintiff that, inasmuch as it appears by the return of Pierre Rémi Chevalier, sheriff of the district of Richelieu, to the writ of Pluries venditioni exponas de bonis in this cause i-sned, on the 31st day of March last past, against the goods and chattels of Defendant; that, on the 28th day of April last past, at the hour of ten of the clock in the forenoon, the said sheriff, then and there, charged with the execution of the said writ, proceeded to domicile of Defendant, in the town of Sorel, in the District of Richelieu, according to law, to put in execution the said writ, and to sell and dispose of, by virtue of the said writ, the goods and chattels of Defendant, where being and finding the doors of the said domicile, locked in order to prevent admission thereto, he, the said sheriff, demanded of Defendant to open the doors of the said domicile and to permit him, the said sheriff, to enter therein in order to proceed to and effect the sale of the said goods and chattels duly seized and taken in execution, but could not proceed to nor effect the sale of the same, and was prevented and stopped from so doing, and was then and there opposed from so doing by Defendant himself in person, who, then and there, opposed the sale thereof by shutting up his house and refusing admittance thereto to the said sheriff, and, then and there, positively refused to open his doors, and, then and there, persisted in his said refusal, although repeatedly requested and ordered so to do, as the whole more fully appears by the said return; an execution do go against the person of Defendant, and contrainte par corps do issue directed to the sheriff of the district of Richelien, against the person of Defendant to be taken and him detained in prison, to wit: in the common gaol of the district of Richelieu, until Defendant shall have satisfied the judgment in this cause rendered, in principal, interest and costs, and subsequent costs, and also the costs of these presents: unless cause to the contrary be by him shown on the 27th day of May instant, at half past ten of the clock in the forenoon, sitting the Court." The motion having been granted on the 20th May, a rule nisi was served upon Defendant, on the 21st May at Sorel, a distance of 45 miles from Montreal, returnable on the 27th May. The rule having been returned, Defendant did not appear.

Canada, chapter 83, sections 143 and 144, and also on section 141 with respect to the common jail, where Defendant was to be imprisoned, it being the prison of the district where the party resides and not the district from whence the writ of contrainte par corps or capias ad satisfaciendum was to issue. He contended that the édit d'Amboise sur la rébellion à justice, of 1572, art. 4, and the ordonnance of 1667, tit. 19, tit. 23, art. 5, and tit. 27, art. 7, were superseded by the statutory enactments contained in chap. 83 of the Cons. Statutes of Lower Canada, sec. 143, 144 and 145; and that the voic extraordinaire under the ordinance of 1670, title 10, art, 6, could not be put in force in this country; and that the proceedings adopted in France, which were participating as well from the old French criminal procedure as from the municipal law, could not be followed in Lower Canada. VIDE 1 vol. Reque de Législation de Létourneux, p. 160, 1 Jonsse, ord. 1667, p. 248. The return of the sheriff, a public officer recognized by law, is not in such cases as the present one traversable, but the party is driven to his action against him for a false return. Bacon's Abridgment vo. Rescue, letter E, § 3. In 4 Burr., p. 2129, Rev vs. Elkins, it is stated, that the Court immediately proceeded to punish the rescuer, without going through the ordinary course of his being examined upon interrogatories, as no denial by him upon such examination could excuse him after having been returned "guilty of a rescue", by the sheriff. The Court were of this opinion: they said it would be giving an opportunity to traverse the return, which in case of a rescue returned, could not be allowed." According to all the authorities, the return of rescues is not traversable, Barnes, 149, The sheriff's return of a rescue is of itself a conviction of a rescue, 3 Starkie, p. 1357, part. 4; 11 East, 297. In 2 Salk, p. 586, we find an authority to this effect: The rescue must be returned upon the writ, and the motion and attachment founded upon that; but it is never the course to grant it upon affidavits; and the reason given for this course is to be found in Bacon's Abridgment vo. Rescue, letter C, that has been found by experience, that officers will often take upon them "to swear a rescous, where they will not venture to return one," so as to avoid being sued for a false return. In 3 Bulst., 201, the doctrine is laid down that "a rescuer shall be "doubly punished, for upon the veturn of the sheriff he shall "be fined to the king, and an attachment shall issue out "against him." The well established doctrine is that, 1° the return of the sheriff is not traversable; 2° that the motion and attachment must be founded upon that return; 3° that the party grieved is not concluded from bringing his action for the false return, if it were so. Cro. Eliz. 780, 16, The Lady

Russel at 2 Ventris a proceed case of this conti every suc is a cond trurersal cur., urge too short. prison the the prov to conve such pers ed the d corps wa:

Judgm May, 186 upon the

(1) La se seil législat " Dans tou où le Défeu on en ferma ses effets, d il sern appr ment, nono La sec. 6

termes: " ciers de ce suite ou act garantie,les témoigi d'un témoi faire prê**te**t — faire ém¤ commission le Bas- Car et punir ce contraindr frauduleus ment à tout ou action e le présent a la tenir, et ces pouvoir ont rappor sent acte) vertu des 1 conférent b acle, et de positions d

La sec 1 sition suiva ou ministra ectionvas to e the rit of issue. i jus-), tit. ntory tes of alrueould dings n the law, Rerue 37, p. d by

of by Judgmen, but May, 1864, sturn. upon the r rr., p.

the ories, blim neviff.

ately

e aue au-, 149, i of a Salk,

must ment nt it to be has

upon to re-In 3 ill be shall

ont
the
otion
that

iaidy

Russel and Woods case. Dyer, 212, 2 Jones, 39, 1 Ven'ris 224, 2 Ventris, 175, Comb. 295. Rev & Regina vs. Howe et al. Such a proceeding has already been sanctioned by our Courts in the ease of Laframboise vs. Mercure. (1) The power of issuing this contrainte par corps has been given to "every judge of every such Court.... in vacation, at chambers," dc.... and is a conclusive fact that the return in such cases is not traversable. The Defendant made default. But Kerr, as amic. cur., urged, 1° That the delay of the service of the rule was too short. 2° That the power to be given to the sheriff to imprison the Defendant in his own district only, was contrary to the provisions of the statute which gives power to the sheriff to convey such person to the prison of the District wherein such person is arrested. 3° That the rule should have enunciated the different sums for which the writ of contrainte par corps was to issue.

Judgment was rendered in the Court below, on the 31st May, 1864, as follows: "The Court, having heard Plaintiff, upon the rule for *contrainte par corps*, obtained by him

(1) La sec. 37 du ch. 2 de l'ordonnance du lieutemant-gouverneur et du conscil législatif de la province de Québec de 1785, 25 Geo., était en ces termes : " bans tous procès, tant ceux au-dessus, qu'au-dessous de dix livres sterling, où le Défendeur divertirait ou séquestrerait ses meubles, ou que par violence, ou en fermant sa maison, son magasin ou boutique, il s'oppose à la saisie de ses effets, dans tous tels cas, il sera décerné contre lui une prise de corps, et il sera appréhendé et détenu en prison, jusqu'à ce qu'il nit satisfait au jugement, nonobstant toutes lois, contumes et usages à ce contraires."

La sec. 64 du ch. 38 des statuts du Canada de 1849, 12 Vict., était en ces termes : " Que tous les pouvoirs dont la Cour Supérieure ou les juges ou officiers de cette cour respectivement sont revêtus, relativement à toute poursuite ou action pendante devant cette cour, pour assigner les Défendeurs en garantie,—permettre aux parties d'intervenir, assigner les témoins et recevoir les témoignages,-faire produire les papiers et autres choses en la possession d'un témoin ou d'une des parties,-interroger les témoins et les parties et leur faire prêter les serments qui leur sont déférés, référés ou qui sont requis d'eux, --faire éneurer les commissions rogatoires ou commissions de la nature d'une commission rogatoire,-interroger les témoins malades ou sur le point de laisser le Bas- Canada, --obliger les témoins qui sont dûment assignés à comparaître, et punir ceux qui n'obéissent pas à l'ordre contenu dans un bref de subparna, contraindre par corps le Défendeur on la partie qui résiste ou qui essaie d'éluder frauduleusement l'exécution d'un bref contre ses biens ou effets,—ou relativement à toute autre affaire se rattachant à la manière de conduire telle poursuite ou action et les procédures dans icelle, seront, et tous les dits pouvoirs sont par le présent acte dévolus à la dite cour de circuit ainsi qu'aux juges qui doivent la tenir, et aux officiers de la dite cour respectivement, et ils pourront exercer ces pouvoirs (en autant que ces pouvoirs et les dispositions de la loi qui y out rapport ne sont pas contraires ou ne répugnent aux dispositions du présent acte) aussi pleinement et efficacement, et aux mêmes conditions et en vertu des mêmes dispositions que si les divers actes, ordonnances et lois qui conferent les dits pouvoirs étaient énoncés et statués de nouveau dans le présent acte, et de la manière la plus conforme et le plus en harmonie avec les dispositions du présent acte.

La sec. 1 du ch. 42 du dit statut du Canada de 1849, contenait la dispocition suivante : " Que depuis et après la passation de cet acte, aucun prêtre eu ministre d'une dénomination religieuse quelconque, ancune personne âgée against Defendant and Opposant, on the twentieth day of May instant, Defendant being in default to appear and answer the said rule; and also, having heard William H. Kerr, as amicus curio, against granting said rule, having examined the proceedings taken upon the said rule, and had in this cause for the purpose of executing the judgment obtained by Plaintiff against Defendant, on the eighteenth day of February, 1863, and having seen and examined the rule for contrainte par corps, and having maturely deliberated, considering that it appears by the return of Pierre-Rémi Chevalier, sheriff of the district of Richelieu, to the writ of Pluries Venditioni Exponus de bonis in this cause, issued from this Court on the thirty-first day of March last past, against the goods and chattels of Defendant, that, on the twenty-eighth day of April last, at the hour of ten of the clock of the forenoon, the said sheriff, then and there, charged with the execution of the said writ, proceeded to the domicile of Defendant, in the town of Sorel, in the district of Richelieu, according to law, to put in execution the said writ, and to sell and dispose of, by virtue of the said writ, the goods and chattels of Defendant, where being and finding the doors of the said domicile, locked in order to prevent admission thereto, he, the said sheriff, demanded of Defendant to open the doors of the said domicile and to permit him, the said sheriff, to enter therein, in order to proceed to and effect the sale of the said goods and chattels duly seized and taken in execution, but could not proceed to nor effect the sale of the same, and was prevented and stopped from so doing and was then and there opposed from so doing by Defendant himself in person, who, then and there, opposed the sale thereof, by shutting up his house and refusing admittance thereto to the said sheriff, and, then and there, positively refused to

'e soixante-dix ans on plus, et ancune personne du sexe ne sera arrêtée ui admise à cantion à raison d'aucune dette, ni à raison d'aucune autre cause d'action civile ou poursuite quelconque ; ni qu'aucune personne ne sera arrêtée, ni admise à cantion, ni détenne à raison d'aucune cause d'action civile originant ou instituée lans un pays étranger, ni dans aucune poursuite civile où la cause de l'action n'équivandra pas à dix louis argent légal de cette province ; et aucun writ de capias ad satisfaciendum, on autre exécution contre la personne, ne sera décerné ni accordé après la passation de cet acte."

Ha été jugé que la section I du ch. 42 des statuts du Canada de 1849, 12

Somme, ne sera recerim naccona que la passanon ne cer acc.

Ha été jugé que la section I du ch. 42 des statuts du Canada de 1849, 12
Viet., n'a pas en l'effet d'abroger les dispositions de la section 37 du ch. 2 de
Fordonnance du lieutenant-gouverneur et du conseil legislatif de la province
de Québec, de 1785, 25 Geo. HL., et que, sons les dispositions de cette ordonnance, le débiteur, qui refuse d'ouvrir ses portes à l'huissier muni d'un bref
d'exécution contre ses meubles qu'il veut saisir, peut être condamné à la contrainte par corps jusqu'à ce qu'il ait payé le montant du jugement dans la
cause. Il a aussi été jugé qu'en vertu de l'article 12 du titre 34 de l'ordonnonce de 1667, il y a lieu à appeler d'un jugement prononçant la contrainte
par corps. (Mercure et Laframboise, C. B. R., Montréal, 12 mars 1855, LxFoxture, juge en chef, Aylans, Duyar, et Carox, juges, 4 R. J. R. Q., p.
322.

open his refusal, a And the the proce tently an hath, by prevente by Plaint that Def the facts, cause wi granted: doth orde fendant, the sheri Defendar body of I prison, in Defendar rendered cipal, inte with the is to say of five h principal five hund and, on t seventh c of eighty the said 1863, and and thirt the twen of Septer sum of to costs acci wit: A w Fucius d further 3 amount e of Novel cause. T being the this cans honis, da

a writ o

the four

f May er the micusproe for untiff 1863.e par nt it of the Erpothirattels ist, at heriff, writ. Sorel, xeeuof the being ler to ed of ermit oand land t the loing idant the-

tée ni cause rrètée, ginant cause re ; et a per-49, 12 1. 2 de

ereto

ed to

ovince
ordonn bref
a conans la
ordonrainte
5, LvQ., p.

open his doors and then and there persisted in his said refusal, although repeatedly requested and ordered so to do: And the Court considering that it is clearly established, by the proceedings in this cause, that Defendant hath persistently and constantly resisted the process of this Court, and hath, by frivolous and vexatious oppositions, retarded and prevented the execution of the judgment obtained against him by Plaintiff on the eighteenth day of February, 1863, and that Defendant hath made default to appear and disprove the facts, rébellion en justice, made against him, or to show cause why the conclusion of the said rule should not be granted: "The Court doth declare the said rule absolute, and doth order that an execution do go against the person of Defendant, and that a contrainte par corps do issue directed to the sheriff of the district of Richelieu against the person of Defendant commanding the said sheriff to take and arrest the body of Defendant within his dictrict, and him to detain in prison, in the common goal of the district of Richelieu, until he, Defendant, shall have satisfied the said judgment in this cause rendered on the said eighteenth day of February, 1863, in principal, interest and costs and also subsequent costs, together with the costs of the said rule for contrainte par corps, that is to say: that he shall pay and satisfy to Plaintiff the sum of five hundred and two dollars and five cents, amount in principal of the said judgment, with interest upon the sum of five hundred dollars, from the thirteenth day of May, 1862, and, on the sum of two dollars and five cents, from the twentyseventh day of June, 1862, and until he pay the further sum of eighty-five dollars and thirty-two cents, costs taxed upon the said judgment of the said eighteenth day of February, 1863, and the further sum of one hundred and fifteen dollars and thirty cents, costs taxed against him upon the orders of the twenty-fifth day of June, 1863, and the twenty-ninth day of September, 1863, dismissing two oppositions; the further sum of twenty-nine dollars and forty-seven cents, being the costs accrued upon the following writs issued in this cause, to wit: A writ of Fieri Facius de bonis, a writ of alias Fieri Facias de bonis, a writ of Venditioni exponas de bonis. The further sum of five dollars and ninety-two cents, being the amount of costs taxed upon the rule of the twenty-third day of November, 1863, dismissing a third opposition made in this cause. The further sum of ten dollars and sixty-five cents, being the amount of costs accrued upon two writs issued in this cause, the one, a writ of Pluvies Venditioni Exponas de bonis, dated the sixteenth day of October, 1863, and the other a writ of alias Pluries Venditioni Exponas de bonis, dated the fourteenth day of December, 1863, the further sum of

thirteen dollars and fifty-five cents for the costs accrued upon a writ of Pluries Venditioni Exponas de bonis, issued in this cause, dated the thirty-first day of March 1864, and subsequent costs accrued upon the writ of alias Pluries Venditioni Exponus de bonis, and the sum of ten dollars and five cents for the costs taxed upon the rule for contrainte par corps." From this judgment Defendant instituted his appeal, and urged against it the following reasons: 1° Parce que la motion du dit Intimé demandant la contrainte par corps diffère de cette dernière; 2° Parce que la dite motion ne spécifie pas les sommes et deniers que l'Appelant aurait à payer pour se soustraire à la contrainte par corps; 3° Parce que le délai entre la règle et le jour fixé pour son rapport est insuffisant; 4° Parce que le dit jugement a été rendu sans aucune preuve valable prescrite par la loi; 5° Parce que la contrainte par corps n'est pas adressée à tout shérif de tout district où le Défendeur pourrait être trouvé; 6° Parce que le jugement n'ordonne pas que le Défendeur soit emprisonné en la prison commune du district où il sera arrêté; 7° Parce que la motion et la règle n'ont pas été signifiées par un officier compétent.

MEREDITH, J. said it was not denied that the Appellant opposed the execution. The Defendant had made default, and the return of the Sheriff must be considered sufficient evidence. The court saw no reason to disturb the judgment ren-

dered by the Superior Court.

AYLWIN, J. said it would be impossible in this matter to proceed according to the Ordonnance of 1667. He was satisfied that what had been done time and again might be done in this case.

La Cour d'appel a confirmé le jugement de la Cour inférieure. (8 J, p. 122, et 16 D. T. B. C., p. 446 et 2 L. C. L. J., p. 22.

D. GIROUARD, pour l'Appelant.

LAFRENAYE & ARMSTRONG, pour l'Intimé.

SIMULATED DEEDS.—FRAUD AGAINST CREDITOR.

SUPERIOR COURT, St-Hyacinthe, January, 1863.

Coram McCord, J.

RIMMER vs. DAME FLAVIE BOUCHARD et al.

In a contestation by a creditor of the title of the wife of his debtor, to a piece of land, the wife having answered interrogatories sur fails articles that she had paid for the land out of savings made before marriage, it was held that these savings formed part of the community

between I debts ther One of I bad faith Whoever will have rate, the protoriety It is an

that the e
When th
in questio
tion agains
A deed of
brother-in
simulated
such sale.

McCor

Defendar

meet his time, he of Acton. 1859, sell paid £50 increased £400~casin-law. estate of at the tir 1859, is p by small of that compound on the 6t action en and, subs judgment ascertain by him Lahaye s chard, for have bee then hele defian**c**e. the £620 answer c while she

years age
(1) V. ar

between husband and wife, and were applicable to the payment of the debts thereof.

One of the circumstances which throws ordinarily most light on the bad faith of third parties, is the notoriety of the distress of the debtor. Whoever makes with him an agreement prejudicial to his creditors, will have difficulty in maintaining his exception of good faith. At any rate, the pre-umption will be against him until he has proved that the notoriety had not reached him.

It is an indication of fraud in the alienation of property by a debtor, that the employment of the price of the alienation, does not appear.

When the books of a trader do not show any entries of a transaction in question, or payments on account thereof, there is a legal presum;

tion against its truth.

A deed of sale by a debtor to his brother-in-law, and another by his brother-in law to his wife will be set aside at the suit of a creditor as simulated and fraudulent where there is no valid consideration for such sale. (1)

McCord, J., in rendering judgment said: Morgan, one of Defendants, being a trader, became bankrupt and unable to meet his engagements: his insolvency was notorious; at this time, he was possessed of certain lots of land in the Township of Acton. Being so insolvent, Morgan, on the 15th of Marcl, 1859, sells these lots, (for which several years before he had paid £500, and the value in the meantime having greatly increased from the proximity of the mines) to one Lahaye for £400 cash. This Lahaye turns out to be Morgan's brotherin-law. No proof whatever that these £400 went into the estate of Morgan, for the benefit of his creditors. Lahaye, at the time of this purchase from Morgan, in the spring of 1859, is proved to be in pecuniary difficulties, paying debts by small instalments and renewing his bills. In the autumn of that year, Lahaye calls a meeting of his creditors and compounds. Shortly after this sale, by Morgan to Lahaye, on the 6th June, 1859, Defendant, Flavic Bouchard, brings an action en séparation de biens against her husband Morgan, and, subsequently, on the 25th June, 1859, she obtains her judgment en séparation de biens, a praticien is named to ascertain her rights and reprise, &c., which are represented by him to be nil. The 4th July of the same year, 1859, Lahaye sel's the lots in question to Defendant, Flavie Bouchard, for £620, which consideration is stated in the deed to have been paid in cash by her. These lots Mme, Morgan then held in her own name, and put Morgan's creditors at defiance. Where did Mrs. Morgan get the means of paying the £620, price of the lots? She had no reprises. She says, in answer on faits et actieles, they were from savings made while she was in trade, before she was married to Morgan, years ago. If this be true, these savings must have formed

(1) V. art. 1034 C. C.

from $_{
m rged}$ n du cette s les sousre la ?arce lable

n'est ideur

e pas

ie du

upon

ı this

uent

Er-

s for

règle llant , and eviren-

ne in infé-L. J.,

pro-

isfied

53.

ebtor. rits et marunity

part of the Communauté, and were applicable to the payment of the debts thereof. Defendant relies, for his defence, on the statement, that the transaction between Morgan and Lahaye was in good faith, as regards the latter, a third person, and thus, consequently, it could not be set aside. Was Lahaye in good faith! Did he know of Morgan's insolvency when he transacted with him! It is proved that Morgan's insolvency was notoire at the time of sale by Morgan to Lahaye. Is it likely that Lahaye, Morgan's brother-in-law, would be ignorant of it; Chardon, Vol. II, No. 208; Pothier, de la vente, No. 320. It is no where shown that the proceeds of sale to Lahaye or those from the sale to Defendant were applied towards the payment of the creditors of either emploi. Chardon, Nos 279 and 280. Nor is it probable or credible that Lahaye, in such embarrassed circumstances, as he is proved to have been under, could have paid down £400 in cash? There being no entry, as proved, in Lahaye's books, of the purchase from Morgan, and payment thereof, the presumption (LEGAL) is against the truth of any such transaction on his part, and Morgan's estate showing no book with entries or receipts of the money, the legal presumption is equally against him. Toullier, Vol. VI, No. 355. Chardon, Vol. II, No. 220, No. 235. To this, add the legal presumption of fraud, arising out of transactions between relations and the want of any proof of "bonn fides" on the part of Lahaye and Defendant. I confess that there remains little doubt in my mind that the whole transaction was simulated. I may be mistaken, a human Judge cannot enter into the breasts of men and see the rectitude of their intentions; he can only guide his judgment by the facts of records, and the deductions to be drawn from these and by the application of the legal maxims and decisions laid down in the Law, I am therefore of opinion that Plaintiff is entitled to his judgment, as follows: "The Court considering that Plaintiff hath established, by sufficient and legal evidence, the material allegations of his declaration. and, more particularly, that the sale of the real estate mentioned and described in the declaration of Plaintiff from Richard J. Morgan, one of Defendants, to Octave Lahaye. another of Defendants, by deed passed before H. J. Meyer and his colleague, public notaries, on the fifteenth day of March, 1859, and the sale and transfer of the said identical property by Lahaye to Flavie Bouchard, another of the Defendants, and wife of Morgan, by deed passed before H. J. Meyer and his colleague, public notaries, on the fourth day of July 1859, were so made and executed fraudulently and collusively between the several parties thereto, with the view of placing the said real estate beyond the reach of the creditors of

Morgan, ing that. to Lahay to a cons such ere Morgan, Morgan ; the evide of the sa of the ci said two and the ϵ and mod in partie the said and that snid deed to wit: property towards interest i Septembe eighth da from the of the sai judgment rior Coni October, British N for the c Novembe before D.

> LAFRAM W. A. 1 Sicotti

day of Ju

ment n the haye , and re in n he ency Is it ignoente, de to plied Jharthat roved eash (f the ptionn his es or gainst 220, rising any ıdant. it the en, a $_{
m d-see}$ judgrawn s and imion " The icient ation, menfrom haye, leyer ay of ntical efenleyer

July sively acing ars of Morgan, and of Plaintiff in particular; and, further, considering that, at the time of the pretended sale of said real estate to Lahaye by Morgan, he Morgan, was the debtor of Plaintiff to a considerable amount, and that Plaintiffdid give and grant such credit to Morgan upon the faith and representation of Morgan, that the said real estate was the property of him Morgan; and, further considering that it does not appear, from the evidence, that the pretended price or consideration money of the said two sales was made available towards the payment of the creditors of either party, the court doth declare the said two deeds of sales, to wit, the one from Morgan to Lahaye, and the other from Lalmye to Flavie Bouchard, to be simulated and made in fraud of the creditors of Morgan and of Plaintiff in particular, and doth declare the said sale and transfer of the said real estate to be null and void as respects Plaintiff, and that the said real estate mentioned and described in the said deeds of sale and in the declaration of Plaintiff, as follows, to wit: (description) have always been and still are the property and in possession of Morgan, and effected and liable towards Plaintiff for the payment of the sum of \$460.95, with interest upon the sum of \$214.55, from the nineteenth day of September, 1859, upon the sum of \$183.65, from the twentyeighth day of October 1859, and on two dollars and fifty cents from the sixth day of November 1859; until actual payment of the said sum of \$460.95, due under and in virtue of the judgment obtained by Plaintiff against Morgan in the Superior Court, in the district of Montreal, on the thirty-first October, 1860, and the judgment obtained by the Bank of British North America against Morgan, in the Circuit Court for the district of Montreal, on the twenty-ninth day of November 1859, and transferred to Plaintiff, by act passed before D. Smith and his colleague public notaries, on the fifth day of June 1860, $(7 J_{.}, p. 219.)$

LAFRAMBOISE & PAPINEAU, for Plaintiff.

W. A. Boyey, for Defendants.

SICOTTE CHAGNON, Counsel for Defendants.

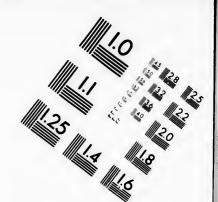
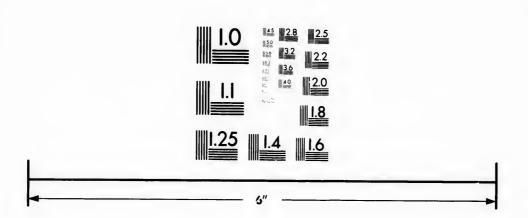


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503 STATE OF THE STATE

SALE OF MOVEABLE.

CIRCUIT COURT, Montreal, 30th June, 1863.

Coram SMITH, J.

MATTHEWS vs. SÉNÉCAL.

Held: Where a moveable had been leased by the owner and the lessee had sold it to a third party, an action en revendication, by the lessor, to recover it back will be runintained, although the possessor may have purchased in good faith. (1)

PER CURIAM: This was an action en revendication brought by Plaintiff to recover possession of a Sewing Machine. Defendant pleaded that he had purchased the machine in good faith. The person from whom he bought it was a merchant tailor, and Defendant had every reason to believe that it was this man's property. But Plaintiff answered that this was not the case; that the person in question had possession of it only under a lease. It was not an ordinary lease, but an agreement, that, at the end of a cersain time, unless a stipulated sum were paid, the property was to vest in original possessor. The conditions of the lease not having been complied with, there was no right of property in the person to whom the article had been leased. The owner stood clothed with all his rights, and Defendant could not prevent him from regaining possession of his property. It was a hard ease, however, for Defendant, who had paid \$40 for the machine. But Plaintiff was entitled to recover, and judgment must be given in his favor. Otherwise, the court would be departing from the principles of justice. Judgment for Plaintiff. (7 J., p. 222.)

B. DEVLIN, for Plaintiff.

FABRE, LESAGE and JETTÉ, for Defendant.

ASSURANCE.

Superior Court, Montreal, 1st December, 1862.

Coram Smith, J.

WILSON vs. THE STATE FIRE INSURANCE COMPANY.

Held: 1. That an Assignee of a Policy of Insurance against loss by five may recover, without furnishing any statement of loss whatever.

2. That the failure of the assured to disclose the existence of a fulling mill under the same roof as the buildings insured and destroyed by fire is not a material concealment or misrepresentation, although it be

proved that had the disclosure been made the premium of Insurance

(1) V. art. 1487 C. C.

would he witnesses 3. That recovery or rence of the period.

This v

Policy o

Assurance grist and vien Lav that true pany exe Defendar thereon 1 that no loss or da truction l policy of dorsed on ventory, s pretended ed to the same mig deed poll pretended although ther, that, cuted, the fire origin perty insu closed to did not an deed poll d condition . was effecte whose fav the existe either to t the Compa And, furtl within six R. LAFL

was of no e

the present

the claim,

would have been much in excess of that charged; when Plaintiffs witnesses concur in stating that the risk was not thereby increased, (1) 3. That a condition in a policy that no action can be brought for the recovery of the loss, after the expiration of 6 months from the occurrence of the fire, is inoperative as a bar to an action instituted after that period.

This was an action to recover the sum of £584, under a Policy of Insurance granted by the Beacon Fire and Life Assurance Company (now represented by Defendant) of a grist and saw mill and their machinery, the property of Flavien Lavallée, and assigned to Plaintiff. Defendant pleaded, that true it was the Beacon Life and Fire Assurance Company executed the deed poll, or policy of insurance and that Defendant assumed such Policy and received the premium thereon for the period in Plaintiff's declaration stated, but that no inventory, detailed specification or estimate of the loss or damage pretended to have been suffered by the destruction by fire of the property insured by such deed poll or policy of insurance, such as required by the conditions endorsed on such deed poll or policy of insurance, nor any inventory, statement, specification or estimate whatever of such pretended loss or damage, had ever been delivered or furnished to the Company, Defendant, or to any one to whom the same might or could be delivered or furnished under the said deed poll or policy, and conditions, nor had any proof of such pretended loss or damage been ever made or tendered, although the same had been frequently demanded. And, further, that, when the deed poll or policy of Insurance was executed, the fact of the existence of the fulling mill, where the fire originated, and the near proximity of which to the property insured caused the destruction of the latter was not disclosed to the Beacon Life and Fire Insurance Company, and did not and does not appear in the plan referred to in the deed poll or policy, purporting to show the precise state and condition of the premises at the time the insurance thereof was effected, and which was furnished by Flavien Lavallée in whose favour such deed poll or policy was granted, and that the existence of such fulling mill was never, in fact, known either to the Beacon Life and Fire Assurance Company or to the Company Defendant until after the occurrence of the fire. And, further, that the present action was not commenced within six months after the loss or damage occurred.

R. LAFLAMME, for Plaintiff, contended that, in a case like the present, where the value of buildings formed the bulk of the claim, the failure to produce a detailed statement of loss was of no consequence. Then, as to the charge of concealment

3.

essce or, to have

ught
efenaith.
ailor,
this
t the
only
neut,
were
The

rticle ights, osses-, for lintiff ln lus

the

62.

oss by ver. fulling by fire it be urance

⁽¹⁾ V. art. 2485 C. C.

or misrepresentation, he thought the evidence established that, whilst the policy was running, the agents of Plaintiff had been informed by Lavallée of the existence of the fulling mill, and that they made no objection, and that, under any circumstances, as Plaintiff's witnesses concurred in stating that the fulling mill was really no additional risk, the question of misrepresentation was not material. And, as to the six months prescription invoked by the defence, he argued, that it was entirely opposed to the law of the land and could not therefore be enforced.

BETHUNE, for Defendant, relied on the entire absence of any statement of loss whatever as fatal to Plaintiff's case, and also contended, that, as Defendant had proved that the existence of the fulling mill had never been disclosed, and that, had it been, the premium would have been much in excess of that charged, there could be no doubt as to the material character of the misrepresentation, and that the concealment of the fact of the existence of the fulling mill so materially affected the contract between the parties as to render it absolutely null. He further contended, that the limitation of six months for the bringing of the action was an express condition of the policy, and one that ought, under all the circumstances, to be enforced in the present case.

SMITH, J.: This action was brought by Wilson, assignee of a policy of insurance, from Lavallée. Lavallée was proprietor of certain mills, saw mills and grist mills. He effected insurance upon these separately, and upon their contents. The parties continued under the contract till the property was all destroyed by fire. Defendants being called upon to pay, pleaded, first, that no sufficient statement of loss was given. Second, that there was a wilful concealment and misrepresentation of property insured, by not informing the Insurance Company that there was a fulling mill under the same roof with the grist mill. Third, that the action should have been brought within six months. The answer to the first plea was, that the property consisted mainly of machinery, of which a detailed description was not necessary. The second point raised the substantial objection of misrepresentation. It was perfectly clear, according to the evidence, that no mention was made of the fulling mill as being under the same roof with the grist mill. It was clearly the duty of the insured to make this known. It was contended that mention was made of the fact, but the evidence on this head was unsatisfactory. Then, assuming that this ought to have been disclosed, the question was, was it material? All the witnesses brought up for Plaintiff swenr that it was not material. Therefore, whatever the opinion of the court might be, it was bound to decide according the substant, when the month in (7 J., p.

R. an Beth

EGERT e

Held: '] of Capias sworn to Defendan

This y Capias e of fact s the asser Plaintiff his credi

BETHU cation of he had n sons inti in any v the entir tending t proband contained

PER C we have the falsit petition f BETHU

KERR

(1) V. ar

shed intiff lling any uting presthe gued,

ee of e, and existhat, ess of cha-

absoof six
ondicumsnee of
rictor
insu-

The as all pay, given, resen-rance proof

been was, nich a point t was ention e roof

e root red to made ctory. d, the ht up whatlecide according to the testimony of persons well acquainted with the subject. As to the third plea, it could not be maintained, as there was no prescription of six months in the law of the land, which was the law the court was bound to follow. Judgment must therefore go for Plaintiff. Judgment for Plaintiff. (7 J., p. 223.)

R. and G. LAFLAMME, for Plaintiff. BETHUNE and DUNKIN, for Defendant.

CAPIAS.-PROOF.

Superior Court, Montreal, 31st December, 1862.

Coram SMITH, J.

EGERT et al. vs. LAIDLAW.

Held: That in a case of a Petition by a Defendant to set aside a writ of Copius ad Respondendum, on the ground that the statements of fact sworn to in the affidavit are untrue, the onus probandi is entirely on the Defendant to prove that what is so sworn to is false. (1)

This was a Petition by a Defendant to set aside a writ of Capias ad Respondendum, on the ground that the statements of fact sworn to in the affidavit were untrue, and specially the assertion that Defendant had, in effect, informed one of Plaintiffs that he had put his property beyond the reach of his creditors.

BETHUNE, for Defendant, relied for the success of the application on the prima facie ease made out by Defendant, that he had not to the knowledge of the witnesses, who were persons intimately acquainted with Defendant and his business, in any way secreted or made away with his property, and the entire absence of evidence on the part of Plaintiff: contending that such prima facie case plainly threw the omus probandi on Plaintiffs to establish the truth of the allegations contained in the affidavit.

PER CURIAM: The practice, here and in England, whence we have borrowed the procedure, is for Defendant to prove the falsity of Plaintiff's statements. I therefore reject the petition for want of proof. (7 J., p. 227.)

BETHUNE and DUNKIN, for Petr.

KERR and NAGLE, for Plff.

⁽¹⁾ V. art. 819 C. P. C

CONVICTION FOR SELLING LIQUOR WITHOUT LICENCE.

COURT OF QUARTER SESSIONS, Montreal, 27th January, 1857.

Coram McCord, J.

MULLINS, Appellant, and Bellemare, Respondent.

Held: That a conviction will lie against any one partner upon an information for selling liquors without a license. (1)

Appellant contended, upon his appeal, that he had been illegally convicted of the offence charged against the partnership of which he was a member; particularly on the ground that he was not liable alone for the acts of the partnership

upon such an information :-

Per Curiam: The Court is of opinion that the evidence of selling was sufficient, and that a conviction will lie against any one partner of the partnership, on the principle that, although the parties are jointly liable, the law treats all torts as several as well as joint, and the party injured may proceed against all or any or more of them. Conviction confirmed. (7 J., p. 228.)

CUSTOM DUTIES.

CIRCUIT COURT, Montreal, 30th June, 1863.

Coram Monk, A. J.

ATWATER et al. vs. Bouthillier.

Held: 1st. That in estimating for duty the market value at the place of exportation of goods imported from a foreign country, such value will be taken to be the value of such goods by a gold or other standard corresponding in value with the standard of the currency in which the duties are Payable.

2nd. That, upon this principle, goods imported from the United States should be estimated for duty by a gold standard that being a standard

corresponding in value with canadian currency. (2)

The Defendant was sued for the revendication of a cask of linseed oil detained by the customs at Montreal, and valued at \$43.20. The declaration purports to be for refusing to deliver to Plaintiffs a cask of linseed oil then in the examining warehouse, and part of a lot entered on the 25th October, 1862. On that day, Plaintiffs entered 31 casks of linseed oil, one of which was sent to the examining warehouse. On inspection

ing curre were pui exchange value up until it v payment of on the The plea casks of ailing cu same wer paid in g York, as market ' thirty on and fair was quite the one s whilst th exportati twenty 1 according the time which Pla a balance for the d value wa and fair place of o dant had entry to the place Plaintiffs. law, have to the am owing by until such one casks titis in th of the Un at the cus tifth day namely, t by Plaint and at the York of s

of the in

⁽¹⁾ V. art. 898 S. R. Q.

^{(2) 22} Viet. ch. 17, sec. 24; Statuts revisés du Canada de 1886, ch. 32, sec. 58.

857.

n in-

been meround ship

ee of sinst that, torts

ceed med.

63.

place e will d corh the

States idard

ensk dued diver ining 1862, ne of

ction

e. 58.

of the invoice, it was found to be made out, not in the prevailing currency of the United States of America, where the same were purchased, but at the gold value and was paid in gold or exchange. The appraiser insisted on a post entry to bring the value up to the paper currency and detained the eask in store until it was done. The question therefore had reference to the payment of the duty on the gold price of the article, instead of on the true market value thereof at the place of exportation. The plea of Defendant is that the invoice of the thirty one casks of linseed oil in question was made out not in the prevailing currency of the United States of America where the same were purchased, but at the gold value and in fact were paid in gold or exchange. That, in fact, the actual cost, in New-York, as stated in said invoice was not the true and fair market value, at the time and place of the purchase of said thirty one casks of linseed oil, but, on the contrary, the true and fair market value thereof at the place of their exportation was quite different from the one stated in said invoice; that the one stated in said invoice was seventy-five cents per gallon, whilst the true and fair market value thereof, at said place of exportation, was ninety cents per gallon; that the duty of twenty per cent, imposed by law on said goods, amounted according to the prevailing currency of the United States, at the time and place of said purchase, to the sum of \$235.40, which Plaintiffs have not paid, except \$196.20, leaving still due a balance of \$39.20; that Plaintiffs paid only \$196.20, as and for the duty of twenty per cent as if the true and fair market value was only seventy five cents per gallon, whilst the true and fair market value of said linseed oil, at the time and place of exportation, was ninety cents per gallon; that Defendant had a right to make and did insist on making a post entry to bring the value thereof up to the paper currency of the place of exportation, at the time of such purchase, and Plaintiffs, although called upon to pay the duty according to law, have always refused to do, and, therefore, are still indebted to the amount of \$39.20, for said balance of duty so due and owing by them, and cannot claim the said eask of linseed oil until such balance be paid. The parties admitted that the thirty one casks of linseed oil mentioned were purchased by Plaintitls in the city of New-York, in the state of New-York, one of the United States of America, and were by them entered at the custom house, in the port of Montreal, on the twentyfifth day of october, 1862, at the price stated in said invoice, namely, the sum of \$981, which was the price actually paid by Plaintiffs in New-York and was, at the time of the purchase and at the time of said entry, the actual value at the New-York of said quantity of oil, in gold coin of the United States

of America, of equal, nominal and actual value with the current money of Canada or in currency equivalent to such gold coin, and that Plaintiffs paid to Defendant, as collector of customs at said port, in current money of equivalent nominal and actual value with the said gold coin, as duties on said goods, twenty per cent upon the amount or value of said goods as stated in said invoice to wit: the sum of \$196.20; and received from the proper officer a permit for the delivery of said oil to paintiffs, who received thirty casks of said oil, one being retained at the examining warehouse by Defendant who still retained the same on the ground that he has a right to make a post entry and to oblige Plaintiffs to pay a balance of \$39.20 as and for the balance of the duty of twenty per cent on said goods, according to his statement annexed to his plea, which balance Plaintiffs have been called upon to pay upon a post entry which Defendant did insist to make, but of all which Plaintiffs refused. That, at the time of the purchase in New-York, there was current, in the United States, a certain issue of paper inconvertible into gold, and bearing, at the time of the purchase, nominally a like value with the gold coin, but, in fact, bearing a real value less by twenty per cent than the gold coin, the rate of exchange from Canada, to New-York, being, at an equivalent premium of exchange in favor of Canada and that the value of the oil in the said paper currency, at the time of said purchase, was \$1177.20. That the value of said cask of linseed oil, at Montreal, is \$43.20.

MONK, A. J.: The Plaintiffs, E. Atwater and Co., purchased, at New York, a certain quantity of linseed oil. The invoice showed that the articles were of a certain value. The invoice was all right, but the collector thought he was justified in charging the duty according to the paper currency of the United States. Atwater and Co., paid duty, on the 25th October, 1862, according to the value in gold which was a standard common to the two countries. But Defendant claimed that he was entitled to duty according to the amount which Plaintiffs would have paid for the articles, if they had paid in paper currency. The collector had detained one barrel of the linseed oil to meet this excess of duty. The Court believed his pretensions to be utterly unfounded. The collector had no right to go and examine the paper currency of the United States. The action of Plaintiffs for the recovery of the barrel of oil must be maintained, and the collector declared unjustified in making the distinction which he had made. Gold being a standard, it was upon this that the value of all goods in New York must be determined.

"The Court doth adjudge and condemn Defendant to

deliver t linseed of at the C of Octob but whi duties of refused and sati or barre of Januman, At

S. W. P. R.

DEREPE

Held: The parte during an appear supported or error been fyles

This house b bound to in good writ was was ente the term The nex the affid and that payment The mo 11th of Plaintiff when th proceedi want of rights to

(1) V. a

gold or of ninal said goods and ry of l, one idant right lance

pay out of chase a cert the gold per nada, ge in said 77.20.

o his

al, is nsed, voice voice d in the Ocstanimed rhich paid el of eved d no nited arrel

ustı-

being

s in

t to

deliver up to Plaintiffs, within 15 days, the cask or barrel of linseed oil, their property which was duly entered by them at the Custom House, at said port, on or about the 25th day of October last past, and the duties thereupon paid by them, but which Defendant, without any legal claim thereupon for duties or other charges, and without legal right detained, and refused to deliver to Plaintiffs, and, in default thereof, to pay and satisfy to Plaintiffs the sum of \$43.20 value of the cask or barrel of linseed oil, with interest thereon from the 24th of January last, the whole with costs distraits to Mr. Dorman, Attorney for Plaintiffs. (7 J., p. 285.)

S. W. DORMAN, Attorney for Plaintiffs. P. R. LAFRENAYE, Attorney for Defendant.

PROCEDURE. - JUDGMENT BY DEFAULT.

CIRCUIT COURT, Montreal, 11th June, 1863.

Coram Badgley, J.

DEREPENTIONY vs. DOHERTY.

Held: That after default is entered and judgment prononneed exparte during term, such judgment and default may be set aside, and an appearance and plea to the action permitted to be fyled, on motion supported by an affidavit to the effect that it was through negligence or error of Defendant's Attorney that appearance and plea had not been fyled. (1)

This was an action for real damages done to Plaintiff's house by Defendant when he occupied it as tenant, being bound to deliver up the house at the expiration of his lease in good repair, reasonable wear and tear being allowed. The writ was returned into court on the 2nd of June last. Default was entered only on the 5th. On the 10th, the first day of the term, judgment was given to Plaintiff on proof duly made. The next day, 11th June, Doherty made motion: "that, upon the affidavit herewith produced, default entered be taken off, and that he be permitted to appear and plead therein, upon payment of such costs as this Honorable Court may order." The motion and affidavit were dated and presented on the 11th of June, without notice to the opposite party. Ricard, Plaintiff's attorney, who happened to be present in Court when the motion was made, attempted to show that those proceedings were illegal, and, though not objecting to the want of notice of motion, could not consent to waive his rights to his judgment. He maintained that a judgment could

⁽¹⁾ V. arts. 483a et 505 C. P. C.

not be set aside on a mere motion, that the law gave us some special means of accomplishing that end, and it was necessary

to apply the law to that effect.

BADGLEY, J.: Ruled that Defendant could not suffer by his attorney's negligence or error, that the affidavit fyled in support of motion went to establish that it was by Mr. Doherty's oversight that an appearance had not been fyled in due time. So he would grant the motion and order Defendant to plead forthwith. Motion granted, judgment and default set uside. (7 J., p. 287.)

L. RICARD, for Plaintiff.

M. DOHERTY, for Defendant,

OBLIGATION BY WIFE SEPARATED AS TO PROPERLY.

CIRCUIT COURT, Montreal, 27th February, 1863.

Coram Monk, J.

GIROUARD vs. LACHAPELLE et vir.

Held: That both husband and wife séparée de biens are jointly and severally liable for a joint note made in the course of a business in which they were both jointly interested. (1)

In rendering judgment, His Honor said: This action was brought on a promissory note signed by husband and wife $s\acute{e}par\acute{e}e$ de biens. The plea was that the wife signed the note, not as a partner in the business, but as security for her husband, which was illegal, but the evidence proved that the note was made in the ordinary course of a business, in which both husband and wife were jointly interested. Judgment must therefore go against both Defendants, jointly and severally. (7 J., p. 289.)

JETTÉ, for Plaintiff. ROYAL, for Opposants.

SEDUCTION .- PATERNITE .- ENFANT.

COURT OF QUEEN'S BENCH, Montréal, 31 mars 1846.

Coram ROLLAND, J., GALE, J., DAY, J.

DUBOIS vs. HÉBERT.

Jugé: Que durant la première enfance, l'enfant naturel est laissé sous les soins et en la possession de la mère; mais qu'après les premières années, le père doit avoir l'alternative de prendre son enfant avec lui ou de continuer à en payer l'entretien à la mère. (2)

- (1) V. art. 1301 C. C.
- (2) V. art. 243 C. C.

JUGEN dont la l et, en eo mandere pour le s Défende dépens paver à ce que 1 par anni anra atte comme et élever danne le £6 par a atteint l' de l'enfa dix ans. CHERI

R. A.

DOUTRE

Jugé: 1
ou distrib
les frais
contestée.
2º Que
de la colle
3º Que
conune De

Gabou cette par cessionm deur, cré du 24 ma distribut le jugeme de l'oppos à l'opposa

(1) V. ai

some ssury y his d in Mr. fyled efenfault

y and

63.

was
sépat as a
which
de in
l and

289.)

46.

é sous nières lui ou

JUGEMENT: "La cour déclare le Défendeur père de l'enfant dont la Demanderesse est accouchée le huit novembre, 1841; et, en conséquence, condumne le Défendeur à payer à la Demanderesse la somme de £24, tant pour frais de gésine que pour le soutien de l'enfant, jusqu'au jour de l'assignation du Défendeur, nommément jusqu'au 24e jour d'août, 1844, et aux dépens de cette action. Et la cour ordonne au Défendeur de payer à la Demanderesse, à partir du 24 août, 1844, et jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de six ans, la somme de £6, par unnée, pour le maintien de l'enfant, et, après que l'enfant aura atteint l'âge de six ans, la cour condamne le Défendeur, comme père de l'enfant, d'en prendre soin, de le nourir, vêtir et élever convenablement; et à défaut par lui de ce faire, condamne le Défendeur à payer à la Demanderesse la somme de £6 par année, d'avance, à compter du jour que l'enfant aura atteint l'âge de six ans, pour la nourriture, besoin et l'entretien de l'enfant, et ce jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de dix ans. (7 J., p. 290.)

CHERRIER et DORION, pour la Demanderesse. R. A. R. HUBERT, pour le Défendeur.

Cour Supérieure, Montréal, 29 septembre, 1863.

Coram BERTHELOT, J.

PROCEDURE.—CONTESTATION DE COLLOCATION.

Doutre vs. Gosselin, et Gabouriault, Opposant.

Jugé: 1º Que lorsque, dans la contestation d'un article de collocation on distribution, le titre ser lequel l'opposant a été colloqué est contesté, les frais seront accordés, comme si l'opposition elle-même eût été contestée. (1)

2º Que la classe des frais, dans ce cas, est réglée, non par le montant de la collocation, mais par la somme reclamée par POpposant.

3° Que l'Opposant est considéré comme Demandeur et le contestant comme Défendeur, pour déterminer les frais dus à chacune des parties.

Gabouriault avait été colloqué pour £36, en déduction de cette partie de son opposition au montant de £179, comme cessionnaire de Céleste Mora dite Laforme, épouse du Défendeur, créancière de ce dernier par contrat de mariage, en date du 24 mai, 1843. Le Demandeur contesta l'article du projet de distribution qui colloquait ainsi l'opposant, sur le motif que le jugement de séparation de biens, qui avait rendu la cédante de l'opposant créancière de son mari de la somme par elle cédée à l'opposant, était nul, vu qu'il avait été obtenu dans un district

⁽¹⁾ V. art. 743 C. P. C.

étranger au domicile des parties et en fraude des créanciers, Le jugement de la cour renvoya la contestation, avec dépens. Les avocats de l'Opposant firent leur mémoire de frais, comme s'il s'agissait d'une opposition contestée; mais le protonotaire ne leur accorda que les frais d'une contestation de collocation, ce aui faisait une différence de \$40 sur un seul item du mémoire. Par motion du ' septembre, 1863, ils demandèrent à la cour de reviser cette taxe, alléguant que le titre qui servait de base à l'article de collocation contesté, ayant été attaqué de nullité, la contestation devait être considérée comme attaquant l'opposition elle-même: que la procédure avait été instruite avec autant de détails et de trouble que dans une action ordinaire. et qu'il n'y avait aucune raison de taxer les frais autrement que dans une cause ordinaire. Le Demandeur répondit que le tarif n'ayant pas fait d'échelle pour régler les frais d'après le plus ou le moins d'importance des contestations de distribution, la cour ne pouvait méconnaître le tarif et faire des distinctions qui seraient toujours plus ou moins arbitraires; qu'en effet, il y avait en articulations de fait, conseils à l'enquête. preuve testimoniale, comme dans les causes ordinaires, mais que le protonotaire avait accordé les honoraires attachés à ces vacations, en sus des honoraires de contestation, et que la revision de la taxe ne pouvait pas améliorer le mémoire à cet égard : que le tarif (art. 36, 37, 38 et 39) avait fixé les frais sur toutes les contestations de rapport de distribution, attribuant au contestant la qualité de Demandeur et à l'antre partie celle de Défendeur; qu'en supposant même que le principe invoqué par cette motion pût être accepté par la cour, la classe des frais devait être determinée par le montant de la collocation et non par celui reclamé dans l'opposition, que le montant colloqué était la mesure de l'intérêt des parties. Jugement accordant la revision de la taxe, comme sur une contestation du fond de l'opposition, suivant l'art. 50 du tarif et ce qui est demandé par l'Opposant.

BERTHELOT J.: Ce jugement est d'accord avec l'opinion de mes collègues sur le banc. Motion accordée. (7 J., p. 290.)

BÉLANGER and DESNOYERS, pour l'Opposant. Doutre and DAOUST, pour le Demandeur. CHENTEL

Jugë: Q
" de nouri
n'est pas
être faite
tation, le

Le 12 une terr nourrir fer et é estimée échnes le en deme encore c Dupont, nier fils voir à si et, vû le le Dema donation conclusi soit com Antoine 1849, es portées : tations 1 mise en ni aux d tions; d nableme charges revenus Chenier lui, et q deux au fense, et

> " La c produite légaleme portées

> bonne fo

RENTE VIAGERE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 13 février, 1863.

Coram Monk, J. A.

CHENTER, père, vs. COUTLÉE et al.

Jugé: Que la prestation suivante portée dans un acte de donation "de nourrir le donateur à son pot et feu, de le chauffer et échairer," a'est pus productive d'arrérages; et qu'une mise en demeure légale doit être faite à la partie obligée pour la contraindre au service de cette prestation, le Défendeur ayant toujours été prêt à se conformer à son obligation.

Le 12 mars, 1849, le Demandeur donne à son fils Antoine, une terre de 3 arpents sur 20, aux Cèdres, à la charge de nourrir le Demandeur, son père, à son pot et feu, de le chauffer et éclairer, le tout sa vie durante. Cette prestation est estimée valoir \$8 par mois, formant \$288 pour les 3 années échues le 12 mars, 1861. Antoine Chenier a été requis et mis en demeure de remplir ses obligations, et a refusé et refuse encore de le faire. Les deux autres Défendenrs, Coutlée et Dupont, sont en possession de la terre donnée à Antoine Chenier fils; le Demandeur est âgé de 86 ans, incapable de pourvoir à sa subsistance et à celle de son épouse âgée de 74 ans; et, vû le refus de Ant. Chemier fils, de remplir ses obligations, le Demandeur est bien fondé à demander la résiliation de la donation et à être mis en possession de la terre donnée; les conclusions sont à cet effet, et l'on demande que le jugement soit commun entre les parties Défenderesses. Le Défendeur, Antoine Chenier fils, a plaidé à l'action que l'acte de 12 mars, 1849, est de nature aléatoire, et que les charges qui y sont portées sont aussi de même nature; que ces charges ou prestations n'arréragent pas; que le Demandeur n'allègue pas de mise en demeure légale et régulière faite à Antoine, son fils, ni aux deux autres Défendeurs, d'exécuter les susdites prestations; depuis le 12 mars, 1849, le Demandeur a véeu convenablement, et s'est passé volontairement du service de ces charges; que le Demandeur est créancier d'autres rentes et revenus et d'un chemin de péage; que le Défendeur, Antoine Chenier fils, n'a jamais refusé de recevoir le Demandeur chez lui, et qu'il a toujours été et est encore prêt à le recevoir. Les deux autres Défendeurs ont offert les mêmes moyens de défense, et disent de plus qu'ils sont possesseurs de la terre de bonne foi et sans fraude.

"La cour, considérant qu'il n'est pas établi, par la preuve produite que le Défendeur, Antoine Chenier fils, ait jamais été légalement mis en demeure de faire les charges et prestations portées et stipulées en faveur du Demandeur, dans et par

ciers, pens, mme ire ne on, ce noire, cour hase

ıllité,

l'op-

avec mire, ment ue le ès le ition, stinequ'en

juête, mais à ces a reà cet frais attri-

nutre prinur, la de la ue le rties.

tarif on de

l'acte de donation en date du 12 mars, 1849; considérant qu'il n'est pas établi, par une preuve légale et suffisante, que le Défendeur, Antoine Chenier fils, ait januis refusé de nourrir le Demandeur, son père, à son pot et feu, ou de le loger, chanffer et éclairer, tel que convenu dans et par l'acte de donation du 12 mars, 1849, mais au contraire, il est prouvé qu'il a toujours été prêt à nourrir, chauffer et éclairer son père, le Demandeur, suivant ses meyens, et qu'il est prêt encore de le faire; vu que, sous ces circonstances, les charges et prestations personnelles portées dans l'acte de donation du 12 mars, 1849, n'ont pas, suivant la loi, arréragé tel qu'il est prétendu par le Demandeur dans sa demande et déclaration, et que, de fait et de droit, les arrérages réclamés par le Demandeur ne sont pas accrus en sa faveur; considérant qu'il n'est pas prouvé que le Défendeur, Antoine Chenier fils, ne soit pas capable de nourrir le Demandeur son père, à son pot et feu, ou de remplir toutes les autres charges et obligations portées dans l'acte de donation du 12 mars, 1849, mais, au contraire, qu'il résulte de la preuve, qu'il est en moyen de remplir telles charges et obligations; considérant, d'abondant, qu'il est prouvé que le Demandeur a des revenus et des moyens suffisants pour le faire vivre entièrement indépendant de son fils, le Défendeur, Antoine Chenier fils: considérant que, quant aux autres Défendeurs, Contlée et Dupont, il n'est pas prouvé qu'ils soient en possession, comme propriétaires de la terre donnée par le Demandeur au Défendeur Antoine Chenier fils, par l'acte du 12 mars 1849, par dol ou fraude, mais, an contraire, qu'ils sont propriétaires de la terre, de bonne foi et en vertu de titres bons et valables, maintient les exceptions produites par les Défendeurs respectivement, et a débouté et déboute l'action et demande du Demandeur, avec dépens. (7 J., p. 291.)

Dorion and Dorion, pour le Demandeur. Moreau, Ouimet and Chapleau, pour les Défendeurs.

SPECIAL ANSWER.

Superior Court, Montreal, 31st October 1863.

Coram Monk, A. J.

MARTIN and vir vs. MARTIN,

Held: That a Plaintiff cannot, by a special answer to a plea, founded upon a deed to which he was a party, and which deed would defeat his action, set up grounds of nullity against such deed and ask the recision thereof, and that the nullity of such deed should have been asked by the declaration.

This Martin, commeun dant. his marriage passed be action, P titles, an her moth the valid ground t to sign tl Defendar said esta null and productic should be other rea by a spec was a pa action. 2 conclusio declaration different his motic BergevinMcGory two gron ceeding t been don The Cou mode of gether in Motion g (7 J., p. 2 KERR 8

Dorio:

⁽¹⁾ On no a la demana une poursui le paiement d'un tiers, mandat doi du Demand C. S., Mond 5 R. J. R. C

⁽²⁾ On the in Remillar

qu'il Déir le uffer n du ours deur, que, ielles pas, mant de pas ue le iournplir se de te de obli-Defaire , Anéfenit en ir le e du gu'ils n de s par

> KERR and NAGLE, Attorneys for Plaintiffs. Dorion and Dorion, Attorneys for Defendants.

This was an action instituted by Plaintiff, Margaret A. Martin, against her father, for an account and partage of the communauté tripartite heretofore existing between Defendant, his second wife, and Plaintiff, issue of Defendant's first marriage. The Defendant pleaded, that, by a certain deed passed before notaries, previous to the institution of Plaintiff's action, Plaintiff, being of age, had sold to him all her rights, titles, and interest in the communauté and in the estate of her mother. The Plaintiff, by her special answer, attacked the validity of the sale made by her to her father, upon the ground that it was fraudulent, and that she had been induced to sign the deed by the false representations made to her by Defendant, as to the real value of her rights and interest in said estate, and concluded that the said deed be declared null and void and of no effect, and be set aside. Upon the production of this special answer, Defendant moved that it should be rejected, as being irregularly pleaded, for, amongst other reasons, the following: 1st. Because Plaintiff could not. by a special answer, ask the nullity of a deed to which she was a party, and which could only be set aside upon a direct action. 2nd. That the special answer contained allegations or conclusions which should have formed part of Plaintiff's declaration. 3rd. That the special answer contained new and different grounds of action. Defendant cited, in support of his motion: 1 Solon, Traité des Nullités, p. 281 : Marcoux vs. Bergevin, Queen's Bench, Montreal, 19th October, 1846: McGory vs. Griffice, (1) The Plaintiff opposed the motion upon two grounds; 1st. That a motion was not the proper proceeding to test this special answer, but that it should have been done by demurrer. 2nd. That she had regularly pleaded. The Court was of opinion that the motion was the proper mode of dealing with this special answer, which was altogether irregular for the grounds set forth in the motion. Motion granted and special answer dismissed with costs. (2) (7 J., p. 293.)

63.

l'ac-

1.)

unded lefeat k the been

⁽¹⁾ On ne peut mettre dans une réponse spéciale des allégations nécessaires à la denancle et qui devraient être contenues dans la déclaration. Ainsi, dans une poursuite intentée contre un mandataire, lui demandant personnellement le paiement d'une somme d'argent qu'il a promis payer comme nandataire d'un tiers, quoiqu'il ne fût pas mandataire, cette fausse représentation du mandat doit être allégaée dans la déclaration, vu qu'elle est la base du recours du Benandeur contre le mandataire personnellement. (Metiony vs. Griffin, C.S., Montréal, 30 décembre, 1856, Day J., SMITH J., et C. MONDELET J., 5 R. J. R. Q., p. 396). V. art. 50 C. P. C.

⁽²⁾ On the same day a similar decision was givn by Mr. Justice Berthelot, in Remillard et al. vs. Beaudin et al.

INTERROGATOIRES SUR FAITS ET ARTICLES.

SUPERIOR COURT, Montreal, 30th June, 1863.

Coram SMITH, J.

GUYON dit LEMOINE vs. LIONAIS.

 Held : That a case is not concluded on the default of the Defendant to answer interrogatories $\mathit{surfacts}$ articles, if it is susceptible of further testimony.

2. A party to whom interrogatories sur faits et articles have been submitted may answer them at any time before the case is concluded.

PER CURIAM: Two motions had been made by Plaintiff against Defendant, based upon the fact that to both series of interrogatories proposed to him, the party had made default to answer; that, having made default to answer any of these questions, the case was concluded, and that the default entitled Plaintiff to have judgment entered in his favour, the proof on his part being made, inasmuch as the interrogatories covered the whole case. In France, it appeared that, where parties were called upon to answer interrogatories on fails et articles, and they refused to answer, the Plaintiff called upon the Judge to consider the interrogatories as admitted, and enter up judgment in his favour. There was no doubt that there was much wisdom in this rule, and, in the case cited from Pigeau, the rule had doubtless, been acted upon very judiciously. When a Defendant, for example, was called upon to answer respecting a loan, and the ease was one not susceptible of further testimony, the interrogatories were conclusive upon the subject, and the proof was made. In such a case, there would, of course, be sufficient to enter up judgment upon. But take the present case. The action had been going on four or five years, and the parties had been at enquite for two years and a half. Thirty or forty witnesses had been examined, and a great variety of issues had been raised, and now a second series of interrogatories had been served upon Defendant. Defendant made default, and now Plaintiff moved that, inasmuch as these interrogatories had not been answered, and, inasmuch as they covered the whole of the issues between the parties, that judgment be entered up for Plaintiff. But there was no such practice in this country. In those cases in which it was admitted, there was no other evidence, the interrogatories finished the whole matter. But here the parties had been taking evidence for years, and were proceeding with the instruction of the Court on the case. The rules of procedure on this subject had been interpreted uniformly until lately. The first interpretation was that, under the ordinance of 1667, according to which the parties were at liberty at any

time to came up to answ But this continue inits et e The mo cluding : there we not appe books of no such on this n inasmuel enquête, mined, ar proved, t was a sin rejected.

> FLEMI: LEBLAI

GUYON DI

Jagé : Qu mis à une p lire des rép

Le Défeinterrogatisses réponsiger alors avait compar l'inter ayant été a rédigé d'avaredigé d'avaredigé d'avaredigé d'avaredigé d'avaredigé de cette mide notes or chir sa mé

(I) V. act. TOM

time to come up and answer the interrogatories. The point came up at Quebec, and it had there been held that the right to answer must be limited to the duration of the enquele. But this rule had not been adopted here, and our practice continued to be that the party might come up and answer on jaits et articles any time before the case had been concluded. The motion must, therefore, be dismissed. But, before concluding upon this first point, it was proper to remark that there were two sets of interrogatories in this case, and it did not appear that any default had ever been entered in the books of the Court, with respect to the first set. If there were no such entry, it was clear that no judgment could be given on this motion. There was a second motion, which said that, inasmuch as this case had been going on for three years at enquele, inasmuch as a great many witnesses had been examined, and they had answered nothing, and nothing had been proved, that judgment be entered up for Defendant. This was a singular motion, and must of course be rejected. Motion

rejected. (7 J., p. 294.) Fleming, for Plaintiff.

idant ither

ı sub-

intiff

es of

fault

these

fault

r, the

cories

vhere

ils el

upon

that eited

very

seep-

usive ense,

anent going

e for

been

l, and

upon

ioved

vered,

ween

But

kes in

interarties

with

mocc-

until

nance t any LEBLANC and CASSIDY, for Defendant.

INTERROGATOIRES SUR FAITS ET ARTICLES.

Cour Supérieure, Montréal, 31 décembre 1863,

Coram Loranger, J.

GUYON DIT LEMOINE vs. LIONAIS.

Jugé : Que, dans certaines circonstances particulières, il peut être permis à une partie, assignée à répondre rirà rocc à des faits et articles, de lire des réponses préparées d'avance. (1)

Le Défendent ayant été assigné à répondre vivà voce à des interrogatoires sur faits et articles, il était procédé à prendre ses réponses, lorsque, le 26 décembre 1863, l'Hon Juge Loranger alors siégeant, interrompit la réponse que le Défendent avait commencé à donner au 28me interrogatoire additionnel, par l'interlocutoire suivant : "L'attention du juge président ayant été attirée sur le fait que le Défendeur lit d'un papier rédigé d'avance et qu'il tient en main les réponses aux interrogatoires sur faits et articles qui lui sont proposés, et le juge presidant ayant plusieurs fois notitié au Défendeur l'illégalité de cette manière de procéder. l'informant qu'il ne peut se servir de notes ou référer à des documents que pour aider et rafraichir sa mémoire, sur des dates ou circonstances particulières.

TOME XIL

d V. act. 226 C. P. C.

qui nécessitent une référence particulière, l'interrogatoire vingt-huit lui est proposé, et ayant répondu quelques mots sans paraître lire du papier rédigé d'avance, il recommence cette lecture en continuant sa réponse à l'interrogatoire; la cour refuse d'entrer la continuation de sa réponse, et suspend l'interrogatoire à l'effet d'aviser sur le procédé à adopter en pareil cas." Le 31 décembre 1851, l'interlocutoire suivant fut rendu sur cet incident: "La cour, ayant repris pour le reconsidérer, à l'effet de l'amender ou d'en assurer l'exécution, par voies additionnelles, suivant le cas, l'ordre par elle donné à l'enquête, le 25 décembre courant; considérant le nombre des interrogatoires sur faits et articles et des interrogatoires supplémentaires proposés au Défendeur, tant ceux auxquels il a déjà répondu que ceux auquels il a encore à répondre, la longueur démesurée de quelques-uns, le rapport éloigné d'un grand nombre avec les faits en contestation, la multiplicité des faits et l'éloignement des époques sur lesquelles il est interrogé; appréciant les difficultés, presque l'impossibilité de répondre, de mémoire, même avec l'aide de notes de documents auxquels congé lui a été donné de référer par l'ordre en question, et usant du pouvoir discrétionnel inhérant à la juridiction du tribunal, en semblable cas, dans l'intérêt bien entendu de la justice et la recherche éclairée de la vérité, sons néanmoins déroger à la règle générale introduite dans la manière de recevoir les réponses sur faits et articles, telle que consignée dans cet ordre, mais en déviant par exception spéciale dans la présente espèce, pour les raisons ei-dessus énoncées, a reseindé et reseinde le dit ordre du 26 décembre conrant, et dit et adjuge qu'en répondant à l'interrogatoire 28 et aux suivants, le Defendeur fera usage de tels doenments et papiers qu'il avisera. (1) (8 J., p. 91.)

J. R. Fleming, pour le Demandeur. Leblanc and Cassidy, pour le Défendeur.

 La section 86 du chapitre 44 des Statuts du Canada de 1857, 20 Vict. se lisait comme suit : "Tonte partie sommée de répondre à des interrogatoire sur faits et articles, dans une cause en Cour Supérieure on Cour de Circuit. pourra par telle sommation être tenne de répondre de vive voix, Cour tenante. on à l'enquête dans la cause ou au procès devant le jury, et telles réponse seront prises par le juge on par le greffier; et le juge présidant telle cour or telle enquête on procès pourra soumettre de vive voix à la dite partie toute autres questions pertinentes aux interrogatoires, et auxquelles il pourra cou s'direr necessaire qu'il soit répondu d'une manière franche et entière, o perfinentes anx faits qu'elles sont destinées à prouver, en cas d'admis sion par refus d'y répondre, et la réponse ou refus de répondre à tout question ainsi soumise par le juge aura le même effet que si telle question fat sait partie des interrogatoires signifiés à la dite partie et auxquels elle a et s numée de répondre ; et toute question, ainsi soumise par le juge à laquelle! partie interrogée refusera de répondre, sera, sur ordre du juge, mise par ceric par le protonotaire ou greffier ou un écrivain employe par lui et restera alor-de record et aura cilet comme susdit." Il a eté jugé sous ces dispositions que Ex parte

Held: T Lower Ca in that Co

The pe setting a having b fax, had of the Se voie, the 12th Sep Police Co the said j Court, too said warr sale, but, Court of asmuch as Montreal | Quebec, fo Halifax, 1 Montreal: executed a there, on 17th Septe Court of V on a charg vessel in petitioners Court of V in the port Court of V and flowing The pray

la partie, assi articles, ne per Coleman et a 8 R. J. R. Q Bondre de viv BOWKER, C. S

COURT OF VICE-ADMIRALTY .- JURISDICTION.

SUPERIOR COURT, Montreal, 23rd September, 1862.

Coram Monk, A. J.

Ex parte Louis Coulon et al.

Petitioners for a Writ of Prohibition.

Held: That the Court of Vice Admiralty has jurisdiction throughout Lower Canada, to attach a sea going vessel to answer a suit instituted in that Court.

The petitioners presented a petition to the Superior Court, setting up in effect that, on the 8th September, 1862, they having been mariners on the brigantine "Adonis" from Halifax, had obtained judgments before Charles J. Coursol, judge of the Sessions of the Peace, at Montreal, against George Lavoic, the Captain of the "Adonis," for wages; that, on the 12th September, warrants of distress were issued from the Police Court against the vessel "Adonis," for the payment of the said judgments; that John Bates, a constable of the Police Court, took the vessel in execution, at Montreal, under the said warrants, and fixed the 18th September as the day of sale, but, on the 16th September, he received the order of the Court of Vice admiralty to suspend further proceedings, inasmuch as the "Adonis" was already under seizure made at Montreal in a suit begun in the Court of Vice admiralty, at Quebec, for the payment of a certain bettomry bond made at Halifax, Nova Scotia, payable on arrival of the vessel at Montreal; that the order of the Court of Vice Admiralty was executed at the City of Montreal, by the seizure of the vessel there, on or about the 11th September; that Bates, on the 17th September, received a summons to appear before the Court of Vice Admiralty, at Quebec, on the 26th September, on a charge of contempt of said Court, in having taken the vessel in execution under the said warrants; that the petitioners were aggrieved by the premises: 1° Because the Court of Vice Admiralty had no jurisdiction over any vessel in the port of Montreal; 2° Because the jurisdiction of the Court of Vice Admiralty does not extend beyond the ebbing and flowing of the tide, which does not extend to Montreal. The prayer of the petition was, in effect, that the Superior

la partie, assignée à répondre de vive voix à des interrogatoires sur faits et articles, ne peut donner ses réponses en les lisant d'un écrit préparé à l'avance, d'oteman et al. rs., Farmann, C. S., Montréal, 4 mars 1859, Bapelley, J., S. B. J. R. Q., p. 131.) Jugé, au contraire, que la partie ainsi assignée à répondre de vive voix peut lire ses réponses préparées à l'avance, (FENN rs., Bowkell, C. S., Montréal, 6 février 1863, Monk, J., H. R. J. R. Q., p. 512.)

ı lon--d'un dicité st inité de doeuhe en ı jurim en-. Sams a male que n speenone coll-. 28 et ints et

oire

nots ence

e; la pend

er en

: fut econ-

, par

mé à

e des

Sup-

s il n

m Vict.. gatones Circuit. enante. reponse con" of e toute era con tiere, o l'admis à tout stion fai He a ch quellet par ecrii ra alorions que Court would issue a writ of prohibition addressed to Henry Black, the judge of the Admiralty Court, prohibiting him from maintaining the warrant of arrest on the bottomry bond, as having been issued without jurisdiction, unless causes to the contrary be shown on a day to be named by the Superior Court. GIROUARD, for the petitioners, argued in support of the petition that the law and the Commission of Her Majesty to Henry Black, judge of the Court of Vice Admiralty, gave him no jurisdiction beyond the ebbing and flowing of the tide. Stuart's Vice Admiralty Cases, p. 376 and seq. The Court rejected the petition, inter alia, on the ground that the jurisdiction of the Vice Admiralty Court, extended throughout Lower Canada. Petition rejected. (1) (7 J., p. 295.)

D. GIROUARD, for Petitioners.

(1) LETTERS PATENT APPOINTING JUDGE.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britan and Ireland, Queen, Defender of the Faith. To our well beloved HENEY BLACK, Esquire, Greeting.

We do by these presents, make, ordain, nominate, and appoint you the said Henry Black, to be our commissary in our Vice-Admiralty Court, in our province of Lower Canada in America, and territories thereunto belonging. And we do hereby grant unto you full power to take cognizance of, and proceed in. all causes civil and maritime, and in complaints, contracts, offences, or suspected offences, crimes, pleas, debts, exchanges, policies of assurances, accounts, charter parties, agreements, bills of lading of ships and all matters and contracts, which in any manner whatsoever relate to freight due for ships hird and let out, and transport money or maritime usury, otherwise bottomay, or which do any way concern suits, trespasses, injuries, extortions, demands. and affairs civil and maritime whatsoever, between merchants, or between owners and proprietors of ships or other vessels, and merchandises, or other persons whomsoever, with such owners and proprietors of ships and all other vessels whatsoever, employed or used, or between any other persons howsoever, had, began, made or contracted, for any matter, cause or thing, business or injury whatsoever, done or to be done as well in, upon or by the sea, or public streams, fresh waters, ports, rivers, creeks and places overflowed whatsoever, within the ebbing and flowing of the sea, or high water mark, as upon any of the shores or banks adjoining to them or either of them, together with all and singular their incidents, emergents, dependencies, annexed and connexed causes whatsoever: and such causes, complaints, contracts, and other the premises aforesaid, or any of them, howsoever the same may happen to arise, be contracted, had or done, to hear and determine according to the civil and maritime laws and customs of our High Court of Admiralty of England, in our said province of Lower Canada, and maritime parts of the same, and thereto adjacent whatsoever, and also with power to sit and hold Courts in cities, towns and places, in our Province of Lower Canada aforesaid. for the hearing and determining of all such causes and businesses, together with all and singular their incidents, emergencies and dependencies, annexed and connexed causes whatsoever, and to proceed judicially and according to law in administering justice therein; and moreover, to compel witnesses, in ease they withdraw themselves for interest, fear, favor or ill-will, or any other cause whatsoever, to give evidence to the truth in all and every causes above mentioned, according to the exigencies of the law, and further, to take all manner of recognizances, cantions, obligations, and stipulations, as well to our use as at the instance of any parties, for agreements or debts, or other causes and businesses whatsoever, and to put the same in execution, and to Russeli

Une r

Jugé : (le décès d

la Denna adjugés a d'adjudid resse est pies de ment ni les dites règle. Pa enchère.

> A. et V Morea

cause and c and concern and felons of or by any of or public st may be hap bited and m

And more dolphins stuvery large band to the oall casualtic cast over box dereliet or bmeanors, offemitted, or trall ports, riswater mark, said provinebelonging, 1 happening.

(I) V. art.

FOLLE ENCHERE.-PROCEDURE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 29 septembre 1863.

Coram Berthelot, J.

RUSSELL vs. FOURNIER et al., et McBain, adjudicataire.

 $Jag\dot{e}: Qu'une$ règle pour folle enchère peut être accordée, nouob-taut le décès du créancier poursuivant le décret. (1)

Une règle pour folle enchère ayant été émanée au nom de la Demanderesse pour procéder à la revente des immeubles adjugés à l'adjudicataire qui avait négligé de payer son prix d'adjudication, ce dernier répondit par écrit que la Demanderesse est décédée, en Ecosse, depuis plus d'un an, que les copies de la règle signifiée ne sont pas certifiées valablement ni légalement, les avocats n'ayant pas droit de certifier les dites copies, et il conclut au rejet et débonté de la dite règle. Par son jugement, la cour accorda la règle pour folle enchère. Folle enchère ordonnée. (7 J., p. 299.)

A. et W. Robertson, avocats de la Demanderesse.

MOREAU, OUIMET et CHAPLEAU, avocats de l'Adjudicataire.

cause and command them to be executed, and duly to search and enquire of and concerning all goods of traitors, pirates, manslayers, felous, fugitives, and felous of themselves, and concerning the bodies of persons drowned, killed, or by any other means coming to their death in the sea, or in any ports, rivers or public streams, or creeks, and places overflowed, and also concerning what may be happening in the aforesaid places, and engines, toils, and nets prohibited and unlawful, and the occupiers thereof.

And norcover, concerning fishes royal, namely; whales, kiggs, grampuses, dolphins sturgeons, and all other fishes whatsoever, which are of a great and very large bulk or fatness, by right or custom any ways used, belonging to us and to the office of our high Admiral of England; and also of and concerning all casualties at sea, goods wrecked, flotson, jetson, lagon, shares, things cust over board, and wreck of the sea, and all goods taken and to be taken as derelict or by chance found or to be found and all other trespusses, misdemeanors, offences, enormities and maritime crimes whatsoever done and committed, or to be done and committed, as well in and upon the high sea, as in all ports, rivers, fresh waters, and creeks, and shores of the sea, to high water mark, from all first bridges towards the sea, in and throughout our said province of Lower Canada, and maritime coasts thereto, and thereunto belonging, howsoever, whensoever, or by what means soever arising or lappening. And &c., &c.

(I) V. art. 547 C. P. C.

Britam HENRY

enry

him

bond, es to

erior

nt of ijesty

gave

tide.

Court

juris-

ghout

the said our prong. And second in. , or susecounts, and conps hired omry, or lemands. between or other all other s house. business e sea, or rerflowed mark, as together exed and acts, and y happen ig to the diralty of ts of the and hold foresaid. Logether , annexed ording to nesses, in II. or any ry causes r, to take as well to

, or other in, and to

DISCONTINUATION DE POURSUITE.-DEPENS.

Cour Supérieure, Montreal, 24 février, 1863

Before Monk, J. A.

CHARLEBOIS vs. COULOMBE.

Jugé: Que les frais dont distraction a été demandée, dans les conclusions de la déclaration, par le procureur ad litem du Demandeur, lui seront adjugés, par jugement de la Cour, nonobstant que les parties se soient arrangées après le rapport de l'action, par acte notarié et hors la connaissance du procureur du Demandeur.

Cette action était une demande en adhésion, portée par le Demandeur contre la Défenderesse, sa belle-mère, chez laquelle s'était retirée la femme du Demandeur. Le Demandeur avait pris les conclusions suivantes: "Le Demandeur conclut " à ce que la Défenderesse soit condamnée à rendre et ren-" voyer au Demandeur sa dite épouse, sous tel délai, que la " cour fixera, et qu'à défaut par elle de ce faire, sous tel délai, " le Demandeur soit autorisé de prendre et d'aller chercher sa "dite épouse chez la Défenderesse, par tous moyens que de " droit et suivant le cours de la loi, de plus, qu'il soit fait dé-" fense et inhibition à la Défenderesse de retirer chez elle la " femme du Demandeur, conclut en outre le Demandeur à ce " que la Défenderesse soit condamnée à lui payer, par forme " de dommages, la somme de £1,000, et les dépens, dans tous " les cas, de la présente action, dont le soussigné demande " distraction." Cette action ayant été rapportée, le 1er septembre 1862, le Demandeur, par un acte de désistement, reçu le 6 octobre, 1862, devant Martin, N. P., se désista de sa demande contre la Défenderesse et se chargea de payer tous les frais. Comme le Demandeur négligeait de payer les frais, son procureur inscrivit la cause à l'enquête, pour pronver ce désistement, et, sur audition au mérite, la cour rendit jugement pour les frais, accordant distraction au procureur du Demandeur. Ce jugement est dans les termes suivants: La cour, après avoir entendu les parties, sur le mérite de cette cause ex-parte, condamne la Défenderesse à payer au Demandeur les dépens de cette action seulement, distraits à D. Girouard, avocat du Demandeur. (7 J., p. 300.)

D. GIROUARD, avocat du Demandeur.

Leblanc et Cassidy, avocats de la Défenderesse.

BANC I

Présent

Perrat

Jugé: cessionn en est fa significa

La B nard, le et dépe saisie-a shérif d clara qu de £4 montan le 30 jt Platt ét arrêt ai recu de voir à avec int qu'à cor Platt, ai pas pré acceptai vembre l'Appela connaiss pour évi Shérif. somme, 81050,8 être déc date de à la pou le shérif intérêt, i intimés,

> terventi guant, d devoir

VENTE DE CREANCE.—ACCEPTATION DE TRANSPORT.

BANC DE LA REINE, EN APPEL, Montréal, 19 novembre 1863.

Présents: Sir L. H. LaFontaine, Bart, Juge-en-Chef, Duval, Meredith, et Mondelet, Juges.

Perrault et vir, Appellants, et La Banque Ontario, Intimée.

Jugé: Qu'un transport de créance accepté par le notaire, au nom du cessionnaire, est suffisamment ratifié et parfait par la signification qui en est faile au nom du cessionnaire, et sort son effet du jour de cette signification.

La Banque Ontario avait obtenu jugement contre Ed. Barnard, le 28 février 1859, à Montréal, pour \$3,602, avec intérêts et dépens. Pour en obtenir le paiement, elle fit émaner une saisie arrêt qui fut signifiée le 26 mars 1860, à John Boston. shérif de Montréal, et John Platt, du même lieu. Boston déclara qu'en sa qualité de Shérif, il avait en mains une somme de £41477, qui lui avait été consignée par Platt, comme montant d'un jugement obtenu par Barnard contre ce dernier, le 30 juin 1859, et pour paiement duquel les immeubles de Platt étaient alors saisis. L'Appelante intervint sur la saisiearrêt ainsi faite, et allégua : que, le 2 novembre 1859, par acte reçu devant Hunter et confrère, notaires, Barnard reconnut devoir à l'Appelante, pour prêt à lui fait, la somme de \$1,125, avec intérêt, et pour sûreté du paiement, il lui transporta, insqu'à concurrence, partie du jugement qu'il avait obtenu contre Platt, ainsi qu'il est mentionné plus haut. L'Appelante n'était pas présente à l'acte de transport, quoiqu'il fût dit qu'elle acceptait. Le transport fut ensuite signifié à Platt, le 4 novembre 1859, avec déclaration que c'était à la requisition de l'Appelante ; que l'exécution procédait ainsi contre Platt, à sa connaissance, au profit de l'Appellante et de Barnard; que, pour éviter l'expropriation, Platt paya, entre les mains du Shérif, le montant du jugement £41477; que, sur cette somme, il était dû à l'Appellante, comme balance en principal \$1050,85, avec intérêt du 15 novembre 1859. Elle conclusit à être déclarée saisie de la créance de \$1125, à compter de la date de la signification du transport : que la saisie-arrêt faite à la poursuite des intimés fût déclarée nulle, pro tanto, et que le shérif fût condamné à lui payer la somme de \$1050.85, avec intérêt, tel que susdit, et elle concluait aux dépens contre les intimés, au cas de contestation. Les intimés contestèrent l'intervention, niant à l'Appelante le droit d'intervenir, et alléguant, d'abondant, que Platt, par sa déclaration, avait reconnu devoir à Barnard, sans reconnaître l'appelante comme sa

onelnur, Ini

63

ties se fors la par le ez la-

ndeur
onelut
t renque la
délai,
her sa
que de
it déelle la
r à ce
forme
s tous
nande
r sept, reçu

frais, ver ce jugeur du s : La cette encur-D, Gi-

de sa

r tous

créancière. Que le transport n'avait pas été signifié à Boston. Que, conséquemment, inumédiatement après la consignation des deniers par Platt, Barnard pouvait en exiger la délivrance, et qu'ainsi la saisie-arrêt devait avoir son effet, l'appelante n'ayant produit son opposition à la délivrance des deniers, entre les mains du shérif Boston, que le lendemain de la signification à lai faite de la saisie-arrêt; que cette opposition venait trop tard, lors même qu'elle pût être considérée comme

signification du transport.

Le jugement rendu sur cette contestation, le 26 décembre 1860, est dans les termes suivants,—Smith, J.: "Considering "that Charlotte Mathilde Perrault, the intervening party. " hath failed to establish any right in law to intervene, and " thereby to have and maintain the conclusions by her taken " in said intervention, and to claim, by preference, the money " seized by process of Saisie-Arrel in the hands of John Bos-"ton, to the exclusion of Plaintiff and for the reason that " the said Dame Casgrain hath failed to show any legal bind-"ing and subsisting agreement between her and Educand " Barnard, her assignor, the assignment of the said judgment " obtained by Barnard against John Platt not being accepted " by said dame Casgrain in any way or form to make the " assignment binding, and that, by reason thereof, the assign-" ment cannot vest the judgment in the intervening party as " claimed by her; the court doth maintain the contestation of "the intervention by Plaintiff, and doth dismiss the same, " with cost."

LaFontaine, C. J.: Le 28 février 1859, à Montréal, la Banque d'Ontario obtient un jugement contre Edmund Barnard et Olivier Berthelet, pour la somme de \$3602, avec intérêt sur \$3600, à compter du 11 septembre, 1858, et les dépens taxés à £18 18 9. Le 2 novembre 1859 (Hunter, notaire) acte d'obligation par lequel Barnard reconnaît devoir à Charlotte Mathilde Perrault la somme \$1125, payable à demande, et lui cède et transporte, comme sureté collatérale, un montant égal dû à Barnard par John Platt, sur jugement pour plus forte somme, rendu le 30 Juin 1859, dans une cause de Barnard contre Platt, ce qui a été accepté par le notaire, la dite dame Perrault n'étant pas présente. On a prétendu que cette acceptation par le notaire était nulle. Je ne le pense pas, et je crois que cette prétention est contraire à la Jurisprudence de nos cours en pareille matière, du moins en ce qui concerne de simples obligations. Du reste, le dit acte a été dâment signifié par le notaire au dit Platt, le surlendemain de sa passation, c'est-à-dire, le 4 du mois de novembre. Le Statut Provincial, 13 et 14e Vic., ch. 39, s. 11, dit: "toutes notifications, " significations et protestations faites par les notaires, à la re-

" quisiti " taires " feront " sation " nom de " out ét Linete de une rati jusqu'à . été fait. aussi bio ties au a eu en rault, d' niers, fc du Shér et encor quête en scrait bi prétentie dn 30 ji ment en et généra laquelle rault par tunt. Pla pavé em cette sais reche en dans sa c faction : Platt, de pour la p saisie de de Shéri payait a recevait cière mac il doit lu mains n'a

son nom

Platt, ni :

la somme

Perrault

et, pour l

dite saisi

regarder

oston. ation ance, dante niers, signin veonne anlæe ering

arty. , and

taken
noney
Bosthat
bindnumd
gment
epted
te the
ssignety as

ion of

same,

al, la Barintéépens) acte rlotte et lui t égal forte rnard dame reeepcrois e nos ne de ment t pas-Pro-

tions.

la re-

" quisition d'une partie, et sans qu'elle ait accompagné les no-" taires ou le notaire, ni signé l'acte, seront nuthentiques et " feront preuve par elles-mêmes de leur contenu jusqu'à réeu-" sation on désaven par la personne (ou antres nyant droit) au " nom de qui ces significations, notifications et protestations " ont été faites" (Statuts Ref. du Bas-Camada, ch. 73, s. 27.) L'acte de signification du 4 novembre comporte, ce me semble, une ratification, par Madame Perrault, du transport du 2, jusqu'à désaveu de sa part. Or ce désaveu est loie d'avoir été fait. La signification lie done le débiteur délégué, Platt, aussi bien qu'il lie la dite Dame et le cédant Barnard, parties au dit acte du 2 novembre. Il y a plus, c'est qu'il y a eu encore ratification de la part de la dite Dame Perrault, d'abord par son Opposition à la délivrance des deuiers, formulée par elle du 28 mars 1860, entre les mains du Shérif Boston, dans la cause de Barnard contre Platt, et encore plus formellement, si c'est possible, par sa Requête en intervention en cette cause. La dite dame Perrault scrait bien malheurense si, avec toutes ses ratifications, ses prétentions ne pouvaient pas être maintennes. Le jugement du 30 juin 1859, obtenu par Burnard contre Platt, a été dûment enregistré le 6 juillet suivant. De là hypothèque légale et générale acquise au dit Barnard sur les immembles de Platt, laquelle hypothèque dûment transmise à la dite dame Perrault par l'effet du transport et de sa signification, pour autant. Platt, après la saisie de ses immembles par le Shérif, a payé entre les mains de ce dernier le montant réclamé par cette saisie, savoir £41477. Cette somme, le Shérif Boston l'a reçue en sa qualité de Shérif, et, comme il le dit lui-même dans sa déclaration sur la saisie-arrêt dont il s'agit, " in satisfaction of a debt," c'est-à-dire, en paiement de la dette de Platt, de laquelle dette la dite dame Perrault était alors saisie pour la plus grande partie. Ce que Platt payait ainsi, sous la saisie de ses immembles, et ce que le shérif recevait en qualité de Shérif, était donc la créance de la dite dame Perrault, Platt payait au nom de la justice, et était à l'avenir libéré : le shérif recevait ainsi au nom de la Justice, et recevant pour la créancière madame Perrault, dûment saisie du montant du transport, il doit lui payer ce montant, La saisie-arrêt faite entre ses mains n'a pas été faite en sa qualité de Shérif, mais seulement en son nom individuel. Comme tel, il n'avait vien appartenant à Platt, ni à Barnard. En qualité d'officier de la Justice, il avait la somme ei-haut mentionnée. Par son intervention, Madame Perrault conclut à la nullité, pour autant, de la dite saisie-arrêt. et, pour l'excédant de sa réclamation, elle conclut à ce que la dite saisie-arrêt soit déclarée bonne et valable, en ce qui peut regarder Barmard. Je ne vois pas d'objection à accorder la première partie de ses conclusions; quant à la seconde partie, j'y vois une grande objection, c'est que la saisie-arrêt est contestée par le Défendeur Barnard, par deux exceptions péremptoires où il raconte toutes ses transactions avec son ancien client Berthelet, et que cette contestation subsiste encore. Par la conclusion prise pour elle-même, dans son intervention, il est évident que Madame Perrault veut procéder ultérieurement sur son opposition à la délivrance des deniers, pour obtenir le paiement de la balance qui lui est due, sur le dit acte d'obligation et transport, savoir la somme de \$1050\frac{3.5}{1.0.6} avec intérêt sur icelle à compter du 15 Nov. 1859. C'est probablement la manière la plus régulière de procéder.

MEREDITH, J.: It is plain from the return of the Sheriff, that the sum of money mentioned in the declaration of John Boston, is the amount of the judgment in the case No. 493, Barnard vs. Platt; a part of which was transferred to Appelbut by the deed of the 2nd November, 1859. The question, therefore, which we have to determine is this: Had that sum of money been lawfully transferred to Appellant, to the extent claimed by her before the attachment thereof by Respondent! The objection to the transfer in favour of Appellant, is that it has not been lawfully accepted. As to this point, I am of opinion that the acceptance of the Notaries set forth in the deed of transfer must be considered as extending to every part of that instrument, exactly in the same way as if Appellant had been personally present at the passing of the deed; in which case, it could not be contended that it would have been necessary for her to repeat her acceptance of each of the covenants made in her favour. There still however remains the question whether the notary, having power to accept the deed as an obligation, which he certainly had, (1) lind also power to accept that part of the deed which was in effect a transfer. Upon this point, I do not think it necessary to express an opinion, because Appellants may, I think, rely with confidence on the signification of the transfer made on the 4th Nov. 1859, "à la réquisition des Appelants," as a ratification of the notarial acceptance for her. This view is justified by the 11th section of the 13 and 14 Vict., Cap. 59, which has already been quoted by the Chief-Justice, and is also in accordance with the judgment of this Court, in the

ease of that the thee, we hypothe of the (accepta abligation be as the curtimisfer ed, and we mus

Le ju The £391 5s John Be April, 1. on the certain. Superio was Pla by the bearing Himter edged t Appella promise thereof interest said dec clared t Appella said jud No. 493 sum of that by day of 1 his colle

⁽¹⁾ Ryan vs. Halpin, 5 R. J. R. Q., p. 6, and the authorities there collected.

d) Une ment par taire pour tion par LAFONTAI p. 6, renv SMITH, J. 1991 résul

partie, ease of Ryan and Halpin. (1) In that case, the Court decided that the acceptance of an obligation creating a special hypot conrempthee, was not necessary to give validity to such special hypothee, and also (vide second considerant of the judgment uncien of the Court of Appeals) "qu'en supposant même que cette e. Par cion, il acceptation fût nécessaire, l'enregistrement fait de la dite obligation equivaudrait à cette acceptation." Now it will sieure. , pour hardly be contended that the signification of the transfer, le dit under the statutory provision already adverted to, ought not 30,85 to be as effectual in the way of a ratification of a deed, as the enregistration of such deed. I therefore think that the st protransfer in favour of Appellant, ought to have been maintain-Sheriff, ed, and that, in so far as may be necessary to give effect to it, we must reverse the judgment of the Superior Court.

Le jugement en appel fut motivé comme suit :

The Court, seeing that it is established, that the sum of \$391.5s and certain interest, mentioned in the declaration of John Boston, one of the tiers saisis, made on the 11th day of April, 1860, was received by Boston, as Sheriff of this District, on the 27th day of March, 1860, under and by virtue of a certain writ de terris, issued in the cause No. 493, in the Superior Court for this District, in which Edmund Barmard, was Plaintiff, and John Platt, was Defendant. Seeing that, by the deed styled "Obligation, mortgage, and transfer," bearing date the 2nd day of November, 1859, executed before Hunter and his colleague Notaries Public, Barnard acknowledged to be indebted to Charlotte Mathilde Permult, the Appellant, in the sum of \$1125, and by the said deed, promised to pay the said debt to Charlotte Mathilde Perrault, thereof accepting by the said notaries on demand, with interest at the rate of six per centum from the date of the said deed. Seeing also that, by the said deed, Barnard declared that he thereby assigned, transferred, and made over to Appellant, to the amount of the said debt, and interest, the said judgment in his favour against Platt, in the said cause No. 493, in satisfaction whereof Boston so received the said sma of £391 5s, so mentioned in his declaration. Seeing, also, that by a certain notarial instrument, bearing date the 4th day of November, 1859, a copy whereof is fyled, Hunter and his colleague, Notaries Public, declare that, at the request and

st pro-Sheriff, John 5. 493, Appelestion, ct sum 7. Res-Appel-

nding
ay as
of the
would
ceach
wever
to
d, (1)

o this ies *s*et

vas in essary c, rely de on ca ralew is

ip. 59, ind is in the

llected.

⁽¹⁾ Une obligation, avec hypothèque spéciale, peut être consentie valablement par un debiteur, sans qu'elle soit acceptée par le créancier, ni par le notaire pour lui, et l'enregistrement de cette obligation équivaut à une acceptation par le créancier. (Ryon et Halpin, C. B. R., Montréal, 1 juillet, 1856, LAFONTMINE, J. en C., AYLWIN, J., DUVAL, J., et CARON, J., 5 R. J. R. Q., p. 6, reuversant le jugement de C. S., Montréal, 19 juin, 1855, DAY, J., SMITH, J., et VANFELSON, J., qui avaient jugé que l'hypothèque spéciale ne peut résulter que d'une convention entre le débiteur et le créancier acceptant.)

instance of Appellant, they repaired to the Montreal House, in the city of Montreal, and, there being and speaking to Platt, did signify and make known to him the said deed of Obligation and Transfer hereinbefore mentioned, and did, then and there, in due course of Law, serve a copy of the said obligation and transfer upon him, and also a copy of the said deed of signification. Seeing that, by the 27th section of the chapter 73 of the Consolidated Statutes of Lower Canada, it is declared that "Every notification, protest, and service " thereof, made by any notary at the request of a party who " has not accompanied such notary nor signed the deed, shall " be authentic, and be evidence in themselves of their con-" tents until called into question or disavowed by the person " in whose name such notification, protest, and service have "been made, or any other to whom it appertains." Considering that the said signification of the said deed of obligation and transfer at the instance of Appellant, was a valid and sufficient ratification by her of the said acceptance on her behalf of the said deed of obligation and transfer. Considering, therefore, that, under and by virtue of the said transfer so ratified, the said judgment, in the said cause No. 493, to the extent already mentioned, became legally vested in Appellant, on the said 4th day of November, 1859; and, therefore, so became vested in her, long before the attachment of the amount of the said judgment, under and by virtue of the saisie-arret in this cause issued on the 27th day of March, 1860. Considering, therefore, that, in the judgment rendered in this cause, by the Superior Court, in which it is, in effect, declared that the said transfer was not legally accepted by Appellant, there is error. The court doth, in consequence, reverse the judgment rendered by the Superior Court, in this cause, on the 26th day of December, 1860. And, proceeding to render the judgment which the Superior Court ought to have rendered in the premises, doth maintain the intervention filed by Appellants, and doth declare that the said judgment debt, in the said cause No. 493, to the extent of the sum of \$1125, with interest as aforesaid, became, on the said 4th day of November, 1859, legally vested in Charlotte Mathilde Perrault, the Appellant. And, this court doth, in consequence, set aside and annul, to the extent of \$1050.85, with interest from the 15th day of Nov. 1859, that being the balance now due on the debt of \$1125, the saisie-arrel in this cause issned, and doth, to that extent, and, in no greater extent, grant mainlerée of the said saisie-arrêl to John Boston and John Platt, and this court doth also declare that the sum of £39150, so declared by Boston to be in his hands, and which was so paid to him by Platt, belongs, to the extent of the sum 1859, is or court shall ceedi 85, a) apper Appe by R the e D. T.

R. J. .

Méni

Jugé sur un 2° C

Thi

but with 22 setting from, name received exceptions of the contraction of the contraction

Cy Ty

House, cing to leed of id did. of the of the tion of Janada. service y who d, shall ir conperson e have nsiderigation lid and her beidering, sfer so , to the Appelereforc, of the of the March. mdered effect, ted by nce, rein this eeeding ight to tervend judghe sum id 4th nthilde quence, nterest

ee now

use is-

extent,

on and

sum of

which

of the

sum of \$1050.85, with interest from the 15th day of Nov. 1859, to Charlotte Mathilde Perrault, the Appellant, and it is ordered that the record in this cause be remitted to the court below, in order that, after the representatives of Boston shall have been made parties in this cause, such further proceedings respecting the preparent of the said sum of \$1050. 85, and interest as aforesaid, may be had, as to law and justice appertain. And this court doth condemn Respondent to pay Appellants their costs, in the court below, on the contestation by Respondent of the intervention of Appellants, and also the costs of them Appellants in this cause. (7 J., p. 313 et 14 D. T. B. C., p. 1.)

R. & G. Laflamme, pour les Appelants.

J. A. A. Belle, pour l'Intimé.

APPEL.-PROCEDURE.

QUEEN'S BENCH, APPEAU SIDE, Montréal, 2 juin 1865.

Before: Duval, Chier-Justice, Aylwin, Meredith and Mondelet, Justices.

MÉNÉCLIER dit MOROCHOND, Appellant, and GAUTHIER, Respondent.

Jugé: 1º Que la Conr d'Appel, sur motion, fixera un jour pour enquête sur une exception produite dans cette cour par l'Intimé.
2º Que, dans l'espèce, l'exception n'avait pas été produite tardivement.

This appeal was returnable on the 19th December, 1863, but was only returned into court on the 1st ¹me, 1864. On the 25th April, 1864, Respondent filed a preliminary exception, setting up acquiescence by Appellant in the judgment appealed from, by his having served a copy of it upon the sequestre named in the case, demanding an account, and by having received and given receipt for rents arising from the property sequestered. A motion was made by Appellant to dismiss the exception as being filed too late, and also as being illegal and irregular. This motion was dismissed and Respondent then moved that he be allowed to proceed to enquête, which was granted. The parties gave admission and declared their enquête closed, and, on the hearing on the merits of the exception, it was dismissed, as not being sustained by proof. (15 D. T. B. C., p. 474.)

LAFRENAYE and ARMSTRONG, for Appellant. CARTIER, POMINVILLE and BETOURNAY, for Respondent.

a cedé l

son épo

lui dem on vers

des Bei

Testam bre, 187

gataire

tion ni

et instil

et nonn son d**éc**

vertu d

successi

26 juill

thieu, N

légatair

de la te

après sa

Codicile

mant te

à la req

trice, le

S S. 10

fait par

successi

payer l

reprises

sommes

l'invent

port à

fen Mé

consent

lée et p

1839, 1

6 Ret

2243.83

de proc

étan**t** to

meuble

possess

pour le

pour re

licitatio

excepti

en sépa que Ma

PRESCRIPTION.—CONFUSION.

BANC DE LA REINE, EN APPEL, Montréal, 6 décembre 1865.

Présents: Aylwin, Meredith, Mondelet et Loranger, Juges.

MÉNÉCLIER dit MOROCHOND, Appelant, et GAUTHIER, Intimé.

Jugé: 10. Que la prescription ne court pas entre éponx. (1) 20. Que le legs en usufruit par un mari à sa femme n'éteint pas le re-

cours qu'avait cette dernière contre son mari on ses héritiers pour reprises matrimoniales, et qu'il n'y a pas confusion eu ce cas.

Par sa déclaration, le Demandeur alléguait : Contrat de mariage entre François Ménéclier dit Morochond et Marie Francoise Gauthier, recu le 18 juillet 1822, Cadieux, N. P., dans lequel contrat, les parties avaient arrêté une communauté de biens, stipulation de propres, don mutuel et douaire de \$3000 ancien cours, et inventaire des biens de la femme devant se faire sous 15 jours: insinuation de ce contrat le 30 novembre 1822: inventaire susdit fait le 29 juillet et le 19 août 1822, dont acte par Mtre. J. M. Cadieux, le 29 novembre 1822. La valeur des biens meubles portés en cet inventaire se montant à \$2,493,77, les dettes actives à \$1585, y compris \$1228 en argent, apport de Marie Françoise Gauthier, de quelques inmeubles estimés à \$61, et le sixième indivis d'un immeuble situé en la cité de Montréal, comme légataire grevée de substitution pour un sixième de feu Louis Gauthier, son père. Vente par autorité de justice de cet immeuble au sieur Darius Bent, par acte reçu le 19 février 1823, Cadieux, N. P. Par acte de partage entre les légataires de feu Louis Gauthier, reçu le 14 février 1824, Cadieux, N. P., la part de Marie Françoise Gauthier étaut de £13463 6 d., ancien cours, lui fut déclarée payable par Darius Bent et Moses Knapp. Jugement rendu à Montréal, le 8 juin 1826, ordonnant séparation de biens entre François Ménéclier dit Morochond et sa dite épouse. Rapport du praticien, le 22 janvier 1827, établissant les droits et reprises de Marie Françoise Gauthier à £27,739 1 s 9 d, ancien cours, sans intérêts; non compris les droits dans la succession de feu Louis Gauthier spécialement réservés; lequel rapport homologué le 19 février 1827. Que cette séparation n'a jamais été exécutée, et la communanté n'a été dissoute qu'an décès de Frs. Ménéelier dit Morochond, arrivé le 22 décembre 1857, et à cette époque les biens qui composaient cette communauté étaient d'au moins \$40,000. Que, pendant la communauté et depuis le rapport du praticien, Frs. Ménéclier dit Morochond, par acte regu le 15 mars 1827, Cadienx, N. P.,

⁽¹⁾ V. art. 2233 C. C.

atimé. s le reour ree ma-Fran-, dans té de \$3000 nt se mbre 1822.. La ntant 28. en s imeuble subspère, arius Par thier, rant délment m de ouse, roits 9 d. sucequel ntion soute décette it la

elier

V. P.,

365.

n cédé à B. Ansell £115 19 2, dus avec plus forte somme à son épouse par Darius Bent et Moses Kumpp, et ce pour par lui demeurer quitte de pareille somme qu'il lui devait ; que, le on vers le 1er août, 1837, Frs. Ménéclier dit Morochond à reçu des Bent et Knapp la somme de £13,463 0 6d, ancien cours. Testament de François Ménéclier dit Morochond, le 4 novembre, 1856, J. E. O. Labadie, N. P., instituant son épouse sa légataire universelle en usufruit, sans être tenue de donner caution ni de faire inventaire aux charges portées au testament et instituant sa sœur, la Défenderesse, sa légataire universelle. et nommant son épouse son exécutrice testamentaire ; qu'après son décès, sa veuve, tant en vertu de son don mutuel qu'en vertu du testament, s'est mise en possession des biens de la succession de son mari et en a joui jusqu'à son décès, arrivé le 26 juillet, 1861. Testament de Marie Françoise Gauthier, Mathicu, N. P., le 29 décembre, 1858, nonmant le Demandeur son légataire universel, pour par lui jouir, sa vie durant, des biens de la testatrice et la propriété d'iceux retourner à ses enfants après son décès, et lui conférant l'exécution de son testament. Codicile le 7 avril, 1860, Mathieu et J. H. Jobin, N. P., confirment tel testament et enrégistré le 9 août, 1861. Inventaire, à la requête du Demandeur, des biens délaissés par la testatrice, le 29 juillet 1861, devant Matthieu, N.P., évalués à £43 8 8. Acceptation par la Défenderesse du legs universel à ellfait par son frère, et prise de possession en cette qualité de sa succession : qu'en conséquence, la Défenderesse est tenue de paver les dettes de son frère, et nommément le montant des reprises matrimoniales de son épouse, consistant dans les sommes ci-dessons, savoir : l' Valeur des meubles portés en l'inventaire des 29 juillet et 17 août 1822, \$4,079.86. 2° Transport à B. Ansell, \$460.00. 3 Prix d'un immeuble vendu par feu Ménéclier à Messire Poirier, en 1826, \$66.67. 4 Obligation consentie par feu Ménéelier le 25 nov. 1837, à Guillaume Vallée et par ce dernier transportée à Mme. Ménéclier, le 15 mars 1839, Mtre. Labudie, N. P., \$800,00, 5° Le douaire, \$500,00. 6 Retiré par M. Ménéelier, comme susdit, £13,463 0 6d. 2243.83. Total \$8150.35. De plus, la Défenderesse est tenue de procéder au partage de la communauté. Le Demandeur étant toujours prêt à rendre compte et représenter tous les meubles faisant partie des biens de la communauté et en la possession de Mme Mévéclier lors de son décès. Conclusions pour le paiement des susdites sommes et intérêts, et demande pour reddition de compte et partage de la communauté, et licitation, si le cas y échoit. La Défenderesse plaida diverses exceptions. Par la première, elle prétendit : que la sentence en séparation de biens avait été dûment exécutée, en autont que Marie Françoise Gauthier avait renoncé à la communauté et qu'acte lui en avait été donnée en cour, le 3 octobre, 1826. et en autant que, par tel jugement en séparation de biens, elle avait été autorisée de jouir à part et divis des biens à elle appartenant, et en autant aussi que, par le rapport du praticien dûment homologué, Marie Françoise Gauthier a été dûment mise en possession de ses reprises et droits matrimoniaux, et que, par suite de telle séparation de biens prononcée par la dite sentence même, par la dite renonciation et par l'homologation du rapport, constatant ses reprises et droits matrimoniaux. Marie Françoise Gauthier a toujours joni à part et divis de ses biens, et les a souvent exercés, comme séparée de biens, par divers procédés judiciaires reconnus et admis par les tribunaux du pays, et au vu et au su de tout le monde, pendant plus de trente ans passés et écoulés avant l'institution de cette action et même avant son décès. Que plus de trente ans se sont écoulés depuis l'échéance des créances allégnées et mentionnées en la déclaration. Que les réclamations faites par le Demandeur sont prescrites et éteintes par le laps de plus de trente ans passés et écoulés depuis leur échéance respective. Que, lors du décès de Marie Françoise Gauthier, il y avait plus de trente ans que les prétendues sommes de deniers réclamées en cette cause par le Demandeur étaient échues, (si jamais elles fussent dues, ce que néanmoins la Défenderesse n'admet pas, mais, au contraire, nie formellement,) et partant Marie Françoise Gauthier, lors de son décès, n'avait plus aucun recours en loi pour le recouvrement d'icelles prétendues créances. Par sa seconde exception, la Défenderesse prétendit que Frs. Ménéclier dit Morochond. par son testament, recu le 4 novembre, 1856, Labadie, N. P., institua son épouse sa légataire universelle en usufruit, sans être tenne de donner caution ni de faire aucun inventaire, mais aux charges suivantes: 10. De jouir des dits biens en bon père de famille, 20. De payer et acquitter les dettes du testateur, frais funéraires, et rétributions de messes, 30, Enfin de payer à la Défende esse une rente annuelle et viagère v mentionnée, et institua cette dernière sa légataire universelle. Que Marie Françoise Ganthiera accepté le legs en usufruit fait en sa faveur par le dit testament, s'est mise en possession en vertu du testament de tous les biens délaissés par le testateur à son décès. a fait don au Demandeur d'une grande partie des meubles délaissés par le testateur, et a dissipé le reste, n'a payé, ni acquitté ancune des dettes du testateur, excepté la rente annuelle et viagère légnée en faveur de la Défenderesse, quoique le revenu annuel des propriétés délaissées par le testateur fût de plus de trois cents livres courant, Que Marie-Françoise Gauthier, avant accepté le legs en usufruit fait en sa faveur dans le testament de son éponx, et s'étant mise en possession de tous les biens

qu'il ava faire qu " de pay et rétri Canthie débitrice chond, et ter toute sion, et, pu exerc elle s'est trice, et qu'elle a trouvée d Que, par Demande attendu personne tendre ex teur, don a fait, du paver et succession pour bâti payées ni les reven ani était personne dit que Marie-Fr dn 29 $d\acute{e}e$ et de fair eette den demandée céder à u Que l'iuv Marie-Fr. du Dema célébratic Ménéclier est irrégu pourraie: ou conser de la célé est nul et գուս թուլ contrat d

T

1826.ıs, elle à elle pratia été aimooncée t par droits otti à omme nus et out le avant Que e des ue les es et coulés Marie s prépar le ce que re, nie $_{
m ors}$ de myreption. bhond. N. P., t, sans itaire. is cu es du Entin ere v rselle. tensa tu du décès. es déguitté t viau anus de ivant ment

biens

qu'il avait délaissés, et en ayant joui sa vie durant, n'a pu le faire qu'à la charge spéciale contenue au testament, savoir : " de payer et acquitter les dettes du testateur, frais funéraires et rétributions de messes." Que, partant, Marie-Françoise Cauthier est devenue, par l'acceptation du legs en usufruit, débitrice de la succession de François Ménéclier dit Morochond, et, en conséquence, tenue et obligée de payer et acquitter toutes les dettes qui pourraient être dues par icelle succession, et, partant, en supposant que la légataire en usufruit eût pu exercer aucune créance contre la succession de son époux, elle s'est, par l'acceptation du legs en usufrnit, trouvée débitrice, et créancière tout à la fois et, partant, aucune créance qu'elle aurait pu prétendre avoir contre icelle succession, s'est trouvée des lors éteinte par la confusion opérée en sa personne. Que, partant, Marie-Françoise Gauthier n'a pu transmettre au Demandeur aucune créance contre la succession de son mari, attendu que, lors de son décès, il y avait eu confusion en sa personne, comme susdit : des créances qu'elle aurait pu prétendre exercer avant son décès contre la succession du testateur, dont elle est devenue la débitrice par l'acceptation qu'elle a fait, du legs universel en usufruit, à la charge par elle de payer et acquitter les dettes du testateur. Qu'il est dû, par la succession du testateur, diverses créances par lui contractées pour bûtir quelques unes de ses propriétés qui n'ont pas été payées ni acquittées. Que Marie-Françoise Gauthier a dissipé les revenus des dites propriétés et à permis au Demandeur, qui était son agent et procureur, de les employer à son profit personnel. Par sa troisième exception, la défenderesse prétendit que le Demandeur, n'étant que légataire en usufruit de Marie-Françoise Gauthier, en vertu de son testament en date du 29 décembre 1858, et tenu de fournir sa caution juratoire et de faire faire bon et loyal inventaire des biens délaissés par cette dernière, est non recevable à réclamer les créances par lui demandées en cette cause, et, nonmément, à demander à procéder à un partage de la manière par lui énoncée et requise. Que l'inventaire de tous les meubles, créances et immeubles de Marie-Françoise Gauthier, n'ayant été fait, d'après les allégués du Demandeur, que le 29 juillet et le 17 août, 1852, après la célébration du mariage de Marie-Françoise Gauthier avec Frs. Ménéclier dit Morochond, qui avait en lieu le 25 juillet 1822, est irrégulier, informe et illégal en autant que les époux ne pourraient plus, après leur mariage, et durant icelui, faire ou consentir un pareil acte, et déroger aux droits acquis lors de la célébration de leur mariage, et, partant, tel inventaire est uul et illégal, n'a pu former partie du contrat de mariage qui a pu intervenir entr'eux avant leur maringe. Que, par tel contrat de mariage, Marie-Françoise Gauthier était tenue au-TOME XIL

paravant que d'accepter le don mutuel y énoncé, de fournir sa caution juratoire et de faire bon et loyal inventaire, ce qu'elle n'a jamais fait. Que le montant de trois mille livres, ancien cours, pour le donaire créé en faveur de Marie-Françoise Gauthier, et que le Demandeur réclame, n'est jamais devenu dû et échu en faveur de Marie-Françoise Gauthier, qui n'en est jamais devenue créancière, et que, d'ailleurs, le fût-elle devenue (ce que la Défenderesse nie formellement, elle en est en même temps devenue débitrice, par et en vertu du testament de son mari, reçu le 4 novembre 1856. Que François Ménéclier dit Morochond n'a jamais retiré ni collecté ancune somme de deniers qui fût propre à Marie-Françoise Ganthier, et ne s'en est jamais attribué aucune, en autant surtout que c'est Marie-Françoise Canthier qui a tonjours géré et administré ses biens, comme séparée de biens avec lui, et qui, en cette qualité, a compara aux divers actes et contrats qui ont pu être passés dans le temps, et qui ont été confirmés et ratifiés par elle, en sa qualité de femme séparée de biens de son époux. Par sa quatrième exception, la défenderesse prétendit: Que, durant son usufruit des propriétés susdites en vertu du dit testament, Marie-Françoise Gauthier avait pour agent et procureur le Demandeur, qui a fait et consenti les baux des propriétés susdites, quelquefois en son nom personnel, et, néammoins, dans l'intérêt de la légataire en usufruit étant fondée d'une procuration reçue le vingt-sept janvier 1859, par devant Mathieu et son confrère, notaires. Que Marie-Françoise Ganthier a été bien et dûment séparée de biens du testateur, son époux, et ce durant trente ans avant décès de Marie-Françoise Gauthier, et laguelle qualité le Demandeur a souvent reconnue et admise par divers actes et contrats notariés, authentiques et autres. Que Marie-Françoise Gauthier n'a jamais accepté le don mutuel énoncé en son contrat de mariage avec François Ménéclier dit Morochond, en autant qu'elle ne pouvait le faire qu'à sa cantion juratoire et en faisant bon et loyal inventaire. ce qu'elle n'a jamais fait, et, partant, n'a jamais appréhendé les biens délaissés par son époux autrement qu'en sa qualité de légataire universelle en usufruit en vertu du testament. Que le revenu annuel des propriétés ainsi délaissées par le testateur, était et a toujours été de plus de trois cents livres courant, et dont le Demandeur, en sa qualité de procureur de Marie-Franeise Gauthier, a disposé à son profit personnel, et a toujours averti à son usage, sans jamais lui en rendre compte, en que Marie-Françoise Gauthier n'a jamais payé les dettes u - hypothécairement sur les dites propriétés, et qui s'élèvent contant de près £500, et ce à la connaissance personnelle du Demandeur, qui a ainsi mal administré les dites propriétés durant l'usufruit de Marie - Françoise Gauthier,

qui a t Ménéclie l'usufruit exercer : partant l foi dn Di tage par intérêt et nant déc sans auci de bonne passés et spécialen avait, en ration, a d'ailleurs jamais ét est en coi été sous de Franc décembre contre Fr a été susi réclamati Morochor le décès d Marie Fr du don 1 Défender comme el seconde o Ganthier ment de été par là sion de F propres 1 même les et qu'il n quence les la success seulement Demande succession celles qui Françoise exception

des biens

mir sa lle n'a cours, uthier. chu en : deveque la ips deri, reçu md n'a mi fût : attrinicoise comme mparu lans le qualité me exsufruit Marie-)emanisdites. : l'intéiration et son té bien , et ce uthier, e et adnes et epté le rancois e faire entaire, ndé les ilité de Quele tateur, ant, et -- Franaujours pte, en dettes Hevent iersons dites

uthier.

qui a toujours agi comme séparée de biens de François Ménéclier dit Morochond et qui de son vivant n'aurait accepté l'usufruit de telles propriétés, si elle eût prétendu devoir exercer aucune créance contre la succession de son éponx. Que, partant la Défenderesse est bien fondée à opposer la mauvaise foi du Demandeur : ainsi que son incapacité à procéder au partage par lui demandé, et à vouloir changer dans son propre intérêt et de mauvaise foi, l'état civil des deux époux maintenant décédés, et qui a existé durant plus de trente ans entr'eux sans aucune réclamation de leur part et qui a été sanctionnée de bonne foi par les tribunaux du pays durant trente ans passés et écoulés avant leur décès. Le Demandeur répondit spécialement à la première exception: Que Madame Ménéelier avait, en maintes occasions, même après le jugement en séparation, agi comme étant encore commune en biens. Que, d'ailleurs, la renonciation de Marie Françoise Gauthier n'a jamais été insinuée au greffe, tel que requis par la loi, et qu'elle est en conséquence nulle. Que Marie Françoise Gauthier ayant été sous puissance de mari et commune en biens jusqu'au décès de François Ménéclier dit Morochond, arrivé le vingt-denx décembre 1857, n'a pu exercer ses reprises et ses créances contre François Ménéclier dit Morochond, et que la prescription a été suspendue pendant leur mariage à l'égard de toutes les réclamations qu'elle pouvait avoir contre François Ménéclier dit Morochond. Que la prescription a encore été suspendue depuis le décès de François Ménéelier dit Morochond, par le fait que Marie Françoise Gauthier a eu l'usufruit de ses biens en vertu du don mutuel contenu en son contrat de mariage. Que la Défenderesse ne peut en conséquence invoquer la prescription comme elle le fait. Le Demandeur répondit spécialement à la seconde exception: Qu'en supposant que Marie Françoise Gauthier aurait accepté le lègs en usul'ruit fait par le testament de François Ménéelier dit Morochond, elle n'aurait pas été par là tenue de payer et acquitter les dettes de la succession de François Ménéclier dit Morochond, sur et à même ses propres biens, mais seulement de payer les dettes sur et à même les biens de la succession de Ménéclier dit Morochond, et qu'il ne se serait opéré auenne confusion, et qu'en conséquence les créances que Marie Françoise Gauthier avait contre la succession de son mari n'auraient pas été éteintes, mais seulement suspendues pendant la durée du dit usufruit. Et le Demandeur nie qu'il soit dû ancune somme de deniers par la succession de François Ménéclier dit Morochond, autre que celles qui sont dues au Demandeur comme représentant Marie Françoise Gauthier. Le Demandeur répondit à la troisième exception : Qu'il n'est pas tenu de fournir caution pour jouir des biens à lui légués par Marie Françoise Gauthier, mais qu'en

supposant qu'il le serait, la Défenderesse, n'ayant aucun intérêt dans la succession, n'est pas en droit d'invoquer ce défaut de cautionnement à l'encontre de la présente action : d'ailleurs, le Dem indeur allègue que, par les termes du testament de Marie Françoise Gauthier, le Demandeur avait la jonissance des biens à lui donnés par le testament à sa caution juratoire, et qu'il s'est conformé à cette exigence de la testatrice et prêté serment et remplit les formalités requises en pareil cas, et en faisant bon et loyal inventaire. Que les créances du Demandeur, mentionnées en la déclaration, et notamment celle de trois mille francs, ancien cours, pour le donaire créé en faveur de Marie Françoise Gauthier n'ont jamais été éteintes par confusion; que le Demandeur est encore fondé à réclamer la somme de deux mille quatre cent quatre-vingt-treize francs ancien cours, et mille cinq cent vingt-deux francs, même cours, à raison de la stipulation contenue dans le contrat de mariage de François Ménéclier dit Morochond et de Marie Françoise Gauthier, que cette dernière reprendrait ce qu'elle aurait apporté au mariage, et que l'inventaire qui a été fait des meubles apportés à son mariage par Marie Françoise Gauthier est bon et valable, cet inventaire ayant été fait immédiatement après le mariage en vertu d'une réserve et clause spéciale du contrat de mariage. Qu'il est faux que Marie Françoise Gauthier ait, du vivant de François Ménéclier dit Morochond, géré et administré ses biens et affaires, lesquelles ont toujours été gérées et administrées par François Ménéclier dit Morochond comme chef de la communauté qui existait entr'eux.

L'Honorable A. A. Dorion, conseil pour le Demandeur, en Cour Inférieure : 1re Question, Le jugement en séparation de biens a-t-il été exécuté, et, s'il ne l'a pas été légalement, le Demandeur représentant Marie Free Gauthier peut-il invoquer ce défaut d'exécution pour demander le partage des biens de la communauté, tels qu'ils existaient à la mort de M. Ménéclier? Tout jugement en séparation de biens, pour être valable, doit être exécuté. Le défaut d'exécution peut être invoqué par les tiers et par les parties elles-mêmes. Coutume de Paris, art. 227: Le Pretre, 1re centurie, ch. 77; Ferrière, G. C., t. 3, p. 366-7. nos. 9 et 11 : Actes de notoriété du Châtelet, du 26 août 1702 : Duplessis, De la Communauté, t. 1, p. 432-3-4. Cet auteur dit expressément que la sentence non exécutée est nulle, tant à l'égard des crénnciers que des conjoints eux-mêmes. 1. Bourjon, t. 1, p. 605, partie 5me de la communauté, ch. 3, sec. 1, No. 4. 2. Pothier, Communauté, Nos. 518. Il faut que le mari ait restitué à sa femme sa dotou du moins, qu'elle ait fait des pour suites pour se la faire rendre et qu'elle ne les ait pas abandonnées. 3. Pothier, Coutume d'Orléans, sur l'ar. 198, note 5, p. 343: 4 Pothier, Puissance du mari, t. 3, p. 462, no 18 : Le Brun, de la

nullités deux ar ciales et s'agissai tenir un nombre séparati 2, s. 3, bain, D 1441 du du juger sans inte 634, No No 133 ancun d ention (peine de Rec. Pér Rec. Pér 1829, 1, ment en et que ce fectif de judiciair de biens aussi que demande jamais er il y a e homologi dot et de y ait pre quis avec puisqu'il leur et o 2me Que le partag droit au Ménéclie prescrites thier, ob liv. 3, e. 2

concucu

femme

intérét aut de eurs, le Marie s biens et qu'il erment faisant ndeur, e trois 'eur de confusomme ancien ours, à ariage ançoise aurait it des uthier tement iale du authier géré et urs été

eur, en tion de , le Devoquer iens de Ménéçalable, µié par ris, art. 1 366-7. t 1702: teur dit tant à ourjon, No. 4.

nit res-

rsuites

onnées.

343 ; 4 n, de la

rochond

communauté, liv. 3, ch. 1, p. 323, semble être d'opinion que la femme n'est pas fondée, après la mort du mari, à alléguer les nullités de la séparation qu'elle a elle-même obtenue, mais les deux arrêts qu'il cite, ont été rendus sur des circonstances spéciales et ne justifient pas la conclusion qu'en tire Le Brun. Il s'agissait de prétenduesirrégularités dans les poursuites pour obtenir une séparation qui avait été exécutée pendant un grand nombre d'années, et non d'un défaut d'exécution, qui rend la séparation d'aucune utilité. Merlin, Séparation de biens, sec. 2, s, 3, art. 6; Arrêtés de Lemoignon, tit. 32, art, 85; Cubain, Droits des femmes, p. 297, Nos. 500-1-2-3 et 4. L'art. 1441 du Code Civil oblige la femme à poursuivre l'exécution du jugement de séparation dans les 15 jours et à les continuer sans interruption. Troplong, Contrut de mariage, t. 2, page 634, No 1357; p. 637, No 1360; p. 641, No 1364; p. 647, No 133; p. 648-9, No 1375. L'ancienne législation ne fixait aucun délai pour exécuter la séparation, néanmoins cette exécution devait être poursuivie dans un délai raisonnable, à peine de nullité. Dalloz, Rec. alp., t. 10, p. 236, No 2 ; Dalloz, Rec. Périodique, 1814, 2, 726, Arrêt du 9 noût 1814; Dalloz, Rec. Pér., 1833, 1, 136, Arrêt du 28 février 1833; Rec. Pér., 1829, 1, 339. De toutes ces autorités, il résulte que le jugement en séparation doit être exécuté dans un délai raisonnable et que ce qui caractérise l'exécution, c'est le remboursement effectif des reprises ou la preuve légale au moyen de poursuite judiciaire et de procès-verbal de carence, que le mari n'a pas de biens pour satisfaire les créances de sa femme. Il résulte aussi que la femme peut se prévaloir du défaut d'exécution et demander le partage de la communauté, comme s'il n'y avait jamais en de jugement en séparation. (1) Dans l'espèce actuelle, il y a en jugement en séparation et rapport du praticien homologué, mais il n'y a pas eu de remboursement de la dot et des reprises, ni d'exécution des biens du mari, quoiqu'il y ait preuve qu'il soit mort avec des biens considérables, acquis avec les capitaux et les revenus des biens de sa femme, puisqu'il est prouvé qu'elle avait des biens d'une grande valeur et qu'il n'avait pour vivre que le salaire d'un commis. 2me Question. Soit que le Demandeur ait droit de demander le partage de la communauté ou non, a-t-il, dans tous les cas droit au donaire et au remboursement des créances de Mme Ménéclier contre son mari, et d'abord ces créances sont-elles prescrites! 1 Pothier, puissance du mari, Nos 79 et 80. 2 Pothier, obligations, Nos 680-1. LeBrun, communité, p. 345, liv. 3, c. 2, s. 1, dist. 1, No 28: "un mari ne peut jumais prescrire contre sa femme. Le même, p. 505 et 506. Pothier,

⁽¹⁾ V. art. 1312 C. C.

introduction à la Coutume d'Orléans, p. 417, No 39; Code Civil, art. 2253; "elle ne court pas entre époux." Troplong, des prescriptions, t. 2, p. 271; No 742, p. 667, addition. Proudhon. t. 4, p. 92, No 1909. Non sculement le mari ne peut prescrire. mais il est même responsable des prescriptions acquises contre sa femme pendant le mariage. Troplong, mariage, t. 4, p. 690, 1. No 3585, et suivants. 3me Question. Il n'y a pas eu de confusion. Pothier, des obligations, Nos 642 et 648. Ric 2d. des donations, t. 2, p. 483. Quoiqu'il y ait confusion d'action pendant la jouissance de l'héritier (c. à. d. du grévé de substitution), néanmoins, après la restitution, les actions actives qu'il y avait contre la succession revivent, à moins que le testateur ne lui ait imposé la condition de remettre son dû et les actions passives que le défunt avait contre lui, reprenant aussi leur force en faveur du tidei-commissaire. Plus haut, l'auteur avait dit : ce qui est laissé par le défunt à son héritier, n'est pas présumé le dessein de compenser." Troplong, Contrat de mariage, t. 4, No 3619. La charge de payer les dettes et frais funéraires ne regarde que l'exécution du testament et n'impose à la légataire en usufruit et exécutrice que l'obligation de les payer à même les biens de la succession. Tous les exécuteurs testamentaires sont chargés de payer les dettes et legs mais cela ne s'entend pas qu'ils doivent le faire de leurs propres deniers. Bourjon, t. 2, p. 327, ch. 4, des testaments, sec. 2, art. 9 et suiv. Pothier, des donations, t. 4, p. 292, Nos 221, 222, 223, 224 et 231, explication de l'art. 286, de la Coutume de Paris. La Contume dit: "payer et arancer." Le donataire mutuel, n'ayant que la jouissance de la part du prédécédé dans les biens de la communauté, il ne doit être tenu qu'a faire l'avance des dettes et charges," etc. Pothier, t. 4, p. 324, interprétation de l'art. 68 de la Cout, de Dunois, qui contient ces termes: "Et payer les dettes, legs et funérailles du premier décédé," etc., p. 339, No 38: "Lorsque les conjoints ne se " sont pas fait don mutuel en propriété de leurs meubles et " conquêts, comme la coutume le leur permet, mais se sont " fait ce don mutuel seulement en usufruit, les héritiers du " donataire mutuel, fors de la restitution qu'ils doivent faire " anx héritiers du prédécédé des biens dont le donataire mu-" tuel a joui, doivent retenir sur les dits biens tout ce que le " donataire mutuel a payé pour dettes, legs et funérailles du " prédécédé, car ce sont charges des dits biens, qui les dimi-" nuent de plein droit." 40 La Défendevesse n'a ancun intérit dans les biens légués au Demandeur et ne peut invoquer le défant d'inventaire et de cautionnement; il n'y a que les substitués ou légataires en propriété qui pourraient s'en plaindre. D'ailleurs l'inventaire a été fait et le cantionnement donné. Proudhon, t. 2, p. 218, No 793; T. 2, p. 302, No 815, Enfin l'in-

ventair de mar fisent p p. 622, portées p. 274, tenir ju nauté, t Parce q 2º Pare sa femn méme a eas obto Pothier. tit. 13, taire di Nos. 29 Troplon tunt du consenti M. Frse commun et 48. 1 mariage Cubain, Denmind et créar commun ration, e l'effet d avoir les Ménéelie que de clier aya confusio intérêts, gnon, ar rière, Pa Troplong combe, le jour qu' demande

P. R. I proure Actes de " que l'e " némen ode Cing, des oudhon. escrire, contre p. 690,de conrd, des m penibstitues qu'il stateur les acit aussi l'auteur r, n'est trut de et frais t n'imligation les exés et legs us pros, see. 2, 21, 222, tume de onataire ·édécédé nu quà , p. 324, contient du preits ne se ubles et se sont liers du nt faire ure mue que le rilles du es dimia interit oquer le les subslaindre. donne.

ıfin l'in-

ventaire du 29 juillet et du 22 août, 1822, annexé au contrat de mariage, et le partage de la succession Louis Gauthier, suffischt pour constater l'apport de Frse, Gauthier. Pothier, t. 3, p. 622, No 298, No 300. Le mari est tenu de toutes les créances portées en l'inventaire auquel il a été partie. Proudhon, t. 2, p. 274, No 789. D'après ce que dessus, le Demandeur doit obtenir jugement, ordonnant le partage des biens de la communauté, tels qu'ils existaient lors du décès de M. Ménéclier. 10 Parce que le jugement de séparation n'a jamuis été exécuté. 2º Parce que le mari a continué à gérer toutes les affaires de sa femme et qu'il s'est enrichi avec le revenu de ses biens, et même avec ses capitaux. 3° Le Demandeur doit dans tous les eas obtenir jugement. Io. Pour le dounire stipulé sans retour, Pothier, t. 4, p. 293, No. 224; Bourjon, t. 1, p. 722, du douaire, tit. 13, sect. 4. Valeur des meubles mentionnés en l'inventaire du 29 juillet et 22 août 1822 : Pothier, communauté, Nos. 298 et 300; Lebrun, Communauté, p. 247, nos, 47 et 48. Troplong, contrat de mariage, Nos. 1966, 3628, 3633. Montant du transport à Benjamin Ansell, Montant de l'obligation consentie à Guil. Vallée et transportée à Mme Ménéclier, M. Frse. Gautier. Prix de vente de messire Poirier. Pothier, communauté, No. 300; Lebrun, communauté, p. 247, Nos. 47 et 48. Lebrun, communauté, p. 474; Troplong, contrat de maringe, t. 4, Nos. 3588, 3589, 3590, p. 694 et suivants; Cubain, traité des droits des femmes, p. 180, No. 312. Le Demandeur doit de plus obtenir les intérêts sur ces reprises et créances, à compter de la mort de Mme Ménéclier, si la communauté n'a pas été dissoute par le jugement de séparation, et à compter du jugement de séparation, s'il a eu l'effet de dissondre la communanté. Le Demandeur doit aussi avoir les intérêts du douaire, à compter du décès de Mme Ménéelier. La raison pour laquelle les intérêts ne sont dus que de la mort de Mme Ménéclier, c'est que Mme Ménéclier ayant en l'usufruit des biens de M. Ménéclier, il y a eu confusion d'intérêts pendant cette jouissance. Guyot, Rép., vo. intérêts, p. 459 et 460; Pothier, communauté, No. 521, Lamoignon, arrêtés, tit. 32, art. 72; Le Brun, p. 422, No. 23; Ferrière, Parfait Notaire, t. 1, p. 139, c. 14; Massé, t. 1, p. 275; Troplong, contrat de mariage, No. 3672; Rousseau de Lacombe, les intérêts, p. 383, no. 11: intérêts du douaire dûs du jour qu'il est échu, même dans les coutumes où il faut le demander.

P. R. LAFRENAVE, pour la Défendercsse: 10. Comment se prouve l'exécution de la sentence en séparation de biens? Actes de notoriété, page 325, 20 juillet, 1807: "Il est vrai que l'exécution de la sentence se fait et se prouve communiquement par une vente de meubles; mais elle se peut faire:

" lo. par un partage de la communauté; 20. par la restitution " de la dot; 30, par des saisies réelles; 40, et des oppositions " aux décrets. 50. et généralement par les actes sans fraude, " qui conduisent à l'exécution de la sentence." Et vide note b, Ainsi la vente du 3 avril 1827, faite et constatée par Dumouchelle, N. P., et alléguée dans les moyens d'opposition de Dame Morochond, filée le 1er octobre, 1862, et la vente faite le 19 septembre 1827, filée le 6 septembre, 1862, étant des actes faits sans fraude, ont en l'effet de conduire à l'erécution de la sentence. Cette opposition, réclamant des meubles par dame Ménéclier, est assermentée par elle se portant séparée de biens, et est un des cas ci dessus cités pour opérer l'exécution de la séparation, et dont elle s'est servie au soutien de son opposition. Pour l'exécution, il suffit de la renonciation ou bien d'un partage ou vente et cession volontaire par le mari à la ferane, et la vente du 19 septembre, 1827, en était une. Renusson, Com., Nos. 61 et 62, p. 197. Le Brun, de la Com., p. 321 et suivantes. 1er vol. L. C. Jurist, Sénécal, Appelante, Labelle, Intimé, et les autorités y citées. (1) Lorsque Bourjon a écrit sur l'exécution de la séparation, tom. 1er, p. 605, partie 5, de la communauté, chap. 3, sect. 1ère. No. 4, il oublinit ou ne connaissait pas les principes du Chatelet de Paris, qui sont consignés dans l'acte de notoriété de ce même Chatelet dont parle Renusson, en date du 26 juillet 1807. Cette renonciation doit se faire au greffe. Ancien Denizart, vo. Renonciation à la Comm., No. 14, p. 226; Loisel, Inst. Cout., liv. 1, titre 2, no. 13. Cette renonciation de la part de Madame Ménéclier a toujours été considérée suffisante par es cours de justice, puisque, dans la cause contre Darius Bent, le 20 février, 1832, la cour lui a donné jugement, et su qualité de femme séparée de biens n'été reconnue et sanctionnée par tous les tribunaux du pays, chaque fois qu'elle a exposé ses droits, et la procédure sur sa séparation de biens a été jugée suffisante. Vide sa poursuite, jusqu'au décret contre Darius Bent. Ce décret équivaut à un acte sans fraude, étant un acte judicinire et solennel et en vertu duquel Darius Bent a été exproprié et ses créanciers ont été colloqués pour leur dû. La poursuite et le jugement contre Duclos, 13 mars 1854. 20. La femme, ayant une fois obtenu sa sentence de séparation de biens, a trente aus pour l'exécuter. Bender, App., Jacobs, Intimée. Jugement de la Cour d'Appel, rendu le 10 mars, 1846. SIR JAMES STUART. (dissentions.) MM. Justices

BOWEN " Ange " said j " duly"; " and h " gally " by an " Respe " biens " of thi " existe " Came deux ju posée de tuelle. pourrait avait pr par ce j

> de biens e la Cour d Privéé le : parties fir certaine s promit di acte d'acce nanté et e de payer l ments act procéder à acte, le ma de payer l nation d'u tion. Le n'avait en de biens; ment, et e tion de la tater les e n'acquitte. pulée à l'a J. en C., (contirmé li décidé que suspendre ատուհ ; գ pouvait ét pardevantde biens, e ingement a ration de l affecté par

sidérée

exécutic

" ment

(1) Le

⁽¹⁾ La renonciation par la femme à la communauté, et la saisie et vente d'une partie des meubles du mari faite en vertu d'un bref d'exécution pour les frais de la poursuite en séparation constituent une exécution suffisante du jugement en séparation de biens. (Sénécal et Labelle et al., C. S., Montréal, 30 décembre 1854, DAY, J., SMITH, J., et MONDELET, J., renversant le jugement de C. C., Montreal, McCord, J., 1 J., p. 273)

aution itions unde. ote b. moum de faite actes on de dame liiens. de la sition. -d'un maine, asson, 321 et tbelle. . écrit 5. de on ne i sont dont iation a it la io. 13, ujours dans lui a n été mque ation

oqués os, 13 otence ader, du le stices

գո'ռո

sans uquel

vente our les ote du otréal, gjuge-

BOWEN, PANET, BÉDARD, GARRDNER, "Considering likewise that " Angelique Jacobs, the Respondent, having in pursuance of the " said judgment and for the purpose of carrying into execution, " duly renounced to the community which existed between her " and her husband, the Appellant, the same could not be le-"gally re-established, but by an authentic act or agreement " by and between the said parties.... and that the right of "Respondent, to cause the said judgment of séparation de " hiers to be duly executed, could only be barred by a lapse " of thirty years, etc. (1) Ainsi la prescription de trente ans " existe donc, entre époux, suivant la jurisprudence du Bas-" Canada, ear cette jurisprudence avait été déclarée telle par deux jugements rendus par la Cour de première instance, composée des juges ROLLAND, GALE et DAY. Or, dans la cause actuelle, le Demandeur, comme représentant Mme Ménéclier, pourrait, tout au plus, mettre le jugement à exécution, s'il n'y avait pas trente ans écoulés depuis qu'il a été rendu. De plus, par ec jugement, l'on voit que la renanciation seule est considérée comme ayant l'effet de mettre la séparation de biens à exécution, pnisqu'il y est dit: "in pursuance of the said judg-" ment for the purpose of carrying it into execution, duly

(1) Le 13 février 1830, Angélique Jacobs obtint un jugement en séparation de biens contre François X. Bender, son mari. Ce jugement fut confirmé par ac mens contre François X. Bender, son mart. Ce jugement me continue par la Conr d'appel provinciale en juillet, 1831, et le mari appela au Conseil Privéé le 27 avril, 1833, alors que l'appel au Conseil Privé était pendant, les parties firent une transaction par laquelle le mari paya à sa femme une certaine somme et s'obligea à lui payer une rente viagère par quartiers et promit discontinuer son appel au Conseil Privé. Il fut convenu, dans cet acte d'accord, qu'il demeurerait en possession de tous les biens de la communauté et en jouirait ainsi qu'il aviserait, et que, dans le cas où il négligerait de payer la rente, il serait loisible à son épouse de se désister de ses eugagements actuels, et de prendre possession des biens qui lui sont propres et de procéder à l'exécution du jugement en séparation de biens. Conformément à cet acte, le mari discontinua son appel au Conseil Privé. En 1844 le mari cessa de payer la rente et, le 8 avril 1844, la femme demanda par motion la nomi-nation d'un praticien pour établir ses droits en vertu du jugement en séparation. Le 30 Mai 1844, la Cour décida que l'acte d'accord du 27 avril, 1833, n'avait en d'autre effet que de servir à l'exécution du jugement en séparation de biens ; que la femme avait le droit de continuer sa poursuite sur ce jugement, et elle nomma un praticien, et ordonna qu'il fût procédé, avec renonciation de la femme à la communanté de bie is dûment faite et insinuée, à constater les droits et reprises matrimoniales de la femme, à moins que le mari macquitte, sons 15 jours, ce qui était dû à la Demanderesse de la rente sti-pulée à l'acte du 27 avril 1833. Le 10 mars 1846, la Cour d'Appel, Stuart, J. en C., (dissident) Bowen, J., Paner, J., Bédard, J., et Gaironer, J., a confirmé le jugement de la Cour du Bane de la Reine du 13 février 1830, et a décidé de la Cour du Bane de la Reine du 13 février 1830, et a décidé que l'acte d'accord du 27 avril, 1833, n'avait pas eu d'autre effet que de suspendre l'exécution du jugement en séparation de biens, et ne l'avait pas annulé; que la femme ayant renoncé à la communanté, cette communanté ne pouvait être rétablie que par un acte authentique à cet effet entre les parties pardevant-notaire, et homologué par la Cour qui avait prononcé la séparation de biens, et rendu public par son enregistrement au greffe du tribunal où le jugement avait été prononcé, et que le droit d'exécuter ce jugement en séparation de biens ne ponyait être preserit que par trente ans, et ne ponyait être affecté par le dit acte d'accord. (1 Rerue de Législation, p. 321.)

" renounced to the community.... the same could not be le-" gally re-established." Ainsi, dans cette cause-là, il a été jugé que la communauté avait été dissoute par la renonciation et ne ponvait plus être rétablie que par un acte authentique, quoique l'épouse ent des reprises à exercer. Lorsque le jugement porte " que la Demanderesse sera et demeurera séparée quand aux " biens d'avec le dit Défendeur, son mari, du jour de sa " demande pour par elle jouir à part et divis de ceux à elle " appartenant," et que la renonciation a été faite et acte en a été denné, la renonciation seule est une exécution valable de la sentence. Recommaissances de Madame Ménéclier dit Morochond comme étant séparée de biens, entr'autres les suivantes: Elle assermente son opposition à fin de distraire, 20 mai 1828; Cession par Gladu, 2 janvier, 1829: Bail à loyer par Mme Ménéclier, 25 octobre 1829; Bail à ferme par Mme Ménéclier à Jos. Godard, 27 septembre, 1830 ; Transport par le Dr Vallée à Mme Ménéclier, allégué par le Demandeur, 15 mars, 1839, même en sa déclaration qui en réclame le montant; Acceptation du transport sur Benj. Ansell, 19 mars 1827; Bon de Charbonneau, 28 oct, 1827. Il faut un acte par écrit, exprès, précis et formel, pour rétablir la communauté. Le jugement en appel de Bender vs. Jacobs le démontre. De plus, vide Brodeau, sur Louët, Lettre S, No 9, p. 954: "que le tacite consentement de la demeure " et habitation, par quelque temps que ce soit, des contrats " passés par la femme scule, ou avec son mari, sans prendre " qualité de séparée, des baux à ferme du revenu de son bien, " faits par le mari, des quittances par lui baillées en son nom, " du mélange des biens, et autres pareilles circonstances re-" marquées en la loi, itaque 64 pro socio, ne sont pas suffisan-" tes pour rompre et annuler la séparation, réintégrer et réta-"blir la société dissolue, s'il n'y a acte par écrit, exprès, "précis et formel." Voir aussi le No 8, arrêt de 1621, excluant les enfants de la communauté, etc. 40 Le défant d'exécuter résultant de quelques mullités ne peut pas être alléqué par la femme ni par la femme ni par ses héritiers. Louët, lettre S, No 5, éd. de 1668, page 952: "En outre, il est nécessaire que la séparation soit effectuée et exécutée par la renonciation à la communauté, ou par un inventaire et partage des biens d'icelle, fait saus fraude." " Mais néanmoins, je n'estime-" rais pas que ce défaut d'exécution peut être allégue et proposé " par forme de nullité, que de la part des crénneiers, et non de " la femme on ses hévitiers pour prétendre part en la commu-" nauté, au préjudice de la séparation, ordonnée en connais-" sance de cause." Or, dans la cause actuelle, l'héritier de Dame Ménéclier propose des moyens de nullité bien fat des, puisque Dame Ménéclier a renoncé à la communauté et qu'acte lui en a été donné par le jugement rendu le 3 octobre, 1826, et qu'elle-

mêm par d de la positi niers, le De Lonë parta seuls ration d'opii lité, n sance Faura dant sur de spécia receve nest nulle, simple valabl ment deux : cas sp préser recom (quan: clarati méme aucun Comm n'est j héritie opéréd légata PAYER ce legs ou plu droit e raient qui a cette d

venu

No. 8:

" Cont

" parti

be lejugé et ne oique porte d aux de sa à elle e en a ble de Moroantes: 1828; Ménéà Jos. i Mine me en transnu, 28 l, pour der vs. Lettre meure ontrats rendre ı bien, n nom, ces reffisant rétaexprès, -1621,défant re allé-Louët, nécesrenonage des estimenroposé non de 0:1111111munaise Dame puisque lui ena qu'elle-

même a fait exécuter sa sentence par divers actes sans fraude, par des oppositions et des poursuites conduisant à l'exécution de la sentence sans fraude, et des procédures solennelles, oppositions, decrets, jugements de distribution, transport de deniers, acceptés par elle et nommément celui du Dr Vallée, que le Demandeur a lui-même invoqué. Dans tout ce sommaire, Louët ne parle que de la venonciation ou de l'inventaire et partage des biens de la communauté, comme étant les deux seuls procédés suffisants pour effectuer l'exécution de la séparation. LeBrun, liv. 3, chap. 3, p. 323, cite Henrys, et est d'opinion que la femme est non recevable à en alléguer la nullité, même dans le cas où cela avait été obtenu sans connaissance de cause, irrégulièrement, dans le cas où les conjoints l'auraient eux-mêmes considéré exécuté de bonne foi pendant un si grand nombre d'années. Il cite deux arrêts rendus sur des circonstances spéciales et analogues aux circonstances spéciales qui se trouvent dans la cause actuelle, et qui doit recevoir la même décision contenue dans ces deux arrêts. Ce n'est pas Duplessis qui dit que la sentence non exécutée est nulle, tant à l'égard des créanciers que des conjoints, mais simplement son annotateur, qui n'en donne aucune raison valable, tandis que Louët, Brodeau, LeBrun et Henrys affirment le contraire, et que leur doctrine est appuyée sur deux arrêts cités par LeBrnn, et qui ont été rendus dans des cas spéciaux, comme cela doit toujours arriver, et comme ça se présente dans la cause actuelle. Or le Demandeur lui-même reconnaît cette qualité de séparée de biens dans la déclaration, (quant au transport fait par le Dr. Vallée, en 1839,) et par sa déclaration volontaire dans l'intérêt de ses enfants comme de luimême dans l'inventaire du 29 juillet 1861, où il ne reconnaît aucune créance due à madame Ménéclier. Or, d'après LeBrun, Communauté, page 323, la femme, après la mort de son mari, n'est pas fondée à alléguer de telles nullités, a fortiori, son héritier, après avoir fuit de tels aveux. 5° De la confusion opérée en la personne de Dame Ménéelier par sa qualité de legataire en usufruit de son mari, à la charge expresse de PAYER SES DETTES Dans la cause actuelle, le droit d'accepter ce legs ne vient pas à lege, mais de la convention des parties ou plutôt de la volonté de l'homme; en sorte que les règles du droit contumier sur les obligations du donataire mutuel, ne sauraient s'étendre à un cas résultant 💤 la volonté de l'homme qui a appuyé à sa libéralité telle condition qu'il a voulu, et cette doctrine est établic formellement par les auteurs du nouyear Denisart, vo. contribution and dettes, page 499, § 3, No. 8: "nous observerons que l'ord, de 1441, art. 27, et la " Contume de Paris, art. 286, n'ayant rapport qu'à des espèces "particulières d'usufruit, ne peuvent pas former une règle " générale," Si cette condition de payer les dettes n'ent pas été exprimée dans et par le testament, la légataire en usufruit n'ayant payé des dettes du testateur qu'au moyen d'une action indirecte contre elle personalis in rem, ou plutôt ob rem, aurait eu son recours en gurantie contre la légataire universelle, tandis que, par l'effet de cette condition de payer les dettes, elle ne peut pas exercer aucun RECOURS EN GARANTIE contre l'héritier du testateur ou sa légataire universelle, De plus, le testateur fuit bien voir qu'il entend que le paiement de ses dettes est une charge spéciale du legs en usufruit qu'il fait à son épouse, puisqu'il ajoute "afin de payer à sa sœur une rente viagère de £25." Maintenant si l'on considère que ces dettes ne doivent être que les créances dues sur la construction de quelques unes de ses maisons, l'on s'aperçoit que cette charge n'était pas exorbitante, et il ne devait rien à son épouse, car le Demandeur lui-même l'a reconnu en l'inventaire du 29 juillet 1861. Lorsqu'il n'existe aucune disposition spéciale dans le testament, la contribution aux dettes par le légataire en usufruit se fait ainsi qu'il est indiqué au nouv. Den., vo. Contribution and dettes § 3, No 8; Demolombe, vol. 10, p. 451 et suivantes, Comme le testateur Ménéclier nommait son épouse son exécutrice testamentaire, il lui était inutile de l'obliger de payer ses dettes, s'il n'eût réellement pas voulu en faire une charge spéciale du legs en usufruit, et d'un autre côté, si madame Ménéclier eût eru que ses dettes étaient altrà vires du legs qu'il lui faisait, elle aurait pu très-bien répudier le legs et accepter plutôt le don mutuel. Recueil de Jurisp., de Lacombe, vo. *Usufruitier*, page 818, section 2, et de plus elle était tenue de faire inventaire, ainsi qu'il y est stipulé au contrat de mariage. Par la procuration donnée par elle à M. Badeaux, le 11 janvier 1858, et l'obligation en date du 16 février 1858, Mme Ménéclier ne s'est portée que comme légataire en usufruit ; et elle n'a jamais pris la qualité de donataire mutuelle. Si elle a accepté le don mutuel, elle doit faire confusion en sa personne du douaire réclamé pour sa part des dettes. Vide Pothier, Traité du donaire, No. 193, 4e alinéa, partie lère, ch. 4, art. 3. Arrêt du 11 août 1710, 5e vol. du Jour, des audiences, au supplément, 6° Reconnaissance du Demandeur héritier de Mme Ménéclier. Le 29 juillet, 1861, Inventaire, à la requête du Demandeur, des biens délaissés par Mme Ménéclier. "Dettes actives." "Le dit sieur Gauthier déclare qu'il ne connaît aucunes dettes qui peuvent être dues à la dite feue dame sa tante." "Quant aux immeubles, il n'en " a été fait aucune mention aux présentes suivant la demande " du dit Cauthier, attendu qu'ils sont connus aux intéressés à " les connaître," Dans cet inventaire, le Demandeur s'intitule " légataire universel," et il fait ces déclarations de son plein

formé pour imiver son e sur ui chond recouv obteni Dema Mme . ne pen Traité sessoir page : questic n'est q tenu de usufru 1814, été cor qu'à se prouve l'acte fait vo leurs 1 même Le jug " Consi et suff en auta néclier date di commu appert. épouse aurait pulatic un inv était ei aurait de la f et que, en fave ci-deva en date

Ménéel

gré et

ıs été fruit l'une \hat{o} t ob · nnier les NTIE), De ment -qu'il Sœur e que const que મે son itaire 1. 8/16léga-Den., l. 10, nnait ile de ılu en autre .nltr lphaudier Tisp. plus ılé au à M. lu 16 légalonafaire et des linéa. bl. du e du 1861,'s par ithier dues n'en uande ssés á titule plein

gré et comme légataire en usufruit de Mme Ménéclier et conformément aux ordres contenus dans son testament, et cela pour assurer les droits de propriété de ses enfants légataires universels. Le Demandeur a reconnu la séparation de biens et son exécution, puisque sa demande, savoir : \$800, est basée sur un transport fait par Vallée à Mme Ménéclier dit Morochond, en sa qualité de séparée de biens, et il demande le reconvrement de cette créance que Mme Ménéclier ne pouvait obtenir que comme séparée de biens avec son mari. 7° Le Demandeur, n'étant que légataire universel en usufruit de Mmc Ménéclier, par son testament, reçu le 29 décembre 1858, we peut pas porter une action en partage et licitation. Poncet, Traité des actions, Nos. 78, 79, 80, 81. Curasson, Actions possessoires, page 13, No. 36. Proudhon, De l'Usufruit, vol. 3 page 235, No. 1259, etc., surtout le No. 1261, où il est même question si l'usufruitier peut porter l'action possessoire. Il n'est qu'usufruitier par les termes du testament, puisqu'il est tenu de donner caution juratoire par ce testament, comme tout usufruitier. Les actes concertant l'affaire Frappier, Forêt de 1814, 1816 et 1834, font voir simplement que cette créance a été convertie en une rente payable autant à Mme Ménéclier qu'à son mari. L'acte de vente à Reneau, du 12 août 1827, prouve que ce terrain appartenait réellement à son mari. Dans l'acte de vente de Labelle, en date du 12 août 1827, rien ne fait voir que ce terrain appartenait à Mme Ménéclier, et d'ailleurs le prix de vente est payable à eux deux. Il en est de même de la vente à Granger en date du 12 avril 1834. Le jugement de la Cour Supérieure était motivé comme suit : " Considérant que le Demandeur, a prouvé par une preuve légale et suffisante les allégués essentiels de sa déclaration, excepté en autant qu'il prétend que la communauté entre feu Ménéclier et son épouse, en vertu du contrat de mariage en date du 18 juillet, 1822, n'a jamais été dissoute, et que la dite communauté existe encore; considérant particulièrement qu'il appert, par le contrat de mariage entre feu Ménéelier et son épouse, en date du 18 juillet, 1822, qu'il fut stipulé qu'il y aurait une communauté entre les conjoints; Qu'il y avait stipulation de propre des biens de la future à être constatés par un inventaire sous quinze jours du dit 18 juillet, 1822, qu'il était en outre convenu par le dit contrat de mariage qu'il y aurait un douaire préfix de 3000 fs., ancien cours, en faveur de la future, et reprise, en eas de dissolution de communauté, et que, de plus, les parties à cet acte se sont fait don mutuel en faveur du survivant : considérant que, par sentence de la ci-devant Cour du Banc du Roi, pour le district de Montréal, en date du 8 juin, 1826, une séparation de biens d'entre feu Ménéelier et son épouse a été prononcée: vu que, le 15 juin,

1826, dame Ménéclier a produit devant le même tribunal sa renonciation à la communauté qui avait auparavant existé d'entr'elle et son mari, et que, par jugement de la même cour, en date du 3 octobre, 1826, acte lui a été accordé de la production de sa renouciation et de la nomination d'un praticien pour établir ses reprises et droits matrimoniaux, et vu que, le 19 de février, 1827, le même tribunal, le rapport du praticien nominé pour constater les reprises et droits matrimoniaux de la dame Ménéclier a été homologué et feu Ménéclier condamné à payer à son épouse, la somme de 24,739 frs. 19, ancien cours, pour ses droits et reprises matrimoniaux tels que constatés et établis par le dit rapport : considérant que, par les sentences interlocutoires et définitives, la communauté qui avait jusqu'alors existé entre seu Ménéelier et son épouse a été dissoute. et que le jugement prononçant la séparation de biens a éte subséquemment exécutée et a eu son effet légal; considérant que, dans l'espèce actuelle, la prescription ne courait pas contre Marie Françoise Gauthier, pour ses droits et reprises matrimoniaux, pendant l'existence de son mariage avec feu Ménéclier son mari, et pendant qu'elle était sous puissance de mari, et vu que, de fait, il n'y a jamais en de prescription acquise contre dame Ménéclier pour ses dits droits et reprises matrimoniaux, tels que constatés par le jugement du 19 février, 1827, et qu'il appert par les défenses mêmes de la Défenderesse que les reprises n'ont jamais été payées, et considérant de plus que les droits et reprises n'ont jamais été compensées ou éteintes. Considérant que, quoique, par son testament solennel en date du 4 novembre, 1856, feu Ménéclier a constitué sa dite épouse sa légataire universelle en usufruit de tous ses biens, aux charges et conditions, inter alia, de payer et acquitter ses dettes, néanmoins, dans l'espèce actuelle il n'y a pas eu confusion en la personne de dame Ménéclier, quant aux dettes dues par son époux à dame Ménéclier, son épouse. Considérant que dame Ménéelier, par, son testament solennel en date du 29 décembre 1858, a constitué le Demandeur son légataire universel en usufruit de tous ses biens, et, vu que le Demandeur, comme tel légataire universel en usufruit, a le droit de réclamer les dettes dues par feu Ménéelier au temps de sa mort à sou époux et le douaire établi par le contrat de mariage susdit: Et considérant que la Défenderesse n'a pas établi, par aucune preuve légale et suffisante, les allégués essentiels de ses défenses, excepté qu'en autant qu'elle a prouvé que la communauté entre feu Ménéclier et son épouse a été dissoute au temps et de la manière par elle alléguée : déboute les dites défenses, et condamne la Défenderesse à payer au Demandeur la somme de six mille huit cent soixante-sept piastres, un centin, courant, savoir: 1° La somme de quatre

mille c montai le juge 2º La et qual Marie 1 tel que vrier, n Gauthi pour le thier, é du dixla dite un cent cent so thier, ju

L'Ap M. F. exécuté avant 1 femme par l'ac mari. 3c du dons dans l'in dette ds

Вето n'est pa prescrip mé n'a p n'a jama de crém présent contrat la jouiss mort: e stipulé à aurait st lavanta cutrée à de légati grielle a ne peut pu. tout

⁽¹⁾ Pot1 And,

ıl sa

xisté

cour,

proicien

ie, le

icien

x de

unné ours,

és et

ences jus-

oute.

a éte

érant

ontre

iatridéné-

mari,

quise natri-

vrier, 'ende-

lérant

ensécs

ement

onsti-

e tous rer et

n'y at

it nux

pouse. Iennel

ir son jue le

t, a le

temps

at de

n pas légués

prou-

use a

e ; dépayer e-sept

quatre

mille cent vingt-trois piastres et dix-huit centius, courant, montant des reprises matrimoniales, telles que constatées par le jugement du dix-neuf l'évrier, mil huit cent vingt-sept: 2º La somme de deux mille deux cent quarante trois piastres et quatrevingt-trois centins, courant, pour le montant dont Marie Françoise Gauthier a hérité de Louis Gauthier, son père, tel que constaté par l'acte de partage en date du quatorze février, mil huit cent vingt-quatre, de la succes ion du dit Louis Gauthier, et enfin la somme de cinq cents piastres, courant, pour le montant du douaire préfix de Marie Françoise Gauthier, établi en sa faveur par son contrat de mariage en date du dix-huit juillet, mil huit cent vingt-deux, avec interêt sur la dite somme de six mille huit cent soixante-sept piastres et un centin, à compter du vingt-sixième jour de juillet, mil huit cent soixante-et-un, date de la mort de Marie Françoise Gauthier, jusqu'à l'actuel paiement, et aux dépens."

L'Appelante prétendit: lo. Que la séparation de biens entre M. F. Gauthier et Frs. Ménéclier, avait été accomplie et exécutée par la renonciation à la communauté plus de 30 ans avant la demande en cette cause, et que les créances de la femme étaient ainsi prescrites. 20. Qu'il s'était opéré confusion par l'acceptation de M. F. Gauthier du legs à elle fait par son mari. 30. Qu'en acceptant le don mutuel, elle faisait confusion du donaire par elle réclamé. (1) 40. Que l'Intimé avait déclaré dans l'inventaire du 29 juillet, 1861, qu'il ne connaissait aucune dette dané à madame Ménéclier.

Betournay, pour l'Intimé: 10. La créance du Demandeur n'est pas prescrite, tous les auteurs sont d'accord à dire que la prescription ne court pas entre éponx. 2 Cette créance de l'Intimé n'a pas pu être éteinte par la confusion. Madame Ménéelier n'a jamais en aucun temps réuni, en sa personne les qualités de créancière et de débitrice de la créance réclamée par le présent Intimé : on se rappelle que madame Ménéelier, par son contrat de mariage du 18 juillet, 1822, avait, en cas de survie, la jonissance de tous les biens que délaisserait son époux à sa mort; elle a donc joui de ces biens en vertu du don mutuel stipulé à son contrat de mariage; mais en assumant qu'il y aurait suffisamment au dossier pour établir qu'elle ava't perdu Tavantage de se prévaloir de cette stipulation de don mutuel entrée à son contrat de mariage, et que ce n'est qu'en sa qualité de légataire en usufruit de François Ménéclier dit Morochond qu'elle a joui des biens délaissés par ce dernier, cette qualité ne peut pas avoir éteint sa créance par la confusion ; elle n'a pu, tout au plus, que lui faire perdre l'intérêt de cette créance.

⁽¹⁾ Pothier, *Donaire*, Xo. 193, 4e alinéa : Arrêt du 11 août, 4710, 5 Jour. And.

et c'est ce qu'a adjugé le tribunal de première instance en me faisant courir les intérêts sur cette créance qu'à compter de la mort de madame Ménéclier. (1) Quoiqu'il y ait confusion d'action pendant la jouissance de l'hériti r (c'est-à-dire du grevé de substitution) néanmoins, après la restitution, les actions actives qu'il avait contre la succession revivent, à moins que le testateur ne lui ait imposé la condition de remettre son dû, et les actions passives que le défunt avait contre lui reprennent aussi leurs forces en faveur du fidéi-commissaire. Plus haut, l'auteur avait dit : "ce qui est laissé par le défunt à son héritier n'est pas présumé dans le dessein de compenser." La restitution doit s'opérer en entier, lors même que le mari aurait fait un legs à sa femme. La dot n'est pas compensée par le legs. (2) La charge de payer les dettes et frais funéraires ne regarde que l'exécution du testament, et n'impose à la légataire en us et exécutrice que l'obligation de les la succession. Tous les exécuteurs payer à même les 🗀 testamentaires sont chargés de payer les dettes et legs, mais cela ne s'entend pas qu'ils doivent le faire de leurs propres deniers. (3) La contume dit payer et avancer. Le donataire mutuel, n'ayant que la jouissance de la part du prédécédé dans les biens de la communauté, il ne doit être tenu qu'à faire l'avance des dettes et charges, etc. (4) " Lorsque les con-" joints ne se sont pas fait don mutuel en propriété de leurs "biens meubles et conquets, comme la coutume le leur per-" met, mais se sont fait ce don mutuel seulement en usufruit, " les héritiers du donataire mutuel, lors de la restitution qu'ils "doivent faire aux héritiers du prédécédé des biens dont le " donataire a joui, doivent retenir sur les dits biens tout ce " que le donataire mutuel a payé pour dettes, legs et funé-" railles du prédécédé, car ce sont charges des dits biens, qui " les diminuent de plein droit." Le jugement dont est appel est bon et doit être confirmé par ce tribunal. Rien ne peut empêcher l'Intimé d'être payé et remboursé du montant qui lui a été accordé par la Cour de première instance, savoir, de la somme de \$6,867.00 courant, composée des sommes suivantes, savoir : 1° Montant du douaire stipulé sans reteur, \$500.00. (5)

2° Son mention époux Louis L'intim Cour In la femme tion, ma son ma térêts, c du jour

Lora of Mr. Court e pealed f the cor dated 1 commun des bien fifteen d moreove be a *dot* 8th Jun and his the com 1826, th trimonia held tha during under n tion aga was also Ménéclie legatee, neverthe in her p will date Plaintiff

⁽¹⁾ Pothier, Obligations, Nos. 642, 648; Ricard, des donations, vol. 2, p. 483.

⁽²⁾ Troplong, Contrat de Mariage, vol. 4, No. 3619.

⁽³⁾ Bourjon, vol. 2, p. 327, chap. 4, Des Testaments, sec. 2, art. 9 et suiv ; Pothier, Des Donations, vol. 4, p. 292, Nos. 221, 222, 223, 224 et 231. Explication de l'art 286 de la Contume de Paris,

⁽⁴⁾ Pothier, vol. 4, p. 324. Interprétation de l'article 68 de la Contonn de Dunois qui contient ces termes ; "Et payer les dettes, legs et funérailles du premier décédé, etc."

^{(5) 4} Pothier, p. 293, No. 224; Bourjon, vol. 1, p. 722 du *Donaire*, titre 13, sec. 4 et suiv.

⁽¹⁾ Poth Troplong, (

⁽²⁾ Poth p. 477 ; 4 Traité des

⁽³⁾ Guya

⁽⁴⁾ Lebr de Lacomb

11 he de la d'acrevé tions s que n đñ, pren-Plus a son

." La mari ensée funéapose le les teurs mais opres **t**taire

écédé -qu'à s conleurs r perfruit, qu'ils

but le nt ce funés, qui

appel peut it qui de la nutes,

0.(5)p. 483.

suiv ; Expli-

um de Hes du

tre 13,

TOME XII.

2º Somme de \$4,123.18, valeur des meubles et argent sommant mentionné en l'inventaire annexé au contrat de mariage des époux Ménéclier. (1) 3° Le montant de la succession de feu Louis Gauthier, père de madame Ménéclier, \$2,243.83. (2) L'intimé avait droit aux intérêts qui lui sont accordés par la ('our Inférieure. (3) Pothier, Communauté, 521. Il alloue à la femme l'intérêt de sa dot du jour de la demande en séparation, mais dans le cas actuel, la femme ayant joui des biens de son mari, l'Intimé admet qu'il peut y avoir eu confusion d'intérêts, et e'est pour cela que ces intérêts ne doivent courir que

du jour de la mort de madame Ménéclier. (4)

Loranger, J. (who sat in this case as judge ad hoc instead of Mr. Justice Drummond) rendered the judgment of the Court of Appeals, unanimously confirming the judgment appealed from, the grounds of which were briefly as follows: By the contract of marriage between Ménéelier and his wife, dated 18th July, 1822, it was stipulated that there should be community between them. There was stipulation de propre des biens de la future to be established by inventory within tifteen days from the date of the marriage contract. It was, moreover, agreed by the marriage contract that there should be a douaire prefix of \$500. By judgment of King's Bench, 8th June, 1826, a separation of property between Ménéclier and his wife was pronounced, madame Ménéclier renounced to the community 15th June, 1826, and, on the 19th february, 1826, the report of the praticien establishing the reprises matrimoniales at \$4,023 was homologated. For this sum, it was held that prescription did not run against madame Ménéelier during the existence of the marriage, and while she was under marital authority. The plea of thirty years prescription against the wife's reprises was therefore dismissed. It was also held that, though by his will, dated 4th Nov., 1856, Ménéclier constituted his wife his universal usufructuary legatee, with the condition that she was to discharge his debts, nevertheless, in this instance, there had been non confusion in her person of these debts due her by her husband. By will dated 28th Dec., 1858, madame Ménéelier appointed the Plaintiff her universal usufructuary legater, and the latter

⁽¹⁾ Pothier, Communauté, Nos. 298 et 300 ; Lebrun, p. 247, Nos. 47 et 48 ; Troplong, Contrat de Mariage, Nos. 1966, 3628 et 3633.

⁽²⁾ Pothier, Communauté, No. 300; Lebrun, p. 247, Nos. 47 et 48; Lebrun, p. 477; 4 Troplong, Contrat de Mariage, Nos. 3588, 3589, 3590; Cubain, Traité des droits des femmes, p. 180, No. 312.

⁽³⁾ Guyot, Rép., vho. Intérêt, pp. 459, 460.

⁽⁴⁾ Lebrun, p. 422, No. 23; 1 Ferrière, Parfait Notaire, p. 139; Rousseau de Lacombe, *Intérêts*, p. 383, No. 11.

had a right to claim the debts due by Ménéclier to his wife at the time he died, and her dower as established by marriage contract. Judgment confirmed unanimously. (7 J_{\odot} , p. 320; 16 D_{\odot} , T_{\odot} , D_{\odot} , D_{\odot

LAFRENAYE et ARMSTRONG, pour l'Appelante. CARTER, POMINVILLE et BETOURNAY, pour l'Intimée.

NOVATION.

CIRCUIT COURT, Montreal, 31st October, 1862.

Coram SMITH, J.

McGarvey vs. Auger.

Held: That the taking of a note made by B., for goods sold and delivered to A., does not operate a novation so as to discharge A., for the price of the goods without an express agreement to make a novation. (1)

SMITH, J.: The Plaintiff was a cabinet maker, doing a large business in Montreal. Two gentlemen entered his store at the same time, and one of them, the Defendant. purchased about \$80 worth of furniture, and tendered his note in payment. To make the note more easy of negotiation, as the other, Mr. Badeaux, stated that he also wanted furniture; it was agreed that he should purchase \$20 worth, and give his note for the whole. This he did, and gave a note for \$100, declaring that it would be discounted at the People's Bank. As it was past banking hours, it was agreed that delivery of the goods should be suspended until the following day. In the evening, however, Mr. Auger, the Defendant, came to Mr. McGarvey, and strongly represented his desire to obtain the furniture that evening. Delivery was then given, and, in the morning, it was discovered that Mr. Badeaux's note was absolutely worthless. Mr. McGarvey there upon sued Auger for the value of the goods. Defendant pleads the goods were his, and Badeaux was the debtor of Plaintiff who took the note of Badeaux, and thereby made a novation of his claim. Plaintiff replied that the note was not intended to institute a novation, and was simply taken as collateral security, and this seemed borne out by the evidence of his clerk. His honour referred to the case of Jones and Lemes
ment c
added
presun
actuall
him fre
M. I

M. L Dou

Copcut

Held; payable g chased in

The a drawn 1 Defenda order of sideratic purchase the price States ci dant offe rency or discount New Yo into Cou rency, th United S the date \$18.82, to Defenda:

Per Ci

that the

⁽¹⁾ V. art. 1171 C. C.

⁽¹⁾ Le loc les effets et promissoire, tion de sa ci avec saisie-1840, 2 R. d

⁽²⁾ Author p. 331 : Stor No. 35, 47 4

e nt 3011-3 *D*.

•)

l and V., for .ke a

ng a his dant, d his ation. urni-, and te for ople's that wing dant. lesire then . Bathere adant or of

ule a

s not

en as

lence

s and

Lomesurier in appeal, (1) in which a note was taken in payment of rent, novation pleaded, and the plea dismissed, and added that novation must be expressed, and was not to be presumed. Judgment was for Plaintiff, for amount of goods actually delivered to Defendant, less the amount collected by him from the securities. (7 J., p. 338.)

M. Doherty, for Plaintiff.

DOUTRE and DAOUST, for Defendant.

BILL OF EXCHANGE.-PAYMENT.

CIRCUIT COURT, Montreal, 31 October, 1863.

Coram Berthelot, J.

COPCUTT et al. vs. MCMASTER.

Held: That a draft drawn in New York and accepted in Montreal payable generally, the consideration for which was certain goods purchased in New-York is payable in current Canada funds.

The action was brought to recover \$134.11, amount of draft drawn by Plaintiffs resident in New York, and accepted by Defendant resident in Montreal, payable generally to the order of Plaintiffs. The plea to the action was that the consideration for which the draft was drawn was certain goods purchased by Defendant from Plaintiffs at New York; that the prices charged in the invoice for said goods were United States currency; that, on the maturity of the draft, Defendant offered to pay the amount thereof in United States currency or in Canadian currency, less thirty-five per cent discount, the rate of exchange existing between Montreal and New York when said draft matured. The Defendant tendered into Court, with his plea, the sum of \$87.10, in Canadian currency, the equivalent of the amount of draft sued for in United States currency, at the current rate of exchange, at the date of the maturity of said draft, and the further sum of \$18.82, to cover any charges for interest and costs for which Defendant might be liable.

PER CURIAM: It was proved, by a Commission Rogatoire, that the prices charged were United States currency. (2)

⁽¹⁾ Le locataire d'un quai a, pour le paiement de son loyer, privilège sur les effets et marchandises mis sur ce quai, et l'acceptation par lui d'un billet promissoire, fait par le locataire, pour le montant du loyer, n'opère pas novation de sa créance et ne l'empêche pas de poursnivre, pour le loyer, sur le bail avec saisie-gagerie. (Jones vs. Lemesurier et al., C.B.R., Québec, 20 janvier 1840, 2 R. J. R. Q., p. 244.)

⁽²⁾ Authors referred to by the Court: Pardessus, vol. 2, p. 118, sec. 3, and p. 334; Story, on Bills of Exchange, p. 59, sec. 44; Pothier, Contrat de change, No. 35, 47, 48, and 49.

"Considérant que le Défendeur est mal fondé, et que la traite en date du 16 sept. 1862, à New York, sur le Défendeur, un résident à Montréal, était payable en ce dernier lieu où le Défendeur avait alors et a encore son domicile, en l'absence d'aucune réserve au contraire, quant au lieu du paiement et au cours de la monnaic, vu que les Demandeurs ont touché la somme de 106 dollars déposée par le Défendeur, et qu'il ne reste dû sur la dite truite que la somme de \$28.11, a condamné et condamne le Défendeur à payer aux Demandeurs la somme de \$28.11, du cours actuel de la province du Canada, balance restant due sur la traite tirée par les Dem andeurs sur le Défendeur et acceptée par ce dernier, avec intérêt sur la somme de \$134.11, du 19 mars, 1863, jour de l'échéance de la traite jusqu'au 28 de mai, 1863, et, enfin, sur la somme de \$28.11, à compter du 19 de mars, 1863, jusqu'au paiement, et aux dépens de l'action et de la contestation." $(7 J_{\odot}, p. 340.)$

JOHN DUNLOP, for Plaintiff.

STRACHAN BETHUNE, for Defendant.

TIERS-SAISI.-TAXE.

CIRCUIT COURT, Québec, 24 mars 1863.

Before TASCHEREAU, Justice.

Brunelle, Plaintiff, vs. Samson, Defendant.

Jugé: 1º Que le moutant accordé sous forme de taxe à un tiers-saisi peut être recouvré par action.

2º Qu'un tiers-saisi on un témoin n'a pas le droit de procéder pour le reconvrement de sa taxe avant d'en avoir préalablement fait la demande. (1)

The Plaintiff brought suit against Defendant, for the sum of \$2.00, which he claimed as the amount of his taxation as guarnishee in the case of Samson vs. Lemieux. The Defendant answered, first, en droit: That Plaintiff could not maintain his action, because, by law, he should have taken an execution for the amount of his taxation against the party who summoned him, the said taxation being by law held to be equivalent to a judgment of the court in his favor; and because he could not, as he had done in the present action, claim judgment for an amount for which he already had the judgment of the court; and secondly, on the merits: That Plaintiff could not succeed or recover the amount of his taxation, because he had not appeared on the day on which he had been summoned to appear and answer as garnishee; and because

he ha dant, De

sec. 1 nesses upon That, had b previe could of tax complex expenses the sec. 1 nesses are a sec. 1 nesses

cap. 83
taxatic
the pla
" the a
" dism
action
au for
pay, au
princip
Tase

be dist I will to Det Plainti the cor and, the against and the the act awarde CAM

DEC

⁽¹⁾ V. art. 281 et 620 C. P. C.

he had not demanded the amount of his taxation from Defendant, before taking the present proceedings.

DECHENE, for Defendant, cited the Con. Stat. L. C., cap. 83, sec. 153, and urged that it should apply to this case, as witnesses and garnishees ought, in this particular, to be looked upon in the same light, and entitled to the same privileges. That, in any case, the action must be dismissed, as no demand had been made upon Defendant for the amount of the taxation previous to the institution of the netion and that the action could not be regarded as a demand, because the certificate of taxation was only procured at the enquete, and after the completion of the pleadings, and the incurring of all the expenses.

GIBSONE, for Plaintiff, argued that the Con. Stat. L. C., cap. 83, sec. 153, which provided for the recovery of a witness taxation, had no application to the present case; that, as to the plea set up, "that Defendant had never been asked for "the amount, and had therefore a right to have the action dismissed," it could not be maintained, inasmuch as the action itself was a sufficient demand, and, by pleading both an fond et en droit, Defendant showed his unwillingness to pay, and was, therefore, liable for the costs as well as for the principal.

Taschereau, Justice: The défense au fond en droit must be dismissed, the statute cited not being applicable to this case, I will therefore maintain the action, but costs must be awarded to Defendant, as he could have no sufficient knowledge of Plaintiff's taxation until after the certificate of the clerk of the court was produced. This was only produced at the enquete, and, therefore, the costs previous to its production must go against Plaintiff. Judgment: Against the Defendant for \$2.00. and the costs of the défense au fond en droit. The costs of the action previous to the filing of the certificate of taxation awarded to Defendant against Plaintiff. (14 D. T. B. C., p. 12.)

CAMPBELL and GIBSONE, for Plaintiff.

DECHÈNE, for Defendant.

x dé-

e la

leur,

n le

ence

it et

ré la

il ne

ınmé

mme

lance

Dé-

mme

traite

.11, à

363.

rs-saisi pour le fait la

ne sum
ion as
indant
intain
cution
sum
equiecause
, claim
judg-

laintiff xation, d been ecanse

SAISIE-ARRET AVANT JUGEMENT.

Cour de Circuit, Québec, 25 novembre, 1863.

Présent: STUART, Juge.

JOBIN vs. Symmons.

Jugt: Que, dans un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement, le déposant doit jurer qu'il est informé d'une manière croyable, a toute raison de croire et croit vraiment en sa conscience, que le Défendeur est sur le point de laisser, &c.; et que la formule du statut doit être strictement suivie, sons peine de nullité. (1)

La question soumise s'élevait sur la motion du Défendeur ponr faire mettre de côté le writ de saisie-arrêt, et tontes les procédures faites en vertu d'icelui. Le Demandeur, après avoir juré que le Défendeur lui était endetté etc., alléguait dans son affidavit: "Et le déposant dit qu'il croit que le dit Symmons est sur le point de laisser la Province du Canada, dans l'intention de frauder le déposant, et que, sans un bref de saisie-arrêt. pour saisir-arrêter les biens, dettes et effets du dit Symmons, et en sa possession, le déposant perdra sa créance et souffrira des dommages." Un bref de saisie-arrêt ayant émané sur cet affidavit, le Défendeur fit motion pour le faire mettre de côté: " Parce qu'il n'est aucmnement dit ni allégué dans l'affidavit " que le déposant était, lors de la confection d'icelui affidavit, " informé d'une manière croyable, et avait toute raison de " croire, et croyait vraiment dans sa conscience, que Symmons " était immédiatement sur le point de laisser incontinent le Bas-" Canada. Parce qu'il n'est aucunement dit dans le dit affidavit " que Symmons fût alors sur le point de recéler, ou recélait ses " biens et effets, dans l'intention de frander le déposant ; et que

"le Déposant ne dit pas non plus qu'il était informé que "Symmons était sur le point de recéler, &c." Bossé, pour le Défendeur: La sect. 57 du Cap. 83 des Stat.

Ref. du Bas-Canada, ordonne impérieusement que la forme qui y est indiquée sera snivie, sous peine de nullité, et le seul moyen d'obtenir un bref de saisie-arrêt est de se conformer au

(1) Un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement, déclarant que "sans le bénéfice d'un bref de saisie-arrêt pour saisir-arrêter les biens, dettes et effets du défendeur, le déposant souffrira des dommages " et ne contenant pas bonts "perdra sa dette," est sullisant. (*Lodin vs. McConnell, C. C., Québec, 24 octobre, 1863, Taschereau, J., 11 R. J. R. Q., p. 464.)

Un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement, déclarant "que le déposant a toute raison de croire et croit que les défendeurs sont sur le point de récèler leurs biens, dettes et effets, dans l'intention de frander le déposant, et que, sans un bref de saisie-arrêt, le dit déposant croit qu'il perdra sa dette et souf-frira des domnages," est insuffisant, vu que les raisons de la croyance du demandeur ne sont pas données. (Boudrot vs. Lock et al., C. C., Québec, 25 novembre, 1863, Taschereau, J., 11 R. J. R. Q., p. 466.)

statut rêt po taire et en formç raisor

davit davit énone ou du Dema de lai effets bénéfi dette, Défen devait

Str saisie would st is vrn

> no bel the sta Lower Defen Lwoul so sev judgm strictl REAU, given: entitle requir depart with in the Co that h for for

having Jua est mis CAR

Bos

he ma

nt, le toute ndeur

t être

33.

deur es les avoir s son mons ntenarrêt, nons, ffrira

côté:
davit
lavit,
on de
mons
Basdavit
lit ses
t que

ir cet

Stat. orme seul er an

i que

sans le effets pas les nébec, posant

posant récèler et que, t soufce du ce, 25 statut. D'ailleurs, le statut, en disant qu'un bref de saisie-arrêt pourra émaner lorsqu'il apparaîtra au Juge on Protonotaire qu'il y a cause probable suivant les exigences de la loi, et eu donnant, en même temps, les raisons mentionnées en la forme de l'affidavit B, indique par là-même, quelles étaient les raisons sur lesquelles le Juge ou Protonotaire devait croire "I y avait cause probable, etc. Toute variante qui change ae manière notable le sens de l'affidavit doit être fatale.

CARON, pour le Demandeur, répondit que la forme de l'affidavit n'était d'aucune insportance, pourvu qu'il fût clairement énoncé, dans l'affidavit, et démontré à la satisfaction du Juge ou du Protonotaire, que le Défendeur était endetté envers le Demandeur, et, qu'étant ainsi endetté, il était sur le point, ou de laisser cette Province, ou de recéler ses biens, dettes et effets dans l'intention de frauder ses créanciers, et que sans le bénétice d'un writ de saisie-arrêt le Demandeur perdrait sa dette, etc. Il se fondait sur la section du statut cité par le Défendeur, et il ne voyait pas pourquoi cette partie de la loi devait être suivie aussi strictement que le voulait le Défendeur.

STUART, Justice: Upon the present motion to quash the suisie-arret, there are two principal reasons or grounds which would dispose me to grant it, and to set aside the writ; the

st is that the deponent does not swear that he is credibly rmed of the facts he has sworn to, he simply swears that no believes them; and the second ground is that, although the statute requires proof that the Defendant is about to leave Lower Canada; it is only alledged in the affidavit that the Defendant is about to leave Canada; on either of these grounds I would be disposed to quash the writ, for in any proceeding so severe upon the Defendant as is the saisie-arrêt before judgment, the very word and letter of the law ought to be strictly followed out. Upon consultation with Judge TASCHE-REAU, we are both clearly of opinion that the first ground given above is sufficient to cause the writ to be set aside. To entitle a party to a saisie-arrel before judgment, the statute requires proof that the Defendant is immediately about to depart from Lower Canada, or to secrete his effects, and this with intent to defraud; where is the proof in this ease before the Court of these necessary facts, the deponent has sworn that he believed so, or thought so, but what reasons had he for forming these opinions, none appear in the affidavit, and he may have thought or believed as he has sworn, without having had any reasons at all.

JUGEMENT: La motion est accordée et le bref de saisie-arrêt

est mis de côté. (14 D. T. B. C., p. 14.)

CARON, pour le Demandeur.

Bossé et Cook, pour le Défendeur.

OBLIGATION D'UNE FEMME AVEC SON MARI.

Superior Court, Montreal, 30 novembre 1863.

Before Berthelot, Justice.

Byrnes vs. Trudeau et ux.

Un mari et une femme, communs en biens, entreprirent, par obligation notariée, de payer au Demandeur une somme d'argent reconnue leur avoir été prêtée ; il n'était rien dit quant à la solidarité entr'eux, et, pour assurer la dette, une hypothèque fut créée sur certain immeuble, propre de la femme.

Jugé: Dans une action contre le mari et la femme, que la femme, ayant subséquemment obtenu une séparation de biens d'avec son mari, et dûment exécuté le jugement, elle était libérée de l'obligation, et l'immeuble déchargé de l'hypotbèque, et ce en raison de 1el jugement, et de la clause de l'ordonnance des enregistrements, 4 Vic., cap. 30, sec. 36.(1)

The action was brought against Trudeau and his wife, upon a notarial obligation of 27th September, 1854; by this obligation, Defendants acknowledged themselves indebted to Plaintiff in the sum of "1000 livres, ancien cours de cette province, " pour prêt de pareille somme, que les débiteurs connaissant " avoir eu et reçu de la créancière, et dont ils sont contents et " satisfarts. Les débiteurs promettent et s'obligent de bailler " et payer cette somme de mille livres, à la créancière, à son " ordre, ou à ses légitimes représentants, dans un an de cette " date, avec intérêt, &c." for securing the payment of this sum, they specially mortgaged lands described in the obligation. Conclusions for a condemnation for £53.17.6, with interest, and "that the said lands be declared under mortgage in favor " of Plaintiff for payment of said sum and interest, till perfect " payment." The wife pleaded separately to the effect that, at the date of the obligation, she was commune en biens with her husbar!; that, on the 20 November, 1862, she obtained a judgment en séparation de biens, since duly executed; that she had renounced to the *communauté*, and could no longer be held responsible, and that she was entitled to ask the nullity of the hypothèque claimed, alleging also that the lands hypothecated were her propres. The Phintiff answered that the exception was untrue and insufficient in law; that the debt sued for was contracted, not by the husband alone, but by the wife for herself; that both consented that the lands described should be mortgaged for securing to Plaintiff full payment; that nothing pleaded could free the female Defendant, or could free the lands from the mortgage; and that the judgment of separation was res inter alios acta and could not prejudice the rights of Plaintiff. At enquete admissions were

made a tion an fendant of sepa had not bles of

McK an obli band. 1 commo Lower-Plainti dairem as debt sible in obligat and of wife h bound : the con the wif ing of a have so own ob tion hy wife, th a debt. for the this, an prayed

> Plaintid BETO not be that sh quence, sec. 36, but as a continu BERT

gistry of and that must be the acti

⁽¹⁾ V. art. 1301 et 1381 C. C.

⁽¹⁾ Rei

⁽²⁾ Pot

^{(3) 19}

1863.

r obligaeconnue r'eux, et, rmeuble,

femme, son mari, s, et l'iment, et de sec. 36.(1)

fe, upon
obligaobligaPlainrovince,
missant
tents et
bailler
e, à son
le cette
his sum,
igation,
nterest,
in favor
perfect

ct that,
ns with
ained a
1; that
longer
he nule lands

ed that hat the me, but e lands tiff full

Defendant the suld not so were

made as to the identity of the lands described in the obligation and judgment, and that they belonged to the female Defendant previous to her marriage, and also that the judgment of separation was rendered and executed, and that Plaintiff had not filed any opposition upon the proceeds of the moveables of the husband, sold under that judgment.

McKay, for Plaintiff, argued, that the case was not one of an obligation, by a wife séparée, becoming surety for her husband, but an obligation by a woman commune en biens, in common with her husband, as had always been allowed in Lower-Canada; that the obligation was most favorable for Plaintiff, the husband and wife not obliging themselves solidairement, but each for a half; that had a third person joined as debtor in such obligation, the debt would have been divisible into three parts, and would have been treated as the obligation of the wife for one third, of the husband for a third, and of such third person for the last portion; (1) that the wife having contracted as ... nmuue, became and still was bound as under the old law such a woman was; that, though the community between her and her husband was dissolved, the wife could not free herself from the debts at the contracting of which she had herself spoken; (2) that the wife could have sold her *propres*, and she might mortgage them for her own obligation: that, in the present case, there was affectation hypothécaire made for securing the total debt: that a wife, though obliging herself personally only for a portion of a debt, could pledge, or affect hypothecarily, a propre of hers for the total of it, (3) in the present case, the wife had done this, and the hypothec claimed was to be declared tenant, as prayed: that there was nothing in the registry law against Plaintiff's pretensions.

BETOURNAY, for Defendants, argued that the wife could not be held liable except as *commune*; that it was admitted that she had renounced the community, and that, in consequence, she was not, by the provisions of the 4 Vic., ch. 30, see. 36, liable; that, by that statute, a wife could not contract, but as *commune*, nor be held or bound except so long as she continued to be *commune* en biens.

BERTHELOT, Justice, held that, under the clause in the registry ordinance referred to, the old law had been changed, and that, by reason of the separation duly executed, the wife must be relieved from responsibility under the obligation, and the action dismissed, so far as she was concerned.

⁽¹⁾ Remisson, Communanté, p. 158, No. 26.

⁽²⁾ Poth., Comm., No. 573.

^{(3) 19} Duranton, No. 368.

Jugement: Considérant que l'obligation du 27 de septembre, 1854, est une dette de la communauté qui a existé entre les Défendeurs, au paiement de laquelle la Défenderesse ne paraît pas avoir été tenue en son nom seul, et que, par la loi du pays, la Défenderesse, Louise Fontaine dite Bienvenue, ne pouvait, en ce cas, s'obliger que comme commune en biens avec son mari pour la dette de ce dernier, ou pour une dette de la communanté, sous peine de nullité de toute telle obligation, ainsi par elle contractée pour ou avec son mari, soit directement ou même comme sa caution: vu que, depuis la passation de la dite obligation, Louise Fontaine dite Bienvenue a obtenu sentence de séparation de biens d'avec son mari, laquelle a été suivie de sa renonciation à la communauté, le 22 novembre, 1862, dûment insinuée; et que, finalement, par jugement du 31 décembre, 1862, homologatif du rapport du praticien nommé pour constater ses reprises et droits matrimoniaux, elle a fait reprise, comme à elle propres, des immeubles qui paraissent avoir été hypothéqués par l'obligation du 27 de septembre, 1854, et désignés comme suit au jugement homologatif du dit rapport, savoir : etc. Considérant, qu'à raison de tout ce que dessus, la Défenderesse a le droit d'être relevée et deliée de la dite obligation par elle contractée dans et par le dit acte, comme elle l'est par le présent jugement, et que les immeubles doivent être déclarés affranchis de l'hypothèque que la Demanderesse prétend avoir sur iceux par suite de la dite obligation, déboute la présente action, en tant que la Défenderesse y est concernée, et ce avec dépens. (14 D. T. B.C., p. 17.)

MACKAY and Austin, for Plaintiff. Cartier, Pominville and Betournay, for Defendants.

JUGEMENT EN VACANCE.

QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE, Montréal, 7 décembre, 1863.

Before Sir L. H. LaFontaine, Bart., Chief-Justice, Duvm., Meredith and Mondelet, Justices.

LANIGAN, Appellant, and GAREAU, Respondent.

Jugé dans la Conr Supérieure: Qu'un billet de location ou licence d'occupation, signé par un agent local, ne confère auenn droit sur celui auquel il est accordé pour maintenir les actions auxquelles il est reféré dans le Stat. Con. du Canada, chap. 22. sec. 13, en autant que par la dite section il est statué que: "La commissaire des Terres de la Couronne "pourra émaner, sons son seing et scenu, &c."

Es Appel: Qu'un jugement rendu dans la Cour Supérieure, en vacance, sera infirmé, si la Cour n'était pas ajournée au jour où tel jugement a été rendu. (1) DUVA error of The Cou for rend was ren was to I below w so as to tead of t uphold t

Mond were ago would he lity, inatherefore then the should so ment who upon who or procee Court me

judgmen it set asi perty, ev the judg property disposed to not gr plained cout an ap

MEREI

Judgm of occupa to law, u to lot nu Township tion, the tion agai declarati

Judgn of was re be prono nul the s the 5th d Aylmer,

(1) 1 Con

⁽I) V. art. 469 C. P. C

septemé entre esse ne r la loi enue, ne n biens ie dette obligasoit dila pasvenue a laquelle novemigement rnticien oniaux, oles qui 1 27 de homoloison de

othèque e de la · la Dé-C.,p. 17.) ints.

levée et

par le

que les

1863. DCVAL,

nce d'occelui anst reféré ar la dite onronne

, en va-tel juge-

DUVAL, Justice: This case comes up in consequence of an error of the Judge of the Superior Court, sitting at Aylmer. The Court was adjourned to the 1st and 2nd of May, 1862, for rendering judgments; but, by some oversight, judgment was rendered, as appears by the record, on the 5th May. It was to have been expected that the attention of the Court below would have been directed to this matter by the Counsel so as to have had the judgment properly rendered, but, instead of this, an appeal was taken, and the Court here cannot uphold the judgment, but will grant no costs.

Mondelet, Justice, stated that all the members of the Court were agreed on reversing the judgment; for his own part, he would have preferred to have treated the judgment as a nullity, inasmuch as the Court below had no jurisdiction, and, therefore, nothing was done legally. If he were correct in this then there was no judgment rendered, and the Court here should so declare. If Plaintiff took out execution on a judgment which was a nullity, Defendant might have recovered upon what in England would be termed an action on the case or proceedings by requete civile might be adopted, and the Court might recall or get rid of the judgment.

MEREDITH, Justice: Held that the party against whom judgment was rendered had an immediate interest in having it set aside, and to be relieved from any seizure of his property, even if execution did not issue, yet, by registration of the judgment, a mortgage would be created on Defendant's property which he had an interest to avoid. He was the more disposed to concur in the view of the majority of the court, as to not granting costs, as he thought that the judgment complained of, being utterly null, could have been set aside without an appeal to this Court.

Judgment in the Court below: Considering that the licence of occupation produced by Plaintiff was not issued according to law, and could confer upon Plaintiff no right of property to lot number twenty-four, in the sixth range of lots, in the Township of Wakefield, described in the License of occupation, the Court doth adjudge that Plaintiff has no right of nction against Defendant, for the reasons mentioned in Plaintiff's declaration.

Judgment in Appeal: Seeing that the judgment complained of was rendered on a day on which the same could not legally be pronounced: (1) The Court doth reverse, set aside and annul the said judgment, to wit: the judgment pronounced on the 5th day of May, 1862, by the Superior Court, sitting at Aylmer, in order that the parties, Plaintiff and Defendant, in

⁽¹⁾ I Cou. Stats, L. C., Caps, 78 and 83, sees, 18 and 87.

the Superior Court, may take therein such further proceedings on the inscription made of the cause for final hearing on the merits before the said Court, as they may be advised. Each party to pay his own costs in appeal, costs below to be subject to the judgment.

MONDELET, Justice, dissents, being of opinion that the appeal should be dismissed, purely and simply. (14 D. T. B. C.,

p. 21.)

PERKINS and AYLEN, for Appellant. FENWICK, for Respondent.

CAPIAS.

SUPERIOR COURT, Montreal, 30 novembre 1863.

Before BERTHELOT, Justice.

Bourassa vs. Brosseau et al.

Jugé: Qu'un affidavit pour capias, par l'un de plusieurs légataires, alléguant une dette à lui due, excédant dix livres courant, et aussi une dette due à chacun de ses co-demandeurs, excédant de même dix livres courant, dans une action pour tout le montant, sera mis de côté, et le capias annulé, in toto, le déposant ne paraissant pas agir comme l'agent, ou le procureur légal des autres légataires, ses co-demandeurs.

An affidavit was made by Alexander Bourassa, setting up an obligation before notaries, of the 5th February 1841, consented to by François Bourrassa, in favour of Hubert Bourassa. his father, for £167 2 10. The marriage and death of François Bourassa: his will made in favour of his wife, as his universal legatee, who, thereby, became bound for the debt. That, from the marriage of Hubert Bourassa, three children were born. namely, François, Hubert and Pierre. The marriage of Pierre with Louise Brossean, from which marriage there was issue, Alexandre Bourassa, the Plaintiff, and four children, to whom the mother was named tutrix. That, under the will of Hubert Bourassa, the elder, referred to by date, Hubert Bourassa, the younger became his universal legatee for one half, and the children of Pierre Bourassa, for the other half. The transfer by the husband of Philomène Bonrassa to Lepailleur, one of the Defendants, of £30, due Philomène Bourassa, as her part of the said debt. The affidavit then proceeds as follows: "Le déposant dit de plus, que Louise Brossean et Scholastique Bédard, sont endettées personnellement envers lui, et envers Hubert Bourassa, son oncle, et envers Louise Brosseau, en sa qualité de tutrice, et envers François Maurice Lepailleur, en une somme d'argent excédant dix livres, argent légal de la Province du Canada, savoir, en une somme de £167 2 10, dit cours, av 1841, eet résultair créance proporti-Hubert dit Pier Alexand Laurent et à chae somme.

BERTI

the capi Several the affid. nev, or t co-Plain an analo one part so, he wa could no here swc would no liable for a partne whether to the co in confo

Juaen dendum été que rassa, qu autres I mis de c

Lanci Lebla

Moss et

Le Défe toutes ses vantage d r proceehearing advised, ow to be

the ap-T. B. C.,

- 1863,

légataires, anssi une dix livres côté, et le ne l'agent,

etting up 841, con-Bourassa, François universal int, from ere born. of Pierre cas issue, to whom f Hubert rassa, the , and the transfer ir, one of her part ws : " Le olastique et envers

an, en sa

illeur, en gul-de la 2-10, dit cours, avec intérêt sur cette somme à compter du 5 février, 1841, cette créance étant la même que ci-haut mentionnée, résultant du dit acte d'obligation du 5 février, 1841, laquelle créance est exigible, et est due aux dits créanciers, dans les proportions suivantes : moitié de cette créance due au dit Hubert Bourassa, fils, et l'autre moitié à cinq des enfants du dit Pierre Bourassa, et au dit Lepailleur, savoir, au dit Alexandre Bourassa. £13 18 0½, au dit Lepailleur, représentant Laurent Léopold Raymond et son épouse, une égale somme, et à chacun des mineurs représentés par leur turrice, une égale

somme, le tout portant intérêt du 5 février, 1841."

Berthelot, Justice: A motion had been made to quash the capias in this cause, for insufficiency in the affidavit. Several heirs sued for a debt due them and one of them made the affidavit, but did not state that he was the agent or attorney, or that he in any way acted for his coheirs, who were co-Plaintiffs in the cause with the deponent. He had not found an analogous case. The ease of a copartnership was different, one partner might take the affidavit for the firm, but, in doing so, he was acting for the firm, and in law represented it. He could not say that this was the case in this action. If Plaintiff here swore falsely or without probable cause, the co-plaintiffs would not be bound for the consequences, as a firm would be liable for the affidavit of a member of the firm, in respect of a partnership debt. He had entertained some doubts as to whether the capias should be quashed in toto, but had come to the conclusion that it must be set aside entirely as not being in conformity with the terms of the statute.

JUGEMENT: Considérant que le writ de capias ad respondendum émané à la poursuite de tous les Demandeurs, ne l'a été que sur l'affidavit d'un seul d'entr'eux, Alexandre Bourassa, qui ne s'est pas représenté comme le procureur légal des autres Demandeurs, et ce, contrairement à la loi, a rejeté et mis de côté le writ de capias, etc. (14 D. T. B. C., p. 23.)

Lanctor, for Plaintiff.

LEBLANC and CASSIDY, for Defendant.

CAPIAS.-ALIMENTS.

Superior Court, Montreal, 13 Septembre 1863.

Before Monk, Justice.

Moss et al, vs. Wilson.

Le Défendeur, un marchand résidant dans le H. C., fit transport de toutes ses propriétés, dettes et effets, à l'un de ses créanciers pour l'avantage des autres, et se rendit aux Etats-Unis, où il résida pendant

quelques années, revint ensuite à son premier domicile dans le H. C., il fut ensuite arrêté à Montréal. La frande allégnée dans l'affidavit était, que le Défendeur avait quitte la Province et avait disposé de toutes ses propriétés et effets. Le Défendeur produisit une requête contestant les allégnés contenus dans l'affidavit, et allégnant que la ression avait été faite suivant la loi du Haut-Canada, et de bonne foi. Le Demandeur répondit qu'à l'époque de la cession le Défendeur était notoirement insolvable, et que, par la loi du Bas Canada, un pareil transport était en fraude de ses créanciers :

Jugé: Que le transport ne pouvait, dans l'espèce, être considéré comme fait en fraude des créanciers, et que l'arrestation avait été faite sans cause suflisante. (1)

Qu'une motion, de consentement, sera accordée en chambre, en vacance, nommant un commissaire dans le Haut-Canada pour prendre les témoignages de témoins y résidant. (2)

Que l'allocation alimentaire fixée par lé Stat. Con. B. C., cap. 87, sec. 6, sera partagée, et que le Demandeur dans chaque cause sera contraint de payer une proportion suivant le nombre d'actions pendantes sur lesquelles le Défendeur est détenu. (3)

A writ of capias was issued against Defendant, described as formerly of Port Dover, in Upper Canada, now of Montreal. The reasons or grounds of belief given in the affidavit were as follows: 1. Because Defendant, in the fall of 1857, being indebted to Plaintiff, absconded from Port Dover where he was then trading, leaving heavy liabilities and debts unsatisfied, and that Plaintiff had only been recently informed of his return. 2. Because, before absconding, he had fraudulently disposed of all his property and stock in trade, to the prejudice of Plaintiff and of his other creditors. 3. Because two credible persons, Wm. Hobbs and Walter McFarlane, had made oath in this city to the foregoing facts, from whose affidavits deponent had his information to the foregoing effect. The Defendant filed a petition denying the allegations of the affidavit, and setting up in detail the particulars of a deed of assignment, executed at Port Dover, on the 26th August, 1857, to Henry Howell, of all Defendant's stock in trade, effects and debts, for the benefit of Defendant's creditors; that the assignment was made in accordance with the law of Upper Canada, and in good faith; and that, at the date of his arrest, he was resident at Port Dover, and had no intention to leave Canada. The Plaintiff answered to this petition, that, by the Law of Upper Canada, where the debt due to Plaintiff was contracted "such an assignment was, " would be, and is made in fraud of the creditors of Wilson, in " Lower Canada, as regards debts contracted by him, within " Lower Canada, before the date of the assignment; that Wil-" son was then notoriously insolvent, and unable to pay his

"just do
and a me
bad fait
vacation
Dover,
and the
out any
any wri
Defenda
week, we
detained

JUDGN material the affida dum issu

> Day a Lebla

Be

PERSILLE

Jugé: 10
dances ave
bail, sans
prémisses
une violati
bail princi
20. Que
pal, qui a

le consente résiliation

The Pl brought a her to D buildings vation set dant, one son droit bailleress by a lea Defendar lease, and

⁽¹⁾ V. art. 798 et 819 C. P. C.

⁽²⁾ V. art. 307 C. P. C.

⁽³⁾ V. art. 790 C. P. C.

⁽¹⁾ V. ar

le H. C., vit était, outes ses stant les vait été nandeur irement ort était

comme ite sans ibre, en prendre

. 87, sec. ontraint sur les-

scribed Montffidavit f 1857, : where bts unformed raudu-, to the Because arlane, whose regoing gations us of a e 26th tock in credi-

ith the

at the

had no

to this

e debt

it was,

son, in

within

it Wil-

ay his

"just debts;" that Howell was Defendant's father-in-law, and a mere pretenom, and that the assignment was made in bad faith. By consent of parties, a motion was granted in vacation (7th August, 1862,) that witnesses residing at Port Dover, be examined by a solicitor, named as commissioner, and the depositions of the witnesses were taken by him without any Commission Rogatoire having issued, and without any written interrogatories on either side. On petition of Defendant, an alimentary allowance of 1s. 8d. currency, per week, was ordered to be paid by Plaintiff, Defendant being detained in jail on two other writs of capias.

JURGMENT: Considering that petitioner has established the

JUDGMENT: Considering that petitioner has established the material allegations of his petition, and the insufficiency of the affidavit under which the writ of capias ad respondendum issued, petition granted. (14 D. T. B. C., p. 26.)

DAY and DAY, for Plaintiff.

LEBLANC and CASSIDY, for Defendant.

SOUS-LOCATION.

SUPERIOR COURT, Montreal, 20 mars, 1857.

Before: Smith, Mondelet and Chabot, Justices.

Persillier dit Lachapelle et al. vs. Moretti.

Jugé: 10. Que dans le cas d'un bail de certains magasins et dépendances avec condition que le locataire ne cèdera pas son droit au dit bail, sans le consentement par écrit du bailleur, le bail de partie des prémisses avec réserve de deux chambres par le sous bailleur, n'est pas une violation de la condition qui peut donner lieu à la résiliation du bail principal.

20. Que lorsque le sous bail est à la connaissance du locateur principal, qui a reçu les loyers de son locataire, sans objection au sous bail, le consentement du locateur à tel sous bail sera présumé, et l'action en

résiliation sera renvoyée. (1)

The Plaintiffs, who were in the rights of Angelique Leduc, brought an action for the resiliation of a notarial lease from her to Defendant, dated the 7th February, 1856, of certain buildings in McGill Street, in the City of Montreal; the declaration set forth the conditions of the lease binding on Defendant, one of which was the following: "De ne pouvoir céder son droit au dit bail sans le consentement par écrit de la bailleresse," and alleged that the condition had been violated by a lease, made by Defendant, to one Sutherland. The Defendant denied that he had ceded all his rights under the lease, and alleged that, by notarial lease of the 29th Feby.

⁽I) V. art. 1638 C. C.

1856, he had sublet to Sutherland a portion of the premises, reserving two rooms which he had always occupied; that the premises were not deteriorated or impaired by the sublease, but were benefited by the large trade carried on in the premises; that the rent had always been punctually paid; and that, although Defendant had subleased portions of the premises, the lessor had never complained, but had tacitly consented thereto, and must have been held to have done so, inasmuch as there were three separate and distinct shops, (loges ou magasins) and Defendant could not be supposed to have agreed to occupy them all for his own business only; and that, moreover, a portion of the leased premises consisted of a brick building which a previous tenant had erected on Plaintiffs' ground with their consent, which building had been purchased by Defendant, and was to belong to Plaintiffs on certain conditions, and had always been occupied by the other tenants since its erection.

JUDGMENT: "Considering that Plaintiffs have failed to prove the material allegations of their declaration, by reason of which they cannot have or maintain the conclusions thereof: and, further, considering that Defendant hath established that he still retained and occupied two rooms in the house and premises so by him acquired by right of lease, under the lease set up in and by his exceptions, and that Defendant had a right by law to sublet part of the premises, and that such subleasing by him was done with the knowledge of Plaintiffs and their auteur; and that, by the reception of the rent due by Defendant, as and for the rent of the premises, without any objection, after the same had been so sublet, Plaintiffs did assent to the subleasing of the same. The Court doth maintain the exceptions pleaded by Defendant, and doth dismuss the action of Plaintiffs, with costs." (14 D. T. B. C., p. 29.)

CHERRIER, DORION and DORION, for Plaintiffs.

LEBLANC and Cassidy, for Defendant.

LOUAGE DE SERVICES.

BANC DE LA REINE, EN APPEL, Montréal, 9 décembre, 1862.

Présent: Sir L. H. LAFONTAINE, Bart., Juge-en-Chef, Aylwin, Duval, Meredith et Mondelet, Juges.

NEWCOMB, Appelant, et GRANT et al., Intimés.

Jugé, en Cour de première instance: Qu'un bail d'ouvrage ayant été fait par un ouvrier entrepreneur, taut en sou nom qu'au nom d'un autre qui n'a jamais ratifié le bail, et n'y a aucunement participé, l'action

pour le p deux pe En Co an défau vait pas Défender ception :

Il s'a nant l'. somme l'action. notarié, quatre " comb, " Dunca " Dunca " name " he oh " cribed tie nu ouvrage. en son reconnu qu'en co et de St que tout sur lagn balance compens qualité à son caus dettrs pro Défender remise pa comme s £3,352.19less £32 Défendet ll fit le n des artici " 2. That is set fo Defendan completin

TO

remedyin of Plainti

Supérieur

montant

emises, nat the iblease, ne pred: and ne predy conone so, shops,

s only; onsisted oted on ad been tiffs on ne other

osed to

reason thereof: ablished e house der the ant had at such laintiffs ent due without tiffs did h maindismiss 29.)

1862.

Chef,

ryant été un autre , l'action peur le prix des ouvrages faits peut être valablement portée au nom des deux personnes désignées en l'acte comme entreprenant l'ouvrage.

En Cour d'Appel: Que, nonobstant l'exception plaidée relativement au défant de ratification et d'intérêt de celui des Demandeurs qui n'avait pas accédé au bail, la reconnaissance de ce Demandeur par le Défendeur, résultant des termes de son articulation de faits, met l'exception au néant.

Il s'agissait d'un jugement de la Cour Supérieure, condamnant l'Appelant à payer aux intimés, Grant et Stewart, une somme de £321.14.5, au lieu de celle de £433.9.0, réclamée par l'action. L'action des Demandeurs était fondée sur un contrat notarié, en date du 5 novembre 1857, pour la confection de quatre milles de chemin de fer, et passé entre "William New-"comb, of the parish of Pointe Claire, of the one part, and "Duncan Grant, of Montréal, contractor, of the other part, "Duncan Grant acting as well in his own name, as in the " name of William Stewart, of the city of Montreal, by whom "he obliges himself to have these presents ratified and sub-"cribed to." Le Défendeur plaida que Stewart n'était pas partie au contrat, qu'il ne l'avait jamais ratifié, que tous les ouvrages avaient été faits par Grant seul, et les reçus donnés en son propre nom, ce qui fut prouvé; que Stewart avait reconnu lui-même qu'il n'avait rien à faire avec l'entreprise; qu'en conséquence, l'action était mal portée au nom de Grant et de Stewart conjointement. Le Défendeur plaidait de plus que tout ouvrage livré s'élevait à une somme de £3,462.8.3. sur laquelle il avait été payé celle de £3,352.19.6, laissant une balance de £109.8.9, mais que cette balance était plus que compensée à raison des dommages résultant de la mauvaise qualité de l'ouvrage, et du retard dans sa confection et livraison causés par la négligence des Demandeurs. Les Demandeurs produisirent à l'enquête, une note de la main même du Défendeur, écrite en présence du nommé David Kyle, et remise par le Défendeur au Demandeur Stewart. Cette note est comme suit: D. Grant's claim, £3,674.13.11, cash received. £3,352.19.6, difference, £321.14.5, claim or balance, £433.9.1, less £321.14.5, difference, £111.14.8. Kyle déclare que le Défendeur admit en cette circonstance qu'il devait £321.14.5. Il fit le même aveu au témoin Scott. Le Défendeur produisit des articulations de faits dont la 2e et la 4e sont ainsi conques; "2. That Plaintiffs did not do any other or more work than is set forth in the exhibit of Defendant No. 1." " 4. That Defendant was put to great expense and loss in finishing and completing the works undertaken under the contract, and in remedying the defects in said works, caused by the negligence of Plaintiffs." Il n'y eut pas de preuve de dommages. La Cour Supérieure, considérant l'admission de Newcomb quant au montant dû, comme décisive, rendit le jugement suivant: TOME XII.

"And, considering that Plaintiffs have established, by sufficient evidence, that Defendant is indebted to them in the sum of £321.14.5, as and for the just and true balance remaining due and unpaid to them, for all work done and executed by Plaintiffs for Defendant, under the contract set forth in the declaration of Plaintiffs, and which balance so due and owing was by Defendant acknowledged to be due as aforesaid and unpaid; and, further, considering that Defendant hath failed to establish any thing, in law or in fact, by reason of which the conclusions of the said declaration should not or ought not to be granted, the court doth condemn the said Defendant to pay to the said Plaintiffs the said sum of £321.14.5, said current money of the province of Canada, with interest

thereon, &c.

Mondelet, Justice, dissentiente: I have gone through this ease, with care, and have come to the following conclusion: 1° I do not coincide in opinion with the court that Stewart, having joined in the action, is a sufficient ratification of the contract. The Defendant had an interest in pretending that the action is badly brought. 2° But, as to the merits of this case, which are viewed by both Plaintiffs and Defendant in a different light, I hold that we have no right to set aside or disregard the solemn, clear and precise evidence of Scott and Kyle, touching the acknowledgment made by Newcomb of his indebtedness to Plaintiffs in the amount of £321. We have no right to substitute our own suppositions and grataitous assumptions as to the state of the case, in lieu of positive evidence of an acknowledgment by Defendant. There can be no certainty if the evidence is thus to go for nothing, why? Because, to the judge, the merits of the ease may appear different from what they appear to the most interested party, the debtor. I never can admit such a doctrine which seems to me, not only subversive of all principle, but unsafe and more than dangerous. Wherefore, I am of opinion that the judgment of the court below would be correct, if the action were correctly brought, and that the judge who gave that judgment, acted a wise part in not abstaining from abiding by the evidence of Scott and Kyle, on the mere ground that it is not to be presumed, though it is clearly proved, that Defendant, who was the creditor, acknowledged himself to be the debtor. I would, consequently, clearly and firmly opine for the confirmation of the judgment of the court below. But, being of opinion that the two could not join, because there was no contract with both, I am, of course, of opinion that the judgment should be reversed.

"The court, seeing that the contract executed before Le Tellier and his colleague, public notaries, bearing date the fifth day of November, 1857, under which the work in question

was dent Resp work the e work not 1 enlat two a that Plain not b prese Gran so far Stewa is no e rende in so liam &

LAMPS

&c. (1

Roi

Cre

Jugé : d'un co constate qu'il ne

The from ecessing p few altrest was sign set fort premise of £7.1 lease. If fait, and nor bin-

suffiwas done, was entered into by Duncan Grant, one of Respondents, as well in the name of William Stewart, the other 3 Sum Respondent, as in his own name; Seeing also that the said ining ed by work, in so far as it was done, was so done in pursuance of the contract, and that Plaintiffs allege that the whole of said n the owing work was done by Duncan Grant and William Stewart, and 1 and not by Duncan Grant alone, and that Defendant, by his artifailed culation of facts, and more particularly by the heads, numbers two and four, of the said articulation of facts, in effect, admits which ought that the said work, in so far as it was done, was so done, "by Plaintiffs" to wit, by Duncan Grant and William Stewart and Defen-1.14.5, not by Duncan Grant alone; considering therefore that the present action was rightly brought in the names of Duncan iterest Grant and William Stewart, and that, in the court below, in so far as it maintains the right of Duncan Grant and William gh this usion: Stewart, to bring the present action in their joint names, there ewart, is no error; doth confirm the judgment of the Superior Court of the rendered at Montreal, on the thirtieth day of March, 1861, in so far as it maintains the right of Duncan Grant and Wil-

> &c. (14 D. T. B. C., p. 40.) ROBERTSON, A. and W., for Appellant. Cross and Bancroft, for Respondents.

CONTRAT SOUS SEING PRIVE.

liam Stewart, to bring the present action in their joint names

Circuit Court, Québec, 8 janvier, 1864.

Before Taschereau, Justice.

LAMPSON vs. McConnell.

Jugé: Qu'un document sous seing privé, contenant les stipulations d'un contrat synallagmatique est valide, et que sa production, pour constater les engagements réciproques des parties, est suffisante, quoiqu'il ne soit pas exécuté en double, ni allégué avoir été ainsi exécuté.

The Plaintiff brought suit for £7.10 and to eject Defendant from certain premises which he occupied under a lease sous seing privé. The Plaintiff produced the lease which, with a few alterations, was similar to the ordinary notarial deed and was signed by Plaintiff and Defendant. The Plaintiff's action set forth the lease, the default of Defendant to garnish the premises, and that Defendant was indebted to him in the sum of £7.10, alleged to be due as a balance of rent under the lease. Defendant pleaded generally, by defense au fond en fait, and specially, that the lease declared upon was not valid nor binding upon the parties, inasmuch as it had not been

ig that of this nt in a side or ott and

b of his lave no ssumpence of rtainty , to the n what Inever ly subgerous. e court rought,

ise part ott and though reditor, mently, dgment o could am, of d.

fore Le ate the uestion executed in duplicate, nor was it stated to have been so executed, either in the plaintiff's declaration or on the face of the instrument itself. The Defendant was examined as a witness and proved the signature of the parties, and that he had occupied the premises in question, but that the instrument had not been made in duplicate, nor had he ever had even a copy of it.

Lampson F., for Paintiff: The question now brought before the Court, although in itself involving no large amount, is nevertheless one of the greatest importance, on account of the effect it will produce as a precedent, for if it be held that in a contrut synallagnatique sous seing privé, a writing to be binding must be made in duplicate, a great number of such contracts in Lower Canada will be nullified, for, if the double écrit be held to be necessary in a lease, it is equally so in a sale or any other contrat synallagmatique. The question is one which has never come up for decision by our tribunals. The old French authors abound in dissertations on this subject, and are greatly divided on this point. I shall cite two which I think most strongly commend themselves to the consideration of the Court, both from the weight attached to the authors, and for the clearness and soundness of the reasons which they give. The first of these is Guyot who lays down, in his Repertoire, vbo. Double Ecrit, the incontrovertible maxim that the writing is not the bargain, but merely the evidence of it: how then could the double écrit be held to be recessary if all the stipulations and conditions contained in it, can be proved in another way. In the present case, the conditions and stipulations of the lease have been proved by Defendant himself in his evidence. The other authority to which I have alluded is a work entitled Instructions faciles sur les Conventions, in which the author, after giving the different reasons both for and against the necessity of the double écrit, concludes by saying that all depends upon the presumption of good or bad faith in the parties. This seems to me to comprise the whole matter. The only reason for requiring the double écrit would be to prevent one of the parties who has the writing in his possession from making alterations and erasures in it, thereby causing the other party, signing to appear to have entered into an agreement which in reality he had never templated doing. A person who finds that a writing which has signed has been falsified or altered in any way, ought be allowed to attack such a writing; it therefore seems necessary that a party taking exception to any written agreement sous seing privé, on the ground that it was not made in duplicate, should allege that the writing has been tampered with or

falsified in some way. Nothing of the sort has been attempted

in the lead out boun plicar declar a par fende

the d

decidtion of tions recipi instru of De case tracts again docum is a 1 order tain to

which upon "a con a con

TAS

(1) # sart, 6 Rep. c

(2) 8 p. 362; Droit, p. 3 Sept. Parleme suivants page 173 in this case, Defendant merely contents himself by saying that the lease is null on account of its not having been made endouble. I would say, in conclusion, that Defendant was equally bound with Plaintiff to see that the deed was executed in duplicate; and to come forward now and request that a deed be declared null on account of an error to which he himself was a party, is manifestly an act of bad faith on the part of Defendant.

GIBSONE, for the Defendant: The question which arises for the decision of the Court, is whether, in cases which must be decided according to the French rules of evidence, the pro luction of an instrument sons seing priré, containing the stipulations of a contrat synallagmatique, is sufficient to prove the reciprocal engagements of the parties, if it be proved that the instrument was not executed in duplicate. It is the pretension of Defendant that the law which governs the evidence in this case requires the double écrit as in all other reciprocal contracts. The necessity of the double écrit not only guards against all frauds and the loss or wilful destruction of the document and the crime of forgery, but, in cases where there is a number of contracting parties, it is found necessary in order to avoid errors which would otherwise be almost certain to arise.

Taschereau, Justice: The question raised in this cause is one which is often met with in the different authors who treat upon the old French law. "Is it necessary, for the validity of "a contrat synallagmatique sous seing priré, that it should be "executed in duplicate." Authorities are to be found both in favor of and against this proposition. I am of opinion that, in some cases, the double écrit would be necessary for the validity of the Instrument, as in a case where fraud might be presumed, but not so in all cases, and more especially will it not be required, or be held to be necessary, in a case like the present, where the Defendant has admitted the material allegations of the agreement. The authorities for (1) and against (2) this questions are numerous, and the one derived from Instructions faciles sur les Conventions, page 178, shows cally the manner in which this case ought to be decided.

copy
sefore nt, is of the tina to be such touble in a

is one

The

t, and
nich 1
ration
thors,
th they
Reperat the
of it:
if all
proved
stipuimself
lluded

ons, in th for les by od or ise the e écrit rriting s in it,

icl ght pagesement duplivith or

mpted

re

⁽¹⁾ Pigeau, 10, note a; 6 Rep. de Guyot, vho. Double Ecrit; Anc. Denisart, 50. Ecrit Double, 228; 7 Nonv. Denisart, 404; 3 Nonv. Denisart, 772; 6 Rep. de Guyot, Double Ecrit, 359, 360, note; 8 Toullier, Nos. 313, 322.

^{(2) 8} Tonllier Nos. 309 et suivants ; 6 Rep. de Gnyot, vbo. Double Ecrit, p. 362 ; 15 Rep. de Merlin, vbo. Double Ecrit, No. 8 ; 6 Merlin, Quest. de Droit, partie lère, p. 158. Art. 1325 du Code, Introd., Droit nouveau ; Arrêt 3 Sept. 1680 ; Brillo , Bail, No. 16 ; 8 Toullier Nos. 316 et suivants ; Arrêts Parlementaires de Paris; Lacomb p. 378 ; 4 Jurisp. du Code Civil, p. 469, et suivants ; Lacombe, Arrêts, p. 378 ; Instructions faciles sur les Conventions, page 178.

" Le Bail doit être fait double, faute de ce, on pourrait n'y " avoir aucun égard; chacune des parties étant obligée, doit

" avoir un titre contre l'autre. On a souvent déclaré nuls des " baux pour cette raison. M. Bourjon, Titre des Loyers, chap. 2,

" cite un arrêt contraire : tout dépend des circonstances et des " présomptions de manvaise foi," (14 D. T. B. C., p. 44.)

Lampson, for Plaintiff.

Campbell and Gibsone, for Defendant.

COMPETENCE.

Superior Court, Montréal, 31 décembre 1863.

Before: SMITH, Justice.

Clark vs. Ritchie.

Jugé: Dans une action pour marchandises vendues et livrées par un marchand résidant à Montréal, contre un marchand résidant dans le Haut-Canada, que tonte la cause d'action avait originé à Montréal, quoique partie des effets cût été commandée par le Défondeur par lettre datée dans le Hant-Canada, envoyée à Montréal, et partie par ordre verbal du Défendeur donné dans le Haut-Canada à un agent du Demandeur, qui avait pris la commande en écrit, et l'avait apportée ou transmise au Demandeur, qui avait le choix de la remplir ou non; les effets gevant être considérés comme livrés au Défendenr, et à ses risques, sur remise au commissionnaire à Montréal. (1)

The action was brought against Defendant, described as of the city of Toronto, partly on promissory notes purporting to

(1) La section 14 du chapitre 38 des statuts du Canada de 1849 était en ces termes: "Des termes et séances de la Cour Supérieure et des Juges de cette cour seront tenus aux endvoits ci-après mentionnés dans cet acte, dans chacun des districts en lesquels le Bas-Canada est ou pourra être divisé; et toutes actions, poursuites ou procédures pourront être commencées à l'endroit où se tiendront les termes de la dite cour dans tout district; pourvu que la cause de ces actions, poursuites ou procédures respectivement soit née dans le dit district, on que le Défendeur, ou l'un des Défendeurs, ou la partie ou l'une des parties à laquelle l'original du bref, ordre on autre pièce de procédure sera adressé, soit domiciliée ou ait reçu personnellement signification du dit bref, ordre on autre pièce de procédure dans le dit district, et que tous les Défendeurs ou parties susdites aient légalement reçu signification de la pièce de procédure et non autrement, excepté dans le cas où quelqu'un des dits Défendeurs ou parties seraient assignés par avertissement, ainsi qu'il est mentionné ci-après." V. art. 34 C. P. C.

K, résidant à Montréal, télégraphie à W, résidant à Québec, lui demandant le prix du hareng. W lui répond par télégramme et K, sur c tte réponse, ordonne, aussi par télégramme, une certaine quantité de hareng qui est livré à Québec à bord d'un bateau. Le prix devait être payé par un billet promissoire payable à Montréal. W a poursuivi à Québec pour le prix du hareng. Jugé que le droit d'action n'a pas pris naissance entièrement dans le district de Québec, et que la Cour Supérieure de ce district n'est pas compétente. (Warren vs. Koy et al., C. S., Québec, 2 juin 1856, MEREDITH, J., et BADGLEY, J., 5 R. J., R. Q., p. 153.)

Par convention verbale intervenue entre R et 11, R résidant à Québec s'en-

be da Plain deliv décli

gagea

Nicole RAG Dans loute celte o 1857, La s se lit c sonne qui n'a meuble pas la émané cuit, d cile, or huissie la com soit ass lai de d tissemo publić en cett com, or et de re deur pe

Jugé

gner m

Bas-Ca pas de du tiers

The Br Montré La se est en c intenter les com autant dites as surnom susdit; à ces ca sonnes : an prone registra écrit, si présents dits mer leur pro risation dence de sous lesc anssi le denomin filee dan t n'y doit s des ap. 2, t des

63.

par un ans le ntréal, · lettre ordre Demantranss effets es, sur

l as of ing to

le cette
chacun
utes act où se
a cause
s le dit
ou l'une
océdure
du dit
tous les
la pièce
lits Dést men-

demanatte réqui est qui est n billet prix du dans le comperru, J.,

ee s'en-

be dated at Montreal, and made by Defendant in favour of Plaintiff, and partly for goods alleged to have been sold and delivered at Montreal. The Defendant pleaded an exception déclinatoire, upon the ground that he had no domicile, or

gagea à remorquer pour H, résidant à Trois-Rivières, un radeau de bois de Nicolet à Québee. H télégraphia à son agent à Québee d'informer l'agent de R à Québee d'envoyer le vapeur pour remorquer le radeau, ce qui fut fait. Dans une action intentée à Québee pour le prix du remorquage, jugé que tonte la cause d'action n'ayant pas pris naissance dans le distriet de Québee, cette cour n'est pas compétente. (Ronsseau vs. Hughes, C.S., Québee, 7 avril 4857, MEREDITH, J., MORIN, J., et BADGLEY J., fi R. J. R. Q., p. 203.)

La section 94 du chapitre 38 des statuts du Canada de 1849, 12 Victoria, se lit comme suit : "Dans toute poursuite ou action intentée contre une personne qui aura laissé son domicile dans le Bas-Canada,ou contre une personne qui n'aura pas eu de domicile dans le Bas-Canada, mais qui y aura des biens meubles ou immeubles, le Demandeur pourra, si la dite personne ne reçoit pas la signification des pièces en personne, assigner et ajourner, par un bref émané en la manière ordinaire de la Cour Supérieure, on de la Cour de Circuit, dans le district ou circuit où la dite personne pourra avoir en son domicile, ou bien où les dits biens seront situés, et sur le rapport du shérif ou huissier sur ce bref que le Défendeur ne peut être trouvé dans le dit district, la cour ou tout juge de la cour en vacance pourra ordonner que le Défendeur soit assigné à comparaître et à répondre à la dite poursuite on action dans le délai de deux mois à dater de la dernière insertion de l'avertissement, par un avertissement qui devra être inséré deux fois en langue anglaise dans un journal publié en cette langue, et deux fois en langue française dans un journal publié en cette langue dans le Bas-Canada, (lesquels journaux seront désignés par la cour on le juge,) et sur le refus ou la négligence du Défendeur de comparaître et de répondre à la dite poursuite ou action dans le délai susdit, le Demandeur pourra procéder au procés et jugement comme dans une cause par défaut." Cette section fut reproduite par la s. 61 du ch. 83 des S. R. B. C.

Jugé qu'ou ne peut par sàisie-arrêt avant jugement et en main-tierce assiguer un Défendeur résidant en Haut-Canada et le tiers-saisi résidant dans le Bas-Canada, à comparaître dans un district du Bas-Canada, où le Défendeur n'a pas de propriété, quoiqu'il ait des biens dans an autre district en la possession du tiers-saisi qui réside dans le district d'où le bref émane, (Frottingham et al. vs. The Brokville and Ottava Railroad Company, et Dickenson, tiers-saisi, C. S., Montréal, 30 juin, 1859, Berrmenor J. A., 7 R. J. R. Q., p. 272 et 500.)

La section I du chapitre 45 des Statuts du Canada de 1849, 12 Victoria, est en ces termes : "Attendu qu'il existe des difficultés dans les poursuites à intenter contre les persennes associées pour le fait de commerce, ou contre les compagnies ou sociétés formées pour les mêmes fins et non incorporées, en autant qu'il est difficile aux personnes qui transigent des affaires avec les dites associations, compagnies ou sociétés, de connaître exactement les noms, surnoms, résidence et qualité de toutes les personnes ainsi associées comme susdit ; et vu qu'il en est résulté de grands frais et des inconvénients graves : à ces causes, qu'il soit statué et il est par le présent statué que toutes les personnes associées pour le fait de commerce dans le Bas Canada, transmettront au pronotaire de la cour ayant juridiction civile dans chaque district et au registrateur de chaque comté où elles feront des affaires, une déclaration par écrit, siguée par les divers membres de la dite société, lorsqu'ils seront tous présents dans la dite province, lors de la dite déclaration, et si aucuns des dits membres se trouvent absents, alors par les membres présents tant en leur propre nom qu'au nom de leurs co-associés absents en vertu d'une autorisation spéciale à cet effet, et indiquant les noms, surnous, qualité et rési-dence de tout et chaque associé comme susdit, et les nom, titre ou raison sous lesquels ils conduisent ou entendent conduire les affaires, et établissant aussi le temps depuis lequel la société existe, et déclarant que les personnes y denommées sont les seuls membres de la société; et la dite déclaration sera filce dans les soixante jours après la passation de cet acte, si la société a été place of business, within the jurisdiction of the Court, and that he had no property or effects in Lower Canada; and because the notes referred to were made and signed in Upper Canada, and that the causes of action set up in the various counts of the declaration had originated in Upper Canada. The Plaintiff's answer was general. Before hearing on the exception, Plaintiff discontinued his action in so far as the notes were concerned.

Smith, Justice, said: The only evidence in support of the exception is drawn from the examination of Plaintiff as a witness. It appears from his deposition that part of the goods " were ordered by letter written by Defendant, at Toronto, "and receized by Plaintiff, at Montreal;" and that another portion "were sold and delivered to Defendant on the order " of Defendant delivered to my travelling agent, at Toronto, " and by said travelling agent transmitted to me at Montreal." These orders are stated to have been verbal orders written down by the travelling agent, on certain printed forms, and then transmitted to Plaintiff. The Plaintiff explains further that the goods when shipped, at Montreal, were at Defendant's risk, and that it was at Plaintiff's option whether or not the orders were filled. Under these circumstances, can the action be brought as if the cause of action arose in Montreal. The cases cited by the Defendant all rest on the case of Borthwick, et al vs. Walton, et al., 29 Law and Equity Rep., p. 269, and

formée ou est formée avant l'époque à laquelle cet acte prendra force et effet, et sous soixante jours après la formation de la dite société, si telle société est formée après l'époque à laquelle le dit acte prendra force et effet; et il sera donné de la même manière une semblable déclaration toutes et chaque fois qu'il y aura quelque changement ou modification dans le personnel de la dite société, ou dans le nom, titre ou raison sons lesquels la société entendra conduire ses affaires; et tout et chaque membre de toute société qui ne se conformera pas aux dispositions de cette section, sera passible d'une amende de £50, qui sera recouvrée devant toute cour ayant juridiction en matières civiles, jusqu'au montant de la dite pénalité, per toute personne qui poursuivra tant, en son nom qu'an nom de Sa Majeste; et moitié de la dite pénalité appartiendra à la Couronne pour les besoins de la province, et l'autre moitié à la partie poursuivante, à moins que la poursuite ne soit intentée, (ainsi qu'elle pourra l'être,) au nom de la Couronne senlement, auquel cas toute la pénalité appartiendra à Sa Majesté pour les besoins susdits." Cette section fut reproduite par la s. 1 du ch. 65 des S. R. B. C., et dans les articles 5635 à 5639 inclusivement S. R. Q. V. anssi l'article 1834 C. C.

Une société commerciale est formée aux Trois-Rivières sous le nom de "La Compagnie de Navigation des Trois-Rivières." On la poursuit à Montréal pour recouvrer la pénalité de £50, parce qu'elle n'a pas enregistré de déclaration de société au greffe de la Cour Supérieure et au bureau d'enregistrement à Montréal, conformément à la section 1 du chapitre 45 des Statuts du Canada de 1849, 12 Victoria, (article 1834 C. U.) Jugé que tout le droit d'accion, n'a pas originé dans le district de Montréal et que la Cour de Circuit à Montréal était incompétente à décider cette cause. (Sénécal et Chénevert, C. B. R., Montréal, 6 septembre 1861, La Fontaixe, J. en C., Aylwin, J., Deval, J., Meredtth, J., et Mondelet, J., confirmant le jugement de la Cour de Circuit, 12 D. T. B. C., p. 145.)

the sa This ca within down the fac arise ii there, a Suppos not ful bound receive after w to Plair or by goods contrac deliver maintai

> Robe Torr

FERON

Jugé: si elle n'e 2º Que procès, di preuve si pation di cap. 20, s

Lora therine promisss maker of jeare us was and she any against must be

(1) V. a

(2) Y. a

et, and a; and Upper arious canada. on the as the

ff as a goods: oronto, $oldsymbol{nother}$ e order oronto, itreal.' vritten as, and iurther idant's not the action d. The hwick, 69, and

et effet, cièté est et il sera que fois e la dite dra consecuenties consententières poursui-pénalité e, (ainsi toute la section s 5635 à

de " La Iontréal déclaratrement uts du sit d'acireuit à EVERT, VIN, J., et de la the same case reported in 15 Common Bench Reports, p. 50. This case e-tablishes that the whole cause of action must arise within the jurisdiction of the court. I admit the principle laid down by this decision, but do not consider that it applies to the facts in this case. I hold that the cause of action did not arise in Toronto, nor any part of it. The orders were written there, at a certain date, but no part of the contract arose there. Suppose an action of damages brought against Plaintiff for not fulfilling the order. It could not lie, because the order bound Plaintiff to nothing. It had no effect until Plaintiff received it, and accepted, or acted on it. Whether Defendant, after writing the order, at Toronto, sent his own clerk with it to Plaintiff's place of business, at Montreal, or sent it by post, or by telegraph, does not seem to me to alter the case. The goods were ordered and were delivered at Montreal; the contract was made there; and was fully completed by the delivery to the carrier. The exception therefore cannot be maintained. Exception dismissed. (14 D. T. B. C., p. 48.)

ROBERTSON, A. and W., for Plaintiff. TORRANCE and MORRIS, for Defendant.

FILLE MINEURE.-PREUVE.

CIRCUIT COURT, Montréal, 30 décembre, 1863.

Before Loranger, Justice.

FERON PS. DONELLY.

Jugé: 1° Qu'aucune action ne peut être portée contre une fille mineure,

si elle n'est marchande publique. (1)

2° Que la production d'nn extrait baptistaire de l'une des parties à un procès, dit avoir été signé par un curé en Irlande, sera considéré comme preuve sullisante du baptême; et que la mention "de la qualité ou occupation du père et lieu de sa demeure," voulue par le Stat. Ref. du B. C., cap. 20, sec. 5, n'est pas requise en pareil cas. (2)

Loranger, Justice: The action was brought against Catherine Donelly, the maker, and one Hayes, the indorser, of a promissory note bearing date the 7th December, 1860. The maker of the note is described in the declaration as "tille majeuve usant de ses droits," spinster, and she pleads that she was and is a minor, and not a marchande publique, nor had she any quality which would justify a suit being brought against her. If the plea is made out in evidence, the action must be dismissed. The proof as to her age consists of a cer-

⁽¹⁾ V. art. 1005 C. C.

⁽²⁾ V. art. 1220 C. C.

tificate, produced in the case, of a priest in Ireland that: "Ca-"therine Donelly, daughter of Michael Donelly, and Rose "Kane, was validly baptized by me, on the 13th January, " 1842, according to the rites of the Holy Roman Catholic " Church." The certificate does not state the date of her birth, and it was argued that she might have been born years before her baptism; and, next, that the quality, occupation and residence of the father were not mentioned in the certificate, as required by the provincial statute. The certificate of marriage of the father and mother, certified by the same priest, also produced in the cause, shews they were married on the 7th February, 1841, and as the action was commenced in April, 1861, Catherine Donelly was evidently a minor, not only when the note was signed, but when the action was instituted. The formality of the provincial statute as to mentioning the quality and residence of the parents is in force in L. C., but the form of certificate required here cannot regulate the form in Ireland, and if it is valid as to form there, it must be held to be valid here.

JUDGMENT: "Considering that Defendant hath established, by sufficient evidence, the allegation set forth in her said exception péremptoire, namely: that, at the time of the institution of this action, and the service made upon her of the process ad respondendum and declaration thereto annexed, Defendant was still a minor, not having attained her age of majority, and, consequently, that the present action will not lie against her, doth maintain the said exception and dismiss Plaintiff's action with costs." (14 D. T. B. C., p. 50.)

ABBOTT and DORMAN, for Plaintiff.
DOUTRE, for Defendant.

PROCEDURE CRIMINELLE.

QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE, (Sitting as a Court of error)

Quebec, 19th December 1863.

Before: Sir L. H. LaFontaine, Bart., Chief-Justice, Duym., Meredith, Mondelet and Badgley, Justices.

DUVAL DIT BARBINAS, Plaintiff in error, vs. The Queen, Defendant in error.

Dans cette cause, il était allégué que, dans le cours du procès, il avait été enjoint à un témoin, médecin, de faire une analyse pour l'information du jury, qu'il s'était conformé à cet ordre, et avait fait son rapport; mais que le rapport ainsi fait, n'avait pas été soumis au jury, ce qui eût dû êfre fi d'une pra Jugé: excepté e gnazes, 1 soumis à en errem placer so qui y ava 2° Que de manié des témo soune, ni pour la g de Cour.

Cette

à Québe

noncée o mars de du Dem tenn du (writ of Voiei le " For, judgmer Barbina tham, in in the g to wit, 1 by a ce ns and before \circ Bench, I March 1 the gree by his c error, if done to commen send to aforesai under ! things t them, o

be meet
(1) Le I

inspecti

further of right

of Our s

at: "Cand Rose
January,
Catholic
er birth,
rs before
und resiicate, as
narriage
est, also

ot only stituted, ning the C., but the form be held

the 7th

n April,

iblished, said exinstituinstituin of the innexed, rage of will not dismiss

f error)

1863. Deval

EN, De-

s, il avait l'informarapport; ce qui cût dù être fait, et que par ce, le prisonnier avait été privé de l'avantage d'une preuve importante en sa faveur.

Jugé: 1° Qu'en autant que le rapport n'eût pu être soumis au jury, excepté comme partie du témoignage, et, en autant que ni les témoignages, in les décissions du Juge qui y avaient rapport ne pouvaient être soumis à la considération de la Cour par un writ d'erreur, le Demandeur en erreur n'avait pas le droit de faire amerder le record, de manière à placer soit le dit rapport ou les entrées au registre de la Cour inférieure qui y avaient rapport devant cette Cour.

¹ 2° (que le Demandeur en errenr ne ponyait faire amender le record de manière à constater si le Juge qui présidait au procès avait pris note des témoignages lui-même, on les avait fait écrire par une antre personne, ni de manière à constater quelles précautions avaient été prises pour la garde du jury, pendant qu'ils délibéraient sur leur verdict hors de Cour.

Cette cause, portée devant la Cour d'erreur (Cour d'Appel) à Québec, aux fins de faire infirmer la sentence de mort prononcée contre Pierre Duval dit Barbinas, à Arthabaska, en mars dernier, a été commencée ici, le 30 avril. Talbot, conseil du Demandeur en erreur, fit, en vertu d'un permis (fiat) obtenn du procureur-général Sicotte, émaner un bref d'erreur (writ of error) de la Cour d'Appel, rapportable le douze juin.

Voici le texte même du writ of error:

"For, as much as, in the record and process, as also in the judgment, in a certain indictment against Pierre Duval dit Barbinas, heretofore of the parish of St. Germain de Grantham, in the district of Arthabaska, farmer, and now detained in the gaol of the district of Arthabaska, of a certain felony, to wit, murder, whereof the said Pierre Duval dit Barbinas, by a certain jury of the country, taken thereupon, between us and the said Pierre Duval dit Barbinas, was, thereupon, before you, convicted, at a term of our Court of Queen's Bench, holden in the district of Arthabaska, in the month of March last, as it is said, manifest error buth intervened, to the great damage of the said Pierre Duval dit Barbinas, as, by his complaint, we are informed: we, willing that the said error, if any, be duly amended, and full and speedy justice done to the said Pierre Duval dit Barbinas, in this behalf, do command you that, if judgment be given thereupon, then you send to Us, in Our Court of Queen's Bench for Lower Canada, aforesaid, sitting at the city of Quebee, distinctly and plainly, under your seal, the Record and Process aforesaid, with all things touching the same, and this writ, so that we may have . then, on Friday, the twelfth day of June next; that, in inspecting the Record and Process aforesaid, we may cause further to be done thereupon, for amending the said error, as of right and according to the laws and customs of that part of Our said province of Canada, called Lower Canada, shall be meet to be done." Tel fut l'ordre de la Cour d'Appel. (1)

⁽¹⁾ Le bref d'errepr est maintenant aboli par la s. 743 du Code Criminel.

A cela, le tribunal inférieur fit une réponse, où il est dit : Que, le 13 mars dernier, il avait été ouvert, à Arthabaska-Ville. une Cour criminelle, ayant juridiction dans toutes offenses criminelles, que l'honorable Juge A. Stuart, présidait la cour; on y dit aussi les noms de dix-huit grands jurés, et l'accusation contre Barbinas d'avoir tué malicieusement Julie Desilie, sa femme, au moyen de poison; que le dit Barbinas avait comparu le treize mars, en la dite cour : et, qu'étant là, sous la garde du Shérif, on lui demanda s'il était coupable de ce dont on l'accusait; qu'il répondit qu'il n'était pas coupable. et fit appel à son pays. Suivent les noms du procureurgénéral et de son substitut, et qu'enfin sur le tout, le procureur-général et le prisonnier, s'en rapportaient à des jurés ayant la qualification requise pour décider si le prisonnier était coupable ou non de l'accusation portée contre lui. Viennent ensuite les noms de 12 jurés qui déclarent que le prisonnier est coupable; et que, le 21 mars, la cour, avant de prononcer la sentence, demanda au prisonnier s'il avait quelque chose à dire contre la sentence; qu'à cela, il demanda la vie; qu'enfin la sentence fut prononcée et l'exécution fixée au 15 mai, 1863. Le 15 septembre, 1863, Talbot fit motion pour un bref d'Habeas Corpus, qui fut accordée, en conséquence le Demandeur fut amené devant la cour. Le 18 septembre, 1863, le Conseil du prisonnier fit motion qu'il fût fait un nouveau retour au bref d'erreur, au moyen duquel il serait fait, devant la Cour d'Appel, rapport de tous et tels documents, procédures et entrées sur les registres de la Cour de première instance; ou qu'il fût amendé, attendu que le record de conviction était vague, illégal et irrégulier, et ne correspondait pas au désir du bref d'erreur, non plus qu'à la loi, et ne démontrait en aucune façon aucun des griefs d'erreur dont se plaignait le prisonnier, et sur lesquels le fiat de la Couronne accordant le bref d'erreur était fondé. Et à l'appui de sa motion, il alléguait les raisons suivantes: Que, dans le rapport ou la réponse fait au bref d'erreur, par la Cour de première instance, on ne mentionnait aueun des faits ou griefs d'erreur dont se plaignait le prisonnier, savoir: 1° Que les dépositions des témoins n'avaient pas été prises par le juge présidant la Cour, mais bien par un étranger à la Cour, non assermenté, et n'ayant aucune qualité ni pouvoir de le faire. (1) 2º Qu'à la séance du 19 mars dernier, de sans qu chambre mentés, Forest, t deaux et l'arsenie. lyse chit heures: des mati dressa ui publié er jurés, pa qu'il n'e son rapp d'exiger | résultat disant c demande reurs de dernier, le prison refusé pa la motio loi, et qu néanmoit tion, pro pouvait c un nouve duquel 1 plaidée le lequel 1' l'attentic juge que de fants Paisqu'il la justice de s'occi correspon sur ce re Le procu

^{(1) 1} Chitty, Crim. Law, p. 632, "When the evidence and the speeches on both sides are thus concluded, it becomes the duty of the judge to sum up the evidence to the jury. In order to enable him to do this with accuracy, be ought to take notes of the proofs addited in every part of the proceedings. And this is the more necessary, as these minutes frequently become important documents in a remoter stage of the prosecution: Where the evidence affects several Defendants differently, the judge will, as we have seen, select the evidence applicable to each....

^{(1) 1} Ch they separa must also e wards be in sworn to k 2 Gabbett,

lit: Que, ska-Ville. offenses : la cour; l'accusae Desilie, as avait là, sous ole de ee coupable, ocureure procules jurés uer était ment ennnier est oncer la chose à qu'enfin ıai, 1863. l'Habeasdeur fut onseil du · au bref d'Appel, trées sur qu'il fût gue, illédu bref ансипе isonnier, d'erreur s raisons au bref tionnait prisonient pas ı par un qualité

peeches on um up the curacy, he corredings, me impors evidence en, select

ars der-

vier, de la dite Cour, les jurés s'étaient retirés de la Cour, sans qu'il fût constaté qu'ils eussent été gardés dans une chambre sous clef, et sans être sous la garde d'huissiers assermentés, tel que l'exige la loi. (1) 3° Qu'un nommé Moïse Forest, un des témoins de la défense, ayant produit deux bardeaux et une gazette sur lesquels il était dit qu'il y avait de l'arsenie, la cour ordonna au docteur Larue d'en faire l'analyse chimique, et suspendit à cet effet sa séance pendant trois heures; que le docteur Larue fit, de fait, l'analyse chimique des matières contenues sur les dits bardeaux et gazette, et en dressa un rapport, mais que ce rapport u'a été ni ouvert ni publié en cour, et que le résultat en est demeuré incomm aux jurés, par la raison que le procureur de la Couronne déclara qu'il n'entendait pas examiner le Dr. Larue, qui avait alors son rapport de l'analyse chimique. Que l'accusé avait droit d'exiger l'ouverture du rapport pour en faire connaître le résultat aux jurés; que ce droit fut réfusé par la cour, en disant qu'elle n'avait pas droit d'intervenir, malgré la demande réitérée des procureurs de la défense. Que les procureurs de la défense firent application à la cour, le 21 mars dernier, pour l'arrêt du jugement ou sentence de mort contre le prisonnier, et ce pour les griefs susdits, ce qui fut encore refusé par la dite cour. Enfin, la dernière raison à l'appui de la motion, était que les erreurs susdites étaient fondées en loi, et que toutes et chacune existaient dans la cause; que, néanmoins, aucune n'était consignée dans le record de conviction, produit en réponse au bref d'erreur; que le prisonnier ne pouvait obtenir justice de la Cour d'erreur, s'il n'était pas fait un nouveau retour au bref de pourvoi pour erreur, au moyen duquel les griefs susdits apparaîtraient. Cette motion fut plaidée le 18 septembre dernier ; il est surtout un allégué sur lequel l'avocat du prisonnier appela plus particulièrement l'attention de la cour : c'est que, disait-il, la Cour-d'erreur ne juge que d'après le record qu'on lui transmet, sans s'occuper de fans extérieurs ou quelque peu étrangers à tel record. Puisqu'il en est ainsi, répétait-il, la cour pourra-t-elle rendre la justice qu'en attend le prisonnier, si elle ne fait, auparavant de s'occuper de sa cause, compléter le record, et si elle ne le fait correspondre au désir du bref d'erreur, puisque c'est seulement sur ce record et sur Toute la procédure qu'elle peut juger? Le procureur de la couronne répondit à cette motion, qu'elle

^{(1) 4} Chitty, Crim. Law, p. 628, bailliffs sworn to keep the jury together, if they separate rerdict is bad, p. 628, rerso... the entry of the ajournment must also appear upon the record, for otherwise the ajournment cannot afterwards be intended... pp. 632, 633... the jury retire... and the bailliff is sworn to keep them. Tontes ces formalités doivent apparaître au registre, 2 Gabbett, on Crim. Law, p. 524.

était intempestive, et que ce n'était plus le temps de la faire, mais la Cour fut unanime à dire que, si cette motion devait être faite, c'était le temps de la faire, et qu'il n'y avait qu'à juger sur le mérite de la motion. Elle fut prise en délibéré, Le jugement sur cette motion a été rendu le quinze décembre courant; elle a été rejetée par la majorité des honorables juges présidant la Cour d'appel,—l'honorable Juge MONDELET seul étant en faveur de cette motion. Le 17 décembre, 1863, le Conseil du Demandeur en erreur fit une motion pour un bref de certioruri, adressé à l'honorable Juge présidant la Cour de première instance, aux fins qu'il lui fut ordonné de transmettre devant la Cour d'erreur, tous et chacun des record, procédure, évidence, ordres, jugements, venive fucias et liste des petits jurés, ainsi que tous documents ou choses touchant la conviction et sentence de mort prononcée contre Barbinas, le vingt et un mars dernier. Et pour raison de cette motion, il alléguait: Qu'il y avait eu erreur dans l'instruction du procès ; que ces erreurs avaient donné lieu à l'émanation du bref d'erreur adressé à l'honorable Juge présidant la Cour de première instance; qu'en réponse à ce bref d'erreur, il n'avait été produit qu'un certain document intitulé record de conviction (record of conviction), ne contenant que le superficiel de la procédure, sans faire mention des faits qui avaient rapport au fonds du procès; que, par conséquent, ce record de conviction ne répondait qu'en partie à la loi et au bref d'erreur qui demandait "toutes choses se rattachant na procès"; que la Cour d'Appel n'était pas en demeure d'amender et rectifier les crreurs dont on se plaignait, puisqu'elle ne pouvait juger que sur ce qu'elle voyait sur le record, et que, sur ce record, on avait omis les motifs de pourvoi pour crreur. Qu'ainsi, le reeord transmis à la Cour d'Appel n'était pas complet; qu'il fallait, pour qu'il fût entier, que le tribunal inférieur transmit: 1º le record de conviction en harmonie avec les faits de la cause: 2° une cédule des procédés accompagnant la conviction 3 tous et tels dossiers, procédure, ordre et évidence, ainsi que toutes choses s'y rattachant, de même que le venive facias, la liste des petits jurés, ainsi que la liste générale des jurés; laquelle dernière liste n'avait été déposée que cinq mois après le procès en question au bureau du greffier de la couronne. A l'appui de cette motion le Conseil du Demandeur en erreur citait: Grady and Scotland, 332, on il est dit: "That a writ " of error lies where there is error in the foundation, procee-" dings and judgment." En outre, le 1er volume de Gude, à la page 264, où il est dit: "The clerk who must return the same " (bref d'erreur) together with the record, and all proceedings "had thereupon." Or, disait-il, il ne peut donc rester l'ombre de doute dans l'esprit de la Cour, que le greffier devait pro-

natière bien d'é du souv pour le de pein par le s légal. anglais, été des tonjour donte à la sec. 6 s'exprin " réserv " bref d " est d'a " ne déj " jugem " eue su " en de présence d'être n ces ques soit au de ques manden sees. 57 sont à . cour ou voir rés grave q des ma qui ava Cepend le droit du bref

duire (d

procès.

d'erreui

done or

pas au

⁽¹⁾ Chi tiorari én toutes les of the rec &c." p. cords &c.

la faire, n devait mit qu'à délibéré, lé**c**embre norables ONDELET re, 1863, pour un idant la onné de cun des facias et oses toutre Barde cette truction ation du Cour de l n'avait convierticiel de rapport couvicreur qui · la Cour r les erger que eord, on , le reju'il falansmit : \mathbf{s} de la nviction nsi que cius, la rés ; laaprès le nne. A erreur a writ proceeide, à la ne same eedings l'ombre

it pro-

duire (all proceedings,) toutes procédures qui ont eu lieu au procès. (1) Il résulte des autorités citées, disait-il, que le bref d'erreur a été légalement émané, or ceci posé, cette Cour doit donc ordonner que ce bref soit exécuté. Et ce bref n'ordonnait-il pas au tribunal inférieur de transmettre toutes et chacune des matières se rattachant au procès? Au reste, ce bref méritait bien d'être respecté, en tout point, puisqu'il est l'œuvre même du souverain. C'est de sa part un acte de grâce, d'un caractère pour le moins aussi important que l'est de lui la commutation de peine en faveur d'un coupable. Ce bref s'accorde ex gratia par le souverain représenté dans la personne de son aviseur légal. D'ailleurs, en supposant que, d'après le droit criminel anglais, les griefs dont se plaint le Demandeur n'eussent pas été des moyens ou griefs d'erreur (ce qui n'est pas admis); toujours est-il qu'avec notre loi statutaire, il ne peut rester de doute à cet égard; pour s'en convaincre, il suffit de référer à la sec. 63 du ch. 77 des Statuts Refondus du Bas-Canada, qui s'exprime ainsi: "Si dans un exposé en matières criminelles " réservé comme susdit ou porté devant elle au moyen d'un " bref de pourvoi pour erreur, la Conr du Bane de la Reine " est d'avis que la conviction est manyaise pour quelque raison " ne dépendant pas du mérite de la cause, elle pourra par son " jugement déclarer le fait et ordonner que la partie convain-" cue subisse de nouveau son procès, comme s'il n'y avait pas " en de procès dans l'affaire." Il est incontestable, disait-il, en présence d'une loi aussi positive, que cette cour avait droit d'être mise au fait des questions qui se sont élevées au procès; ces questions pouvaient être portées devant la cour d'erreur, soit au moyen d'un bref de peurvoi pour erreur, soit au moyen de questions réservées Ce mode était donc le seul que le Demandeur en erreur avait par son bref d'erreur. D'après les secs. 57 et 58 du même chap. 77, les questions élevées au procès sont à la discrétion de la cour; or, dans l'espèce actuelle, la cour ou le tribunal de première instance n'ayant pas cru devoir réserver à la considération de cette cour la question, la grave question, de savoir si le résultat de l'analyse chimique des matières en question, devait être comm aux jurés, eux, qui avaient déjà été saisis des matières, avant leur analyse. Cependant, d'après la section 63 ci-dessus, le Demandeur avait le droit de faire décider le mérite de cette question au moyen du bref d'erreur; or, comment, en présence de ces faits, l'éma-

⁽¹⁾ Chitty, Crim. Law, Engl. Ed., p. 419, cet auteur dit: qu'un bref de certiorari émane dans le cas d'un bref d'erreur et fait voir que, par le bref même, toutes les procédures doivent être portées devant la Cour d'erreur: "The tenor of the record and proceedings within written, with all things touching the same ar." p. 415, to remove into the Court of K. B., all the proceedings, records dec.

untion du certiorari pouvait-elle lui être refusée; en lui refusant, c'est évidemment lui enlever le droit de faire connaître ses movens d'erreur, car le Demandeur, avec le record tel qu'il est, est sans moyens d'erreur, ainsi pourrait-on sans cela lui rendre la justice qu'il réclame, et qu'il a droit d'avoir? En Angleterre, comme l'on sait, les moyens on griefs d'erreur étaient généralement pris sur les actes d'indictement. Ici, d'après notre loi, ch. 99, sec. 21 des Stat. Refondus du Bas-Canada, ces moyens sont pour ainsi dire disparus, puisqu'il n'existe aucune formule quelconque dans la réduction des actes (indictment). Il est en outre permis, en tout état de cause, de faire des amendements aux indictements, de plus, les informalités ne vicient ni n'invalident ces actes en aucune façon. Notre législature n'a pas cependant fait main basse sur les brefs d'erreur, au contraire, il est démontré jusqu'à l'évidence. qu'elle a augmenté les moyens de griefs d'erreur, tel qu'il appert par la dite sec. 63 des Statuts Refondus du Bas-Canada, ch. 77. D'après cette section, la législature a, pour ainsi dire, donné un droit assimilé à celui d'un appel ordinaire. Maintenant, disait-il, il me sera facile de démontrer qu'il n'y a aucune formule sacramentelle à suivre ou à adopter dans la rédaction du record of conviction. D'abord, Archbold, Criminal Pleadings, page 163, donne pour un record of conviction, une formule qui est tout à fait différente de celles données par Gude, Chitty, Hand et autres; ce qui démontre que cette formule de record varie selon les faits et circonstances de la cause; ce fait est, an reste, rendu tangible par le record of conviction dans la cause de Mansel, I vol., Dearsley and Bell, p. 375, dans lequel record of conviction apparaissent toutes les objections faites lors du procès. Ici donc, comme partout ailleurs, l'on devait au moins faire apparaître les matières de fait se rattachant à l'issue, et comme faisant les moyens ou griefs d'erreur. Donc le rapport du bref à cette Cour est illusoire, il comporte même un mépris fait à la haute autorité qui l'a ordonné. Ainsi, cette Cour doit s'enquérir de la vérité, et elle ne peut le faire raisonnablement qu'en ordonnant la transmission de toute la procédure au moyen du bref de certiorari. Jusqu'alors, elle sera dans l'ombre et ignorera ce qui a été fait au préjudice des droits du Demandeur en erreur. Enfin, quant à la dernière question élevée par la motion, se rattachant aux nullités dont le Demandeur se plaint, il alléguait : Que les jurés n'avaient pas été légalement constitués, que la liste générale des jurés n'avait été déposée au bureau du greffier que cinq mois après le procès, tandis que, selon la loi, elle devait y être déposée incessamment pour l'information du public; qu'aucune loi, ni dans nos statuts, ni ailleurs, ne démontre le contraire. Et, à

prisonn les forn effet, da sidant l dans le nne gar t-on mo jnré qui jusqu'al droit de nucune 15, 17, 2 mes pos qu'il imp rigouren personne font voir formalite contre ce qu'ils pe maximu cinquant donner doit fai: que les 1 que sur effet. H peut exi des form corps de corps son tuts Refe changer et non de vérité, ce mais elle trement. de súreté sec. 85 aı liste gén la confor une viole faite au Demand TO

l'appui

les for

de jurés

i refunmître et qu'il ela lui r! En 'erreur t. Ici, u Basusqu'il s actes use, de infor--facon. sur les idence, i'il aplanada, si dire. laintea aulans la Crimiriction. onnées e cette s de la ord of id Bell, toutes partout rres de ens on our est atorité vérité. ant la le cerera ce ur en par la eur se légaleit été proces, essamdans Et, à

l'appui de cet allégué: Il est important, disait-il, que toutes les formalités prescrites pour la constitution d'un corps de jurés soient remplies; et elles sont si essentielles, qu'un prisonnier peut se plaindre de la moindre irrégularité dans les formalités prescrites pour la constitution de ce corps. En effet, dans nos Cours criminelles, il y a deux juges, le juge présidant la Cour et le juré; or, si on a tant de circonspection dans le choix du premier, si on prend tant de soin à chercher une garantie dans sa science, son intégrité et son passé, serat-on moins scrupuleux lorsqu'il s'agit de constituer en juge le juré qui n'a pas de garantie dans son passé, inconnu peut-être insqu'alors, et qui aura seul, par le pouvoir qu'on lui confie, le droit de juger de la vie ou de la mort de son semblable, sans aucune responsabilité? Le Statut Refondu, cap. 84, secs. 8, 10, 15, 17, 23 du Bas-Canada, oblige à l'accomplissement en termes positifs, de toutes et chacune des obligations et formalités qu'il impose pour la constitution ou choix du jury. Les peines rigoureuses que cette loi inflige contre un grand nombre de personnes, et particulièrement contre la personne du shérif, font voir clairement que la législature a voulu que les moindres formalités fussent observées; ces peines sévères sont imposées contre ces personnes pour les moindres fautes ou négligences qu'ils peuvent commettre. La sec. 48 inflige au shérif un maximum d'amendes de deux cent quatre-vingts piastres, et cinquante piastres contre les personnes qui refusent de lui donner des renseignements touchant les personnes dont il doit faire choix comme jurés. Les sec. 20 et 21 statuent que les listes des jurés ne pourront être changées ou altérées que sur l'ordre de la Cour, et ce, sur plainte faite à cet effet. Il est donc évident, ajouta-t-il, qu'il n'existe et ne peut exister aucune loi qui fasse main basse sur quelqu'une des formalités se rattachant à la formation et constitution du corps de jurés, et que celles qui régissent la formation de ce corps sont pleines de sagesse. Le chapitre 99, sec. 85, des Statuts Refondus du Canada, n'a rien changé, et n'aurait pu rien changer aux exigences du dit ch. 84, qui sont de principe, et non de pure forme. Cette sec. 85 fait bien disparaître, à la vérité, certains défauts de forme dans l'assignation du jury, mais elle ne va pas au-delà, et elle ne pouvait y aller, ear, autrement, nous tomberions dans l'arbitraire, il n'y aurait plus de sûreté pour la société, et comment, dans le cas actuel, cette sec. 85 aurait-elle pu *légaliser* les jurés assignés et pris sur la liste générale, qui n'a été déposée au bureau du greffier de la couronne que einq mois après le procès en question, qui est une violation manifeste de la loi, et par là une injustice grave faite au malheureux condamné. Finalement, le conseil du Demandeur en erreur cita, à l'appui de ses prétentions, une TOME XII.

cause, dans laquelle il y avait similitude frappante avec la présente, laquelle est rapportée au 2e vol. Parker's Criminal Reports, page 148; dans cette cause, un bref de certiorari fut émané, et enfin le jugement infirmé, il avait donc lieu d'attendre le même résultat. Enfin résumant, il dit qu'il avait démontré: 1º Que, d'après le droit criminel anglais et nos statuts, il y avait cause à bref d'erreur, et que ce bref était légalement émané; 20 que par aucune loi, il n'y a aucune formule sacramentelle à observer dans la rédaction du record of conviction, qu'ainsi le record de conviction devait être en harmonie avec les circonstances de la cause, et que, ne l'étant pas, il devait être amendé; 3° que le défaut dans la constitution du jury était absolu, et que, sur le tout, la motion pour bref de certiorari devait être accordée, afin de fournir au Demandeur en erreur un moyen de faire valoir ses griefs d'erreur et de lui faire rendre justice.

LÉGARÉ, qui représentait la couronne, soutint que la section 85 du chapitre 99 des Statuts du Canada avait pour effet de mettre à néant les objections faites par le prisonnier, et les défauts (si aucun il y avait) se rattachant à l'assignation des jurés, vu le verdict et la sentence portée contre Barbinas : que, pour aucune des raisons mentionnées en la motion du Demandeur en erreur, le bref de certiorari demandé ne pou-

vnit être obtenu.

Mondelet, Juge: Il s'agit, sur motion du Demandeur en erreur, condamné à mort, sur conviction du meurtre de sa femme, par empoisonnement, de nous prononcer sur trois questions, savoir : 1° Les notes des témoignages n'ont pas été, au procès, prises par le juge présidant la cour, mais par un étranger qui n'était pas sous serment. 2° Les jurés se sont retirés, sans qu'il soit constaté qu'ils aient été gardés dans une chambre sous clef, et sans être sous la garde d'huissiers assermentés, tel que l'exige la loi. 3° Qu'il appert aux procédés de la séance du dix-neuf mars dernier, que le nommé Moïse Forest avait été entendu comme témoin de la défense, et qu'ayant produit, devant la cour, deux bardeaux et une gazette sur lesquels avait été l'arsenic mentionné au procès, comme moyen de défense, le tout fut montré aux jurés, de l'agréement et consentement de la cour; qu'au même instant, l'honorable juge, présidant la cour, ordonna au Docteur Larue. présent à l'audience, de faire, aux frais de la couronne, l'analyse chimique des matières contenues sur les deux bardeaux produits par le témoin Forest; qu'en effet, l'analyse fut faite au désir de l'ordre de la cour : (Suit l'entrée faite sur les registres des procédés de la cour "Moïse Forest produces two shingles and a news paper upon which there was said to be arsenic, court orders Doctor Larue to analyse them.) Qu'en

consé séame l'anal Fanal leque pas é couro enten tion tand. si les lir. Pc on raj qu'il s pur le cette e ger ce la gar ne voi soit In été rég quant rccord tielle e la com conten sont pa des pre de la p que ce Il ne fa deur e un pro propre est-il a si ce pi surtout même c nier pe avec ui le faire décision questio: chose é

pas acer

En effet

n'est-ce

avec la iminal ari fut au d'atcait dénos staef était me forcord of en harunt pas, titution our bref Demanrreur et

section
effet de
r, et les
tion des
urbinas;
otion du
ne pou-

ideur en re de sa ur trois pas été, par un se sont lans une rs assercédés de é Moïse fense, et et une a proces, jurés, de instant, r Larue, e, l'anaardeaux fut laite e sur les uces two viel to be .) Qu'en conséquence de ce que dessus, l'honorable Juge suspendit la seance de la cour pendant trois heures environ, pour attendre l'analyse chimique du Dr. Larue, Que le Dr. Larue a fait l'analyse chimique ordonnée, comme dit est, a fait un rapport lequel n'a pas été ouvert et publié en cour, le résultat n'en a pas été connu aux jurés, pour la raison que le procureur de la couronne déclara qu'il n'entendait pas se servir du rapport ou entendre le témoin. Cette motion qui en est une for diminution of the record, est l'unique procédé devant nous; plus tard, si elle est accordée, nous pourrions être appelés à décider si les raisons d'erreur sont telles que nous les dûssions accueillir. Pour le présent, il ne s'agit que de faire compléter le record ou rapport, voilà tout. Sur le premier moyen, je pense que bien qu'il soit préférable que les notes des témoignages soient prises par le juge même, et qu'il devrait toujours le faire, néanmoins cette omission de sa part, n'est pas une chose qui doive engager cette cour à en ordonner la mention au record. Quant à la garde des jurés par des constables, ça doit se faire, mais je ne vois pas que nous devrions ordonner que mention de cela soit faite au record, nous devons plutôt présumer que tout a été régulièrement fait à cet égard. Il en est tout autrement quant au troisième moyen. Il est allégué que le rapport du record n'est pas complet, et, nommément, qu'une partie essentielle des procédés de la cour, et, entre autres, l'ordre même de la cour, que les bardeaux et la gazette produits en cour, et le contenu (savoir l'arsenic) fût analysé par le Dr. Larue, ne sont pas mentionnés au record ou rapport fait à cette cour, des procédés par le greffier de la Couronne, ainsi que le fait de la production du rapport de l'analyse chimique, et du fait que ce rapport n'a pas été ouvert et communiqué aux jurés. Il ne fant pas perdre de vue que le procédé que le Demandeur en erreur se plaint n'être pas mentionné au rapport, est un procédé de la cour même, qu'elle a adopté, ordonné de son propre mouvement, et pour l'accomplissement duquel, elle a, est-il allégué, suspendu la séance durant trois heures. Certes, si ce procédé n'en est pas un qui doive apparaître au rapport, surtont lorsqu'il a été, comme il est allégué, entré au registre même de la cour, je ne comprends plus quel moyen un prisonmer peut avoir de se faire rendre justice devant cette cour, avec un précédent dont le résultat peut être, et serait ici, de le faire monter à l'échafaud. S'il ne s'agissait que de quelque décision qu'aurait rendue la cour, ou des objections à des questions proposées aux témoins, l'on comprend, car c'est une chose élémentaire, l'on comprend que le writ d'erreur ne serait pas accueilli par cett cour. Mais ici, c'est tout autre chose, En effet, n'est-ce pas un "substantial proceeding on the trial?" n'est-ce pas le procédé même de la cour? Et la suspension de

la séance, durant trois heures, pour obtenir une analyse chimique, laissant, durant ces trois heures, les jurés en proie à toutes les suppositions et les conjectures imaginables quant à la quantité d'arsenie qui était tant sur la gazette que sur les bardeaux, seront-ils traités d'enfantillage, d'inutilité, de farce judiciaire? Je ne puis, pour un instant, accueillir une pareille prétention, qui, suivant moi, traiterait, aussi légèrement que cela, un ordre solennellement prononcé par une cour, durant des procédés dont le résultat doit être d'absoudre un accusé, on de l'envoyer à la mort. Cela ne se trouve pas dans les livres, a-t-on dit, il n'y a pas de précédent! Mais cela ne se trouve-t-il pas dans la raison, dans la justice? Est-ce que les lumières de la raison que l'homme a reçues de son Créateur, ne lui révèlent pas ce qui en doit être? Incontestablement! Mais, dit-on encore, on ne mentionne jamais ces choses-là sur l'indictement, non plus que dans le record ou rapport que le tribunal inférieur fait des procédés à la Cour du Banc de la Reine, devant laquelle un condamné se pourvoit en vertu d'un writ of error. Soit: mais du moment que ce qui, peut-être, n'est jamais arrivé a lieu, pourquoi ne le mentionnerait-on pas! Et si on n'en fait pas mention dans le rapport, quoique ce soit entré au registre, me dirait-on qu'il faut, de propos délibéré, refuser que cette entrée au registre en vertu d'un ordre, d'un *fiat* de la cour même, apparaisse au rapport et soit soumise à la considération de la cour? Je ne puis souscrire à une pareille doctrine. Je suis d'autant plus opposé à ce qu'on ferme ainsi péremptoirement au prisonnier la porte de la justice pour lui ouvrir celle de l'éternité, en le faisant passer par l'échafaud pour s'y rendre, que sans le moindre effort d'imagination, l'on peut arriver à la supposition bien naturelle et bien raisonnable que, si le rapport de l'analyse chimique avait été produit, le jury aurait peut-être en la preuve que toute la quantité d'arsenic constatée avoir été achetée par le prisonnier, avait été déposée sur les bardeaux et la gazette, et, par conséquent, l'arsenic qu'on a trouvé dans l'estounc analysé de la femme du prisonnier, a pu y être introduit ou par elle-même, ou par quelqu'autre personne que le mari, ou par accident quelconque. Pourquoi ne produirait-on pas le rapport au procès ! L'a-t-on ouvert en secret ! Que contenait-il ! Etait-il défavorable à l'accusé ? Il était du devoir de la couronne d'en faire usage dans l'intérêt de la société en général. S'il était favorable au prisonnier, de quel terme qualifierais-je la suppression qu'on en aurait faite? D'ailleurs, l'ordre de la cour entré au registre, partie intégrale du procès, demeurait, par là même, sans exécution. Il y en a la preuve par écrit, et on refusera d'en avoir le rapport! Je vais plus loin: n'y eût-il eu qu'un doute, un doute raisonnable à cette

occasi d'agir rappe venx de " N le dén et n'y être p qu'il 1 Mais a y en a d'arri étrang plaint par m l'on ne encore à mort mover souten ténèbr qu'il a dent! sation voir pa pas en livre d Va-t-o duquel not ce which well in the rec and re RARI 11 tout le no par contrai substan Ne sufl loi, sur sembla d'ailleu monte

> d'erreu (1) Ar

ehioie à unt à ur les farce rreille t que urant .censé, $_{
m ns}$ les ne se ue les inteur, ment! là sur que le de la aı d'un ıt-être, n pas ! ce soit álibéré, e, d'un unise à parcille ie ainsi e pour l'échad'imanatuunalyse e eu la oir été rdeaux 'é dans être ingue le irait-on ne condevoir ciété en ne quatilleurs, procès preuve

> iis plus |ù cette

occasion, c'eût été du devoir de le dire aux jurés, et à ceux-ci d'agir en conséquence. La cour, dis-je, n'aurait pas manqué de rappeler aux jurés, que, dans une semblable circonstance, je veux dire le doute, l'accusé doit être acquitté; et un verdict de "NON COUPABLE," au lieu de celui de "COUPABLE," eût été le dénouement du procès. Cette seule considération m'effraye, et n'y cût-il d'autre raison que celle-là, elle devrait, à mon avis, être plus que suffisante pour engager cette cour, à qui on a dit qu'il n'y a pas de précédent, d'en faire un. Pas de précédent! Mais avant le premier précédent en aucune cause on matière, y en avait-il? N'a-t-on pas commencé par le premier, avant d'arriver au second? Pas de précédent! Quoi! on va faire étrangler un homme qui, avant d'être condamné à mort, s'est plaint à la cour de ce qu'il sonnet à celle-ci et a été accueilli par un refus et une condamnation à mort, et cela parce que l'on ne trouve pas de précédent! S'il n'y en a pas, je le dis encore, faisons en un, et avand de confirmer la condamnation à mort, assurons-nous des procédés qui ont eu lieu, c'est le moven de savoir si la conviction et la condamnation peuvent soutenir l'éclat de la lumière. Ne les laissons pas dans les ténèbres, de peur que cet infortuné ne soit privé du bienfait qu'il attend de l'influence du solcil de la justice! Pas de précédent! mais, n'est-il pas vrai qu'à l'occasion de la simple récusation d'un juré, et l'ordre de la cour sur ce, l'on peut se pourvoir par writ d'erreur? Et cependant ces procédés ne sont pas entrés sur l'indictment, mais bien dans le registre ou le livre de procédés que tient, en cour, le greffier de la Couronne! Va-t-on comparer ces procédés à celui dont il est question, duquel dépend le sort du prisonnier? If the whole vecord be not certified, or nor truly certified, by the inferior Court to which the writ of error is addressed, the Plaintiff in error, as well in criminal as in civil cases, may allege a diminution of the record, showing that part of the record has been omitted, and remains in the inferior Court not certified, and a CERTIO-RARI will be awarded. (1) Peut-on, avec vérité, affirmer que tout le record a été certifié et transmis à cette cour, and that no part of it remains in the interior Court not certified? Au contraire, n'est-il pas allégué qu'une partie substautielle " a substantial proceeding at the trial" a été omise dans le rapport? Ne suflit-il pas qu'on nous informe de cela pour nous faire une loi, surtout quand il s'agit de la vie ou de la mort d'un de nos semblables, de nous assurer du fait! Il ne peut en résulter, d'ailleurs, aucun mal : dans le cas contraire, le prisonnier monte à l'échafaud. Sans attribuer aux termes dans le writ derreur, " you send to us, in our Court of Queen's Beach, for

⁽¹⁾ Archbold's Pleading and Evidence (14 E. p. 169.)

Lower Canada, aforesaid, sitting of the city of Quebec, distinctly and PLAINLY under your seal, the record and process aforesaid, with all things touching the same." une signification illimitée, et par là même dévaisonnable, je suis d'avis que ces mots: "all things touching the same" signifient "those things which are essential and which may enable the court of error to do justice, and without which full justice might not be done." Ne scrait-ce pas une erreur palpable, que de prétendre que les seules choses dont puisse on doive s'occuper cette cour sont la mention de l'indictment, la soumission de cet acte d'accusation aux grands jurés, leur rapport, le plaidoyer du prisonnier, la fixation du procès, le verdict du petit jury, et la sentence? Et pourtant, voilà où nous conduit la prétention de la Couronne! Seconons donc, sans hésiter. la poussière des précédents. Sortons donc, au moyen de la lumière de la raison, des ténèbres où nous demeurions, faute de précédents, et prenons les moyens de rendre justice à celui qui l'attend de cette cour ; et si, plus tard, le prisonnier a à subir la peine de mort, qu'il passe de cette vie à l'autre, la conviction dans l'âme que tous les moyens humains pour lui faire rendre justice ont été épuisés, et qu'il ne l'attend plus que de celui qui la rend toujours. Quand à cette cour, qui n'a à s'occuper que de ce qui lui est soumis juridiquement, et qui ne peut convenablement exprimer d'opinion quant à ce que doit faire l'Exécutif qui seul aura le droit d'agir à l'égard de la conviction et de la sentence de mort prononcée contre le prisonnier, il demeurera acquis à sa conscience, le fait important. qu'elle aura pris les moyens de s'assurer si le procès a été complet, et la société qui y a un droit incontestable, aura la certitude que, si on a retranché de son sein un de ses membres, on ne l'a fait qu'après s'être bien assuré que le verdiet du jury ne pouvait être autre que celui qu'il a prononcé, et que l'exécution, qui suivra la sentence de la cour, aura été le résultat légitime d'un procès dont aucune partie n'a pu laisser entrevoir aux jurés un doute raisonnable, et un moyen de se rendre compte de la mort de la femme du prisonnier, autrement que par le fait de ce dernier. Je suis done d'avis que la motion devrait être accordée. Je suis seul de cet avis : mon dissentiment devra, par conséquent, être entré.

MEREDITH, Justice: The present is, I believe, the first instance, in which a record in a criminal case, has been brought under the consideration of this court by a writ of error. The court is thus called upon, for the first time, to pronounce upon the nature and extent of its jurisdiction as a court of error in criminal cases: and although I cannot say that the case before us has presented any serious difficulty to my mind, yet considering the novelty and great importance of the subject

and th it righ in the plaint allege the tr to hav must: the ev Judge this (genera error " of tl " quas " arres which same s certain record.the pro face of As to t questic Mellish advant in erro were gi the opi " per o " of the " in orc " recore " the j " elusio

(1) Azc (2) 4 Bl

" below

" ure H

" nuanc

(3) See 1

(I) 9 Bi General P

(5) As t

uebre.

and

AME."

ole, je

ame"

muy

h full

pable,

doive

a son-

r rap-

erdict

s con-

ésiter,

de la

faute

celni

subir

onvic-

i faire

que de

à s'oc-

jui ne

ie doit

de la

le pri-

ortant,

s a été

ura la

inbres.

u jury

· l'exé-

'sultat

revoir

rendre

nt que

notion

timent

· first

cought

։. Պես

· upon

error

 ${
m d}, {
m yet}$

diject

and the dissent just expressed by my brother Mondelet, I think it right to explain fully the reasons which induce me to concur in the judgment now about to be rendered. The main complaint of Plaintiff in error, is that a report of an analysis alleged to have been ordered by the court, in the course of the trial, was not placed before the jury, as, it is said, it ought to have been; and, in adjudicating upon this complaint, we must necessarily determine whether the whole, or any part of the evidence in the Court below, or the rulings of the presiding Judge in relation to it, can be brought under the revision of this Court, by a writ of error. Archbold, laying down the general rule respecting proceedings in error, says: "A writ of "error lie for every substantial defect appearing on the face " of the record, for which the indictment might have been " quashed, or which would have been fatal on demurrer, or in " arrest of judgment." (1) According to the foregoing authority, which agrees with wint is to be found in other works on the same subject, (2) a writ of error is the proper remedy for certain substantial defects (3) appearing on the face of the record. It is therefore of importance to know what part of the proceedings in the Court below, ought to appear on the face of the record returned in obedience to a writ of error. As to this point, the answers of the English Judges to certain questions put to them by the House of Lords in the case of Mellish and Richardson, (4) may I think be referred to, with advantage, as explaining, generally, the nature of proceedings in error: although, it is to be borne in mind, those answers were given in a civil case. Chief-Justice Tindal, delivering the opinions of the Judges, in that case, observed: "The pro-" per object of a writ of error is to remove the final judgment " of the Court below for the revision of the Superior Court, " in order that such Court from the premises contained in the "record of the Inferior Court, may either affirm or reverse "the judgment, as they draw the same, or a different con-"clusion, from that which has been pronounced by the Court "below. These premises" (the learned Chief-Justice added) " are the pleadings between the parties; the proper conti-"nuance (5) of the said sult and process; the finding of the

⁽I) Archbold's Crim. Pl., Edition of 1859, p. 164.

^{(2) 4} Blackstone, 391 ; Archbold, Practice in Crown Office, page 20ℓ ; Archbold Criminal Procedure, page 198.

⁽³⁾ See as to certain formal defects, cap. 99, C. S. C., sec. 84, 85, pp. 1027, 1028.

^{(4) 9} Bingham, page 127 ; Vol. 22, E. C. L. R., page 276 ; See also Chitty's General Practice, Vol. 2, page 572.

⁽⁵⁾ As to continuance in our Court, vide cap. 77, Con. Stat. L. C., Soc. 78,

"jury upon an issue, in fact, if any such had been joined: " and lastly the judgment in the Inferior Court. All the pre-"mises, from which such judgment has been derived, the " parties to the suit below have the right, ex debito justitive. " to have upon the record." And in the course of the same judgment the learned Chief-Justice further observed: "So " strictly has the law considered that the pleadings in the " suit, and the judgment proceeding thereon, shall form the " only grounds of the record, that when it was found expe-" dient that the opinion, in point of law, of the Judge who "tried the cause should be made the subject of revision by a " Superior Court, the Statute of Westminster, the second, (13) " Edward I) expressly gave authority for that purpose by a "bill of exceptions." I have not been able to find any direct or positive statement as to what should be contained in the record of a criminal case returned in obedience to a writ of error: but on reference to the forms of record in criminal cases given by the most esteemed writers, for instance Blackstone (1), Chitty (2), Gude (3), and Archbold (4), we find that they agree in substance (5), with the record before us: and, with reference particulary to the present case, I may observe that none of those forms contain the notes of evidence, or any of the rulings of the Judge at the trial. It will, also, be found, upon reference to the important cases before Courts of error. of which reports are within our reach, that no attempt, even, appears to have been made to obtain the revision by a Court of error, of any of the rulings of the Court of original jurisdiction, upon questions of evidence. In the well known case. for example, of Daniel O'Connell and others (6), in which the most distinguished members of the bar of England and Ireland were engaged, during the trial, which lasted twenty four days, a great number of objections were urged against the evidence adduced on the part of the Crown; and one of those objections was decided against the prisoners by two Judges against one (7); yet according to the reports of the proceedings before the House of Lords, no notice appears to have been taken of the objections so urged, nor of the de-

quest sidera impos ding the Ja out se anoth the Ju evider they f theref ed as party been i misdir behalf the ru necess part o may b of Trea except cansin or his and co or dire writ of ther M a chall strictly As (2) Ar of except

B. page -

is reporte misdeme

(3) Gra

of Treasc in law ra

dering of

Criminal

cision

he ac

deem

case,

('our

even

the J

^{(1) 4} Blackstone, appendix. [1]

^{(2) 4} Chitty, Crim. Law, p. 389.

^{(3) 2} Gude, p. 208.

⁽⁴⁾ Archbold, Crim. Proc., Ed. of 1852, p. 193.

⁽⁵⁾ There is a difference as to the form in which the record is certified to the Court, but, upon this point, we have not been called upon to express, and do not express any opinion.

^{(6) 1} Cox, 413; See also Smith O'Briens case, 3 Cox, 361.

^{(7) 1} Cox, 405.

joined : he preed, the ustilia. e same 1: "So in the rm the 1 expege who n by a md, (13 se by a \cdot direct in the writ of criminal : Blackind that ıs: and, observe e, or any e found, of error, ot, even, a Court ıl juriswn case. which ind and twenty against l one of by two s of the

> ertified to a express,

pears to

the de-

cisions respecting them; and this, it seems to me, can hardly be accounted for otherwise than by supposing that it was deemed impossible, by the eminent counsel engaged in that case, to bring such matters under the consideration of a Court of error. It may, at first sight, appear strange, perhaps even unreasonable, that, in a criminal case, the directions of the Judges to the jury, and the rulings of the Court, upon questions of evidence, cannot be brought under the consideration of the higher tribunal by a writ of error; but the impossibility of doing so under our present system of proceeding can, I think, be easily demonstrated. The directions of the Judge to the jury are given orally and, therefore, without some special provision, cannot be subjected to revision in another Court. It is true, notes of the evidences are taken by the Judge, who also enters his rulings upon objections to the evidence; but the notes of the Judge remain in his possession they form no part of the record, in any sense of the word, and therefore, even if there were no other reason, cannot be returned as part of the record. In England, in civil cases, where a party thinks fit to object on the ground of evidence having been improperly admitted or rejected, or on account of any misdirection to the jury, he has, under the statute in that behalf, a right to a bill of exceptions (1). by means of which the ruling or direction objected to, and the evidence, so far as necessary, are reduced to writing, and thus, in effect, made part of the record, so that the ruling or direction impugned may be subjected to revision by a writ of error. In cases of of Treason and Felony there cannot, it is certain, be a bill of exceptions (2): there is therefore, in such cases, no mode of causing the rulings of the Judge upon questions of evidence, or his directions to the jury, to be made part of the record; and consequently it is simply impossible to have such rulings or directions of the Judge during the trial reviewed under a writ of error. (3) It is true, as has been observed by my brother Mondelet that the improper allowance or disallowance of a challenge may be taken advantage of by writ of error, but strictly speaking there ought to be an answer in law or in

⁽¹⁾ As to proceedings in Civil Cases in L. C., ridz secs. 33, 34, 35.

⁽²⁾ Archbold, Crim. Pl., page 148, "In cases of Treason and Felony a Bil¹ of exception has never been allowed." As to cases of misdemeanor. See D. & B. page 412, and particularly errata et addendo, p. XII, where Lord Campbell is reported to have decided against granting bill of exceptions, even in case of misdemeanor.

⁽³⁾ Grady and Scotland, Practice of the Crown Office, page 333. In cases of Treason and Felony there can be no writ of error, in respect to objections in law raised at the trial, the provisions of the 13 Ed. 1, C. 31, as to the tendering of bill of exceptions, not applying to such cases; vide, also, 1st Chitty Criminal Law, p. 622.

error

in the

which

yet it s

as We

ought

Plainti

ed par

judges,

which

have th

all, ex

seems,

a news

matter.

have, a

mitter

 Λ grin,

found

notes o

traced t

what is

said to

Court 1

still; fo

mere en

report i

is conte

who pr

to reser

the righ

before t

as to the

tion wo

then, if

the who

record, 1

such ap

by a res

includin

ju lge, ir

deration

of the er

far as 1 allowed

those in

return 1

fact to the challenge, and a judgment upon the issue raised. When, therefore, the proceedings upon a challenge are regular there can be no difficulty as to their being returned as part of the record, so as to be reviewable under a writ of error; and where the proceedings upon a challenge have not been regularly made a part of the record, although they may have been returned as such, the weight of authority seems to be in favour of the opinion that they cannot be made ground for a writ of error, (1) From these general remarks, as to the proceedings that ought to make part of the record in a criminal ease, I now pass to the consideration of the particular matters respecting which the plaintiff in error desires the record before us to be amended. The first objection urged, is as to the manner in which the notes of evidence were taken at the trial. This, however, is not a matter upon which we can be called to adjudicate; in smuch as the notes of the learned Judge of the Court below, as has been already observed, form no part of the record, and therefore cannot, for any purpose, be brought before us under Writ of Error. All the Judges agree in considering this point as free from difficulty; but as it has been raised, I may, in order to prevent misapprehension, observe, that although it is doubtless usual for the Judge, presiding in a criminal case, to take notes of the evidence himself: vet that there is nothing in the law the prevent him from having the notes of evidence taken in the writing of another person, where he finds it necessary to do so; and I myself have seen this done in several instances. The second objection urged by Plaintiff in error, is, that it does not appear that the jurors when the retired at the Judge's charge, where in the custody of sworn constable. This, also, is a matter which all the Judges agree in ring, need not appear on the face of the record. The precau, was taken for the safe keeping of the jury are of course noted by the clerk in the register; but they form no part of what is technically known as the record. Moreover, it is no part of the duty of a Court of error to determine upon the sufficiency or insufficiency of those precautions. It is for the presiding Judge, with the assistance of the officers of the court, to exercise his discretion as to the means to be taken for the safe keeping of the jury; and in doing so he may, and indeed must, taken into consideration the situation and construction of the room in which the jurors are placed, and other local and special circumstances —circumstances about which a court of error, as such, can have no knowledge. The third objection urged by Plaintiff in

See opinion of Willis J., and Barons Bramwell and Channel, in Mansels's case. D. & B., 420, 422, 425.

raised. egular s part error; : been r have) be in l for a proceeal case, espeee us to meria . This,) adjuof the part of rought consis been bserve, ling in lf : yet having person, ve seen ged by jurors ustody all the of the of the ut they record. rror to se preince of to the and in ration ch the stnnces ch, can

ntiff in in Man-

error has reference to a report of an analysis made, it appears, in the course of the trial by Dr. Larue. This is the point upon which unfortunately the judges of this court are divided; and yet it seems to me, I say it with all deference, that, agreeing as we do with respect to the remainder of the ease, there ought not to be any difference of opinion here. According to Plaintiff in error, the report of Dr. Large ought to have formed part of the evidence. But if, as is admitted by all the judges, we are not to have before us the notes of the judge, which contain the main body of the evidence, why should we have the report of Dr. Larne, which could not be produced at all, except as farming part of the evidence. Dr. Larne, it seems, analysed something found upon two shingles and upon a newspaper. But to what purpose ascertain whether the matter on the shingles and newspaper was arsenic, unless we have, at the same time, the judge's notes to show whether the matter so analysed, was ever in the possession of the prisoner. Again, to what purpose ascertain the quantity of arsenic found on the shingles and newspaper, unless we have the notes of the judge to show, what quantity of arsenie was traced to the possession of the prisoner. If it be said that what is wanted, is not the report of Dr. Larue, but the entry said to have been made respecting it, in the register of the Court below: that would make the matter, if possible, plainer still; for what end could be attained by the production of the mere entry in the register respecting the report, without the report itself, and without the evidence of which the report, it is contended, ought to have formed a part. The learned judge, who presided at the trial, might, of course, have been asked to reserve a question for the consideration of this court, as to the right of the prisoner to have the report in question placed before the jury; and if there had been any room for doubt, as to the right of the prisoner in that respect, the application would we may feel confident, have been acceded to: and then, if necessary, we could have had not only the report, but the whole of the evidence before us; not indeed as part of the record, but as part of the case reserved and submitted. No such application was made and I am clearly of opinion that by a reserved case, only, could evidence in the court below, including the report in question, and the rulings of the learned julge, in relation to it, be properly brought under the consideration of the judges of this court. Before leaving this branch of the case, I may observe that no case has been cited, or so far as I know can be cited, in which a writ of error was ever allowed in England or Ireland, on account of matters such as those in relation to which the Plaintiff in error desires the return before us to be amended. It has however been said

for the deemed

it not as to t

which

Legisla

sion, to conside

cause a record,

compla

not me

cannot cause t

clearly Duy

ken his

 $_{
m Appella}$

confine

not con assigne

pears of

compar exception

bill of

with it.

brought

of felor

England

errors c

ner no i

opinion

or diett

to exp may w

will be

England

a dissen

stated, a

error, or

ly to the

the pow

for a ret

pellate i

an atten ment, al

some of

that if there be no precedent for the granting of an application such as the present, we ought to make one. That proposal, however, is not likely to receive the sanction of this court: because we could not give it effect without exceeding the limits of our jurisdiction, and arrogating to ourselves powers to which we have not even the semblance of a just claim. The unreasonableness of allowing a right of appeal in any civil case of importance, and yet of refusing the same right in criminal cases, even where life is involved, has been very stremuously pressed upon our attention. But this, it is obvious, is a matter for the consideration of the Legislature. Our duty is to apply ourselves to ascertain the extent of the powers confided to us, and then to discharge, to the best of our ability, the duties which accompany those powers. It is however satisfactory to us to know that, as to the matters under consideration, Her Majesty's subjects in Lower Canada, have the same means of obtaining justice in criminal cases, that are afforded to their fellow subjects in the mother country. Here, as in England, "substantial defects, appearing on the face of the record," may be reviewed under a writ of error. Here, as in England, the court trying a case, may, in its discretion, reserve "any question of law which has arisen on the trial" for the consideration of a higher court. But neither here, nor in England, is the right of appeal allowed to the same extent in criminal cases, as it is in civil eases. Whether the law ought to be changed in this respect has been much discussed in England. In the year 1848, the House of Lords appointed a committee to consider a bill called, "The criminal law amendment bill;" and in the course of the proceedings before that committee, Lord Lyndhurst, Lord Brougham, Lord Denman, (then chief-justice of the Queen's Bench) chief Baron Pollock, and eleven other members of the English Bench (1) stated very decidedly their opinion against an appeal in criminal cases. Since that time several bills have been introduced in the imperial Parliament for the purpose of giving an appeal in cases of treason and felony; but it appears only one of those bills was allowed to advance beyond the first reading, and, as I believe, the last two bills on this subject, namely those of 1860 and 1861, were thrown out without a division. I think therefore it may be safely said that, in Englan! not only the weight of anthority, but public opinion, is in favour of the existing law. Whether a change in our law on this subject is desirable, is, as I have already said, a matter

Sir F. Kelly and M. Green.

⁽¹⁾ Namely, Judges Coleridge, Patterson, Wightman, Erle, Coltman, Maule, Cresswell, Williams, Barons Rolfe, Alderson and Parke.

The witnesses in favour of the allowance of an appeal in criminal cases were

for the consideration of Parliament; and I should hardly have deemed myself justified in alluding to it, as I have done, had it not been for the opinion expressed by my brother Mondelet, as to the necessity of bringing this subject (the importance of which cannot be overrated) under the consideration of the L-gislature. Returning then from this, I trust excusable digression, to the case before us, after devoting to it the most careful consideration, I have come to the conclusion that we cannot cause any amendment, or entry of any kind to be made in the record, respecting the matters of which the Plaintiff in error complains, and I therefore think his motion must be rejected; not merely however (as has been represented) because we cannot find a precedent to justify us in granting it; but because the matters sought to be brought under our notice, are

clearly beyond our jurisdiction.

DUVAL, Justice: In this case, the party has clearly mistaken his remedy. We do not exercise the powers of a court of Appellate jurisdiction, our's is a limited jurisdiction. We are confined to errors apparent on the face of the record, we cannot consider errors extrinsic from the record. Of the errors assigned in argument in support of the motion, not one appears on the face of the record. In a civil case, in virtue of a comparatively recent statute, the party may file a bill of exceptions, stating at length the errors he complains of, this bill of exceptions is annexed to the record, and sent up with it. By means of it, the errors complained of may be brought under the consideration of the court above. In cases of felony, the bill of exceptions is unknown to the law of England. Therefore, however well founded might be the errors complained of, a writ of error could afford the prisoner no relief. On this head there ought to be no difference of opinion; for not a single book of authority, not an opinion or dietum of an english judge or lawyer can be referred to expressing the slightest doubt on the subject. may with confidence refer to books of practice, where will be found the requisites of a record as made up in England, and sanctioned for more than a century without a dissenting voice. I therefore repeat what I have above stated, and what is decisive of the question: on a writ of error, our powers are limited, we must confine ourselves strictly to the errors apparent on the face of the record. Had we the powers of a court of appelate jurisdiction, we might call for a return very different from that now before us. Such appellate jurisdiction we have not, and when, a few years back, an attempt was made to obtain a law of the imperial parliament, allowing such appeal, it met a decided opposition from some of the most eminent and experienced men in the

ı matter Collman,

pplica-

it pro-

of this

seeding

rselves

a just

penl in

e same

ıs been

is, it is

slature.

of the

best of

s. It is

matters

Canada,

d cases,

ountry.

on the

f error.

, in its

arisen

rt. But

owed to

l cases.

ect has

e House

called,

ourse of

st, Lord

Queen's

s of the

against

lls have

rpose of

appears

ond the

nis sub-

without

that, in

opinion,

our law

ases were

profession. La motion pour certiorari fut renvoyée par la majorité des juges présidant la cour. Le juge Mondelet s'exprima en faveur de la motion pour *certie e ri*, comme il l'avait fait en faveur de la motion pour un nouveau rapport au bref d'erreur, de même qu'il avait formellement donné son dissentiment et sa non-participation au jugement rendu le 19 décembre 1863, confirmant le jugement de la cour de première instance, et ordonnant que le condamné fût remis sons la garde du shérif du district d'Arthabaska, jusqu'à ec qu'il en fût déchargé. Vu le rejet des deux motions susdites, l'avocat du prisonnier déclara que, puisqu'il en étnit ainsi, il ne pourait produire ses griefs d'erreur, pour les raisons exprimées dans les deux motions, savoir: celle pour un nouveau rapport au bref d'errenr, et celle pour certiorari. Lors du jugement sur la motion pour certioraci, le 18 décembre 1863 : Le juge en chef a exprimé le regret de ce qu'an terme de cette cour, tenn en juin dernier, personne n'ait comparu, pas même de la part de la couronne. Que cette abstention, de la part de la couronne, de comparaître ainsi, au susdit terme, était de nature à faire naître, dans l'esprit du malheureux condamné, l'espoir qu'il aurait au moins la vie sauve. Il est donc à espérer que cette circonstance sera prise en considération par le gouvernement exécutif, avec d'autres circonstances qu'il sera probablement appelé à peser.

Le jugement final est comme suit: "Talbot, being called upon to assign errors, as ordered to do by the court, declares that he has no error to assign. Légaré, on behalf of our Sovereign Lady the Queen, moves that, inasmuch as Plaintiff in error hath refused and neglected to assign his errors as he was required to do by the peremptory order given by the court, on the eighteenth day of December, instant, he plaintiff in error be non-suited, and further that this Honorable Court do award execution. Whereupon, all and singular the premises being considered, and it being understood by the Court of our Lady the Queen, now here, that no one cometh on the part of Pierre Duval dit Barbinas, to assign errors as ordered by this court, and seeing the declaration made in open court, ca behalf of Pierre Duval dit Barbinas, that he will not assign errors: it is considered and adjuged by the court, now here, that there is no error, either in the record or proceedings, or in the giving of the judgment aforesaid. Therefore, it is considered and adjudged, by this court, that the judgment aferesaid be in all things affirmed and stand in full force and effect: and thereupon it is ordered that the keeper of the common gaol of this district do deliver up the said Pierre Duval dit Barbinas to the custody of the Sheriff of the district of Arthabaska, to be by him detained until discharged

in due Moxi

Tai Łéc

PERR.

Held promis position is discl excess

The promis by Dedeed band a

déclarer 1032 C. (

d) Un ance, en (Blackwo Un bil ciers, point d'une det c'B.R., dent) Du réal, 31 a

pnr la ET s'exl l'avait au bref issenticembre

issenticembre astance, du shéchargé, sonnier rodnire es deux ef d'ermotion ef a exen juin

rt de la mne, de à faire oir qu'il ue cette mement blement

g called declares of our Plaintiff rs as he by the plaintiff e Court remises t of our part of by this urt, ca t assign ow here, ings, or is cont afererce and

of the Pierre

the dis-

charged

in due course of law. Dissentiente the Honorable Mr. Justice Mondelett." (14 D. T. B. C., p. 52.)

Talbot et Tousignant, pour le Demandeur en erreur. Légaré, pour Notre Souvernine Dame la Reine.

BILLET DONNE EN SUS D'UNE COMPOSITION.

CIRCUIT COURT, Montreal, 30th December, 1863.
Coram Loranger, J.

PERRAULT vs. LAURIN.

Hbd: That an agreement by which a debtor gives his creditor a promissory note in consideration of the creditor agreeing to sign a composition deed between the debtor and his creditors whereby the debtor is discharged on payment of a part of his debt, the note given being in excess of the amount of the composition, is valid. (1)

The action was to recover a sum of \$19.50, amount of a promissory note. The plea was to the effect that all notes due by Defendant to Plaintiff had been paid by a composition deed between them of date the 5th March, 1862. (Garand, N.P.), and a discharge of the same date before the same notary.

LORANGER, J.: An important question arose in this case. The Defendant had become insolvent, en état de déconfiture, and had made an assignment of his effects to his creditors. A composition was then effected, by which he agreed to pay seven shillings in the pound by instalments. The Plaintiff consented to accept this composition, on condition that Defendant gave him a note for an extra payment of five shillings in the pound. The composition was signed, but the note was not signed till a subsequent period. The Plaintiff sued on this note, and Defendant pleaded that the agreement was null de plein droit, because Plaintiff had consented to the composition. The general question presented itself whether agreements of this nature, made after a party had become insolvent are legal, or whether they are against public order. The question had come up in

(1) Un billet promissoire donné à un créancier, pour la balance de sa créance, en considération de ce qu'il a signé un acte de composition, est nul. (Blackwood vs. Chinic, C.B.R., Québec, 1809, 2 R. J. R. Q., p. 135.)

⁽blackwond vs. Chinic, C.B.R., Québec, 1809, 2 R. J. R. Q., p. 135.)
Un billet promissoire, donné par un débiteur insolvable à l'un de ses créanciers, pour l'engager à signer, avec ses autres créanciers, un acte de composition, n'est pas uni vis-à-vis du débiteur qui en doit le montant, comme partie
d'une dette antérieure ; les créanciers sculs pourraient invoquer cette nullité
s'ils en éprouvaient quelque préjudice. (tircenshields et al. et Plamondon,
C.B.R., Montréal, ler juin, 1869, LAFONTAINE, J. en C., AVIAUN, J., (dissident) DUVAL, J., et C. MONDELET, J., reuversant le jugement de C. S., Montréal, 31 mai, 1859, BADGLEY, J., qui avait jugé que le débiteur pourrait faire
déclarer ce billet nul. 7 R. J. R. Q., p. 184 et 495. V.) art. 989, 990 et

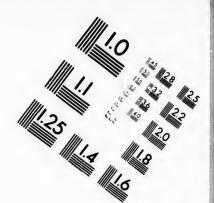
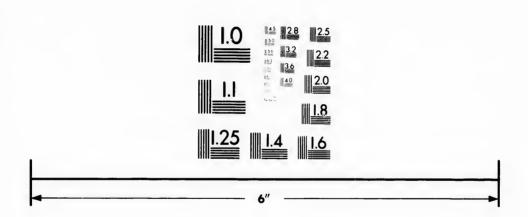


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



STAND SENING SEN

Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STIME STATE OF THE STATE OF THE



the case of Greenshields against Plamondon, in the Superior Court, and it was there held that a note given by an insolvent debtor to a creditor in contemplation of a deed of composition, and as a preference to such creditor, without the knowledge of the other creditors, was null and void. The reasons for the judgment in that case were that, at the time of the making and delivery of the note to Plaintiff, the Defendant was insolvent, and had made a composition with his creditors, which agreement of composition was shortly afterwards carried into effect, the Plaintiff being a party to it, and agreeing to take ten shillings in the pound. It was held that the consideration of the note was included in the sum for which the composition was effected, and the note was fraudulently taken. The Superior Court, therefore, dismissed the Plaintiff's action, holding that agreenents of this nature were null and contrary to public order, and the interests of commerce. That one creditor should not be preferred over another, the property of the · debtor being common to all. On the other hand, it was contended that the other creditors had no right to complaint, that their security was not diminished by the fact of the debtor binding himself to pay an additional sum, not from the property assigned, but from moneys which he might earn by his future labour, or acquire subsequently in other ways. As to the question of public order, it was said that here we had no bankrupt law. A debtor might make his own terms with his creditors, and if he promised to pay one an extra sum it was nothing to the others. The Court of Appeals had reversed the judgment of the Superior Court, in the case of Greenshields and Plamondon, reasoning in an entirely different way from the Court below. His Honour was of opinion that these agreements should be declared null by statute, but in the absence of special legislation on the nutter, the Court must be governed by the decision of the Court of Appeals, and judgment must go in favour of Plaintiff. Judgment for Plaintiff. (8 J., p. 195 and 14 D. T. B. C., p. 85.)

LORANGER and LORANCER, for Plaintiff, DENIS and TRUDEL, for Defendant, Снав

Held
dam
mise
him
proof

from t

rende

By

in tha on the Defen said d " it is " his c " form interes cause from t the car conside fendun amonn for the fore ca Plainti costs te of £37 and cos ABBC

(1) V.

perior olvent sition, whedge or the aking ras inwhiched into

aking as inwhich d into take ration osition Supeolding ary to reditor of the is conplaint, of the t from ht earn

n extra
uls had
case of
ifferent
on that
but in

ways.

ere we

terms

Court appeals, ent for

POREIGN JUDGMENT .- INTEREST.

CIRCUIT COURT, Montreal, 23rd May, 1864.

Coram Monk, J.

CHAPMAN vs. GORDON.

Held: That, in an action upon a foreign judgment "assessing the damages of Plaintiff, on occasion of the not performing of the promises within mentioned, over and above his costs and charges by whim about his suit in this behalf expended to £26 7s 2d damages;" proof aliunde of such promises is required, and interest will be given from the date of such judgment. (1)

By his declaration, Plaintiff alleged that, by a judgment rendered in the County Court, in and for the County of Elgin, in that part of this Province, heretofore called Upper Canada on the 16th March, 1848, Plaintiff obtained a judgment against Defendant for £37 13s 7d with interest thereon, from the said date. The Defendant made default. By said judgment, "it is considered that Plaintiff do recover against Defendant, "his damages, costs, and charges by the Jurors aforesaid, in "form aforesaid, and also £11 6 5 for his said costs;" but no interest whatever is mentioned. On the 30th April, 1864, the cause which had been inscribed for judgment was discharged from the délibéré, to afford Plaintiff an opportunity of proving the cause of action founded on this foreign judgment. "It is considered and adjudged that Plaintiff do recover from Defendant the sum of £37 13 7, to wit, the sum of £26 7 2, amount of the judgment obtained in the county court, in and for the county of Elgin, in that part of this province heretofore called Upper Canada, on the 16th day of March, 1858, by Plaintiff against Defendant and Thomas Gordon, and £11 6 5, costs taxed upon said judgment, with interest upon the sum of £37 17 7, from the 16th March, 1858, until actual payment, and costs of suit. (8 J., p. 196.)

ABBOTT & DORMAN, attorneys for Plaintiff.

⁽¹⁾ V. art. 42 B, 42 C et 42 D C. P. C. et art. 1067, 1070 et 1077 C. C.

SAISIE MOBILIERE.

COUR DE CIRCUIT, Québec, 19 janvier, 1864.

Présent: STUART, Juge.

Bussière vs. Faucher.

Jugé: 1° Que le grand constable n'est pas un recording officer, et n'est pas obligé d'avoir un bureau pour les devoirs de sa charge.

20 Qu'une saisie ne peut être annulée parce qu'elle aurait été faite

dans les limites du Palais de Justice, en dehors de l'audience.

30 Que le cap. 85, sec. 3, sous-sec. 6 des Stat. Ref. du B. C. ne s'applique qu'aux outils des ouvriers nécessaires à l'exercice de leur métier. (1)

Le Demandeur ayant obtenu jugement contre le Défendeur, grand constable pour le district de Québec, fit émaner une saisie exécution, et saisit, en vertu d'icelle, certains effets que le Défendeur avait dans un bureau dans le Palais de Justice à Québec. Le Défendeur fit opposition à cette saisie et en demandait la nullité: 1° Parce que la saisie avait été pratiquée dans un bureau public, savoir, dans le bureau de l'Opposant, grand constable du district de Québec, 2° parce que la saisie avait été faite dans les limites du Palais de Justice, et 3° parce que les effets saisis, étant d'une valeur au-dessous de \$30.00, étaient exempts de saisie d'après la 3e sect. du cap. 85 des Stat. Ref. du Bas-Canada.

HAMEL, pour l'Opposant: L'on doit observer dans les saisies exécutions, comme dans les ajournements, les règles preserites par l'ordonnance de 1667, et reproduites par les auteurs qui l'ont commentée; ainsi l'on ne peut faire un ajournement ni dans une église, ou dans un auditoire. L'on ne saurait d'ailleurs établir un gardien dans un bureau public, où tous doivent avoir accès en tout temps. (2)

Bossé, pour le Demandeur: L'opposant n'est pas tenu, par sa charge, d'avoir un bureau, qui n'est pas même nécessaire à l'exercice de ses fonctions. (3) Les arrêts cités par Jousse ne peuvent avoir aucune application à la présente espèce : ils ne parlent en effet que d'ajournements faits dans une église ou dans un auditoire. Le motif qui les a dictés a été la crainte du scandale, et le respect dû au culte et à la justice. D'ailleurs, il faut appliquer ici le principe général que les biens du débiteur peuvent être saisis en quelque lieu qu'ils se trouvent, et il

prései STU of this his du a publ to occi son th rights. such a duties cers. T they a (14 D.

> Boss TESS

n'exis

DEBIEN

Jugé: énoncée en une s où elle a

2º Que par une a déposant point d'a faire de l pour le v dans l'aff

A wr Plaintif " detté " piastr " actuel Plaintifl

place na " allait 1 " Unis c

" Marsa

(1) 7 Pc Code de P

⁽¹⁾ V. art. 556 C. P. C.

⁽²⁾ Jousse, Com. sur l'ord. de 1667, vol. 1, pp. 127 et 128; Idem vol. 2.

^{(3) 1} Burn's Justice, p. 539.

n'existe aucun texte de loi qui puisse y faire déroger en la présente cause. (1)

STUART, Justice: There can be no doubt as to the decision of this case. The high constable is not a recording officer, and his duties do not require that he should occupy or keep open a public office in the Court house. The government allow him to occupy a room in the Court house free of rent, it is no reason that he should, on that account, be entitled to all the rights, privileges and exemptions accorded to public officers, such as the prothonotary or the clerk of the Crown, whose duties might be compared with those of english recording officers. There are other reasons set forth in the opposition, but they are not valid, the opposition must therefore be dismissed. (14 D. T. B. C., p. 87.)

Bossé et Bossé, pour le Demandeur. Tessier, Ross et Hamel, pour l'Opposant.

CAPIAS.

SUPERIOR COURT, Montréal, 31 décembre 1863.

Before: SMITH, Justice.

DEBIEN vs. MARSANT DIT LAPIERRE.

Jugé: 1° Que, dans un affidavit pour capias, la dette est suffisamment énoncée s'il est dit que le Défendeur est endetté envers le Demandeur en nne somme de £39, sans indiquer la cause de la dette ou l'endroit où elle a été contractée.

2° Que les raisons de croire du déposant sont suffisamment énoncées par une allégation dans l'affidavit à l'effet que le Défendeur avait dit au déposant, dans un endroit et à une époque indiqués, qu'il était sur le point d'aller en Californie, un des Etats-Unis de l'Amérique, pour y faire de l'argent, et avait requis le déposant de lui procurer de l'argent pour le voyage, et en répétant cet avancé à d'autres personnes nommées dans l'affidavit.

A writ of capias was sued out founded on the affidavit of Plaintiff: "Que le dit Antoine Marsant dit Lapierre est en"detté envers le Demandeur en une somme excédant quarante
"piastres, c'est-à-savoir, en une somme de trente livres, cours
"actuel," saying nothing more as to the debt. The grounds of
Plaintiff's belief were stated to be that, on a day and at a
place named, Defendant had said: "Qu'il, le dit Marsant,
"allait partir pour la Californie, c'est-à-dire, un des Etats"Unis de l'Amérique, pour gagner de l'argent, et qu'il, le dit
"Marsant, lui a même demandé de lui procurer de l'argent

1864.

, et n'est été faite

ne s'apleur mé-

fendeur, une saies que le lustice à t en deratiquée pposant, la saisic ee, et 3° ssous de

les saides press auteurs rnement saurait , où tous

tenu, par essaire à lousse ne e: ils ne église ou rainte du illeurs, il débiteur nt, et il

lem vol. 2,

^{(1) 7} Pothier, Procédure Civ., p. 175; Carré, Proc. Civile, sur l'art. 68, Code de Procéd., et les citations qu'il y fait.

"pour payer son passage." And that he, Defendant, afterwards repeated this to several persons named. The Defendant moved to quash the *capias* for the following among other reasons. 1st. Because it was not mentioned, in the affidavit, where the debt was contracted, so as to shew that the court had jurisdiction. 2o. Because the nature and cause of the debt was not disclosed. 3o. Because the reasons given were insufficient to sustain the *capias*.

SMITH, Justice: Referred to the above grounds and held that it was sufficient, under the law of arrest as it now stands, to swear that the Defendant was personally indebted in a sum exceeding ten pounds, currency. As to the place where the debt was created, the Defendant must make that a ground of petition for his discharge. He held the grounds given in support of Plaintiff's belief sufficient, and the motion could not be granted. (14 D. T. B. C., p. 89.)

MORIN, OUIMET and CHAPLEAU, for Plaintiffs. LORANGER and LORANGER, for Defendant

SYNDICS DES CHEMINS A BARRIERES.

SUPERIOR COURT, Québec, 14 octobre 1863.

Before: TASCHEREAU, Justice.

Anderson, Plaintiff, vs. The Quebec North Shore Turnpike Road Trustees, Defendants, and The Quebec Bank, Garnishee.

Jugé: Que les Syndics des Chemins à Barrières de la Rive du Nord sont les agents de la Couronne, et que les meubles on immeubles possédés par eux appartiennent à et sont la propriété de la Couronne.

By a judgment of the court rendered on the 3rd of May, 1862, Plaintiff recovered judgment against the Turnpike Trust, the Defendants, for the sum of £1750, and costs, and, on the 14th of June following, the usual saisie-arrêt, or execution, issued after judgment at the instance of Plaintiff, to attach, by seizure and arrest in the hands of the Quebec Bank, all and every the sums of money and other things whatsoever which the Quebec Bank might then or thereafter owe to the Quebec North Shore Turnpike Road Trustees, the Defendants, and commanding Defendants and the garnishee to appear and show cause, if any they had, why the attachment made in virtue of the writ of saisie-arrêt should not be declared good and valid; on the return of the writ, the Cashier of the Quebec Bank appeared and declared that, at the time of the service of the writ, the Quebec Bank was indebted to Defen-

dants
decla
had d
the Q
to He
that,
respecty's I
and e
ed, sh
Provi
Quebe
ed in
Plaint
" tati

" ted " part " in tl " caus

" Beca " legal

TAS deurs, entre l bec a appart eette d iesté. défens d'intér de Sa soutena l'argen corpora sont qu Défend avoir d Acte d' intérêt nière e dérant même s office, d

cause, r

effeetué

loi, tous

Défende

i, afterfendant g other ffidavit, ne court of the en were

nd held
it now
it now
idebted
ne place
e that a
grounds
e motion

1863.

TURN-QUEBEC

e du Nord ubles posnne.

of May, te Trust, l, on the tecution, attach, Bank, all atsoever to the endants, pear and made in ed good ne Queof the Defeu-

dants, in the sum of \$5386.74. The Defendants contested this declaration, alleging that the money which the Quebec Bank had declared to be due Defendants, was deposited by them in the Quebec Bank, in their quality of Trustees, but belonged to Her Majesty the Queen for the public uses of the Province; that, by two separate ordinances of the Legislature passed respectively in the fourth and twentieth years of Her Majesty's Reign, Defendants were authorized to acquire property and estate moveable and immoveable, which, being so acquired, should be vested in Her Majesty for the public uses of the Province. That the sum of money declared to be due by the Quebec Bark having been acquired by Defendants, was vested in Her Majesty and was not liable to attachment. The Plaintiff demurred to this contestation: "Because the contes-"tation rests on the right of the Crown to the monies admit-"ted to be due by the Bank, and not on any right in the " party contesting: Because the contestation shows no interest " in the contesting party to have the same maintained: Be-"cause the contestation is based wholly on a droit d'autrui: "Because the issue raised by the contestation could only " legally be raised by the Crown."

TASCHEREAU, Juge: Le Demandour poursuivit les Défendeurs, obtint jugement et procéda par voie de saisie-arrêt entre les mains de la Banque de Québec. La Banque de Québec a comparu et a déclaré avoir une somme de \$5386.74, appartenant aux Défendeurs. Les Défendeurs ont contesté cette déclaration alléguant que l'argent appartenait à Sa Majesté. Le Demandeur a répondu à cette contestation par une défense au fond en droit, que les Défendeurs n'avaient pas d'intérêt à contester, et qu'en contestant ils excipaient du droit de Sa Majesté. Je crois que la position du Demandeur est insoutenable. Les Défendeurs ont tout intérêt à montrer que l'argent ne leur appartient pas; si l'on regarde leur Acte d'Incorporation, 4 Vic., Cap. 17, l'on verra que les Défendeurs ne sont que les agents, les fidéicommissaires de Sa Majesté. Les Défendeurs n'excipent pas du droit d'autrui; ils ne peuvent avoir d'autre argent que ce qui appartient à Sa Majesté; leur Acte d'Incorporation le dit en termes directs, et ils ont tout intérêt à empêcher que ces argents soient dépensés d'une manière contraire à la disposition de la loi. JUGEMENT: "Considérant que les Défendeurs ont non seulement un intérêt, mais même sont sous une obligation impérieuse, en vertu de leur office, de voir à ce que les deniers saisis et arrêtés en cette cause, ne le soient que d'une manière légale, et leur paiement effectué aussi conformément à la loi; considérant que, par la loi, tous les biens meubles et immeubles en la possession des Défendeurs sont la propriété de Sa Majesté, et que, comme

tels, les dits biens ne pouvaient être saisis et arrêtés en la manière et forme suivies, et, qu'en autant, les Défendeurs, sans exciper des droits d'autrui, peuvent légalement contester la déclaration des tiers-saisis, et, par leur contestation, indiquer que les deniers déclarés par les tiers-saisis, sont la propriété de Sa Majesté, et ne pouvaient être saisis en cette cause. La Cour renvoie la défense au fond en droit du Demandeur à la contestation faite par les Défendeurs de la déclaration des tiers-saisis. (14 D. T. B. C., p. 90.)

ALLEYN and ALLEYN, for Plaintiff.
STUART and MURPHY, for Defendants.

COMMISSAIRES D'ECOLES.

COUR DE CIRCUIT, Québec, 25 novembre, 1863.

Présent: TASCHEREAU, Juge.

LES COMMISSAIRES D'ECOLES POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-ROCH DE QUÉBEC NORD, Demandeurs, vs. ROUSSEAU, Défendeur.

Jugé: Que le rôle des évaluations d'une municipalité doit être déposé pour revision dans les limites de la municipalité qu'il affecte. (1)

Les Demandeurs réclamaient du Défendeur, comme propriétaire dans leur municipalité scolaire, la somme de £20 12 3, portée contre lui au rôle d'évaluation fait et assermenté le 17 juin, 1863. La cotisation était imposée à raison de quatre sous dans le louis sur la valeur de la propriété du Défendeur, estimée à £2475. Les Demandeurs alléguaient qu'une résolution en conseil du 21 août, 1863, les autorisait à réclamer en justice les sommes dues aux commissaires en vertu du rôle d'évaluation mentionné ci-haut. Le Défendeur répondit que les Demandeurs n'avaient point une existence légale; qu'ils ne pouvaient pas ester en jugement sous les qualités et les noms pris au bref; que la cotisation ou répartition de quatre sous dans le louis sur la valeur des immeubles situés dans la municipalité scolaire était excessive, illégale et excédait le taux autorisé par la loi; et que la cotisation ou répartition avait été illégalement et irrégulièrement faite. Il résultait des faits prouvés que le rôle d'évaluation avait été déposé pour revision en dehors des limites de la municipalité.

Bossé, pour les Demandeurs: Il n'y a et ne peut y avoir de nullité que celles prononcées par la loi, en cette matière l'on ne peut raisonner par analogie ni ab inconvenienti, et si le sta-

tut n ne po ses p Ta du st luation été fa donn de fa

de fa perm ce bu posé un en GEME p. 93.

Cas

Тие С

Jugé présent On that th

tiff's a

Tassed Tass parts of Judge motion nothin

> Hoi Cas

(1) V.

⁽¹⁾ V. art. 2131 S. R. Q.

s en la endeurs, ontester on, indila prote cause.

indeur à

tion des

, 1863.

es. Roustre déposé

(1)

SCOLAIRE

nne proe £20 12 menté le le quatre éfendeur, ie résolulamer en du rôle ndit que qu'ils ne les noms atre sons la munile taux on avait des faits

t y avoir itière l'on si le sta-

revision

tut ne prononce pas la nullité, ce qu'il est loin de faire, le juge ne peut la prononcer non plus, et s'il le faisait, il dépasserait

ses ponvoirs. TASCHEREAU, Juge: Quoiqu'il n'y ait pas de clause expresse du statut des municipalités ordonnant le dépot du rôle d'évaluation dans les limites de la municipalité pour laquelle il a été fait, cette obligation ressort néanmoins des clauses qui or-

donnent le dépot du rôle. Le but de cette disposition a dû être de faciliter l'examen du rôle à tous les intéressés, et de leur permettre les réclamations qu'ils pourraient avoir à faire, et ce but serait entièrement manqué si le rôle pouvait être déposé en dehors des limites de la municipalité, et, partant, dans un endroit où il pourrait être inaccessible aux intéressés. Ju-GEMENT: Action renvoyée, sauf à se pourvoir. (14 D. T. B. C., p. 93.)

Bossé et Bossé, pour les Demandeurs.

CASAULT, LANGLOIS et ANGERS, pour le Défendeur.

PROCEDURE.—ARTICULATION DE PAITS.

Superior Court, Quebec 4 avril 1863.

Before TASCHEREAU, Justice.

THE QUEBEC BANK vs. ROLLAND et al.

Jugé: Qu'une motion pour rejeter une articulation de faits doit être présentée à l'enquête. (1)

On the 1st April, 1863, Defendants, by their attorney, moved that the interrogatories numbers three, four and five of Plaintiff's articulation of facts, be declared irrelevant to the issue raised in the cause.

TASCHEREAU, Justice: This is a motion to reject certain parts of Plaintiff's articulation of facts. Upon consultation with Judge STUART, we have come to the conclusion that all such motions ought to be presented at enquête. JUDGMENT: Take nothing by motion. (14 D. T. B. C., p. 95.)

HOLT and IRVINE, for Plaintiff.

CASAULT, LANGLOIS and ANGERS, for Defendants.

(1) V. art. 208 C. P. C.

TEMOINS.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31 décembre 1863.

Before SMITH, J.

DILLON vs. HARRISON et al.

Jugé: Que sous les dispositions des 14me et 15me secs. du Stat. Ref. du B. C., cap. 82, un défendeur poursuivi personnellement, et comme autorisant sa femme, défenderesse à l'action avec lui, peut être examiné comme témoin de la part du demandeur. (1)

This action was brought against Eliza Harrison, formerly, widow of William M. Browne, and now wife of Harry Seymour, separated from him as to property, and also against the husband, personnally, and as authorizing his wife, and against E. A. B. Browne wife of George J. E. Carter, separated as to property from her husband by marriage contract, and against Carter, as authorising his wife, and as curator ad hoc duly appointed to his wife, and also personnally. The female Defendants pleaded separately; the husbands were foreclosed from pleading. The inscription for enquete was general. At enquete, Carter was brought up as a witness on behalf of Plaintiff, and was asked whether and exhibit filed was signed by him as attorney for his wife. An objection was made to his examination on the ground that Mrs. Carter was a Defendant in the cause, and that a husband could not be examined for or against his wife, and because, in a non commercial matter, a power of attorney could not be proved by parol evidence. The objection as to the incompetency of the husband as a witness was maintained, and a motion was made to revise the ruling.

SMITH, Justice: Held that the clauses of the statute (2) did not allow a husband or a wife to be called or examined as a

(2) In Ogilvie vs. Anderson which was an action en séparation de corps et de biens, still pending, the Defendant, the husband, summoned the wife to examine her. The Plaintiff's counsel objected, but the court [Smith J.] decided should be examined.

Consol Stat. of L. C. cap. 82, secs. 14 and 15: Section 14.—"All the relations and connections of the parties, except husband and wife, may be witnesses in civil matters, to depose in favor of or against them, notwithstanding the eleventh article of the twenty second title (enquêtes) of the ordinance of 1667, which is hereby expressly repealed, inasmuch as it regards degrees of relationship only;" etc. Section 15.—"Any party in a cause may be summoned and examined as a witness by any other party in the same cause, and the party so summoned and examined, may be cross-examined as a witness by his own attorney, if he be so represented; and the evidence given by any such party may be made available to the party obtaining it, or not, as he thinks proper, provided he declares his intention, at the close of his enquête, to avail himself of such evidence or not; but no such evidence shall be turned to the advantage of the party giving it."

witt part could reve

G

Aubi

Jugi mouli représ antres décéde La

but

battr enne avec Dema en bie procé muna vente desqu la Dei à une jours savoir mari, de leu cluaie ment du di deurs, faire être fa de la penda lieu, j

pour o Demai

⁽¹⁾ V. art. 1231 C. C. et 252 C. P. C.

1863.

Stat. Ref. t comme examiné

ormer v, eymour, the husagainst ed as to against hoc duly e Defensed from enquête, itiff, and y him as xaminait in the against power of bjection ess was

corps et de fe to exa .] decided

e (2) did

ned as a

ng.

i the relaty be witvithstandordinance degrees of y be sumause, and a witness in by any ot, as he s enquête, be turned witness for or against each other, when one of them was a party to a suit; but that where they were both parties, each could be examined for the opposite party. Ruling at enquete reversed. (14 D. T. B. C., p. 96.)

PARKIN, for Plaintiff.
GIROUARD, for Defendant.

SOCIETE.—PARTAGE.

Cour de Circuit, Montréal, 31 décembre 1863.

Présent: BERTHELOT, Juge.

AUBRY et u.c. vs. DENIS et al.

Jugé: Qu'une société formée pour l'usage et exploitatiou privée d'un moulin à battre est dissoute par la mort d'un des associés, et que les représentants du défunt out droit d'en demander la vente, on que les autres associés leur paient la valeur de la part qu'y avait l'associé dérédé.

La demande portée devant la Cour de Circuit avait pour but le recouvrement d'un tiers de la valeur d'un moulin à battre, dont les parties en la cause étaient propriétaires, chacune pour un tiers indivis, et qui avait été acquis en société avec les Défendeurs, par Théophile Denis, premier mari de la Demanderesse, Angèle Legault dite Deslauriers, et commun en biens avec elle. Après le décès de Théophile Denis, il fut procédé (Labadie, notaire,) à l'inventaire des biens de la communauté qui avait existé entre sa veuve et lui, et ensuite à la vente de tous les biens meubles de la communauté, au nombre desquels était le tiers indivis du dit moulin, qui fut adjugé à la Demanderesse, au prix de £15, le moulin ayant été estimé à une valeur de £45. Depuis cette vente, le moulin ayant toujours été en la possession des Défendeurs, les Demandeurs, savoir Angèle Legault dite Deslauriers, et Aubry, son second mari, se plaignirent qu'ils ne pouvaient jouir commodément de leur tiers et demandèrent la cessation de l'indivis. Ils conclusient à ce que les Défendeurs fussent condamnés conjointement et solidairement à leur payer £15, pour leur tenir lieu du dit tiers indivis; "si mieux n'aiment toutefois les Défendeurs, dans le délai qui sera fixé par cette cour, procéder, ou faire procéder à la vente du dit moulin par encan public, à être faite après avis public à être donné à la porte de l'église de la Pointe-Claire, après l'issue du service divin du matin, pendant au moins un dimanche, la dite vente à être faite aux lieu, jour et heure qui seront indiqués par le dit avis public ; pour du produit de la dite vente un tiers être payé aux Demandeurs, pour leur tenir lieu du tiers dans le moulin, ou à

moins que les Défendeurs ne se conforment à tous autres ordres pourront être donnés par cette cour, suivant qu'elle jugera convenable." Les Défendeurs plaidèrent : 10. Que la société contractée entre eux et Théophile Denis, par l'achat en commun du moulin devait durer aussi longtemps que durerait le moulin. 20. Que s'il y avait quelque circonstances qui eut pu amener la dissolution de société, ce n'a pu être que le décès de Theophile Denis, mais que la Demanderesse avait renoncé à cette dissolution, et avait voulu que la société fût continuée en vendant à l'enchère publique, le tiers du moulin, au lieu de demander la vente du moulin entier. 30. Que la Demanderesse voulait si peu la dissolution de la société qu'elle s'était portée adjudientaire du moulin, ce que rien ne l'obligenit de faire ; qu'ayant acheté volontairement cette part, elle se trouvait absolument dans la même position, que si elle cût originairement acheté le moulin, conjointement avec les Défendeurs. 40. Qu'une vente à l'encan du moulin, leur causerait des dommages; d'un autre côté, le tiers qu'ils avaient chaeun du moulin, suffisait à leur besoin, et ils pouvaient se passer du tiers appartenant à la Demanderesse. 50. Que la Demanderesse, si elle ne pouvait tirer partie de son tiers, pouvait bien le vendre comme elle l'avait déjà fait. 60. Que les Demandeurs, par leur action, voulaient forcer les Défendeurs à acheter une part de moulin, dont ils n'avaient pas besoin, ou à vendre deux parts dont ils avaient besoin; que l'une ou l'autre de ces alternatives était manifestement injuste, et que la demande était vexatoire.

" La Cour, considérant que la société qui a existé entre les Défendeurs et Théophile Denis, pour l'usage et l'exploitation du moulin à battre, qui leur appartenait en propriété, a cessé au jour du décès de Denis, et que la part indivise qui lui appartenait pour un tiers dans le moulin, a été vendue à Angele Leganlt dite Deslauriers, sa veuve, la Demanderesse, lors de la vente du mobilier de la communauté qui avait existé entre elle et Théophile Denis, le 9 juillet 1860, et que, par le mariage des Demandeurs, ces derniers sont maîtres de cette part indivise sans aucune restriction, à raison de la société qui existait entre les Défendeurs et Denis, et qu'à raison de ce que dessus, les Demandeurs ont le droit de toucher et de recevoir le prix de leur tiers indivis dans le moulin, dont la valeur a été admise à £30, et dont les Défendeurs sont en possession, et dont ils ont toujours joui depuis le décès de Denis, a condamné et condamne les Défendeurs à payer aux Demandeurs, la somme de £10, pour leur tenir lieu du prix et valeur du tiers du moulin, et aux dépens de l'action et de la contestation; si mieux n'aiment les Défendeurs, sous huit jours de la signification de ce jugement, procéder avec les Demandeurs à la v aprò Poit dim proc ci-nq pour être Défe divis deur et de nés."

Br Dr

Тие

Jugé tiers sa Défend pour p entre l

The

again

charg

but f any w Defen " obta " been " ders " sa'd " nish " son,

" of m " Plai

"writ

(1) V

la vente du moulin, par encan public, vingt-quatre heures après avis donné à la porte de l'église de la paroisse de la Pointe-Claire, après le service divin du matin, un jour de dimanche, et qu'au refus des Défendeurs de ce faire, il y soit procédé par et sous l'autorité de cette cour, ainsi qu'il pourra ci-après être ordonné, par la saisie du moulin, ou autrement; pour du produit de la vente, dans l'un ou l'autre cas, un tiers être payé aux Demandeurs, et les deux autres tiers aux Défendeurs. Les frais de la vente devant être partagés et divisés entre les Demandeurs d'une part, et les deux Défendeurs chacun pour un tiers. Et, quant aux frais de cette action et de la contestation d'icelle, les Défendeurs y sont condamnés." (14 D. T. B. C., p. 97 et 8 J., p. 315.)

BÉLANGER et DESNOYERS, pour les Demandeurs.

DENIS et TRUDEL, pour les Défendeurs.

TIERS-SAISI. -EXECUTION.

SUPERIOR COURT, Québec, 5 décembre 1863.

Before :—TASCHEREAU, Justice.

THE QUEBEC BANK, Plaintiffs, vs. STUART et al., and THE QUEBEC FIRE ASSURANCE COMPANY, Garnishees.

Jugé: Que lorsqu'un Demandeur, qui a obtenu jugement contre un tiers-saisi, néglige ou refuse de contraindre le tiers-saisi à payer, le Défendeur sera autorisé à poursuivre l'émanation d'un writ d'exécution pour prélever le montant dû par tel tiers-saisi, lequel montant restera entre les mains du shérif sujet à l'ordre du Demandeur. (1)

The Plaintiffs, in September, 1863, recovered judgment against the garnishees for £62 10s to be paid them in discharge, pro tanto, of William Henderson, one of Defendants, but failed to execute er take advantage of their judgment in any way, and did not insist upon or enforce payment. The Defendants then moved: "That, inasmuch as Plaintiffs have "obtained judgment against garnishees, by which they have "been condemned to pay to Plaintiffs, in discharge of Hen-"derson, £62 10s, and Plaintiffs have since the rendering of "sa'd judgment, refused and neglected to enforce from gar-"nishees payment of said sum of money, Defendant, Hender-"son, be permitted to cause to be issued out of this court a "writ of execution to compel the garnishees to pay said sum of money to Plaintiffs, in discharge of said Henderson, unless "Plaintiffs do themselves, within such short delay as the

Que les fendeurs esoin, ou l'une ou e, et que entre les loitation , a cessé e qui lui le à An-

esse, lors

it existé

e, par le

de cette

ciété qui

on de ee

do rece-

a valeur

ssession,

s, a con-

andeurs,

leur du ontesta-

irs de la ideurs à

autres

qu'elle Que la

chat en

lurernit

qui eut

que le

e avait

iété fût

moulin,

é au'elle

ie l'oblimrt, elle

elle cût

ivec les ir causeavaient

mient se Que la

ers, pou-

Que la

⁽¹⁾ V. art. 625 et 629 C. P. C.

"court may appoint, cause such writ to be issued in the usual "course."

Taschereau, Juge: Je ne puis trouver aucun précédent pour le jugement que je vais rendre sur cette motion, mais ce jugement, qui est fondé sur l'équité, formera lui-même un

précédent.

JUDGMENT: "The court doth make said rule absolute with costs against Plaintiffs; and it is ordered that Plaintiffs do, within fifteen days from the service upon them of the present judgment, by writ of execution to be indue course sued out, proceed to execute the judgment of the fifth day of september last, and, in default of their so doing, and said delay expired, it is considered and adjudged that Henderson may, and he is hereby empowered to, sue out in the name of Plaintiffs, such writ of execution as may be required for the purpose of executing the judgment aforesaid, and enforcing payment thereof; the proceeds levied under any such writ to be held by the sheriff for and on account of Plaintiffs, and subject to their order. (14 D. T. B. C., p. 101.)

STUART, G. O., for Plaintiffs HOLT and IRVINE, for Defendant.

PROCEDURE.-PLAIDOYERS.

SUPERIOR COURT, Montréal, 31 décembre 1863.

Before SMITH, Justice.

Chapman et al., Plaintiffs, vs. Nimmo, Defendant, and The Phienix Assurance Co., Tiers-Saisie.

Jugé: 1° Sur une réponse spéciale en droit, que partie d'un plaidoyer à une action commencée par une saisie-arrêt, sur billet promissoire non encore dû, par lequel le Défendeur niait la déconfiture, et le recèlement de ses effets allégués dans l'affidavit, et alléguait qu'il avait continué à retirer ses billets à leur échéance, et que l'action était vexatoire, et concluant à ce que l'affidavit fut déclaré non fondé et la saisie mise de côté, sora renvoyée comme irrégulièrement plaidée.

Que ces matières devaient être plaidées par une exception préliminaire comme nullités d'exploit, et non par un plaidoyer an mérite.

3° Qu'une défense au fond en droit, ou demurrer, à partie d'un plaidoyer sera maintenne en untant que cette pratique avait été suivie par la Cour, quoique dans l'opinion du Juge, une motion eût dû être faite pour rejeter la partie du plaidoyer qui était illégale.

The judgment rendered in this cause on the 31st December, 1860, on the exception à la forme, and exception déclinatoire, will be found reported in 9 R. J. R. Q., p. 394. The Defendant, by his first plea to the merits, allege l, that, at the date of the issuing of the writ of saisie-arch, Plaintiffs had no cause of

acti was hele secr Def due sion ed, a disn part pray and the impe the the s tion tem lités the r tions secon answ the i

Sx noth have plead opini case plea

(1) I 1787, à l'ave suivan que ce contes sermer juges o des dit couran se cach que le que sai domma à préju naire d de proc et pour et les f

ainsi sa

justica

récédent mais ce ême un ibsolute laintiffs the pre-

ie usual

claintiffs the prerse sued day of and said nderson name of for the officing writ to siffs, and

1863.

and The

plaidoyer ssoire non ecèlement ontinué à re, et cone de côt',

i prélimirite. d'un plaisuivie par être faite

cember, natoire, fendant, se of the cause of action against him; that the notes upon which the action was brought, had not then become due, and were not then held by Plaintiffs; and denied the alleged déconfiture and secretion of his estate set up in the affidavit, and set up that Defendant had continued to retire the notes as they became due, and that the action was tortious and vexatious: Conclusion that the affidavit be declared unjustified and unwarranted, and that the attachment be set aside, and Plaintiff's action dismissed. The Plaintiffs filed an "answer in law" to that part of the pleas and of the conclusions whereby Defendant prayed that it be declared that the affidavit was unjustifiable and unwarranted, and that the attachment be set aside, on the following grounds: "That Defendant cannot, by law, impeach the writ or the issue thereof, or the affidavit made as the basis of the issue thereof, for the reasons mentioned in the said plea, otherwise than by a preliminary plea or exception à la forme, as by the parts of the said plea he has attempted to do, the same being grounds in the nature of nullités d'exploit and not in any way matters of defence upon the merits of Plaintiff's action." Conclusion that the said portions of the said plea be rejected, with costs. The Plaintiff's second plea was to the same effect; and to that plea a similar answer was filed, and the case was inscribed for hearing on the issues of law raised

SMITH, Justice: Held that the attachment and affidavit had nothing to do with the merits of the action, and should not have been mixed up with the merits. It was impossible to plead to a seizure. It had been stated that an expression of opinion was given by certain of the judges in appeal, in the case of *Molson's Bank* and *Leslie*, (1) to the effect that, on a plea to the *merits*, objection might be taken to the allegations

(1) L'Ordonnance du Gouverneur et du Conseil Legislatif de la Province de 1787, 27 Geo. 3, ch. 4, contenait les dispositions suivantes : "Il ne sera donné à l'avenir, auenn ordre de saisie-arrêt, (excepté dans le cas de dernier équipeur, suivant l'usage du pays,) contre les biens, dettes et effets quelconques de qui que ce soit, dans les mains du propriétaire, du débiteur ou d'un tiers, avant contestation en cause et jugement, excepté lorsqu'il y aura preuve légale sous serment (qui sera endossé sur l'ordre de saisie-arrêt) à la satisfaction d'un des juges de la Cour qui donnera tel ordre, que le Défendeur, ou le propriétaire des dites dettes et effets, doit au Demandeur une somme excédant dix livres courant, et qu'il est sur le point de les recéler, on qu'il est dans l'intention de se cacher, on de quitter la province, dans la vue de frauder ses créaneiers, et que le Défendeur est alors endetté au Demandeur, et qu'il croit sincèrement que sans le bénéfice d'une telle saisie arrêt, il perdra sa créance, on souffrira des dommages. Pourvu toujours que cieu de ce qui est contenu ici, ne s'entendra a préjudicier aux droits des propriétaires de biens fonds dans le cours ordinaire de la loi, pour le recouvrement de rentes suivant avenne aneienne forme de procéder, en conséquence de toutes lois, usages et contumes quelconques ; et pourvn aussi que dans le cas, on le Défendeur ou débiter paiera la dette et les frais, on donnera cantion au shérif ou huissier, de répondre des effets, ainsi saisis et arrêtés, comme dans le cas de cautionnement personnel, sujet à justication en cour, pour répondre de la valeur des effets, et pour satisfaire au

of the affidavit, but he could not find that anything definite had been decided on that head, which ought to guide the court. He had always held that portions of a plea irregularly pleaded could only be struck out, or got rid of, on motion, and not by demurrer or answer in law, but his opinion had not been followed by the other Judges. In this case, therefore, he would adopt the opinion of the other members of the court, because the pratice had been adopted, wrongly, as he still thought; and the answer in law would be maintained. (14 D. T. B. C., p. 103 et 8 J., p. 42.)

ABBOTT and DORMAN, for Plaintiffs.
MAGNAE, for Defendant.

REQUETE CIVILE.

CIRCUIT COURT, Québec, 21 janvier, 1864.

Before TASCHEREAU, Justice.

MAGUIRE, Plaintiff, vs. STRIDE, Defendant, and STRIDE, Opposant.

 $Jug\acute{e}$: 10. Que la requête civile est une procédure encore en force dans le Ba--Canada.

20. Que des moyens, qui pourraient être opposés à une action ou à une opposition par une exception à la forme, peuvent être opposés à une requête civile au moyen d'une simple motion.

30. Que la permission de la cour est nécessaire pour la production d'une requête civile.

40. Que signification d'une requête civile doit être faite à la partie qui a un intérêt à la cot tester. (1)

This was an action in ejectment on which Plaintiff obtained judgment by default. Execution having issued, Defendant served upon the bailliff holding the writ an opposition à fin d'annuler in the nature of a requête civile, alleging a settlement before entry, and that, nevertheless, Plaintiff had pro-

jugement de la cour, les dits biens, dettes et effets seront rendus, et à cet effet, il sera alloué au Défendeur ou débiteur quarante-huit henres, après lequel temps, si la dette et les frais ne sont point payés, et qu'il n'ait été donné ancune caution, les effets ainsi saisis et arrêtés resteront sous la garde du shérif ou lauissier, pour satisfaire aujugement."

our missier, pour sacisaire adjagement.

Il a été jugé, sons ces dispositions, que l'affidavit est une formalité n'ecssaire pour l'émanation de la saisie-arrêt avant jugement qui ne peut subsister sans cela ; que l'affidavit donne, par conséquent, l'existence à l'exploit de saisie-arrêt ; que la validité ou invalidité de cet exploit dépend de la vérité de on de la fausseté des faits qui y sont énoncés ; (supposant toujours que, d'après la manière dont ils sont exposés, ils soient sullisants en loi) qu'en attaquant l'affidavit, la partie saisie attaque nécessairement l'exploit, et que cela peut se faire régulièrement par une exception à la forme. (Lestie et al. et La Bauque Molson, C. B. R., Montréal, 6 septembre 1861, Lafontaine, J. en C. Aylwin, J., Duval, J., Meredith, J., et Mondellet, J., renversant le jugement de la C. S., Montréal, 31 mai 1860, Monk, J. A., 11 R. J. R. Q., p. 77.)

ceed On t it fo the c

pour requ bée e qui i men cette dout par l civile C'est encor posar telle i pour prése par u requê ment appar et les motic denx la dei mière missi l'ordo suivi même une r le jug permi de la " être " pro ment la pe deuxi

> partie (14 *D* La An

> > (1) 4

⁽¹⁾ V. art. 505 et s. C. P. C.

definite uide the egularly motion. iion had ierefore. s of the y, as he ntained.

1864.

pposant.

force dans ou il une sés à une

roduction

partie qui

obtained efendant on à fin a settlenad pro-

i cet effet, rès lequel été donné du shérif

lité nécessubsister exploit de vérité de jours que, n'en attat que cela al. et La J. en C., t le juge-2., p. 77.)

ceeded with the case and obtained a judgment by surprise. On the return of this opposition, Plaintiff moved to dismiss it for want of form upon several grounds, upon two of which

the court founded its judgment.

TASCHEREAU, Juge: La question soulevée sur une motion pour faire mettre de côté une opposition, est de savoir si la requête civile est encore en force dans ce pays, ou si elle est tombée en désuétude. Le Défendeur prétend que, malgré l'accord qui a eu lieu entre les parties, le Demandeur a obtenu son jugement, et il produit maintenant son opposition à fin d'annuler; cette opposition est de la nature d'une requête civile. Nulle doute que la requête civile a été en force dans ce pays. On le voit par le tit. 35 de l'ordonnance de 1667, qui traite des requêtes civiles, et l'on ne trouve aucune loi qui abroge cette procédure. C'est l'opinion généralement reçue que la requête civile est encore en force dans notre système. Maintenant voyons si l'opposant a observé les formalités requises pour réassir dans une telle procédure. Le Demandeur prétend que non, et a fait motion pour la faire mettre de côté. J'ai eu des doutes si les chefs présentés dans cette motion n'auraient pas dû être présentés par un plaidoyer à l'opposition, mais je suis d'opinion que la requête civile, n'étant pas une procédure nouvelle, ni entièrement séparée de la cause originaire, mais plutôt une procédure appartenant et faisant suite au jugement, peut être contestée, et les chefs de contestations peuvent être attaqués par une motion telle que la présente. (1) La motion étant admise, les deux premiers moyens sont suffisants pour en faire accorder la demande, et pour faire mettre de côté l'opposition. La première objection est que l'Opposant "n'a pas obtenu la permission de la cour pour produire sa requête." Le titre 35 de l'ordonnance de 1667 prescrit les formalités nécessaires à être suivies. La requête civile se présente toujours devant le juge même qui a rendu le jugement contre lequel l'on réclame, c'est une manière polie de lui demander de considérer de nouveau le jugement qu'il a rendu, et il est nécessaire de demander la permission de prendre de telles procédures. Le deuxième chef de la motion du Demandeur "que la requête civile devrait "être signifiée ou à la partie intéressée ou au moins à son " procureur," est aussi très raisonnable, et je décide formellement sur ces deux points : premièrement, que l'on doit obtenir la permission du juge pour produire une requête civile, et deuxièment, que l'on doit signifier cette requête civile à la partie intéressée. JUDGMENT: Opposition dismissed with costs. (14 *D. T. B. C.*, p. 105.)

LANGLOIS and POZER, for Plaintiff. Andrews and Andrews, for Opposant.

⁽¹⁾ V. art. 107 et 135 C. P. C.

RECOURSE OF NOTARIES FOR PEES.

SUPERIOR COURT, Montreal, 1st April, 1864.

Coram SMITH, J.

Easton vs. Court et al.

Held: Minors as well as their tutor are directly liable to a notary, for the price of an account of the gestion of their tutor rendered by him, although it was the tutor who employed the notary. (1)

This action was brought by a notary for the price of a tutor's and executor's account, made at the request of John Smith. John Smith was executor to the last will of William Smith, and was also tutor to his minor children. The action was brought against the estate of John Smith for the whole amount due, and against the heirs of William Smith for the whole amount payable by each in their respective proportions, according to their shares in the estate. The counsel for the tutor's estate did not deny the claim, but left Plaintiff to prove the value of the work done. The counsel for the heirs Smith fyled several pleas contesting the value of the work, and setting up that the account had not been prepared for them, or in their interest, or by their orders, and that they could not be liable to Plaintiff. At argument, the counsel for the heirs contended that as it was the tutor who gave instructions to the notary, he alone was liable. The tutor might have a claim against the heirs for money he had paid for them, but, where, as in this case, there was no privity of contract between the heirs and the notary, there could be no direct action by the notary against the heirs. The court, in giving judgment, remarked that the price claimed had been proved, some witnesses having valued the account at a much larger sum than the Plaintiff had done. The account, although ordered by the tutor, was made for the benefit of the heirs, and judgment must go as claimed.

The court considering that Plaintiff hath fully established the material allegations of his action, and that he is entitled to recover from the Defendants, in their names and capacities, and as heirs at law of William Smith, their pro tanto share of the sum of \$449.62\frac{1}{2}\$, the amount established to be due to Plaintiff, for the matters and things forth in his declaration, and from Defendant, James Court, as curator to the vacant estate of John Smith, the whole amount of the said claim: and, further, considering that Defendants have failed to shew any just reason or any reason in law by which the conclusions of Plaintiff's action should not be granted: The court dother than the court dothe

(V art. 3619 S. R. Q.

con to I Plai fori Joh Cole to ! \$449 doth sum heir Will heir Sutl his l Smit mine demi sum the Defe her s liam beth share Smit in his

> J. J Ab Cr

conde

prope

Beau.

Held Defend fyled to court, o 2nd. in real

(1) V

1864.

otary, for by him,

ri**c**e of a of John William ie action ne whole a for the proporansel for aintiff to the heirs he work, ared for hat they unsel for instrucght have or them, contract o direct n giving proved, h larger ılthough

ablished entitled pacities, to share due to laration, vacant claim: to shew clusions

art doth

he heirs,

condemn Defendant, James Court, in his said capacity, to pay to Plaintiff the said sum of \$449.621, being the amount of Plaintiff's account, for the work and labour done and performed for the heirs of William Smith, and of the estate of John Smith; and the court doth condemn Defendant, Janet Colquhoun Smith, the wife of William Osborne Smith, to pay to Plaintiff the sum of \$49.96, as her share in said sum of \$449.62 as one of the heirs of William Smith; and the court doth condemn Defendant, John Smith, to pay to Plaintiff the sum of \$49.96, as his share in said sum of \$449.62 as one of the heirs of William Smith; and the court doth condemn Defendant, William Smith, as well in his own name as one of the heirs of William Smith, as in his capacity of tutor to Walter Sutherland Smith, James Smith, and Margaret Helen Smith, his brothers and sister, also three of the heirs of William Smith, the sum of \$199.84, being for his own and said three minors shares in said sum of \$449.62; and the court doth condemn Defendant, Lillias Scott Smith, to pay to Plaintiff the sum of \$49.96, as her share in said sum of \$449.62\frac{1}{2} as one of the heirs of William Smith; and the court doth condemn Defendant, Jane Smith, to pay Plaintiff the sum of \$49.96, as her share in said sum of \$449.62, as one of the heirs of William Smith; and the court doth condemn Defendant, Elizabeth Ure Smith, to pay to Plaintiff the sum of \$49.96, as her share in said sum of \$449.62 as one of the heirs of William Smith; and the court doth condemn Defendant, James Court, in his said capacity, to pay the costs of this action, and doth condemn the other Defendants to pay said costs in their several proportions of condemnation. (8 J., p. 124.)

J. L. Morris, for Plaintiff.

ABBOTT and DORMAN, for Defendants Smith. Cross and LUNN, for Defendant Court.

EVIDENCE OF ADVERSE FARTY.—FYLING OF PAPERS.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31st december, 1863.

Corm SMITH, J.

BEAUDRY es. QUIMET.

Held: 1st. A declaration that the Plaintiff intends to make use of the Defendant's evidence, fyled after the Defendant's enquête is closed, is fyled too late according to law, and will be struck from the fyles of the court, on the Defendant's motion to that effect. (1)

2nd. If it be shown that a paper fyled in a cause was ante-dated, and in reality fyled on a different day from its date, and after the proper

(1) V, art, 251 C. P. C. TOME XII. delay, it will be struck from the fyles of the court on motion to that effect, and it is not necessary to inscribe en faux against the plumitiff or registers of papers fyled.

In this case, the judgment was rendered on the following motion: "Motion des Défendeurs qu'attendu qu'il appert par les affidavits produits et ci-annexés que le papier ou document filé en cette cause, daté du six avril dernier, et filé comme de ce jour là, intitulé, " Déclaration du Demandeur au sujet des dépositions des Défendeurs "et produit par le Demandeur, a été erronément et illégalement introduit au dossier, attendu que le dit document n'a jamais été produit le six avril dernier, mais seulement le vingt-cinq novembre dernier, après l'inscription de cette cause, au mérite, et à l'encontre de la loi et du Statut, et, attendu que ce même document a été entré dans le plumitif du Protonotaire de cette cour, comme filé du six avril dernier, ce qui n'est pas le cas, puisque la dite entrée n'a été faite que le vingt-cinq novembre dernier, après l'inscription au mérite de cette cause, par le Demandeur, la dite entrée au plumitif soit en conséquence déclarée avoir été faite illégalement, erronément et avoir été antidatée, et qu'ie lle

soit rayée et biffée par ordre de cette cour."

PER CURIAM: In this case, a motion was made on the part of Defendant that a paper fyled by Plaintiff, containing a declaration that he intended to avail himself of the evidence of Defendant, be struck from the fyles of the court, as it had been fyled at a time when Plaintiff had no right to fyle it. The enquête had been closed, and Plaintiff subsequently fyled a paper which he ought to have fyled at the closing of the enquête. 'It appeared that the prothonotary had fyled it, after some explanations had passed between the parties, and ante-dated it as though fyled at the proper time. The question was, had this paper been properly fyled? The statute laid it down that, where a party in a cause had been examined by any other party in the same cause, the evidence may be made available to the party obtaining it, provided he declares his intention at the close of his enquête, to avail himself of such evidence. This rule was positive, and formed part of our code of procedure The Court, in some cases, allowed a party, on showing cause, to fyle a paper after the time. There was nothing, however, to justify the Court in allowing it to be done here. But had the Court any authority to touch this paper? The Plaintiff maintained the negative, and said the only way to get rid of it was by inscribing en faux against the plumitiff. But the plumitiff was only a register of the acts of the prothonotary done from day to day. The error in the plumitiff was occasioned by the error in the record; and when the error in the record was rectified, the error in the phu bou fron

R P.

Heat Heatime use of

PE to dig to fy Defer the e dant Defer Ro

Вели

a suit. the ot of the ver ba to offs rende: the At 2° T

(1) V (2) U vices g déterm pour qu vent p 27 mar on to that plumitiff

ollowing pert par ocument omme de sujet des andeur, a attendu dernier, ès l'insla loi et été entré e filé du te entrée rès l'insle

r, la dite

été faite

qu'ic lle the part ing a deidence of had been it. The fyled a g of the fyled it, rties, and question te laid it nined by be made lares his of such our code party, on iere was it to be uch this said the

against

r of the

error in

ord; and r in the plumitiff would also be rectified. The Court, therefore, felt itself bound to reject this paper from the record, and it must be struck from the fyles. Motion granted. (8 J., p.126 et 14 D.T.B.C., p.107.)

ROUER ROY, for Plaintiff. P. MOREAU, for Defendant.

EVIDENCE OF ADVERSE PARTY.

SUPERIOR COURT, Montreal, 1st April, 1864.

Coram SMITH, J.

BEAUDRY vs. OUIMET.

Held: A Plaintiff in a cause, on special motion to that effect, at any time before judgment, may fyle a declaration that he intends to make use of the evidence of the Defendant. (1)

PER CURIAM: In this cause, two motions were made, one to discharge the *délibéré*, the other that Plaintiff be allowed to fyle a declaration that he intends to avail himself of Defendant's evidence. The motions will be granted, because the evidence sought to be made use of is that of the Defendant himself, and it is a principle of the French law that a Defendant's evidence can be taken at any time. (8 J., p. 127.)

ROUER ROY, for Plaintiff.

J. A. CHAPLEAU, for Defendant.

ATTORNEY AD LITEM .- FAITS ET ARTICLES.

Montreal, 25th January, 1865.

Coram Smith, J., Berthelot, J., and Monk, A. J.

BEAUDRY vs. OUIMET et al.

1° A client supplied his attorney ad liten with money for earrying on a suit. The Attorney was paid his bill of costs in the suit taxed against the other party who was condemned to pay the costs by the judgment of the court. The client brought an action against his Attorney to recover back the money so supplied. Held: That the Attorney had a right to offset against the demande of the client the value of the services rendered to the client in the case over and above the taxed costs paid to the Attorney by the other side. (2)

2º That answers of a party on fails et articles shall have a retroactive

(1) V. art. 251 C. P. C.

(2) Un avocat n'a pas d'action pour réclamer une somme ronde pour services généraux rendus dans une affaire. Il n'a d'action que pour des rervices déterminés, dont la valeur peut s'apprécier par des témoins, il n'a pas d'action pour quantum meruit pour consultations et services intellectuels qui ne peuvent pas s'apprécier par des témoins. (Derlin vs. Tumblety C. S., Montréal, 27 mars 1858, Day, J., 6 R. J. R. Q., p. 464.)

effect and will, as a commencement de preure par écrit, legalize oral evidence previously produced to prove an agreement above the sum of \$25, notwith-tanding the said evidence was objected to at the time, and a motion made to have it rejected.

" A

. 05

" D

" 1'8

" je

" m

" Sa

" M

" eo

" ea

" le

., GO

" ce " pl

" éti

" en

" cu

eity

who

ocett

the

one

case

for s

caus

sum

follo

yato

was

lith

llth

" dés

" len

(that

" mo

" et j

"Je

" dér

" pas

Cour

" The

" alle

" they " tiff,

" sun

" froi

3° That an Attorney is not liable in damages to his client except for gross negligence; and that allowing an action to become périmée does

not of itself constitute such negligence.

Semble: That the declaration of a client that he will be liberal and that he wishes his case to be carried on with diligence coate que conte, and that he will pay all necessary expenses gives to his Attorney a right to a retainer—the value of which can be proved by witness.

The Plaintiff alleged in his declaration that the Defendant brought an action for him against one Papin, advocate, that the case was appealed, and that he paid the disbursements himself both in the inferior Court and court of Appeals to the amount of £58 13s 2d. The Plaintiff further alleged that, in 1855, Defendant took out for him an action of damages against one Plinguet for libel; that, after instituting this action, Defendants, contrary to Plaintiff's instructions, neglected to carry on proceedings for three years, and thereby the action was lost by peremption d'instance with costs against Plaintiff to the amount of £12 4s 6d, and Plaintiff alleged that this action was so lost, and costs incurred by him through the negligence of Defendants. He concluded his declaration by praying that Defendant might be con-demned to pay him the two sums above mentioned amounting to £70 17s 8d. The Defendants, by exception peremptoire, detailed the proceedings in the case against Papin; alleging that they performed important extra services in that case of the value of £37 10s, but which they reduced to £30; that their taxed costs, in that case, were £18 3s 6d, which they were entitled to receive from Plaintiff, the case having been ended, alleging also that, in Plaintiff's case against Plinguet, they did not receive instructions to proceed, and that the peremption d'instance was not owing to their negligence, and that the whole costs of that suit with the sums above mentioned, amounted to £72 4s 8d, which they had a right to set off against Plaintiff's demand. Issue was joined and the parties went to evidence on the 24th January, 1863. The only part of the evidence which it is important to introduce here, is that which had reference to the promise of a retainer. On the 5th September, 1863, Charles Deslauriers, advocate, was produced by Defendants, and deposed as follows: "J'étais étudiant en droit chez Messieurs "Ouimet, Morin et Marchand, avocats, en l'année 1856. Il est " à ma connaissance que le Demandeur est venu plusieurs fois " à l'étude pour leur demander d'agir comme avocats, et de " s'intéresser comme avocats dans deux causes, une contre " Joseph Papin, avocat de Montréal, et l'autre contre Jacques

oral evine sum of time, and xcept for

rimée does beruland one coûte.

perat and que coate, by a right effendant ate, that

rsements Appeals r alleged of damstituting ructions, id thereith costs Plaintiff irred by oncluded be conamountperemp-Papin : rvices in they rewere £18 Plaintiff, in Plaintructions was not s of that 72 4s Sd, demand. the 24th it is ime to the Charles and de-

Iessieurs

56. Il est

ieurs fois

its, et de e contre

Jacques

" A. Plinguet, etc. Je me rappelle très bien que le Demandeur " est venu quatre ou cinq fois et plus peut-être en l'étude des "Défendeurs, au meilleur de ma connaissance, vers la fin de "l'automne ou au commencement d'hiver, 1856. Et, de plus, " je me rappelle que le Demandeur est venu trouver Louis Si-" méon Morin, un des Défendeurs, le dimanche après-midi, à " sa pension chez ma mère, et que, là et alors, il aurait dit à " Monsieur Morin qu'il devait descendre à Québec, coûte que " coûte. Il est à ma connaissance qu'avant cette dernière oc-" casion, le Demandeur est venu à l'office des Défendeurs et " leur a dit qu'il fallait absolument qu'ils descendent à Québec, " coûte que coûte, et qu'il paierait tout ce qu'il faudrait pour " cela, qu'il savait que des retenues étaient indispensables, ou " plutôt qu'il savait qu'il y aurait des frais à encourir, et qu'il "était prêt à les payer, que n'importe le montant des frais "encourus par les Défendeurs pour descendre à Québec et "cetera, qu'il les paierait." Maxime Garcau, advocate, of the city of Montreal, a witness also produced by Defendants, and who was also a law student in their office at the time of the occurrence of which he speaks, deposes to the same effect as the preceding witness, that Plaintiff insisted that Mr. Morin, one of Defendants, should go to Quebec to plead Plaintiff's ease against Papin before the Court of Appeals, and that he understood Plaintiff to promise to pay Defendants liberally for such service. The Plaintiff objected to this evidence because that being oral it tended to prove an agreement for a sum exceeding a hundred francs. On the 26th September, following, Defendants made a motion that a rule for interrogatoires sur faits et articles issue addressed to Plaintiff which was granted, and Plaintiff made the following answers to the 11th and 12th interrogatories annexed to the rule: To the 11th. "J'ai à plusieurs reprises témoigné aux Défendeurs mon " désir de faire terminer cette affaire, et que je serai libéral à "leurs regards." To the 12th. "Au commencement du procès," (that is the action against Mr. Papin) "M. Morin est venu à mon bureau et m'a signalé le désir d'avoir cinquante dollars " et je les lui ai donnés, pour lesquels il m'a donné un bon. " Je n'ai jamais demandé le montant de ce bon, car j'ai consi-" déré que le montant était pour retenue et que je n'en serais "pas remboursé." On the 30th September, 1864, the Superior Court, (Mr. Justice Smith), rendered judgment, as follows: "The Court considering that Plaintiff hath fully proved the " allegations of his action against Defendants, in so far as "they relate to the sum of £58 13s 2d, paid by him, Plain-"tiff, in the action against Joseph Papin, and that the said " sum of £58 13s 2d, was afterwards received by Defendants, " from Papin, as costs after the termination of the suit, and

"for which sum Defendants are now liable to account to " Plaintiff; and, further, considering that Plaintiff hath failed " to establish any further right or claim against Defendants, "by reason of any of the allegations in the action, so far as " regards their other claim, the Court doth reject the same; " and, further, considering that Defendants have failed to esta-" blish against Plaintiff any claim in the shape of retainers, or " for expenses in travelling or otherwise, the same are rejected; "but, considering that it hath been shown by Defendants, "that Plaintiff stands indebted to Defendants in the sum of "£18 2s 6d and £11 17s 8d, amounting in all to the sum of "£30 2s, as and for taxed costs due Defendant in the two " causes of Beaudry vs. Papin and Beaudry vs. Plinguet, and " which costs have not been paid, the Court doth compensate " and set off " pro tanto" the said sum of £30 2s, against the " said sum of £58 13s 2d, so due to Plaintiff, which leaves a "balance due to Plaintiff of £28 13s, for the payment of " which the Court doth condemn Defendants, &c." The Defendants has this judgment revised by the Court of Review. The latter Court concurred with the Superior Court in rejecting Plaintiff's claim for damages against Defendants, on the ground of their negligence in the case against Plinguet.

M. Justice Berthelor, in rendering the judgment of the Court, stated, on one of the incidents of the case, that the tariff of fees was not made to regulate the amount of costs to be claimed by an attorney from his client, but only the costs

to be paid by the party condemned in a suit.

The judgment of the Court of Review was as follows: "Considérant qu'il y a erreur dans le dit jugement; considérant que des réponses faites par le Demandeur aux 11me et 12me interrogatoires des faits et articles qui lui ont été proposés par les Défendeurs, il résulte un commencement de preuve par écrit des allégués des Défendeurs en leurs plaidoyers, que le Demandeur s'était obligé de leur payer une retenue dans sa cause contre feu Joseph Papin, soit en Cour Supérieure ou sur les appels incidents à icelle cause, et de leur payer certains frais, dépenses de voyager par eux faits à Québec à cette occasion, et que ce commencement de preuve était suffisant pour autoriser la preuve testimoniale sur ces faits. Considérant qu'il est suffisamment prouvé que les Défendeurs méritent avoir du Demandeur, pour retenue sur la cause contre Joseph Papin, ainsi que pour frais de voyages à Québee à l'occasion des appels incidents à cette cause, une somme de trente louis. Considérant que les faits de négligence imputés par le Demandeur aux Défendeurs, par sa déclaration et réponses aux exceptions, ne sont pas prouvés ni suffisants en loi pour empêcher les Défendeurs de recouvrer du Demandeur la somme de

£18 con can la s avo gne mer d'of fon n'a den de : la d den mai et à la d 70, men dép

Col

R

L

Jug lisée de la 2èi comp 3èi il ser

FOP sa n par fait desq

(1)

count to th failed fendants, o far as ie same: I to estaainers, or rejected: fendants, e sum of e sum of the two ruet, and mpensate ainst the leaves a yment of 1e Defeu-Review. in rejects, on the

nt of the at the tacosts to the costs

rs: " Connsidérant e et 12me posés par euve par ${f rs},~{f que}~{f le}$ le dans sa re ou sur certains ette occasant pour nsidérant méritent re Joseph l'occusion inte louis. e Demanaux exur empêomme de

£18 2 6, montant des frais et déboursés qui leur sont dus comme Avocats et procureurs du Demandeur dans la dite cause contre Papin, devant la Cour Supérieure, aussi bien que la somme de £11 17 8, pour leurs frais et déboursés comme avocats et procureurs du Demandeur dans la cause contre Plingnet. Considérant que ces trois sommes réunies ensemble forment celle de £60 0 2, que les Défendeurs ont bien le droit d'offrir et opposer en compensation des sommes de deniers qui font le sujet de la demande. Considérant que le Demandeur n'a point prouvé qu'il eut droit de réclamer, en vertu de sa demande contre les Défendeurs, aucune autre sonn, e que celle de £58-13-2, qui est plus que compensée, payée et éteinte par la dite somme de £60 0 2, que les Défendeurs ont le droit de demander et réclamer du Demandeur. La Cour procédant maintenant à reviser le jugement du 30 septembre dernier, ct à rendre le jugement qui aurait dû être rendu, a déclaré la demande compensée et même au-delà d'une somme de £1 70, pour laquelle les Défendeurs pourront se pourvoir autrement, et, par conséquent, déboute l'action du Demandeur avec dépens." (9 J_{\cdot} , p. 158.)

R. Roy, for Plaintiff.

L. S. Morin, for Defendants.

E. M. PICHÉ, Counsel for Defendants.

COLLOCATION D'UNE RENTE VIAGERE.

Superior Court, Montreal, 30 avril, 1864.

Coram SMITH, J.

Collette vs. Lefebvre, et Mayrand et Olivier Lefebvre, Opposants.

Jugé: 1ère. Que la valeur d'une rente viagère ne doit pas être capitalisée en la multipliant par dix ans, mais doit être réglée sur la valeur de la vie du donateur.

2ème. Que cette évaluation sera faite par la cour sur les calculs des compagnies d'assurance sur la vie et saus expertise. (1)

3ème. Que par suite de cette réduction de la créance de l'Opposant, il sera condamné aux frais.

Sur le produit de la vente des immeubles du Défendeur, l'Opposant Olivier Lefebvre réclamait, comme cessionnaire de sa mère, rentière, certains arrérages d'une rente viagère, dûs par le Défendeur en vertu de l'acte de donation qu'elle avait fait au Défendeur, et qui avait été enregistré, et au paiement desquels arrérages ces immeubles étaient hypothéqués, et, de

⁽¹⁾ V. art. 1914 à 1917 C. C., et art. 733 C. P. C.

plus, la valeur de cette rente capitalisée pour une période de dix années. Dans son opposition, il alléguait spécialement que la rentière était dans des conditions de vie telles qu'elle pouvait encore vivre dix ans. L'autre Opposant Mayrand contesta cette opposition sur plusieurs points, et, entr'autres, sur le principe que le capital de cette rente devait être réduit à sept ans et pas davantage, par suite du grand âge de la rentière. A l'enquête, il fut prouvé que la rentière était âgée de 78 ans, et qu'elle jouissait d'une bonne santé, n'ayant jamais été malade. Il fut prouvé par un médecin qui avait fait un examen attentif de la personne de la rentière, que, suivant le résultat de ses observations, elle pouvait vivre bien au-delà de dix ans et que telle était son opinion comme médeein. Les calculs faits par les compagnies d'assurance sur la vie ne furent point produits. Deux des témoins du contestant Mayrand, tous deux eultivateurs, déclarèrent que, suivant leur opinion, la rentière ne pouvait pas vivre encore dix ans. Sur cette preuve, la eause fut soumise pour audition. L'Opposant, Olivier Lefebvre, prétendit que le témoignage du médecin devait nécessairement servir de bâse au jugement de la cour, et que, par son jugement, elle devait suivre l'opinion bien arrêtée du médecin, et non pas les calculs qui ont été faits sur la valeur de la vie humaine par les compagnies d'assurance sur la vie, qui ne doivent être suivis qu'en l'absence d'une preuve positive et certaine, telle que celle qui avait été administrée en la présente cause. Par son jugement la cour a adopté les calculs et a motivé son jugement comme suit: "La cour, considérant qu'il est établi, par la prenve, que la valeur de la moitié de la rente et pension viagère, payable à l'Opposant Olivier Lefebvre, comme étant aux droits de Marie Louise Tremblay, n'excède pas la somme de \$100 par an; considérant aussi que l'Opposant Olivier Lefebvre n'a pas droit de réclamer plus que quatre années d'arrérages de la moitié de la rente et pension, et que l'Opposant Olivier Lefebvre est mal fondé en réclamant plus, et de capitaliser la rente viagère pour les temps et espace de dix ans, et que, vu l'âge avancé de Marie Louise Tremblay, ainsi qu'établi par la preuve, la rente ne devrait être capitalisée que pour les temps et espace de sept ans; la cour maintient la contestation et ordonne que le projet ou rapport de distribution soit amendé, changé et réformé, de manière à ce que l'Opposant Olivier Lefebvre ne soit colloqué que pour la somme de £275, c'est-à-dire la somme de £175, montant capitalisé pour sept ans de la moitié de la dite rente, au taux de £25 par an, et la somme de cent louis pour quatre années d'arrérages d'icelle, et ordonne que la balance restant sur les deniers prélevés soit divisée entre les Opposants en cette du ré La

Do

Voss

Held time in

Upd proof 25th M which practic Crano

PER and th tion is Dou LAF

Court

Prés

Rorns D

co

Held. mant to 2° That prosecu

(1) V. judgmen "This e hearing court, or cription, there no notice a court do C. Jurist

riode de ent que lle poucontesta , sur le t à sept entière. 78 ans, été muexamen résultat dix ans uls faits int prois denx rentière euve, la efebyre. irement n jugedecin, et o la vie , qui ne sitive et la prédeuls et sidérant oitié de Olivier e Tremnt aussi éclamer a rente ul fondé oour les e Marie ente ne de sept e projet

rmé, de

olloqué

e £175,

e rente, quatre

restant

ınts en

cette cause et créanciers hypothécaires nommés au certificat du régistrateur suivant leurs droits respectifs. (8 J., p. 128.) LAFRENAYE et ARMSTRONG, avocats de l'Opposant Lefebvre. DORION et DORION, avocats de l'Opposant Mayrand.

DELAY OF INSCRIPTION FOR ENQUETE AND HEARING.

SUPERIOR COURT, Montreal, 27th May 1864.

Voss et al. vs. Coffin.

IIcld: That when a cause is inscribed for enquête and hearing at the time in term, eight clear days' notice of inscription is necessary. (1)

Upon this cause being called from the rôle des enquêtes, for proof in the second division of the Superior Court, on the 25th May, 1864, Defendant objected to the notice of inscription which had been served on the 20th May, and relied on the practice of the court as established in the case of Kent vs. Cranwill, requiring eight clear days' notice in term.

PER CURIAM: The delay between the service of the notice and the day fixed for the enquête is too short, and the inscrip-

tion is therefore discharged. (8 J., p. 129.)

DOUTRE & DOUTRE, attorneys for Plaintiff.

LAFRENAYE & ARMSTRONG, attorneys for Defendant.

CUSTOMS.—FORFEITURE OF GOODS.—EVIDENCE.

COURT OF QUEEN'S BENCH, IN APPEAL,
Montreal, 9th December, 1865.

Présents: Aylwin, J., Meredith J., Drummond, J., and Mondelet, J.

ROTHSTEIN, (claimant in the court below), Appellant, and DORION, attorney general pro regina, (informant in the court below), Respondent.

Held: That the onus of proof under C. S. C., cap. 17, lies on the claimant to establish that the goods claimed are not liable to forfeiture. 2° That where the forfeiture does not exceed \$200, the same may be prosecuted in either Circuit or Superior Court.

(1) Vide 8 L. C. Jurist, p. 12, Kent et al. vs. Cranwill, in which case the judgment rendered by SMITH, J., on the 30th November, 1863, is as follows: "This cause being called from the rôle de droit for enquête generally, and hearing on the merits, the parties are heard, by their connsel, before the court, on an objection of Defendant to the sufficiency of the notice of the inscription, and the court doth declare the notice of inscription to be insufficient, there not being cight clear days, as required by law, between the service of notice and the day fixed in the inscription for enquête and hearing, and the court doth discharge the inscription upon the rôle de droit. Vide also 5 L. C. Jurist, p. 43, et art. 235 et 243 C. P. C.

of t

maii

lows

behr

elain

and

(a) > (c)

mera

ing a

dism

1st.

but

been

form

valu

3rd.

Resp

the S

of ar

same

Com

proof

84 0

burd

goods

same

the i

the o

la for

the ji

Appe

that t

into t

was :

be ret

Appe

cited.

to ade

to fo

 $J_{\cdot,\cdot}$ p.

B. V.

Мŀ

 A_{1}

77

Information exhibited and fyled on the 7th July, 1863, by which it was alledged, inter alia," that, on or about the 27th March last past, there was imported and brought into the province, to wit, into the port of Montreal, in the district of Montreal, a box containing a quantity of jewellery, to wit: &c." "That the said jewellery and other articles above enumerated were all of foreign manufacture, were goods liable to the payment of duty, and had been imported as aforesaid by land from the United States of America into this Province, and were of the value of at least two hundred dollars; that the same were carried past the Custom House in said port, on or about the day last mentioned, and without any entry thereof having been made at said Custom House, and without having been submitted to the examination of the proper officers, and without paying the duties imposed upon the same, and a permit given accordingly, contrary to the statute. (1) Forfeiture alleged....Conclusions for the forfeiture of the goods. On the 2nd September, 1863, Rothstein appeared by his attorney, and claimed the goods and articles set forth in the information, and his claim was substantiated on oath; that, at the time of the seizure, he was and now is the true and lawful owner thereof. He also gave the requisite security on that day. The Plaintiff by his pleas raised the following question "and claimant specially and expressly denies that the goods were imported into this Province as alleged in the information, or that the same were in any way subject to the control of the customs authorities, either before or at the time of the seizure, nor are they so now." On the 6th November, 1863, the cause being called from the Rôle des Enquêtes for proof, no proof was adduced on the part of informant, and, on the 7th November, an order was given as follows: "il est ordonné au dit M. Rothstein de procéder à l'enquête le 24 de novembre courant, sur la contestation par lui soulevée,"—par Berthelot, J. At the hearing, two questions were submitted to the consideration of the court. 1st. That no proof having been adduced on the part of informant, the facts alleged in the information had not been proved, and that, in the absence of any proof whatever to establish the material allegations of said information, it ought to be dismissed. 2nd. That the value of the goods having been alleged in the information to be of £50, the Superior Court had no jurisdiction over the case.

PER CURIAM: The *onus probandi* lies on the claimant who has made no proof of his plea. The forfeiture demanded is sufficient to give jurisdiction to this court, and the allegation

Con. St. of Canada, chap. 17, sec. 10, sub-sec. 2, sec. 73, 84 and 85.
 St. of Canada, chap. 17, sec. 10, sub-sec. 2, sec. 73, 84 and 85.

, 1863, by t the 27th t into the district of wit : &c." numerated ole to the d by land vince, and ; that the ort, on or ry thereof out having fficers, and me, and a Forfeiture ds. On the orney, and formation, he time of ful owner t day. The and claimre imported or that the he customs re, nor are ause being proof was November, au dit M. re courant, LOT, J. At consideraidduced on nformation any proof said infor-

se. imant who enanded is allegation

alue of the

be of £50,

of the value of the goods is a mere surplusage. Forfeiture maintained. The judgment of the Superior Court is as follows: "The court, having heard the Attorney General on behalf of Our Sovereign Lady the Queen, Meyer Rothstein, claimant, not having appeared at the hearing, doth adjudge and condemn, as forfeited in pursuance of the statute in such case made and provided, the jewellery and other articles enumerated in the information as follows, to wit: a box containing a quantity of jewellery, to wit: &c. And the court doth dismiss the contestation by the claimant, with costs.

The present appeal was brought on the following grounds: 1st. The information was not signed by the Attorney General, but by an Attorney for the Attorney General, which had been held to be a fatal defect in an information. 2nd. The information should have been brought in the circuit court, the value of the goods seized being alleged to be \$200 only. 3rd. Because no proof had been made of the information. The Respondent answered these objections by eiting the clauses of the Statute, C. S. C., cap. 17, sec. 73, "if the amount or value of any such penalty or forfeiture does not exceed \$200, the same may also be prosecuted, sued for and recovered in any County Court or Circuit Court, &c." And as to the burden of proof not being on the informant, the Respondent cited sec. 84 of the same Statute: "If any goods are seized, &c., the burden of proof shall lie on the owner or claimant of the goods, and not on the officer who has seized and stopped the same, or the party bringing such prosecution."

Aylwin, J., said it was not correct for an attorney to sign the information as Attorney for the Attorney General. But the objection should have been raised by a proper exception à la forme. There was nothing of the kind in the record, and

the judgment must be confirmed.

MEREDITH, J., alluded chiefly to the pretension of the Appellant that the informant was bound to prove at least that the goods claimed were subject to duty, and were imported into the province: and that under the english statute, which was nearly the same as our own, in no ease could judgment be rendered without proof. His honor was of opinion that the Appellant's pretensions were not sustained by the authorities cited, and that in a case such as this it was fort the claimant to adduce evidence to establish that the goods are not liable to forfeiture. Judgment confirmed unanimously. (1 L. C. L. J., p. 85, et 8 J., p. 130.)

B. DEVLIN, for Appellant.

V. P. W. Dorion, for Respondent.

3, 84 and 85.

ACTION EN ADHESION.

Cour Supérieure, Montréal, 30 Mars, 1864.

Coram Berthelot, J.

Comte vs. Garceau.

Jugé: Que la demande en adhésion, accompagnée d'une demande subsidiaire de dommages, est susceptible d'un procès par jurés. (1)

Le Demandeur avait porté une demande en adhésion (2), contre le Défendeur, son beau-père, chez lequel s'était retirée la femme du Demandeur, et de plus, réclamait des dommages. La déclaration du Demandeur contient les conclusions suivantes: "C'est pourquoi le Demandeur conclut à ce que le Dé-

(1) La section 9 du chap. 2 de l'Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur et du Conseil Législatif de la province de Québec de 1785, 25 George III, était en ces termes: "Que tous et chaque particuliers, qui auront des procès dans ancune des cours des Plaidoyers communs fondées sur dettes, promesses, engagements et conventions, concernant le commerce seulement, entre négociants et négociants et entre marchands et marchands, réputés et connus comme tels suivant la loi, et aussi concernant les injures personnelles qui doivent être compensées en dommages, pourront à l'option et choix de l'une des parties, avoir et obtenir qu'elles seront plaidées devant un corps de jurés pour avoir un verdict, tant pour déterminer le fait qui doit être établi dans telles actions de commerce, que pour constater les dommages dans celles d'injures personnelles. Pourvu toujours que l'opinion de neuf des douze jurés qui en composeront le corps, soit suffisante pour faire le rapport d'un verdict, et que le dit verdict, ainsi fait et rapporté, sera tenu comme légal et effectif, à toutes fins et à tous égards, comme si les donze jurés avaient été unanimes en opinion. Et le Greffier de la Cour écrira les noms des jurés sur le registre de la cour dans chaque cause, où les verdicts pourront être rapportés, comme ci-dessus. Pourvu aussi que dans tous tels procès ou actions, qui seront entre les sujets de Sa Majesté nés dans la Grande-Bretagne, Irlande, ou Colonies et Provinces en Amérique, les jurés, en tels cas, seront composés de sujets nés, comme il est dit ci-dessus ; et que dans tous procès ou actions entre les Canadiens ou nouveaux sujets de Sa Majesté, les jurés seront composés de tels Canadiens ou nouveaux sujets; et que dans tous procès et actions entre les anciens sujets, et les Canadiens ou nouveaux sujets, les juvés sont composés, d'un nombre égal de chacuns, s'il en est ainsi requis par l'une des parties, dans aucuns des cas ci-dessus mentionnés.

Il a été jugé, sous les dispositions de l'Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur et du Conseil Législatif de la province de Québec de 1785, 25 Geo. III, chap. 2, sec. 9, qu'il y a lieu à un procès par jury dans une action en dommages pour inexécution d'une promesse de maviage. (Ferguson vs. Patton, C. S., Québec, 10 décembre 1853, DUVAL, J., et MEREDITH, J., 4 R.J. R. Q., p. 206.)

Il a été jugé, sous les dispositions de la sec. 9 du chap. 2 des Ordonnances du Lientenant-Gouverneur et du Conseil législatif de la province de Québec de 1785, 25 Geo. III, qu'il y avait lieu à un procès par jury dans une poursuite pour le recouvrement du montant d'une assurance contre le feu, quoique l'assuré ne tût pas commerçant. (McGillirray et La Compagnie d'Assurance de Montréal, C. B. R., Montréal, 12 mars 1855, LAFONTAINE, J. en C., AYLWIN, J., Deval, J., et Carox, J., renversant le jugement de C. S., Montréal, 17 octobre 1853. Sur le jugement de la Cour Supérieure, l'Hou, juge Vanfelson était dissident. 4 R. J. R. Q., p. 404.)

Dans une action en dommages en déclaration de paternité, il n'y a pas lieu à

(2) Vide Guyot, Rép., Vo. adhésion.

" fe " sa

" et " dé

" et

un pi Dvy, Dai chevo Fécur vait p de la s Conse lieu à

1857, Dar contre fer, qu par ju par ju Montr Las et 15 d'une sant co

sonnes juges, d'ordo tion or choisis march inscrit poursu ront qu somics cants, ne scra liste de person non dé

II a ces du Québec des Sta cès par comme dans so ché pn 1859, 1 La s

snivant la Com d'une i cants o négocia gagées i sés en

délits i

s, 1864.

e demande rés. (1)

nésion (2), tit retirée lommages, ns suivanue le Dé-

zerneur et du III, était en procès dans comesses, ene négociants is comme tels ent être comarties, avoir our avoir un es actions de personnelles. mposeront le e dit verdict, tes fins et à pinion. Et le la cour dans lessus. Pours sujets de Sa Provinces en nme il est dit on nouveaux ou nouveaux et les Canal de chacuns, dessus men-

iant-Gonver-25 Geo. 111, n dommages atton, C. S., . Q., p. 206.) lonnances du le Québec de re poursuite oique l'assunce de Mont. AYLWIN, J., l, 17 octobre n était dissi-

a pas lieu à

" fendeur soit condamné à rendre et renvoyer au Demandeur, " sa dite épouse, sous tel délai qu'il plaira à cette cour de fixer, " et à ce qu'à défaut par le Défendeur de ce faire dédans tel " délai, et icelui délai passé, à ce que, par le même jugement " et sans qu'il en soit besoin d'autre, le Défendeur soit autori-" sé de prendre et d'aller chercher sa dite épouse chez le Dé-

uu procès par jury. (Clarke vs. McGrath, C. S., Montréal, 30 décembre 1856,

DAY, J., SMITH, J., et BADGLEY, J., 5 R. J. R. Q., p. 362.)

Dans une action en dommages contre un anbergiste par le propriétaire d'un cheval qui avait en le crin de la quene et du col rasé pendant qu'il était dans l'écurie de l'aubergiste, et dont le propriétaire, suivant ses allégations, ne pouvait plus se servir sans s'exposer au ridicule, il a été jugé, sous les dispositions de la section 9 du chapitre 2 des Ordonnances du Lieutenant-Couverneur et du Conseil Législutif de la province de Québec de 1785, 25 Geo. 111, qu'il n'y a pas lieu à un procès par jucy. (Durocher vs. Mennier, C. S., Montréal, 19 octobre 1857, Day, J., Mondelet, J., et Badgley, J., 6 R. J. R. Q., p. 92.)

Dans une action en dommages, intentée par deux hommes de profession contre trois marchands pour inexécution d'un contrat de vente d'un chemin de fer, que les Demandeurs alléguaient leur avoir fait, il n'y a pas lieu à un procès par jury et les conclusions du plaidoyer des Détendeurs demandant un procès par jury seront rejetées sur motion. (Abbott et al. vs. Meikleham et al., C. S., Montréal, 28 juin 1858, Day, J., 7 R. J. R. Q., p. 40.) La sous-sec. 8 de la sec. 4 du chap. 89 des Statuts du Canada de 1851, 14

et 15 Vict., était en ces termes : "Que dans toute poursuite on action civile d'une nature mercantile, entre marchands, commerçants on corporations faisant commerce, ou entre marchands, commerçants et corporations, et des personnes non engagées dans le commerce, il sera loisible à la dite cour ou aux juges, sur la démande sans opposition de la part de l'une ou de l'aatre partie, d'ordonner que les jurés qui devront être assignés pour décider les contestation ou contestations soulevées dans telle poursuite ou action, seront pris et choisis parmi les personnes désignées dans la liste des jurés spécianx comme marchands et traficants, dans l'ordre dans lequel leurs noms se tronveront inscrits successivement sur la dite liste; et si aucune des parties dans telle poursuite ou action s'oppose à la dite demande, la cour ou les juges ordonneront que le jury assigné pour le procès soit composé en nombre égal des personnes désignées sur la liste des jurés spéciaux comme marchands et commercants, et de celles qui ne sont pas désignées comme tels dans la dite liste ; et il ne sera pas loisible à l'une ou l'antre partie, en pareil cas, de retrancher de la liste des jurés dressée par le protonotaire on greffier, les noms de plus de six personnes y désignées comme marchands ou commerçants, et de six personnes non désignées comme tels sur la dite liste.'

Il a été jugé, sous les dispositions de la sec. 9 du chap. 2 des Ordonnances du Lientenant Gouverneur et du Conseil Législatif de la province de Québec de 1785, 25 Geo. III, et de la sous-sec. 8 de la sec. 4 du chap. 89 des Statuts du Canada de 1851, 14 et 15 Vict., qu'il n'y a pas lieu à procés par jury dans une action intentée par un commerçant contre un autre commerçant, en revendication d'effets volés, quoique le Défendeur allègue dans son plaidoyer qu'il a acheté ces effets de bome foi et dans un mar-ché public. (Fawcett et al. vs. Thompson et al., C. S., Montréal, 30 avril 1859, Berthelot, J., 7 R. J. R. Q., p. 462.) La section 26 du chap. 83 des S. R. B. C. contenait les dispositions

suivantes: "Toutes personnes ayant des poursuites et actions civiles dans la Cour Supérieure, fondées sur dettes, promesses, contrats et conventions d'une nature mercantile seulement, entre négociants, marchands, commercants on corporations faisant commerce, réputés tels suivant la loi, on entre negociants, marchands, commerçants on corporations, et des personnes non engagées dans le commerce, on sur des torts personnels qui doivent être compenses en dommages,—ou sur quelque tort, souffert à raison de délits on quasidelits relativement aux biens meubles seulement, qui doit être compensé en "fendeur par toutes les voies et contraintes que de droit, et "suivant le cours de la loi, à ce qu'il soit fait défenses et inhi"bitions an Défendeur de retirer chez lui la dite épouse du
"Demandeur sous toutes les peines de droit, enfin à ce que
"pour les dites causes, le Défendeur soit condamné à lui payer,
"pour dommages, la somme de £60 avec intérêt et dépens."
Le Défendeur plaida qu'il était bien fondé à retenir sa fille,
la femme du Demandeur, chez lui, par suite des sévices exercés
sur elle par ce dernier, et il s'en rapporta au pays par les conclusions de ses défenses. Le Demandeur fit motion, le 21 mars,
1864, pour faire rejeter cette partie des conclusions des dé-

dommages, intérêts et dépens seulement.—pourront, à l'option de l'une ou de l'autre des parties, avoir et obtenir un procès et un verdiet par jury tant pour décider les matières de fait, que pour estimer et constater les dommages pour torts personnels ou autres dans telles causes."

La sec. 39 du chap. 84 des S. R. B. C. contenait les dispositions suivantes: "Dans tonte poursuite civile d'une nature mercantile, entre marchands, commerçants, ou corporations faisant commerce, on entre marchands, commerçants et corporations, et des personnes non engagées dans le commerce, la cour ou un juge d'icelle sur la demande sans opposition de la part de l'une ou de l'antre partie, pourra ordonner que les jurés qui devront être assignés pour décider la contestation soulevée dans telle poursuite, seront pris et choisis parmi les personnes désignées dans la liste des jurés spéciaux comme marchands et commerçants, dans l'ordre dans lequel leurs nons sont inscrits successivement sur la dite liste, omettant les noms intermédiaires de celles qui ne sont in marchands ni commerçants."

Il a été jugé, sous les dispositions de la sec. 26 du chap. 83 des S. R. B. C., et de la sec. 39 du chap. 84 des S. R. B. C., que dans une action en donmages entre commerçants, résultant d'une poursuite malicieuse relative à des affaires d'une nature mercantile, il n'y a pas lieu à un procés par jury. (Fogarhy vs. Morrom et al., C. S., Montréal, 30 juin 1860, BERTHELOT, J., 9 R. J. R. Q., p. 180.)

Il a été jugé, sous la sec. 26 du chap. 83 des S. R. B. C., que, dans une poursuite par un principal, commerçant, contre l'agent, demandant une reddition de compte d'ellets et de marchandises que le principal lui avait envoyes pour vendre, il n'y a pas lieu à un procés par jury. (Mann et al. vs. Lamb, C. B. R., Montréal, 5 mars 1862, LAFONTAINE, J. en C., AYLWIN, J., DUYM, J., et MONDELET, J., confirmant le jugement de C. S., Montréal, 30 novembre 1861, BERTHELOT, J., et BADGLEY, J., 8 R. J. R. Q., p. 254.)

Dans une poursuite par un imprimeur, relative aux affaires de son imprimerie, il y a lieu a un procès par jury. (Lovell vs. Campbell et al., C. 8., Montréal, 30 novembre 1861, BERTHELOT, J., 10 R. J. R. Q., p. 207.)

Dans une poursuite par une corporation non commerciale contre une societé commerciale pour le reconvrement d'une certaine somme payée pour fret que l'on dit être une surcharge, il y a lieu à un procès par jury, sons les dispositions de la sec. 26 du chap. 83 des S. R. B. C. (Le principal Servitaire d'Etat de Sa Majesté vs. Edmonstone, Allan & Co., C. S., Montréal, 20 novembre 1862, Monk, J. A., 10 R. J. R. Q., p. 400.)

Lé prêt d'une somme d'argent par un non commerçant à une société commerciale, n'est pas présumé une affaire commerciale, et une lettre écrite par la société accusant réception de la somme prêtée et promettant la rembourser avec intérêt ne constitue pas un billet promissoire, et, dans une poursuite pour le reconvrement de ce prêt, il n'y a pas lieu, sous les dispositions de la sec. 26 du chap. 83 des S. R. B. C., à un procés par jury. (Gilmour et al. et Wishew, C. B. R., Montréal, 7 mars 1865, Duval, J. en C., Aylawi, J., dissident, Mereditti, J., dissident, Mondelet, J., et Drummond, J., confirmant le jugement de C. S., Montréal, 20 novembre 1862, Monk, J., 10 R. J. R. Q., p. 391.)

la pr motic Pe jurés,

fense

jurés,
La comand
au pa
néaut
et av
par ju
La:
La:

Denis

Held interes tion for on the proper

Thi

tenth The 1 ehildr. entitle Contu Dizier by rig divide The D of sale Guy a of Jos merch Chapn licitati Febru the rec of Mor

(1) V

e droit, et es et inhiépouse du à ce que lui payer, t dépens." ir sa fille, es exercés ur les conle 21 mars,

de l'une ou iet par jury constater les

ıs des dé-

ositions sui-, entre marentre marugées dans le position de la s qui devront poursuite, seles jurés spéel leurs nons itermédiaires

33 des S. R. 13 une action alicieuse relaà un procés n 1860, Ber-

ne, dans une ant une redivait envoyes . vs. Lamb, , J., DUVAL, tréal, 30 no-254.) e son impri-

et al., C. S., 207.) e une societé pour fret que s les disposiétaire d'Etat 20 novembre

société comre écrite par i rembourser ne poursuite us de la sec. . et Wishar, l., dissident, onfirmant le l. J. R. Q., fenses, qui demandait un procès par jurés, sur le principe que la présente action n'en est pas susceptible. A l'appui de sa motion, le Demandeur cita la cause de Clarke vs. McGrath.

Per Curiam: Cette cause est susceptible d'un procès par jurés. La motion du Demandeur est en conséquence renvoyée. La cour, après avoir entendu les parties sur la motion du Demandeur que l'option faite par le Défendeur de s'en rapporter au pays, soit déclarée irrégulière, illégale et nulle, et mise au néant, le tout avec dépens, après avoir examiné la procédure et avoir délibéré, a rejeté et rejette la dite motion. Procès par jurés ordonné. (8 J., p. 131 et 14 D. T. B. C., p. 446.)

LAFRENAYE et ARMSTRONG, avocats du Demandeur. LEBLANG, CASSIDY et LEBLANG, avocats du Défendeur.

DOUAIRE COUTUMIER.-LICITATION.

Superior Court, Montreal, 30th June, 1863.

Coram Monk, A. J.

Denis vs. Crawford.

Held: That the donaire contimier does not affect a mere undivided interest or share in real property, where such property is sold by Hicitation force, the effect of the licitation being to convert the right of dower on the land to a claim on the moneys resulting from the sale of the property; and this even in the case of a tiers acquireur. (1)

This was an action to recover from Defendant an undivided tenth of a farm owned by him in the vicinity of Montreal. The Plaintiff claimed to be the assignce of the widow and children of Etienne Nivard St. Dizier, who were alleged to be entitled to the property as being affected with the Donaire Contumier resulting from the marriage of Mr. and Mrs. St. Dizier, at the city of New York, in the year, 1817; St. Dizier, by right of inheritance, having become proprietor of an undivided fifth of the farm, by the death of his father in 1820. The Defendant pleaded that he acquired the real estate by deed of sale, executed on the 29th day of December, 1842, before Guy and his colleague, notaries public, by the widow and heirs of Joseph Chapman, in his lifetime of the City of Montreal, merchant and brewer, in favor of Defendant; that Joseph Chapman acquired the said real estate at a sale by forced licitation, licitation forcée, made and had on the 16th day of February, 1824, in a cause, bearing the number 1820, amongst the records of the then Court of King's Bench for the district of Montreal, wherein Etienne Nivard St. Dizier, was Plaintiff,

⁽I) V. art. 1434 C. C.

and Marie Anne Magnan, widow of Etienne Nivard St. Dizier. us commune en biens with her husband, Joseph St. Dizier, Emilie St. Dizier, and Marie Anne St. Dizier, were Defendants. and Toussnint Pothier, tutor ad hoc to Edouard St. Dizier, minor child, issue of the marriage of Etienne Nivard St. Dizier, with Marie Anne Magnan, was intervening party; that, at the said sale, the said real estate was adjudged to Joseph Chapman, as the last and highest bidder, for the price or sum of £2015, to be used, the said real estate, by Chapman as his own absolute property, en toute propriété; that, by reason of the premises, and by law, the rights of every kind and description of Plaintiff Etienne Nivard St. Dizier and of all persons pretending to claim by or through him, or by or through, or as resulting from any pretended marriage with him, ceased, from and after the date of such adjudication, to be upon or to the said real estate or any portion thereof or in anywise whatever to effect the same, and thereupon became rights to or affecting such portion of the price or adjudication money as Etienne Nivard St. Dizier was by law entitled to, and that, consequently, the pretended right to customary dower, upon the said real estate, pretended to be claimed by the present action, by reason of an alleged marriage between Etienne Nivard St. Dizier and Mary Ann Jermys, did not, at the time of the institution of this action, and does not now, in any way, affect the said real estate so purchased and acquired by Defendant.'

OUIMET, for Plaintiff, argued that what the Defendant really relied on here was, that the licitation forcee purged the land of the dower, a pretension that was wholly unfounded in law. The procedure inveked could not produce any greater effect than a décret; and the dower not being open at the time of the adjudication, it was quite clear that neither a décret nor a licitation could purge the land of the right. He then referred the Court to the Consolidated Statutes of L. C., eh. 48, s. 5; 6 Toullier, p. 511, No 610; Grande Contume, 3rd vol., pp. 680, 739, 764, 765; Pothier, Donaire, Nos. 83, 84, to No. 94, also No. 248; 2nd Bourjon, p. 525, Nos. 16 and 17, and page 721; 1st Pigeau, p. 720: 2nd Pigeau, p. 475; Guyot, Répertoire, Verbo Licitation, p. 539; and the Ancien Denizart, verbo Licitation, p. 149, No. 17. He admitted, however, that had the Defendant's auteur been a copartageant, he, in all probability, would have had a right to urge that the dower had ceased with the sale of the property.

BETHUNE, for Defendant, submitted the following points:

1. The claim of Plaintiff (as the pretended assignee of the rights of the widow and children of Etienne Nivard St. Dizier) is, that the property held by De-

fem refe " pr " m Defe suce of tl seize lot;rely give hypo respe succe prop leave 4, art cipes 84; lst V (vent des st 5th y p. 540 470; 215. I gener. tagea; apply propos ties: 2 2nd B No on ritativ jon, he acquéi tection as may has in respect that th proceed

chef de

sister t

relied a

tends (

that th

St. Dizier, St. Dizier, efendants, St. Dizier, d St. Dirty; that, to Joseph ee or sum an as his reason of kind and and of all or through, im, ceased, e upon or n anywise rights to on money o, and that, ower, upon he present tienne Nit the time ow, in any

Defendant *cée* purged unfoundoduce any ng open at t neither a right. He es of L.C., ide Couture, Nos. 83, os. 16 and .u, р. 475; ne Ancien tted, howartagrant, urge that

equired by

ng points: ssignee of enne Niby De-

fendant "soit déclaré affecté et sujet au douaire coutumier," referred to in the declaration, "et le Demandeur déclaré pro-" priétaire de la moitié indivise d'un cinquième du dit im-"meuble." The general principle of law invoked here by Defendant is, that the right of an heir in the property of a succession is a mere droit indéterminé until after the partage of the estate, and that he is not considered to have been ever seized of anything else than what may happen to fall to his lot; even if the result of the partage be to deprive him entirely of any share of the real property of the succession and to give him nothing but money. And, as a consequence, that all hypothèques and privileges and rights generally, created in respect of his undetermined share in the real property of the succession, vanish and become extinct, (so far as such real property is concerned) when the result of the partage is to leave him nothing but moveables: Pothier, Succession, chap. 4, art. 5. sec. 1, pages 206, 207, 4o Ed.; 1st Vol. Les principes de la Jur. Fr., par M. Prévôt de la Jannés, p. 100, No 84; 2nd Vol. Do., page 115, No 390, 2nd par., p. 117, No 393; 1st Vol. Argou, Liv. 2, ch. 28, p. 508, 2nd par.; 1 Troplong (vente) No 176, page 248; 1 Bourjon, 2nd part of the Titre des suc., ch. 11, sec. 3, Nos. 35 and 36, page 890; Demolombe, 5th vol., Successions, No. 304, et seq.; Guyot, vo Licitation, p. 540, 2nd column, 2nd par.; 2nd Pigeau, pages 461, 469, 470: 3rd Valin, Cout. de la Rochelle, p. 210, 211, Nos 213, 214, 215. It is admitted in argument by Plaintiff's counsel, that the general principle invoked is applicable as amongst the copurtageans themselves, but he contends that it cannot be made to apply to the case of a tiers acquéreur. In support of which proposition reliance is mainly had on the following authorities: 2nd Pigeau, p. 475; 3rd Vol. Grand Cout., p. 739, No 10; 2nd Bourjon, Tit. 5, sec. 3, Nos 15, 16, and 17, p. 525, 526. No one can deny that the first citation contains a short authoritative statement in support of Plaintiff's proposition. Bourjon, however, in stating in No 17 that he considers the tiers acquéreur has a right to retain the purchase money as a protection against the customary dower of such of the co-licitums as may be married, (implying, therefore, that the licitation has in no way affected such dower), bases his remark in this respect on the proposition he lays down previously in No. 15, that the effect of an adjudication (no matter to whom) in a proceeding en licitation is not to affect the hypothèques du chef des co-licitans in any way "elle laisse (he says) donc subsister toutes les hypothèques." And Ferrière, in the citation relied on from the Grande Coutume, goes further, and contends (in opposition to all the authorities cited by Defendant) that the rights of the wife cannot be affected even by an or-TOME XII.

dinary partage. But he is obliged to admit that Maître Duplessis holds (on the contrary) that the only recourse is a claim to recompense out of the portion of the husband's estate not subject to the dower, and that if the estate prove insolvent, the wife and her children "ne peuvent pas en faire révoquer le partage." In the citation from Valin, already made, (No 215) the fact that Bourjon (although agreeing, as per citation above made from first volume, with other writers as to the legal effect of an ordinary partage on the hypothèques, &c., created by each heir) holds the opinion, that in cases of lieitation a different rule ought to prevail, is noticed: Valin, however, laying down the rule to be, "par identité de raison il en faut dire autant de la licitation, puisqu'elle est supplétive à partage." Reference may perhaps properly be made here to Demolombe, who (although holding that the general effect of a licitation is not the same in the case of a stranger purchasing as in that of one of the co-licitans becoming adjudigataire (5 vol. No 272, p. 325,) nevertheless draws the distinction as regards the hypothecary creditors of the co-licitans, and shows incontestably that they can only claim on the price of adjudication and are not "fondés à faire au tiers adjudicataire sommation de payer ou de délaisser," (5 vol. No 274, pages 327, 328, 329), and at page 329 he points out that, inasmuch as the purchaser would have a plain remedy en garantie against all the heirs should the hypothecary creditors be held entitled to disturb him, the effect of the exercise of such a remedy would be to destroy all that the law intended should be produced by the partage of a succession. It is also argued by Plaintiff's counsel, that, however much a licitation may affect ordinary "hypothèques," the claim of customary dower can in no degree be affected by it. On this point, reference is respectfully submitted to the following authorities. 2nd vol. Prévôt de la Jannès, page 15, No 390, 2nd par. (under the article *Douaire*) in speaking of the properties derived by direct succession (as in this case), the author says: " mais il n'est censé succéder qu'à ceux qui lui sont échus par le partage avec les co-héritiers," and at page 118, No. 383, he says: L'espérance et le droit de la femme pour son douaire est aussi éleint soit par l'éviction de l'héritage qui y est sujet, ou la résolution du droit que le mari y avait." Lebrun (liv. 2. ch. 5, s. 1, dist. 2, page 317, Nos. 1 and 2) says that the dower may suffer préjudice by the éviction of the husband from the property apparently affected, by reason of an alienation necessaire, which he says may be of four kinds; amongst the third of which he classifies that of the licitation entre co-héritiers ou co-propriétaires. And at page 320, No. 17, he again refers to the licitation as so affecting the dower as to give rise to

réco licit Rece réco que on s ordin on t that with the c hush And e'est peut mure of w neces d'el ve Nour the le to the is not althor at Ne as " le of the has n ment " faile " and

" esta

" that

" the .

()()

STR

Iaître Duis a claim estate not insolvent, révoquer nude, (No er citation as to the eques, &c., ses of licied : Valin, de raison st suppléz be made he general a stranger ming adjuhe distineco-licitans, n the price s adjudicad. No 274, that, inasen garanreditors be cise of such ided should rlso argued ation may mry dower , reference rities. 2nd bar. (under derived by " mais il our le pur-3, he says: re est ausrujet, ou la run (liv. 2, the dower d from the tion néces. t the third o-héritiers gain refers ive rise to

récompense à la reure par les héritiers du mari de ce que la licitation soustrait au donaire. Rousseau de Lacombe, in his Recueil de Jur., vo. Doudire, page 238. No. 8, says also that récompense is due to the widow by the husband's heirs, de ce que la licitation soustrait au douaire. Pothier, in his trentise on successions (loco citato), makes no distinction between an ordinary partage and a licitation, and when treating specially on the subject of dower, (No. 94, page 41, 40 Ed.,) says, that where the property held by the husband in common with others is adjudged to a person other than the husband, the dower is converted into a claim on the money that the husband "a eu pour sa part dans le prix de la licitation." And he says with reference to a stranger purchasing, "lorsque c'est un étranger qui s'est rendu adjudicataire la femme ne peut pareillement exercer son douaire que sur la part de son maridans le prix de la licitation." He also adds (corroborative of what Lebrun says) that " la licitation est une alienation nécessaire," and that for that reason alone, "l'héritage cesse d'être sujet au douaire, lequel est transferé au prix." And the Nouveau Denizart, vo. douaire, page 194, No. 14, endorses to the letter Pothier's statement of the law as specially applicable to the present case, 2. The mariage of Etienne Nivard St. Dizier is not legally proved, in this, that the certificate produced, although (as testified by the professional witnesses examined at New-York) it would be received in the New-York Courts as " legal evidence" would not amount to " conclusive proof of the marriage." 3. The share of Victoria St. Dizier (a minor) has never been legally assigned. The following was the judgment of the court: "The court, considering that Plaintiff has "failed to prove the essential allegations of his declaration, " and that Defendant hath, by legal and sufficient evidence, " established the allegations and averments of his defence, and "that the said defence is well founded in law, doth dismiss "the action of Plaintiff, with costs." (7 J., p. 251.) OUIMET, MORIN & MARCHAND, for Plaintiff. STRACHAN BETHUNE, for Defendant.

Saisie-arrêt.

Superior Court, Montreal, 29th September, 1863. Coram Berthelot, J.

FLECK vs. STARNES, et al. and St. Cyr, T. S., and Brown, intervening party.

Held: That it is not competent for the sheriff, in a case of saisic-arriten train tierae, to seize corporeally as the property of the Defendant's effects in the hands of a third party, and a seizure so made is null and void and will be quashed and set aside, on motion made to that end by any party legally interested. (1)

This was a motion by the intervening party that the seizure made in this cause by the sheriff of a quantity of railroad iron, in the possession of the *tiers-saisi*, and claimed by the intervening party as his property, as alledged in his intervention, be quashed, annulled and set aside with costs to the intervening party, on the ground that the effects were corporeally seized as the alledged property of Defendants in

(1) Un affidavit pour saisie-arrêt avant jugement alléguait que le défendeur revélait ses biens, dettes et effets, avec l'intention de frauder ses créanciers, et h déposant en particulier : qu'il y arait dans un magasin désigné, occupé pour les affaires du défendeur, divers livres de compte, écrits, pièces justificatives, documents, valeurs et correspondances du défendeur contenant la preuve de créances et de biens d'une valeur indiquée appartenant au défendeur, et qu'il y arait aussi entre les maius et en la possession d'un tiers mentionné dirers tirres de compte, écrits, pièces justificatives, documents, caleurs et correspondances du défendent par l'exhibition desquels le déposant pourrait assurer le paiement de sa créance ; que plusieurs des dits livres de compte, etc., sont continuellement changés et altérés par la connirence du défendeur qui est insolvable dans le but de dénaturer l'état de ses affaires, et que, sans le bénéfice d'une saisie-arrêt avant jugement pour saisir et arrêter tous et chacun des livres de compte, écrits, pièces justificatives, documents, valeurs et correspondances du défendeur, tant ceux qui sont dans le magasin désigné qu'ailleurs, et ceux entre les mains du tiers aussi indiqué, le déposant perdra su créance et sonffrira des dommages. Un bref a émané ordonnant au shérif de prendre sous sa garde les livres de comptes, écrits, pièces justificatives, documents, valeurs et correspondances du défendeur dans une rertaine bâtisse ou ailleurs, (sans spécifier en la possession de qui ils devaient être saisis,) et de les détenir sous sa garde jusqu'au jugement du tribunul. Le shérif fit rapport qu'il avait exécuté ce bref et pris sons sa garde les licres de compte, etc. Il a été jugé, sous les dispositions de l'ordonnance du Lieutenant-Gouverneur et du Conseil Législatif de 1787, 27 Geo. III, eh. 4, que cette saisie-arrêt était illégale; que le bref doit être spécial et indiquer en la possession de qui les effets doivent être saisis ; que l'ordre au shérif de détenir les effets en sa possession est contraire à l'ordonnance qui permet la remise des effets en fournissant caution; que, si on voulait procéder sons les lois existant avant la conquête, on devait observer les formalités qui étaient requises pour l'apposition des scellés; que les effets entre les mains d'un tiers ne peuvent être saisis que par une assignation à ce tiers et au défendeur. (Richardson et Molson, Cour d'Appel, Québec, 20 novembre 1829, SEWELL, J.-en-C., et Kerr, J., 1 R. J. R. Q., p. 307.)

La saisie-arrêt simple ou conservatoire, lorsqu'elle est dirigée contre des effets en la possession du débiteur, peut être exécutée de manière à le priver de la possession de ces effets ; mais lorsque la saisie est faite de biens entre les mains d'un tiers comme débiteur du débiteur, et comme ayant des biens the and in status relia Just

App
Such
wou
(en 1
on t
vent
corp
valu
dant
seizu
there
inter
taine

LA

ST

lui app saisi 1 saisiss déclar mains déposi cutre l du cré peut é; arrêt e deur e saisie e telle si Reid. er, 1863.

d Brown,

f saisic-arret Defendant's is null and that end by

that the uantity of nd chimed lged in his th costs to ffects were endants in

e le défendeur

réunciers, et le ceupé pour les icatives, doesre de créauces l y arait aussi res de comple, du défendent le sa créance : engés et altérés enaturer l'état ugement pour justificatives, ii sout dans le ssi indiqué, le émané ordon ecrits, pieces ur dans um i ils devaient *e tribunul*. Le e les lirres de u Lieutenant-4, que cette idiquer en la rif de détenir la remise des lois existant requises pour s ne penvent *Richardson* et -C., et KERR,

e contre des re à le priver e biens entre ant des biens the hands of the tiers-saisi, a procedure wholly unjustifiable and illegal under the circumstances; the duty of the Sheriff in such a case being limited to simple service of the writ of attachment on the tiers-saisi. And, in support of the motion, reliance was had on the doctrine laid down by the late Chief Justice Reid, in pronouncing the judgment of the Court of

Appeals, in the case of Wood and Gates.

PER CURIAM: It is impossible that the court can sanction such a course as has been resorted to in the present case. It would appear, that the Sheriff, in the case of an attachment (en main tierce), not content with the mere service of the writ on the (tiers-saisi), which was all he could do legally, has ventured, at the suggestion apparently of Plaintiff, to seize corporeally in the possession of the (tiers-saisi) a large and valuable quantity of iron, on the pretence that it was Defendant's property. Such a proceeding is entirely illegal, and the seizure, under the circumstances, is a nullity. The motion, therefore, made by the intervening party, who claims, by his intervention, to be the owner of the property seized, is maintained, with costs. (7 J., p, 256.)

Cross & Lunn, for Plaintiff.

LAFRENAYE and Armstrong, for Defendants. STRACHAN BETHUNE, for Intervening party.

lui appartenant, il ne peut y avoir de saisie corporelle des effets, et le tierssaisi n'en peut être dépossédé, vu qu'il n'est pas le débiteur personnel du saisissant et qu'il n'est sujet à aucune condamnation jusqu'à ce qu'il ait fait sa déclaration, on ait refusé de la faire, de ce qu'il doit, ou de ce qu'il a entre les mains appartenant au débiteur ; et, même alors, il n'est considéré que comme dépositaire de la chose saisie, sujet à l'ordre du tribunal. La saisie de biens entre les mains d'un tiers n'est qu'un simple avis ou une dénonciation du droit du créancier sur la propriété du débiteur entre les mains de ce tiers qui ne pent être molesté jusqu'à ce que sa responsabilité soit déterminée. Une saisiearret en main tierce commandant au tiers-saisi de payer la dette du défendeur et ordonnant la saisie des effets du défendeur entre les mains du tierssaisie est une saisie-exécution, et en conséquence est nulle et sera déclarée telle sur motion. (Wood et Gates et al., Cour d'Appel, Québec,30 avril 1833, Reib, J. en-C., I R. J. R. Q., p. 397.)

SAISIE-ARRET.

QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE, Montreal, 6th June 1865.

Before: Duval, Chief-Justice, Aylwin, Meredith, Drummond and Mondelet, Justices.

ALEXANDER FLECK, (Plaintiff in the Court below), Appellant, and Brown, (intervening party in the Court below), Respondent.

Held: That, although a serzure corporeally effected of property in the hands of a liers-salsi is null, an intervening party cannot by motion made immediately after he is allowed to intervene and before any issue is joined on the intervention, claim the quashing of the seizure.

The judgment of the Superior Court is reported supera p. 308. In appeal Duval, Chief-Justice, said: This was an appeal from a judgment of the Superior Court quashing a seizure, corporeally made by the sheriff, of a quantity of railroad iron, in the hands of a third party, under an ordinary writ of saisie-arrêt before judgment. Respondent, who claimed to be the owner of the iron, intervened and moved imasmuch as a corporeal seizure of the iron in the hands of the third party was illegal, the exigency of the writ being fulfilled by the service of the writ on such third party, that the seizure be quashed. Appellant answered that according to the sheriff's return, the iron was seized in the possession of the Defendants, and until that return was got rid of, the Court was without evidence that the iron was seized in the hands of a third party. His honor said the sheriff's proceedings were extraordinary, but the intervening party had been premature. At the time he made his motion, there was no issue joined. The Court had no evidence to show that the property really belonged to Mr. Brown. The judgment must therefore be reversed. Judgment reversed unanimously.

JUDGMENT: "Considering that, at the time Respondent, intervening party in the Superior Court, made his motion praying the Court to annul the reizure made by the sheriff at the instance of Plaintiff, of the eight hundred and five bars of railroad iron, mentioned in the sheriff's return to the writ of attachment issued: Considering, further, that, at the time of the rendering of the judgment by the said Court, on the said motion, no written or parol evidence had been, or could have been, legally given before the said Court, in support of the said motion, and that, therefore, in the judgment pronounced by the Superior Court granting the motion, and annulling the seizure, there is manifest error: this Court doth reverse, annul etc., and doth order Respondent to take nothing

by cost (15 C

On . Pres

JEAN

He

queat to hi cumil move the p Pan who Sheri the d tion i nada, trary Frence

The

and

take Fier follo venil for t writ the store pella Fier the s judg

and

ne 1865. Drummond

Appellant,

perty in the by motion before any he seizure.

prá p. 308, an appeal a scizure, ilroad iron, ry writ of med to be much as a hird party led by the seizure be ie sheriff's defendants, as without of a third re extraornture. At ined. The really berefore be

espondent,
is motion
2 sherili'at
1 five bars
5 the writ
5 the time
int, on the
i, or could
support of
nent proption, and
court doth
re nothing

by the motion, and doth condemn Respondent to pay the costs incurred as well in the Superior Court, as in this Court. (15 D. T. B. C., p. 416; 9 J., p. 216 et 1 L. C. L. J., p. 32.) Cross and Lunn, for Appellant.

BETHUNE, Q. C., for Respondent.

LAST WILL.-PROHIBITION TO SELL.

PRIVY COUNCIL, 13th December, 1867.

On Appeal from the Court of Queen's Bench of Lower-Canada,

Present: Lord Romilly (The Master of the Rolls), Sir James William Colvile, Sir Edward Vaughan Williams, and Sir Richard Torin Kindersley.

JEAN-BAPTISTE RENAUD, Appellant, and Joseph Guillet DIT TOURANGEAU, Respondent.

Held: A Testator, in Lower Canada, by his will, devised and bequeathed his moveable and immoveable property, in specified portions, to his children, and directed that they should not in any manner incumber, affect, mortgage, sell, exchange, or otherwise alienate the immoveables being in their respective lots, as devised by the will, until the period of twenty years from his death.

Part of the immoveable property so devised to one of the children, who had confessed judgment in favour of a Creditor, was selzed by the Sherilf in execution. The Court of Queen's Bench, on appeal, reversing the decision of the Judge of the Superior Court, held that the restriction in the will was valid according to the law in force in Lower Canada. Such decision reversed by the Judicial Committee, as being contary to the general principles of jurisprudence, as well as the old French law prevailing in Lower Canada, founded on the Civil Law.

The Appellant was a judgment creditor of the Respondent. The appeal was brought to decide the right to certain lands and tenements in possession of the Respondent which were taken in execution by the Sheriff of Quebee, under a writ of Fieri Facias issued upon the Appellant's judgment, under the following circumstances: The Respondent, on the 29th of November, 1856, confessed judgment in favour of the Appellant for the sum of £1,884–18s–3d. On the 6th of April, 1859, a writ of Fieri Facias was issued against the Respondent for the sum of £1,892 14s 5d, being the amount of principal, interest, and costs due upon this judgment, under which execution the sum of £105 15s 4d, was levied and paid to the Appellant. On the 23rd of November, 1860, a writ of Alias First Facius was issued against the Respondent to recover the sum of £1,782 9s 9d, being the balance then due on the judgment, and under that writ the Sheriff seized the lands and tenements of the Respondent in question in this appeal. The Respondent filed an opposition à fin d'annuler to the seizure, alleging that the property had come to him under the will of his father, and that by a clause in the will it was expressly directed that the Testator's children should not in any way incumber, affect, mortgage, sell, exchange, or otherwise alienate the immoveables being in their respective lots, under the will, until after twenty years from the death of the Testator; that the Testator died in the year 1855, and that the lands and tenements, therefore, could not be charged or alienated by the Respondent, and were not liable to seizure. The clause in question was as follows: Quatorzièmement. Je veux et j'ordonne expressément que mes dits enfants ne puissent en aucune manière engager, affecter, hypothéquer, vendre, échanger, ou autrement aliéner les biens immeubles étant dans-lears lots respectifs d'après les deux partages que j'en ai faits comme ci-dessus qu'après vingt ans à compter du jour de mon décès, sous peine de nullité de tous actes qu'ils feront contraires à mon intention, à l'exception toutefois de l'emplacement situé en la paroisse de Saint-Roch de Québec, sur le niveau nord de la rue des Fossés, et décrit en le présent testament, dont le détenteur et possesseur pourra disposer en toute proprieté quand et comme bon lui semblera du jour de mon décès." The Appellant filed a défense au fond en droit and an exception péremptoire to the opposition. The défense au fond en droit was first argued, and on the 5th of May, 1862, the Judge of the Superior Court (Mr. Justice Taschereau) gave judgment in the Appellant's fayour, on the ground that the clause in the Testator's will prohibiting alienation was void according to the Canadian Law, and dismissed the opposition with costs. Here follows the said judgment: "La cour, considérant que la chuse énoncée au testament de Joseph G. Tourangeau, en date du 6 juin 1855, passé à Québec, par devant Gauvreau et son confrère, notaires publics, et en vertu de laquelle, l'Opposant prétend que les immenbles à lui légués par son père, et saisis en cette cause, ne pouvaient être légalement quant à présent saisis en cette cause à raison de la défense d'aliéner contenue en telle clause du testament, contient une défense d'aliéner qui ne peut en loi produire d'effet sérieux, et doit plutôt être considérée comme renfermant un conseil plutôt qu'une défense sérieuse d'aliéner. Considérant, de plus, que la dite clause ne contient aucune disposition à l'égard des dits immeubles dans le cas où la défense d'aliéner serait violée par le Défendeur, et qu'il n'y a ni substitution d'établie, ni indication de personnes à qui iraient les dits biens dans le cas où le Défendeur en aliénant aurait perdu la propriété ou la jouissance des dits immeubles. Considérant que la clause susdite ne peut être considérée comme léguant la p à ti latic Der voic F of G

of G RED of 1 on year DITI Cou

in a M judg B vrea

ses b

" affi

" les

" jou " qu'

La q son of testa iraie raier Il fa ner pour il y : pas d Sous jours recutaire C'esta

endr fense la dé pas r ense défer rega Dem ler to the la im under å t lat e will it lat hould not lange, or vo respective the death

hould not nange, or respective the death 1855, and e charged to seizure, nement.—

njants ne pothéquer, mimeubles etages que

compter ous actes ion toute-t-Roch de décrit en repoura semblera et opposi-d, and on fourt (Mr. lant's fator's will Canadian e follows

use énondu 6 juin
confrère,
prétend
en cette
saisis en
en telle
i ne peut
nsidérée
sérieuse
tient aucas où la
l n'y a ui
mient les

uit perdu

sidérant

léguant

la propriété ou la possession des dits immeubles au Défendeur, à titre d'aliments ou comme insaisissables, à moins d'une stipulation expresse à cet égard; maintient la défense en droit du Demandeur à l'opposition à fin d'annuler du Défendeur et renvoie la dite opposition, avec dépens."

From this judgment the Respondent appealed to the Court of Queen's Bench, consisting of Justices Aylwin, Duval, Meredith, Mondelet and Berthelot, which court, on the 16th of March, 1863, reversed the decision of the Superior Court, on the ground that the restriction being limited to twenty years was valid (Mr. Justice Duval and Mr. Justice Meredith dissenting.) and remitted the record to the Superior Court.

Here follow the remarks of the Judges and the judgment in appeal.

MEREDITH, J., Dissentiens: The remarks of the learned

judge are quoted hereafter, p. 321.

Berthelot, J.: Par son testament du 6 Juin, 1855, Gauvreau, notaire, feu Joseph Guillet dit Tourangeau a disposé de ses biens en faveur de ses enfants, "avec défense d'engager, " affecter, hypothéquer, vendre, échanger au autrement aliéner "les dits biens immeubles qu'après vingt ans à compter du " jour du décés du testateur sous peiné de nullité de tous actes "qu'ils feront contraires à la dite intention du testateur." La question soulevée est de savoir si cette défense doit avoir son effet ou si elle ne doit pas tomber à néant attendu que la testateur n'a pas établi de substitution et n'a pas indiqué à qui iraient les biens dans le cas où les légataires en aliénant auraient perdu la propriété ou la possession des dits immeubles. Il faut bien remarquer qu'il ne s'agit que d'une défense d'aliéner limitée à vingt ans et non pas d'une défense d'aliéner pour toujours et, si l'on voulait bien comprendre combien il y a de différence entre l'un et l'autre cas, on ne trouverait pas toute la difficulté que l'on croit voir dans cette espèce. Sous l'ancien droit français, une défense d'aliéner pour toujours, sans substitution ou sans indication de personne pour recueillir, dans le cas où la condition serait violée par le légataire ou le donataire était regardée comme nulle et sans effet. C'est ce qui paraît être enseigné par Ricard et Pothier, aux endroits cités dans le factum de l'Intimé, dans le cas d'une défense d'aliéner illimitée, n. is ni l'un ni l'autre n'ont traité de la défense d'aliéner pour un temps, en sorte que l'on ne doit pas recevoir comme règle absolue, ce que l'un et l'autre nous enseignent sur ce sujet. Dans cette cause il ne s'agit que de défense durant un certain temps (cas tout différent) et qui est regardé avec raison par Troplong, Donations, No 271, et par Demolombe, vol. 18, No 294, comme étant une clause qui doit

avoir son effet. Troplong s'exprime ainsi: "La prohibition " d'aliéner n'est ainsi contraire à la liberté qu'autant qu'elle " est absolue : c'est alors seulement qu'elle est considérée comme " non écrite." Demolombe, n° 294: "Mais si nous considérons " comme illicite " la condition de ne pas aliéner lorsqu'elle est " absolue et indéfinie, notre avis est au contraire, qu'il faut " la considérer comme licite lorsqu'elle est seulement relative " et temporaire et qu'elle se trouve d'ailleurs justifiée par un " intérêt sérieux. C'est ce qui peut arriver dans trois cas, à " savoir lorsqu'elle a pour but de garantir : a. soit l'intérêt " du disposant, b. soit l'intérêt d'un tiers, c. soit même aussi l'in-" térêt du donataire ou du légataire." Après avoir expliqué ce qu'il entend par l'intérêt du disposant et l'intérêt d'un tiers, il en vient au n° 303, à dire " enfin nous avons dit qu'il se pou-" vait même que la condition de ne pas aliéner doit être con-" sidérée comme licite dans le cas où elle aurait été imposée " dans l'intérêt du donataire ou du légataire. Cette dernière " application de notre règle est toutefois la plus délicate. Le "disposant, par exemple, a mis pour condition que le dona-" taire ou le légataire qui est encore un jeune homme de 20 " ans ne pourrait pas aliéner avant d'avoir atteint l'âge de 25 " ans ou avant de s'être établi par mariage. Est-ce licite ? non, " pourrait-on répoudre car une telle condition n'est qu'une " prolongation de minorité et d'incapacité relativement à la " chose donnée ou léguée, et puis si on peut défendre l'aliéna-" tion au gratifié pendant cinq ans, pourquoi pas pendant dix "ans, vingt ans, pendant toute sa vie. Nous avions d'abord " été portés à la croire ainsi. Mais pourtant est-ce que l'on ne " considère pas généralement comme licite la condition qui serait "imposée au donataire ou au légataire de ne pas se marier " avant un certain temps. Or la capacité de se marier est certes " tout autant de droit public que la capacité d'aliéner, et puisque " la condition de ne pas se marier avant un certain temps " est licite, pourquoi la condition de ne pas aliéner avant un " certain temps serait-elle illicite?" Il me semble que l'on ne peut douter quel est le sentiment de l'auteur et je ne vois pas qu'il se soit contredit en disant au n° 206 " qu'un légataire qui " aurait consenti à l'aliénation ne sernit pas reçu ensuite à se " prévaloir contre les tiers auxquels il aurait concédé des " droits, de la défense d'aliéner, qui lui aurait été imposée et " qu'il aurait lui-même enfreinte; car il ne se peut pas qu'il " évince ceux-là mêmes auxquels il doit garantie." Pandectes, vol. 12, p. 245, quand la défense d'aliéner fait présumer l'existence d'un fidéicommis " mais si les testateurs n'adoptent ce ' mode de disposition que dans l'intérêt de leurs enfants des-'cendants, &c., &c., elle doit être observée; cette défense ' toutefois ne peut préjudicier ni aux créanciers ni au fisc." Si

done ses p fidéic ne s'a légati contr a don tient donne qu'il a sûrete ils éta de sa tamer pourr rien d saisiss du toi Cour qui av laquel aliéne enfrei: par le tion ac par le raison lombe. sous l' ne pou rait-or testate lui pla son eff exprin voit as être sa tateur ses vol à une nullem seules volonte systèm

relleiño

serrati

durant

iibition qu'elle comme idérons 'elle est i'il faut relative par un is cas, à l'intérêt ıssi l'iniqué ce tiers, il se poutre conimposée dernière cate. Le e donae de 20 ge de 25te? non, qu'une ient à la l'aliénadant dix d'abord e l'on ne ui serait marier st certes puisque n temps want un e l'on ne vois pas tnire qui nite à se cédé des posée et pas qu'il undectes. ner l'exptent ce ints desdéfense

fisc." Si

donc pour se conformer à cette disposition l'héritier a vendu ses propres biens pour acquitter les dettes du testateur les fidéicommissaires courront les mêmes chances. L'on voit qu'il ne s'agit que des créanciers du testateur et non de ceux du légataire. Dans le cas actuel, le légataire n'a pas vendu ; il a contracté une dette, il devra la payer sur la garantie qu'il en a donnée et pouvait donner sur ses biens libres, on ceux qu'il tient de son père, sur et à même les revenus qu'ils pourront donner pendant vingt ans. C'est là l'étendue de la garantie qu'il a donné et pouvait donner, il ne pouvait donner plus de sûreté que celle des biens tels qu'ils lui étaient donnés et comme ils étaient donnés. Il n'y a cu aucune surprise ni mauvaise foi de sa part. Le créancier avec qui il a traité connaissait le testament du père ou avait les moyens de le connaître, comment pourrait-il donc se plaindre, et d'ailleurs, si le testateur n'eut rien donné à son fils ou n'eut légué qu'avec une clause d'insaisissabilité, qu'est-ce que le créancier aurait eu à dire? Rien du tout. Enfin Demolombe raporte, au nº 308, un arrêt de la Cour de cassation cassant un jugement de la cour de Lyon, qui avait déclaré illicite et contraire aux lois, une clause par laquelle le donateur déclare que le donataire ne pourrait pas aliéner même avec son consentement, laquelle clause avait été enfreinte par l'un et l'autre, cependant l'hypothèque consentie par le donateur et le donataire fut annulée. Sous notre législation actuelle, avec la liberté illimitée de tester ainsi qu'elle existe par le statut de 1801, je pense qu'il y a beaucoup plus de raison de suivre ce qui est enseigné par Troplong et Demolombe. Ricard, Pothier et autres auteurs ont écrit et raisonné sous l'empire d'un système différent du droit de tester et nous ne pouvons recevoir leur doctrine sans restriction. Ne pourrait-on pas dire aussi que, d'après la règle que le donateur ou testateur est libre d'apposer à sa libéralité telle condition qu'il lui plaît, le legs dans les termes qu'il est fait doit avoir tout son effet suivant les intentions du testateur bien clairement exprimées. C'est là ce que nous devons tâcher d'effectuer. L'on voit assez ce que le testateur a voulu. Si cette clause devait être sans effet je croirais qu'il serait bien difficile pour un testateur de s'exprimer de manière à s'assurer de l'exécution de ses volontés, pourvu toujours qu'elles ne fussent pas contraires à une loi positive ou aux bonnes mœurs, ce qui n'est nullement le cas dans ce testament, car ce sont là les deux scules exceptions qui peuvent empêcher de donner suite aux volontés d'un testateur. Dans le cas de doute entre les deux systèmes soutenus par les parties et les auteurs, je suis naturellement disposé et je crois que je dois pencher pour la *con*servation des biens, et les enlever à l'atteinte des créanciers durant le temps que le testateur a voulu pour l'avantage de son légataire, et comme dit Troplong, loco citato, pour l'accoutumer à être propriétaire. En outre, je pense qu'il n'était pas opportun de décider la question aussi abstraitement qu'elle l'a été sur une défense en droit. J'aurais ordonné aux parties d'aller à la preuve afin que l'on pût voir et lire le testament. Je n'aime pas à décider une question aussi importante sans lire le testament et toute la procèdure et voir même la cause de la dette. Il y aura peut-être alors quelques raisons d'équité qui nous porteront à ne pas mettre de côté la volonté du

testateur si sagement et si bien exprimée.

Mondelet, J.: Le question a été, en Cour de première instance, jugée sur la défense au fond en droit à l'opposition. La clause me paraît bien sage, et assurément qu'un père en limitant à vingt ans, le droit chez des enfants, d'aliéner ou hypothéquer les biens qu'il leur laisse, à la condition qu'il juge à propos de mettre à sa libéralité, ne doit pas être rencontré par la singulière raison qu'il ne devait pas être sérieux, que ce n'était qu'un avis, qu'un conseil. Quelques-uns des anciens auteurs se contentent de repousser cette condition ainsi imposée, mais quelles raisons donnent-ils? Aucune, à mon avis — si ce n'est qu'il n'y a pas de substitution, ni de fidéi-commis d'établi! Qu'a à faire cela à la question? Il ne s'agit aucunement de substitution, ni de fidéi-commis — et il me semble que le jugement n'aurait dû rien dire de cela. Or, n'y a aucun texte de loi, qui affecte la clause dont il est question. Il faut donc, par conséquent, chercher dans la raison, la justice et une saine philosophie, la solution de cette question qui, à mon avis, ne fait pas la moidre difficulté. Il n'y a rien de plus raisonnable que cette condition, c'est un acte qu'un père sage et prudent est censé avoir en d'excellentes causes d'imposer. Le testateur pouvait ne pas laisser ce bien à cet enfant, alors les créanciers n'auraient en rien à dire. Il l'a donné à telle condition, ils n'ont encore rien à dire. Il n'y a rien de plus juste envers les enfants qu'il convient d'habituer à jouir en propriétaires sages et prudents, qu'il importe d'empêcher de faire passer leurs biens de famille en mains étrangères. Au reste, cette prohibition est limitée à vingt ans. Il y a dans cette disposition, un acte d'une saine philosophie, de la part du père, qui ne viole aucun principe, qui ne fait rien contre l'ordre public, ni contre les bonnes mœurs, c'est conforme à notre droit du Canada (Stat. de 1774 et Stat. de 1801), mais qui, par la sagesse, contribue à faire faire, ce qu'il importe à la société de voir s'effectuer, l'économie et la prudence de ses membres, et la conservation raisonnable, pour quelque temps du moins, de la propriété, dont la stabilité est d'une grande importance. Je pense, va sans dire, que l'autorité de Troplong en dit plus, en peu de lignes, que tout ce que certains auteurs côt ďu àl qui me n'e que me et ter lon me con sou tex mer la d Cou geat et seufa auc ger, lots

née

peir l'int cett pou d'ée tant celle nice libé insa poss que mes doit tem le a

ving

en (1)

r l'accou-'était pas ıt qu'elle x parties estament. inte sans la cause d'équité lonté du

ière insoposition. n père en er ou hyt'il juge à ontré par ue **c**e n'éciens au--imposée, is — si ce i-commis s'agit auet il me cela. Or, est ques. raison, la question n'y a rien te qu'un es enuses à cet enl'a donné a rien de r à jouir pêcher de ères. Au n dans la part n contre iforme à **9**1), mais iporte à e de ses

e temps

grande Croplong

auteurs

se sont complu à répéter les uns après les autres; il est à peine nécessaire que j'ajoute que je préfère me ranger avec lui, du côté de la raison, de la justice et de la philosophie, en l'absence d'un texte formel de la loi, que d'accepter sans les soumettre à l'analyse raisonnée, les assertions crues de quelques auteurs qui se bornent à les faire, ou qui, pour appuyer leur sentiment mettent la substitution et le fidéi-commis en scène, là où il n'en est aucunement question. Je me contente donc de lire les quelques lignes de Troplong qu'appuie Demolombe, et de résumer toute ma pensée dans leur opinion si exactement exprimé et bien micux rendue que je ne le pourrais faire. (1) J'ajouterai pourtant que ce n'est pas parce que Troplong et Demolombe pensent ainsi, que je me décide, mais parce que leur sentiment étant d'accord avec ce que je pense être vrai, je les cite comme appuis, et non comme autorité à laquelle il faille me soumettre. En pareille matière, je ne me soumets qu'à un texte de la loi, ou d'ordonnance. Je pense donc que le jugement de la Cour de première instance devrait être infirmé, et

la défense en droit renvoyée.

Le juge Aylwin a prononcé le jugement comme suit : "La Cour: Considérant que par le testament de Joseph G. Tourangeau, en date, à Québec, du six juin, 1855, devant H.L. Gauvreau et son confrère, notaires, il est expressément ordonné que ses enfants, au nombre desquels est l'appelant, ne pourraient en aueune manière, engager, affecter, hypothéquer, vendre, échanger, ou autrement, aliéner les biens immeubles étant dans leurs lots respectifs, d'après les partages faits au testament, qu'après vingt ans, à compter du jour du décès du testateur sous peine de nullité de tous actes qu'ils feraient contraires à l'intention du testateur. Attendu qu'il n'y a rien qui vicie cette condition qui a, sans doute, été imposée par le testateur, pour de bonnes raisons de prévoyance, de convenance et d'économie domestique. Attendu que les seules clauses irritantes dans les dispositions entre-vifs ou testamentaires sont celles impossibles, ou qui sont contraires aux lois ou au mœurs. Que la condition imposée par un testateur à sa libéralité, dans le but de vendre les immeubles par lui légués insaisissables par les créanciers du légataire, n'est ni impossible, ni prohibée par la loi, ni contraire aux mœurs. Attendu que la condition du legs n'est rien autre chose qu'une mesure sage et prudente, et que la prohibition d'aliéner doit être réputée équivaloir à une clause d'insaisissabilité temporaire. Attendu que, par le jugement rendu à Québec, le 5 mai 1862, de la Cour de première instance, la défense en droit de l'Intimé a été maintenue, et l'opposition a été ren-

⁽¹⁾ V. citation de Troplong, nº 271 ci-dessus.

voyée, il y a mal jugé. Il est ordonné que le dit jugement soit infirmé; et, procédant à rendre le jugement du tribunal, il est ordonné que la dite défense en droit soit renvoyée avec dépens tant en appel que dans la Cour de première instance. Et, enfin, il est ordonné remise du dossier à la Cour Supérieure à Québec, Dissentientibus, M. le juge DUVAL et M. le juge MERE-

DITH.

The Appellant applied for leave to appeal therefrom to Her Majesty in Council, but leave was refused, on the ground that the proceeding was interlocutory. On the 16th of October, 1863, the Appellant, by leave of the court, filed a défense au fond en fait, and also an amended exception perpétuelle, which alleged that by a contract of marriage made between Joseph Guillet dit Tourangeau, the elder, and Judith Kenmer dit Laflamme, it was agreed that there ${f should}$ be agenthem a community of goods according to ris; that the lands and tenements in question formed part of the possession so held in common by them; that Judith Kenmer dit Laflamme, died before her husband, and by her will left her share of the property absolutely to her enildren, of whom the Respondent was one; and that, therefore, if the clause in the will of Joseph Guillet dit Tourangeau, the elder, were valid and of force—which the Appellant by the exception denied — it could only affect the one half of the property which passed by that will, and that as to the other half of the property the opposition should be dismissed. To the above exception the Respondent filed a special answer, which alleged, first, that by a deed, dated the 25th of November, 1856, he had conveyed all the profits of the houses and lands in question that should accrue within twenty years from the decease of his father, and to which he was entitled under the Will of his father, to the Appellant, who had accepted the same, and had there by recognized the will of Joseph Guillet dit Tourangeau, the elder; secondly, that subsequently to the seizure of the lands in question the Appellant had taken in execution and sold goods of the Respondent to the value of £3,000, which had come to him under the will of his father, and the division of property made in accordance therewith, and that the Appellant having so recognized the will of Tourangeau, and the partition of goods thereunder, and having received advantage under it, was not entitled now to dispute its effect; thirdly, that if the provisions of the will of Tourangeau were not to be carried out with respect to the lands, the Appellant should first have compelled a new division of the property, under the respective wills of Tourangeau and his wife, between their children; and that if such division had been made, otl Wi 18 15 sai sti ha Coing Fre Co $V\Lambda$ wh jud tric but Ber

the

bin Ma tion ten sen the Cor Cot trai jud the 186 tha the upo law side

tha

lién défe et d plu how ever day

dee

inst

ement soit mal, il est vec dépens e. Et, enpérieure à nge MERE-

refrom to l, on the the 16th rt, filed a exception marriage elder, and hat there cording to s in quesmmon by before her erty absowas one; ph Guillet ce-which ould only d by that perty the eption the , first,that e had conestion that nse of his Will of his same, and t dit Touhe seizure execution of £3,000, r, and the , and that urangeau, g received its effect; geau were Appellant property, e, between

een made,

the Respondent would have received a much smaller share of the property, to the injury equally of the Appellant and his other creditors. Upon this answer issue was joined. The cause was heard upon the merits on the 10th and 11th of March, 1864, before the Hon. M. Justice Taschereau, who, on the 15th of April, 1864, gave judgment for the Appellant, on the same grounds as those expressed in his former judgment, stiting that the judgment of the Court of Queen's Bench having been interlocutory, and an appeal to Her Majesty in Council refused on that ground, the judgment was not binding on him, and that he adhered to his former judgment. From this judgment the Respondent again appealed to the Court of Queen's Bench, consisting of the Chief Justice Du-VAL, Justices Aylwin, Meredith, Drummond and Mondelet, when the majority of the court were of opinion that the judgment of the Court below, as to the invalidity of the restriction contained in the will in question, was well founded; but, on the 20th of September, 1865, the Court of Queen's Bench gave judgment for the then Appellant, on the ground that the former judgment of the Court of Queen's Bench was binding between the parties, subject only to revision by Her Majesty in Council, and, with respect to his amended exception, that the seizure was void, being made of whole of the tenements. From this judgment Mr. Justice MEREDITH dissented. Mr. Justice Mondelet also dissented from so much of the judgment as decided that the former judgment of the Court of Queen's Bench was binding upon the Superior Court. The Justices Aylwin, Berthelot and Meredith transmitted their opinions and reasons for their respective judgments. Mr. Justice Alywin, after stating the facts and the judgments of the 5th of May, 1862, and the 16th of March, 1863, stated his opinion in these terms: "I am of opinion that this latter judgment is correct, and that the judgment of the Superior Court was wrong, inasmuch as the last relied upon the law of France exclusively, without reference to the law of Lower Canada, which is the governing law. The considérants, or reasons given by Mr. Justice Taschereau, who decided the cause in the first instance, appeared to me to be insufficient. First, because it is stated, that, "la défense d'aliéner contenue en telle clause du dit testament contient une défense d'alièner qui ne peut en loi produire d'effet sérieur, ct doit plutôt être considérée comme renfermant un conseil plutôt qu'une défense sérieuse d'aliéner." I cannot understand how a will like that of the Testator, which forbids any and every alienation to be made within twenty years from the day of the death of the Testator, and directs that any and all deeds and instruments contrary to the intention of the Testa-

tor shall be null "sous peine de nullité de tous actes qu'ils feront contraires à mon intention," can be interpreted as not being serious, and as merely conveying a simple counsel or advice to be followed or to be disregarded either by the Legatee or Devisee, or by a creditor, as the case may be. Ever since the 41st Geo. 3, c. 4, in Lower Canada (Consolidated Statutes, c. 34, p. 321) we have an express enactment which altered the old French law. By sect. 2 of the Consolidated Statutes it is declared "that every person of sound intellect and of age, having the legal interest of his or her rights, may devise or bequeath by last Will and Testament, whether the same be made by a husband or wife in favour of each other, or in favour of one or more of their children, as the Testator sees meet, or in favour of any other person or persons whatsoever, all and every their lands, goods, or credit, whatever be the tenure of such lands, and whether they be propres, acquets, or conque's, without reserve, restriction, or limitation whatsoever." I can only see the judgment of the Superior Court as directly contrary to that Statute. Under the old French law, a défense d'aliéner, if perpetual, without an entail or substitution, or an indication of another party who was to take the property bequeathed, and to carry out the condition which was broken by the Legatee, was regarded as null and void. But the doctrine of Ricard and Pothier had only reference to a perpetual or an unlimited défense d'aliéner, and had no relation to a temporary défense for a time limited (Troplong, " Donations," No. 271, Demolombe, vol. XVIII, No. 294.) Another considérant again appears to me to be erroneous; it is this : que la clause susdite ne peut être considérée comme léquant la propriété ou la possession des dits immeubles au Défendeur à titre d'alimens ou comme insaisissable à moins d'une stipulation expresse à cet égard. As to stipulation, it could not be found in a Will, but if it be a condition that the alienation during twenty years shall be null, and if it be the result, ex vi termini, that the property becomes insaisissable, the Will must carry out the bequest whatever may be the form; the substance, that is the intention of the Testator, must be carried out. In the words of the judgment in appeal, it is more correct to say that la prohibition d'aliéner doit être réputée équivaloir à une clause d'insaisissabilité tempovaire. So much, then, with reference to the first judgment. I come now to the judgment of the Superior Court of the 5th of May, 1862, by judge TASCHEREAU, upon which the same appeal has been brought, which is the judgment of the 20th of September, 1865, when the court was composed of the Honorable the Chief Justice DUVAL, and of AYLWIN, MERE-DITH, DRUMMOND and MONDELET, Justices, and the judgment

of and upe der cep hav jud mer tem rati plea seco rend nece alre cone righ to J sary of th part geau betw new oppo ed." pléur decre of th of th Trop Nos. gener differ prove lowin the a cause sition défen autre ans à nulli

tion c

forego

on it

is fro

tes qu'ils ed as not sel or ad-Legatee ver since Statutes, h altered tatutes it id of age, devise or same be ner, or in tator sees intsoever, ${f r}$ be the r, acquets, n whatso-Court as ench law. or substitake the on which and void. ference to id had no Troplong, 294.) Aneous; it is omme léeubles au à moins ılation, it that the it be the risissable, ny be the Testator, n appeal, mer doit té tempogment. I f the 5th the same the 20th ed of the t, Mere-

udgment

of the Superior Court was again reversed, Justices Meredith and Drummond dissentientibus. It is necessary to notice that upon the return of the record to the Court below, the Respondent obtained permission to file another plea of perpetual exception in lieu of that originally pleaded; and the parties having again proceeded before the same judge, the second judgment, of the 15th of April, 1864, was rendered. The judgment of this court, which was delivered on the 20th of September, 1865, reverses this last judgment, and contains a narrative of the proceedings which occurred after the amended plea of exception pleaded. It is to be observed that the second judgment is precisely the same as the first with reference to the question of défense d'aliéner; it is, therefore, unnecessary that anything further should be added to what has already been said. With reference to that portion of the second judgment of Judge TASCHEREAU which relates to the rights asserted on the part of the Respondent with reference to Judith Kenmer, the wife of the Testator, it is only necessary to state that to enable the Respondent to claim the share of the Appellant it would be necessary that there should be a partage, or partition, of the whole of the property of Tourangeau and his wife, as the communauté de biens, to be divided between the heirs. But to do this it would be required that a new suit should be brought to effect the partition; hence the opposition would still be maintained instead of being rejected." Mr. Justice Berthelot, who had been the judge Suppléant on the case being determined on the interlocutory decree on the 16th of March, 1863, but not on the final decree of the 20th of September, 1865, concurred with the majority of the judges, and sent his reasons with the record, citing Troplong, "Donations," No. 271; Demolombe, tom. XVIII, Nos. 294 308, 334; Pandectes, vol. XII, p. 245, and referring generally to Ricard and Pothier. Mr. Justice MEREDITH, who differed from the other judges, and whose judgment was approved and adopted by the Judicial Committee, sent the following reasons for his judgment upon the question raised by the appeal: "The principal question to be decided in this cause is, as to the effect to be given to a testamentary disposition made subject to a provision to the following effect: Avec défense d'engager, affecter, hypothéquer, vendre, échanger, ou untrement aliéner les dits biens immeubles, qu'après ringt ans à compter du jour du décès du Testateur sous peine de nullité de tous actes qu'ils feront contraires à la dite intention du Testateur. Property held by the Appellant under the foregoing provision has been seized; an opposition founded on it was filed by the Appellant in the Court below; and it is from a judgment of the Superior Court dismissing the TOME XII.

opposition so filed, that the present case comes before us. On the part of the Respondent it is contended that a simple defense d'alièner does not create a substitution, and is not in any respect binding in law; and therefore, that, notwithstanding such a prohibition, the donee or legatee may make a valid alienation of the property to which it refers. In support of this view the Respondent has referred to Ricard, who says: "Les lois ont résolu par une décision générale que, lorsque la prohibition est pure et simple et sans cause, elle ne produit aucun effet, et que non-seulement les héritiers "ab intestat" du Testuteur, ni de celui à qui les défenses ont été faites, n'ont droit de prétendre aucun fidei-commis en leur faveur, mais aussi que l'institué ou le légataire ne laisse pas, nonobstant la prohibition d'avoir la liberté d'aliéner." (1) The opinion of Henrys on this subject is to the same effect; his words are as follow: Donc, s'il y a quelque distinction à faire c'est entre la prohibition d'aliéner pure et simple et la prohibition d'aliéner faite en faveur de quelqu'un. La première n'opère rien, et le Testateur n'ayant pas passé plus avant, elle ne passe que pour un simple conseil; mais au contraire si le Testateur, en prohibant à ses héritiers et successeurs d'aliéner les biens qu'il leur a délaissés, déclare que c'est afin qu'ils soient conservés à ceux qu'il désigne—par exemple à ses descendants, ou d ceux de sa famille-en ce cas la prohibition d'aliéner emporte un fidei-commis, et c'est la même chose que si les descendants ou ceux de sa famille avaient été substitués à l'héritier: il faut donc que la prohibition soit faite en faveur de quelqu'un pour empêcher que l'héritier ne puisse pas vendre. C'est la disposition du droit en la loi 38 § 4 et de la loi 93 tf. De Legat 3. Mais plus expresse en loi. "filius familias" 114 § Divi 14 ff. De Legut 1, où le jurisconsulte dit que les Empereurs avaient décidé qu'il ne suffisait pas de prohiber l'aliénation, mais qu'il fallait encore exprimer la cause et déclarer la personne en faveur de laquelle on recherchait cette précaution; qu'autrement "nisi inveniatur persona cujus respectu hoc d testatore dispositum sit, nullius esse momenti scripturam quasi nudum præceptum reliquerit." (2) Pothier also says: La simple défense d'aliéner, lorsque le Testateur n'a pas témoigué en faveur de qui il faisait cette défense, ne passe, à la vérité, que pour un simple avis " nudum praceptum," auquel celui à qui la défense est faite peut impuné-

me a de be . don d'a mer tion ed. four sim tee, the in 1 have Den the tion Trop says par Les o cette

> (1) 8 Nouve Rep. p conditi tremen 7, Nos. naire d peisses. sean d No. 5; Un d comme primé, imposer titution l'ancien comme tion de d'aliéne donation ront nat voir ni l du dona Le dona

tion des

tivé. Me biens, et serait ob MEREDI

de bo

^{(1) 2} Ricard, Des Donations, p. 322; Traité des Substitutions, tit. III, ch. 7, partie 1, No. 329.

^{(2) 3} Henrys, p. 219, hv. 5, ch. 4, quest. 49, p. 2.

s. On the e défense t in any standing ralid aliethis view es lois ont ohibition it aucun " du Tesont droit? uuis aussi nt la pron of Henare as folst entre la ion d'aliémère rien, passe que Testateur, r les biens soient conescendants, n d'aliéner que si les tués à l'héfaveur de oas vendre. e la loi 93 ilias" 114 les Empeiber l'aliée et décluchait cette sona cujus e momenti (2) Pothier 2 Testateur défense, ne m præcep-

t impunélit. III, ch. 7, ment ne pas déférer. (1) According to the foreging authorities a défense d'aliéner is to be considered pure et simple unless it be stipulated in the interest either of the party making the donation or legacy, or of some third person; and a défense d'aliéner pure et simple as above defined is to be deemed merely advice on the part of the person making the prohibition, and not binding upon the person to whom it is addressed. The reason upon which, as I believe, the above rules are founded, being, that in the case of a défense d'aliéner pure et simple there is no person interested except the donee or legatee, and that a provision which cannot be enforced except at the will and by the party intended to be bound by it cannot in law be held legal and binding. The Appellant's Counsel have drawn our attention to the opinions of Troplong and Demolombe, as showing that a defense d'aliéner, when made the condition of a legacy, may in certain cases be unobjec. tionable, and in such case ought to be enforced by the courts. Troplong, in the passage eited in the factum of the Appellant, says: Que dirons-nous de la clause portant défense d'aliéner par vente, échange ou engagement pendant un certain temps? Les opinions sont partagées, mais je ne vois rien qui vicie cette condition qui souvent est imposée par le Testateur pour de bonnes raisons de prévoyance, de convenunce, d'économie

(1) 5 Pothier, Des Substitutions, p. 518. See also 6 Toullier, p. 521, No. 488. 6 Nonveau-Denisart, p. 74. See also the case of Fafard v. Belanger, 4 Low. Can. Nouveau-Denisart, p. 74. See also the case of Fafurd v. Belauger, 4 Low. Can, Rep. p. 215, and more particularly the remarks of Mr. Justice Caron in that case: "Je considère cette défense d'alièner obligatoire parce qu'elle comporte la condition de transmettre ses bicus aux héritiers du côté et ligne, it en serait aux trement si la défense était pure et simple." 2 Bourjon, p. 164, tit. 5, ch. 5, sec. 7, Nos. 53, 54. 1 Despeisse, p. 19, part 1, tit. 1, sec. 2. (10) Tertio, Dictionmaire des Arrêts (Brillon), p. 126, Verbo Aliénation, Nos. 25 et 37. 2 Despeisses, p. 138, part 1, tit. 2, Des Substitutions, sec. 6, art. 2, No. 32. Rous seau de Lacombe (Ed. 1769), p. 674, Verbo, Substitution, sec. 1, Dist. 2, No. 5; Merlin Rep. (Ed. 1828), pp. 152, 153, Verbo Substitution, Fid. sec. 8, No. 5; Poujol, Traité des Don. (Ed. 1836), p. 90.
Un domateur pent imposer les restrictions au'il lui plaît. à sa ilbéralité.

Un donateur pent imposer les restrictions qu'il lui plaît, à sa libéralité, comme la défense d'alièner, peurvu qu'il ait quelque intérêt, clairement ex-primé, dans cette défense d'alièner, ou qu'il ait un motif non équivoque, pour imposer cette restriction, comme serait, par exemple, celui d'opérer une substitution, on de conserver les biens donnés dans sa famille. Sous le régime de l'aucien Droit Français, la défense d'aliéner pure et simple était considérée comme renfermant une substitution tacite, lorsqu'il apparaissait que la condi-tion de la défense était insérée en faveur d'une tierce personne. Une défense d'alièner contenue dans un acte de donation et qui est en ces termes. "Cette donation est faite à cette condition très expresse que les terres données sortirout nature de propre au donataire et aux siens de son côté et ligne, sans pon-voir ni les hypothéquer, ni les vendre." ne laisse aucun donte sur l'intention du donateur de substituer les biens donnés aux héritiers de son côté et ligne. Le donateur a donc imposé une condition à sa défense d'aliéner, la conservation des biens dans sa famille. Cette restriction est fondée sur un intérêt motivé. Même sons l'empire du code, vu la condition expresse de conserver les biens, et de les rendre aux héritiers du côté et ligne, cette défense d'alièner scrait obligatoire. (Fafurd vs. Bélauger, C. S., Quèbec, 6 mai 1854, DUVAL, J. MEREDITH, J., et CARON, J., 4 D. T. B. C., p. 215.)

in

of

qt

hi

oh

co

ai

Th:

of

Or

tro

au

tie

lié

fre

que

tra

trii

thin

rea

whi

ord

fur

t-ell

pon

ajor

pré

don

nier

loml

défe

préc

pure

d'un

tur

L. 11

art.

lieve

pond

relat

trine

alien befor

(1)

(2) 1

ro

domestique. Le donateur en donnant un immeuble à une personne de sa famille, peut cependant éprouver le regret de le voir de son vivant sortir des mains de celui qu'il considère comme un autre lui-même, il lui impose alors l'obligation de ne pas aliéner de son vivant. Dans d'autres circonstances le Testateur peut craindre que le légataire ne soit trop pressé de jouir et qu'il n'abuse du droit de propriété dont il le gratifie ; pour l'accoutumer à être propriétaire, pour l'affectionner à sa propriété, il lui impose la condition de la garder pendant cinq ans. Ne sont-ce pas là des mesures sages et prudentes? Pourquoi les repousser avec une sévérité sans règle? La prohibition d'aliéner n'est censée contraire à la liberté qu'autant qu'elle est absolue ; c'est alors qu'elle est considérée comme non écrite. (1) And Demolombe expresses his opinion as to this point in nearly the same words. In considering the above observations of Troplong, and the opinion of Demolombe to the same effect, it is necessary to bear in mind that a very wide difference exists between the law of France and our own law as to the subject under consideration. The art. 896 of the Code Civil declares: Les substitutions sont prohibées. Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué, on le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire. (2) These provisions being altogether at variance with our own law on the subject, it is plain that the observations of Troplong and Demolomhe must be read by us with great caution, and bearing this in mind, it appears to me that all that Troplong and Demolombe are to be understood as saying in the passages relied on by the Appellant is simply that a prohibition to alienate in a donation or Will, if made for a short time and from reasonable motives, is not absolutely null, even under the provisions of the Code Civil. Those learned writers show that such a provision can be enforced if made in the interest of the donee or legatee, or of a third party, and that if accompanied by a penal clause, the penalty may be enforced in the event of a violation of the prohibition to alienate. But I am not aware that there is anything in the writings either of Troplong or of Demolombe tending to establish that a prohibition to alienate, when made exclusively in the interest of the donee or legatee, can be enforced by the donee or legatee, against his own acts and to the prejudice of his own creditors. In the present case the Appellant relies on a défense d'aliéner in which, in so far as regards the property

^{(1) 1} Troplong, Donations et Testaments, No. 271; 1 Grenier, Donations, p. 188.

⁽²⁾ Demolombe, vol. XVIII, p. 328, No. 303.

of his opposition is to prevent the sale of the property in

question for the satisfaction of a judgment rendered against

himself to enforce the payment of a debt which it may be

observed, to the extent of above £1,100, appears to have been

contracted after the death of the Testator, whose Will con-

ains the prohibition d'aliéner relied on by the Appellant. There is not, I repeat, so far as I know, anything in the works

of Troplong or of Demolombe to justify the pretension of the

Opposant. On the contrary, Demolombe says: Il nous paraî-

truit impossible d'admettre le donataire or le légataire qui

aurait consenti l'aliénation à se prévaloir ensuite contre les

tiers auxquels il aurait concédé des droits, de la défense d'a-

liéner qui aurait été imposée et qu'il aurait lui-même en-

freinte; car il ne se peut pas qu'il évince ceux là même aux-

quels il doit garantie. Troplong also, in his Traité du Con-

trut de Mariage, No. 3060 and seq., maintains the same doctrine. The foregoing observations, I think, suffice to prove

that the opinions of Troplong and Demolombe are not in

reality opposed to the authorities from our own law upon

which the judgment of the Superior Court if based; but in order to remove any doubt as to the point, I shall cite one

further passage from the works of each of those authors.

roplong puts the question: La prohibition d'aliéner formet-elle une substitution? and he then continues: Il faut ré-

pondre négativement à cette question : car cette prohibition ajoutée à une substitution est nulle en loi et ne forme qu'un

précepte, un "nudum preceptum" qui ne lie point, qui ne

donne d'action à personne et dont on peut dire avec Papi-

nien qu'il a été donné "obtentu consilii" (1) And Demo-

lombe says : On paraît avoir de tout temps reconnu que la

défense ou prohibition d'aliéner ne constitue qu'un simple précepte non obligatoire "nudum preceptum" lorsqu'elle est

pure et simple, c'est-à-dire, lorsqu'elle n'est pus faite en faveur

d'une personne qui est appelée à en profiter "nisi invenia-

tur persona cujus respectu hoc a testatore dispositum est." L. 114, S. 14, A. de Leg. Thevenot, Nos. 129, 130. Coin-Delisle,

art. 896, No. 32. (2) It has, however, been said, and will, I be-

lieve, be maintained, that the authorities relied on by the Res-

pondent have no bearing upon the present case, because they

relate to prohibitions to alienate in connection with the doctrine of substitutions, and not, it is said, to prohibitions to

alienate unconnected with a substitution such as the case

ble à une regret de considère igation de rstunces le o pressé de e gratifie; ctionner a r pendant rudentes! ? Lu proqu'autant omme non as to this above obmbe to the very wide ir own law 896 of the iées. Toute titué, ou le à un tiers, ier institue ogether at in that the read by us pears to me understood it is simply ill, if made t absoluteivil. Those enforced if of a third the penalty prohibition hing in the ng to estalusively in ced by the rejudice of t relies on e property

er, Donations,

before us presents. The answer, I believe, to this objection is, (1) Troplong, Donations et Testaments, No. 135, p. 198.

⁽²⁾ Demolombe, vol. XVIII, No. 147, p. 172.

tha

am

no

cla

the

nu

alr

shc

sion

poi

tied

l w

Cot

rule

tha

whi

hav

trar

and

any

ther was

judg

resp

reas

the

repoR. J

Que 10th

Resp

for tof the

fath twer

pone clair

joyn

of la

and

DITH

selve cited

(1)

 \mathbf{S}

that the two subjects are so closely connected as to make it impossible to treat of them separately. A défense d'aliéner, if made in favour of a third person, is (as has already been observed) in effect a substitution, and is, therefore, in law, obligatory. Whereas, if the défense d'aliéner is not made in fayour of a third person, it is not a substitution. In one very important point of view, therefore, in order to ascertain whether a défense d'aliéner is or is not valid, it is necessary to inquire whether it does or does not amount to a substitution This probably is one of the reasons which have caused the two subjects to be considered together by the most eminent French Jurists, who, I may observe, were not likely to treat as closely connected questions really independent of each other. There is another view which may be taken of this case, and which was strongly pressed upon our consideration by the learned Counsel for the Respondent. The Testator, in the Will under consideration, without assigning any cause or reason for the défense d'aliéner which it contains, has extended it to all his legatees and over the whole of his property, for a period of twenty years; and it has been contended by the learned Counsel for the Respondent, and, I think, with reason, that if such a clause is good for a period of twenty years, there are no grounds for saying that it could not be legally good for forty years, or for the lifetime of the legatee. Now, the policy of our law is, and ought to be, that property over which a man has full control should be subject to the payment of his just debts; whereas the effect of the provision in question, if it be valid, is to enable legatees to hold property over which they have in reality unlimited control free from the payment of their debts, and this irrespective of the nature of the delt sought to be enforced, or of the extent of the prorerty held subject to such condition. It has, therefore, been further contended by the Respondent that the provision of the Will upon which the Appellant rests his claim ought to be held null on the ground of public policy. It may, however, be answered that a Testator may, by an express provision to that effect, bequeath property so as to be free from seizure for the debt of the legatee, (1) and that property left expressly pour aliments (as the Authors say) is not liable to be brought to sale for the debts of the legatee. (2) But admitting, for the sake of argument, and subject probably to certain limitations, that the law sanctions the two descriptions of bequests just mentioned when expressly made, still it is not the less true

^{(1) 7} Pothier, Proc. Cir., p. 197; 1 Pigean, p. 612.

^{(2) 3} Ancien Denisart, verbo Saisie Arrêt, 23, No. 6, p. 9. See also judgment of the Superior Court at Montreal, Boyer v. Dillon and Watson, about 1853-54.

o make it *ıliéner*, if been oblaw, obliide in faone very tain wheary to inbstitution aused the t eminent y to treat of each this case, on by the n the Will or reason nded it to rty, for a ed by the th reason, nty years. be legally tee. Now, erty over o the payovision in l property free from the nature f the profore, been ovision of ught to be wever, be on to that re for the ssly pour rought to g, for the nitations, nests just

that bequests tending to prevent the alienation of property, and to enable the party holding it either to pay his debts or not, just as it may please him, are not entitled to favourable consideration; and I think that in giving effect to such clauses we ought not to go beyond the limits established by the authorities, or to add by reasoning from analogy to the number of exceptional cases which, on special grounds, are already sanctioned by law; and this I think we practically should do were we to give effect to the testamentary provisions relied on by the Appellant. But, although I think the point just adverted to ought not to be passed wholly unnoticed, I wish it to be understood that the ground upon which I would deem it my duty to confirm the judgment of the Court below is, that in my opinion it is a well-established rule of law that a défense d'aliéner pure et simple, such as that contained in the Will before us, is inoperative. This rule, which, having its foundation in the Roman law, appears to have been acted upon for centuries in France, (1) has been transmitted to us as law by Jurists such as Ricard, Henrys and Pothier, and is not controverted, so far as I know, by any writer upon the ancient or modern law of France. I, therefore, think that the learned Judge of the Superior Court was justified in taking that rule as his guide, and that his judgment, which purports to be founded upon it, and is in all respects in accordance with it, ought to be confirmed." For his reasons in the second appeal Mr. Justice Meredith referred to the opinions expressed by the Chief Justice and himself, as reported in the Low. Can. Rep. vol., XIII, pp. 278, 350. (11 R. J. R. Q. o. 372.) From the final judgment of the Court of Queen's Bench, and the former Interlocutory judgment of the 10th of March, 1863, the present appeal was brought. As the Respondent did not appear, the appeal was heard ex parte.

Sir R. Palmer, Q. C., (with whom was Mr. H. M. Bombas) for the Appellant: The question turns upon the construction of the clause in the Will of the Testator, the Respondent's father, restricting alienation or incumbrance, for a period of twenty years, of real estate bequeathed absolutely to the Respondent. Such restriction, if valid, goes to defeat the just claims of creditors, and leaves the Respondent in the full enjoyment of the property; a result not to be found in any Code of law. Now, we contend that this clause of the Will is null and void in law, as against public policy. Mr. Justice Merebith, whose judgment we rely on, and desire to avail ourselves of as part of our argument, controverts the authorities cited by Justices Aylwin and Berthelot, and shows that

o judgment out 1853-54.

less true

⁽¹⁾ Vide Arrêt du Parlement de Paris du mois de Sept. 1584.

the passages cited from Demolombe and Troplong do not bear out the conclusion sought to be drawn from them. This is apparent from the provisions of the Civil Law, on which the old law of France is founded: Dig. B. XXX. lib. 1, art. 114, § 14; B. XXXII, lib. 1, art. 38, § 4. It is to be observed that both Troplong and Demolombe are writing upon the law as it at present exists, namely, the Code Civil, and expounding the old French law, which is applicable to our case only so far as it illustrates or defines the present law: Troplong, Droit Civil, Contrat de Mariage, tom. IV, p. 63, No. 3060. It is almost needless to illustrate the case by a comparison with the law of this country. It is no answer to say that the Testator might have provided against alienation by giving the estate over on breach of the condition; here he gives his immoveable property absolutely; the condition is subsequent and not precedent, and there is no gift over in case of breach of the condition. By the law of England such a restriction, depending on a condition subsequent, would, even if there was a gift over, be invalid: Holmes v. Godson (1); Saunders v. Vautier (2); Doe dem. Mitchinson v. Carter (3); Ex parte Dickson's Trusts (4); Egerton v. Earl Brownlow (5); but even if the clause in the Testator's Will restricting alienation or incumbrance were valid, it could only affect one half of the lands seized, and the opposition ought to have been dismissed as to the residue of the lands. Even if the prohibition against alienation or incumbrance in the Will were valid, it is only against the alienation by act of the devisee himself, and cannot operate against the right of the Appellant, an execution creditor, coming in by operation of law, and not by the act of the devisee.

Lord ROMILLY: Their Lordships are of opinion, that it is not necessary to trouble Mr. Bompas, having heard Sir Roundell Palmer very fully, as we are all quite clear as to the principles and law to be applied to this case. We are of opinion, that such a restriction as was made by the Testator, M. Tourangeau, in his Will, is not valid either by the old law of France, or the general principles of Jurisprudence. We may add, that we entirely concur in the reasons stated in the very able judgment of Mr. Justice Meredith, (6) which have been forwarded with the record. Their Lordships will, therefore, advise Her Majesty that the judgment of the Court of Queen's Bench in this case be reversed, and with costs. (7 J., p. 238 et 5 Moore's Privy council reports, N. S. p. 5.)

(1) 8 D. M. & G., 152.

(3) 8 Term Rep. 57 and 300.

(5) 4 H. L. Cases, 1.

(2) Cr. & Ph., 241.

(4) 1 Sim. (N. S.), 37.

(6) Anté, p. 321.

AMI Ju de Q

L

Qué
" ca
d'un
du l
tarif
retic
char
deur
vices
le ta
préte
prix

dans mine deur mati sur l oblig de la p. 10

Jo

Davi

Juga la mir 20 (

(1)

TARIF DES CHARRETIERS.

Cour de Circuit, Québec, 24 décembre, 1863.

Présent: TASCHEREAU, Juge.

AMIOT DIT LARPINIÈRE VS. BAILEY,

Jugé: Que le tarifréglant la rémunération des charretiers dans la Cité de Québec, n'a aucune force en dehors des limites de la Cité.

Le Demandeur, qui était un des charretiers de la ville de Québec, poursuivait le Défendeur pour 10 chelings, pour "carriage hire and drive." Le Défendeur plaida offres réelles d'une piastre avant l'institution de l'action, et que les services du Demandeur ne valaient pas plus qu'une piastre, au taux du tarif fait par la corporation de Québec, relativement aux charretiers. De la part du Demandeur, il fut prouvé, par plusieurs charretiers, que le Demandeur avait été occupé par le Défendeur pendant une heure ou une heure et demie, et que ses services valaient au moins deux piastres. Le Défendeur produisit le tarif des charretiers fait par la corporation de Québec, et prétendit que le Demandeur ne pouvait avoir un plus haut prix pour ses services que celui alloué par le tarif.

TASCHEREAU, Juge: Le prix offert par le Défendeur serait, dans mon opinion, suffisant, mais il n'a pas jugé à propos d'examiner aucun témoin pour contredire les témoins du Demandeur, qui, en grand nombre, ont prouvé la valeur de la réclamation du Demandeur à dix chelins, il s'est appuyé seulement sur le tarif des charretiers pour la Cité de Québee, et je suis obligé de décider que ce tarif n'a pas de force hors des limites de la Cité. Jugement pour le Demandeur. (14 D. T. B. C., p. 108.)

PLAMONDON et GUILBAULT, pour le Demandeur. JOLICŒUR, pour le Défendeur.

AMEUBLISSEMENT .- REPRISE D'APPORT.

Cour Supérieure, Montréal, 31 décembre, 1863.

Présent: BERTHELOT, Juge.

DAVID, Demanderesse, vs. Gagnon, Défendeur, et La Compagnie de Dépot et de Prêt du Haut-Canada, Intervenante.

Jugé: 1° Que l'ameublissement général stipulé par les père et mère de la mineure, en un contrat de mariage, est valable; (1)
2° Que tout ce qui échoit à la femme de la succession de ses père et

(l) V. art. 1267 et 1390 C. C.

which the , art. 114. erved that the law as pounding se only so Troplong, No, 3060. a compaer to say alienation ; here he ondition is ift over in dand such nt, would, v. Godson

. v. Carter

rl Brown-

ll restrict-

only affect

ht to have

o not bear

n. This is

if the pro-Will were ne devisee he Appeln of law, that it is Sir Rounas to the

re of opistator, M. Id law of We may the very tave been therefore, f Queen's p. 238 et

mère, et tout ce qui est donné par eux pour être conquêt de la communauté, est entièrement à la disposition du marl, qui peut le vendre ou

sort

de s de l

ce q y di

part

quêt

Jear

part

et D

part

Day

droit

gistr

2] a

la su

sous

vraie

naier

toml

tié n

term

comm

l'inte

et l'a

part

donai

pourr

préte

n été

ayani

const

notai

le - 26

renon

du 24

génér

le fai

le dit

dit, h

son p

1843,

charg

nete c été ad

créanc

Dema

l'hypothéquer légalement. (1)

3º Que sur dissolution de la communanté, et en vertu d'une stipulation de reprise d'apport, la femme ne peut reprendre ce qui a pu lui adveuir de ses père et inère par succession ou donation, qu'à la charge des hypothèques que le mari y a imposées comme chef de la communauté. (2)

Berthelot, Juge: Lors du contrat de mariage de la Demanderesse avec le Défendeur, elle était mineure, et les conventions en furent faites pour elle par ses père et mère, François David et Marie Josephte Dagenais, autorisée de son mari, stipulant pour leur fille mineure. Il y eut d'abord convention de communauté suivant la coutume: puis, stipulation d'ameublissement général dans les termes suivants: "Se prennent les "futurs époux avec les biens et droits à cux appartenant "et tels qu'ils pourront leur écheoir à l'avenir; lesquels "biens et droits de part et d'autres, tant meubles qu'im-" meubles, entreront en leur communauté, comme conquêts "d'icelle, ameublissant à cet effet, du gré et consentement " de leurs parents et amis généralement, tous leurs im-" meubles, propres et acquêts, présents et futurs, et renon-" cant, pour ce regard seulement, à la Coutume de Paris." Ensuite, une clause de reprise dans les termes suivants: "Lors de la dissolution de la communauté, sera permis "à la future épouse de l'accepter ou d'y renoncer, et, "dans le eas de renonciation, de reprendre franchement et " quittement tout ce qu'elle justifiera avoir apporté au ma-" riage et tout ce qui pendant icelui lui sera advenu et échu, "tant par succession, donation, legs on autrement, ensemble " ses douaire et préciput, tels que dessus stipulés, sans être "tenue des dettes de la communauté, encore qu'elle y ent " parlé, dont, au dit cas, elle sera garantie et indemnisée par " et sur les biens du futur époux, sur lesquels elle aura hypo-" thèque à compter du dit jour." Tels sont les termes des deux clauses qu'il s'agit de concilier, dans le cas de dissolution de communauté par séparation de biens, suivie de la renonciation de la Demanderesse. Elles sont, l'une et l'autre, chacune dans son espèce, conques et énoncées dans des termes aussi formels qu'on puisse les supposer. Le contrat de mariage n'a pas été insinué. Je erois que l'insinuation n'était pas nécessaire dans le cas présent, ainsi qu'on le verra ci après. Durant la communanté, après la mort de François David, le père de la Demanderesse, sa mère, Marie-Josephte Dagenais, fit donation au Défendeur, Pascal Gagnon, et à la Demanderesse, son épouse, de lui autorisée à cet effet, ses gendre et fille, pour leur

⁽¹⁾ V. art. 1391 C. C.

⁽²⁾ V. art. 1400 C. C.

la commuextipulation in advenir irge des hyirunauté. (2) la Demaniss conven-, François a mari, sti-

ranari, stimari, stimari, stilameublisennent les
opartenant
i; lesquels
eles qu'ime conquêts
asentement
leurs imet renonde Paris."
suivants:
ra permis
noncer, et,
chement et

rté au manu et échu,
, ensemble
, sans être
l'elle y eût
mnisée par
aura hypos des deux
solution de
renonciare, chacune
rmes aussi
nariage n'a
pas nécesles. Durant

eresse, son e, pour leur

e père de la It donation

sortir nature de conquêt, et pour tenir lieu à la Demanderesse de ses droits mobiliers et immobiliers dans les biens dépendant de la succession du défunt François David, son père, de tout ce que la donatrice pourrait prétendre dans "un immeuble" y désigné, situé à la côte Saint-Miehel, laquelle terre lui appartenait comme suit, savoir: 11 arpent pour sa part des conquêts de la communauté qui avait existé entre elle et feu Jean-Bte. Vanier, son premier mari, et 21 arpents pour sa part des conquêts de la communauté qui avait existé entre elle et David, son second mari, les 2 autres arpents et quart appartenant déjà à la Demanderesse comme héritière de F. David, son père ; dont et du tout, cependant, la donatrice avait droit à la jouissance, sa vie durant; cette donation fut enregistrée le 4 juillet, 1843. Je dois remarquer, de suite, que les 2) arpents que la Demanderesse avait dans cet immeuble, de la succession de son père, étaient un propre à elle qui tombait sons l'effet de la clause d'ameublissement général; et que la vraie difficulté n'existe que quant aux 33 arpents, qui provenaient de la donatrice; savoir, si la moitié seulement d'iceux tombait aussi sous l'effet de la même clause, et si l'autre moitié ne devenait pas un vrai conquêt pour le Défendeur, aux termes de la donation. En mai 1861, le Défendeur, durant la communauté, a hypothéqué tout l'immeuble en faveur de l'intervenante pour la sûreté du montant d'un prêt de \$1,800, et l'obligation du 14 mai contient une renonciation de la part de la Demanderesse, à l'exercice de tous ses droits de douaire et autres droits matrimoniaux et avantages qu'elle pourrait, en quelque manière que ce soit, avoir, réclamer ou prétendre sur l'immeuble ainsi hypothéqué. Cette obligation a été dûment enregistrée le 16 mai 1861. La Demanderesse ayant obtenu sentence de séparation de biens, fit procéder à constater ses reprises et droits matrimoniaux par Simard, notaire, qui en fit son rapport, produit devant cette cour, le 26 septembre dernier, par lequel il rapporte, que vu la renonciation de la Demanderesse à la communauté, en date du 24 juillet, 1863, insinuée le 27 du même mois, la clause générale de reprises stipulée en son contrat de mariage, et le fait de sa minorité au jour du contrat, il lui fait reprendre le dit immeuble ci-dessus désigné, dont 24 arpents, y est-il dit, lui appartenaient comme seule héritière de feu F. David, son père, et 33 en vertu de l'acte de donation du 29 mai, 1843, lequel immeuble il lui fait ainsi reprendre, sans autre charge que celle du paiement de \$3700, aux termes du dit acte de donation. Dès le 17 septembre, l'intervenante avait été admise en cause pour la conservation de ses droits comme créancière du Défendeur, à l'encontre des prétentions de la Demanderesse, Par sa contestation du 2 octobre, l'intervenante, après avoir invoqué la clause d'ameublissement général, stipulée au contrat de mariage de la Demanderesse, pour elle, alors mineure, par ses père et mère, et aussi la clause de la donation du 29 mars, 1843, par laquelle il est stipulé que le dit immeuble serait un conquêt de la communauté existant alors entre la Demanderesse et le Défendeur, demande à ce que ce dit immeuble soit déclaré être un conquêt de la communauté, et comme tel affecté et hypothéqué à son obligation du 14 mai, 1861, avec intérêt du 1er mai, 1863, et que le rapport soit à cet égard mis de côté, avec dépens contre la Demanderesse. La réponse à cette contestation repose sur ce que l'immeuble en question était parvenu à la Demanderesse, par héritage et par donation entrevifs en ligne directe de ses père et mère, et que la donation avait été faite à cause d'elle et pour elle, et qu'il devait lui revenir en entier, en vertu de la clause de reprise. Puis, que la clause d'ameublissement du contrat de mariage est nulle, parce que la Demanderesse était alors mineure, et que la clause d'ameublissement, en l'acte de donation est aussi nulle de plein droit, Marie Josephte Dagenais, n'ayant pas eu le droit de faire telle clause d'ameublissement, mais il n'est pas dit pourquoi. Que supposant la légalité des clauses d'ameublissement, la Demanderesse renonçant à la communauté avait, en vertu de la clause de reprise, droit de reprendre l'immeuble qu'elle trouvait en nature dans la communauté. Que tout ce que l'intervenante pourrait demander, serait que le rapport fut amendé de manière à rembourser au Défendeur, ou à la communauté, la somme de \$540, étant le montant capitalisé de six années de rente et pension viagère payées par la communauté, pendant six ans, durant la vie de la donatrice. Concluant et offrant de faire amender le rapport, à la charge de reinbourser, sur et à même la partie du dit immeuble qu'elle tient de sa mère, en vertu de la donation, la somme de \$540, mais que, dans tous les cas, elle soit déclarée propriétaire de tout le dit immeuble. La première prétention de la Demanderesse est que l'ameublissement général stipulé en son contrat de mariage était nul, parce qu'elle était mineure et qu'elle n'avait pas été autorisée à le faire, et aussi parce que le contrat de mariage n'avait pas été insinué. 10. Sur cette première question, il faut de suite remarquer que la Demanderesse n'était pas une mineure, à proprement parler, puisqu'elle avait ses père et mère, stipulant pour elle au contrat, la dotant de leurs biens présents ou à venir, et auxquels elle pouvait prétendre comme héritière de l'un et de l'autre. Elle n'était pas dans le cas d'une mineure mariée par son tuteur; car, alors, si l'ameublissement est considérable, il faut autorisation judiciaire, cas tout différent du nôtre. La Demanderesse se mariant en 1838,

n'av vou pour met cite " en " na " Int " qu " set " est " lat " en 529 " étr " ma " ent " qu' " l'or " dis " la ! " ren " enf " circ c'est maria pour sente du n ameu 20. S s'agit différ donn art. 2 des d prem ne so une c à ins est bi et me tion e

plutô

si l'au

les co

t général, pour elle, use de la lé que le existant ınde à ce e la comobligation et que le contre la ose sur ce anderesse, cte de ses use d'elle vertu de ement du resse était l'acte de ite Dageneublisseit la légarenonçant rise, droit e dans la it demanrembourde \$540, t pension durant la nender le la partie e la donas, elle soit première ement géce qu'elle e faire, et é insinué. emarquer oprement pour elle à venir, itière de l'une miieublisse-

iaire, cas

en 1838,

n'avait droit qu'à ce que ses père et mère, qui la mariaient voudraient bien lui donner, à telle condition et selon qu'il pouvait leur être agréable, d'après la maxime que chacun peut mettre à son don, telle condition qu'il lui plaît. Sur ce point, je citerai Argou, Vol. 2., p. 95: "Les père et mère qui marient leurs " enfants mineurs, les étrangers mêmes qui leur font des do-" nations par contrat de mariage, peuvent stipuler que les im-" menbles donnés entreront dans la communauté; et, à cet effet, " qu'ils demeureront ameublis, ou pour le tout, ou pour partie " seulement. Mais, quand un mineur, qui n'a que des immeubles, "est marié par son tuteur, pour faire un ameublissement va-" lable, il faut qu'il soit fait par un avis de parents, homologué "en justice." Nouveau Denizart, vbo. ameublissement, § 9, p. 529; "Les père et mère qui dotent leurs enfants mineurs, les "étrangers même qui leur font des donations par contrat de " mariage, peuvent stipuler que les héritages qu'ils leur donnent " entreront pour le tout dans la communauté conjugale, parce " qu'il est permis d'imposer à sa libéralité telle condition que "l'on veut. Dans les coutumes mêmes qui ne permettent pas de "disposer, sans réserve, de son propre entrevifs, il paraît que " la faveur accordée parmi nous aux contrats de mariage, doit " rendre à cet égard aux père et mère, lorsqu'ils dotent leurs " enfants, la liberté entière que la loi leur ôte dans d'autres "circonstances." Puis, il mentionne les exceptions au cas où c'est le tuteur qui marie son mineur, cas tont différent du mariage d'un enfant mineur par ses père et mère stipulant pour lui au contrat. C'est en vain que la Demanderesse représente que la Défendeur n'a rien apporté, qu'il n'avait rien lors du mariage, et qu'il a mal administré les biens qu'elle a ameublis. Cela ne doit pas influer sur la question légale. 20. Sur la nécessité de l'insinuation, il faut remarquer qu'il s'agit d'un ameublissement général et réciproque, ce qui est différent du cas où l'un des conjoints seulement ameublit pour donner à l'autre conjoint. Petite Coutume de Ferrière, 2d vol., art. 284, p. 252. Sur l'ameublissement particulier ou par un des deux conjoints, secus, quand il est réciproque, parce qu'au premier cas, c'est une donation au profit de celui dont les biens ne sont pas ameublis, au cas qu'il survive; au second, c'est une convention matrimoniale, laquelle ne semble pas sujette à insinuation. Il dit, cependant, "néanmoins, pour sûreté, il est bien de faire insinuer." Quand ce qui est donné par père et mère en un contrat de mariage, l'est par forme de constitution de dot, e'est une convention matrimoniale et une dotation, plutôt qu'une donation, et ainsi il n'est pas besoin d'insinuation. Au grand Coutumier, vol. 3, p. 299, sur l'article 284: "Que si l'ameublissement est réciproque, comme s'il est convenu que les conjoints mettront en communauté tous leurs propres, on tient que c'est une convention qui n'est point sujette à insinuation. C'est le sentiment de M. Le Prestre, No. 31, qui dit avoir été ainsi jugé par arrêt du 14 février, 1595. "Ce n'est " pas l'esprit de l'ordonnance, que telle convention soit sujette " à l'insinuation. La raison est que les ordonnances fuites pour " les insinuations ne regardent que l'intérêt des créanciers et " des héritiers. Or cette convention d'uneublissement ne pré-" judicie pas aux créanciers du mari et de la femme, ou de la "femme seule, qui doiventêtre payés tant sur les biens ameublis, " que sur les autres biens de la communauté." Je pense donc que le défaut d'insinuation ne peut préjudicier à l'ameublissement, dans le cas présent, aux créanciers de la communauté dans laquelle sont tombés les biens ameublis. Il faut donc conclure que la clause d'ameublissement doit avoir tout son effet, et que ce que la Demanderesse a appréhendé de la succession de son père, François David, 21 arpents du dit immeuble, sont tombés dans sa communauté et en sont devenus des conquêts sujets aux dettes contractées par son mari, le Défendeur, durant la communauté. Maintenant, passons à la considération de ce qui a fait l'objet de la donation du 29 mars, 1843, savoir des 3\frac{3}{4} arpents du dit immeuble donnés par la mère survivante, à son gendre, le Défendeur, et à sa fille, ainsi qu'il est dit, pour leur sortir nature de conquêt, et ne perdons pas de vue que cet acte de donation était jusqu'à un certain point, et même véritablement, la confirmation de l'intention des parties, et des conventions de mariage de la Demanderesse et du Défendeur, par lesquelles la donatrice, sous l'autorisation de François David, avait déjà stipulé un ameublissement général au contrat de mariage des deux époux, de tous leurs biens meubles et immeubles, alors présents et futurs, et nous arriverons à connaître quelle partie la Demanderesse peut réclamer eu vertu de la clause de reprise, et quelle partie devra rester au Défendeur. Les autorités suivantes feront voir qu'une donation dans ces termes et dans ces circonstances fuit de l'immeuble donné un vrai conquêt de communauté, lequel suivant les termes de la donation et du don, ne sera sujet à rapport que pour la moitié ainsi donnée à la fille du donateur, l'autre moitié appartenant à l'autre conjoint comme conquêt. Pothier, Communauté, No. 172: "Néanmoins, si le père ou la mère de "l'un des conjoints, par la donation qu'ils lui ont faite d'un " héritage, soit par le contrat de mariage, soit depuis le ma-"riage, avait expressément déclaré par l'acte de donation, " que leur volonté était que l'héritage donné, entrât en la " communauté de ce conjoint cet héritage y entrerait; cette " clause de la donation serait une espèce d'ameublissement de "cet héritage." Toullier, Vol. 12, No. 142; Ferrière, Grand Cout. de Paris, Art. 246, vol. 2, p. 112; Ferrière, Grand Cou-

tum " un " po " tes Con bliss " ble " le " pos bliss selor sont mên de l des le l qu'au Le m amet muni dette alién peut c'est claus maria SOI1 1 néan et lit comm été v sans dans Ces i théqi qu'el vertu trat e la su $37~\mathrm{ar}$ la do Quan

mari,

quêt. rière,

citée

penda

tte à insi-31, qui dit " Ce n'est oit sujette aites pour anciers et nt ne prée, ou de la ameublis, e done que dissement, auté dans e conclure fet, et que ion de son sont tomconquêts Défendeur, sidération. 3**43**, savoir urvivante, 'il est dit, ns de vue point, et es parties, et du Désation de nt général eurs biens nous arrit réclamer vra rester u'une dot de l'imel suivant à rapport ur, l'autre t. Pothier, mère de faite d'un lis le madonation, rât en la ait; cette ement de e, Grand

and Cou-

tumier, vol. 3, p. 643, No. 16: "Que si le père de la fille donne " un immeuble à son gendre et à sa fille pendant leur mariage, " pour être conquêt de leur communauté, il y tombera incon-"testablement par cette déclaration." Idem, No. 19; Lebrun, Communauté, p. 143, No. 34. Enfin, Lacombe, vbo. Ameublissement, p. 27, No. 3: "Mais quand il est dit que l'immeu-" ble entrera en communauté et sera réputé conquêt, ce qui est " le véritable ameublissement, en ce cas, le mari en peut dis-" poser comme d'un autre conquêt. Quant à l'effet de l'ameublissement en pareil cas, ou au cas de celui stipulé par mariage, selon tous les auteurs, il met et rend les immeubles qui en sont frappés biens de la communauté comme les meubles mêmes, et le mari peut les vendre, aliéner et hypothéquer, de la même manière qu'il peut disposer du mobilier et des conquêts de la communauté dont il est maître. C'est le langage de Toullier, vol. 12, No. 306. Aussi bien qu'au mot Ameublissement, dans Denizart, No. 2, p. 527. Le mari a la faculté de disposer des fonds que sa femme a ameublis, aussi librement que de tout autre effet de la communauté; et ils sont affectés également au paiement de ses dettes. Si le mari pouvait disposer de ces immeubles, et les aliéner, il pouvait aussi, d'après la maxime, "qui peut le plus, peut le moins," les engager et les hypothéquer valablement, c'est à tort que la Demanderesse prétend que, nonobstant la clause générale d'ameublissement contenue en son contrat de mariage, et la donation faite comme dit ci-dessus à elle, et à son mari, le Défendeur, par leur mère et belle-mère, elle peut néanmoins, en vertu de la clause de reprise, reprendre francs et libres, les immeubles ameublis et donnés pour entrer en leur communauté et être conquêts d'icelle. Si ces immeubles avaient été vendus par son mari, ainsi qu'il le pouvait, elle aurait été sans autre recours que celui de se venger sur les biens restant dans la communauté por un montant égal à l'aliénation faite. Ces immeubles n'ayant pas été aliénés, mais seulement hypothéqués, elle ne peut réclamer un droit plus grand que celui qu'elle aurait eu dans le cas de vente, elle peut reprendre en vertu de la clause de reprise, ce qui a été ameubli par son contrat de mariage, les 21 arpents de l'immeuble qu'elle tient de la succession de son père, aussi bien que la moitié indivise des 3³ arpents qu'elle a apportés à la communauté, au moyen de la donation qui a été faite à elle, et à son mari, par sa mère. Quant à l'autre moitié de ces 3\frac{3}{4} arpents, elle doit rester au mari, le Défendeur, à qui elle a été donnée pour lui être conquêt. C'est ce qui paraît devoir être, suivant l'autorité de Ferrière, au Grand-Coutumier, vol. 3, sur l'art. 246, No 19, p. 644, citée par l'intervenante: " Que si le don a été fait en directe pendant le mariage, à l'un ou à l'autre des conjoints, il est ré-

puté fait au seul descendant, et même quoiqu'il ait été fait à l'autre conjoint seul qui n'est pas descendant, à moins qu'il n'apparût clairement que le donateur eût eu intention de donner au gendre ou à la bru, auquel cas la chose donnée entrerait en communauté; et le rapport ne se ferait à la succession du donateur que pour la moitié." Ferrière, Cout. de Paris, Art. 246, Vol. 2, p. 112: "La 2ème exception à la règle proposée en cet article est pour les immeubles donnés en ligne directe, lesquels ne tombent point en communauté; mais sont propres à celui ou à celle à qui ils sont donnés: Ce qui serait vrai quoique la chose fût donnée à l'un et à l'autre, à moins qu'il ne fût porté par le contrat, que la chose serait commune an mari et à la femme; or tels sont les termes mêmes de la donation du 29 mars, 1843. Bourjon, Vol. 1, Communauté, 2 partie, sect. 4, No 16, p. 530: "Des donations par ascendants de la femme aux conjoints durant le mariage." Après avoir énoncé le principe que la donation est censée faite pour le tont à la fille, il dit: "Si par la donation faite conjointement à la fille et au gendre, et à plus forte raison, si par celle faite au gendre seul, il était dit que le beau-père voulait gratifier son gendre personnellement; en ce cas, l'immeuble donné ne serait propre à la fille que pour moitié, et la fille n'en doit de son chef le rapport à la succession que pour moitié : l'un et l'autre en ce cas, étant également gratifiés; mais il faut pour cela que cette gratification soit certaine, auquel cas il faut se tenir à l'acte : le gendre n'étant pas une personne prohibée, &c." Dans le cas actuel, avec la clause d'ameublissement général au contrat de mariage, par les père et mère de la Demanderesse, et les termes dans lesquels la donation est faite, je ne crois pas que l'on puisse douter que la donatrice voulait effectivement gratifier son gendre, pour la moitié de l'immeuble qu'elle donnait nux conjoints. Et la Demanderesse ne peut, en renonçant à la communauté, et en exerçant sa clause de reprise, prendre et rapporter ce qui est tombé dans la communauté pour appartenir à son mari, le Défendeur; et ce de même qu'elle ne serait tenue de rapporter à la succession de la donatrice, que la moitié de l'immeuble, s'il s'agissuit pour elle de venir au partage de la succession de la donatrice, suivant les autorités ci-dessus tirées de Ferrière et de Bourjon. D'après ce que dessus exposé, la Demanderesse, en vertu de la clause de reprise, reprendra ce qu'elle a apporté, et qui lui est propre dans l'immeuble ci-dessus désigné, tant de la succession de son père, que de la donation de sa mère. Mais, vu la clause d'ameublissement, par la conciliation de cette clause avec celle de reprise, elle ne les reprendra qu'avec les charges, hypothèques et servitudes que le mari y a imposées durant la communauté, sauf par elle à se

ver mu a n qui ñ le rep: mei étai des arge qui cette avai de r repr l'alid vol. avec par en y y au dern: ainsi hérit vol. 1 termi la rej mari somn elle n pour par 1 la ela prude 3, p. : cant ? des in respec conser applie droits de ma thécai conque propre

ce qui

mmat

été fait à noins qu'il on de donnée entresuccession de Paris, règle pros en ligne mais sont qui serait , à moins commune mes de la ımunaulé, ascendants près avoir our le tout ement à la e faite au atifier son ié ne serait loit de son n et l'autre our cela que se tenir à &c." Dans ral au conideresse, et e crois pas ectivement ble qu'elle ent, en rede reprise, a commut-; et ce de succession s'agissait e la donaerrière et anderesse, a apporté, signé, tant e sa mère. liation de reprendra e le mari

elle à se

venger sur les autres biens de son mari. Pothier, Commanauté, No. 410 : "Lorsque le mari, pendant la communauté, a aliéné les héritages que la femme y a apportés, la femme qui exerce le droit de reprise de son apport, n'est pas fondée à les revendiquer contre les acquéreurs; la clause pour la reprise de l'apport doit se concilier avec la clause d'ameublissement. L'intention des parties, dans la clause d'ameublissement, étant principalement de donner au mari la faculté de disposer des héritages ameublis par sa femme, et de les convertir en argent quand il en aura besoin, la clause de reprise de l'apport qui doit se concilier avec elle, ne doit pas priver le mari de cette faculté : e'est pourquoi, lorsque le mari use du droit qu'il avait de vendre les héritages ameublis par sa femme, le droit de reprise de la femme doit en ce cas se convertir au droit de reprise de la somme que valaient les dits héritages lors de l'aliénation que le mari en a faite." Ferrière, (Grand Cout.,) vol. 3, p. 67, No. 25. Nouveau Denizart. On cumule souvent avec l'ameublissement des héritages d'une femme, la clause par laquelle elle est autorisée à renoncer à la communauté et en y renonçant à reprendre tout ce qu'elle y aura apporté. Il y aurait, en quelque sorte, de l'absurdité à vouloir que cette dernière clause détruisit la première et en empêchât l'effet; ainsi nul doute que le mari conserve le droit de disposer des héritages ameublis, nonobstant la clause de reprise. Duranton, vol. 15, p. 206, No. 172: "Si c'est un ameublissement indéterminé qu'a fait la femme, elle ne peut non plus, en exerçant la reprise de ses apports, méconnaître les hypothèques que le mari a consenties sur ses inuneubles, dans la mesure de la somme pour laquelle elle a fait l'ameublissement; et comme elle ne peut avoir d'hypothèque sur ses propres biens, elle ne pourrait prétendre en exercer une sur ces mêmes immeubles, par préférence à celles que le mari a consenties en vertu de la clause d'ameublissement." Roger, (Dictionnaire de Jurisprudence), vol. 5, p. 591. Zacharia, Droit Civil Français, vol. 3, p. 547 : "Ainsi encore la femme marice ne peut, en renoncant à la communanté, revendiquer contre les tiers détenteurs des immeubles que le mari a aliénés. Mais elle est tenue de respecter les hypothèques ou les servitudes qu'il peut avoir consenties sur ces immeubles." L'autorité de Duranton est très applicable au cas actuel, et ce n'est pas le eas de s'occuper des droits d'hypothèques de la Demanderesse, résultant du contrat de mariage de cette dernière, à l'encontre des créanciers hypothécaires du mari, sur les biens de la communauté, qu'ils soient conquêts réels, ou seulement conquêts par ameublissement et propres à la femme. Pour le moment, il ne s'agit que de savoir ce qui doit rester au mari comme conquêts ou biens de la communauté, et ce qui doit en sortir en vertu de la clause de la TOME XII.

reprise de la femme, pour lui rester, avec les hypothèques et les charges que le mari y aura créées. C'est à tort que les parties ont discuté une question de rang d'hypothèque, entre l'intervenante d'une part, et la Demanderesse de l'autre. Ce n'est que plus tard que pareille question pourra surgir entre les parties, si elle peut surgir aucunement. Il a été prétendu par l'intervenante que, vu la renonciation par la Demanderesse à l'exercice de ses droits sur les immeubles hypothéqués par le mari, lors de l'obligation, elle ne pourruit exercer la clause de reprise en renonçant à la communauté. Mais c'est la une erreur. Cette renonciation de la Demanderesse n'a pu lui ôter le droit de reprendre son propre ameubli ; toute l'étendne de cette renonciation ne peut aller plus loin que ce que l'on trouve dans l'autorité de Duranton ci-dessus citée, obliger la femme à ne pas méconnaître les hypothèques du mari et ne ponvoir en exercer sur ses propres, une fois revenus dans sa main, après la fiction de l'ameublissement terminée par la dissolution de la communanté et le partage des biens. Si la Demanderesse veut persister dans ses prétentions de pouvoir exercer des hypothèques résultant de son contrat de mariage à l'encontre des hypothèques de l'intervenante sur l'immeuble hypothéqué, ce ne pourra être que lorsqu'il sera procédé à la distribution des deniers provenant, soit de cette partie de l'immenble qui reste au mari, le Défendeur, ou de cette partic du même immeuble que la Demanderesse reprend. Viendra alors la question de savoir si elle peut aucunement en excreer sur les biens qu'elle reprend. Ci-suit le jugement : " La Cour, considérant que, par le contrat de mariage en date du 15 janvier, 1838, reçu devant Racicot et confrère, notaires, entre le Défendeur d'une part, stipulant pour lui, et feus François David et Marie Josephte Dagenais son épouse, de son mari à ce autorisée, stipulant pour la Demanderesse, leur fille mineure, il a été stipulé un ameublissement général de tous leurs immeubles propres et acquêts, présents et futurs, avec aussi une clause de reprise au cas de la renonciation de la Demanderesse, lors de la dissolution de la communauté créée par leur mariage, de tout ce qui lui serait advenu par succession ou donation durant le mariage. Considérant que cette el use d'amenblissement général doit avoir tout son effet de pèce actuelle, les père et mère de la Demanderesse a neure ayant stipulé pour elle, ainsi qu'ils y étaient au crisés par la loi du pays, et qu'il n'était pas, non plus, nécessaire de faire insinuer le contrat de mariage pour donner un effet légal à la dite clause d'ameublissement, qui doit être regardée en cette circonstance comme convention matrimoniale et non comme donation : Vu que durant la communauté de biens qui a existé entre la Demanderesse et le Défendeur, il lui est échu

611 Da dés est tion 184 dit Défe com ble com Van Vu trois doni moit n éte tient lenr ment tions à la le dit tées, dont muna l'oblig dite i à la s hypot pour tendr portic du 29 deress faven

père, o pour vec l'eréées l'autre du dit elle do deresse dont l'ordonn

thèques et ae les parjue, entre nutre. Ce rgir entre prétendu Demandepothéqués exercer la nis c'est li n'n pu lui e l'étenduc e que l'on obliger la nari et ne is dans sa par la dis-. Si la Dede pouvoir le mariage l'immeuble rocédé à la partie de cette partie d. Viendra en exercer " La Cour, du 15 janes, entre le rs François son mari à ir fille mie tous leurs avec aussi la Demanéée p**ar** leur ecession on ette el use t de allnt nu misés rcessaire de n effet légal regardée en ale et non

e biens qui

lui est échu

en ligne directe de la succession de feu son père, François David, deux arpents et un quart indivis d'un certain immeuble désigné au rapport du praticien en cette cause, lequel immeuble est identiquement le même, sans améliorations ni détériorations, que celui mentionné en un acte de donation du 29 mars, 1843, reçu devant Racicot et confrère, notaires, mentionné au dit rapport, consenti par feue Marie Josephte Dagenais, au Défendeur et à la Demanderesse, pour être un conquêt de leur communauté pour trois arpents et trois quarts du dit immenble appartenant à la donatrice pour sa part des conquêts de la communauté de biens qui avait existé entre elle et Jean-Bte Vannier, son premier mari, et François David, son second mari. Vu que, par cet acte de donation, la moitié indivise de ces trois arpents et trois quarts indivis du dit immeuble a été donnée à la Demanderesse et lui était un propre, et que l'autre moitié indivise d'iceux, aux termes du dit acte de donation, a été donnée au Défendeur et doit lui appartenir, et appartient à ce dernier, vu la renonciation de la Dennanderesse à leur communauté. Considérant que, vu la chuse d'ameublissement général stipulée au contrat de mariage, les parts et portions d'immeubles ei-dessus mentionnées comme étant échues à la Demanderesse, tant de la succession de son père que par le dit acte de donation ci-dessus stipulé, sont demeurées affectées, obligées et hypothéquées à la sûreté des hypothèques dont le Défendeur a pu les charger durant la durée de la communauté, et nommément à l'hypothèque spéciale résultant de l'obligation du 14 mai, 1861, consentie par le Défendeur à la dite intervenante, et reçue devant Doucet et confrère, notaires, à la sîreté du paiement de laquelle obligation il a affecté et hypothéqué la totalité du dit immeuble ci-dessus désigné, tant pour les parts et portions que la Demanderesse pouvait y prétendre de son chef comme héritière de son père, que pour les portions qui lui ont été données par le dit acte de donation du 29 mars, 1843; et que, vu tout ce que dessus, la Demanderesse ne peut en vertu de la clause de reprise stipulée en sa faveur au contrat de mariage, reprendre que les portions du a meuble qui lui sont advenues de la succession de son père, et par la donation qui lui en a été faite par sa mère, pour moitié indivise de ce qui en a fait l'objet; et ce qu'avee l'charges et hypothèques que le Défendeur peut y avoir créées et imposées durant la communauté; et que, quant à l'autre moitié indivise des trois arpents et trois quarts indivis du dit immeuble, ainsi donnée comme susdit au Défendeur, elle doit lui reste en entier, vu la renonciation de la Demanderesse à la communauté: A renvoyé et renvoie le rapport dont l'homologation est demandée par la Demanderesse; et a ordonné et ordonne qu'il soit procédé par le dit Simard, ou

plai

tier

tier

pêc.

cau

tion

Déf

cont

Déf

juge tent

que,

gref

tiers preu moir obte

men

forte nonc

s'y é plus

veur

£5 0

payé

deur

n'v a

soum

En re

Dem

cause

pens.

Ca

TA

T.

par tel notaire qui sera nommé par cette cour, sur la demande de la Demanderesse, à constater et établir les reprises et droits matrimoniaux de la Demanderesse contre son mari, en obéissance au jugement interlocutoire du 19 septembre, 1863, mais conformément à ce qui est prescrit par le présent jugement, en autant qu'il statue sur les droits respectifs de la Demanderesse, du Défendeur et de l'Intervenante. La cour réservant à cette dernière de faire valoir, ainsi qu'il y aura lieu ci-après, ses droits et actions hypothécaires contre la Demanderesse et le Défendeur, sur les parts et portions indivises du dit immeuble, dont ils demeureront propriétaires. (14 D. T. B. C., p. 110.)

Mousseau, pour la Demanderesse. Bélanger, conseil.

JUDAH, pour l'Intervenante.

SAISIE-ARRET EN MAIN-TIERCE.

COUR DE CIRCUIT, Québec, 24 décembre, 1863.

Présent: TASCHEREAU, Juge.

PARENT vs. TALBOT.

Jugé: Qu'un créancier ne peut obtenir jugement contre son débiteur, lorsque ce dernier a été condamné comme tiers-saisi dans une autre can-se où le créancier était Léfendeur; et surtout quand le tiers-saisi a commencé à satisfaire au jugement rendu contre lui. (1)

L'action avait été intentée pour ouvrages faits et matériaux fournis au Défendeur dans le courant de juin, 1861. A cette action, le Défendeur plaida paiement et, de plus, que, le 4 décembre, 1861, il avait été condamné comme tiers-saisi dans une cause où le Demandeur était Défendeur pour une plus forte somme que celle réclamée par l'action.

Angers, pour le Demandeur, maintint que son action était bien fondée et que le plaidoyer du Défendeur était insuffisant; que le jugement rendu contre le Défendeur, comme tiers-saisi, dans une autre cause, n'était qu'un jugement par défaut dont le Défendeur pouvait se faire relever; que, pour se libérer de la présente demande, le Défendeur devait déposer avec son

⁽¹⁾ Le Débiteur condamné, qui a reçu signification d'une saisie-arrêt à la poursuite d'un créancier de son créancier, ne peut, avant le jugement sur cette saisie-arrêt, s'opposer à l'exécution du jugement rendu contre lui à la poursuite de son créancier qu'en offrant le montant de la dette en capital, intérêt et frais. (Duvernay et Dessaulles, C. B. R., Montreal, 12 Mars 1851, ROLLAND J. PANET, J. et AYLWIN, J., confirmant le jugement de C. S., Montréal, 16 décembre 1850, MONDELET, J. (dissident), J. 4 R. J. R. Q., p. 114.) V. arl. 625 C. P. C.

a demande es et droits , en obéis-1863, mais jugement, la Demanréservant en ci-après, aderesse et lu dit im-D. T. B. C.,

re, 1863.

son débiteur, ns une antre tiers-saisi a

matériaux 1. A cette ue, le 4 dé--saisi dans r une plus

iction était nsuffisant ; tiers-saisi, léfaut dont libérer de nvec son

sie-arrêt à la nent sur cette lui à la pourpital, intérêt (51, ROLLAND Montréal, 16 (.) V. art. 625 plaidoyer le montant du jugement obtenu contre lui comme tiers-saisi, et que le seul fait d'avoir été condamné comme tiers-saisi dans une autre cause, n'était pas suffisant pour empêcher le Demandeur d'obtenir un jugement dans la présente cause. Il cita la cause de Duvernay et Dessaulles où la question avait été ainsi décidée.

Tousignant, pour le Défendeur, prouva à l'enquête que le Défendeur avait payé la plus grande partie du jugement rendu contre lui comme tiers-saisi. Il soutint que le plaidoyer du Défendeur était bien fondé, et qu'ayant payé une partie du jugement rendu contre lui comme tiers-saisi, il n'était pas tenu à d'autres formalités que celles qu'il avait observées: que, s'il était nécessaire pour le Défendeur de déposer au greffe le montant du jugement rendu contre lui comme tiers saisi pour se libérer de la demande en cette cause, la preuve qu'il avait payé une partie de ce jugement était au moins équivalente à un dépot; que le Demandeur ne pouvait obtenir aucune condamnation contre lui, attendu que le jugement rendu contre lui comme tiers-saisi, était pour une plus forte somme que celle réclamée par la présente action, et que, nonobstant que ce jugement fût rendu par défaut, le tiers-saisi s'y était soumis en commençant de le satisfaire en payant la plus grande partie à l'acquit du présent Demandeur.

TASCHEREAU, Juge. Le Défendeur a été condamné en faveur d'un nommé Godbout à payer une somme de £9; £4 ou £5 ont été payés, et, parce que la balance n'a pas encore été payée, le Demandeur prétend qu'il a droit de forcer le Défendeur de déposer la balance en Cour. Ceci pourrait se faire s'il n'y avait pas eu un jugement final déjà rendu, car à quoi bon soumettre un Défendeur à de nouveaux frais sans nécessité? En regardant la cause de Duvernay et Dessaulles citée par le Demandeur, l'on voit qu'il n'y a point d'analogie entre cette cause-là et la présente. Jugement, action renvoyée avec dé-

pens. (14 D. T. B. C., p. 127.)

CASAULT, LANGLOIS et ANGERS, pour le Demandeur.

Talbot et Tousignant, pour le Défendeur.

MUR MITOYEN.—ENREGISTREMENT.

Cour Superieure, Québec, 14 octobre, 1863.

hat

per

20 ∣ buil

to th

sent

wor this

by t

Con

alleg

which

doth

mon

6º 1

men

vileg

mali

Cana

sing

upon

divis

pas -

ausq

certa

qu'el

ciers.

accor

pas d

qu'il

perso

privi.

" con

" reec

" édif

" par

" dist

Cette

pratic

livre

confo

plus

(1) 7

(2)

(3)

L

Présent : TASCHEREAU, Juge.

STILLINGS et vir, Demandeurs, vs. McGillis, Défendeur, et Coveney, Opposant.

Jugé: Qu'un individu qui a avancé des deniers pour la construction d'un mur mitoyen, entre lui et son voisin, ne pourra réclamer un privilège, sur vente par décret de l'héritage voisin, à l'encontre des créanciers hypothécaires sur tel héritage, s'il n'a observé les formalités vonlues par la loi des enregistrements, cap. 37, Stat. Ref. du Bas-Canada, sec. 26, sous-sec. 4, et ce quoique la valeur de l'héritage ait été augmentée par la construction de tel mur. (1)

La Demanderesse était créancière hypothécaire du Défendeur, en vertu d'une obligation notariée dûment enregistrée, et, ayant obtenu jugement contre son débiteur, elle fit saisir et vendre ses immeubles, et notamment un emplacement situé au faubourg St-Louis de la cité de Québec. Le nommé Coveney se porta opposant au décret, réclamant par privilège une somme de £9 13 4. Par son opposition, il alléguait un titre par lequel il était devenu l'acquéreur d'un certain emplacement situé en la cité de Québec. Que l'emplacement saisi et vendu dans la cause, appartenant au Défendeur, était contigu à l'emplacement de l'opposant, et que lui et le Défendeur, antérieurement, étant propriétaires d'emplacements contigus l'un à l'autre, avaient procédé à un bornage de leurs propriétés respectives. Que la ligne de division entre les parties ayant été établie par le procès-verbal de bornage, il fut convenu entre elles qu'un mur mitoyen serait érigé pour diviser leurs propriétés respectives, à frais communs, et qu'en exécution de ce marché, il fut de fait érigé un mur mitoyen entre elles, lequel avait coûté une somme de £19 6s 8d, qui avait été payée en entier par l'Opposant, la moitié de laquelle lui était due par le Défendeur. Que la propriété du Défendeur avait été augmentée en valeur, jusqu'à concurrence de la somme de £9 13s 4d, moitié du coût de tout le mur mitoyen : et qu'en raison de ce que par lui allégué, l'Opposant avait droit, sur le produit de la vente de l'immenble, d'être payé par privilège, et en préférence à tous autres créanciers du Défendeur, de la somme de £9 13s 4d, et il prit des conclusions en conséquence. Par le projet de distribution et de collocation préparé par l'officier de la Cour, Coveney fut colloqué au préjudice de la Demanderesse, conformément aux conclusions de son opposition; sur ce, contestation du rapport de distribution de la part de la Demanderesse, fondée sur les raisons suivantes : 1º Because Coveney

⁽¹⁾ V. art. 2013 et 2103 C. C.

e, 1863.

endeur, et

construction er un privies créanciers ités voulues nada, sec. 26, tentée par la

du Défennregistrée, e fit saisir ment situé mé Covenivilége une uit un titre n emplaceent saisi et ait contigu endeur, anntigus l'un priétés resayant été venu entre leurs proition de ce lles, lequel pnyée en due par le é augmen-£9 13s 4d, rison de ce produit de en préfénme de £9 ${f r}$ le projet cier de la anderesse, ur ee, conla Deman-· Coveney hath no privilege upon the proceeds of the immoveable property sold, preferable to the hypothèque of Mary Ann Stillings. 2º Because Coveney doth not claim as, and is not an architect, builder or other workman, nor doth he claim as subrogated to the privilege of an architect, builder or other workman, representing a devis et marché. 3º Because no architect, builder or workman can claim a privilege, such as the privilege claimed in this cause, without having observed the formalities prescribed by the fourth subsec. of the twenty-sixth section of chap. 37, Con. Stats. of Lower-Canada. 4° Because Coveney doth not allege the registration of any proces-verbal or other document which could enable him to claim a privilege 5° Because Coveney doth not claim as the lender of money and is not a lender of money, applied to the payment of workmen having a privilege. 6° Because no lender of money applied to the payment of workmen having a privilege, can claim a privilege such as the privilege claimed in this cause, without having observed the formalities prescribed by the said 37 cap., Con. Stats. Lower-Canada, 25th sec. and the sub. sect. 7 thereof. Because supposing Coveney had a privilege, such privilege could only attach upon that part of the proceeds of the sale representing the division wall mentioned in his opposition.

Lelièvre, pour la Demanderesse : Le privilège ne résulte pas du droit commun, les créances privilégiées sont celles auxquelles des dispositions particulières de la loi accordent certaines prérogatives spéciales, par exemple, dans le rang qu'elles doivent occuper dans le concours des autres créanciers. (1) L'Opposant est incapable de citer aucune loi que lui accorde, dans l'espèce, une prérogative spéciale, et dont il n'est pas dans les conditions requises pour se prévaloir du privilége qu'il réclame. Notre ordonnance (2) indique quelles sont les personnes qui en pareil cas peuvent valablement réclamer le privilége que réclame Coveney; ce son' " Les architectes, constructeurs ou autres ouvriers employés à la construction, " reconstruction ou réparation de bâtisses, canaux ou autres " édifices et ouvrages : pourvu qu'il ait été fait un procès-verbal " par un expert nommé par un juge de la cour supérieure du " district dans lequel les bâtisses ou les lieux sont situés," &c. Cette disposition de notre ordonnance est fondée sur ce qui se pratiquait en France à ce sujet, et l'on ne saurait ouvrir un livre de droit qui traite cette matière sans trouver une autorité conforme aux prétentions de la Demanderesse; je refèrerai plus particulièrement à Pigeau, Proc. Civ., (3) où en traitant

^{(1) 7} Troplong, p. 121, No 99.

^{(2) 4} Vic., cap. 30, Sec. 31; Stat. Ref. du B. C., cap. 37, sec. 26, sous-sec. 4.

⁽³⁾ Ier Pigeau, p. 810.

" des priviléges réels sur les maisons, terres, rentes, etc." il est dit: "Quatrième privilège: Les créances de ceux qui ont aug-" menté la valeur, par des ouvrages, réparations ou autrement; " (mais ce privilège n'a lieu que sur l'accroissement de valeur " qu'à procuré cette auxmentation.) Il faut observer sur ces " deux derniers priviléges, deux choses ; la première, que comme " il serait facile à un propriétaire qui s'entendrait avec un " ouvrier, de faire naître une créance simulée en faveur de " celui-ci, pour ouvrages prétendus faits, on a exigé pendant " longtemps, pour que l'ouvrier pût se dire créancier et avoir " un privilége, qu'il y eût un devis et un marché contenant le " prix et le détail des ouvrages, passés devant notaires, avec " ininute, ainsi qu'il était ordonné par une sentence du Châtelet " du 3 décembre, 1689, confirmée par arrêt du 31 juillet, 1690 : " etc." Covency n'a observé aucune des formalités voulues, il n'a pris aucune des précautions requises : donc il n'a aucun privilége, et le projet de distribution doit être réformé.

Stuart, G. O., pour Coveney, prétendit que du moment qu'il était apparent que par le prêt de deniers, un individu avait contribué à l'augmentation d'une propriété, par des réparations ou constructions sur telle propriété, il avait droit de réclamer le paiement des deniers ainsi avancés jusqu'à concurrence de la valeur de telle augmentation. La question soulevée par la contestation n'était pas quant au montant, question qui n'eut pu être soumise à la cour que par une contestation de l'opposition, mais bien, quant à l'existence du privilége réclamé par sa partie, les autorités citées par la Demanderesse, était en faveur du privilége réclamé; il cita aussi la cause No. 1278,

Withall vs. Pentland. JUGEMENT: Considérant que l'opposant Coveney réclame sur les deniers provenants de la vente de l'immeuble saisi, une somme d'argent pour construction par lui faite d'un mur mitoyen entre le Défendeur et lui, l'Opposant, sur l'immeuble saisi. Considérant que l'Opposant n'allègue pas, par son opposition, qu'avant de reconstruire le mur, il nit fait constater l'état des lieux et la nécessité de cette reconstruction, par un expert dîment nommé par un juge de cette cour, ni qu'il en eut constaté la réception par un expert nommé de la même manière, et qu'il n'apparaît pas que le privilège réclamé par l'Opposant ait été en aucune manière enregistré. Considérant, qu'en autant, l'Opposant n'est que créancier chirographaire, et n'a aucun privilège sur les deniers à l'encontre de la Demanderesse: La cour maintient la contestation de la collocation de l'Opposant Coveney, No. 9 du rapport de distribution, avec dépens contre Coveney, et ordonne que le dit rapport soit В

RA

ani

ch

Ji encl n'es en a

par

tion

" ex " sa chei par prié à ic posi du e ou prié soitfaut sais ques l'adj aller que pou: Que ont Sess et in pliq

et q. (1)

de l'

etc." il est ii ont augutrement: de valeur er sur ees jue comme t avec un faveur de é pendant er et avoir ontenant le aires, avec u Châtelet illet, 1690:

mé.

n individn

r des répa
it droit de

n'à coneur
on soulevée

uestion qui

estation de

ige réclamé

resse, était

e No. 1278,

voulues, il

n'a aneun

y réclame e saisi, uuc d'un mur l'immeuble son oppoconstater on, par un ni qu'il en le la même éclamé par onsidérant, aphaire, ct la Demanocation de ition, avec pport soit amendé en conséquence , et que la collocation en soit retranchée." (14 $D.\ T.\ B.\ C_{\circ}$, p. 129.)

Lelievre, pour la Demanderesse. Stuart et Murphy, pour l'Opposant.

ENCLAVE. - DROIT DE PASSAGE.

COUR SUPERIEURE, Montréal, 31 octobre 1863.

Présent: Berthelot, Juge.

RAUGER, Demandeur, vs. RAUGER, Défendeur, et Valois, Opposant.

Jugé: Que le droit de passage sur un héritage pour arriver à une enclave qui n'a pas d'autre voie d'accès, est une servitude légale dont il n'est pas nécessaire de produire un titre par écrit, lorsque la jouissauce en a duré plus de trente ans. (1)

Berthelot, Juge: Il s'agit d'une opposition à fin de distraire, par Valois, à une saisie de la terre du Défendeur, avec l'addition suivante; "avec en outre le chemin de sortie, tel qu'il " existe, et a toujours existé, pour communiquer de la terre "saisie au chemin de la Reine." L'Opposant allègue que ce chemin de sortie dont il est ainsi question passe sur la terre par lui acquise par échange de Gabriel Pilon, sans que le propriétaire de la terre saisie ait jamais eu aucun droit ou titre à icelui, et lequel chemin lui appartient en entier, à lui l'Opposant Il conclut à ce qu'il soit déclaré être le seul propriétaire du dit chemin de sortie, et qu'il n'existe aucun droit de passage ou de chemin sur la terre de l'Opposant en faveur du propriétaire de l'immeuble saisi, et à ce que la saisie du chemin soit déclarée nulle et de nul effet. Cette conclusion semble fautive. L'Opposant paraît être sous l'impression que, par la saisie dont il s'agit, la propriété du chemin peut être mise en question, tandis qu'il ne peut s'agir que du droit qu'aurait l'adjudicataire de se servir du chemin comme passage pour aller au chemin de la Reine. Le Défendeur conteste en disant que la terre saisie est une enclave, et n'a pas d'autre issue pour aller au chemin de la Reine que le dit chemin de sortie. Que lui et ses auteurs, depuis plus de 30 ans, et même 50 ans, ont toujours joui du chemin animo domini, et que cette possession publique, paisible et continue de ce chemin nécessaire et indispensable pour communiquer de sa terre à la voie puplique, a en l'effet de créer une servitude légale sur la terre de l'Opposant, dont ce dernier ne ponvait lui refuser l'usage, et qu'il a, par là, acquis par prescription la propriété irrévo-

⁽¹⁾ V. art. 540 et 549 C. C.

pul

pas

née

tag

tém

plus

den

et d

Déf

inte

avai

men

sant

serv

d'un

eite

" le " (*le)*

" ser

" pu " d'ê

" le : " per

" ém " tio

" à l " զս'

" ne " vai

"la

" 55(

" pas " ce s

" me

" alo " disc

" plu " En

" mê

" ce j

page

" qué

" pov " d'u

cable du chemin de sortie, pour la terre saisie, et que, dans ces circonstances, lui et ses successeurs, ont droit à la possession et propriété du chemin; et conclut à ce que l'opposition soit déboutée. L'Opposant répond que la terre du Défendeur n'est pas une enclave, mais qu'elle est bornée de côté par la petite Rivière Quinchien, laquelle longe le chemin de la Reine, et que le Défendeur peut communiquer au chemin de la Reine sans passer sur la terre de l'Opposant, et que le Défendeur et ses auteurs n'ont pu, par conséquent, obtenir aucun droit de servitude ou de passage par prescription, la terre en question n'ayant jamais été et n'étant pas une enclave; que le Défendeur et ses auteurs n'ont jamais possédé le dit droit de passage pendant 30 ans, ou d'aucune manière à leur en faire acquérir le droit par la prescription, et que, par conséquent, la contestation est mal fondée. La preuve testimoniale établit au delà de tout doute que la terre du Défendeur est une enclave, et deux des trois témoins de l'Opposant, admettent, en transquestions: " Que le Défendenr n'a pas d'antre chemin de sortie en existence pour communiquer de sa terre au chemin de la Reine de la petite Rivière, que le chemin de sortie saisi en cette cause, qui passe sur la terre de l'Opposant." Ce dernier a tenté de prouver que le Défendeur pouvait aujourd'hui avoir accès au chemin public en plaçant son front sur cette partie de la rivière qui se trouve maintenant avoisiner son immeuble, mais il paraît bien établi d'autre part, que ceci n'est dû qu'à des éboulements de la rivière depuis une quinzaine d'années. Et il n'y a aucune preuve, ni même tentative de preuve, pour faire présumer que l'Opposant aurait entendu profiter de ces changements des lieux, pour obliger le Défendeur depuis ces quinze ans, à cesser de se servir, du chemin de servitude en question, qui n'avait plus de raison d'être, s'il était réellement possible à ce dernier d'avoir issue au chemin public, saus passer sur la terre de l'Opposant. Ce n'est certainement pas par une opposition à fin de distraire que l'Opposant pourrait exercer l'action négatoire qui lui résulterait du changement des lieux. D'ailleurs, ce droit n'est pas toujours reconnu, (1) il dépend des circonstances, du laps de temps que le droit de servitude a été exercé, et pourrait même être refusé, s'il devait en résulter trop d'inconvénients, à raison des bâtises en existence et de l'exploitation des lienx, durant un long espace de temps, avec l'usage du droit de passage en un certain endroit. Il faut done revenir à considérer la question entre les parties irrespectivement de ce changement des lieux, rée' ou prétendu, et qui ne serait survenu que depuis peu d'années, comparativement au long temps qu'avait duré auparavant l'exercice paisible,

¹⁾ Dalloz, 1848, lère partie, page 5.

e, dans ees ossession sition soit deur n'est · la petite ne, et que teine sans eur et ses de serviquestion le Défenle passage e a**c**quérir la contest au delà nclave, et en transi de sortie min-de la e saisi en Ce dernier l'hui avoir tte partie immeuble, st dû qu'à d'années. uve, pour ter de ces lepuis ces vitude en réellement blic, sans ment pas t pourrait angement nnu, (1) il e droit de s'il devait existence de temps, it. Il faut ties irrestendu, et tivement

paisible,

public et non interrompu de cette servitude légale ou droit de passage, résultant nécessairement de l'enclave, et fondé sur la nécessité même des lieux, et résultant de la position des héritages de l'un et de l'autre. Or, il est bien prouvé, par deux témoins, dont l'un est l'auteur même de l'Opposant, et tous deux plus âgés que ceux de l'Opposant et ayant presque toujours demeuré dans l'endroit, que le chemin ou passage en question, et dont l'usage est réclamé pour le propriétaire de la terre du Défendeur, existe de fait, depuis plus de 50 ans, sans aucune interruption ni changement, c'est-à-dire, pendant 15 ou 20 ans avant que les éboulements de la rivière aient opéré des changements qui auraient pu donner ouverture, au profit de l'Opposant, à une demande en discontinuation de l'exercice de la servitude. Il me reste maintenant à voir quel est l'effet légal d'un pareil état de choses pour le Défendeur et l'Opposant. Je cite du 3e vol. Toullier, No 552: "Il faut done bien distinguer " le passage que la loi accorde à la nécessité pour l'exercice " des fonds enclavés, du passage de simple commodité pour le " service des fonds non enclavés qui ont une issue sur la voie " publique. Le premier est une servitude légale, qui n'a besoin " d'être justifiée par aucun titre. Son titre est dans la loi, dans " le fait prouvé de *l'enclave et de la nécessité*. Le second ne " peut être établi que par le fait de l'homme, par un titre " émané du propriétaire du fonds servant et non par la prescrip-" tion sans titre. En passant sur l'héritage voisin pour se rendre "à la voie publique, le propriétaire du fonds enclavé ne fait " qu'user de son droit; il l'exerce pro suo, et un pareil passage " ne peut jamais être réputé précaire, quand même le fonds ser-" vant ne serait pas elos ; car un passage fondé par la loi et sur " la nécessité ne peut pas être réputé de simple tolérance. No. " 556 : Le droit de passage accordé aux fonds enclavés qui n'ont " pas d'issue sur la voie publique est fondé sur la nécessité. Et " ce après avoir fait remarquer, au no. 554, qu'il en est différem-" ment pour un fonds qui a une issue sur la voie publique, car " alors tel passage n'est que de commodité, c'est une servitude " discontinue qui ne peut s'acquérir sans titre, même par la " plus longue possession. Fournel, vol. 2, p. 404, du Voisinage: "En général, on ne peut acquérir une servitude, sans titre, " même quand on en aurait joui pendant 100 ans, conformé-" ment à l'article 186 de la Contume de Paris, qui devrait sur " ce point former le droit coutumier." Et puis il continue à la page 405: " Ces principes doivent ils recevoir une exception pour le cas où il s'agit d'une servitude de passage au profit "d'un héritage enclavé? Ce droit de passage pourrait il s'ac-" quérir par prescription?" Nous partageons l'avis que plusieurs auteurs justement estimés ont émis sur cette question. (1) " La servitude de passage, due à un héritage enclavé est légale, ont-ils dit, elle n'a besoin d'être consentie par aucun titre; il est indispensable qu'elle existe, c'est la loi qui l'établit; elle diffère donc du passage qui n'a point pour base une necessité absolue et qui ne peut exister que comme servitude conventionnelle. La seule question à examiner, est donc de savoir s'il y a ou non enclave, nécessité de passage et par suite servitude légale; si le voisin se croyait fondé à soutenir que son héritage n'est pas celui qui présente le trajet le plus court, et que tel autre voisin doit plutôt en être chargé, on ne devrait accueillir cette objection que dans le cas où l'exercice du passage ne durerait pas depuis 30 ans. Mais si ce temps est écoulé, alors il y a présomption qu'un commencement de la possession, l'état des lieux et la convenance ont été vérifiés, et que c'est parce qu'il ne pouvait s'y refuser que le propriétaire l'a souffert si longtemps sans réclamer: et M. Pardessus ajoute que si la prescription trentenaire ne rendait pas irrévocable le lieu du passage, les propriétés deviendraient inutiles, ou ce qui serait aussi funeste, elles deviendraient l'occasion de procès ruineux." S'il est bien établi, comme je le pense, par la preuve que l'immeuble saisi est une enclave, et que le Défendeur et ses auteurs ont joui, pendant plus de 30 ans, et même de 50 ans, du droit de sortie (ainsi qu'il est exprimé au procès-verbal de saisie) pour communiquer du dit immeuble au chemin de la Reine, je ne vois pas comment je pourrais refuser de faire l'application des autorités ei-dessus rapportées et de déclarer que le Défendeur a acquis par prescription, tant par sa possession que par celle de ses auteurs, pendant plus de 30 ans, le droit de sortie et de passage sur la terre de l'Opposant, là où il existe aujourd'hui, à titre de servitude légale et nécessitée par l'état des lieux, et que par conséquent le Défendeur est bien fondé dans sa contestation de l'opposition qui doit être déboutée avec dépens. (2)

"La cour, considérant qu'il est constaté, par la preuve et la procédure, que l'immeuble saisi sur le Défendeur est une enclave, sans issue au chemin de la Reine, autre que le chemin de sortie tel qu'il existe aujourd'hui sur la terre de l'Opposant, pour communiquer de l'immeuble saisi au chemin de la Reine, et mentionné au procès-verbal de saisie, et que le Défendeur, tant par lui que par ses auteurs, pendant plus de 30 ans, en a ainsi joui, à titre de servitude légale et nécessitée par l'état des lieux, à l'endroit où il existe aujourd'hui, ce qui lui a fait

acq sor jusc que test ave ain

Rot

Ju s'éte pas de à des de fe statu 20. comp

10s,

cette emp Stan errai sur l la Co aniu Dem elôtu que l laque respe l'étai avait vena laque

priéte avnie (1)

⁽¹⁾ Toullier, vol. 3, nos. 551 et 552; Pardessus, no. 222 et suiv.; Favard, vbo, servitude.

⁽²⁾ Autorités de l'Opposant : Toullier, vol. 3, nos. 547, 548, 512, 554 ; Pandectes Françaises de la Porte, vol. 5, p. 482.

acquérir par prescription l'usage et propriété de ce droit de sortie pour l'avenir, comme propriétaire du dit immeuble saisi, jusqu'à ce qu'il intervienne des changements au contraire; et que, par conséquent, le Défendeur est bien fondé dans sa contestation de l'opposition, a renvoyé et débouté la dite opposition, avec dépens, et ordonne qu'il soit procédé ci-après sur la saisie ainsi qu'il pourra appartenir. (14 D. T. B. C., p. 134.)

Dorion et Dorion, pour l'Opposant Valois. Charpentier, pour le Défendeur contestant.

CHEMIN DE FER.-CLOTURES.

Cour de Chrcuit, Arthabaska, 9 janvier, 1864.

Présent: STUART, Juge.

ROUX dit Sanschagrin vs. La Compagnie du Grand Tronc de Chemin de Fer du Canada.

Jugé: 10. Que l'obligation de la compagnie de clore la voie ferrée ne s'étend qu'an propriétaire voisin, et que la compagnie, lorsqu'il n'y a pas de négligence de sa part, n'est pas responsable du dommage causé à des animanx venant d'une propriété qui n'est pas contiguë au chemm de fer, nonobstant qu'elle ne se soit pas conformée aux dispositions du statut.

2o. Que, dans l'espèce, il n'y avait pas négligence de la part de la compagnie. (1)

Par son action, le Demandeur réclamait la somme de £22 10s, pour dommages causés par la Défenderesse, en ce que cette dernière, par la négligence, la faute et la malice de ses employés, le ou vers le 29 juin, 1863, dans le township de Stanfold, lui avait tué cinq bêtes à cornes, qui étaient alors errant sur le chemin de fer, et que les animaux étaient allés sur le chemin de fer à raison du mauvais état de la clôture de la Compagnie. A cette action, la Défenderesse plaida que les animaux étaient errants sur des terrains n'appartenant pas au Demandeur : que la compagnie avait été exemptée de faire des clôtures par le propriétaire du terrain où erraient les animaux ; que les animaux, venant de sur des terres voisines de celle sur laquelle il n'y avait pas de clôture, la compagnie n'était pas responsable des dommages qui leur étaient causés, qu'elle ne l'était qu'envers le propriétaire de la terre sur laquelle il n'y avait pas de clôture. La Défenderesse prouva que les animaux venaient de sur les quatrième et cinquième terres de celle sur laquelle il n'y avait pas de clôture, et que, errant d'une propriété à une autre, ils étaient allés sur le chemin de fer où ils avaient été tués par une locomotive. A l'argument, le procu-

ieation des Défendeur e par celle ortie et de ujourd'hui, es lieux, et ins sa condépens. (2)

stion. (1)

est légale,

n titre ; il

 $.\mathrm{blit}$; elle

necessité

conven-

savoir s'il

servitude

1 héritage et que tel -a**ccu**eillir

oassage ne oulé, alors

sion, l'état

est parce souffert si

que si la

le lieu du qui sernit

ruineux."

e que l'im-

ses auteurs s, du droit

aisie) pour

leine, je ne

reuve et la
ir est une
le chemin
'Opposant,
e la Reine,
Défendeur,
O ans, en a
r l'état des

iv. : Favard,

12, 554 : Pan-

⁽¹⁾ V. S. du C. de 1888, 51 V., ch. 29, s. 194.

reur du Demandeur maintint que la Défenderesse devait être condamnée à payer les dommages réclamés; qu'il avait été prouvé que les animaux appartenaient au Demandeur, et qu'ils étaient allés sur le chemin de fer par la négligence de la compagnie, qui n'avait pas entretenu sa clôture dans un bon état, tel qu'elle y était obligée par la loi ; qu'il y avait eu malice de la part de la Défenderesse, et que ni elle ni ses employés n'avaient rien fait pour éviter de causer les dommages au Demandeur. Les procureurs de la Défenderesse s'attachèrent fortement à démontrer que le Demandeur était coupable de négligence; qu'il ne pouvait pas réclamer des dommages de la Défenderesse en raison du mauvais état de sa clôture, parce que la cause des dommages procédait immédiatement du Demandeur lui-même, par le mauvais état de ses clôtures avec ses voisins; que ses animaux avaient d'abord été sur les propriétés voisines et de là, errant d'une propriété à l'autre, étaient allés sur le chemin de fer où ils avaient été tués. Enfin que la Défenderesse n'était point responsable des domunges causés à des animaux errants sur le chemin de fer, venant de sur des propriétés qui n'y adjoignaient pas, et qu'elle ne pouvait être responsable que des dommages causés au propriétaire de la propriété adjoignant le chemin de fer seulement, quand ce propriétaire n'était pas coupable de négligence et que les dommages étaient causés par la compagnie, résultant de ce qu'elle ne s'était pas conformée aux règles qui lui étaient imposées par la loi. (1) Jugement: Action renvoyée sans frais. (14 D. T. B. C., p. 140.)

PACAUD, pour le Demandeur. Talbot et Tousignant, pour la Défenderesse. ALF

Ju en v duit son a

a wa

he ea two c same Robe Sup dants consided declar of Pla sure, there

> préféi pour encou Forting3 R. La en ces d'un Circu loyer, par u couser et effe vente menb conse et effe ce cor

antre

de la

mains niers

port c

lanot

⁽¹⁾ Pierce on American Railway Law, pp. 333 et seq.: Rae, Plaintiff, vs. The Grand Trone R. R. Co., Defendants. Judgment rendered at Sherbrooke in 1859. "The demand was for twenty-five pounds, the value of a mare killed on the Railway track by Defendant's engine, to which Defendants pleaded that the line of Railway did not run through Plaintiff's land, and that the Company was not bound to fence against animals straying and trespassing on their track. Short, Justice: I must, in this case, support Defendants plea. It is proved that the Railway did not run through Plaintiff's land. That his mare was straying on the highway, some distance from home. That the mare, with other horses, was returning from the direction of Waterville to Hatley on the Queen's highway, and the horses were driven from the high-way through the yard of one Bliss, on to the Railway track, up an embarkment from 20 to 30 feet high which has been left unfenced for seceral months, by reason of certain repairs to a culvert which had been damaged or washed away by a flood. The Defendants are undonbtedly bound by law to fence their road for the protection of those through whose lands their railway rans and for the protection of their cattle, &c., from accidents, and would most probably be held liable to passengers and freighters on their cars, should an accident happen to any person, or damage to goods be suffered by any accident caused by cattle straying on their track by Deficiency in their fences. But the question here is whether a Plaintiff whose horses and cattle have strayed on to the railway track where they are trespussers, can recover the value of an animal killed under such circumstances. The Court is of opinion

evait être avait été r, et qu'ils le la combon état. malice de employés mages au tachèrent upable de ages de la ure, parce n**t** du Deares avec ır les prore, étnient

ıfin que la

es causés à le sur des

uvnit être

aire de la

quand ce

e les dom-

ce qu'elle

imposées is. (14 *D*.

Plaintiff, vs. Sherbrooke mare killed nts pleaded nd that the trespassing Defendants ntiff's land. iome. That Waterville m the highmbarkment ths, by reaished away fence their y runs and most proshould an any aeciieir fences. cattle have recover the of opinion

PRIVILEGE POUR LES FRAIS DE JUSTICE.

QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE, Québec, 15 juin 1863.

Before Aylwin, Duval, Meredith, Mondelet and Berrhelot, Justices.

Alford, Appellant, and The Mayor, Councillors and Citizens of the City of Quebec, Respondents.

Jugé: Qu'un Demandeur, qui a fait vondre les effets d'un Défendeur, en vertu d'un writ d'exécution, n'a pas le droit d'être payé, sur le produit de telle vente, de tous les frais encourus par lui sur contestution de son action; les frais pour lesquels il a un privilège, n'étant que les frais comme dans une action jugée aux mérites experte, uvec enquête. (1)

The moveable effects of Defendant having been sold, under a writ of execution issued at the instance of Plaintiff, and the sum of \$121,76 having been realized from the sale thereof, the

he cannot. The action must therefore be dismissed. I understand there are two other cases brought against the Company for damages suffered at the same time under similar circumstances. "Sannors and Brooks, for Plaintiff. Robertson, for Defondants.

ROBERTSON, for Defendants.
Superior Court, Montreal, Dubord, Plaintiff, vs. the G. T. R. Co., Defendants. BADGLEY, Justice, judgment the 27th February 1858. "The Court, considering that Plaintiff hath not established the material averments of the declaration, and that the horses in question were allowed by the negligence of Plaintiff, his agents or servants in charge of them, to stray at their pleasure, and did thereby stray on to the track of Defendants' Railway, and were thereby trespassers thereon; doth dismiss Plaintiff's action, with costs."

(1) Le Demandeur dans une cause a droit d'être colloqué, par privilège et de préférence au vendeur, sur le produit de la vente des immembles du Défendeur, pour tons ses frais d'action ex parte comme étant les frais indispensablement encourus pour poursuivre la saisie et vente des immembles rendus (Garneau vs. Fortin, et Dupuis, Opposant, C. S., Québec, 16 février, 1852, Bower, J. en C., 3 R. J. R. Q., p. 13 et 5 R. J. R. Q., p. 27 et 30.)
La section 55 du chapitre 16 des Statuts du Canada de 1843, 7 Vict., était

La section 55 du chapitre 16 des Statuts du Canada de 1843, 7 Vict., était en ces termes : "Chaque fois que des membles et effets seront saisis en vertu d'un writ émané d'aucune des cours du Bane de la Reine, ou d'aucune Cour de Circuit, et que le locateur réclamera un privilège ou droit de suite pour son loyer, le dit locateur ne pourra empêcher la vente des dits meubles et effets de la constant de la const

Circuit, et que le locateur réclamera un privilège ou droit de suite pour son loyer, le dit locateur ne pourra empècher la vente des dits meubles et effets par une opposition; mais il pourra mettre ou déposer son opposition à fin de conserver, entre les mains du shérif ou de l'unissier qui aura saisi les meubles et effets, soit avant ou après la vente; et si l'opposition est déposée avant la vente, le shérif ou l'huissier n'en procédera pas moins à la vente des dits meubles et effets, et il en fera son rapport; et d'après ce rapport, le locateur conservera son privilège sur les deniers provenant de la vente de tels meubles et effets, et il sera e doqué en conséquence, nonobstant toute loi ou coutume à ce contraire: Pourvu toujours, que chaque fois qu'une telle opposition ou autre opposition à fin de conserver, sur les deniers prélevés en vertu du writ de bonis, qui aura été émané du terme inférieur d'aucume des Cours du Bane de la Reine, ou d'aucume Cour de Circuit, sera mise et déposée entre les mains de l'huissier avant que celui-ci ait payé à la partie poursuivante les deniers provenant de la vente, il sera du devoir de l'huissier de faire aussitôt raport du dit writ, suivant la loi, et de verser entre les mains du greffier ou protonotaire de la cour dont sera émané le writ, les deniers provenant de la

Mayor, Concillors and Citizens of the City of Québec, the Respondents, filed an opposition "à fin de conserver," claiming the sum of \$79,45, for assessments due for the year then last past, and praying to be collocated for, and paid the said sum out of the proceeds of the sale, by privilege, and in preference to all other creditors, according to law. (1) The deputy prothonotary drew up a report of distribution, collocating Plaintiff, in the fourth item thereof, by privilege, for the sum of \$81.35. being the amount of the whole of the costs taxed in favor of Plaintiff in the cause. The Respondents contested this item of the report, maintaining, that if Plaintiff was entitled to be collocated, by privilege and in preference to Respondent, for any sum of money whatsoever, as privileged costs, it could only be for the sum of \$27, and prayed that the report of distribution in this particular should be amended. By the judgment rendered, the contestation was maintained. It was from this judgment that the appeal was instituted.

Pope, R. for Respondents: It is contended on behalf of Respondents, that the principle upon which costs are held privileged is, that they have been necessarily incurred in the interest of all the creditors, and that any creditor would necessarily have to incur such costs in order to bring Defendant's

vente pour attendre et subii le jugement de la cour." Cette section a été reproduite dans la s. 96 du chap. 38 des Statuts du C. de 1849, 12 V.

Ha été jugé, sous ces dispositions, que le Demandeur dans la cause a droit d'être colloqué, par privilège et de préférence au locateur, sur le produit de la vente des membles du Défendeur, pour tous ses frais d'action contestée. (Jerris vs. Kelly, et Marquis, Opposant, C. S., Québec, 8 février 1853, Bowen, J. en C., DUVAL, J., 4 R. J. R. Q., p. 85 et 5 R. J. R. Q., pp. 27 et (5.)

Il n'y a de privilège pour les frais de poursuite que pour un montant égal aux frais d'une action de la plus basse classe par défant. (Horan vs. Murray, C. S., Québec, 7 avril 1855, Bowen J. en C., Mereditth J., et Badgley J., 5 R. J. R. Q., p. 27.)

Le Demandent qui a obtenu jugement à privilège sur les biens du Défendent pour tous ses frais en Cour de première instance et en Appel. (Ganthier vs. Blaicklock, C. S., Québec, 9 avril 1855, Bowen, J. en C., Mortis, J., et Badgley, J., 5 R. J. R. Q., p. 27.)

Le privilège des frais de justice prend sa source dans la gestion d'affaires au profit des créanciers. On doit entendre par frais de justice ceux qui se font pour la cause commune des créanciers et peur la conservation et liquidation du gage dans leur intérêt. Le Défendeur qui, dans une action contestée a fait renvoyer la demande avec dépens n'a de privilège pour ses frais que pour un montant égal à celui qui ent été nécessaire pour obtenir un jugement contre le Demandeur dans une cause ordinaire par défaut. (Denis va. St. Hilaire et al., C. S., Québec, 19 Septembre 1855, Bowen, J. en C. (dissidant), Mereoffu, J., et Moris, J., 4 R. J. R. Q., p. 385 et 5 R. J. R. Q., p. 27.

Le Demandeur qui a obtenu jugement dans une cause contestée n'a de privilège que pour les frais dans une cause ex parte, avec enquête. (Michon vs. Sleigh, et Gagnon, Opposant, C. S., Québec, 5 mars 1856, Stuant J., Gauther, J., et Parkin, J., 5 R. J. R. Q., p. 26; Morrisset vs. Dugal, C. S., Québec, 5 mars 1856, Stuart, J., et Parkin, J., 5 R. J. R. Q., p. 27. V. art. 1994, 1995 et 1996 C. C. et art. 606 C. P. C.

(1) 22 Vict. Cap. 30, sec. 19, of 1858.

effec just this the suel inen defe and whic volu cred to tl not ! $qn\psi t$ to he privi bring necon quete to be what Vic., effect tion, takin here, dents of the 22 Vidents "the or De draw

ME and c saisic been proth of the saized it exc

(1) 1 p. 682. uébec, the
"claiming
then last
id sum ont
eference to
ty prothog Phintiff,
1 of \$81.35.
In favor of
tied to be
ondent, for
ts, it could
report of
d. By the

behalf of are held cred in the ould necesbefendant's

ed. It was

section a élé 2 V. cause a droit le produit de on contestée. février 1853, pp. 27 et ; 0.) montant égal vs. Murray, ADGLEY J., 5

ns du Défenel. *(Gauthier* Iorin, J., et

on d'affaires
x qui se font
z liquidation
itestée a fait
que pour un
ent contre le
(ilaire et al.,
MEREDITH,

e n'a de pri-(Michon vs. et J., Gavugal, C. S., 27. V. art.

effects to sale, and such costs alone are considered "frais de justice," and as such, privileged (1) The equity and justice of this principle is undoubted; but it by no means follows that the whole of a creditor's taxed costs are frais de justice, or such costs as any other creditor would necessarily have had to incur, because a Defendant may have a good ground of defence to a portion or the whole of one creditor's demand and not have the shadow of a defence to that of another, by which means the heavy expenses of a contested cause and voluminous enquête, would be incurred, in the interest of one creditor only, and which costs he would receive by privilege, to the detriment of the other creditors, whose claims would not have occasioned any such contestation, or expensive enquite. The practice of the courts, therefore, has been of late, to hold as privilege costs, such costs only as the contesting or privileged creditors would necessarily have had to incur to bring the effects of the Defendant to sale, in an exparte case, according to the amount of his claim, with the costs of enquete. This principle being admitted, Plaintiff is not entitled to be collocated in preference to the Respondents in any sum whatever as and for privileged costs, because, by the 25th Vic., Cap. 45, sec. 28, Respondents could have brought the effects of the Defendant to sale, without instituting any action, or obtaining any judgment against him, but simply by taking out a writ of execution from the Recorder's Court, here, which would have entailed no expense upon the Respondents whatever. This appears to have been also the intention of the legislature, by the wording of the 18th section of the 22 Vic., Cap. 30, above cited, by which debts due to Respondents are declared privileged debts, and are to be so held in "the distribution of the proceeds" of property, whether real or personal, by all Courts of Justice; the legislature thus drawing a distinction between privileged claims on the debtor's effects, and those upon "the proceeds of the sale thereof."

MEREDITH, Justice: The Appellant having seized the goods and chattels of Defendant in the court below, under a writ of saisic-gagerie, his claim was contested, and a judgment having been rendered in his favor, his costs were taxed at \$81.35. The prothonotary collocated Appellant, by privilege, for the whole of the said costs, in the distribution of the proceeds of the sale of the moveables which Appellant had so caused to be seized. The Respondents contested this collocation, in so far as it exceeded \$27, on the ground that Appellant, in resisting the contestation of his own claim, must be considered as having

TOME XII.

23

^{(1) 1} Troplong, *Priv. et 11yp.*, Nos. 122, 123, 131; 1 Pigeau, *Procéd. Civ.*, p. 682.

acted in his own interest, and not for the benefit of the creditors generally; and, therefore, that the costs of the contestation ought not to be considered as privileged costs. The Superior Court maintained the contestation; and I think rightly. Troplong says: "Le privilége des frais de justice, prenant sa " source dans la gestion d'affaires, au profit des créanciers;" "(1) and it appears to me impossible to regard the costs incurred by Appellant, in resisting a contestation of his own demand, as a "gestion d'affaires au profit des créanciers." The learned Counsel for Appellant referred to several cases (2) as establishing a jurisprudence in his favor; but they do not appear to me to support his pretension. The case of Denis vs. St. Hilaire, is certainly not in favor of Appellant, for, in that case, the costs of contestation after full argument were deliberately rejected by a majority of the Court. And, in Garneau vs. Fortin and Michon vs. Sleigh, the costs allowed as privileged costs were costs incurred upon exparte proceedings; and, therefore, the point upon which the present judgment turns, cannot have been raised in either of those cases. In Jarvis vs. Kelly, the costs allowed as privileged included the costs of contestation, but no attempt appears to have been made in that case to cause a distinction to be observed between the costs of contestation, and the remainder of the

(1) I Troplong, Priv. et Hyp., p. 151, No. 131; see also Persil, Priv. et Hyp., vol. 1, p. 62; 8 Pothier, p. 812; 5 R. J. R. Q., p. 26.

(2) La scetion 30 du chapitre 30 des Ordonnances du Conseil Spécial de 1841, 4 Vict., était en ces termes : "Depuis et après le jour anquel cette ordomance aura force et effet, il ne sera constitué oa créé aucune hypothèque par ancua jugement, acte ou procédé judiciaire, à être rendu, fait ou prononcé après cette période, sur aucune des terres, ténéments, ou héritages, propriétés réelles ou immobilières du Défendeur ou des Défendeurs, du débiteur on des débiteurs, contre lesquels tel jugement, acte ou procédé judiciaire sera rendu, fait on prononcé, excepté ceux dont tel défendeur ou débiteur sera saisi et en possession au temps du prononcé de tel jugement, on de l'accomplissement et achèvement de tel acte ou procédé judiciaire, lesquels terres, ténéments et héritages, propriétés réelles ou immobilières en dernier lieu mentionnés y seront seuls soumis; et il ne sera établi ou créé aucune hypothèque par un jugement, acte ou procédé judiciaire qui n'accordera point une somme spécifique d'argent, et telle hypothèque ne sera établie et ne subsistera que quant à telle somme d'argent seulement; excepté les jugements contenant une adjudication d'intérêt et frais de poursuite, ou d'intérêt et frais seulement, laquelle adjudication pourra être faite, comme il se pratique maintenant, sans la mention expresse du montant de l'intérêt et des frais dans le jugement, et portera néanmoins hypothèque; nonobstant toute loi, usage ou contume en aucune manière à ce contraire.

Il a été jugé, sous ces dispositions, que les frais d'action, comme accessoire du principal, priment une réclumation hypothécaire enregistrée subséquement à l'obligation sur laquelle le jugement act ét rendu mais antérirement au jugement qui a condamné le Délendeur au paiement des frais (Marchibbo vs. Mooney et Little, Opposant, et La Société de Construction de Québec, Contestante, C. S. Québec, 8 mars, 1858, Boreca J. en-C., 6 R. J. R. Q., p. 162.) V. les causes de Garneau vs. Fortin; Jervis vs. Kelly; Denis vs. St. Hilaire;

Michon vs. Sleigh.

cost rath and case allow not belie to b

Pe

Têru

Jug toutes expres et que plusie bail, e la pro du sec

ME place: £8 5s May, the re the er the er Build of Jai rent, It app exten Hotel years, May, is who Defen tained contai

(I) V

the credintestation Superior htly. Trorenant sa éanciers ; " e costs inf his own ciers." The uses (2) as do not ap Denis vs. or, in that were deliıd, in Garillowed as oceedings: judgment cases. In cluded the

ler of the ersil, Priv. et

have been

served be-

il Spécial de juel cette ore hypothèque it ou prononéritages, pro-, du débiteur udiciaire scra débiteur sera i de l'accomsquels terres, nier lien men-· hypothèque t une somme absistera que ontenant une is senlement, ntenant, sans le jugement, u contume en

ne accessoire subséquentérieurement (Marchildon Québec, Con-Q., p. 162.) St. Hilaire; costs. And, in Michon vs. Sleigh, the question decided was rather a question of registration, than a question of privilege, and judging from the sum allowed, as privileged costs in that case, (£8.2.11) I infer that no costs of contestation were allowed. The judgment of the Court below, therefore, does not seem to be opposed to any established jurisprudence, and, believing as I do that it is right in principle, I think it ought to be confirmed. Judgment confirmed. (14 D.T.B.C., p. 143.)

Bossé and Bossé, for Appellant.

Pope, for Respondent.

DECREI.-BAIL EMPHYTEOTIQUE.

Superior Court, Quebee, 31st May 1856.

1 fore: MEREDITH, J.

Têtu vs. Chinic.

Jugé: Qu'une propriété immobilière vendue par décrêt est purgée de toutes charges dont elle était dès avant grevée, excepté celles qui sont expressément énoncées dans l'expertissement du shérif ou avis de vente; et que, dans l'espèce, la propriété vendue ayant été denx fois louée pour plusieurs années, sujette à un canon amplytéotique en vertu de chaque bail, et le premier bail seul ayant été mentionné dans l'avertissement, la propriété vendue était purgée des charges qui l'affectaient en vertu du second bail. (1)

MEREDITH, Justice: The Defendant is the owner of an emplacement which was conceded, subject to an annual rent of £8 5s, by an emphyteotic lease, bearing date the 19th day of May, 1819, from Felix Têtu to Erastus White; and Plaintiff, as the representative of Têtu, claims the arrears for 18 months of the emphyteotic rent so created. The Defendant contends that the emplacement in question was purchased by the Quebec Building Society (from whom he acquired it) on the 23d day of January 1856, at sheriff's sale, free from the charge of the rent, and, therefore, that the claim of Plaintiff is unfounded. It appears that the emplacement in question forms part of an extensive lot of land which was conceded by the nuns of the Hotel Dieu, to the Hon. William Grant, for a period of 99 years, by an emphyteotic lease, bearing date the 31st day of May, 1790; and the principal question, between the parties, is whether the Quebec Building Society, now represented by Defendant, acquired the lot of land subject to the charges contained in the emphyteotic lease of 1790, or subject to those contained in the emphyteotic lease of 1819. The description in

⁽I) V. art. 710 C. P. C.

the sheriff's advertisements and in the sheriff's deed which has given rise to this difficulty is as follows: "The unexpired term of the bail amphytéotique herein after mentioned, that is to say, a certain lot or parcel of ground, &c., subject to the charges and conditions mentioned in the canon ampligiblestique dated the 31st May, 1790." Here it may be observed that the sheriff's sale at which the Quebee Building Society (now represented by the Defendant) acquired the emplacement in question, took place at the suit of Plaintiff, and under a judgment against Harriet Martin, who had acquired that emplacement from Erastus W. White, the lessee under the emphyteotic lease of 1819. The pretension of Plaintiff is that, as the land was sold as belonging to Harriet Martin, that the purchaser can have no rights other than those which she had: that she held the land under the emphyteotic lease of the year 1819, that the unexpired term of that lease was what was sold by the sheriffs sale; that although the annual reut due under the lease of 1819, is not expressly referred to in the conditions of the sale, yet, that rent being an essential part of the lease sold by the sheriff, the payment of it must be deemed one of the conditions of the sale, and, in support of this view, the learned counsel of Plaintiff cited the judgment of this Court in the case of Méthot vs. O'Callaghan, and Lampson Opposant. (1) As to the words in the advertissements and deed of sale by the sheriff, referring in the emphyteotic lease of 1790, it was expressly contended, at the argument, that they did not form a part of the description of the property sold, but are the expression of a charge upon it. These pretensions although submitted with much ability by the learned counsel for Plaintiff, cannot be sanctioned by the court. A property sold by sheriff's sale to make use of the words of Pothier: "est tranférée à l'adjudicataire " avec les seules charges exprimées par l'affiche ; le décret purge " toutes les autres : il éteint tous les droits de propriété, et au-

La vente, faite par le shérif sur le preneur d'un immeuble que ce dernier détient par bail emphytéotique, mais faite comme s'il en était propriétaire, à l'effet de purger les droits du bailleur, et ce dernier peut réclamer la valeur de ses droits sur le produit de la vente, quoiqu'il n'ait pas fait enregistrer son titre d'acquisition, ni le bail emphythéotique. (Murphy vs. O'Donoran et Lampson, Opposant, C. S., Québec, 22 avril 1852, Bowes, juge en chef, DUVAL et MERE-

рги, juges, 3 R. J. R. Q., p. 214.)

" tı " ri of i the emp of t the cite adv the ceec the ti witl of I tinu " sai " de " in " au on (was prese filed by w the 1 com the s regis

> en ces jour t ci-apı trume droits ou qu vertu menb ou fa

duly

(1)

tenen pothé d'icer comit matic pecti 800 ment giée e

⁽¹⁾ La vente par le shérif du terme restant à expirer d'un bail emphyteotique mentionné dans l'avis de vente et le rapport du shérif est une vente des droits du Défendeur sur la propriété décrite au bail, et ces droits consistent dans ceux qui lui sont conférés par le bail, de jouir de la propriété pendant un certain temps, à la condition de payer une certaine rente annuelle, canon emphytéotique stipulé au bail. La rente est une partie essentielle du bail et n'en payteotique supure au ban. La rente est une partie essentierie au ban expirer du partie étre séparée, et elle n'est pas perdue par la vente du terme à expirer du bail, quoique la vente du shérif ne soit pas faite à la charge expresse de la payer. (Méthot et al. vs. O'Callaghau et Lampson, Opposant, C. S., Québec, 22 avril 1852, Dryan, J. et MERBUTH, J., 3 R. J. R. Q., p. 213.)

eed which unexpired oned, that ject to the am phytéoe observed ig Society placement l under a d that emer the emis that, as , that the h she lad: of the year at was sold ounder the nditions of e lease sold one of the he learned urt in the posant. (1) sale by the it was exnot form a the expressubmitted , cannot be ale tomake judicataire eret purge

il emphyteome vente des its consistent é pendant un c, canon em l bail et n'en à expirer du kpresse de la S., Québec,

iété, et au-

ernier détient e, à l'effet de de ses droits in titre d'acampson, Opal, et Mere" tres droits réels, que les tiers auraient pu avoir dans cet hé-"ritage," (1) It is true that the property in question is spoken of in the proceedings of the sheriff" as the unexpired term of the emphyteotic lease hereinafter mentioned." But the only emphyteotic lease mentioned in those proceedings in the lease of the year 1790, and not the lease of the year 1819; and, therefore, the charges preserved, according to the authority cited from Pothier, are those stipulated in the lease of 1790, adverted to in the sheriff's advertisements, and not those of the lease of 1819, which is in no way referred to in the proceedings of the sheriff. The point urged at the argument that the lase of 1790 is referred to by the sheriff, not as part of the description, but as a charge upon it, is directly at variance with Plaintiff's declaration, which, after giving the description of Defendant's property, according to the sheriff's sale, continues as follows: "alléguant le Demandeur, que le bail ninsi " saisi et vendu, et l'immeuble ci-dessus désigné, sont ceux ei-" dessus désignés en premier lieu, le dit bail étant erronément " indiqué comme étant du trente anième jour de mai 1790, " au lieu qu'il était de fait du 19 mai 1819." The pretension on the part of Plaintiff that the emplacement in question was sold subject to the emphyteotic rent claimed by the present action, is also directly at variance with the opposition filed by him in the case in which that property was sold; and, by which opposition, he claimed the capital on the ground of the rent having been extinguished by the sheriff's sale. The court then held, as I now hold, that the rent was purged by the sheriff's sale: but Plaintiff's claim, not having been duly registered, was held to be inoperative as against a subsequent duly registered hypothec. (2) The present judgment is not at

(1) Pothier, Proc. civ., p. 255; De Héricourt, p. 147; Pigeau, vol. 1, p. 779.

⁽²⁾ La sec. 4 du ch. 30 de l'ordonnance du conseil spécial de 1841, 4 Vict., était en ces termes " dans l'espace de douze mois de calendrier, depuis et après le jour auquel cette ordonnance aura force et effet, il sera enregistre de la manière ci-après prescrite, un sommaire de toutes obligations notariées, contrats, instruments par écrit, jugements, actes et procédés judiciaires, reconn issances, droits, et réclamations privilégiées et hypothécaires, maintenant en force on qui seront en force le jour auquel cette ordonnance aura force et effet, en vertu desquelles aucune dette ou dettes, somme on sommes d'argent, biens meubles ou effets, ont été contractés, stipulés ou assurés, ou out été reconvrès, ou faits, ou sont payables, on livrables, et au moyen desquels des terres tenements, ou héritages, propriétés réelles ou immobilières, out été et sont hypothéquées, chargées on affectées, pour le paiement, satisfaction on livraison d'iccux; et tel enregistrement quand il sera ai. fait dans le temps prescrit comme susdit, aura l'effet de conserver telles hypothèques, droits, et réclamations hypothécaires et privilégiées, suivant leur rang et leur priorité respectivement, de la même manière que si cette ordonnance n'eût pas été passée : et toute telle obligation notariée, contrat, instrument par écrit, jugement, reconnaissance, acte ou procédé judiciaire, droit ou réclamation privilégiée on hypothécaire, dont il n'anra point été enregistré de sommaire dans la

Ev.

 J_{I}

que plais

dans

caus

toir répl

en c

" dı

" de

" de

fût

la d

pou

tiqu

sant (14

J

Pres

Еш

ing 1

est 1 dera

(1)

o sha

" die

Buly

variance with the decision rendered in Methot vs. O'Callaghan, and Lampson, to which the attention of the court was particularly drawn by the learned counsel of Plaintiff. In that ease, we held that the sale of the unexpired term of an emphyteotic lease subjects the purchaser to all the charges contained in that lease, including the annual rent; I fully admit that doctrine; but hold, at the same time, that the Defendant having purchased "subject to the charges and conditions" mentioned in the canon emphytéotique, dated " the 31st day of May, 1790," cannot, on that account, be subject to the charges and conditions contained in the emphyteotic lease of the 19th May, 1819. In Methot vs. O'Callaghan, we held that the sale of an unexpired term of an emphyteotic lease implied an obligation to pay the rent due under such lease: and, without in any way impugning that doctrine, I now hold that the sale of such an unexpired term, does not subject the purchaser to the charges of two leases. For these reasons, I am of opinion that the property held by Defendant is not now ubject to the rent payable under the emphyteotic lease of the 19th day of May, 1819, and, therefore, that the present action cannot be maintained.

"The court, considering that the emphyteotic lease mentioned in Plaintiff's declaration was extinguished by the sheriff's sale, mentioned in the peremptory exception by Defendant filed, doth dismiss the present action, with costs. (14 D. T. B. C., p. 147.)

Angers, for Plaintiff. Tessier, U. J., for Defendant.

période en dernier lieu mentionnée, sera, depuis et après l'expiration de la dite période, sans force, nulle, et de nul effet quelconque, à l'égard de tout subséquent acquéreur bond fide, donataire, possesseur d'hypothèque, créance ou lien hypothécaire ou privilégié, pour et sur valable considération : pourvu que rien de ce qui est contenu dans les présentes sera entendu comme requérant l'enregistrement des octrois originaires, lettres patentes, transports ou titres par lesquels auenne terres ont été octroyées et transportées, et sont maintenant tennes en fief, à titre de cens, en franc aleu, ou en franc et commun soccage, ou d'aucune rente, somme d'argent, dette, droit, service dont il sera convenu dans et par iceux, ou réservé par le seigneur, possesseur originaire, ou seigneur du fief." Il a été jugé sous les dispositions de l'ordonnance du conseil spécial de 1841, 4 Vict., ch. 30, sec. 4, que l'enregistrement d'un bail emphytéotique, passé avant la mise en force de cette or unance, n'était pas nécessaire pour conserver au preneur la propriété à lui cransférée par le bail, vu que cette ordonnance n'exigeait pas l'enregistrement des actes antérieurs à sa mise en force transférant les immeubles, mais que cet enregistrement était nécessaire pour conserver au bailleur la rente créée en sa faveur par le bail à l'encontre des créanciers postérieurs à l'ordonnance et qui avaient enregistré. (Têtu vs. Martin et la Société de Construction de Québec, Opposante, C. S., Québec, 3 février 1857, Bowen, juge en chef, Meredith et Moris. juges, 5 R. J. R. Q., p. 164.)

Callaghan, it was pariff. In that an emphyscontained admit that Defendant onditions" e. 31st day

onditions"
e 31st day
the charges
of the 19th
at the sale
implied an
ad, without
at the sale
urchaser to
of opinion
eject to the
9th day of

lease mended by the ion by Decreases. (14

cannot be

iration de la gard de tout èque, créance tion: pourva omme requéransports ou tées, et sont franc et comrvice dont il essemi origil'ordonnance trement d'un iance, n'était isférée par le s actes antéet enregistreen sa faveur qui avaient , Opposante, n et Moras.

INSCRIPTION SUR LE ROLE DE DROIT.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 4 février, 1864.

Coram STUART, J.

Evanturel, et vir., Demandeurs, vs. Evanturel, Défendeur.

Jugé: Qu'aux termes de la 51ème règle de pratique, il est nécessaire que dans l'inscription sur le rôle de droit pour audition en droit sur les plaidoyers, le jour auquel telle audition aura lieu soit iudiqué, ainsi que dans l'avis d'icelle; sans quoi telle inscription sera déclarée nulle, et la cause sera rayée du rôle.

Dans cette cause, le Défendeur plaida par exception péremptoire en droit perpétuelle, à laquelle exception les Demandeurs répliquèrent en droit; cette réplique nécessitant une audition en droit, les Demandeurs inscrivirent la cause "sur le rôle de "droit, pour être entendue sur la défense au fonds en droit des Demandeurs. à l'exception perpétuelle filée par le Défendeur." Sur cette inscription, le Défendeur fit motion, qu'elle fût déclarée nulle, et que la clause fût rayée du rôle; parce que la dite inscription ne contenait point l'appointement d'un jour pour l'audition de la cause, tel que voulu par la règle de pratique, (1) et parce que l'avis de l'inscription était aussi insuffisant et irrégulier sous le même rapport. Règle absolue. (2) (14 D. T. B. C., p. 151.)

Joly, pour les Demandeurs. Langlois, Jean, pour le Défendeur.

EXECUTION OF A WILL BEFORE NOTARIES.

PRIVY COUNCIL, 15th March, 1869.

Present: Sir James William Colville Sir Robert Phillimore, (the judge of the High Court of Admiralty), the lord justice Selwyn, and the lord justice Giffard.

EMILIE MALVINA EVANTUREL and EDOUARD RÉMILLARD, Appellants, and l'Hon. François Evanturel, Respondent.

Article 289 of the Continue de Paris, in force in Lower Canada, regarding the execution of wills, enacts: "Pour réputer un testament solemne, it est nécessaire qu'il oit écrit et signe du testateur; on qu'il soit passé par derant deux notaires; et qu'il ait été diclé et nommé par le testateur aux dits

⁽¹⁾ La lègle de pratique est comme suit: LI "That no contested cause "shall be heard upon any inscription on the "rôle de droit," unless two juri "dical days shall have intervened between the inscription and the day apmointed for the hearing."

⁽²⁾ Une décision semblable fut rendue dans la cause, No 327, Gressé vs. Baby. Jugement le 5 juin, 1852, TVOHEREAU, Juge.

notaires, et depuis à lui relu en la présence d'iceux notaires, et qu'il soit fait mention au dit testament, qu'il a été ainsi diclé, nommé et relu, et qu'il soit signé par le dit testateur et par les témoins ; ou que mention soit faite de la ause pour laquelle ils n'ont pu signer."

A testatrix, domiciled in Lower Canada, who was unable to write, sent for a notary to make her will, giving him directions as to the dispositions it was to contain, which he took down in writing. The notary in conformity with the instructions, prepared the will and handed it over to her. The testatrix afterwards consulted a counsel on the subject to the will, and he made an alteration in the margin. Two days afterwards the testatrix went to the notary's office, bringing with her the will, which he perused, and seing the alteration, drew his pen through it. He then sent for another notary, and in the presence of the second notary asked her, what were the dispositions she desired to make, which she expressed briefly to be all the dispositions contained in the will. The first notary then read over the will to her, and she suggested certain alterations, which were made by him in the presence of the other notary, and in his presence he re-read to the testatrix the additions and corrections made. As the testatrix could not write, the énoncé sacramentel was as follows: a déclaré ne saroir ni écrire ni sique de cervative.

Held: (affirming the judgment of the Court of Queen's Bench in Lower Canada, on the appeal side), that the execution of the will was good, and that the requirements of the 289th art. of the Continue de Paris had been sufficiently complied with, as the words dicte it nomme part hestateur aux dits notaires did not require, in express terms, that the will should be written by a notary at the time of dictation by the testatrix.

The question raised upon this appeal related to the will of the late Mme Evanturel, domiciled in Lower Canada, the validity of which depended upon the regularity of its execution, as required by the 289th Art. of the Contume de Pavis. The Appellants insisted, in the Court below, that the will was invalid upon two grounds; first, that the Testatrix had not legal capacity to make such will, and that it was obtained by fraud and undue influence practiced on her by the Respontter ground was abandoned in the course of the dent. This Canada. And secondly, that it was not validly passed and executed according to the Law of Lower Canada. The judgment appealed from (which reversed the judgment of the Superior Court for the Province of Lower-Canada, District of Quebec), sustained the will, as being duly executed, and valid by the Law of Lower Canada. The facts of the case were as follows: The Respondent was the only son, and sole executor, and residuary legatee in usufruet of the late Mme Evanturel: the Appellant, Emilie Malvina Evanturel, was his sister, who sued, with her husband the Appellant, Edouard Remillard. The suit commenced by a claim to the succession of the late Ame Evanturel (pétition d'hévédité), filed by the Appellants in the Superior Court of Lower Canada. The petition alleged, in substance, that Mme Evanturel died on the 10th of November 1863, leaving five children surviving her, namely, one son, the Respondent, François Evanturel, and

fred zor: the ture heir Was thele the : his shonshar to pa repli ceptithe his 1 alond debts she li land tain : ged h agent exect capal mann was s " diet " test " tam " l'un " con " bier " l'éti " 186 "Et " save " Phi

replic

affirm

of the

validi

groun

groun

afterv

that

four

q**u'il soit** fait et q**u'il** soit it faite de la

ble to write, s to the dis-The notary, d handed it on the subh. Two days ng with her pon through the second d to make, tined in the e suggested sence of the x the addis, the énoué sigur de ce

s Bench in he will was nome de Paris ommé par le hat the will ne testatrix.

the will of la, the vaexecution. avis. The ll was inhad not btained by · Response of the ot validly r Canada. judgment ıada, Disexecuted, f the case and sole ate Mme l, was his Edouard uccession I by the The peti-I on the

ring her,

irel, and

four daughters, Maria Marguerite Evanturel, the Wife of Alfred Paré; Sophie Evanturel, the wife of Louis Timothé Suzor: the Appellant, Emilie Malvina Evanturel, the wife of the Appellant, Edouard Rémillard: and Elmire Aglaé Evanturel, unmarried; that, such five children constituted the sole heirs of Mme Evanturel, and that consequently each of them was entitled to one-fifth share of her property; that nevertheless the Respondent had unlawfully possessed himself of the whole of the property of the deceased, to the exclusion of his sisters; and the petition prayed that the Respondent should be ordered to deliver up to the Appellants one-fifth share of such property, with all profits accrued thereon, and to pay the costs of the suit. To this petition the Respondent replied by a peremptory and perpetual exception in law (exception péremptoire en droit perpétuelle), in which he pleaded the will in question, dated the 18th of May, 1861, made by his late Mother. The will, the due execution of which was alone in contest, after directing payment of the Testatrix's debts, comprised a donation by instrument inter rivos, which she had executed on the first of December 1860, of a piece of land in Quebec, in favour of the Respondent, and giving certain specific legacies and annuities, declared that she discharged her son from all accounts and claims against him as her agent or attorney during her lifetime, and appointed him sole executor thereof. The testatrix was unable to write, though capable of reading to some extent, and in consequence the manner in which the will (which was in french) was executed was stated on the face of it as follows: "Ce fut ainsi fait, " dicté et nommé par la dite Dame veuve François Evanturel, "testatrice, aux dits notaires soussignés, et son présent tes-" tament lui ayant été lu et relu par Mtre Joseph Petitclere, "l'un des dits notaires, en présence de Mtre Philippe Huot, son " confrère, pour ce mandé, la dite Dame Evanturel a dit le " bien entendre et comprendre, et y a persisté, à Québec, en "l'étude de Mtre Joseph Petitelere, l'un des dits notaires, l'an " 1861, le 18 du mois de mai, après-midi, sous le numéro 11686. "Et la dite Dame veuve François Evanturel a déclaré ne " savoir ni écrire ni signer de ce requise lecture faite et refaite. "Philippe Huot, N. P., Jh. Petitelere, N. P." The Appellants replied to the Respondent's exception by general answers, affirming their original petition and traversing the exception of the Respondent. And by a special answer they denied the validity of the will propounded by the Respondent on the grounds of ineapacity and undue influence, and also on the ground of insufficient and informal execution. The Appellants afterwards moved before the Superior Court of Lower Canada that they might be at liberty de s'inserire en jour against

the will pleaded by the Respondent, to take proceedings for the purpose of showing that the will was not duly executed as a testamentary instrument. An inscription en faux is, by the law of France and Lower Canada, necessary when a public testament, or testament solennel, purporting on the face of it to have been duly dicté et nommé by the testator to two Notaries, is sought to be annulled, as not having been in fact so dicté et nommé. Leave was granted, and they then obtained an order, according to the ordinary practice when there is an inscription on faux against an exhibit, that the will should be lodged in the office of the Prothonotary of the Court. They afterwards filed a statement of their objections to the due execution of the will, moyens de faux. The objections so pleaded were as follows: first, that the pretended will of the late Dame Evanturel, under date the 18th of May 1861, was not dicté et nommé by her to M. J. Petitelerc and his colleague, Notaries Public, as falsely alleged in the pretended will. Secondly, that the pretended will was not dieté et nommé by her to M. Petitelere and his colleague, notaries Public, on the 18th of May 1861, as falsely alleged by the pretended will. Thirdly, that important part of the pretended will (other than the preambule), appeared to be manuscript, written or altered in a strange hand, other than that of either of the two Notaries who passed the will. On the objections so pleaded issue was joined. The cause was heard on the 10th of June 1864, in the Superior Court of Lower Canada, before the Hon. J. T. TASCHEREAU, assistant-judge. In order to support the above objections, the Appellants called as witnesses, Petitelerc and Huot, the two notaries before whom the will was passed, and the Testatrix's legal adviser Casault. Their evidence as to the execution of the will was to the following effect: M. Petitelere, the family Notary, was summoned by the Testatrix, on the 16th of May 1861, and went to her in the afternoon of that day. He found Mme Evanturel alone, and she said at once that she wanted to make her will, and there and then dictated her wishes, of which he made a memorandum. This memorandum contained, in an abbreviated form, all the dispositions and bequests which appeared in the will. The testatrix then told him to draw up her will according to these instructions, and to send it to her that she might have it examined by her Counsel. He drew up the will according to these instructions the same day or the day following. and sent it back to Mme Evanturel. On the afternoon of the 18th of May, Mme Evanturel came to his office to execute her will, bringing with her the draft which had been sent to her: M. Petitelere took it and examined it, and finding some words on the fifth page in a strange hand, he scratched them out at

one exec test in 1 will aske Min ther in tl any such due ting to it and writ that word ticle that whie were WOrd did t ness. turel and a taine mani if she ence hand Eithe note trnet word howe will it by de Pe been the p pract M-Pe

that i

innac

pellar

edings for y executed faur is, by y when a ng on the ie testator aving been they then ctice when t, that the tary of the objections The objecpretended 3th of May itelere and n the pre- ${f s}$ not dictéie, notaries by the prepretended be manusthan that On the obis heard on ower Camdge. In ors called as efore whom ser Casault. to the folas summond went to Evanturel ke her will, he made a abbreviated eared in the will accort she might will accorr following, toon of the execute her sent to her: some words

them out at

once; he then sent for his colleague, M. Huot, to assist at the execution. On M. Huot's entrance, M. Petitelere requested the testatrix to say what her last wishes were; and she repeated in brief all the bequests and dispositions contained in the will. M. Petitelere took the will, read it, and having done so, asked Mme Evanturel if she wished to add or alter anything. Mme Evanturel then made some trifling emendations, and then desired him to add the words which he lad already found in the margin, written in a strange hand, to the effect that if any of her daughters tried to dispute her will, the legacy to such daughter or daughters should be void and fall into residue; at her request he added these words in his own handwriting, and he and his colleague verified the addition by affixing to it their initials. M. Petitelere then read the will once again, and asked the testatrix to sign, but she declared she could not write. The evidence of M Casault confirmed in every respect that given by M. Petitelere. It was he who had added the words in the margin which were scratched out by M Peticlere. He was present at the execution of the will, and said that madame Evanturel then repeated all the dispositions which were contained in the will in the same way as they were there expressed, without, however, employing the same words or following absolutely the same order, and that she did this in the presence of M Huot, M Peticlere, and the witness. Mr Huot said, that M Peticlerc asked Madame Evanturel what were the dispositions which she wished to make, and she repeated in brief all the dispositions which were contained in the will. She repeated in an easily comprehensible manner the dispositions which were contained in the will, as if she knew them by heart; and it appeared from the evidence of M Casault that this witness held the draft will in his hand, and followed Madame Evanturel as she repeated them. Either he or M. Petitelere remarked to her, that there was a note written in a strange hand, and she said that she had instructed M Casault to add it. M Petitelere scratched out the words in his presence and re-wrote them in his own hand. As, however, the Appellants persisted in their objection that the will had not been dicté et nommé, and endeavoured to sustain it by a technical construction of the 289th art, of the Contume de Paris, the Respondent proceeded to show how the law had been construed in practice. With this view he called one of the principal notaries of Montreal and ten notaries of large practice at Quebec, who all confirmed the mode adopted by M Petitelere in respect to the execution of the will, stating that they had seldom, if ever except in the case of illness or immediate necessity, made wills in any other way. The Appellants in the first instance objected to the admission of this

à Q1

bien

tion

pard

décer

Evai

légua

biens

cois

par l

enne

Paré,

vina

aussi

trois

annu

usufr

paya

et, qt

bles,

maitre

nie H

paien

père :

conte

perdr

tons e

renvo

l'exist

excep

cuté j

14 m

comm

usufr

on de

de la 1

propr

et jou

ture],

chacn

sa mo

et, qu

menb

certai

Et le

comm

1864,

evidence, and ultimately endeavoured to neutralize its force by counter evidence of their own. They produced eight noturies from various country districts, who were in the habit when they made a will of writing it down at once from the dictation of the testator in the presence of another notary, or of two witnesses but it appeared that few, if any, of the witnesses adopted this practice from any idea of its being the only lawful one; on the contrary, it was mostly on grounds of convenience that they acted as they did, their clients being generally people from the country round, who came into town for the day, and who could not wait or come again when their wills had been put into proper form, while at the same time the property was generally so small, and the disposition of it so simple, that no peculiar care or consideration would be needed for framing their wills. Of three notaries in Quebec whom the Appellants called in support of their view, two had but seldom practised as notaries, and had never had a will of any importance to draw, and the third, M. Pruneau, admitted that he had quite recently drawn up several wills in the very way in which Mme Evanturel's will was drawn, and his admission was confirmed by the Respondent's witnesses in rebuttal, who had assisted M Pruneau in passing several wills. The cause was heard before Mr. Justice TASCHEREAU. who, on the 5th of September, 1864, made the following remarks, and pronounced the following judgment:

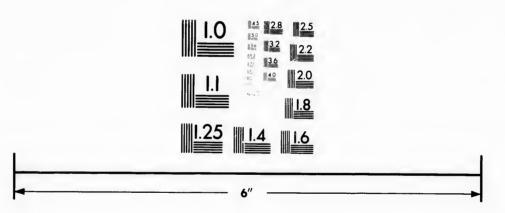
Taschereau, Juge: L'action que la Demanderesse, assistée de son époux, Edouard Rémillard, a portée en cette cause, est en pétition d'hérédité, comme une des cinq héritiers de Marie-Anne Bédard, sa mère, en son vivant de Québec, veuve de François Evanturel, en son vivant du même lieu, et est dirigée contre le Défendeur qui est frère de la Demanderesse, et un des héritiers et représentants légaux de Marie-Anne Bédard. La Demanderesse allègue en sa déclaration que le Défendeur. au décès de Marie-Anne Bédard, arrivée à Québec, le ou vers le 10 novembre, 1863, s'est emparé et mis en possession de toute la succession de la défunte, laquelle succession est alléguée être riche, et que le Défendeur refuse de remettre à la Demanderesse la part (un cinquième) qui lui revient dans cette succession, et elle conclut à ce que le Défendeur soit condamné à lui remettre la part et portion à laquelle elle a droit en la succession de sa mère, avec fruits et revenus, si mieux n'aime le Défendeur payer à la Demanderesse une somme de £2,500, intérêt et dépens. Le Défendeur, en réponse à cette demande. a plaidé. 1º Une dénégation générale. 2º Une exception péremptoire en droit perpétuelle, par laquelle il invoque: 1° un testament solennel de Marie-Anne Bédard, fait et reçu le 18 mai, 1861, pardevant Petitelere et confrére, Notaires Publics.

ze its force tht notaries mbit when the dictastary, or of of the wits being the on grounds ients being e into town when their same time sition of it would be in Quebec w, two had ad a will of u, admitted in the very n, and his ritnesses in ing several ASCHEREAU,

· following

sse, assistée te cause, est s de Mariec, venve de t est dirigée resse, et un ne Bédard. Défendeur, le on vers ssession de n est allénettre à la t dans cette t condamné droit en la eux n'aime de £2,500, e demande. ception péjue: 1° un reçu le 18 es Publics. à Québec, et par lequel la testatrice aurait disposé de tous ses biens, comme suit, savoir : confirmant et approuvant une dona tion qu'elle avait faite au Défendeur, par acte fait et passé pardevant Huot et confrère, Notaires Publics, à Québec, le ler décembre, 1860, léguant certains meubles à Elmire-Aglaé Evanturel, une de ses filles, en pleine propriété; doumant et léguant au Défendeur la jouissance et usufru't de tous ses biens meubles et immeubles, instituant pour cet objet François Evanturel, son légataire universel usufruitier, à la charge par lui de payer une rente annuelle et viagère de £25 à chacune de ses sœurs, Marguerite Evanturel, épouse d'Alfred Paré, Sophie Evanturel, épouse de L. T. Suzor, Emilie-Malvina Evanturel, Demanderesse, et Elmire-Aglaé Evanturel, et aussi à la charge par le Défendeur de payer à chacune des trois sœurs de la testatrice mentionnées au testament une rente annuelle et vingère de £25, et avec la condition que le dit usufruit du Défendeur, non plus que les legs de rente viagère payables à ses filles et à ses sœurs ne pussent être saisis: et, quant à la propriété de tous ses biens meubles et immeubles, la testatrice la donne et lègue aux enfants nés et à mitre du mariage du Défendeur avec Jeanne-Louise-Eugénie Huot, son épouse, et à la charge par eux de continuer le paiement des rentes viagères susdites du jour du décès de leur père: ordonnant de plus que, si ses filles ou aucunes d'elles contestaient directement on indirectement son testament, elles perdraient leur droit aux legs ci-dessus, et seraient privées de tous droits dans sa succession. Et le Défendeur conclut au renvoi de l'action des Demandeurs comme conséquence de l'existence de ce testament. 2° Le Défendeur, par la même exception, invoqua un autre testament de sa mère, fait et exécuté pardevant Petitelere et confrère Notaires, à Québec, le 14 mai 1852, par lequel la testatrice avait disposé de ses biens, comme suit, savoir : Donnant au Défendeur la jouissance et usufruit d'un emplacement situé en la Haute-Ville de Québec, ou de telle part qui pouvait lui appartenir en icelui, avec la part de la maison dessus construite qui pouvait lui appartenir, et la propriété aux enfants susdits du Défendeur : donnant l'usufruit et jouissance du reste de ses biens à son époux, François Evanturel, à la charge d'une rente annuelle et viagère de £60 à chacune de ses trois filles qui ne seraient pas mariées lors de sa mort, (la testatrice) et à certaines conditions y exprimées : et, quant à la propriété du reste de ses biens meubles et immeubles, la donnant aux enfants de ses enfants, aussi sous certaines conditions et restructions exprimées au testament. Et le Défendeur conclut au renvoi de l'action des Demandeurs comme conséquence de ce premier testament. Le 9 janvier 1864, les Demandeurs répondirent: 1° par une défense au

IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STATE OF THE STATE



P Pind a r sile te re tr

et

er

ur

m

dι

Cal

ét

tic

ga

eo

13

ins

eo

cu

tio

les

Ses

taı

un

1. 1

leq

tut

siè

Pau

écr

con

cell

leg

plu

fonds en droit, 2° par des réponses spéciales à cette exception péremptoire en droit perpétuelle du Défendeur. La défense en droit prétendait que cette exception du Défendeur était illégale en partie, que le Défendeur ne pouvait pas invoquer simultanément deux testaments distincts et séparés de la testatrice que le dernier était le seul qui dût avoir force; que de fait, le dernier rappelait virtuellement celui de 1852, que ce dernier était une lettre morte et ne pouvait être invoqué ni plaidé comme péremptoire de l'action de Demandeurs, La Cour, par son jugement du dixième jour de mars 1864, a maintenu la position des Demandeurs prise par leur défense en droit, et renvoyé cette partie de l'exception du Défendeur, par laquelle il plaidait et opposait aux Demandeurs le premier testament de madame Evanturel, limitant ainsi la contestation à celui du 18 mai 1861. Les réponses spéciales des Demandeurs se rapportent exclusivement au testament du 18 mai 1861, et allèguent que ce testament n'est pas l'expression des volontés de la testatrice, qu'à l'époque de sa date la testatrice était déjà depuis plus d'un an attaquée d'une maladie qui l'a conduite au tombeau, et qu'elle était tellement affaiblie de corps et d'esprit qu'elle n'avait plus la force et l'énergie nécessaires pour avoir et exprimer une volonté claire et distincte, et pour résister aux manœuvres et suggestions du Défendeur, de manière à faire un testament tel que celui du 18 mai 1861 : alléguant, de plus, que la testatrice n'avait jamais été, en raison de son manque d'éducation, capable de faire un testament; alléguant que le Défendeur s'était emparé de la volonté de sa mère, l'avait indisposée contre ses autres enfants, et que, si elle a fait ce testament, elle n'a fait que céder aux suggestione et manœuvres du Défendeur, dans un temps où il avait réussi à exciter son esprit contre ses autres enfants. Les réponses spéciales allèguent que le Défendeur a empêché la testrtrice de recevoir la visite des médeeins et d'autres personnes qui auraient pu l'engager à s'affranchir du contrôle que le Défendeur exerçait sur elle, et que la testatrice a souvent exprimé son regret d'avoir ainsi fait son testament et, en un mot, que ce testament n'est pas l'expression de la volonté de la testatrice, mais qu'il est le faitde la fraude, suggestion, captation et menaces employées par le défendeur. Les réponses spéciales des Demandeurs vont aussi à dire que le testament est faux, n'ayant pas été dicté et nommé par la testatrice aux notaires instrumentaires; que des parties importantes de ce testament se trouvent être altérées par une main étrangère et autre que celle des deux notaires. Et les Demandeurs concluent à ce que le testament et toutes ses dispositions soient déclarées nuls. Les Demandeurs ont obtenu la permission de s'inserire en faux contre ce testament, et leurs moyens de faux sont: 10. Que ce testaa défense en était illégale r simultanéestatrice que ie de fait, le e **ce** dernier ué ni plaidé in Cour, par maintenu la en droit, et par laquelle er testament on à celui du eurs se rapıai 1861, et des volontés ice était déjà I'n conduite corps et d'esessuires pour et pour résis-; de manière 1 : alléguant, aison de son t : alléguant de sa mère, ue, si elle a iggestione et vait réussi à éponses spétestrtrice de nnes qui aule Défendeur rimé son reque ce testatatrice, mais et menaces des Demanlynnt pas été umentaires; rouvent être les deux noestament et es Demanx contre ce ue ce testa-

te exception

ment n'a pas été dicté et nommé aux notaires, tel que faussement allégué. 20 Que ce testament n'a pas été dicté et nommé le 18 mai, 1861, tel que faussement allégué. 30. Que des parties importantes de ce testament sont écrites et altérées par une main étrangère, autre que celles des deux notaires instrumentaires, avec conclusion à l'effet que le testament soit déclaré nul. L'issue a été jointe par les parties tant sur les autres points de l'exception péremptoire en droit perpétuelle relatifs à l'état mental de la testatrice, que sur les moyens de suggestion et de captation, etc. L'inscription a été faite par le Défendeur principal le 1er février, 1864, au rôle des enquêtes et mérites pour le 11 avril, 1864, sur l'issue relative aux reproches de suggestion, captation et l'état mental de la testatrice, et les Demandeurs ont aussi inscrit pour le même jour et an même rôle d'enquêtes et mérites, l'issue sur l'inscription en faux. Le 1er mars, 1864, les parties furent entendues sur une motion faite par les Demandeurs en faux, tendant à demander que toute procédure fut suspendue sur l'inscription du Défendeur de l'issue relative aux reproches de suggestion, captation et à l'état mental de la testatrice jusqu'à ce qu'il eût été statué par cette Cour sur l'inscription en faux; la Cour, pour les raisons alors par elle exprimées a renvoyé cette motion, par son jugement du 10 mars, 1864. L'enquête s'est engagée et a été commencée par celle sur l'inscription en faux, conformément à l'interlocutoire, prononcé par cette Cour, le 13 avril, 1864. Les Demandeurs en faux ont fait entendre pour témoins, Petitelere et Philippe Huot qui sont les notaires instrumentaires, ainsi que Napoléon Casault, avocat, qui, comme aviseur légal de madame Evanturel, assistait à l'exécution du testament. Le procès-verbal du testament en question dressé par le protonotaire de cette Cour fût aussi filé par les Demandeurs, comme fac-simile de la minute, avec toutes ses ratures, additions, corrections, et ajouté en marge. Ce testament contient six pages et demie d'écriture ordinaire. Sur la deuxième page, on remarque que le mot Adélaïde, comme un des noms de mademoiselle Evanturel, est raturé, et qu'on y a substitué celui d'Aglaé au moyen d'un renvoi en marge, lequel est paraphé des deux notaires; cette correction, substitution du mot Aglaé au lieu d'Adélaïde, se trouve à la troisième page, avec cette différence que le mot Aglaé a été écrit pardessus celui d'Adélaïde. A la cinquième page se trouvent écrits en marge d'une main autre que celle des notaires, mais comme ayant été biffés, les mots suivants, "et que, quant à celle ou celles qui voudront contester mon dit testament, le legs à elles fait de la dite rente soit non avenu et caduque:" plus bas, aussi en marge, se retrouvent les mêmes mots, mais cette fois écrits de la main de Petitelere, et paraphés par lui et

Le testament contient l'énoncé sacramentel qu'il a été fait, dicté et nommé par la testatrice aux deux notaires, et que le testament lui nyant été lu et relu par Petitelere en présence de Huot, la testatrice a dit le bien entendre et comprendre et y a persisté, et a déclaré ne savoir écrire ni signer de ce requise, après lecture faite et refaite. Petitelere, comme témoin, a juré, que, dans l'après-midi du 16 mai, 1861, il s'est rendu chez la testatrice qui l'avait fait demander. Qu'arrivé chez la testatrice, elle l'a fait entrer dans une chambre où ils ont été complètement seuls. Que madame Evanturel lui a dit de suite qu'elle voulait faire son testament, et que, sur le champ, elle lui dicta ses volontés, dont il prit note sur le champ. Que cette dame n'avait ancune note par écrit avec elle. Que lui Petitclere a écrit sur un morceau de papier les notes qu'il prit alors. Il ajoute que ces notes consistaient en ce qu'elle donnait la jouissance et usufruit de tous ses biens meubles et immeubles au Défendeur, son fils, et la propriété de tous ses biens aux enfants nés ou à naître du mariage du Défendeur, à la charge par eux de payer une rente viagère à chacune de ses filles, et une autre rente viagère à chacune des trois sœurs de la testatrice, et qu'elle nommait son fils pour exécuter ce testament. Petitelere jure que c'est tout ce que la testatrice lui a alors dit, si ce n'est qu'elle le chargea de préparer le projet de son testament tel que dicté, et de lui envoyer le projet aux fins de le faire examiner par son avocat, et il répète de nouveau que c'est là tont ce qu'elle lui a alors dit. Il jure qu'il avait dressé, le même jour ou le lendemain, le projet du testament qui a subséquemment formé la minute d'icclui. Qu'il était seul quand il a préparé cette minute qu'il a envoyé à madame Evanturel. Qu'il n'a reçu ce projet que le 18 mai 1861, dans l'après-midi, lorsque madame Evanturel est venue chez lui pour exécuter son testament. Que c'est madame Evanturel qui lui a remis le projet en arrivant chez lui le 18 mai. Qu'il n'y avait personne lorsqu'elle est entré chez lui. Qu'ayant ouvert et examiné le projet, il a va, à la 5e page, les mots écrits d'une main étrangère, et les ratura de suite. Qu'ensuite il a fait demander son confrère Huot, auquel il dit qu'il l'avait envoyé demander pour l'assister dans l'exécution du testament. Il jure qu'alors le testament était déjà tont écrit. Que madame Evanturel a répété en présence de Huot qu'elle donnait la jouissance de tous ses biens meubles et immeubles au Défendeur et la propriété à ses enfants, aux charges des rentes viagères susdites, qu'elle n'a pas dit autre chose, et qu'ensuite lui, Petitelere, a lu le testament à madame Evanturel en présence de Huot, et lui a demandé si elle avait quelque chose à ajouter ou à changer à son testament. Que madame Evanturel là-dessus lui a fait raturer les mots qui se trouvaient rayés à

fill tes de la la pas de pas tion il y qu'

lui
qui
qui
en a
à la
a re
pres
corr
tant
lect
ses

ccen

Save

Eva lui e renv par été i c'est que testa mino de s quiès qu'à

et lu page dit q l'exé Huo toute

Huo touto faite proje l qu'il a été notaires, et lerc en précomprendre igner de ce ame témoin, s'est rendu rivé chez la i ils ont été dit de suite champ, elle p. Que cette ie lui Petit-'il prit alors. e donnait la t immeubles es biens aux , à la charge de ses filles, s sœurs de exécuter ce la testatrice arer le projet le projet aux e de nouveau e qu'il avait u testament n'il était scul é à madame i 1861, dans nue chez lui vanturel qui mai. Qu'il ii. Qu'ayant ge, les mots . Qu'ensuite ; qu'il l'avait u testament. Que madame donnait la s au Défendes rentes et qu'ensuite urel en préque chose à e Evanturel

lient rayés a

la troisième et quatrième pages, et qu'ensuite elle lui a dit qu'elle désirait ajouter que, dans le cas où quelqu'une de ses filles contesterait son testament, elle voulait que celle qui contesterait fut privée de son legs, et il jure que c'est à la suite de cela qu'il a mis en mage les mots en question qui se trouvent à la 5e page. Il jure que c'est pour la première fois alors que madame Evanturel lui avait parlé de cette clause. Qu'il n'a pas gardé les notes qu'il a prises chez madame Evanturel. Sur les transquestions, Petitclerc dit qu'il est le notaire de la famille depuis 32 ans, et qu'il a relu une seconde fois le testament à madame Evanturel, après qu'elle lui eût fait faire les corrections sus-mentionnées. Que, quand il l'a donné son témoignage, il y avait deux ou trois mois qu'il n'avait vu le testament, et qu'il se rappelle maintenant que c'est madame Evanturel qui lui a dicté chez elle ce qui concerne ses funérailles, et tout ce qui se trouve dans son testament depuis le premier mot jusqu'au dernier, et que les notes qu'il avait prises contenaient, en abrégé, tout ce qui se trouve au testament, excepté le renvoi à la 5e page, et que, lors du 18 mai 1861, madame Evanturel a répété devant lui et devant Hnot toutes ses dispositions, presque toutes en les mêmes mots. Huot, le second notaire, corrobore le témoignage de Petitelere dans les points importants, et aussi quant au fait que madame Evanturel, avant que lecture du projet du testament lui eût été faite, a répété toutes ses volontés aux deux notaires comme si elles les eût sçues par cœur. Cependant il ne s'accorde pas avec Petitelere sur le fait de savoir s'il n'est arrivé chez Petitclerc avant ou après madame Evanturel. Il dit que madame Evanturel n'est arrivée qu'après lui et Casault, et sur le fait de savoir si la remarque au sujet du renvoi en marge, à la cinquième page, avait été faite par lui ou par Petitelere, celui-ci donnait à entendre que la remarque a été faite à lui avant l'arrivée de Huot, et celui-ci disait que c'est après son arrivée que ceci a en lieu : il constate le fait que madame Evanturel avait chargé Casault d'examiner le testament, et d'y faire ses observations. Casault n'a été examiné et entendu par les Demandeurs en faux que sur le fait de savoir si c'est lui qui a écrit la note en marge de la cinquième page. Il dit que oui, et, dans les transquestions, il dit qu'à la demande de madame Evanturel il l'a été voir deux fois, et lui a suggéré le changement apparaissant à la marge de la page cinq. Mais Casault, examiné comme témoin du Défendenr, dit qu'il était présent le 18 mai, 1861, chez Petitelere lors de l'exécution du testament, s'y étant rendu en compagnie de Huot, que, dans cette occasion, madame Evanturel a répété toutes ses dispositions aux notaires, avant que lecture cût été faite du projet du testament: que lui Casault suivit sur le projet tout ce que madame Evanturel disait aux Notaires, et TOME XII.

que c'est à la demande de cette dame que les mots biffés et raturés l'ont été. Le reste de la preuve faite roule sur l'usage où sont les notaires de la province de procéder à l'exécution des testaments qu'ils reçoivent, soit en préparant d'avance et à tête reposée le projet de la minute du testament, et de se contenter ensuite d'en faire lecture au testateur, en présence du second notaire, après avoir fait répéter au testateur en présence du deuxième notaire ses dernières volontés, soit en adhérant du strictement à l'observance de la formalité de n'écrire et enregistrer les volontés du testateur que sur la dictée du testateur en présence du deuxième notaire. Cette preuve a été par moi permise de bene esse, et sanf toute abjection légale. J'ai considéré, de plus, que, dans une matière aussi importante, il ne serait pas inutile de consulter sinon l'autorité, du moins l'opinion exprimée en présence de ce tribunal et sous serment de notaires éminemment qualifiés à exprimer une opinion ponvant faciliter l'interprétation d'une loi qui quoique positive et claire à mes yeux, cependant n'est pas conque en termes tellement explicites qu'il ne puisse raisonnablement y avoir deux interprétations sur ses exigences. Il existe évidemment deux écoles relativemennt à l'interprétation de cet article 289 de la coutume de Paris, qui exige que le testament solennel pour être valablement exécuté doit être dicté et nommé à deux notaires ou à un notaire et à deux témoins et lu deux fois. Une de ces écoles représentée par les Notaires qui exercent leur profession dans les grands centres, et là où ils transigent beaucoup d'affaires et exécutent d'importants testaments veut que l'objet de la loi soit rempli, si le testateur a exprimé et répété ses volontés en présence des deux notaires, et si lecture est faite de suite d'un testament qui aurait été entièrement préparé par un seul de ces notaires, sur notes qui lui auraient été dictées par le testateur senl à seul, et cette même école ne considère pas comme nécessaire que les notaires rédigent seulement sous la dictée du testateur les volontés du testateur. L'autre de ces écoles est représentée par les notaires qui la plupart résident et exercent leur profession à la campagne où on peut dire que les transactions ne sont pas aussi importantes que dans le cas précédent; elle exprime l'opinion que les mots dicté et nommé, exigent que rien ne se fasse à l'avance, que les notaires ne peuvent instrumenter et rédiger par écrit que sous la dictée du testateur, et qu'uutrement on viole l'article 289 de la Coutume de Paris. Daprès l'exposé des faits ci-dessus, il est clair que l'inscription en faux contre le testament est fondée sur l'inobservance seul des formulités prescrites par la loi, et qu'il est inutile de s'occuper très sérieusement de quelques contradicti ns qui se rencontrent dans le témoignage de Petitelere,

re co du té Ev on ta Le le la

d'u
pay
He
Fa
dor
le plie
plie
la p
mae
ce rée

en e les

nou
dan
Eva
note
dom
imn
Défe
parl
trice
testa
trans

mêm parti quitt tratic la tes qu'il qu'il s biffés et sur l'usage l'exécution 'avance et de se conrésence du n présence dhérant du n'écrire et etée du teseuve a été tion légale. importante, s, du moins ous serment me opinion oique posinçue en terablement y iste évidemle cet article ıment solenet nommé à et lu deux es qui exeroù ils trans testaments ır a exprimé res, et si leeété entièreotes qui lui t cette même otaires rédiontés du tesles notaires n à la camnt pas aussi kprime l'opie rien ne se instrumenter ur, et qu'auie de Paris. iue l'inscripur l'inobser-, et qu'il est es contradic-

e Petitclerc,

d'abord avec lui-même, et ensuite avec Casault et Huot, dont jai rapporté le témoignage sur les points saillants; car ces contradictions ne sont pas sur des matières essentielles, et ne regardent que des détails assez insignifiants, surtout si l'on considère qu'il s'était écoulé près de trois ans entre l'exécution du testament et l'époque où ces Messieurs ont rendu leur témoignage. En effet, que nous importe de savoir si Madame Evanturel est arrivée chez Petitclerc le 18 mai, 1861, avant ou après Huot et Casault, le fait principal, et le seul à constater, est si en réalité ils se sont tous quatre trouvés réunis. Le fait est hors de doute, les Demandeurs n'ont pas essayé de le controuver. Que nous importe le fait de savoir au juste, si la remarque qui fut faite à madame Evanturel de l'insertion d'une écriture étrangère du renvoi en marge de la cinquième page, lui a été faite par l'etitelere avant ou après l'arrivée de llnot ou de Casault, et si c'est un des notaires ou Casault qui l'a faite. S'il y eut en complot entre ces trois messieurs, nul doute qu'ils auraient en le soin de bien s'entendre sur le détail le plus léger, etc. Les contradictions de Petitclerc avec luimême sont plus sérieuses, mais peuvent aussi facilement s'expliquer. Il est cependant regrettable que Petitelere n'ait pas eu la précaution de conserver les notes qu'il a prises seul chez madame Evanturel, lors de son entrevue avec cet dame, mais ce manque de soin ne pent militer dans mon opinion contre sa crédibilité, car s'il eût été assez peu honnête pour se parjurer en disant qu'il avait pris ces notes en entier, tandis qu'il ne les avait pas prises, il ne lui en aurait pas plus coûté de venir nous en imposer avec des notes de nouvelle fabrication. Cependant Petitelere dit que, dans sa première entrevue avec madame Evanturel, elle lui a dicté toutes ses volontés, qu'il en a pris notes, et que ces volontés de madame Evanturel étaient qu'elle donnait la jouissance et usufruit de tous ses biens meubles et immeubles au Défendeur, et la propriété aux enfants du Défendeur, à la charge par eux des rentes viagères dont j'ai parlées, comme payables aux filles et aux sœurs de la testatrice, et qu'elle nommait le Défendeur pour son exécuteur testamentaire. Petitelere jure que c'est tout ce que la testatrice lui a alors dicté. On voit que, plus tard, dans ses réponses aux transquestions Petitelere exprime que les antres clauses du testament lui ont été également dictées, et qu'il en a pris notes, même quant aux funéraillee de la testatrice, et quant à une partie de la clause de déshérence, et quant à la clause portant quittance en faveur du Défendeur de la gestion et administration que le Défendeur avait entièrement eues des biens de la testatrice. Petitelere explique ces contradictions en disant qu'il n'avait pas relu le testament depuis plus de trois mois, qu'il ne se rappelait que des clauses importantes. Nous verrons

e ner anee t

tı

u l'e

d

11:

g

ti

n

gè

te

m

ot

n'

bi

da

ela

bi

po

pr

lat

:111

fa

ď

ta

m

cependant plus tard les conséquences qu'on en peut tirer, mais, pour le moment, je considère ces détails comme peu importants, si je me reporte sur les notes de l'enquête et du témoignage de Petitelere, Huot et Casault qui constat ent qu'avant de procéder à la lecture du testament, Madame Evanturel a répété aux deux notaires, en présence de Casault, toutes ses volontés telles qu'elles étaient exprimées au projet du testament. Je dois donc de suite déclurer que la conversation qui n en lien entre Petitelere et madame Evanturel, le 16 mai, 1861, ne peut être considérée que comme préparatoire à l'exécution du testament, que les notes que Petitelere a prises ce jour-là ne peuvent constituer ni remplacer cette dictée que la loi exige, et que peu importe pour moi que ces notes aient été prisses ou non en cette occasion, car elles ne sont pas dictées aux deux notaires, mais à un seul, sans le contrôle et le respect que lui imposait la présence d'un confrère connaissant son devoir et disposé à l'observer en tout point. La question qui se présente à mon esprit comme étant la seule importante, et de la solution de laquelle, dans l'affirmative ou négative, dépend le point en litige, est celle-ci: La testatrice, en répétant pour ainsi dire mot à mot, et comme si elle les ent sques par cœur, le 18 mai, 1861, en présence des deux notaires, Petitelere et Huot, les dispositions de son testament, dont Petitelere avait d'avance préparé la rédaction, comme on vient de voir, a-t-elle en cela fait un testament valable, de manière à autoriser les notaires instrumentaires à accepter cet acte comme légal, et à pouvoir dire que la testatrice avait dieté et nommé son testament? Avant de discuter eette importante question, il convient de rapporterici en peu de mots les points que le savant et habile avocat des Demandeurs a soulevé en plaidant cette cause. Il a prétendu: 10. Que le testament n'a pas été dicté en présence du second notaire. 20. Qu'il n'a pas été dicté ainsi que requis par la loi. 30. Qu'il porte une fausse date. 40. Qu'il renferme une écriture étrangère. I. Quant au premier point, si le savant avocat réfère à la date du 16 mai, et à l'époque de la conversation de Petitelere avec madame Evanturel comme moment où le testament a été dicté, il n'y a pas de doute que, comme Huot n'était pas présent, le testament n'a pas été dicté en présence du second notaire et est nul: mais, s'il prétend référer à l'époque du 18 mai, et nier que la répétition que madame Evanturel a faite ce jour-là de ses volontés aux deux notaires soit à toute fin que de droit une stricte observance de la loi, nous disenterons ce moyen après avoir disposé du troisième et du quatrième point, et lorsque nons discuterons le second auquel ce moyen se rapporte en réalité. Je repète donc de suite que le testament n'a pas été dicté le 16 mai, 1861, au second notaire. Quant au troisième point, relatif à la fausseté de la tirer, mais. uportants, inoignage nt de proel a répété s volontés ament, Je i a eu lieu 31, ne peut on du tesjour-là ne loi exige, prisses ou aux deux ect que lui n devoir et se présente de la solund le point r ainsi dire le 18 mai, not, les disvance précela fait un ires instruoir dire que Avant de apporter ici avocat des prétendu : du second s par la loi. e une écriant avocat ersation de où le tesnine Hnot n présence érer à l'éame Evanotaires soit a loi, nons ème et du nd auquel suite que au second

sseté de la

date du testament, je dirai que, si on regarde le 16 comme le jour auquel le testament a été exécuté, tandis qu'il est daté le 18 mai, encore en ce cas le testament porterait une fausse date, et qu'il serait nul; mais nous verrons en discutant le deuxième point si l'on peut ou non dire que le testament considéré comme exécuté le 18 porte une fausse date. Quant au quatrième point relatif au fait que le testament renferme une écriture étrangère, il n'y a pas non plus de doute que le projet a contenu pendant une espace de temps une écriture étrangère, mais que cette écriture étrangère a été expliquée par la testatrice et a été à sa demande raturée et biffée, et remplacée par la substitution des mêmes mots de l'écriture du notaire principal instrumentaire. Ici se trouve la question de savoir si le fait qu'à une époque donnée de l'exécution du testament en question, l'existence de l'écriture d'une main étrangère en aucune partie du testament aurait pour effet la rullité du testament, prenant en considération que ces mots écrits d'une main étrangère ne forment pas partie du testament, et ne furent insérés qu'à la marge. (1) II. Grenier, donations, et autres font bieu voir que le testament solenuel reçu par notaires doit être entièrement écrit par l'un ou l'autre des notaires, à peine de nullité, mais ne vont pas jusqu'à dire que le testament dans lequel se rencontrerait en marge une note d'une main étrangère, et qui scrait biffée et l'aurait été à la demande du testateur, serait nul. Les nullités sont de droit étroit et ne peuvent s'étendre d'un cas à l'autre. Si, dans ce testament, se trouvait une seule clause écrite d'une main étrangère, et laquelle clause on prétendrait faire valoir comme partie du testament, je n'hésiterais pas à déclarer ce testament comme nul, quand bien même la clause ne serait pas des plus importantes, mais dans le cas présent, je ne puis pour un instant croire qu'une clause inscrite en marge d'une main étrangère, mais de suite biffée à la demande de la testatrice et remplacée de suite dans les mêmes termes par les notaires instrumentaires, aurait pour effet de frapper de nullité un tel testament. Ce fait pourra peut-être militer plus tard lorsqu'il s'agira de la preuve des faits de suggestion, captation et de l'état mental de la testatrice; mais comme moyen de faux, il n'a suivant moi aucune valeur quelconque. On voit à la page 187 du 4 vol. Traité des Testaments de Furgole, que, si des ratures sont faites d'une autre main, et si elles se trouvent dans la minute d'un acte public, il faut qu'elles soient approuvées par le testateur et par les témoins, autrement on n'y a pas d'égard, mais il ordonne l'exécution des dispositions effacées tout

⁽¹⁾ Pothier, Donations Testamentaires, ch. 1, art. 3, sec. 1, p. 301: Pothier, Coutume d'Orléans, p. 484.

comme si elles étaient dans leur état naturel. Revenous maintenant au point principal de la clause, le seul en effet qui merite une très sérieuse attention. Je dois dire ici que le testament est un acte de la plus haute importance, que les formalités prescrites par la loi relativement à la passation de ces actes qui ne doivent recevoir leur exécution que lorsque le testateur aura cessé de vivre, et ne sera plus en position de constater le faux de l'acte et de se plaindre de l'inconduite de notaires malhonnêtes, doivent être observées avec toute la rigueur possible, et qu'il ne s'en faut pas écarter légèrement. On voit même dans les autorités à ce sujet que les formalités réglant les actes de dernière volonté sont tellement de rigueur que les testateurs ne s'en peuvent dispenser, la loi considérant ces formalités de droit public, plutôt que de droit privé, autrefois, chez les Romains, on ne pouvait tester, que publiquement et en présence des comices. On voit, de plus, que ces formalités ont été prescrites dans le but louable de fermer la porte à toute fraude, à la possibilité de suggestion et de captation, de la part d'individus cupides et malhonnêtes, au détriment de l'héritier du sang et du représentant légal. Mais, cependant, la loi, en prescrivant ces formalités, ne les a pas imposées pour empêcher de tester, mais pour empêcher que le testateur ne fût la victime de la fraude, et elle a voulu au sujet de l'interprétation de ces formalités laisser une certaine latitude, une certaine discrétion aux tribunaux et à la prudence des Juges, Aussi, voit-on une diversité d'opinion de la part des commentateurs sur l'effet de l'inobservance de certaines formalités, tant de l'article 972 du Code Napoléon, que de l'ordonnance de 1735, et de l'article 289 de la Coutume de Paris, qui seul est notre guide en cette matière. Je dois cependant mettre en regard les textes mêmes de ces trois lois, afin de faire voir leur rapprochement et leur variante. L'article 289 de la Coutume de Paris exige qu'un testament authentique soit passé pardevant deux notaires, ou un notaire et deux témoins, et qu'il nit été dicté et nommé aux dits notaires, ou aux dits notaires et témoins, et lu, et relu, au testateur en présence des notaires, on des notaires et de deux témoins. L'ordonnance de 1735 exige que le testament soit reçu par deux notaires ou tabellions, ou par un notaire ou un tabellion en présence de deux témoins, lequel notaire ou tabellion, ou l'un d'eux, écriront les dernières volontés du testateur, telles qu'il les dictera, et lui en feront ensuite lecture, de laquelle il sera fait mention expresse, sans néanmoins qu'il soit nécessaire de se servir précisément de ces termes, dictés, nommés et relus sans suggestion, ou autres requis par les coutumes ou statuts et ensuite signé, etc. L'article 972 du Code Napoléon énonce que le testament doit être recu par deux notaires et il doit être écrit

ti

111

de

m

m

T

SU

ni

ta

renons maineffet qui meque le testaes formalités de ces actes que le testution de consnconduite de vec toute h · légèrement, es formalités nt de rigueur i considérant droit privé. r, que publiplus, que ces de fermer la et de captaites, au détrit légal. Mais, ne les a pas rêcher que le coulu an sujet certnine latiprudence des part des comes formalités, rdonnance de s, qui seul est nt mettre en faire voir leur a Coutume de ssé pardevant qu'il nit été ts notaires et des notaires. an**c**e de 1735 ires ou tabele**nc**e-de deux k, écriront les dictera, et lui fait mention se servir présams suggesuts et ensuite ce que le tesoit être écrit

par l'un de ces notaires, tel qu'il est dicté par le testateur, ou, s'il est reçu par un seul notaire, il est dicté au notaire et écrit par ce notaire et lu en l'un et l'autre cas en présence des témoins, dont deux pour le cas où le testament est passé devant deux notaires, et quatre pour le cas où il est passé devant un seul notaire. Si l'on lit attentivement ces trois versions ou textes de loi, on voit qu'ils s'accordent tous sur un point. savoir, que le testateur doit dicter ses volontés, avec cette différence que dans l'ordonnance de 1735 et dans le Code Napoléon, on voit que le notaire doit écrire ses volontés telles que dictées, au lieu que dans notre loi le texte parle seulement que le testateur dicte et nomme ses volontés au notaire. D'après l'article 972 du code civil français, tous les commentateurs s'accordent sur un point savoir, sur l'interprétation à donner et la conséquence à tirer de ces mots, savoir que les notaires doivent écrire les volontés telles que le testateur les dictera, conséquemment ils proscrivent comme absurde l'idée qu'on puisse tester par signes ou sur l'interrogation d'un tiers, ils énoncent que le testateur doit prononcer mot à mot ce qu'il destine à être écrit par les notaires, que ces derniers peuvent faire usage de pensées i lentiques quoique les mots puissent être changés, et ils concluent que pour s'assurer que les notaires ont bien écrit ce qui leur a été dicté, lecture doit être donnée au testateur en présence des témoins. Entre autres autorités à ce sujet, je puis citer le No. 1528 du troisième Troplong, des Donations et Testaments, où il s'exprime comme suit: "Le notaire doit écrire les dispositions testamentaires à " mesure que le testateur les dicte; et comme la dictée ne peut "avoir lieu qu'en présence des témoins, il suit que l'écriture " doit également avoir les témoins pour spectateurs." Et, au No. 1537, il dit: "Parlons d'abord de la dictée: Il est indis-" pensable que le notaire constate que c'est le testateur qui a " dicté lui-même les dispositions testamentaires. Dicter sui-" vant l'académie française, veut dire : prononcer mot à mot "ce qu'un autre écrit en même temps. Voilà l'idée: le mot "dieter n'est pas sacramentel; toute tournure qui exprimera " cette idée adequate et identice remplira le væn de la loi. " Les termes dicter à quelqu'un se prennent dans deux accep-"tions différentes. Ils signifient tantôt prononcer mot à mot " devant quelqu'un ce qu'il écrit personnellement lui-même, " et tantôt prononcer devant quelqu'un ce qui est écrit par " un autre." Je dois aussi eiter iei la note de M. Bayle, Monillard, en bas du No. 230 du Traité des Donations Testamentuires de M. Grenier, vol. 2, pp. 243, 244, il dit: "Dicter dans " le sens usuel, c'est prononcer mot à mot ce qu'un autre écrit " en même temps. Appliqué à la législation cette définition " est bonne, et la Cour de cassation l'a reproduite dans un

V

lit

17

vn

ďì

" 0

dei

tai

vol

Co

 $\mathbf{v}\mathbf{b}$

 F_{T}

de

tra

int

pro

" n " p

" p

" St

" c'

" cr

" m

" de

gul

qu'

le t

ren

dar

" arrêt du 12 mars 1838, avec une légère variante due à M. " Merlin; en droit, a-t-il dit, dans l'acception commune et " incontestable, le mot dicter signifie prononcer mot à mot ce " que l'on destine à être écrit par un autre. Elle l'a repétée " dans un arrêt du 20 janvier 1840." Nul doute, donc, que, suivant le code Napoléon, l'écriture doit suivre la dictée, mais l'on admet, suivant l'autorité que l'on vient de citer, que le testateur peut dicter ses volontés en lisant sur des notes qu'il aurait préparées d'avance, car, dans ce cas, il dicte lui-même. il exprime sa pensée et demande qu'on la confie au papier : et Grenier cité un arrêt de la grande chambre qui le jugen ainsi en 1657, quoique le projet eût été écrit par le fils du légataire. Cette autorité va plus loin, elle établit une décision de la Cour de cassation, en 1837, de laquelle il résulterait que cette cour a maintenu un testament dont le projet avait d'avance été fait par un notaire et qui l'avait sommis au testateur qui l'avait examiné et s'était par là assuré que le notaire avait bien saisi et rendu sa pensée. Ce testateur, ensuite, en présence de l'autre témoin, avait de nouveau dicté ses volontés de ce même projet écrit et préparé d'avance; mais une autre autorité constate que la Cour de cassation a déclaré que le testateur ne dicte pas légalement ses volontés en remettant purement et simplement au notaire un projet de testament préparé à l'avance, quoique le testateur l'eût approuvé et qu'il lui cût été lu, parce qu'une semblable remise de testament peut n'être qu'automatique et faite sans connaissance de cause : maintenant, sous l'empire de l'ordonnance de 1735, dont le texte est si clair, si positif quant à la nécessité de la présence des notaires et des témoins lors de la dictée par le testateur, il n'y a pour ainsi dire, qu'une opinion sur l'interprétation à donner aux termes, " que les notaires écrivent les volontés "telles que le testateur les dictera," et aussi que le testateur doit dicter mot à mot, et que l'écriture doit suivre cette dictée de manière que, s'il n'y a pas de dictée, il n'y a pas de testament légal. Qu'en conséquence un testament préparé à l'avance, mais qui ne serait pas de nouveau dicté au notaire en présence de son confrère, quoique approuvé par le testateur, et à lui lu suivant cette ordonnance ne serait pas valable en loi. Car, comme on l'a vu, il doit y avoir dictée et écriture : l'écriture ne peut-être que la suite de la dictée, sans cela le mot dictée perdrait sa signification, et l'ordonnance n'aurait eu aucune raison, aucun motif déterminant de l'employer. Remarquons de plus que l'article 47 de cette ordonnance exige à peine de nullité l'observance de ces formalités prescrites par l'article 23. En référant au commentaire de M. Lacombe sur l'ordonnance de 1735, article 23, page 134, on voit, ces mots remarquables: "c'est au testateur à prononcer ses dispositions te due à M. ormune et ot à mot ce l'u repétée e, done, que, dietée, mais citer, que le s notes qu'il te lui-même. u papier : et e jngen ainsi du légataire. eision de la nit que cette ait d'avance estateur qui iotaire avait iite, en prés volontés de ne autre aué que le tesettant purestament prévé et qu'il lui stament peut e de cause: 735, dont le e la présence testateur, il rprétation à les volontés le testateur e cette dictée pas de testaré à l'avance, taire en préstateur, et à lable en loi. iture : l'écricela le mot n'aurait eu yer. Remarınce exige à rescrites par acombe sur it, ces mots

dispositions

" et au notaire à les écrire lui-même telles qu'il les dictera. Il " n'est cependant pas défendu au notaire après avoir entendu le " testateur sur chaque disposition, d'en rédiger la diction dans " un ordre et un sens français et intelligible, même de repré-" senter au testateur les contradictions qui peuvent se rencon-" trer dans les termes dont il sert pour expliquer ses disposi-"tions." Au premier Furgole, page 62, on trouve les mots suivants: "L'article 23 exige plusieurs formalités ou conditions, " nfin que les testaments soient valables. La première que les "notaires ou tabellions, où l'un d'eux écrivent de leurs mains "les dernières volontés du testateur à mesure qu'il les die-" tera." Il faut dictée, suivie d'écriture, et cela à peine de nullité. Sallé, commentaire de l'article 23 de l'ordonnance de 1735, page 150, combat, en termes très-forts, l'opinion qu'avaient entretenue certains auteurs, qu'un testament écrit d'une main étrangère, hors "la présence des notaires, mais "reconnu pardevant eux par le testateur était valable, et "il dit que la pluspart des auteurs rejettent ce sentiment " comme directement contraire à l'esprit de presque toutes les "contumes. Enfin, dit-il, il ne faut pas perdre de vue ces mots "remarquables de l'ordonnance, tel qu'il les dictera ce qui "exclut toute interprétation de changement de la part du " notaire qui est absolument astreint à écrire les choses telles " qu'on les lui diete." On voit que c'est pousser la sévérité à ses dernières limites, puisque cet auteur semble refuser aux notaire le droit d'exprimer en langage légal et convenable les volontés du testateur. La même doctrine se retrouve dans la Coutume d'Orléans, Pothier, p. 484, et à l'Ancien Denisart, vbo. Testament No. 83, et dans Serres, Institution au droit Français, p. 213, et en d'autres ouvrages qu'il serait inutile de eiter. Je dois dire iei que la seule autorité en sens contraire, et donnant à l'article 23 de l'ordonnance de 1735 une interprétation différence, est Lacombe, en son recueil de jurisprudence, vbo. Testament, sec. 3, No. 12, où il dit: "Le testa-" ment public est néanmoins valable quoique le testateur n'ait " pas déclaré sa volonté aux témoins, ni par lui, ni par autre, pourvu qu'avant fait écrire sa volonté, il la fasse lire en présence de tous les témoins, et que lecture faite, il déclare que " c'est sa volonté, comme il est dit au testament de l'aveugle, "car il serait injuste d'obliger un testateur à dire de mot à " mot toute sa volonté, cependant " dit-il, " voyez la dite or-"donnance de 1735, art. 5, 23 et 48." Cette opinion est si singulièrement en opposition aux termes mêmes de l'ordonnance qu'il suffit presque de la citer et de la mettre en regard avec le texte de cette ordonnance pour dire qu'il doit y avoir erreur chez cet écrivain. D'ailleurs il est seul de son opinion dans cette interprétation, et j'avone que son isolement est peu

ric

ler:

pre

rai

tat

Dill

tai

m

lon

SitV

 $d\mathbf{u}$

noi

éqi

me

étr

bea

tan

con

qua

lib

par

y a

1110

eût

por

on

à l

lol

pal

tati

dar

nn

pou

l'en

l'ex

disp

fais

diet

déc

fait

ens

im

Pon

tés.

terr

je d

tati

enviable. Maintenant comment doit-on interpréter les mots dicté et nommé aux notaires, qui se trouvent en l'article 289 de la Coutume de Paris. La seule variante entre cet article et les textes de l'ordonnance de 1735 et de l'article 972 du code civil Français, consiste en ce que ces deux derniers contiennent en outre des mots écrits, ceux tels que le testateur les dictera, ou tel qu'il est dicté. Y a-t-il en ces mots quelque chose de plus fort, de plus énergique, que nous ne trouvons dans les simples mots dicté et nommé. C'est là ce qu'il faut examiner d'abord, et, en second lieu, nous verrons si, dans le fait que Madame Evanturel a répété ses volontés avant qu'on lui eût lu le projet de son testament, elle peut être par là considérée avoir dieté et nommé son testament. Suivant toutes les définitions du mot dicter que l'on trouve dans les plus anciens dictionnaires de langage ou de législation, ce mot veut dire faire écrire à quelqu'un sous soi quelque chose, en le prononcant à haute voix et mot à mot. Ce mot n'a proprement pas de synonymes, et comme on le voit, il faut une périphrase pour en rendre le sens. Les mots écrits tel que le testateur le dictera, et tel que dicté, suivant moi n'ajoutent rien à l'idée, ni aux obligations des notaires dans un cas comme dans l'autre, car la loi que l'on doit toujours supposer faite par un législateur instruit, connaissant à fond la force et la portée des termes dans lesquels il énonce cette loi, est conçue, au moins quant à l'article 289 de la Coutume de Paris, en des termes qui veulent dire que les notaires écriront ce qui leur sera dicté mot à mot et à haute voix par le testateur. N'est-ce pas virtuellement ce que le Code Français et l'ordonnance de 1735 prescrivaient, et de fait on n'a pas, suivant moi, enchéri sur l'article 289 de l'ancienne coutume. En rédigeant l'ordonnance de 1735 et l'article 972 du Code Napoléon, on a, dans ces derniers cas, employé une périphrase au lieu de l'expression si simple et si énergique de l'article 289 de la Coutume de Paris. S'il y a parité d'expression dans la loi, il devrait y avoir parité d'interprétation et parité de décisions dans les tribunaux. Mais, dit on, en admettant que le testament n'a pas été dicté le 16 mai, puisqu'un seul notaire s'y trouvait, et que la loi exige que sa dietée se fasse aux deux, et puisque le notaire auquel il a été dieté ne l'a pas alors rédigé par écrit, est-ce que le but de la loi n'a pas été rempli par le fait que madame Evanturel s'est de nouveau rencontré avec les deux notaires le 18 mai, et qu'elle leur a deux fois répété ses dernières volontés comme si elle les eût sçues par cœur, et que les notaires lui ont alors produit et lu de suite le projet de son testament préparé d'avance comme ou a déjà vu? Si dans une matière aussi importante que celle du testament, intéressant non-seulement des familles qui peuvent être d'un seul trait de plume déshéritées pour enter les mots l'article 289 cet article et 972 du code niers contientestateur les nots quelque ne trouvons ce qu'il faut ns si, dans le s avant qu'on re par là conant toutes les s plus anciens not veut dire en le prononprement pas ie périphrase e testateur le rien à l'idée, ne dans l'auite par un léla portée des cue, au moins a des termes enr sera dicté st-ce pas virmee de 1735 enchéri sur l'ordonnance dans ces derexpression si ume de Paris. y avoir parité s tribunaux. pas été dicté ue la loi exige ptaire auquel ce que le but ne Evanturel le 18 mai, ct rtés comme si ont alors proparé d'avance si importante t des familles

tées pour en-

richir des étrangers, mais la société entière, si, dis-je, l'équipollence était admise, c'est-à-dire, si l'on pouvait à une fornulité prescrite par la loi en substituer une autre qui en réalité pourrait, en certains cas, convaincre le Juge que la volonté du testateur a été aussi bien constatée qu'en observant celle dictée par la loi, il y a peu de doute que, dans le cas présent, le testament argué de faux en cette cause présenterait à mon esprit une idée très forte de l'expression vraie et complète des volontés de madame Evanturel; le caractère des notaires et du savant avocat qui, en cette occasion, a assisté à la rédaction du testament en sont les garants; mais où nous arrêteronsnous, une fois lancé dans la voie si large et si dangereuse des équipollences, si on admet un cas, il faudra par analogie admettre l'autre : l'équité, la prévention joueront un rôle des plus étranges et des plus diversifiés; la jurisprudence dont le plus beau caractère est l'uniformité deviendrait versatile, inconstante : elle serait la risée de la profession et du public. L'on comprend donc que, dans un testament, tout est de rigueur quant aux formes, et qu'il ne suffit pas que le testament soit libre, mais qu'il faut encore l'observance des formes prescrites par la loi. Ainsi donc, pour venir à cette occasion du 18 mai, y a-t-il en dictée aux notaires? Non, je dois dire malgré moi; pour qu'il y eût véritable dictée, il faudrait qu'il y cût immédiatement à la suite de la dictée une écriture faite pour constater l'expression de la volonté; au lieu de cela, on produit de suite un testament écrit à l'avance qu'on lit à la testatrice. Il y a erreur grave en cette conduite, et l'objet de la loi paraît n'être pas atteint. Cet objet est principalement pour obvier à tout danger de suggestion et de captation, et de substitution de volonté; car, comme on le voit dans plusieurs décisions dont je ferui mention dans un instant, un testateur peut bien d'avance faire préparer son testament pour le soumettre à son aviseur légal, pour pouvoir en saisir l'ensemble et les détails les plus minees, mais, quand il devra l'exécuter, il lui faudra dicter lui-même aux notaires les mêmes dispositions telles qu'elle se trouvent en son projet, ou en y faisant les changements qu'il voudra, et, là-dessus, sur ectte dictée, les notaires devront écrire de nouveau, et les mêmes décisions vont à dire qu'un projet de testament apporté tout fait, et même délivré par le testateur aux notaires, et par eux lu nu testateur était nul, ear il n'y avait pas cette très importante formalité, celle de la dictée qui consiste à proroncer aux notaires qui doivent de suite écrire les volontés. En face de ces décisions, la loi dont je dois être l'interprète et encore plus l'esclave, ne ma inisse aucune discrétion; je dois dire, dura lex, sed ita lex, comme on le voit en la citatation tirée de Grenier, vol. 2, p. 347. C'est avec juste raison que la législature n'a pas voulu se contenter d'une semblable remise qui peut être automatique et faite sans connuissance de cause : au contraire, quand il y a dictée, tout est parfaitement connu. A la page 361 du 2 volume du même auteur, on trouve ce qui suit: "Dicté et écrit; par conséquent, l'écriture "doit accompagner la dictée : la simultanéité est nécessaire, " car si l'écriture n'était pas faite sous la dictée, il n'y aurait " plus les mêmes garanties d'exactitude, et l'un des buts que la " législature s'est proposé ne serait pas atteint. Donc, continue-" til, après la dictée, le notaire et les témoins ne peuvent se " retirer pour procéder à l'écriture dans une pièce d'où il serait " impossible d'entendre le malade. Ils ne le pourraient pas à " peine de nullité, et cela lors même que tout le testament " serait réduit à quelques mots contenant une seule disposition. " La cour de cassation, section des requêtes, l'a ainsi jugé le 20 janvier 1840." Au 9e vol. de Duranton, nº 71, p. 104, cet auteur rapporte comme opinion de Ricard: " Que la mention " de la dictée, si le testament porte simplement que le testateur " a proféré le testament de sa propre bouche, et que le notaire "l'a rédigé par écrit : car ces expressions ne présentent pas " complétement l'idée renfermee dans le mot dieté; elles n'in-" diquent pas que le notaire a écrit les dispositions au fur et à " mesure que le testateur les lui a fait connaître; or, dicter " emporte l'idée commune d'une personne qui parle à une autre, " laquelle écrit successivement ce qui lui est dit; c'est aussi " dans ce sens que ce mot est pris par la loi, dans la vue d'éviter " les méprises, les erreurs et les fraudes. Mais la Cour de Paris " a maintenu, avec raison, un testament dans lequel la mention " de la dictée était rendue par ces seules expressions. Le pré-" sent testament a été prononcé par le testateur, et écrit par " le notaire, à mesure que le disposant prononçait." Ce pro-" noncé successif n'était en effet rien autre chose qu'une véri-" table dictée." Mais je citerai avec confiance, sinon avec orgueil le projet de notre code canadien, liv. 3, tit. Des donations testamentaires, art. nº 95. Je sais que ce code n'a pas encore été prononcé par la législature être l'expression de la loi actuellement en force, et que, plus tard seulement, il aura force de loi, ou sera répudié par la législature, mais toujours y trouvet-on réunis dans cet article, n° 95, l'expression de trois jurisconsultes éminents et spécialement chargés de faire rapport de la loi actuellement en force. Or que nous disent les codificateurs. Suivant eux " le testament sous forme authentique doit être " dicté et nommé par le testateur aux notaires ou au notaire " et aux témoins, et être écrit conformément en leur présence. "Il doit être lu deux fois au testateur et par lui signé en pré-" sence des mêmes. Il doit y être fait mention de l'accomplisse-" ment de ces formalités, sans qu'aucune formule à cet effet

le te présces i ils si et st dans - Ce - et - la

" soi

" pre " a è " ou " y e " de " cot " dis " en

" est " con " me " déc proje cateu fait s Mair qui c n'y a prou la lo

form innti 5 Te Mais de la peutl'usag n'êtrdit, c nent elles verse

être

secor

cet 1

ne semblable connaissance est parfaitene auteur, on ent, l'écriture st nécessaire, il n'y aurait es buts que la onc, continueie peuvent se d'où il serait rraient pas à le testament le disposition. ainsi jugé le 1, p. 104, cet ie la mention ie le testateur que le notaire résentent pas té; elles n'inns au fur et à re; or, dieter le à une autre, it : c'est aussi la vue d'éviter Cour de Paris iel la mention sions. Le prér, et écrit par cait." Ce proqu'nne vérin avec orgueil les donations 'a pas encore de la loi actuaura force de urs y trouvele trois jurisire rapport de codificateurs. ique doit être ou au notaire leur présence. signé en prél'accomplisseule à cet effet

" soit de rigueur." Il faut donc que le testament soit dicté par le testateur aux notaires et être écrit conformément en leur présence, et lu deux fois au testateur, etc., mais que suggèrent ces mêmes codificateurs comme amendement à la loi en force; ils suggèrent, dans certains cas, de se débarrasser de la rigide et stricte formalité de dicter le testament, et d'y substituer dans ces cas l'article No. 95 B, et 95 C. conçus en ces termes. " Cependant il n'est pas nécessaire que le testament soit dicté " et nommé par le testateur ni écrit en sa présence, si lors de "la solennité de sa confection, le testateur déclare que l'acte " préparé par le notaire et dont il vient de lui être fait lecture a été ainsi préparé à sa réquisition, sur des instructions écrites " ou verbales, donné par lui-même au notaire, et que cet acte y est conforme et contient son testament. Il est fait mention " de sa déclaration dans l'acte même. Si le testateur lors de la "confection du testament au lieu d'en dicter et nommer les " dispositions, remet au même effet des instructions écrites, il " en est fait lecture, et si le testateur s'en déclare satisfait, il " est procédé à écrire le testament d'après ces instructions " comme s'il avait été dicté et nommé de vive voix. Il est égale-" ment fait mention du mode ainsi a opté par le testateur de " déclarer ses dernières volontés." (1) Nous voyons dans ce projet l'amendement à la loi existante suggéré par les codificateurs, la preuve convaincante qu'aujourd'hui un testament fait sans de telles formes serait bien et dûment nul et inefficace. Maintenant, madame Evanturel n'a pas fait autre chose que ce qui est suggéré par les amendements proposés, et, de fait, il n'y a pas en son cas dictée de son testament, elle n'a fait qu'approuver un projet, or nous voyons que tel n'est pas le vœu de la loi. Tous les auteurs s'accordent à dire que l'absence des formalités d'un testament emporte la nullité de l'acte. Il est inutile de s'étendre au long à ce sujet, on peut reférer au 5 Toullier, No. 425, 9 Duranton, No. 214, Furgole, p. 158. Mais, dit-on, l'usage prouvé par certains des notaires entendus de la part du Défendeur ne peut-il pas affecter la cause, et ne pent-on pas dire que l'usage fait loi. Non, dirons-nous ; d'abord, l'usage, pour déduire la loi, doit être universel et non local, et n'être pas révoqué en doute, or, dans cette cause, comme je l'ai dit, deux camps différents ou plutôt deux écoles nous apprennent qu'elles se disputent l'honneur de la légalité et, en cela, elles nous confirment dans l'opinion que l'usage n'est pas universel, et qu'au contraire il est local et très restreint, et, en second lieu, il y a un doute fort raisonnable sur l'existence de cet usage; mais encore un usage tel que celui-là ne saurait être autre chose qu'abusif, parce que, suivant nous, il existe

⁽¹⁾ V. art. 843 et s., C. C.

une loi expresse, et que, d'ailleurs, il n'a pas d'existence depuis un temps raisonnable. Mais, encore, dira-t-on, la loi de 1801 a étendu nos facilités de tester; elle a pour ainsi dire fait disparaître toutes les réserves, les restrictions de l'ancien droit, puisqu'aujourd'hui un testateur peut tester en faveur même d'un étranger au détriment de ce qu'il doit avoir de plus cher au monde, de ses enfants, et on en conclut, que les formalités sont devenues moins rigoureusement nécessaires. Au contraire, disons-nous, plus il est facile de commettre une injustice, plus les précautions à prendre pour l'éviter et s'en sauvegarder, doivent être grandes, or on ne niera pas que les formalités de la loi sont établies quant à la confection des testaments pour parer à toute possibilité de fraude. Si donc un étranger peut être héritier ou légataire, nul doute que le chiffre des fraudes possible est augmenté, et, suivant moi, c'est une raison de plus d'adhérer strictement aux formes prescrites par la loi comme sauvegarde de la fortune des partieuliers et de la société entière. En résumé, je dirai donc: 1° Que, le 16 mai 1861, il n'y a pas eu de dietée du testament de madame Evanturel aux notaires, puisqu'un seul notaire était présent et que le seul qui y fut présent n'a pas alors écrit le testament sous la dietée de la testatrice. 2º Que, le 18 mai 1861, il n'y a pas eu de dictée de ce testament, puisque, quoique les deux notaires y fusent présents, et que la testatrice eût répété alors ses volontés, le ou les notaires n'ont pas écrit sous cette dictée, mais se sont contentés de rapporter, comme testament de madame Evanturel, un projet préparé à l'avance, et qu'il eût été nécessaire, dans ce cas, que le testament eût été derechef dicté aux notaires, qui alors l'auraient copié au fur et à mesure que la testatrice l'aurait dieté, et en aurait fait lecture du projet en question. L'enquête en cette cause tant sur l'inscription en faux que sur le reste de la cause a été close, malgré que les Demandeurs n'eussent voulu obtempérer à l'interlocutoire de cette cour, en date du 13 avril 1864, qui ordonnait que l'enquête fût prise d'abord sur l'inscription en fanx, et ensuite sur les autres moyens de la cause, et que l'argument ou plaidoirie aurait lieu simultanément. Je crois que si les Demandeurs eussent procédé à la preuve des faits de suggestion, captation et de la faiblesse d'esprit de la testatrice, la cour eût été en position de tirer de cette enquête des enseignements importants et propres sous tous les rapports à jeter de la lumière sur la grande et importante question qui nous occupe scule. Mais les Demandeurs comme juges de leur cause et de ses moyens, ont cru devoir ne pas procéder, et se laisser forclore à ce sujet Je me trouve en conséquence obligé, quoique tout en déclarant faux ce testament du 18 mai 1861, de dire que les Demandeurs ont failli de prouver les autres allégations de leurs réponses

de . dép un S011 de jav Ce que sour légi trib rene but peut et d devi Mon doit Dem laqu

faibl

spé

alleg perp rem gest by t Mine of tl mad elerc dism spec they ness it is tion Plair such by A the 1 սրու abse the 1

subn

pres

tence depuis oi de 1801 a re fait dispaancien droit, faveur même de plus cher es formalités Au contraire, njustice, plus sauvegarder, formalités de aments pour tranger peut e des fraudes nison de plus la loi comme le la société mai 1861, il ie Evanturel et que le seul sous la dictée a pas eu de ıx notaires y s ses volontés, mais se sont idaine Evanté nécessaire, aux notaires, la testatrice en question. faux que sur Demandeurs ette cour, en ête fût prise ir les autres ie aurait lien eussent proion et de la en position nportants et mière sur la seule. Mais ses moyens, re à ce sujet. en déclarant Demandeurs urs réponses

spéciales relatives à la suggestion, à la captation et à la faiblesse de l'esprit de la testatrice, et de renvoyer cette partie, avec dépens contre eux. Mon présent jugement, je le sais, peut, pour un temps, porter l'alarme dans l'esprit de beaucoup de personnes. Mais mon ministère est d'appliquer la loi au meilleur de ma connaissance, avec fidélité, et, si je me suis trompé, j'avoue que je me trompe en bonne et excellente compagnie. Ce qui me rassure sur les conséquences de mon jugement, c'est que s'il est erroné, trois tribunaux différents auquel il peut être sonmis peuvent le réviser, le réformer, l'anéantir. Si même la législature était d'opinion que le jugement de ces différents tribunaux, dans le cas où ils appuyeraient mon jugement, ne rencontrait pas les exigences d'une société avancée, et dont le but est la prompte dépêche des affaires, la législature, dis-je, peut, par un seul acte de sa volonté, remettre tout dans l'ordre, et dire que la loi tel qu'interprêtée par les juges du pays devrait recevoir une autre interprétation, ou être modifiée. Mon jugement est que l'inscription en faux contre le testament doit être maintenue, et renvoyant, avec dépens contre les Demandeurs, cette partie de leurs réponses spéciales dans laquelle ils plaidaient les faits de suggestion, captation et de faiblesse d'esprit de la testatrice.

"Considering that the Plaintiffs have failed to prove the allegations of their special answers to the peremptory and perpetual exception in law of the Defendant (exception péremptoire en droit perpétuelle) being allegations as to suggestion and captation, of which the Defendant is accused by the Plaintiffs, and as to the mental condition of the late Mme Evanturel, their Mother, at the moment of the execution of the will filed in this cause as being that of Mmc Evanturel made and executed on the 18th of May 1861, before M. Petitclerc and his colleague, notaries public at Quebec, the Court dismisses with costs against the Plaintiffs those parts of their special answers to the exception of the Defendant, by which they plead the facts of suggestion and captation, and of weakness of mind on the part of Mme Evanturel. Considering that it is established by the proof given in this cause on the objection to validity (inscription en faux) made and filed by the Plaintiffs en faux against the will of Mme Evanturel, that such will was not dictated and expressed (dicté et nommé) by Madame Evanturel to the aforesaid Notaries according to the law. Considering that the fact of having in advance, and upon notes given to a single notary, and taken by him in the absence of his brother notary, prepared during the next day the will of Mme Evanturel out of her presence, and having submitted it to her all prepared on a following day, in the presence of the second Notary, in whose presence the will was read, and read again even after the Testatrix had repeated her dispositions to the Notaries, is not equivalent to the formality required by the law of dictating and expressing the will, and does not meet the exigencies of the law. Considering that in the execution of a solemn notarial will the formalities prescribed by the law ought to be strictly observed under the penalty of nullity, and that equivalents ought not to be admitted in their execution, in order to avoid mistakes, errors, and frauds; the Court maintains the objection to validity (inscription en faux) made by the Plaintiffs en faux against the will as being illegally executed, that is to say: as not having been dictated and expressed by her to the Notaries Public who drew the will with costs against the Defendant en faux, and declares such will null for all legal purposes."

Against this decision, in so far as it declared the will invalid, the Respondent appealed to the Court of Queen's Bench of Lower Canada. The Appellants also appealed to the Court of Queen's Bench against that part of it which amounted to a decision against them on the merits, namely, on the questions raised by the action, other than that as to the validity of the will. The appeal was heard by the Court of Queen's Bench, consisting of the Chief-Justice DUVAL, and the Justices AYLWIN, MEREDITH, DRUMMOND, and MONDELET, and on the 20th of June 1865, the Court delivered judgment on the appeal of the present Respondent. This judgment reversed the decision of the Court below pronounced against the validity of the will, and ordered the present Appellants to pay the costs in both Courts. The Judges were divided in opinion. The Chief-Justice DUVAL, and the Justices Aylwin and Meredith were in favour of the appeal, those judges proceeding on the evidence of the notaries as to usage; but the Justices Drummond and Mondelet dissented from the judgment of the majority of the court.

Here follow the remarks of the judges and the judgment

of the Court of Appeals:

Mondelet, juge: Il s'agit d'une inscription en faux, résultant de ce que le testament de madame Evanturel, n'a pas été dieté suivant qu'il y est dit. Ce testament avait été préparé d'avance. Lorsqu'il fut question de le confectionner et parfaire, on fit répéter ou dire par cœur, par madame Evanturel la testatrice, ce qui est prouvé par les témoins être, à l'exception d'une seule clause en marge, le contenu de ce qui avait été préparé d'avance, par le notaire qu'avait consulté la testatrice. Elle avait aussi consulté M. Casault, son avocat. Dans la chambre où on recevait le testament, le notaire, au lieu d'écrire ee que disait ou répétait la testatrice, fit servir comme minute, le projet écrit et préparé d'avance, et y déclara qu'il avait été dicté et nommé par la testatrice. Le projet fut lu à

la te suis Cou l'usr mer imp le te taire com yeu: dit 1 qu'u auss No 8 chée e no que écrir intel du n ľarti sence pren sents ment que paro retra prud de n étan tête tatri tant, éerit mée " ('es déjà ne sa lence e'est qu'el

(3)

et No

id repeated to the forressing the Considering formalities under the to be adkes, errors, to validity ux agninst as not haotaries Puendant eu es." vill invalid, s Bench of unted to a

s Bench of ne Court of anted to a guestions idity of the Bench, cones AYLWIN, he 20th of opeal of the ision of the will, and oth Courts, tice DUVAL, your of the he notaries LET dissen-

judgment

aux, résuln'a pas été
té préparé
ier et parEvanturel
tre, à l'exe qui avait
lté la tespeut. Dans
re, au lieu
vir comme
éclara qu'il
t fut lu à

la testatrice et les notaires signèrent. Y a-t-il là un faux? Je suis d'avis que, tout aussi longtemps que l'article 289 de la Coutume de Paris n'aura pas été abrogé, il doit, en dépit de l'usage abusif de certains notaires, au contraire, être strictement suivi ; et s'il a quelque portée, cet article, c'est de rendre impérieuse la formalité de dicter et nommer, c'est-à-dire que le testateur doit exprimer ses volontés, en présence de deux notaires, ou d'un notaire et de deux témoins, tous devant avoir connaissance de tout ce qui se passe, et voir de leurs propres yeux, le mécanisme de l'écriture, au fur et à mesure. Dicter, dit Demolomde, t. 21, No 250, c'est prononcer mot à mot, ce qu'un autre écrit en même temps. Cette acception usuelle est aussi l'acception juridique. Il faut, disait Furgole (ch. 2, s. 3, No 8), que les dispositions dictées par le testateur soient couchées tout de suite. Est-il besoin d'ajouter que l'écriture, par le notaire, doit avoir lieu en présence du testateur aussi bien que des témoins? Eh! sans doute, puisque le notaire doit écrire sous la dictée du testateur. (1) La dictée doit se faire à intelligible voix, non-seulement en présence des notaires, ou du notaire, mais encore des témoins. C'est ce qui résulte de l'article précédent qui vent que le testament soit reçu en présence des témoins. Or, nous avons dit que le mot "reçu" comprend la dictée et l'écriture. Si les témoins n'étaient pas présents à toute la série des opérations dont se compose le testament, il y annait évidemment nullité. La dictée n'exige pas que le notaire reproduise identiquement et matériellement les paroles du testateur, il suffit que la pensée en soit fidèlement retracée par le notaire. Ceci est maintenant constant en jurisprudence. (2) Mais, dit-on, qu'importe que le notaire écrive de nouveau, ce que lui a communiqué la testatrice comme étant l'expression de ses dernières volontés et qu'il a rédigé à tête reposée, dans son cubinet, et que répète mot à mot la testatrice, en présence de deux notaires, et qu'il écrive là, à l'instant, ce qui ne sernit que recopier et répéter ce qu'il avait déjà écrit ! La réponse je la trouve beaucoup mieux faite et exprimée par Demolombe, que je ne le pourrais faire moi-même. " Ces solennités testamentaires doivent être comme nous l'avons déjà dit (No 270 et suiv.) observées scrupuleusement, et elles ne sauraient admettre d'équipollence. " Il n'y a pas d'équipollence possible dans l'accomplissement d'une solemnité légale; c'est pour ainsi dire oui ou non : il faut qu'elle soit violée ou qu'elle soit accomplie. (3) L'on a prétendu que l'acte de 1774

⁽¹⁾ Demolombe 21, p. 274, No 265.

⁽²⁾ Troplong, Donations et Testaments, tome 3, Nos 1.522 et 1523.

⁽³⁾ Demolombe, Donations et Testaments, tome 21, No 270, et seq., p. 284, et No 352, p. 350

p.

es

 $\mathbf{s}\mathbf{e}$

re

pi

sie

laı

de

ta

CO

rie

Co

rai

fai

up

êtı

les

tai

na

que

au

au

COIL

un

Pau

reti

enc

Th

les

von

la (

for

Imp

gisla

ques

à le

Sams

du t

" vu " to

(1)

et le statut provincial de 1801 ont fait disparaître l'obligation de se conformer à l'article 289 de la Coutume de Paris; qu'on est libre de tester suivant la forme française ou la forme anglaise, et que, si le testament ne vaut pas suivant la première, il est valide suivant la seconde. A cette prétention de l'Appelant, l'on doit, suivant moi, répondre que l'acte Impérial de 1774 et le Statut Provincial de 1801, ne font rien à la question. L'on peut, en vertu de ces lois, disposer de ses biens, d'après les formes anglaises, et voilà tout. Mais, lorsqu'on a choisi la forme française, ce qui veut dire, que l'on a fait un testament sous l'empire de l'article 289 de la Coutume de Paris, il n'est pas permis de lui adjoindre, ou mêler avec cette forme une autre forme, ou d'autres formes et, encore moins, de refaire les défauts de l'une par ceux de l'autre. Ajoutons que chacune de ces formes de testaments, est indépendante des autres, et se suffit à elle-même, sans qu'il soit permis de les meler, ni de les confondre, sous pretexte de les compléter les unes par les autres. J'ajouterai que la raison qui a toujours fait que l'on entoure les dispositions à cause de mort, de formalités rigoureuses, afin de prévenir les fraudes, les captations et les obsessions, existe encore, et doit prévaloir plus que jamais maintenant, et en raison directe des facilités que l'on a, aujourd'hui, de tester suivant les formes anglaises, facilités qui, par un acte récent de notre législature (1864 ch. 42,) sont plus grandes qu'elles ne l'étaient auparavant, puisque deux témoins suffisent. Mais, si ce testament fait, reçu devant deux notaires, n'est pas regardé comme reçu d'après l'article 289 de la Coutume de Paris, et qu'on le veuille fait d'après la forme anglaise, où sont les deux témoins? Où est la preuve de la signature de la testatrice? Les notaires? Mais ces notaires, s'ils agissent comme témoins d'après les formes anglaises, n'agissent pas comme notaires, comme officiers publics, imprimant l'authenticité au testament d'après nos lois françaises. Si ils ne sont plus là comme notaires, mais comme témoins, où est la preuve de leurs signatures? En un mot, où serait, dans une pareille hypothèse, la preuve du testament! Au reste, ce testament n'est pas invoqué comme un testament fait d'après les formes anglaises, mais bien d'après les lois françaises. (1) La cour pourrait-elle déclarer que ce testament a été reçu, fait et signé par la testatrice, en présence de deux témoins, et donner ainsi le démenti aux allégations de l'Appelant qui le déclare fait par le ministère de deux notaires? Evidemment non! L'assertion de la cour à cet égard, constaterait ce qui n'est pas, ou, pour parler plus exactement, le testament lui-même constaterait que le motivé, l'assertion de

⁽i) V. art. 855, C. C.

l'obligation Paris; qu'on i forme anla première, i de l'Appe-Impériul de n à la quese ses biens, lorsqu'on a on a fait un tume de Par avec cette ncore moins, autre. Ajouest indépenis qu'il soit prétexte de ai que la raiispositions à prévenir les ncore, et doit nison directe · suivant les ent de notre es ne l'étaient is, si ce testagardé comme is, et qu'on le eux témoins? Les notaires? ns d'après les omme officiers après nos lois , mais comme In un mot, où u testament? un testament près les lois ce testament ence de deux ns de l'Appeux notaires? égard, consxactement, le l'assertion de la cour, serait contraire au fait. Altens plus loin, supposons que la cour le pût faire, alors tout croule, en l'absence de la preuve de la signature de ces témoins. En deux mots : s'ils sont notaires, le testament est soumis aux lois françaises et il est faux. Si ces deux individus sont de simples témoins, non seulement la fausseté du testament où il est déclaré qu'il est requ devant deux notaires, saute aux yeux, mais ces témoins prétendus ne peuvent être reconnus par la cour, attendu qu'il n'y a aucune preuve de leurs signatures, qu'ils ne prouvent qu'autant qu'ils agissent comme notaires. L'on a cité une décision de la Cour d'Appel, à l'appui de la prétention de l'Appelant dans la cause de Lambert et Guuvreau. Il me sera permis de dire, avec tout le respect possible, que cette décision solitaire n'établit pas une jurisprudence; et j'ajouterai que, si, comme le dit Toullier quelque part, un tribunal, quelqu'inférieur qu'il soit, ne doit pas se soumettre à une décision de la Cour de Cassation s'il la croit contraire à la loi, à plus forte raison, un juge de cette cour, comme le ferait ou pourrait le faire un juge d'auenne cour du Canada, doit-il, lorsqu'il est appelé à le faire, agir d'après ce qu'il croit avec conviction, étre la loi du Bas-Canada. J'ai lu avec beaucoup d'attention les observations du Juge-en-Chef Sir Louis-Hypolite LaFontaine, (1) et je dois déclarer que, malgré mon bon vouloir, je n'ai pu comprendre comment, après l'accumulation d'autorités que j'y trouve, empruntées les unes au droit coutumier, d'autres au droit écrit de la France, d'autres au droit anglais et même au Droit Américain, le savant Juge-en-Chef a pu arriver à la conclusion que le testament de Léger Lambert, reçu par devant un notaire et deux témoins, sous l'empire de la Coutume de Paris, pouvait subir la métamorphose dans laquelle on le retrouve, je veux dire sous la forme anglaise. Je comprends encore moins qu'il y ait entre l'espèce qui nous occupe aujourd'hui, et les testaments mystiques et nuncupatifs tels qu'on les recevait en France, la plus légère analogie. J'aurais désiré voir établi, que l'inobservance des formalités essentielles sous la Coutume de Paris produit une suffisance, une perfection de formalités sous le droit anglais! Impossible! Jamais l'acte Impérial de 1774, non plus que le statut de 1801 de notre législature, n'ont dit un mot de cette transformation. Il n'y est question que de la liberté donnée, accordée à chacun qualifié à le faire en loi, la liberté de tester et disposer de ses biens sans restriction: et tout ce qu'on y trouve quant à la forme du testament se réduit à ce qui suit: "Such will being exe-"ruted, either according to the laws of Canada, or according " to the forms prescribed by the laws of England. Soit que le

^{(1) 5} R. J. R. Q., p. 246.

tes

tic

un

po

po

pre

du

ap

M.

die

qu.

de

pri

me

fac

da

ďa

П

pre

the

bef

sau

in

is t

" e

" 80

' d

" r(

" m

" ac

" d

den

wil

not

hy

sen

it i

in e

the

eni

" $d\imath$

bac

" testament soit dressé suivant les lois du Canada, ou suivant " les formes prescrites par la loi d'Angleterre," (1) Quant à la décision dans la cause de Ruyter et al., vs. May, en 1824, et confirmée en appel en 1825, par le Juge-en-Chef SEWELL et MM. Richardson, Coltman, Smith et Hale, il me sera bien permis, je pense, de dire, qu'à l'exception du Juge-en-Chef Sewell, qui, tout éminent qu'il fût, était, comme le Juge-en-Chef Reid, et tout autre juge, susceptible de se tromper, le personnel de la Cour d'Appel qui a jugé cette cause, n'était pas propre à inspirer beaucoup de confiance. Je dois en toute franchise déclarer, que je ne puis m'expliquer le jugement rendu nux Trois-Rivières, qu'en lui assignant pour motif, le fait que, dans la cause de Lambert et Gauvreau, l'on a dû faire la preuve des signatures du notaire et des témoins, et qu'alors (erronément suivant moi) l'on a jugé sur un document auquel les signatures apposées, étaient prouvées. Au reste, tous ces raisonnements sur la question de savoir si un testament nul any yeux de la Contume de Paris est valable et parfait suivant les lois anglaises, me paraissent ici à pure perte, nous n'avons pas à décider cette question, nous n'avons pas entendu la cause au mérite, nous n'en sommes qu'à l'Inscription de faux. Or, cette Inscription de faux formée, admise, instruite en Cour de première instance, ne l'est-elle pas contre un testament que l'Appelant Défendeur a, dans ses Exceptions, allégué avoir été reçu par devant deux notaires? Ce faux est-il prouvé? Voilà la seule chose que cette Cour est appelée à décider. Ce testament a-t-il été dicté et nommé comme il y est déclaré! S'il l'a été, l'Inscription de faux croule. S'il ne l'a pas été l'inscription de faux doit être maintenue. Qu'avonsnous à faire à la question de savoir si, eu égard aux allégations de l'Exception de l'Appelant, nous irons déclarer ce qu'il ne s'agit pas de déclarer, ce dont il n'est aucunement question dans la contestation dont nous avons à nous occuper. L'on comprend que, si, dans une déclaration ou dans une exception, l'on alléguait spécialement les faits, c'est-à-dire, que ce testament, en apparence reçu devant deux notaires, est incomplet ou nul, qu'il vaut comme testament d'après les lois anglaises, et qu'il se trouve conforme au statut des fraudes, (2) et qu'on demandât à en faire preuve, la Cour serait, dans ce cas, en mesure de décider cette question; et, si, contrairement à ce que je pense être la loi, elle décidait en faveur d'un tel

⁽¹⁾ Imp. Stat. 1774, ch. 83, sec. 10.

^{(2) 29} Car. 2, c. 3, sec. 5: "That all devises and bequests of any lands or tenements shall be in writing, and signed by the party so devising the same, or by some other person, in his presence and by his express directions, and shall be tested and subscribed in the presence of the said devisor by three or four credible witnesses, or else they shall be utterly void and of none effect."

ou suivant Quant à la en 1824, et SEWELL et sera bien ge-en-Chef Juge-enromper, le use, n'était is en toute jugement r motif, le a dû faire et qu'alors ent anquel e, tous ces ament nui arfait suiperte, nous pas enteneription de e, instruite re un tesotions, alléfaux est-il pelée à déne il y est S'il ne l'a Qu'avonsallégations ce qu'il ne it question s occuper. ns une exà-dire, que ires, est inrès les lois fraudes, (2)ait, dans ce

trairement ır d'un tel f any lands or g the same, or ons, and shall

three or four e effect.

testament, il y aurait quelque raison de dire que son jugement, quelqu'erroné qu'il fût, cadrerait du moins avec les allégations. Peut-être que, plus tard, dans une cause où l'on a formé une inscription de faux, supposant que la cour la déboutât, pourrait-on au merite s'occuper de la question: mais je le dis pour la dernière fois, il ne s'agit aucunement de cela, pour le présent. Je me résume : il ne s'agit que de l'inscription de faux, le faux est prouvé, le testament doit être déclaré faux et écarté du dossier. J'adopte les considérante du jugement dont est appel, aussi bien que la plupart des raisons exprimées par M. le juge Taschereau, raisons si fortes, si logiques, si juridiques, si bien mises au jour, qu'elles me paraissent inattaquables. Quant aux conséquences du Jugement que nous devons rendre, cela ne nous regarde pas. Sauvegardons le principe, and let the consequences take care of themselves, II me semble qu'on s'exagère ces conséquences. Rien de plus facile que de faire légaliser les autres testaments qui seraient dans le même cas que celui dont il est ici question. Je suis d'avis que le jugement dont est appel, devrait être confirmé.

Il va être infirmé par la majorité de la cour.

MEREDITH, Justice: The question of law which this case presents is one of great importance; for, upon the decision of that question, must depend the validity, as well of the will before us, as of a vast number of other wills, made in the same way; I agree with the learned judge of the Court below in thinking that the main question which we have to decide is this: "La testatrice, en répétant pour ainsi dire mot à mot, " comme si elles les eût sues par cœur, le 18 mai 1861, en pré-" sence des deux notaires Petitelere et Huot, les dispositions de son testament dont Petitelerc avait d'avance préparé la " rédaction, a-t-elle en cela fait un testament valable, de ma-" nière à autoriser les notaires instrumentaires à accepter cet " acte comme légal, et à pouvoir dire que la testatrice avait · dieté et nommé son testament?" The pretension of Respondents, as set forth in their first moyen de faux: is: that the will in question was not dietated by the testatrix to the two notaries, in the presence of each other, and was not written by one of them, in the presence of the other, and in the presence of the testatrix, as (it is said) is required by law, and as, it is also said, is falsely alleged in the will. The Respondents, in effect, contend, that the true meaning of the word, dieter, is to enunciate, word by word, that which another writes at the same time: " prononcer mot par mot ce qu'un autre écrit en même temps." They say that such is the meaning of the word "dicter" as given, not only, in the best dictionaries of the present day, but in a standard dictionary, published as far back as the year 1721; and that such is also held to be the

true meaning of the word, by the most esteemed french jurists, ancient and modern. The Respondents further contend that, us in the case before us, the writing did not follow the dictation, the will is null, The Appellant, on the other hand, contends in the first place: that, although, according to modern french authorities, the word dieter has, doubtless, the meaning given to it by Respondents; yet that, when our custom was reformed in 1580, it had not that meaning, and, on the contrary, meant simply, to enunciate or declare; and that, as the testatrix, in the present case, did declare and fully explain her testamentary dispositions to the two notaries, and as they found that those dispositions, so explained by her, had been correctly reduced to writing, by one of them, that was a good dictation of the will within the meaning of the law. The Appellant contends, secondly, that according to the interpretation which, in this colony, has always been put upon the 289th article of the custom, and, according to the settled usage based upon that interpretation, it has always been considered by both branches of the legal profession, and the public, that a formal and unequivocal acknowledgment of a will, in the presence of two notaries, or of a notary public and two witnesses, followed by the reading over of the will twice, and the approval of it, in the presence of the same parties, is a valid dietation and execution of the will within the meaning of the custom. Such are the points submitted for our consideration; and I may at once observe, that, until lately, it would not have occurred to me, that the validity of a will, executed as the will before us appears to have been executed, could be impugned with any prospect of success, on the ground that it had not been dictated according to law. But I must add that a perusal of the very learned and lucid judgment which we are required to review, has convinced me that the question submitted is not as free from difficulty as I supposed; and, as I believe, is generally supposed. I have, therefore, examined with care the authorities referred to in that judgment, and also those cited in the course of the very able argument which took place before us. And I shall now proceed to review the more important of those authorities. I do not, however, I may observe, propose to advert to the decisions, upon this subject, under the ordonnance of 1735, or under the Code Napoléon, nor to the opinions of the commentators, upon those laws. The Ordonnance of 1735, requires a will by public act, testament solennel, to be written by the notary himself, which is not required by the Custom of Paris; and the Ordinance of 1735, further provides (Art. 48) for the severe punishment of witnesses signing a will without having actually heard the testator pronounce his testamen-

a v

ta

ec.

nt

he

01

of

ai de

th

W

ne bl

ne

to

tic de

wi

do

ad

tes

th

of

ou 17

me fre

ha

to the

or

un

im

rig

ab

wl

nn

pro wh

De "t

" p

med french further con-1 not follow n the other ecording to oubtless, the en our eusing, and, on e; and that, id fully exotaries, and ned by her, f them, that aning of the ding to the ys been put ding to the has always ofession, and dedgment of otary public e of the will of the same will within ${f ts}$ submitted e, that, until e validity of b have been f success, on ding to law. ed and lucid onvinced me ifficulty as I osed. I have, eferred to in e of the very I shall now uthorities. 1 t to the decie of 1735, or the commen-5, requires a itten by the e Custom of les (Art. 48) will without

is testamen-

tary dispositions. After the passing of this Ordinance, there could not longer be any doubt as to the necessity of the attesting witnesses being present, as well when the will was being reduced to writing, as when it was being twice read over and executed. But the difference between this provision of law, and the article of our own Custom is, in this respect, very striking; for the latter not only does not provide for any punishment, such as that mentioned in the ordinance, but does not, even, in express terms, say (as, at a later stage of these observations, I shall have occasion to show) that the witnesses, need be present when the will is dictated to the notary. The Code Napoléon not only requires a will by public net, testament solennel, to be in the hand writing of the notary, but requires the presence of two witnesses, in addition to the two notaries; thus, as I may say, doubling the precautions of the old law. Moreover, the Code (Art. 1001) expressly declares that all formalities thereby provided for the making of wills shall be observed on pain of nullity; which our custom does not do. The legislature, in France, have thus, step by step, added to the formalities required for a will by public act, testament solennel; whereas the tendency and avowed object of the acts of our legislature, have been to facilitate the exercise of the testamentary power. It is, therefore, plain not only that our custom differs as to what it enacts from the ordinance of 1735, and the code Napoléon; but, also, that the laws just mentioned have been passed to give effect to principles, different from, and opposed to, those upon which our own legislature have acted. I, therefore, think that we cannot allow ourselves to be guided, in the decision of cases such as the present, by the opinions of the commentators upon the ordinance of 1735, or upon the code Napoléon, nor by the judgments rendered under those laws. And I may add that I do not think we should improve our system, were we to adopt the exceedingly rigorous rules of the modern law of France on this subject. It appears that, under the code Napoleon, if one of the witnesses absent himself for a single moment, pour un seul moment, whilst the will is being reduced to writing, it will be utterly null and void; and this, irrespective of the time taken in preparing the will, or of the importance, or unimportance of what may have been done during the absence of the witness. Demolombe says: "sans qu'il y ait lieu d'examiner si l'opéra-" tion qui s'est faite en son absence avait plus ou moins d'im-" portance." (1) It also appears, that, under the code Napoléon, a will by public act, testament solennel, must be set aside, if written in part by the testator himself; although, in the

^{(1) 4} Demolombe, 271-72, and authorities cited.

fre

gn

ae

W

ou

th

no

pr

gre

tri

leg

sol

of

for

ma

pai

tak

cri

so i

tur

lar

mii

to

alre

dir

to t

nai

158

wh

trii

ma

nul

157

the

hav

the

" n'

add

" te

" qu

12

(3

(4)

(5

absence of special legislation on the subject, one would not be inclined to think that the validity of a will could be questioned on the ground of its having been written in whole or in part by the testator. I have no doubt that the opinions expressed by Demolombe, and the other eminent writers to whom he refers, on this subject, are correct; and I allude to them merely as showing that the rules of the modern law of France are opposed to the spirit of our own law respecting the exercise of the testamentary power; and as tending to show further that the opinion of the modern french writers upon this subject must be read by us with great caution. I now pass to the consideration of our own authorities on this subject, beginning with those cited by Appellant. In support of his pretension that the dictation of the will is sufficient under the custom, and this irrespective of any modification thereof by usage, Appellant referred to a great number of old french arrels maintaining wills much less regularly made than the will before us; but there are only three or four of them which relate directly to the formality of dictation. The first of these bears date 1st February, 1597, and according to Ferrière (1) and Brodeau (2), the court, in that case, confirmed the will of one Mathieu de Macheco written by his servant, but having the signature of the testator, not only at the end of the will but at the bottom of each page, and afterwards acknowledged by the testator in the presence of two notaries; although it did not appear that the will had been actually dietated by the testator to the notaries. The second arret bears date the 13th June, 1609, and, in that case, it appears (3) that the will of the Marquis de Pisany, written by his lawyer, signed by himself, and acknowledged in the presence of two notaries, was held good without there having been any formal dictation. By the next of the arrets cited by Appellant, as bearing upon this point, the will of one Claude de Pollaet written by one Denos, "son notaire et conseil ordinaire," signed by the testator, as well at the end of the will as at the bottom of each page, and executed before two notaries, the said Denos being one of them, was maintained. The last mentioned arret bears date the 28th February, 1615, and was afterwards confirmed by an arret bearing date the 23rd January 1616; (4) although, in that ease, also, it did not appear that the will had been actually dictated by the testator to the notaries. The Appellant has also cited passages

^{(1) 4} Ferrière, Coutume de Paris, p. 107.

⁽²⁾ Brodeau sur Louet, (ed. 1762) vol. 2, p. 609.

⁽³⁾ Ferrière and Brodeau, as last above cited.

⁽⁴⁾ Brodeau, sur Louet, vol. 2, p. 613.

rould not be e questioned e or in part s expressed o whom he hem merely France are he exercise ow further this subject to the conf t, beginning s pretension the custom, of by usage, rench arrets the will bewhich relate these bears ière (1) and e will of one having the the will but owiedged by gh it did not the testator June, 1609, Marquis de ind acknowood without next of the t, the will of n notaire et t the end of uted before was mainh February, earing date , also, it did ted by the

ted passages

from the works of Rousseau de La Combe (1), Berton, Seigneur de Fromental (2) and Domat, (3) establishing that the actual dictation of the will by the testator to the notaries was not exacted by the Courts in France; and he has drawn our ettention to a considerable number of arrêts showing that, in many cases, the Courts, in France, maintained wills notwithstanding the inobservance of some of the formalities prescribed by the Custom; but, quite as many, and perhaps a greater number of arrets, have maintained a contrary doctrine. And I believe it to be beyond doubt that, where the legislature has subjected the making of a will to certain solemnities, those solemnities must be observed under penalty of the will being null, and that the testator cannot substitute, for a formality prescribed by the legislature, any other formality, although the substituted formality might, in that particular case, be as effectual as the one of which it had taken the place. But, on the other hand, the formalities prescribed by law are not to be extended by judicial interpretation so as to give rise to nullities not contemplated by the legislature. I shall next examine the authorities, and more particularly the arrets, referred to by Respondents; and bearing in mind the great importance of the present case, I think it right to state succinctly the point decided by each arret, as I have already done with respect to those cited by Appellant, bearing directly upon the formality of dictation. Charondas (4) refers to two of the most ancient of the arrets cited by Respondents, namely: those of the 21st March, 1581, and of the 1st February, 1586, (without however giving the particulars of the cases in which they were rendered) as establishing the general doctrine that the formalities prescribed by the Custom, for the making of a will, must be strictly observed, under pain of nullity. The arrêts of the 12th May, 1580, 22nd December, 1571, 23rd July, 1575, and 2d February, 1584 (of which also the facts are not given) are referred to by Charondas (5) as having set aside wills in consequence of the inobservance of the formalities prescribed by the Custom: "mêmement pour " n'avoir pas été dicté et nommé par le testateur." The author adds: "Si donc le notaire, curé, vicaire, ou autre, demande au " testateur s'il veut et ordonne ce qui lui est proposé par celui " qui l'interroge, sans que le testateur le déclare et dicte de

⁽¹⁾ Rousseau de La Combe, vbo. Testament, No. 12

⁽²⁾ Fromental, p. 203.

⁽³⁾ Domat, pp. 398, 399.

⁽⁴⁾ Charondas, Custom of Paris, vol. 1, Tit. 14, p. 207.

⁽⁵⁾ Ib. p. 209.

it

po

W

he

I

WC

wi

ed

the

wh

tw

160

gre

" le

tri

of

Pie

hac

app

ma

the

Au

diff

" le

" le

" te

" ne

" gl

" té

tha

nes

two

pres

whe

seve

the

Rica

eacl

asid

diet

(1)

(2)

(3)

" lui-même; ou qu'ayant dressé une minute de testament, il " demande au malade s'il le veut ainsi, et qu'il réponde oui: " tel testament sera nul comme fait contre la forme de la "Coutume et à la suggestion d'autrui." In the two hypothetical cases put by Charondas, the will might reasonably be supposed to have emanated from the public officer, and to have been merely acquiesced in by the testator, whereas, in the present case, it appears that the will emanated exclusively from the testatrix herself, without any, even the slightest, suggestion from the notary; and, therefore, there is an essential difference between the cases supposed and the case before us. By the arret of the 31st May, 1586, cited from the work of Barnabé Levest, the Court held a will null in consequence of the notaries by whom it was drawn having failed to certify, as required by the Custom, "qu'il avait été dicté et nommé " par le testateur, à lui lu et relu, et par lui signé;" and the Court, I think very properly, refused to allow the defect to be remedied by parol evidence. (1) In the present case, however, the declaration of the attesting notaries, as to the manner in which the will was made and executed, is strictly in accordance with the requirements of the Custom. The arret cited from Chopin, bearing date the 15th June, 1602, can have no weight in the decision of this case. It was rendered under the Custom of Burgundy, and the Court held and indeed could not well do otherwise that the attestation of two notaries did not suffice; as that Custom expressly requires the attestation of two witnesses in addition to that of two notaries. (2) The arrel of the 16th February, 1617, (3) annulled a will on the ground that the notaries, instead of certifying that the will had been "dicté et nommé," as the Custom requires, certified that the will had been, by the testator, "proféré par sa propre bouche, et que les notaires "l'avaient rédigé par écrit en la manière qui ensuit:" and Ricard explains the reasons of the arret thus: "Les mots, " proféré par sa propre bouche, n'emportent pas absolument " la même signification que ceux-ci, dictés et nommés, car dic-" ter vant autant à dire que parler et proférer quelque chose " de sa propre bouche à dessein qu'un autre la rédige par "écrit, au lieu que proférer de sa bouche ne veut dire autre "chose, et ne signifie rien davantage que parler." Whether this arret be right or wrong, I do not think it can aid us in deciding this case; for, if we look to the form of the will before us, it is strictly right; and, if we look to the proof,

⁽¹⁾ Arrêt de Barnabé Levest, Ed. of 1612, p. 386.

⁽²⁾ Chopin, Custom of Paris, Ed. of 1662, vol. 3, p. 197.

^{(3) 1} Ricard, p. 340, No. 1504.

testament, il éponde oui: forme de la vo hypotheasonably be ficer, and to , whereas, in l exclusively he slightest, is an essene case before on the work consequence ed to certify, é et nommé é;" and the he defect to nt case, howto the manis strictly in . The arret ie, 1602, can vas rendered rt held and ittestation of expressly retion to that ary, 1617, (3) es, instead ϵ f *mmé*," as the been, by the les notaires ensuit:" and : " Les mots, s absolument ımés, car dicuelque chose a rédige par it dire autre r." Whether an aid us in of the will to the proof,

it appears that the testatrix enunciated her testamentary dispositions, not merely (as in the case cited it was suggested was possible) for the purpose of speaking, but in order that her will might be executed in conformity to those dispositions. I have now reached the two arrets cited by Bouguier, which would have had an important bearing upon this case, if the will had been executed as notarial wills generally are executed in this country, that is without the actual declaration by the testatrix, in the presence of the second notary, of the whole of her testamentary dispositions. By the first of the two arrets from Bouguier, that bearing date the 6th August, 1602, the will of Magdalen Olivier was annulled on the ground that the testatrix: "n'avait en présence des notaires "dicté et nommé son testament, mais seulement fait par de-" vant eux une déclaration que c'était son testament, et qu'elle " leur avait dicté et nommé auparavant." (1) The same doctrine was held in the other arret cited from Bouguier, that of the 15th February, 1607. (2) In that case, the will of Pierre Beaufumée was set aside, on the ground that the will had not been "dicté et nommé par le testateur." Although it appeared that the will had been lu et relu par plusieurs fois to the testator, and, although he confirmed it by a codicil made five days afterwards. It is to be observed that the arrêt last cited was rendered under the Custom of Auxerre, the terms of which, in this respect, are somewhat different from the words of our own. They are: "Avant que " le testament soit réputé solennel et valable, est requis que " le dit testament soit écrit et signé de la main du dit testa-" teur, ou bien par lui dicté et nommé en présence de deux " notaires, ou d'un notaire et deux témoins, au dit Curé de l'église paroissiale ou son vicaire-général en présence de deux "témoins." (3) The difference between the two Customs being, that where a will is prepared before a notary and two witnesses, or before a rector of a parish, curé, or his vicar and two witnesses, the Customs of Auxerre requires expressly the presence of the two witnesses at the dictation of the will, whereas our custom does not do so. In each of the remaining seven arrets cited by Respondents, namely: in the arret of the 31st January, 1645, being the second arrêt cited from Ricard; in each of the two arrels cited from Auxanet; and in each of the four arrêts cited from Ferrière, a will was set aside, on the ground of its not having been, as it was said, dictated, but merely acknowledged in the presence of two no-

⁽¹⁾ Arrêts de Bouguier, Ed. of 1638, p. 407.

⁽²⁾ Bouguier, Arrêts, p. 408.

⁽³⁾ Containe d'Auxerre, art. 266,

will

artic

we, u

it is

befor

of the

parti

tant :

will,

dispo

notar

spoke

berat

been

third

eases

will s

fore t

facts

pugne

to ha

(wher

the pa

made

woule

dictat

dictat

seems

menti

alreau

what

have

docur

shall

It can

have

expec dersta

cribec

to be

it. If

must a for

to the

tant v

and to

is pos

taries. And I shall now notice as succinctly as possible the salient points of some of those arrets. As to the first of them. that of the 31st January, 1645, Ricard says (1) it "déclara nul " un testament écrit de la main d'un tiers par l'ordre du testa-" teur, quoiqu'il l'eût signé de sa main et reconnu devant deux " notaires, et que l'acte de reconnaissance contint toutes les " formalités requises par la Coutume pour rendre un testament "solennel." The will in the arra of 2nd February 1622, referred to by Auzanet was "dicté à un particulier, et depuis " reconnu pardevant notaire." The will set aside by the second arret cited from Ferrière, that of the 21st August, 1621, was written by one of the witnesses before the notary was called in. The will set aside by the third arret eited from Ferrière, that of the 7th February, 1629, was "écrit d'une " main étrangère auparavant l'arrivée des notaires." The doctrine which the arras from Bouguier, and the last mentioned seven arrets tends to establish, namely: that a will acknowledged by the testator in the presence of two notaries and which is then twice read to the testator by one of the notaries in the presence of the other, is not to be considered as "dicte" in accordance with the terms of the Custom, and must therefore be set aside, is referred to approvingly, or as being the established usage, by Papon, (2) Bouguier, (3) Chopin, (4) Lemaître, (5) and more particularly by Ricard. (6) I must, therefore, say, that, although the authorities, and more particularly the arrets, are conflicting; and, although the French Courts, in a very great number of cases, maintained wills in which the formalities prescribed by the Custom bad not been observed; still, I think the learned counsel for Respondents, has succeeded in showing that the weight of authority in France, even before the passing of the ordinance of 1735, was in favour of the doctrine that the acknowledgment of a will, in the presence of two notaries, followed by the reading of it twice, and the approval of it by the testator, although all in the presence of the two notaries, was not considered as a dictation, or as equivalent to a dictation, of the

⁽¹⁾ Ricard, *Donotions*, 1st vol., No. 1515, pp. 342, 343. The will in this case was made under the Custom of Sculis which uses the words "fait de-"vant deux notaires" instead of the words of our Custom "passé devant "deux notaires." See Custom of Sculis, as given by Ricard, p. 67.

⁽²⁾ Papon, Ed. of 1601, Book 20, No. 20, p. 455.

⁽³⁾ Bouguier, Ed. of 1638, p. 407, lettre T., No. 2.

⁽⁴⁾ Chopin, Ed. of 1662, vol. 2, p. 204.

⁽⁵⁾ Lemaître, Ed. of 1741, pp. 423, 424.

⁽⁶⁾ Ricard, Traité des Donations, Ed. of 1701, p. 342, Nos. 1513, 1514, 1515

ossible the st of them. déclara nul re du testaevant deux t toutes les 1 testament uary 1622, r, et depuis ide by the 1st August, the notary teited from écrit d'une s," The docmentioned ill acknowotaries and of the notaonsidered as ustom, and ingly, or as ier, (3) Choicard. (6) I rs, and more though the maintained Custom had isel for Resht of authoordinance of owledgment wed by the the testator, vas not conation, of the

ie will in this ords " fait de-" passé devant 67.

os, 1513, 1514,

will by the testator, so as to meet the requirements of the article of the Custom. But, in determining the weight that we, upon the present occasion, ought to give to those arrels, it is necessary to remember, first that the whole of the will before us was written by Petitelere, from the actual dictation of the testatrix; secondly, that which, with reference to the particular requirement of our Custom is still more important; namely: that, immediately before the execution of the will, the testatrix enunciated the whole of her testamentary dispositions in the presence of the two notaries, the second notary, Huot, having the will before him, whilst the testatrix spoke; he ascertaining, in that way, that what she then deliberately pronounced, as her testamentary dispositions, had been faithfully embodied in the will, then in his hands. And, thirdly, it is important to bear in mind that in no one of all the cases cited by Respondent, does it, I believe, appear that the will set aside was dictated in the manner that the will before us is proved to have been dictated. Bearing in mind the facts just mentioned, the complaint against the will now impugned seems to reduce itself to this: that the writing ought to have followed the dictation. If so, then, if the notaries, (when they ascertained from the words of the testatrix, that the paper before them correctly embodied all her wishes), had made a copy of that paper, and executed it as her will, all would have been right; for, then, the testatrix would have dictated her wishes, and the writing would have followed the dictation, and have been in pursuance of it. But to me it seems that, when the notaries had ascertained, as already mentioned, from the lips of the testatrix, that the instrument already prepared, was exactly what it purported to be: and what the testatrix wished it to be, that, after that, it would have been unreasonable for them to say we shall reject the document before us, which we know to be correct; but we shall prepare, and use, a copy of the document so rejected. It can easily be supposed that a copy, if prepared, might not have been as correct as the original: but how a copy could be expected to be better than the original, I am at a loss to understand. It has however been said that the formalities prescribed by law must be strictly pursued. That doctrine, I admit to be true; but I think a distinction may be made respecting it. If the formality be one admitting of a literal fulfilment, it must be literally fulfilled. But, where the literal fulfilment of a formality is impossible, as must be the case with reference to the formality of dictation, in the great majority of important wills; then, the law must be presumed to have intended, and to be satisfied with the only fulfilment that, in such cases, is possible, that it is to say, a substantial fulfilment. The fulfilment of the formality of dictation in the present case, was in accordance with the spirit, and, not opposed to the letter of the Custom; and, after giving to this case the best consideration in my power, I am of opinion that, irrespective of the usage alleged by Appellant, there was a sufficient dietation of the will to meet the requirements of the Custom of Paris. If all the Judges of the Court of Appeals thought, as I do on this point, I might here close my observations; but, as two of the members of this Court are of opinion, with the learned Judge of the Superior Court, that the dictation was insufficient, it is necessary to examine the second proposition submitted by Appellant; and I do so the more readily, because a judgment in this cause, if confined to the first point submitted, would leave undecided the important question fully discussed at the argument, as to the effect of the usage alleged by Appellant. I therefore proceed to consider the second ground upon which Appellant relies, namely: that, according to the interpretation which the article of the Custom has received in this Province (ever since it became a dependancy of the British Crown) it has been considered that a formal and unequivocal acknowledgment of a will in the presence of two notaries, or of a notary public and two witnesses, followed by the reading over of the will twice, and the approval of it by the testator, in the presence of the same parties, is a valid dictation and execution of the will, within the meaning of our Custom. The difference between the practice which, it is said, is generally observed in this country, and the practice observed in France, under the Code, being, that, in this country, according to the general understanding of the profession, it has been thought sufficient that the attesting witnesses or second notary should be present during the whole of the time of the execution of the will, as our article expressly requires, including the reading over of the will twice, as the article also expressly requires; but it has not been deemed necessary here, that the attesting witnesses or second notary, should be present while the will is being reduced to writing, which is certainly necessary according to the modern law of France. In support of the practice in Canada contended for by Appellant, he has examined a number of the leading notaries public of this City. To the adduction of this evidence, Respondents strenuously objected as being valueless and illegal: but, in my opinion, although the evidence in question may not have been absolutely necessary, inasmuch as the practice of conveyancers may without proof be judicially noticed; still, I do not regard the evidence as unimportant. It is unnecessary to cite authorities for the purpose of proving that, under our

a ri

cl

oj

cc

ev of

ed bi

ha

au

ali ter

We Cr

at

as

wie

ent case, was to the letter e best consirespective of ficient dietae Custom of thought, as I vations; but, ion, with the lictation was d proposition e readily, behe first point tant question t of the usage consider the namely: that, le of the Cuse it became a en considered t of a will in ublic and two he will twice, ne presence of ecution of the The difference rally observed France, under ording to the been thought notary should the execution , including the also expressly sary here, that uld be present which is cerof France. In l for by Appelnotaries public e, Respondents illegal: but, in may not have ornetice of conticed ; still, I do unnecessary to that, under our system of law, a usage, when properly established, suffices, as Toullier says; "pour interpréter une loi, ajouter à ses dispositions ou les abroger." (1) The usage upon which Appellants rely, in the present case, is merely an interpretation of the law; and is generally spoken of in the english books, as the settled practice of conveyancer; and the highest english authorities are clear as to the importance of such practice. Lord Eldon, as chancellor, when giving judgment in the house of Lords, in the case of Smith vs. The Earl of Jersey, spoke as follows: "My Lords, we hear of the practice of conveyancers, " and that amounts to a very considerable authority. And I " am justified, observed his Lordship, in that assertion by the "opinions of the greatest men who have sat in Westminster "Hall, who, I am persuaded, in many instances, if matters "had been res integree, would have pronounced decisions "very different from those which they have thought proper "to adopt, if they had not taken notice of the practice of "conveyancers." (2) Lord Redesdale, in the same case, observed: "that the law has frequently been decided, even in " the construction of acts of Parliament, upon what has been "the general understanding of lawyers as to the true mean-"ing of those acts of parliament." (3) The same doctrine is admitted by Baron St. Leonards, one of the most eminent jurists of the present day, in his work on vendors and purchasers. His words are: "It matters very little what is the opinion of any individual conveyancer, but the opinion of conveyancers, as a class, is of the deepest importance to every individual of property in the state. Their settled rule of practice has accordingly in several instances been adopted as the law of the land; not out of respect for them, but out of tenderness to the numerous purchasers who have bought estates under their advice." (4) I cite these authorities now, in order that the evidence to which I am about to advert may be duly appreciated. But, before entering upon the consideration of that evidence, it may be well to observe that the wording of the article 289 of the Custom of Paris, as to the persons who must be present at the dictation of a will, by public act, is not by any means as clear as it might be. The article commences by saying that

⁽¹⁾ Toullier, vol. 1, No. 160, p. 128.

⁽²⁾ Brod and Bing, 597, E. C. L. R. vol. 2, p. 273.

⁽³⁾ Same vol. Eng. Ed. p. 611, Am Ed. p. 281.

^{(4) 3} Sudgen, on Vendors and Purchasers, p. 28. See Taylor on Ev. vol. 1, p. 28. Same doctrine admitted in the United States see opinion of the chancellor. In Bank of Utica vs. Merserean, 3 Barbour, pp. 530, 537, eided Sedgwick's Statutory and Constitutional Law, p. 256.

a will by public act, testament solennel, must be "passé" before certain persons enumerated in the article. The word " passé," when used with respect to notarial or others deeds, generally means passed, or executed; and does not necessarily imply that all the persons present at the execution of the will ought also to be present during the whole of the time that it is being reduced to writing. The words, towards the conclusion of the article, with respect to the reading over of the will twice, are explicit as to the necessity of the presence of the witnesses at that formality, they are "et depuis à lui relu en la présence d'iceux notaires, curé ou vicaire-général et témoins." But the words, as to the dictation of the will, are simply " qu'il ait été dicté et nommé par le testateur aux dits no-" taires, curés ou vicaire-général;" thus, not saying expressly that, where the will is received by a notary and two witnesses, or before a rector of a parish, or his vicar, and three witnesses, that the witnesses, in any of these three cases, need be present at the dictation; or that, where the will is received by a priest or his vicar, and a notary, that the assisting notary need be present at the dictation; it is true that, where the will is received by two notaries, the custom may be understood as saying that the will, must be "dicté aux dits notaires," and it may be said that, if the law expressly requires the presence of the second notary at the dictation, when the will is executed before two notaries, that it may be implied that, in the other five descriptions of will, by public act, allowed by our Custom, the persons required to be present at the execution of the will must also be present when it is dictated. I am not by any means prepared to say, that such was not the intention of the framers of our Custom; but, be this as it may, it is not the less true, that, in five out of six cases of the same class, the law does not expressly say that any third person need be present at the dictation of the will by the testator to the public officer; and, even in that one of the six cases which presents the least difficulty, it will be found, upon a careful examination, that the words are not perfectly clear. It may be added that the direct tendency of our own legislature has been to detract from the importance of the formality of dictation, as understood at present in France. Under our statute law, a man having caused his will to be prepared, may go before two private individuals and upon his acknowledging the will before them and signing it, and causing it to be signed by the witnesses, as the law requires, it will be a valid will; and this without any regard to the formality of dictation. Our legislature have thus unmistakeably shown that they attach comparatively little importance to the formality of dictation. Whereas repeated changes have been

ma sec cir tat no' 1 p Ap bu ma the far by pra wit of this in 1 as " ve " m " tr " es " ne

" con
" no
" ser
" air
" tio
" le
" et
" fin
" no
" de

" le

" lor

" me

" ma " nië forty excel called ordir mann desir

" de

passé" be-The word ners deeds, necessarily of the will ime that it the concluof the will ence of the ii relu en la t témoins." are simply ix dits nog expressly d two wit-, and three enses, need l is received ting notary , where the / be underts notaires." requires the hen the will uptied that, act, allowed at the exeis dictated. eh was not be this as it six cases of t any third will by the e of the six found, upon feetly clear. own legisthe formance. Under be prepared, nis acknowausing it to t will be a ormality of ably shown to the for-

have been

made in the law of France for the avowed purpose of securing the strict observance of that formality. Under these circumstances, it is not surprising that the formality of dictation is not viewed in this country, in the same light as it is now viewed in France. With these preliminary observations, I pass to the consideration of the evidence adduced by the Appellant, as to the usage or practice for which he contends: but, in consequence of the extreme length which these remarks have already reached, I shall, in the references to the evidence I am about to make, confine myself, in so far as regards the notaries resident in Quebec, examined by Appellant, to the two who have been longest in practice, namely: Glackemeyer and Macpherson. I begin with Glackemeyer, who, as late as 1862, had the honor of being elected president of the Board of Notaries for this District. This witness, who, when examined had been in practice for the long period of forty seven years, deposes as follows: "Voiei la manière ordinaire dans laquelle je " procède, lorsqu'il s'agit de recevoir le testament d'une per-" sonne en santé. Le testateur m'indique de quelle manière il " veut disposer de ses biens, et, si tout cela est légal, alors il " me demande de faire son testament en conformité à ces ins-"tructions. Je ne prends pas toujours des notes, si l'affaire " est simple, mais si l'affaire est compliquée, je prends des "notes; et, on appointe le jour et l'heure et le lieu où se fera " le testament. Dans l'intervalle, je rédige le testament, et "lorsque le temps fixé pour son exécution est arrivé, j'invite " mon confrère, c'est-à-dire, un autre notaire, à venir me rencontrer; on lit ensuite au testateur, en présence du second " notaire, le testament préparé, et je lui demande alors, en pré-"sence du second notaire, s'il a bien compris le testament " ainsi lu, et s'il le trouve dressé conformément à ses instruc-"tions et à ses volontés. Sur sa réponse affirmative, je lui lis " le testament une seconde fois, je réitère la même question, " et s'il répond de la même manière, le testament est signé et " finalement exécuté : et, lorsque j'ai été appelé comme second "notaire à l'exécution d'un testament, mes confrères ont agi " de la même manière. Cette manière de procéder que je viens " de mentionner existe à Québec depuis quarante-sept ans à " ma connaissance, et je n'ai jamais vu procéder d'une ma-"nière différente." Macpherson, who had been in practice forty nine years when he was examined, and who enjoys an excellent position in his profession, says: "When I have been called upon to receive and execute the will of a party in his ordinary state of health, I have proceeded in the following manner: I have been applied to at my office by the party desiring to make his will or have been sent for. I have recei-TOME XII.

ved the instructions generally from the party himself, or, sometimes, from his friends; when the instructions are not given to me in writing, I generally take notes of them myself. I have never called for the second notary, when receiving the instructions, nor when preparing the draft of the will. I always prepare it quietly at my office. When the will is prepared and ready to be executed, and after I am satisfied that it is according to the instructions I had received, I then call for the second notary for the execution of the will. When the second notary has come, there is generally a conversation with the testator explaining the will, after which the will is read twice." Only one notary from the City of Montreal has been examined, namely, Théodore Doncet, who has practised for about nineteen years. He says: "Dans ma pratique, et dans " celle de plusieurs autres notaires que je connais, voici com-" ment l'on procède à Montréal pour l'exécution des testa-" ments des personnes en santé. Le testateur vient donner ses " dispositions, dont le notaire prend des notes, fixe un jour et " heure pour l'exécution, et le second notaire est alors appelé: " le testament est lu ct relu et signé par le testateur et les no-" taires. C'est chez mon père que j'ai fait ma cléricature dans " la cité de Montréal, et pendant ma cléricature, il est à ma "connaissance personnelle qu'il procédait à l'exécution des " testaments des personnes en santé, de la manière que je viens " de l'énoncer." The cross-examination of this witness is deserving of attention. Being asked "Pouvez-vous faire serment " qu'il n'y a jamais eu, à votre connaissance, un testament " dicté par une personne en santé à deux notaires, ou à un " notaire et deux témoins présents." Answers: "Je ne m'en "rappelle pas, s'il y en a eu: pas dans ma pratique." The evidence of these witnesses is confirmed by that of eight of the oldest notaries public in the city of Quebec, all highly respectable members of the profession. The evidence of Petitelere is not opposed to that of Appellant's witnesses: because, although Petitelere adopts the precaution of causing the testator to repeat the whole of his testamentary dispositions in the presence of all the parties before whom the will is to be executed, he, nevertheless, states positively that the general practice is such as contended for by Appellant. When it is borne in mind that Glackemeyer, who has been engaged in the practice of his profession for forty seven years, that Macpherson, who has been in practice for forty nine years, and Doncet who has practised in Montreal for about nineteen years, all declare in effect that they have not known even one case in which a will of a testator, in health, was reduced to writing in the presence of two notaries, and that their evidence is confirmed by that of

it v evi the gen ing of t thn rece the and who tate wit of t hav and who the or t awa spea time " tai

Pet

" au
" le
two
Pier
liam
prac
that
uota
bein
the
there
may
veau
bably

" cir

" tes

precential processition veau riably notain gentle

self, or, soe not given myself. I eceiving the will. I alwill is pretisfied that I then call . When the sation with will is read al has been actised for ue, et dans voici comdes testat donner ses e un jour et lors appelé: ir et les nocature dans il est à ma écution des que je viens ness is deserire serment n testament es, ou à un Je ne m'en ique." The of eight of , all highly evidence of s witnesses: tion of cauestamentary efore whom tates positinded for by emeyer, who ion for forin practice sed in Monct that they f a testator, ence of two by that of

Petitelere and eight other notaries public, it seems to me that it would have been hardly possible to adduce more weighty evidence as to the practice in question. The Respondents, on their part, have examined a number of notaries, most of them gentlemen practising in the country; many of them occupying high positions in the places in which they reside; and all of them, I have no doubt, highly respectable men. They prove that, when called upon to make a will, they do not usually receive instructions for the will from the testator, or prepare the will, before the interview at which the will is executed; and each of the witnesses, practising in the country, says that, when he receives a will, he invariably requires it to be dictated to him in the presence of another notary or of two witnesses; thus conforming strictly, as it is said, to the article of the Custom. The Respondents, as to the question of usage, have not examined any witnesses from the City of Montreal; and three only from the City of Quebec. Jean B. Pruneau, who has been a notary for twenty one years, and who is in the enjoyment of extensive practice, states that, about twelve or thirteen years ago, (as the gentlemen of the bar are well aware) some important wills were contested in Quebec; and speaking, as I understand, of the course he pursues since that time, he says: "Mais depuis que plusieurs testaments impor-"tants ont été contestés, c'est-à-dire, depuis mil huit cent " cinquante et un, ou mil huit cent cinquante deux, pour les " testaments importants, dans les cas où je craignais qu'il y " aurait contestation, je me suis fait dicter le testament par " le testateur, devant deux témoins à la campagne." The other two notaries resident in Quebec examined by Respondent are Pierre G. Huot, one of the representatives of the City in Parliament, and Louis-Michel Darveau, who, although he has practised as a notary, says his principal occupation has been that of journalist. Huot says that he was received, as a notary, about fifteen years before he gave his evidence; that being, I may observe, very shortly before the contesting of the wills which caused Pruneau to modify his practice; and, therefore, it does not seem improbable that the same cause may have affected the practice of Huot, and also that of Darveau, who was received as a notary in 1846; and, very probably, it is to the same cause, that may be attributed the precaution which Petitelere takes of causing persons making their wills before him, to enunciate their testamentary dispositions in the presence of the second notary. Huot and Darveau say, that, according to their practice, the testator invariably dictates the whole of his will in the presence of two notaries, or of a notary and two witnesses. Even if those gentlemen had devoted themselves exclusively to the duties of the notarial profession, which they admit they have not done, it would be no disparagement of them to say, that, although, doubtless, quite true, their evidence cannot, as to the general practice of notaries at Quebec, neutralise or seriously impair the effect of the evidence given by the ten notaries examined on the part of Appellant; several of whom have been in practice more than a quarter of century. before either Hnot or Darvenu had commenced the study of the law. As to the evidence given by the professional gentlemen resident in the rural districts, it does not appear to me surprising that the mode of proceeding usually followed by notaries in the country, should, in some respects, differ from that generally followed by their confreres living in our chief cities. A notary, in the country, called upon to prepare a will. to be composed, as is generally the case, of a few simple sentences, could not reasonably propose to return to his home, often at a considerable distance, in order to frame the will: but a notary called upon to prepare an important will, for a person residing in the same town with himself, would very properly, in many, if not most cases, desire to prepare the will in his own study, so as to have time and opportunity for thought, and for the examination of authorities if necessary. In many cases, the will is submitted to counsel. Indeed, among the english portion of the community, almost every will is prepared by, or submitted to counsel. Hence, it follows, that, in our chief towns, wills are usually prepared before the interview at v 'rich they are executed: and the wills so prepared. are not afterwards actually dictated by the testator, for the purpose of being written out again; as, according to the pretention of Respondents, they ought to be. It is to be recollected that the question is not as to whether a notarial will may be executed in the mode usually followed by the witnesses for Respondents. As to that point, there cannot be any difficulty, the question really is as to the practice of the profession with respect to the preparation of wills, which from their nature, and importance, require reflection; and which cannot properly be drawn up and prepared at the time they are executed, and without opportunity for revision or correction: and the evidence as to the general understanding of the profession in this respect, when properly considered, does not seem to me very conflicting. I shall now briefly advert to the three cases cited by Appellant, as showing that the opinion generally entertained by the leading members of the notarial profession on this subject, has the sanction of our courts: and I attach considerable importance to these cases, although in two of them, there was no positive decision as to the point in controversy. The first of these cases in the order of date is the case

of nt of sof tak "n the day

low wh eot nel ren the soe red sec

bun vill Dis that con tior Bor case " be

" si plac and pres belo pose rent

poir

" la

" 1,

(1)
qu'il
et qu
qui,
une d
tame
terre

firm*i* 1824.

(2)

they have of them to ir evidence Quebec, neunee given by int; several r of century, the study of ional gentleppear to me followed by , differ from in our chief epure a will, simple sento his home, the will; but for a person ry properly, e will in his for thought, ry. In many , among the will is preows, that, in re the interso prepared, ator, for the g to the pree recollected will may be vitnesses for ny difficulty, fession with their nature, not properly xecuted, and and the eviprofession in t seem to me e three cases on generally al profession and I attach h in two of nt in controe is the case of Ruyter and May (1) decided in the court of King's Bench at Montreal in 1824, Chief-Justice Reid being then president of that court. In that action Plaintiffs sought to have the will of Ruiter set aside on various grounds; and the first objection taken to the will was "that the witnesses were not present " nor heard the testator order, direct and dictate his will to "the notary." It was proved that the will was drawn up by the notary, on the 27th October, 1820, and dated as of that day: but that the witnesses were not sent for until the following day, when the will was executed, without the date, which had been inserted the day before, being changed. The court decided that the will could not be held a testament solenuel, as it bore a date different from that upon which it had really been executed; but it does not appear, from the note of the case, made by Chief-Justice Reid, that any thing whatsoever was said by the court respecting the will having been reduced to writing before the witnesses were called. The second of the three decisions of our courts cited by the Appellant, as already mentioned, is the case of Robitaille vs. Bonneville, which came before the Court of Queen's Bench for the District of Quebec, during the time of Chief-Justice Sewell, than whom, I believe, it will now be admitted by universal consent, a higher authority cannot be eited upon any question of canadian law. In that case, the will of one François Bonneville was contested, and there was, as in the present case, an inscription on faux against the will, "as not having "been made and executed in the manner prescribed by "law for a testament solennel, and in the manner certified "by the notary in whose possession the minute was depo-"sited." (2) The evidence adduced in that case has been placed before us, and from the depositions of the two notaries and other evidence, it appears that the second notary was not present when the will was written. And, yet, the will was held to be a good will. The case went to appeal and was disposed of, as the gentlemen of the bar are aware, upon a different ground, and all that is said in the report respecting the point now under consideration is: "The Court below, how-

⁽¹⁾ Un testament reçu devant un notaire et deux témoins, et constatant qu'il a été in au testateur par le notaire, deux fois, en présence des témoins, et qu'il a été signé par le testateur en la présence du notaire et deux témoins, qui, en présence de chaeun d'eux, cot signé ainsi que le notaire, mais portant une date autre que celle du jour où il a été signé, ne peut valoir comme testament authentique, mais vaut comme testament fait suivant les lois d'Angleterre (Ruiter et al., vs. May et al. Cour d'Appel, Québec, 20 janvier 1825, Sewell, juge en chef, Richardson, Coltman, Smith et Hale juges, Confirmant le jugement de la Cour du Banc de la Reine, Montréal, 19 octobre 1824. Reid, juge en chef, Forcher et Pyke juges, 5 R. J. R. Q., p. 256.)

^{(2) 1} R. J. R. Q., p. 343.

Lor

life wh

" cc

ano " le

ulle

gen

con

of :

the

ner

exe

hav

gen of t

hav do s

the

whi

tha

pra

rou

no

hav

as t befo

Rol

bar

whi

que

exp

case

firs

aceo the

he

any

bra

ton

cole

(1

peet

" ever, considered that the will had been regularly made and " rejected the Inscription en faux." The Honorable Mr. Justice Taschereau, of Kamouraska, was one of the counsel engaged in this case: and a note from him respecting it has been placed before the Judges. In that note, Mr. Justice Tas-CHEREAU says, that the statement in Stuart's reports that the Court considered that the will had been regularly made "is quite correct, très-exact; " and Mr. Justice Taschereau adds: le Juge-en-Chef Sewell qui prononça le jugement en cette " occasion, s'appuya surtout de l'autorité de Daguesseau, pour " maintenir le testament, sur le principe que les formalités " substantielles de l'acte avaient été observées, et qu'il fallait "s'attacher plutôt à l'esprit qu'à la lettre de la loi." The last of three cases decided by our Courts, and in which this question appears to have been raised, is the ease of Clarke and Clarke. (1) That action was brought for the purpose of setting aside a will. The main question in this case appears to have been as to the testamentary capacity of the testatrix. But the report states "that it was proved by the notaries who " received the will that it was carried ready written on the "day it bears date to the house of the testatrix, that one of "the notaries had gone, a few days before for instructions, " and that the second notary never saw the testatrix before " the day of the date of the will." The Court, M. Justice DAY presiding, maintained the will, holding that Plaintiffs had failed to prove want of testamentary capacity on the part of the testatrix; and no notice appears to have been taken of the alleged irregularity of the dietation of the will. The gentlemen, whom I now address, know with what care, learning, and ability, the three judges whom I have named, disposed of cases coming before them, when deemed of importance; and I entertain no doubt that, if Chief-Justice Sewell, Chief-Justice Reid, and M. Justice Day, as president of the Queen's Bench at Montreal, had thought that the objection then and now raised presented any serious difficulty, the question would have been disposed of in such a way as to have prevented the necessity of discussing it upon the present occasion. After giving to this part of the case due consideration, it seems to me that the evidence adduced by Appellant, supported as it is by the cases already adverted to, is sufficient to establish the practice contended for by him. Moreover, the practice of conveyancers is a matter with which the Judges, as members of the legal profession are presumed to be acquainted, and of which they may, and, therefore, where they can, ought to take judicial notice without proof. Lord Eldon, in the case before the House of

^{(1) 2} R.J.R.Q., p. 345.

ly made and ible Mr. Juse counsel enecting it has Justice Tasorts that the ly made " is EREAU adds: nent en cette iesseau, pour es formalités t qu'il fallait The last oi. ' ch this quesf Clarke and rpose of setappears to he testatrix. notaries who itten on the that one of instructions, atrix before Justice DAY laintiffs had n the part of taken of the The gentlere, learning, l, disposed of tance; and I , Chief-Justhe Queen's on then and estion would ve prevented casion. After seems to me d as it is by ish the pracof conveyans of the legal which they e judicial no-

the House of

Lords, which I have already cited, referred to that part of his life which he had passed in the office of a conveyancer, and to what, his Lordship said, were "the sentiments of the great "conveyancers of those days;" (1) and lord Hardwicke, in another case, mentioned that he had enquired "of a very " learned and eminent conveyancer" (2) respecting a practice alleged in the case before him. With reference then to the general opinion of the profession, as to the point now under consideration, I may observe that I myself know that some of the most painstaking, learned, and eminent members of the profession have caused wills to be executed in the manner that Defendant's witnesses say such wills are usually executed; and I have as good authority, as one can possibly have on the subject for saying, that such was the practice generally followed here, by the most eminent of the lawyers of the last generation; and, now speaking of what I myself have always understood to be the law on the subject, and I do so simply because I deem it my duty, I may say that, had the will in question been executed under my superintendance whilst I was at the bar, the conviction upon my mind is, that it would have been executed exactly according to the practice proved by Glackemeyer, Macpherson, and the numerous other witnesses who agree with them. Certainly, I have no recollection of ever having entertained a doubt, or of having, whilst a student, or at the bar, heard a question raised as to the validity of such will. The point had been decided before I entered upon the study in the law, in Routier vs. Robitaille, by Chief-Justice Sewell, in whose judgments, the bar and the public placed implicit confidence, a confidence which time has shown was well deserved; and, during the time that I was a student, and, afterwards in practice, the question, so far as I know was not once raised. I have now explained my views as to both the branches of this important case; and the conclusion at which I have arrived as to the first branch is that the dictation of the will before us was in accordance with the spirit, and not contrary to the letter of the 289th article of our Custom; and that the will ought to be held valid under the terms of that article irrespective of any particular usage or interpretation. And, as to the second branch of the case, I am opinion, that that article of the Custom has been generally understood and acted upon, in this colony, in the manner contended for by Appellant. And that

^{(1) 2} Brod, and Bing, 598.

^{(2) 1}st Term Rep., p. 772. See also 1st Burrows Rep., 4, p. 446, where it appears Lord Mansfield, after argument, caused enquiry to be made respecting a certain usage,

Ø.

tua

οf

the

ha

is

the

evi

is

in

Ch

in

glo

be

wh

"I

do

pei

pol

Ore

" e

" li " le

" lo

" V

pre

Na

for

ter

dic

cité

tan

ent

173

am

ree

ľou

lon

son

éta

pas

cet

à b

die

de

d'n

a will made in conformity to that understanding ought to be held good. This much, at least, as to the second branch of the case is, I think, certain, that the provision of our custom is not clear as to the persons who ought to be present when a will is being reduced to writing: and, now, after that Custom has been in force in this colony for upwards two centuries, to put upon an obscure provision of it, an interpretation contrary to the general understanding of the profession, an interpretation which it has never before received from any judicial authority in the colony, and which would disturb the titles of the owners of property in the country to an extent that cannot be calculated, would seem to me altogether unjustifiable. For these reasons I agree with the Chief-Justice and Mr. Justice Aylwin in thinking that Appellant ought to be

relieved from the judgment of which he complains.

AYLWIN, Justice: I have often had occasion to express my regret at the too frequent citations from the Code Napoléon, and from the commentators, in reference to parts in which it differs from the old law of France, or rather from the law of Lower Canada. In the present case, it appears to me that the error of the judgment which is now to be reversed has arisen from the fact that the 289th art, of the Coutume de Paris, which is the law, and the only law, in this country, has been little thought of, and instead of the practice generally adopted among us with reference to the form of wills, recourse has been had to the Ordonnance des Testaments of 1735, art. 23, which never was in force here, and again to the article 972 of the Code Napoléon. Out of seventeen references which appear in the elaborate opinion of the learned judge whose judgment is now under review, there is but one prior to the Ordinance of 1735, namely the Grande Coutume de Paris. The question which is to be resolved, is shortly, whether the words dicté et nommé, lu et relu, which were not in the article 96 of the old Custom of Paris, and are part of the actual Custom in force in Canada, have the effect which they are made to import. Now, the Custom of Paris never did exact, a peine de nullité, the observance of the formalities which were prescribed, whereas the Ordinance of 1735, and the article 972, of the Code Napoléon require it. In the Courts of old France, before 1735, these formalities have always been interpreted in such intent as to give effect to a will, where, under other circumstances, they were satisfied that it contained the true expression of the testator by his last dispositions and will. The arrets which have been cited on the part of Appellant shew that the inobservance of the formalities required by the Custom, did not of necessity operate the nullity of a will. But, in truth, in the case at bar, the formalities have been acought to be ranch of the restom is sent when a hat Custom centuries, to etation conssion, an incom any judisturb the to an extent ether unjus-Justice and ought to be sentent ought ought

express my e Napoléon, in which it the law of me that the d has arisen ie de Paris, y, has been ally adopted ecourse has 735, art. 23. rticle 972 of hich appear se judgment Ordinance he question words dicté le 96 of the Custom in re made to nct, à peine were presticle 972, of old France, interpreted under other ed the true is and will. f Appellant iired by the of a will. ve been netually observed according to the true and correct definition of dicté, nommé et relu, as intended by the 289th article of the Custom. The mode of executing wills is that which I have always understood, since I have been in practice, which is since the year 1827, and I can assert that I could give, in the shape of an acte de notoriété, if it were required, that the evidence of Glackemeyer, and the other notaries at Quebec, is perfectly correct. In like manner was the course followed in 1829, in the case of Robitaille and Bonneville, decided by Chief-Justice Sewell and the Court at Quebec, and confirmed in appeal by Chief-Justice Reid. In the factum of Mr. Langlois, there is a passage which relates to the construction to be put upon the Provincial Statute of Lower Canada of 1801, which I may at once read as it contains my opinion: "D'ailleurs la Coutume de Paris n'exige pas que les formalités dont elle a entouré la faculté de tester, soient observées à peine de nullité. Mais l'ordonnance de 1735, et le Code Napoléon, ont chacun un article exprès qui prononce cette nullité. Ordonnance de 1735, art. XLVII: "Toutes les dispositions de " la présente ordonnance, qui concernent la date et la forme " des testaments, codiciles ou autres actes de dernière volonté, " et les qualités des témoins, seront exécutées à peine de nul-"lité." Code Napoléon, art. 1001: "Les formalités auxquelles " les divers testaments sont assujettis par les dispositions de " la présente section, et de la précédente, doivent être obser-" vées à peine de nullité." Cette nullité ainsi prononcée expressément, tant par l'ordonnance de 1735, que par le Code Napoléon, a, sans doute, influencé la jurisprudence qui s'est formée sous l'empire de ces deux lois, indépendamment des termes exprès qui s'y trouvent, et qui ont été ajoutés au mot dicter. Après un examen attentif des huit arrêts qui sont cités plus haut, on ne peut révoquer en doute que, si un testament fait de la même manière que celui de Mme Evanturel, eut été soumis aux tribunaux français avant l'Ordonnance de 1735, il aurait été jugé valide. En effet, ceux qui ont été annulés n'avaient pas été écrits par le notaire, mais seulement reconnus devant eux, et ceux qui ont été maintenus bons, l'ont été malgré que le testateur n'eût pas prononcé ses volontés devant les deux notaires. Ces arrêts rendus en France sous l'empire de la Coutume de Paris, où le droit de tester était limité, restreint et vu d'un ceil défavorable, ne laissent pas un doute dans l'esprit que le testament mis en question en cette cause y eût été maintenu et déclaré bon et valable. Il doit, à beaucoup plus fortes raisons, l'être d'après notre droit canadien, où l'odieux des déshérences n'existe plus, et où la faculté de tester et de disposer de ses biens jouit d'une faveur et d'une latitude qui ont considérablement modifié l'application de la Contume de Paris en ce pays, et surtout l'interprétation que l'on doit donner ici à son article 289. L'Honorable Juge, dans ses notes sur la cause, conclut: "Mais encore, dira-t-on, "la loi de 1801 a étendu nos facilités de tester; elle a pour " ninsi dire, fait disparaître toutes les réserves, les restrictions " de l'ancien droit, puisqu'aujourd'hui un testateur peut tester " en faveur même d'un étranger au détriment de ceux qu'il "doit avoir de plus cher au monde, de ses enfants, et on en "conclut que les formalités sont devenues moins rigoureuse-"ment nécessaires. Au contraire, disons-nous, plus il est fa-"cile de commettre une injustice, plus les précautions à " prendre pour l'éviter et s'en sauvegarder, doivent être " grandes. Or, on ne niera pas que les formalités de la loi sont "établies, quant à la confection des testaments, pour parer à " toutes possibilités de fraude. Si donc un étranger peut être "héritier ou légataire, nul doute que le chiffre des trudes " possibles est augmenté, et, suivant moi, c'est une raison de " plus d'adhérer strictement aux formes prescrites par la loi " comme sauvegarde de la fortune des particuliers et de la " société publique." Cette opinion se trouve réfutée d'avance par trois des plus éminents juges dont ce pays s'enorgueillit avec raison. Voici comment le juge Reid s'exprimait, le 19 octobre 1824, dans la cause de Ruiter et al., vs. May et al.: "It is fortunate for His Majesty's subjects in this country, "that a greater simplicity of form in wills has been intro-"duced here than existed in France, as the intentions of a "testator will be less liable to be frustrated by the matter-"tion or ignorance of a Notary, as must have been the case "here, had not the laws of England come in to secure them." Sir L. H. Lafontaine entretenait les mêmes vues sur ce sujet. Dans la cause de Lambert et Gauvreau, (1) il a écrit les

qu co la sa m

te d

da

qu pr di

lee .li

aii pa

sis mi

av

tes

1111

en

ce: éc:

pa

pli

no

tes

tes

off

êtt

soi de

da

tai

dis

⁽¹⁾ La sect. 10 du ch. 83 des stat, impériaux de 1774, 14 Geo. III, intitulé "acte qui règle plus solidement le gouvernement de la province de Québec dans l'Amérique Septentrionale," était en ces termes : "Il sera et pourra être loisible à toute et chaque personne, propriétaire de tous immeubles, meubles ou intérêts, dans la dite province, qui anra le droit d'aliéner les dits immeubles, meubles ou intérêts, pendant sa vie, par ventes, donations, ou autrement, de les tester et légner à sa mort par testament et acte de dernière volonté, no-nobstant toutes lois, usages et coutumes à ce contraires, qui ont prévalues, ou qui prévalent présentement en la dite province; soit que tel testament soit drossé suivant les lois du Canada, ou suivant les formes prescrites par les lois d'Angleterre.

d'Angeterre.
La seet. I du ch. 4 des stat. du Bas-Canada de 1801, 41 Geo. III, intitulé
"acte pour expliquer et amender la loi, concernant les testaments et ordonmances de dernière volonté," était en ces termes : "Hest et sera loisible à toutes
personne ou personnes saines d'enteudement et d'âge, usant de leurs droits,
de légner et disposer, par testament ou actes de dernière volonté, soit entre
conjoints par mariage en faveur de l'un on de l'autre des dits conjoints, soit en
faveur de l'un ou plusieurs de leurs enfants à leur choix, ou en faveur de qui
que ce soit, de tous et chacuus leurs biens, meubles ou immeubles, quelque
soit la tenure des dits immeubles, et soit qu'ils soient propres, acquêts ou con-

lignes qui suivent: "Depuis l'année 1774, nous avons une troi-"sième espèce de testament, celle qui était alors autorisée par "les lois d'Angleterre. Il est à remarquer que le statut de "1774, non-seulement introduit une nouvelle forme de tester,

quêts, sans aucune réserve, restriction et limitation, nonobstant toutes loix, contumes et usages à ce contraires. Pourvu, néanmoins, que le testateur ou la testatrice, étant conjoint ou conjointe par mariage, ne pourra tester que de sa part des biens de sa communanté on des biens qui lui appartiendront autrement, ni préjudicier par son testament aux droits du on de la survivante, ou au douaire coutumier ou préfix des enfants. Pourvu aussi, que le droit de tester, tel que dessus spécifié et déclaré, ne pourra être considéré s'étendre à donner pouvoir de léguer et donner par testament on ordonnance de dernière volonté, en faveur d'aucune corporation ou autres gens de main morte, excepté dans le cas où telle corporation ou gens de main morte auront la liberté d'ac-

cepter et recevoir suivant la loi.

Un testament passé devant un notaire et deux témoins, dont l'un n'est âgé que de treize ans dans la forme suivante : " Par devant le notaire public de la province du Bas-Canada, résidant en la paroisse de St Antoine de la Rivière du Loup, soussigné, et témoins ei-après nommés. Fut présent Léger Lambert, lequel a fait, dicté et nommé son dit testament au dit notaire, en présence des lits témoins de la manière suivante," et se terminant comme suit : "Ce fut ainsi fait, dicté et nommé par le dit testateur au dit notaire, qui l'a rédigé par écrit en la dite paroisse de la Rivière du Loup, en la demeure du dit testateur, et à lui lu et relu, ce qu'il a dit bien entendre et comprendre et y a persisté, l'an mil huit cent trente-sept, le sixième jour du mois d'avril aprèsmidi, en présence de Désiré Lemaître Angé, écuyer, et Philippe Dionne, commis, résidant en cette dite paroisse, témoins pour ce appelés qui ont signé avec le dit testateur, et nous notaire, après lecture faite. Signé, Leger Lambert, D. Lemaître Angé, Philippe Dionne, P. Basin, N. P." Ne peut valoir comme testament solennel, parcequ'un des témoins n'a pas l'âge de 20 ans accomplis, mais il est légal et suffisant suivant les dispositions des lois d'Angleterre suivies à cet égasd dans le Bas-Comada. (Lambert vs. Gaurreau et ux., Cour du Banc de la Reme, en Appel, Trois-Rivières, 1er juillet 1857. LaFOSTAINE, juge en chef, Aylwin, Dival et Caron juges, confirmant le jugement de la Cour Supérieure, 10 juillet 1854. Bowen, juge en chef, D. Mondellet et C. Mondellet juges, 5 R. J. R. Q., p. 244.) L'art. 289 de la contume de Paris est en ces termes : "Pour réputer un testament solennel, est nécessaire qu'il soit écrit et signé du testateur ; ou qu'il soit passé par devant deux notaires, ou par devant le curé de la paroisse du testateur, ou son vicaire général, et un notaire; ou du dit curé ou vicaire, et trois témoins; ou d'un notasre et deux témoins; iceux témoins idoines, suffisants, mâles et âgés de vingt ans necomplis, et non légataires ; et qu'il ait été dieté et nommé par le testateur aux dits notaires, curé ou vicaire-général, et depuis à lui relu en la présence d'iceux notaires, euré ou vicaire-général et témoins, et qu'il soit fait mention au dit testament, qu'il a ainsi été dicté, nommé et relu, et qu'il soit signé par le dit testateur, et par les témoins, ou que mention soit faite de la cause pour laquelle ils n'ont pu signer." Sous l'empire de la coutume de Paris, nous ne pouvions, avant le statut impérial de 1774, reconnaître en ce pays que deux formes de testament ; le testament solennel, ou authentique, fait avec l'assistance d'un officier public, tel que le prescrit l'article 289 de cette contume, et le testament olographe dont il est question au commencement du même article, et qui doit être dûment écrit et signé par le testateur ; une personne ne pouvait tester, sons la forme mystique on sous la forme nuneupative, ainsi qu'il était permis de le faire dans les pays de droit écrit en France. Nous en avons la preuve dans l'arrêt du parlement de Paris du 15 mars 1639 qui déclare nul le testament de Champlain, qui avait été fait dans la ville de Québec, dont il était le fondateur et "en présence de buit témoins et d'un nommé de la Ville, se disant greffier de ce lieu, testament conçu en la première personne et écrit par un qui ne s'était nommé " (2 Bardet, liv. 8, ch. 13.) Depuis 1774, nous avons une troisième espèce de testament, celle qui était alors autorisée par les lois

ecure them."
sur ce sujet.
l a écrit les
co. III, intitulé
ince de Québec
a et poura être
cubles, membles
les dits immen, ou autrement,
ère volonté, not prévalues, ou
testament soit
rites par les lois

terprétation

orable Juge,

e, dira-t-on.

; elle a, pour

restrictions peut tester

e ceux qu'il

its, et on en

rigoureuse-

lus il est faécautions à

oivent être

de la loi sont

pour parer à

ger peut être

des frudes

ne raison de

es par la loi ers et de la

tée d'avance

s'enorgueillit

rimait, le 19 May et al.:

his country,

s been intro-

tentions of a the matten-

een the case

eo. III, intitulé nents et ordonloisible à tontes de leurs droits, onté, soit entre mjoints, soit en n faveur de qui eubles, quelque nequêts ou con" mais que joint à celui de 1801, il donne aux Canadiens la " faculté illimitée de disposer de tous leurs biene, en faveur de qui bon leur semble, par testament, soit solennel ou au- " thentique, soit olographe, soit fait suivant les formes au-

d'Angleterre. Il est à remarquer que le statut de 1774, non seulement introduit une nouvelle forme de testament, mais que, joint à celui de 1801, il donne aux Canadiens le faculté illimitée de disposer de tous leurs biens en faveur de qui bon leur scrable, par testament, soit solennel, ou authentique, ou olographe, soit fait suivant les formes suglaises. Il n'y a plus de restrictions ni de réserves contumières auxquels il soit défenda de toucher. Le droit de tester est donc devenu dans nos lois un droit fav rable, tellement favorable que ce serait contrevenir à l'esprit et à la lettre de ces lois que de chercher à en restreindre l'exercise par simple voie interprétative et pour l'application de règles défendues, il est vrai, par quelques auteurs, mais généralement répudiées en France même dans l'ancien droit. La règle de droit anglais relative à la forme de testament introduite dans ce pays par l'acte impérial de 1774, est celle qui e trouve dans la sec. 5 du statut des fraudes de Charles II, qui est en ces mes: "That all devises and bequests of any lands or tenements, shall be iting, and signed by the party so devising the same, or by some other p ason in his presence, and by his express directions, and shall be attested and subscribed in the presence of the said devisor by three or four credible witnesses, or else they shall be utterly void and of none effect." Cette forme de testament n'était pas inconnue dans l'ancienne législation française, que ssait... pays de droit écrit, et qui permettait de tester sous la forme mys-tique ou sous la forme nuncupative. Ces formes avaient leur origine dans le droit romain. L'écriture était de l'essence du testament mystique mais elle ne l'était pas dans le testament nuncupatif. Cependant, depuis l'ordonnance de Moulins, qui rejette la preuve testimoniale au dessus de 100 livres, il en a été autrement; car, au lieu qu'il se faisait verbalement et par une expression vocale, il fallait par nécessité le faire par écrit depuis cette ordonnance, no-tamment dans le ressort du parlement de Paris. Tellement que le testament que nous appelons noncupatif, n'est point le testament noncupatif des Romains, mais une nouvelle forme de testament qui n'était ni solennel, ni nuncupatif, et mixte et composé, en tant qu'il tient quelque chose de la forme des deux. L'ordonnance des testaments de 1735 n'a pas été enregistrée au Canada. Cette ordonnance n'a pa que régulariser et rendre plus précises des formalités qui existaient déjà. Sous le code Napoléon, un testament peut être olographe ou fait par acte public ou dans la forme mystique (art. 969) Pour être olographe, il faut qu'il soit " écrit en entier, daté et signé de la main du testateur" (art. 970.) Pour être fait par acte public, il faut qu'il soit reçu par deux notaires en présence de deux témoins, on par un notaire en présence de quatre témoins (art. 971.) Quant aux formalités exigées pour la validité du testament mystique, l'art. 976 du code reproduit littéralement la sec. 9 de l'ordonnance de 1735, à la différence, quand au nombre de témoins, qu'il n'exige que six témoins an moins, outre le notaire. Par la inrisprudence française, tant dans l'ancien que dans le nouveau droit, un testament qui avait été rédigé sous une forme et qui se trouvait nul, soit à raison d'incapacité dans la personne qui l'avait reçu, ou dans celle de l'un des témoins, ou à raison de quelqu'autre défaut, ponvait néanmoins valoir sous une autre forme, si il réunissait toutes les conditions requises sons cette dernière forme, reconnue par la loi. Lorsque, sur la matière des testaments, le Canada était exclusivement régi par la coutume de Paris, la question n'a pas pu se présenter, puisque nous n'avions que le testament olographe qui devait être entièrement écrit et signé par le testateur, et le testament solennel qui était écrit par un officier public. L'on sent que si ce dernier testament était nul par quelques défants de forme, il était atteint d'une nullité absolue en entière, vu qu'il n'existait aucune autre forme de testament en laquelle il put valoir. Mais il n'en était pas de même dans les pays de droit écrit, et il n'en est pas de même en France, aujourd'hui, sons l'empire du code Napoléon, qui permet de disposer par la voie du testament mystique. Lorsqu'une personne adopte la forme authentique pour faire son " gle " mi " tes " te

" la " eic 304, " su " de " la " Ca " an " pu " illi

dira

cattle

rrect

qu'u

moil

testa s'il pe il n'e ecrit tame dité i les pa pent, vant témo en ce en co D'ap ment l'effet témo Cela const l'un e tenda ce qu et à n'est tame les te Fran certa tume angla

vinci

coup

form

détin

(l.len

Canadiens la s, en faveur muel ou auformes un-

ulement intro-

1801, il donne s en faveur de , ou olograpae, ni de réserves ester est donc que ce serait en restreindre règles défenrépudiées en tive à la forme 4, est celle qui qui est en ces nents, shall be by some other ill be attested four credible "Cette forme française, que la forme mysrigine dans le ie mais elle ne ordonnance de es, il en a été me expression donnance, noe le testament f des Romains, ni nuncupatif, rme des deux. Canada, Cette formalités qui olographe on tre olographe, stateur" (art. ux notaires en natre témoins stament mysordonnance de que six témoins dans l'ancien ous une forme ne qui l'avait antre défaut, outes les con-Lorsque, sur ar la coutume s que le testae testateur, ct sent que si ce l'était atteint

forme **d**e tesnême dans les

ourd'hui, sous

du testament

pour faire son

" glaises. Il n'y a plus de restrictions, ni de réserves contu-" mières auxquelles il soit défendu de toucher. Le droit de "tester est donc devenu dans nos lois un droit favorable, " tellement favorable que ce serait contrevenir à l'esprit et à " la lettre de ces lois, que de chercher à en restreindre l'exer-"cice, etc., etc." Puis enfin, dans la même cause, à la page 304, l'honorable juge Aylwin s'exprime comme suit: "Il ré-" sulte de ce qui précède, que l'on se départait quelquefois " de la règle de la Coutume de Paris, sous un régime où " la faculté de tester était restreinte. A plus forte raison, en " Canada, où depuis le Statut Impérial de 1774, les formes " anglaises ont été admises pour les testaments, et où de-" puis le Statut Provincial de 1801, la faculté de tester est " illimitée, les testaments sont beaucoup plus favorables." Mais, dira-t-on peut-être, il n'y a pas de similitude entre ces deux causes de Ruiter et al., et May et al., et de Lambert et Gaucreau, et la présente : la Cour a décidé, dans ces deux cas, qu'un testament nul comme testament solennel, pouvait néanmoins être invoqué et maintenu s'il était revêtu des caractères

testament, il est presumé vouloir faire mi testament authentique. Cependant s'il perd ce caractère, par suite de quelques vices dans l'acte de suscription, il n'en vandra pas moins comme testament olographe, s'il est entièrement écrit et signé par le testateur. Il y a donc dans ce cas conversion d'un testament rédigé dans une forme en un autre testament, qui emprunte alors sa validité à une antre forme, le même que cela avait lieu dans l'ancien droit pour les pays de droit écrit. Un testament reçu devant un notaire et deux témoins, pent, s'il est nul comme testament authentique, valoir comme testament suivant les lois d'Angleterre, le notaire pent être considéré comme le troisième témoin. En France, dans les pays de droit écrit, le notaire, quoique agissant en cette qualité, était compté, dans des cas analognes, parmi les témoins ponr en compléter le nombre requis. Le statut des frandes n'exige que trois témoins. D'après le droit anglais, il n'est pas nécessaire que le testament soit formellement publié, il suffit que le testatent indique qu'il entend donner au document l'effet d'un testament. Il n'est pas nécessaire que le testament exprime que les témoins ont signé en présence du testateur ; si la chose est prouvée, cela suffit. Cela peut aussi résulter de l'apparence régulière du document et d'antres eirconstances. Il n'est pas non plus nécessaire que les témoins signent en présence l'un de l'autre et en même temps, où qu'ils voient le testateur s'gner ou l'entendant reconnaître le document comme son testament, ou qu'ils sachent même ce que contient ce document, pourvu qu'ils signent en la présence du testateur, ct à sa demande. (Idem, opinion de LaFontaine, juge en chef, p. 246.) Il n'est pas certain qu'un testament reçu par un notaire en présence de deux témoins, dont l'un n'est pas âgé de 20 ans, soit absolument nul, comme testament authentique; car, quoique l'art. 289 de la contume de l'aris exige que les témoins testamentaires aient au moins 20 ans accomplis, les parlements en France, ne regardaient pas cette formalité comme absolument nécessaire dans certains cas particuliers. L'on s'est départi quelque fois de la règle de la coutume de Paris, sous un régime où la faculté de tester était restreinte. A plus forte raison au Canada, où depuis le statut impérial de 1774, les formes anglaises ont été admises pour les testaments et où, depuis les statuts pro-vinciaux de 1801, la faculté de tester est illimitée, les testaments sont beaucoup plus favorables. D'après la forme anglaise, lorsqu'un écrit, quoique informe, se trouve contenir ce que le testateur a entendu être une disposition définitive de ses biens, pour avoir son effet à sa mort, on l'admet à la preuve. (Llem, remarques de AYLWIN, juge, p. 259.)

qui en font un testament valable d'après le droit anglais. Il est vrai que le testament dont il s'agit ici, ne réunit pas un des caractères essentiels, pour qu'il soit bon en droit anglais, pour transmettre des biens immobiliers, (real estate), mais cela dépend d'une circonstance qui est tout-à-fait accidentelle, savoir, du fait qu'il a été passé devant deux notaires, au lieu d'avoir été reçu devant un notaire et deux témoins. En effet, sous l'empire de la Coutume de Paris, on a toujours considéré que le concours du second notaire équivant à celui de deux témoins, et que lorsque le testament est passé devant deux notaires, le témoignage du second notaire instrumentaire a la même valeur que celui de deux témoins appelés à la rédaction d'un testament. Sous ce point de vue, il y a donc similitude entre les causes, et les opinions des jurisconsultes canadiens que nous avons eitées, sont donc applieables au présent eas. Nous avons dit que la différence n'était qu'accidentelle; en effet, d'après le droit tel qu'il existait en Angleterre à la date du testament de Mme Evanturel, deux témoins à un testament suffisaient pour transmettre des biens immeubles, et tel qu'il était en force en ce pays, deux témoins à un testament était le nombre suffisant pour transmettre des biens mobiliers. (personalty) Bien plus encore, notre législature canadienne dans sa dernière session, c'est-à-dire trois ans après la date du testament dont il s'agit, a declaré que le testament dans la forme anglaise peut se faire devant deux témoins. Dans la considération de l'importante question dont il s'agit, il ne faut pas perdre de vue le courant législatif qui s'est formé tant en France qu'en Angleterre, et en ce pays sur la faculté de tester, ni les idées qui l'ont provoqué. D'une part on voit qu'en France, la législation a de plus en plus restreint cette faculté. On a cherché à l'entourer de formalités de plus en plus rigoureuses pour favoriser la transmission des biens aux héritiers légitimes. De l'autre, en l'Angleterre, comme en Canada, on a simplifié les formalités des testaments, en diminuant graduellement le nombre de témoins requis pour cet objet. D'après le droit nouveau, en France, il est nécessaire que le testateur prononce ses volontés devant deux notaires et deux témoins, ou un notaire et quatre témoins; tandis que la loi anglaise reconnaît comme suffisante la déclaration que fait le testateur à deux témoins que l'écrit qu'il leur demande d'attester, contient son testament. Que ce testament soit écrit par lui ou par un tiers, cela est indifférent, il n'est pas même nécessaire que les témoins en prennent communication; ils ne font qu'attester le fait que le testateur leur a déclaré que c'était son testament. Mais en réalité, l'introduction en Canada du droit de tester suivant le droit anglais a considérablement modifié l'interprétation à donner à l'article 289 de la Coutume de Paris. Il

CO 111 us. co te: col ďé HE ďi cas Fer da of SHC of 1 also late ans

ex

Pan mot com mer ral. mot et q le J seil. Avr

put

the

les

neet self of i back not Ron whi the noth lear

(1) 5, ρ.

to ti

oit anglais, e), mais cela lentelle, sares, au lieu s. En effet, s considéré ni de deux evant deux entaire a la la rédaction similitude s canadiens présent ens. lentelle; en re à la date à un testneubles, et tel n testament ns mobiliers. e canadienne es la date du nent dans la ins. Dans la rit, il ne faut ormé tant en lté de tester, ı voit qu'en cette faculté. n plus rigouaux héritiers Canada, on a nt graduelleet. D'après le le testateur leux témoins, i anglaise ree testateur à ster, contient ui ou par un ssaire que les qu'attester le on testament. roit de tester fié l'interpréde Paris. Il

anglais. Il

nit pas un

existe dans le Bus-Canada, depuis un temps immémorial, comme il a été prouvé dans cette cause, un usage qui a reconnu valides les testaments faits comme celui dont il s'ugit. Cet usage doit faire loi sur la matière, soit qu'on le considère comme abrogeant une loi claire et expresse, si toutefois le texte de la Coutume, en employant les mots dicté et nommé, comportait nécessairement et clairement l'obligation du notaire d'écrire en présence de son confrère les paroles du testateur, à mesure qu'il les prononcerait, soit qu'on l'envisage comme règle d'interprétation. Pour établir cette proposition, que dans un cas comme dans l'autre, cet usage fait loi, il suffit de référer à Ferrière et à Domat." (1) With reference to this Lower Canada Act of Legislation, it was stated in the argument by one of the Counsel of the Respondent, that it was not entitled to such great consideration, as being contrary to the principles of the French law. I differ from this view toto calo, such was also the opinion of my much valued friend and colleague, the late Sir Louis-Hypolite Lafontaine. I am happy to give an answer in his own hand writing to a question which I had put with reference to the history of this law, as it passed in the Parliament of Lower Canada. Acte de 1801 concernant les testaments. 1801, janvier 12, bill introduit par M. le Juge Panet. 16, renvoyé à un comité spécial de 9 membres sur motion du même. 27, M. le Juge Panet présente le rapport du comité spécial que le comité avait passé le bill sans amendement. Mars, 5, plusieurs amendements faits en comité général. 9, le bill grossoyé, est lu pour la troisième fois, et, sur motion de M. Young, secondé par M. Berthelot, les troisième et quatrième provisos sont retranchés. Puis, sur motion de M. le Juge Panet, le bill passe, 14 contre 4. 20, message du Conseil Législatif qu'il a passé le bill sans aucun amendement. Avril, 8. Le Gouverneur sanctionne le bill.

I find that the names of Panet and Berthelot are both connected with the making of this law, and that Mr. Panet himself was the author of the bill, and is entitled to the honour of introducing this most useful act of legislation, which gave back to Canada the droit écrit, at the same time that it did not injure the custom of Paris, and restored the old law of Rome blended with British institutions. It is canadian law which France has yet to gain when it can take a lesson from the Panets and the Berthelots of our parliament, and there is nothing for us to learn from France, in this respect. The learned judge who decided this cause referred in his judgment to the project of the code civil du Bas-Canada. I must again

^{(1) 1} Ferrière, grand contumier, pp. 1, 2, 3, 4: Domat, cap. 12, Nos. 4 et 5, p. 24,

dissent from any such citations. According to law it is the project which is to be cited, not by the codifiers, but by the judges. The consolidated statute of Lower Canada, ch. 2 sec. 6, enacts: "In framing the said codes, the said commissioners shall embody therein such provisions only as they hold to be then actually in force, and they shall give the authorities on which they believe them to be so; they may suggest such amendments as they think desirable, but shall state such amendments separately and distinctly, with the reasons on which they are founded." I shall only say, at present, that the project is in embryo; it will be high time to cite the code, when it shall have the sanction of the legislature. In the mean time, and, until the work shall be ended, I say enough for the day is the evil thereof. But, if regard is to be had to the project, the opinion is directly against the learned judge: "Le testament "sous forme authentique doit être dicté et nommé par le tes-" tateur aux notaires, et écrit conformément en leur présence. "Il doit être lu deux fois au testateur et par lui signé en " présence des témoins. Il doit y être fait mention de l'accom-" plissement de ces formalités, sans qu'ancune formule à cet "effet soit de riqueur." I believe that there must be a commentator, to this article, required at the very outset. What is the meaning of the formule! In conclusion, I must notice the judgment of this court in the case of Desforges and Dufaux, et al., (11 R.J. R.Q., p. 278 et infrd, p. 441), although I dissented, in that case it was decided: "1° That, in Lower Canada, a law may be abrogated by disuse; and that the provisions of the ordinance of 1498, and of the ordinance de Blois, 1579, in so far as they require the presence of a second notary to the execution of a notarial act, have been so abrogated, and that, consequently, a notarial act is neither faux nor nul, from the minute having been countersigned several years after it was executed, the *minute* having been signed by the parties; the whole without fraud, and the minute having been presented to the second notary, by the notaire instrumentaire himself. 2° That, in the case submitted, the countersigning by the second notary, after the death of the appraiser, Do val, who was not a necessary witness to the préambule of the inventory, attacked as faux, cannot be held to be a moyen de faux sérieux. 3° That a protest made by a third party, assignee of a creditor of a party to the acte, ought not necessarily, in the case submited, to have prevented the second notary from validity signing the minute presented to him by the notaire instrumentaire. 4° That the copy of the minute having only been produced as an exhibit on the 23rd of March, 1858, after the countersigning of the second notary, which had taken place on the 16th of the same month, could not by reason thereof he c n en eum this opin pret faus Peti que Ann loi, dam le 5 en juge Sup vin

renver DRU
Tin Count tion
Sup to trior
the cost

Cou

de

T sur Cot que du déc atta lités form que cinc que resp éga

pre

w it is the but by the ch. 2 sec. 6, unissioners hold to be horities on ich amendmendments h they are roject is in en it shall time, and, the day is project, the testament par le tesir présence. ui-signé cu de l'accomrmule à cet be a comet. What is t notice the id Dufaux, I dissented, - Canada, a rovisions of ois, 1579, in tary to the l, and that, d, from the ifter it was arties; the n presented ire himself. ing by the Dorval, who inventory, ux sérieur. f a creditor e case subın validity ire instru-

only been 8, after the

aken place

son thereof

be considered as fausse at the time of its production. This is a case much stronger against the faux, where even the circumstance of à peine de nullité is expressly enacted. After this decision I can have no difficulty whatever in giving my opinion to reverse the judgment now under consideration.

JUDGMENT: "La cour, considérant qu'il est établi, par la preuve sur l'inscription en faux faite par les Demandeurs en faux, contre le testament de Marie-Anne Bédard, passé devant Petitelere et son confrère, notaires, à Québec, le 18 mai 1861, que le dit testament a été dicté et nommé par la dite Marie-Anne Bédard aux dits notaires, suivant et conformément à la loi, et doit être exécuté suivant sa forme et teneur, et que dans le jugement prononcé par la Cour Supérieure à Québec, le 5e jour de septembre 1864, qui maintient la dite inscription en faux, il y a erreur: Cette cour annule et infirme le dit jugement, et procédant à prononcer le jugement que la Cour Supérieure aurait dû rendre: cette cour déboute Emilie Malvina Evanturel et Edouard Rémillard, (Demandeurs en faux,) de leur dite inscription en faux, qui est, par ces présentes, renvoyée, avec dépens. Dissentientibus: L'hon. M. le juge Drummond et l'hon, juge Mondelet."

The Appellants applied for leave to appeal to Her Majesty in council from this judgment before proceeding at enquête and for trial of the other issues in the cause, which application the court refused. The cause was then remitted to the Superior Court, and tried upon the other issues which related to the testamentary capacity of the testatrix, and the Superior Court, TASCHEREAU, Justice, after taking evidence, on the 16th May, 1866, dismissed the Appellant's action with

costs.

Here follow the remarks and the judgment of the Superior

Court in rendering the last mentioned judgment;

Taschereau. Juge: La cause actuelle m'est soumise pour sur certains points dont la discussion, par le jugement de la Cour du Banc de la Reine, ne pouvait avoir lieu en même temps que l'inscription de faux. La Cour d'Appel, par son jugement du mois de juin, 1865, a renvoyé cette inscription de faux, déclaré que la rédaction du testament de madame Evanturel, attaqué par cette inscription, avait été accompagné des formalités légales, et que le testament avait été dicté et nommé conformément à la loi. Quoique ce jugement n'ait été prononcé que par une majorité d'une voix par un tribunal composé de cinq juges, il a et doit avoir, vis-à-vis de tous, la même force que s'il eût été unanime. Tous, parties et juge, lui doivent respect et soumission à un même degré. Ce même jugement a également ordonné que les Demandeurs procédassent à la preuve des autres moyens par eux invoqués à l'encontre de la TOME XII.

légalité de ce testament savoir : ceux consistant en allégations de l'incapacité de madame Evanturel de faire ce testament, des reproches de suggestions et de captation faits au Défendeur. Les Demandeurs par cette partie de leur réponse spéciale à l'exception péremptoire en droit perpétuelle du Défendeur qui a trait à ces moyens, disent que ce testament "'est pas l'expression de la volonté de madame Evanturel, lors de sa confection, elle était attaquée, depuis plus a un an, d'une maladie qui avait affaibli ses forces physiques et influé sur son esprit, affaibli ses facultés mentales, enlevé l'énergie et la force nécessures pour posséder une volonté distincte et pour l'exprimer clairement, et pour résister aux suggestions du Défendeur. Les Demandeurs allèguent que, même avant sa maladie, madame Evanturel, vu son peu de connaissance et d'éducation, n'aurait pu faire un testament comme celui invoqué par le Défendeur. Ils allèguent que, depuis plusieurs années avant la date du testament, le Défendeur, fils unique de la testatrice et ainé de sa famille, avait usurpé un contrôle absolu sur sa mère, sur tous ses biens, et qu'il avait, par des moyens illégaux, capté la faveur de sa mère, réussi à éloigner ses sœurs et leurs époux de la présence de leur mère, et à indisposer cette dernière contre ses enfants, (filles et gendres), "empêcher de partager sa fortune également entre tous s comme elle avait l'intention de faire, et ce pour sa totalité de la succession de sa mère. Ils allèguent que, si madame Evanturel a consenti à ce testament, elle ne l'a fait que pour céder aux menaces et suggestions du Défendeur. Ils énoncent que madame Evanturel a déclaré regretter ce testament et s'être laissée surprendre, et que le Défendeur, dans le but d'empêcher sa mère de changer son testament, a éloigné les étrangers de sa mère, et qu'il s'est opposé à ce qu'elle laissat sa demeure (celle du Défendeur). Et les Demandeurs concluent au rejet de ce testament. Comme on peut s'en convaincre, les reproches des Demandeurs sont sévères, graves et pertinents, et de nature à invalider ce testament, si la preuve corrobore ces allégations de conduite frauduleuse, de captation et de suggestions de la part du Défendeur, accompagnées de faiblesse de volonté et d'intelligence chez la testatrice. L'enquête a constaté un assez grand nombre de faits que je réciterai comme préparation au commentaire et à l'appréciation des faits de fraude et de suggestion et captation reprochés au Défendeur. Madame Evanturel était une personne sans éducation, pouvant lire l'impression, mais ne sachant ni écrire ni signer son nom. Sans être douée d'une haute intelligence, elle avait un excellent jugement et un excellent curactère, mais bien déterminée, et, suivant l'expression énergique d'un témoin, " quand elle avait dit oui, c'était oui." Elle avait épousé, en 1820, François

Eva lui, Défe sidé du I de s à Q à sa usuf ù la clure tilles same par il fit tant testa mut vie. Matis Emi de fi vive qui frieh sema forte qui e ment turel but avoc veml des 1 que s lettr ratio deur profe décla trait Dar Evai ďusi

cé, si

tion.

fami

allégations testament. au Défense spéciale Défendeur , "out pas que, us a un an, es et influé é l'énergie distincte et suggestions ne avant sa aissance et dui invoqué eurs années nique de la trôle absolu des moyens er ses sœurs i indisposer), / ''empêfants, s. rer la que, si mal'a fait que ır. Hs énone testament dans le but ı éloigné les lle laissát sa s concluent nvainere, les pertinents, ve corrobore n et de sugde faiblesse L'enquête a terai comme des faits de Défendeur. on, pouvant ier son nom. ait un exceldéterminée, " quand elle

20, François

Evanturel, son mari, décédé en 1852, et, de son mariage avec lui, sont nés cinq enfants, y compris la Demanderesse et le Défendeur. M. Evanturel, père, laissa une fortune assez considérable à sa mort, arrivée en mai, 1852, et, par son testament du 13 mai, 1852, M. Evanturel laissa au Défendeur l'usufruit de sa moitié dans un emplacement situé sur la rue St. Louis, à Québec, et la propriété aux enfants du Défendeur. Il laissa à sa femme, madame Evanturel (la testatrice), la jouissance et usufruit du reste de tous ses autres biens meubles et immeubles, à la charge de payer une rente annuelle et viagère de £60 à chacune de ses-filles, et reversible sur le mari de celle de ses filles qui décéderait avant sa dite épouse, et il donna la jouissance du reste de ses biens meubles et immeubles à ses enfants, par part égale, et la propriété aux enfants de ses enfants, et il tit, de plus, quelques autres dispositions assez peu importantes. Le 14 mai, 1852, madame Evanturel fit un premier testament, absolument semblable à celui de son mari, mutatis mutuadis, et, quatre jours après, M. Evanturel quitta cette vie. De 1852 à 1860, il ne s'est rien passé d'extraordinaire. Mais, en juin, 1860, M. Rémillard épousa son épouse actuelle, Emilie Malvina Evanturel. Il y a preuve que, lors de la réunion de famille, à la suite du mariage, quelques discussions un peu vives eurent lieu entre le Demandeur et le Défendeur, mais qui ne parurent pas avoir pour le moment aucun résultat fâcheux. Madame Evanturel, mère, eut, en l'été 1860, quelques semaines après le mariage de M. et madame Rémillard, une forte attaque de choléra du pays dont elle faillit mourir, et qui eut pour résultat de l'affaiblir considérablement et physiquement. En novembre, 1860, Rémillard eut avec madame Evanturel une entrevue privée, dans laquelle il avoue avoir eu pour but de solliciter et d'obtenir la pratique de sa belle-mère comme avocat, ce qui lui fut refusé, et, à la suite, il écrit (le 19 novembre, 1860) au Défendeur une lettre très-sévère, contenant des reproches très graves et des menaces de vengeance, lettre que son habile avocat a déclaré regretter sincèrement. Cette lettre fut communiquée par le Défendeur à sa mère, avec déclaration de trois alternatives, ou de cracher à la figure du Demandeur, ou de le provoquer en duel, ou de le traiter avec le plus profond mépris. Sur ce, ou à la suite de cette conversation, déclaration est faite par madame Evanturel que ceux qui maltraiteraient son fils s'en repentiraient. Le 1er décembre, 1860, par acte devant Philippe Huot et confrère, N. P., madame Evanturel fait au Défendeur une donation entrevifs de ses droits d'usufruit et de propriété dans l'emplacement ci-dessus énoncé, situé rue Saint-Louis, et ce, en considération de son affection. L'intelligence et les bons rapports avaient existé dans la famille depuis le mariage de Rémillard, en juin, 1860, jusqu'à cette fatale lettre: il y avait tous les dimanches soir chez madame Evanturel réunion avec souper, à laquelle prenaient part toutes ses filles et leurs maris, et assez rarement le Défendeur. Rémillard cessa d'y prendre part dès la fin de l'année 1860, et les autres filles et gendres, des le printemps 1861, n'y assistaient pas aussi régulièrement, et, en 1862, ces réunions avaient complètement cessé. Enfin, en mai, 1861, madame Evanturel fait son testament en question en cette cause, dont le dispositif principal est qu'elle donne l'usufruit de tous ses biens au Défendeur, la propriété aux enfants du Défendeur, confirme et ratifie la donation ci-dessus, le tout à la charge d'une rente annuelle et viagère de £25 à chacune de ses filles, et une rente annuelle et viagère de £15 à chacune de ses trois sœurs, (de la testatrice) et la testatrice voulut et ordonna que ceux de ses légataires qui contesteraient son testament fussent déchus de tous leurs droits à sa succession, et décharge le Défendeur de l'obligation de rendre compte de sa gestion et administration de ses biens, et nomme le Défendeur son exécuteur, et, à son défaut, Jacques Crémazie, recorder de cette ville. Après ce court exposé historique, je dois en venir aux points principaux de la cause, soulevés d'un côté et combattus de l'autre avec une habileté qui fait également honneur aux avocats de la cause. Mais avant, j'exprimerai encore une fois mon regret, savoir, que le testament en question n'ait pas été suivant moi dicté et nommé conformément à la stricte interprétation de la loi, alors nous aurions pour nous guider dans l'appréciation de l'état physique et mental de la testatrice, et des moyens de suggestion et captation, des données certaines, non équivoques, sur la mémoire, le jugement et l'entendement de la testatrice. Infailliblement, si on eût suivi à la lettre (et non par équipollence) les formes prescrites, nous n'aurions pas anjourd'hui à faire une enquête sur l'état mental d'une femme infiniment respectable, et sur les faits de fraude, captation et suggestion reprochés au Défendeur; cet état d'incertitude aurait disparu comme un souffle devant l'expression légalement détaillée par la testatrice de ses dernières volontés. A défaut de cela, il me faut, dans un labyrinthe de preuves, de conjectures, de suppositions, toutes plus ou moins plausibles, rechercher la vérité et adjuger suivant des circonstances incertaines, parce qu'elles ne sont pas constatées légalement, et qu'elles sont plus ou moins voilées d'un masque. Au juge, dans de semblables circonstances, est imposée une tâche difficile, et pouvant presque conduire à l'arbitraire, suivant ses appréciations de la valeur des preuves qui lui sont offertes. Les prétentions des Demandeurs résultant de la preuve sont, que le Défendeur avait un immense intérêt à obtenir la riche succession de sa mère, parce qu'il n'avait pas de ressources privées, ne faisant

rien սո ջ la ge il v toml serv qu'il mule dant qui enfa par. prin cone dam seule elle 1861 a ét rend du t pas qu'oi tiren confe Land argu fait Evar dès l peu, oubli mane 1852tous mai, eux, Les ce ch tende qu'en nifes Evan geme Ses se

cessé

terni

ir chez maprenaient ient le Dé-1 de l'année os 1861, n'y es réunions 1, madame cause, dont de tons ses Défendeur. i la charge de ses filles, de ses trois rdonna que ient fussent arge le Déstion et adson exécue cette ville. aux points mbattus de ur aux avone fois mon pas été suite interpréguider dans estatrice, et es certaines. ntendement la lettre (et aurions pas l'une femme eaptation et ertitude aulégalement s. A défaut , de conjecbles, recherincertaines, et qu'elles lans de semcile, et pouppréciations prétentions Défendeur ession de sa

, ne faisant

rien par sa profession d'avocat qu'il ne suit pas, qu'il menait un gros train de vie avec une nombreuse famille; qu'ayant eu la gestion et administration des biens de toute sa succession, il vivait aux dépens de sa mère, et n'aurait pu consentir à tomber de si haut sans faire un suprême effort pour conserver tous ses avantages. Les Demandeurs en concluent qu'il a dû faire des efforts inouis, quoique cachés et dissimulés, pour obtenir, sur l'esprit d'une mère faible, un ascendant tel qu'il pût l'engager à changer son premier testament qui contenuit une distribution à peu près égale entre tous les enfants de la testatrice, et y substituer un autre testament par lequel lui, le Défendeur, auruit la part du lion. Les faits principanx invoqués par les Demandeurs pour en venir à ces conclusions, sont: 10, la faiblesse physique et mentale de madame Evanturel, et son isolement, puisque trois personnes scules étaient admises dans son intimité. Que la maladie dont elle est morte, savoir, paralysie progressive, datait des avant 1861, a remontait à 1860, et que la faiblesse physique qui en a été la saite a dû produire le même effet sur son moral et la rendre une proie facile à la cupidité du Défendeur. Que, lors du testament, elle était dans un grand état d'exaltation, non pas folle, mais très faible, et était sous l'influence de l'idée qu'on voulait la faire passer pour folle. Les Demandeurs tirent du fait qu'en l'été 1861 (une couple de mois après la confection du testament), le Défendeur avant requis le Dr. Landry, de Québec, de constater l'état mental de sa mère, un argument contre la bonne foi du Défendeur, et invoquent ce fait comme prouvant qu'à l'époque du 18 mai, 1861, madame Evanturel était déjà très faible d'intelligence. Ils disent que, des le mois d'avril 1862, elle était devenue morose, parlant peu, si faible qu'elle n'aurait pu s'occuper d'affaires, et ayant oublié une partie de ses dispositions testamentaires. Les Demandeurs invoquent, et avec force, le premier testament de 1852, par lequel elle distribuait tous ses biens également entre tous ses enfants, testament qu'elle a laissé subsister jusqu'en mai, 1861, pour alors le révoquer, lorsqu'elle avait, suivant eux, perdu une grande partie de son énergie et de sa volonté. Les Demandeurs défient le Défendeur d'expliquer la cause de ce changement dans les dispositions de ce testament; ils prétendent qu'en 1852, elle était juste parce qu'elle était forte, et qu'en 1861, devenue faible, elle a consenti à une injustice manifeste. Ils prétendent qu'en plusieurs occasions, madame Evanturel aurait regretté ce dernier testament. Que ce changement ne s'explique que par les plaintes du Défendeur contre ses sœurs et ses beaux-frères, par les dénigrements qu'il n'a cessé de faire de ses co-héritiers, en disant qu'ils voulaient ternir le nom de sa mère et la faire passer pour folle. Ils

et

car

de

pa de

lit

ne Ca

ni

bil

vo ses

me

N

éte

pa

on

un éti

ép

qu

ine ell

à

pe

re

ľé

M

m

ch bi

bb

18

18

te

ui

af

et

a

at

de

te

de

n

te

allèguent que, dans une occasion, le Défendeur aurait dit à sa mère, en parlant de M. Suzor, "chassez-moi cette canaille," Que le Défendeur a bien su utiliser la malencontreuse lettre de Rémillard, de novembre, 1860, pour opérer sur l'esprit de madame Evanturel, et lui faire consentir, quelques jours après. une donation partielle, suivie, en mai, 1861, du testament en question en cette cause; que, dès ce moment, a commencé toute la difficulté. Ils prétendent que, depuis 1863, époque à laquelle madame Evanturel est venue demeurer chez le Défendeur, celui-ci a écarté ses sœurs et beaux-frères, leur a fermé la porte, ainsi qu'aux étrangers, et ce dans le but d'empêcher madame Evanturel de revenir sur son testament, et qu'en autant le Défendeur a eu le champ libre et a réussi dans ses desseins. Ils prétendent que le Défendeur s'est servi d'un de ses enfants pour faire demander à M. Casault, avocat, de venir voir sa mère, et ils en concluent manœuvres frauduleuses, dol et suggestion. Ils prétendent que le Défendeur a jeté à la porte madame Lépine, amie intime de madame Evanturel, et qu'elle aurait dit qu'elle avait été forcée de faire des papiers. Enfin, ils prétendent que la mère affaiblie par la maladie, au moral comme au physique, pouvait être et a dû être influencée par un fils unique, au point de les déshériter pour ainsi dire. Encore une fois, reproches graves, faits sérieux, pertinents, suffisants pour annuler le testament, s'ils sont justifiés par la preuve, et s'ils ne sont expliqués aussi par la preuve. Il ne faut pas perdre de vue, en thèse générale, dans l'appréciation des faits et des prescriptions qui sont invoqués en semblables matières, certains principes dont j'émettrai les suivants: 1° Que tout individu a le droit de disposer comme bon lui semble de ses biens, sans être obligé d'expliquer ses motifs, ses raisons. 2° Que tout testateur est supposé être, au moment de son testament, en possession de son intelligence à un degré suffisant pour tester d'une manière légale, en un mot, que la possession de l'intelligence est l'état normal de l'être humain, à moins que cet individu n'ait été privé de l'exercice du droit de tester par une interdiction judiciaire. 3º Que, comme corollaire de la dernière proposition, il incombe à celui qui attaque un testament comme fait par une personne incapable de tester, par suite de faiblesse d'esprit, de prouver cette faiblesse d'esprit, et que le légataire n'a qu'à se tenir sur la défensive. 4° Que le testament ab irato n'est pas par lui-même frappé de nullité, à moins qu'il ne soit le fruit du dol, de la suggestion et de la captation. Avec ces principes que j'appliquerai à la eause, le Défendeur peut répondre que l'intérêt seul que le Défendeur pouvait avoir à obtenir toute la succession de sa mère, au lieu de la voir partagée avec ses sœurs, ne peut militer contre lui,

uait dit à sa te canaille." treuse lettre ır l'esprit de s jours après, estament en a **c**ommencé 63, époque à chez le Dées, leur a ferbut d'empênent, et qu'en issi dans ses t servi d'un ault, avocat, euvres frauie le Défene de madame r**c**ée de faire faiblie par la être et a dû es déshériter ves, faits sétament, s'ils iés aussi par énérale, dans nt invoqués 'émettrai les oser comme expliquer ses posé être, au intelligence légale, en un normal de été privé de n judiciaire. sition, il inne fait par de faiblesse jue le légaue le testale nullité, à tion et de la la cause, le e Défendeur ière, au lieu

r contre lui,

et qu'il faut prouver son dol, ses menées, ses suggestions, sa captation. Qu'il en est de même du reproche de n'avoir pas de ressources privées pour soutenir le gros train de vie mené par lui, et pour rendre compte de la gestion et administration des biens de sa mère. Qu'il y a preuve, ou au moins probabilité, qu'il rendait compte à madame Evanturel, à fur et à mesure qu'il collectait pour elle, ce fait étant allégué par M. Casault, en son témoignage, que, d'ailleurs, il n'était pas tenu ni appelé en cette cause à faire la preuve de sa non comptabilité. Le Défendeur repousse avec énergie l'accusation d'avoir, par sa fraude, ses menées, ses calomnies et jusque par ses médisances, engagé sa mère à dévier de son premier testament et avoir fait celui de 1861. Ici commence la difficulté. Nul doute que, jusqu'en juillet 1860, madame Evanturel ait été en possession d'une forte intelligence, quoique non accompagnée d'éducation, et qu'elle ait en aussi en partage, comme on l'a vu, un excellent caractère, un excellent jugement, avec une très forte dose de fermeté. Tous les témoins, parents et étrangers, s'accordent sur ce point. En juillet 1860, elle éprouva une forte attaque de choléra du pays qui la conduisit quasi aux portes de la mort, mais dont elle revint heureusement, et à compter de ce moment, suivant quelques témoins, elle avait éprouvé une perte de forces physiques et mentales à un degré considérable, et suivant d'autres témoins, cette perte de forces n'aurait affecté que le physique, le moral étant resté ce qu'il était avant. Le Dr Landry a constaté ce fait en l'été 1861, un an après, deux ou trois mois après le testament, M. Paré, gendre de madame Evanturel et madame Paré ellemême, tous intéressés dans un sens inverse, admettent franchement qu'elle a toujours eu son intelligence, qu'elle pouvait bien faire un testament, mais que, depuis février 1862, sa faiblesse physique avait augmenté jusqu'à sa mort, en novembre 1863. M. Petitclere, qui a fait son testament, en 1852 et en 1861, l'a trouvée en l'une et l'autre occasion parfaitement intelligente. Le Dr Painchaud nous dit que cette femme avait une grande intelligence, mais qu'en septembre 1862, elle était affaiblie, mais non sous le rapport de l'intelligence, et ce brave et savant vétéran de la profession médicale confirme ce qui a été dit plus haut sur la fermeté de la volonté de madame Evanturel. Nul doute que les forces de madame Evanturel, attaquée de cette maladie que le Dr Landry a qualifiée de paralysie progressive, et que les autres médecins, les docteurs Painchaud et Baillargeon, ont qualifiée d'épuisement, de faiblesse due à une constitution naturellement faible et à l'âge, ne purent que diminuer, mais s'ensuit-il que l'intelligence en ait été affectée à un point de ne pas lais ser à la testatrice la mémoire, le jugement et l'entendement nécessaires pour tester valablement et équitablement, et au point de la rendre susceptible de devenir la proie faeile des manœuvres du Défendeur, je ne le crois pas; il n'y en a pas de preuves, au moins à l'époque du 18 mai, 1861, date du testament, et je dirai pendant au moins dix-huit mois après la date du testament. Il n'a pas été prouvé que cette maladie, au moins dans ses premières phases, fût de nature à affaiblir l'intelligence de la malade. Un seul témoin, madame Lépine, prétend qu'en mai, 1861, madame Evanturel n'avait plus la même force ni la même mémoire qu'avant 1860, qu'elle vivait retirée avait un air rêveur, était peu communicative : que, lors du testament, madame Evanturel avait un peu d'exaltation, mais plus de faiblesse que de folie, et qu'elle avait fait usage de ces mots, qu'il y en aurait qui seraient bien attrapés, qu'il y avait inimitié entre ses gendres, que M. Rémillard s'était plaint du Défendeur et l'avait insulté. Je le demanderai, est-ce là de la folie? Non. Il y a probablement mécontentement, par suite de la malheureuse lettre du Demandeur au Défendeur, elle a pu être blessée de la remarque que contenait cette lettre au sujet du droit qu'elle avait de léguer elle-même ses biens. Elle se rappelait probablement cette lettre, quoique après six mois de temps, et cela, avec le fait d'être sortie en voiture pour aller faire son testament et rencontrer trois ou quatre étrangers, a pu produire chez elle cet état d'excitation que madame Lépine croit avoir remarqué. Mais, si l'on oppose à ce témoignage, ceux de MM. Casault, Huot et Petitelerc, on verra que madame Evanturel était parfaitement calme et en possession de son intelligence le 18 mai, 1861. Une madame Jackson prétend qu'en avril, 1862, elle a parlé à madame Evanturel de son testament, et que, sur demande si elle avait pensé à ses sceurs, elle dit que non: et on en conclut qu'elle avait tout oublié, et qu'elle ne savait ce qu'elle avait fait. Notons que cela est arrivé un an après le testament, et, quand bien même, à cette dernière époque, (avril, 1862,) madame Evanturel cût perdu son intelligence au point de ne se point rappeler toutes ses dispositions, cela ne militerait pas contre son état en mai, 1861. D'ailleurs, quel besoin avait madame Jackson de faire cette question? et quelle nécessité d'y répondre. Une réponse négative est souvent la seule convenable à donner à un questionneur importun. Un témoin, le respectable M. Charles Langevin, constate qu'en 1862, elle a refusé d'endosser un billet pour M. Paré, et ce, sans avoir vu le Défendeur. Ce monsieur prouve son intelligence, sa fermeté caractéristique. Il y a preuve que jusqu'en mai, 1863, madame Evanturel transigeait toutes ses affaires, payait ses serviteurs et s'occupait de sa maison. Mais on prétend que ce n'est pas dans une seule visite que l'on peut constater le degré d'intelligence d'un individu trom mone de fo chau prem dry a son i parec prob tellig de ee mada S'il : aurai ter p partic noma que e fait jusqu faible cause folle, de ré sera main fraud le Dé après mens sugge tout tirées culté: titué appa au I mada prati de M rappe regre de m

> deur dit, e

fond

ent, et au facile des en a pas ite du tesis après la ıaladie, au aiblir l'inépine, préis la même ait retirée ie, lors du tion, mais age de ces i'il y avait plaint du ce là de la par suite leur, elle a e lettre an biens. Elle s six mois iture pour ıtre étranie madame ce témoiverra que possession ckson préanturel de ensé à ses avait tont otons que ien même. nturel eût eler tontes at en mai, n de faire ie réponse un quesarles Lanun billet monsieur e. Il y a ransigeait pait de sa

seule vi-

l'un indi-

vidu quelconque: que le médecin le plus qualifié peut s'y tromper, et croire parfaitement sain tel individu affecté de monomanie, qui, une fois excité, se trahit par quelques actes de folie. D'accord, mais voyons ce que disent les Drs Painchaud et Landry, tout en admettant la difficulté de saisir à première vue le degré d'intelligence d'un individu. Le Dr Landry a dit : "J'ai constaté, dans l'été de 1861, qu'elle avait toute son intelligence," et pour ce, il a dû faire toutes les questions, parcourir tous les terrains possibles, soulever tous les points probables et susceptibles de faire ressortir la faiblesse de l'intelligence de madame Evanturel. Cependant, il reste convaincu de ce qu'il a dit. Le Dr Painchaud constate qu'en été 1862, madame Evanturel, quoique faible, avait toute son intelligence. S'il se fut agi d'interdire madame Evanturel, j'avoue qu'il aurait fallu constater un acte de folie ou démence, et répéter plusieurs fois les visites, et peut-être toucher la corde particulière qui fait apparaître quasi magiquement la monomanie. Mais, pourquoi les Demandeurs, qui ont prétendu que cette intelligence était perdue des 1861, n'en ont-ils pas fait preuve? Pourquoi madame Rémillard admet-elle que jusqu'en 1863, sa mère avait son intelligence, quoiqu'elle fut faible de corps? Pourquoi les Demandeurs, en ouvrant leur cause, ont-ils commencé par dire que leur mère n'était pas folle, mais seulement que son esprit était affaibli et incapable de résister aux suggestions et captations du Défendeur? Ce sera à eux d'expliquer ces contradictions, et nous venons maintenant aux faits de suggestions, captations et manœuvres frauduleuses du Défendeur. Les Demandeurs prétendent que le Défendeur a dû suggérer à sa mère le testament en question, après avoir capté son esprit par des menées frauduleuses et mensongères dirigées contre les Demandeurs. Je dis, a dû suggérer, car on n'en voit aucune preuve directe, positive : le tout se trouve au chapitre des présomptions, des probabilités tirées de son intérêt à ce faire, de quelques malheureuses difficultés de famille qui surgissent parmi celles les mieux constituées. L'origine de la difficulté remonte, suivant quelque apparence de raison, à l'époque de la lettre de M. Rémillard an Défendeur, à la suite de l'entrevue du Demandeur avec madame Evanturel, dans laquelle il lui avait demandé sa pratique, et qu'elle lui avait péremptoirement refusée. La lettre de M. Rémillard, je dois le dire, n'est pas justifiable, et, sous le rapport des menaces de vengeances personnelles, elle est regrettable, et, sous le rapport des reproches indirects à l'adresse de madame Evanturel, elle était très imprudente. Le Défendeur a communiqué cette lettre à sa mère, comme je l'ai déjà dit, et probablement qu'elle a pu provoquer en faveur du Défondeur la donation du 1er décembre 1860. Mais cette donation

à ce b

v

11:

٧.

in di

n de

qt

ee

ľ

et

ei

qt

le

da

lu

ď

ce

Si

av

CO

1110

fai

far

CO

sui

dé

SII;

tiv

de

dés

et.

SOI

qu.

pre

rai

cur

d'e:

ava

n'est pas attaquée: entre ce jour jusqu'au 18 mai 1861, époque de l'exécution du test unent, on ne voit rien de la part du Défendeur qui puisse justifier l'accusation que les Demandeurs portent contre lui, d'avoir, par ses actes, ses menées, et une tactique de dénigrement de ses sœurs et beaux frères, capté la bonne volonté de sa mère au détriment de ses sœurs, et induit sa mère à altérer son premier testament. Elle ne demeurait pas chez lui, mais occupait une maison peu éloiguée de celle du Défendeur, mais toujours distincte et séparée de celle du Défendeur. Il est vrai que c'est le Défendeur qui, vers le 3 ou 4 mai 1861, informa M. le recorder Crémazie du désir de sa mère de le voir : mais qu'y a-t-il d'extraordinaire en cela? M. Crémazie nous dit que dans cette entrevue, madame Evanturel lui a avoué qu'elle l'avait fait demander par son fils au sujet de son testament qu'elle voulait faire; et qu'elle le requit de prendre des notes à ce sujet. Elle lui avoua qu'elle avait des sujets de plaintes contre ses gendres. M. Crémazie, sur cela, déclara qu'il n'aimait pas agir, vu sa position de recorder, et lui demanda si elle avait des avocats, et, sur sa déclaration qu'elle avait M.t. Casault et Langlois, il lui dit de s'adresser à eux, et obtint d'elle la permission de leur remettre les notes qu'il venait de prendre. Du témoignrge de M. Causault, il résulte bien que, vers le commencement de mai 1861, le Défendeur l'aurait averti que sa mère désirait le voir au sujet de son testament, mais y a-t-il en cela rien de repréhensible? Il y a aussi le fait que M. Casault a été requis par une note écrite de la main d'un enfant de se rendre chez M. Petitelerc pour l'éxécution du testament. Encore là n'y a-t-il rien pour justifier les accusations de fraude et de captation. La visite du Dr Landry, en été 1861 pour constater l'état mental de sa mère, ne peut être reprochée au Défendeur, qui, ayant probablement entendu dire que l'on critiquerait le testament de sa mère a pris cette sage précaution, et il suffit de connaître le nom du médecin pour se persuader de sa compétence sous tous les rapports, pour constater le fait de l'existence de l'intelligence de la testatrice. J'avoue qu'en thèse générale les moyens de captation et de suggestion doivent être reçus favorablement, vu la difficulté de prouver ces faits, vu surtout que le légataire qui aurait pris ces moyens, doit être supposé avoir en même temps pris ceux de cacher et de dissimuler avec habileté toutes ses manœuvres frauduleuses. Mais, dans ce cas-ci, pour prouver captation et suggestion, il faut d'abord montrer que madame Evanturel fût tellement faible d'esprit, eût tellement perdu de sa volonté énergique, qu'elle pouvait facilement devenir le jonet et la victime des manœuvres du Défendeur. Or, le contraire m'est apparu de la lecture souvent répétée et de l'appréciation des faits de

1861, époque la part du Demandeurs nées, et une eres, capté la rs, et induit e demeurait née de celle ede-**c**elle du vers le 3 ou i désir de sa ire en cela? ıdame Evanr son fils au elle le requit qu'elle avait ızie, sur cela, e recorder, et déclaration de s'adresser ttre les notes Causault, il 1861, le Dér au sujet de hensible? Il par une note M. Petitelere -il rien pour on. La visite at mental de r, qui, ayant le testament suffit de conde sa comfnit de l'exisqu'en thèse tion doivent iver ces faits, movens, doit de encher et vres frauduon et suggesirel fût tellevolonté énerct la victime n'est appara

i des faits de

la cause : il faudrait, en second lieu, que l'on prouvât contre le Défendeur des démarches, des actes quelconques de nature à faire voir qu'il ait sollicité, importuné ou menacé sa mère, et ce à un point de la maîtriser, de lui faire perdre l'usage de son bon jugement, en un mot, au point de substituer sa propre volonté à la sienne. Or, on ne voit rien de semblable certainement jusqu'au moment de l'exécution du testament. On a invoqué, comme très forte contre le Défendeur, la circonstance mentionnée par le témoin Suzor, dans laquelle le Défendeur dit à sa mère, en parlant de M. Sazor, chassez moi cette canaille. Mais, outre que ceci ne démontre qu'une querelle entre deux beaux-frères, on peut dire qu'il est admis par M. Suzor qu'il est d'un tempérament très irascible: il a donc pu dire en cette occasion quelque chose de blessant sans pouvoir s'en rappeler lors de son examen. D'ailleurs, il est témoin intéressé, et, comme tel, nux yeux du juge, sa déposition doit être appréciée avec beaucoup de circonspection, Il y a prenve même que, pendant l'enquête, sa violence l'a porté jusqu'à montrer le poing au Défendeur en pleine cour. Il est heureux pour lui qu'un geste aussi significatif n'ait pas été saisi par le juge, qui, dans ce cas, aurait eu, sans aucun doute, le pénible devoir de lui faire comprendre, d'une manière pratique, l'inconvenance d'une pareille conduite. Je n'adopte pas comme nécessitant ces suggestions et cette captation, le fait de querelles entre Suzor, Remillard et le Défendeur, le fait que le Défendeur avait informé M. Crémazie ou M. Casault du désir de les voir à propos de son testament : c: sont de ces choses parfaitement compatibles avec l'absence de fraude. Je dirai plus, que, dans mon opinion, il n'y aurait pas suggestion et captation dans le fait qu'un légataire aurait prié un testateur de tester en sa faveur, pourvu que le testateur n'eût pas été trompé ni circonvenu, et qu'il fût en possession d'un degré d'intelligence suffisant pour pouvoir valablement tester. Le dol, la fraude, le défant d'intelligence sont les bases de la captation et de la suggestion. Les autorités anciennes et modernes sont positives à cet égard, et avec sagesse. Autrement, il n'y aurait pas de rapports possibles entre un testateur et un légataire qu'il désirerait avantager: tout scrait interprété défavorablement, et que deviendrait la liberté de tester que l'on fait si haut sonner? Elle disparaîtrait à la demande d'un enfant dénaturé qui voudrait se soustraire à une juste exhérédation, sous le prétexte futile qu'un légataire ou héritier plus digne, qui aurait mérité bien mieux que lui les faveurs du testateur, aurait eu l'imprudence de faire quelque démarche, soit pour se procurer cette faveur, ou pour faciliter au testateur l'occasion d'exécuter ses volontés. Mais on dit que madame Evanturel avait regretté son testament. Je ne vois rien de semblable dans

et.

seu

en

tun

sur

ses

qui

bie

con

exi

dan

de :

fon

cut

sen

e'es

son

et 1

mer

dou

fort

pen

enti

pere

Lou

fenc

gèro

seeu

nes

done

bier

dira

Ban

ture

sus,

de :

d'int

qu'e

et l'a

de S du 2

date

Mar

mai

et c

Mar

Jı

la déclaration qu'elle a faite qu'elle avait été forcée de faire des papiers. Elle a pu être forcée par les circonstances, mais non par le Défendeur, et elle a persisté dans ce testament qu'elle pouvait changer chaque jour. Elle ne le change pas, elle recoit les visites de ses filles, sans empêchement, tous les jours, et il lui aurait suffi d'un mot pour avoir un notaire. Dans la présente cause, outre le fait de l'intelligence de la testatrice, an moment de l'exécution de son testament, à un degré qui ne laisse dans mon esprit aucun doute sur sa capacité légale de faire cet acte civil de tester. nous avons dans le témoignage la preuve de ses motifs de changer son premier testament, de laisser la plus grande partie de ses biens au Défendeur, la détermination arrêtée depuis longtemps d'avantager le Défendeur bien plus que ses autres enfants, détermination qu'elle a plusieurs fois exprimée, tant avant que depuis la date de son testament, elle a même dit à une de ses filles: " Vous ne serez pas riches, vous n'aurez pas grand'chose," ou autres paroles de même portée. Je considère donc que les Demandeurs ont failli dans leurs allégations de l'insuffisance de l'intelligence de madame Evanturel, dans les accusations de suggestions et de captation, accompagnées de dol et de fraude, ou au moins de rien de précis, positif, ni concluant, et, surtout au moment de l'exécution du testament, en un mot les Défendeurs ont failli de prouver ce qui, suivant moi, était indispensablement nécessaire, savoir : grande faiblesse d'esprit et pernicieuse influence. (1) Quels out été les motifs, les raisons de la testatrice pour changer son testament? Il est peut-être difficile de les expliquer complètement. Nous devons les respecter, parce que rieb ne constate leur futilité ni leur fausseté. En les supposant fondés sur le désagrément qu'elle aurait éprouvé de voir ses enfants se retirer peu à peu, et comme par degrés, de chez elle, cesser leurs fréquentes visites, leur abstention de prendre part aux réunions habituelles du dimanche, en les supposant même fondés sur le désagrément que lui auraient causé les querelles entre ses gendres et son fils, sur leurs mauvais rapports, il n'y aurait là rien que nous pourrions sérieusement blâmer et considérer comme insuffisant pour justifier son changement de volonté. En les supposant fondés sur la colère même nous n'aurions-rien à critiquer, car il est admis à l'heure qu'il est que le testament fait sous ce motif est valable en loi. A-t-elle voulu avantager son fils seulement parce qu'il avait une nombreuse famille, que comme ainé

⁽¹⁾ Trébuchet, Jurisprudence de la Médecine, pages 111 à 116: Briand et Chandé, Médecine Légale, page 514: English Ecclesiastical Reports, avec précis de la célèbre cause Greenwood vs. Greenwood: 1 Roberts, on Wills, page 40: Modern Probate of Wills, pages 105, 118, 123, 140, 144: 2 Socfye, Questions Notables, ch. 63, page 146, et ch. 83, page 166: Merlin, Répertoire, vho. Suggestions, page 405.

le faire des ais non par alle pouvait t les visites aurait suffi ise, outre le l'exécution sprit ancun l' de tester, motifs de ande partie ètée depuis ses autres rimée, tant même dit à n'aurez pas e considère égations de el, dans les pagnées de itif, ni constament, en jui, suivant de faiblesse les motifs. hent? H est lous devous ilité ni leur nent qu'elle u à peu, et ntes visites. bituelles du ésagrément dres et son n que nous insuffisant supposant itiquer, car fait sous ce n fils seule-

16: Briand et ts, avec précis 'ills, page 40: fve, Questions lire, vbo. Sug-

comme aîné

et seul garçon, il serait capable de protéger ses sœurs nonseulement par sa fortune, mais par l'influence de sa position en politique? A-t-elle voulu conserver ses biens au nom Evanturel. On a vu de ces exemples et on en voit tous les jours, surtout en Angleterre, dans un but bien connu. A-t-elle vu que ses trois gendres ne sauraient conserver la part de fortune qu'elle donnerait à ses filles, vu surtout que l'un, M. Paré, aussi bien que M. Suzor, ou avaient été malheureux en affaires de commerce, ou ne lui présentaient pas les garanties qu'elle exigenit pour leur confier une partie de ses biens. A-t-elle vu dans M. Rémillard de meilleures garanties? Ce sont là autant de secrets pour nous, et qu'il nous est inutile de vouloir approfondir. La volonté d'un testateur, sain d'esprit, mémoire et entendement, sans suggestion et captation, fruits de la fraude, seule justifie les dispositions testamentaires, sie volo, sie jubeo: c'est la suprême loi que nous devons respecter et exécuter dans son intégrité. Mais, après tout, peut-on dire que les Demandeurs, et les autres enfants de madame Evanturel en soient absolument déshérités? Non. La part du Défendeur est meilleure sans doute, mais ne l'est pas d'une manière à blesser toute justice. La fortune de M. Evanturel pouvait être, d'après ce que je vois, d'à peu près 20 à £22,000. La moitié a été donnée par parts égales entre tous les enfants suivant le testament de M. Evanturel, père, moins cependant le legs de l'emplacement, rue Saint-Louis, fait au Défendeur seul. Le reste £10,000 est laissé au Défendeur à la charge de payer à ses quatre sœurs une rente viagère de £25 chacune, et une rente de £15 à chacune des trois sœurs de la testatrice. Les sœurs du Défendeur sont toutes jeunes femmes, et les dettes sont à sa charge. Le Défendeur aurait donc £145 de rente viagère à payer sur son propre usufruit de biens laissés en propriété à ses enfants. Pour me résumer, je dirai, en deux mots, qu'obligé par le jugement de la Cour du Bane de la Reine de considérer le testament de madame Evanturel comme revêtu des formes extérieures légales, je dois, en sus, dire que la preuve faite n'a nullement justifié les allégations de suggestions et de captation, accompagnées de faiblesse d'intelligence, contenues dans la plaidoirie des Demandeurs, et qu'en autant le testament doit être maintenu comme légal, et l'action des Demandeurs renvoyée.

JUGEMENT: "Considérant que la Cour du Banc de la Reine de Sa Majesté pour le Bas-Canada, par son jugement en date du 20 juin 1865, renversant celui de la Cour Supérieure, en date du 5 septembre 1864, a dit et déclaré que le testament de Marie Anne Bédard, en question en cette cause, en date du 18 mai 1861, passé à Québec par devant mtre Joseph Petitelerc et confrère, notaires publies, avait été dicté et nommé par Marie Anne Bédard, aux dits notaires, suivant et conformément

rie

in

011

the

am

tit.

pro

2417

of

to c

of I

i, 1

whi

p. 3

ject

ral

test:

gnis

118,

Des

allec

Dev

réal,

Dema

p. 47.

(1)

fanx c

pour 17 no:

(2)

contr.

affecti

comm

est ati

et du

non-ex

clarer naisse

preny

que le

mème, en Fra refuse est un

ner sa

person 1854,

à la loi; considérant que la Cour Supérieure actuelle est liée par ce jugement, et doit regarder le dit testament comme ayant été exécuté avec toutes les formalités exigées par la loi; considérant que les Demandeurs ont failli de prouver les allégations de leurs réponses spéciales à l'exception péremptoire en droit perpétuelle du Défendeur, relatives aux faits de suggestion et captation reprochés au Défendeur par les Demandeurs, et aussi relatives à l'état mental de Marie Anne Bédard et à sa capacité de faire un tel testament, la cour renvoie les réponses spéciales des Demandeurs considérant qu'en autant l'action des Demandeurs n'a plus de base et est non fondée, la conr renvoie la dite action des Demandeurs avec dépens en faveur du Défendeur." This judgment was appealed from to to the Court of Queen's Bench, appeal side, which court, on the 18th of March, 1867, affirmed that judgment with costs. The present appeal was from this last-mentioned judgment

and the judgment of the 20th of June, 1865.

Mr. Bowring, for Appellant: The question involved in this appeal, though of a technical nature, is one of infinite importance regarding the practice and usage of notaries in preparing and obtaining the execution of wills in Lower Canada, and their consequent validity of invalidity. The Coutume de Paris is the governing law of Lower Canada, as regards the passing and execution of testaments. By art. 289 of the Coutume it is provided, that to the validity of the testament solennel, or public testament (pour réputer un testament solennel), it is necessary, that it should be written and signed by the Testator, or passed before two notaries, or a notary and two witnesses, and that it be dicté et nommé by the testator to the said notaries, &c and afterwards to him read and reread (relu) in the presence of the said notaries, and that mention be made in the said testament that it was so dicté et nommé et relu; and that it be signed by the testator and by the witnesses, or that mention be made of the cause why they have not been able to sign. In this case the first question of law is, whether the Appellant's inscription en faux ought not to have been maintained on all or some of their moyens de taux. With respect to the first moyen de faux: It is laid down in Merlin, Rép de jur, tit. Faux, sects 1 and 4, that faux is an alteration of truth and an act of faux is the strongest ground of nullity: Perrault vs. Simurd (1). Here the nota-

⁽¹⁾ La cour peut, après que le Défendeur en faux a clos son enquête, permettre au Demandeur en faux d'amender ses moyens de faux, en ajoutant des faits qui lui auraient été révélés par les témoins du Défendeur en faux, lors de l'enquête; et, dans ce cas, le Défendeur en faux sera autorisé à répondre de nouveau aux moyens de faire tels qu'amendés. Perrault et Simard, C. B. R. en appel, Montréal, 7 mai, 1856, LAFONTAINE J. en C., AYLWIN J.,

le est liée nme ayant loi; conr les allééremptoire x faits de es Demanne Bédard renvoie les 'en autant ion fondée, vec dépens led from to i court, on with costs. ljudgment

lved in this nite imporin preparer Canada, Coutume de regards the of the Coustament soment solen-I signed by notary and the testator ead and red that menso dicté et itor and by se why they rst question faux ought ieir moyens v: It is laid 4, that faux he strongest re the nota-

enquête, perix, en ajontant ideur en faux, autorisé à réinlt et Simard, L. AyLWIN J., ries committed a faux by inserting an untrue statement in the testament, that it had been duly dicté et nommé to the two notaries. In the case of a testament purporting on the face of it to have been duly dicté et nommé et relu, the proper course of proceeding to have the testament annulled is by an inscription on faux: Merlin, Rep. de jur., tit. Inscription de faux. Notaries are competent witnesses to prove the faux: Routier vs. Robitaille (1); Welling vs. Parunt (2); Bourassa vs. Bourassa (3). The general principles of french law applicable to testaments are these; The right to dispose by testament is considered a branch of public, not of private law: Furgole, Traité des testaments, tom. 1, sec. 13, p. 122; Ferrière, Coutume de Paris, tom. 3, tit. 14, glos 1, no 13, p. 331a, and is rigidly guarded by formalities which are of its very essence; Merlin, Rep. de Jur., sect. 2, p. 389b., Tome XXXII, voce Suggestion (Ed. 1828). The object of the French Law has always been to prevent the natural rights of legitimate heirs being too readily sacrificed to a testator's caprice, and in this respect testaments are distinguished from donations inter vivos: Ferrière, Contume de Paris, en Art. 292, glo. 1re, Tome III., p. 388a, No 7; Toullier, Des Don. et Test. Tome V, pp. 435-7, No 446 (Ed. 1839). The alledged will was not validly dicté et nommé to two Notaries

DUVAL J. et CARON, J., renversant le jugement de la majorité de C.S., Montréal, du 27 juillet 1852 qui avait refusé la permission d'amender, vu que le Demandeur en faux avait trop retardé pour faire cette demande. 4 R. J. R. Q., p. 475.

- (1) Un notaire étant un officier public, il ne peut, sur une inscription de faux contre un acte par lui fait en cette qualité, être examiné comme témoin pour contredire cet acte. ROUTIER et ROUTIALE, cour d'appel, Québec. 17 novembre, 1830, 1 R. J. R. Q., p. 343 et 4 D. C. B. C., p. 230.
- (2) Un notaire peut être entendu comme témoin sur l'inscription de faux contre un testament qu'il a reçu lui-môme. Le fait d'avoir reçu le testament affecte le degré de crédibilité à accorder au notaire instrumentaire entendu comme témoin, mais ne le rend pas incompétent. Toutes les fois qu'un acte est attaqué par la voie du faux incident ou du faux principal, il est necessaire d'est attaqué par la voie du faux incident ou du faux principal, il est necessaire de detrendre les dépositions ou les interrogatoires des témoins instrumentaires et du notaire pour tirer de leur témoignage des lumièrea sur l'existence on la non-existence du délit. Mais leur témoignage ne suffit pas seul pour faire déchèrer l'acte faux. Il ne suffit pas que les témoins et même le notaire se reconnaissent faussaires, il faut qu'ils en soient convaineus, c'est-à-dire, que les preuves distinctes de leur propre témoignage se réunissent à leur aveu, et que leur confession complette une preuve qu'elle ne peut jamais faire seule, nême, lorsque leurs témoignages sont unanimes. C'était là le principe suiven France, sous l'ancienne jurisprudence Il est des cas of un témoin pourrait refuser de répondre à certaines questions tendant à l'incriminer, mais anssi il est une foule d'éclaireissements et d'explications que le notaire pourrait donner sans avoir à rongir de quoi que ce soit, comme serait le cas d'une fausse personnification d'un testateur. Welling vs. Parent, C. S., Québec, 6 mars, 1854. Duval J., et Mereditu J., 4 D. T. B. C., p. 228.

^{(3) 17} Lower Canada reports, 299.

as falsely stated on the face of that instrument, as is required by the Coutume de Paris, Art. 289, and not having been complied with is a nullity. According to the true construction of Art. 289, and decisions thereon, the words "passé par devant " deux Notaires, et qu'il ait été dicté et nommé par le testa-" teur aux dits notaires, et depuis à lui relu en présence d'i-"ceux notaires," &c., mean that the will must be dictated by the testator to the two Notaries, and then and there, as dictated, written down by one of the Notaries, or, at least, by some one in their presence, and in the presence of the testator, and then and there read and re-read to the testator in the presence of both notaries, the whole being one transaction. In the Court below the Respondent contended, that the article only meant, that the testator must declare or acknowledge the will before the two notaries, and that it need not be written down at the testator's dictation, or in the testator's presence, or by one Notary in the presence of the other, or, in fact, by any notary at all; but we submit, that the Respondent's construction strikes out of the Coutume all the most material words, beginning, et qu'il ait été dicté, leaving, in effect, only "passé par devant deux notaires," which would, standing alone, have the very same force which the Respondent gives to the entire article. The Respondent does not explain why the words dicté et nommé find their way into all public testaments; still less why the words mot a mot are usually added, though, perhaps, not absolutely requisite. It is of importance to bear in view that the old repealed Contume de Paris, art. 96, did not contain the words dicté et nommé: Bourdot de Richebourg, des Coutumes, tom. 3: and hence the importance of the meaning attributed to these words under the 289th art. of the new Cout, de Paris. It is necessary to ascertain the meaning of the word dieter in this article. The following authorities establish that the word dieter always has been interpreted in french law to pronounce before another that which is to be simultaneously taken down in writing as dictated. In the "Dict. de Trévoux," vbo. Dicter, tom. 2, p. 773 (tom. 3, p. 84b. [Ed. 1752]), it is said "fa., derire "à quelqu'un sous soi quelque discours in 1 prononçant à " hante et intelligible voix et mot à So, in Ferrière, no. 12, (ed. 1685, "Dicter, e'est dire que que chose à dessein " qu'il soit rédigé par écrit; " Lemaistre, " Contume de Paris." pp. 425-6 (2nd ed. 1741; 1st Ed. Paris, 1700). The above authorities were anterior to the Ordonnance of 1735, which, the Respondent insisted, introduced for the first time the meaning of writing in connection with dieter; Merlin's Rep. de Jur., voce Testament, s. 3, ¶ II, art. 1, No X, p. 432b (Ed. 1828), p. 692 b.

(ed sec To 41: che ton and cha not the " gi ince de n° 1 p. 4 the wor acco as t wor and the et n tran gone ritie

doni of d whe: dom Assu the c senu (ed. view chan but d to th that respe Gren 1º4. C sur

(1)

give léon is required been comruction of par devant r le testarésence d'ilictated by ere, as dieit least, by the testatator in the transaction. nat the aror acknowneed not be e testator's e other, or, at the Resall the most leaving, in hich would, he Respondoes not exray into all ot a mot are juisite. It is ed Contume et nommé: d hence the vords under essary to asarticle. The icter always before anoown in wri-Dicter, tom. fa 'crire ronongant a in Ferrière, m. 3, p 47a, se à dessein ne de Paris." he above au-5, which, the the meaning de Jur., voce 28), p. 692 b.

(ed. 1809, and Johnson's case, there cited, in 1729-30). Ib., sec. 2-3, art. 2, no 11, p. 448a. (ed. 1828), p. 703b. (ed. 1809); Toullier, Don. et test., nº 410, tom. 5, p. 380 (ed. 1839), and nº 413; Dict. de l'Acad, française, voce Dicter, by Landais, Bescherelle, Fleming et Tibbins; "Discussion du code Napoléon," tom. 3, p. 372, (2nd ed. Paris, 1808). Burge's Comm. on Col. and For. law, vol. 4, pp. 426-7, and Coin Délisle, Don. et test., chap. 5, pp. 320b, 330-1-2-368b, 370. The word nommé adds nothing to the force of the word diete, but is included in it; the two forming a compound technical phrase, equivalent to "give and grant," "have and hold "in english law, and is incapable of being replaced by any synonyme: Ferrière, Cout. de Paris, tom. 3, p. 347a, n° 2; Ricard, part. 1, chap. 5, sec. 5, n° 1503, p. 338 (ed. 1685, p. 338); Lemaistre, "Cout. de Paris," p. 422. In p. 423, Lemaistre says, that according to Du Plessis the absence of the word nommé imports nullity," because the word dicté refers to the notaries, nommé to the witnesses; but, according to Lemaistre, both words refer to the notaries, and as they certainly refer to the testator: it is clear that the words dicte et nommé imply, that the action of the testator and the notaries is eo-operative and cotemporaneous. But in the court below the Respondent insisted, that the words dicté et nommé did not originally imply anything more than to transmit the testator's will, and that their meaning has undergone a change since the ordonnance of 1735. The above authorities, however, show, that the same meaning has always been given to those words under the ordonnance and code Napoléon, as under the coutume which introduced them. The ordonnance of 1735 was, in fact, chiefly passed for the purpose of diminishing the restrictions imposed by the coutumes, whereas, according to the Respondent's contention, the ordonnance first imposed the necessity of writing on the notaries. Assuming such a construction to be the true one, art. 289 of the coutume would authorize a testament by parol. D'Aguesseau, Lettre du 30th dec. 1742, œuvres, tom. 12. pp. 445-7 (ed. 1819), fully treats, of the purpose the ordonnance had in view, and art. 23 of that ordonnance shows, that it did not change the legal signification of the words dicté et nommé, but only restricted the excessively strict construction given to the Coutume, as to stating on the face of the Testament, that the requisites had been complied with, and, in other respects, merely states more expressly the old jurisprudence: Grenier, Don. et Test., tom. 2; M. Justice Smith, in Dubé sur les Testaments," as representing the old jurisprudence,

^{(1) 9} R. J. R. Q.,p. 216.

it is evident that the law does not require certain sacramental words, if only the substance be exactly preserved." According to the Respondent's construction of the Coutume, it must follow, that part of a testament might be dictated to one notary one day and another part to the other Notary a month after, each might write down what he chanced to remember of the part dictated to him at an indefinite distance of time, and when the pieces are brought together, and read to the testator and acknowledged by him, this aggregate will, without more, be a valid Testament, dicté et nommé to the two notaries; even if the Testator be unable to read or write. By the same reasoning it would be sufficient for one notary to read one half and the other the other half of the testament, each in the absence of the other. It seems to have been forgotten in the Court below, that the sole protection to the testator and his heirs consists in the presence of the two notaries throughout the whole transaction, from beginning to end, and this has clearly been the law and practice from a very early period. Lamoignon, first president of the Parliament of Paris shows, that the dictation by the testator, writing by the notary and reading &c. of a public testament must all be parts of one transaction: Arrêtés, tom. 1, p. 300, art. 47, (ed. 1783). So Ferrière, Coutume, tom. 3, p. 346b, n° 8; Ib p. 348a, n° 17, last par.; Ib p. 355b, n° 17; Ib p. 357a and b, nos 27-28; Pothier, Don. test., ch. 1, art. 3, sec. 1, p. 301 (ed. 1778), who says "when a testament is received by two notaries, it is indispensable that both be present." This was written under the ordonnance of 1735, but that ordonnance, no more than the coutume, in terms requires both notaries to be present, and both the coutume and ordonnance require that the testament be dictated to the two notaries, the coutume in terms, and the ordonnance by necessary implication. There are authorities which say, that though both notaries be present throughout the material part of the transaction, yet the absence of either notary, for however short a time, would annul the testament, however immaterial the dictation in his absence: Duranton. "Cours de droit français," lib. 3, § 2, tom. 9, n° 66, p 100. The same reason applies to the coutume, which is not content with saying, that the testament shall be passed before them, but expressly enacts, that it shall be "dicté et nommé" to them, and the necessity of the presence of both notaries at the dictation and writing of the testatrix is treated by the codifiers of Lower Canada as the established law of the colony: " Code civil du Bas-Canada," tom. 2, pp. 344-5, § 95, bis. Unless these formalities are observed the will is invalid. They are intended to prevent fraud, and for the protection of ignorant testators who cannot write. To permit a will to be executed

vi sise 11 cit We an tal pr. the to bro the Paj p. reg the

No Men (ed. No " se " le is c true gard de 1 " les

And 680 "da "pa "vo: a str decid had supp

" me

The vs. C X, 1 26 (a

> (1) (2) :

cramental " Accordie, it must to one noy a month remember ce of time, ead to the will, withthe two nowrite. By e notary to testament, been for- $_{
m i}$ to the tes \cdot wo notaries to end, and very early ent of Paris y the notary parts of one 83). So Fer-, nº 17, last 28 : Pothier, says "when ensable that donnance of coutume, in nd both the nent be dicand the ororities which oughout the ce of either ne testament, : Duranton. 6, p 100. The not content before them, nommé " to h notaries at eated by the of the colony: 5, bis. Unless id. They are n of ignorant be executed as the present would tend to defeat the policy of the law provided by the 289th art, of the coutume. There is another consideration which shows the necessity of the continuous presence of both notaries throughout the whole transaction. From n very ancient period, according to Toullier, tom. 5, pp. 358-9, citing three arrets dated 1651, 1703, and 1771, both notaries were liable for the consequences of any testament being annulled as informal and faux, for not re-reading the testament; nor could the second notary recover over against the primary notary, even though the neglect was entirely that of the latter, inasmuch as it was the duty of the second notary to see that the primary notary did his duty. A testament brought ready written cannot be "dicté et nommé," and though read to and approved by a testator is utterly null: Papon," Arrêts," tit." Testaments," 44, 20, tit. I, "Additions," p. 112 (ed. 1621)." Equipollences," or equivalents, so far as regards the execution of testaments are inadmissible under the coutume: Brodeau, "Arrêts notables," tom. 2, p. 557b, No 15; Denizart, tit. "Testam." Tome 4, p. 669b. (Ed. 1771); Merlin, Re. de Jur., tit, "Suggestion," tome 32., § 2, p. 389b, (ed. 1828); Ferrière, "Cout. de Paris," tom. 3, pp. 346a, 347b, No 7, who says: "Comme les juges sont extrêmement " scrupuleux pour l'observation des solennités requises dans " les testaments, ils n'y admettent point d'équipollence." It is clear that, under the Coutume, testaments are not construed, as the Respondent contended, favourably, so far as regards the formalities of their execution: Ferrière, "Coutume de Paris," tom. 2, p. 182 a, No 77, has this passage: "Quoique " les dernières volontés soient extrêmement favorables, néan-" moins le défaut de la moindre solennité en cause la nullité." And Merlin, Rep., voce "Testaments," § 2, art. 4, No 2, p. 680 (ed. 1809), shows the true distinction. He says, "Mais "dans quels cas les testaments sont-ils favorables? Lorsque " parfaitement réguliers dans leur forme il ne s'agit que de sa-" voir ce qu'a voulu le testateur. Bourassa vs. Bourassa (1) is a strong case. There the Court of Queen's Bench in Canada decided, that the requisite of re-reading, though the testament had once been read through from beginning to end, cannot be supplied by "equipollences," even by explaining the Testament paragraph by paragraph, and annulled the testament. The absence of any formality is a ground of nullity: Dubé vs. Charron (2); Ferrière, Instit. de Justin., tom. 2, L. II, tit. X. p. 257; "Cout. de Paris, tom. 3, p. 343a. No 1, 349b, No 26 (ed. 1685); Domat, Lois Civiles (Trans. by Strahan), vol. 1,

^{(1) 17} Low. Can. Reps., 299.

^{(2) 9} R. J. R. Q., p. 216.

to

ne

οť

Lo

str

lia

Me

an

art

i)a

evi

28

the

(ie

dis

the

11

voi

ple

alo

Gee

the

bor

gen

des

hien

men sant

test:

glais

posa Cana

Les

vant

cune exige

C'es

dispo

terre

111,

form et "

tune

consi

menl

grap| testa

mon

ment signa fait n

fonds Cons

p. 524 (of succession); ib., vol. 2, b. 3, p. 26 (of testament); R₁card, Don. et Test., tome 1, ch. 5, p. 288 (ed. 1685); Bourjon. Droit commun, t. 2, p. 305, No 14. (Fo ed. 1770); Guyot, Rep. voce. "Loi," p. 16; Furgole, Traité des testaments, tit. 1, p. 22, no 3, says, the omission of the smallest formality suffices to annul the testament. In this respect there is no distinction between the law under the "Coutume," the "Ordonnance" of 1735, and the "Code Napoléon," arts. 972 et 1001, Liv. 3, tit. 2. "Des donations entre vifs et des Testaments;" Macardé, "Expl. du Code Napoléon," tom. 4, pp. 13, 16, 63. All are laws in "pari materia," and alike impose nullity; the two latter in express terms, and the "Coutume" by invariable construction and necessary implication. This construction of art. 289 of the "Coutume" is supported by a great number of "Arrêts," in which the cases annulled were passed before two notaries, or notary and witnesses, but was not " dicté et nommé aux dits notaires: " Brodeau, Arrêts notables, and Ferrière, "Contume de Paris," tit. 14, tome 3, p. 346 a, b, glos. 6 (Fo. ed.), cites several cases. A number of other "Arrêts" from the year 1566 to 1645 were cited in the Court below to establish this interpretation of the "Coutume," nor is there any decision or authority which shows that a different interpretation ever prevailed in the Courts of Lower Canada. The loose practice which appears from the evidence to exist among the notaries at Quebec arises from a mistaken apprehension of the effect of the Statute, 14th Geo. 3, c. 83, s. 10, and the local Act, 41st Geo. 3, s. 4, which Acts the Respondent in the Court below contended rendered the Coutume applicable. It is not so. Sec. 10 of the above statute merely empowers any one in Lower Canada to dispose of all his property by will, and the sole reference to the form of such will is in the words: " such will being executed either according to the law of Canada, or according to the forms prescribed by the law of England: "Meiklejohn vs. The attorney-general of Lower Canada (1). The canadian act, 41st Gco. III, ch. 4, merely obviates difficulties which had arisen under the former act, as to the persons who might be testators or legatees, and to the probate of wills in the english form. It does not affect the forms of wills or testaments, but, on the contrary, recognizes a distinction between the english will and Lower Canada testament. Before the 14th Geo. III, ch. 83, no one in Lower Canada could dispose of more than a portion of his property. and that act amended this defect, and is solely confined to that point. Now, according to the ordinary rules of construction, an act passed for a particular object cannot be diverted to a

^{(1) 1} R. J. R. Q., p. 291, et ci-après, p. 437.

ment); Ri-); Bourjon, Juyot, Rep. tit. 1, p. 22, suffices to distinction :donnance " 001, Liv. 3, s;" Macar-63. All are \mathbf{y} ; the two invariable construction great numvere passed ut was not rrêts notame 3, p. 346 er of other n the Court itume," nor that a diffef Lower Caevidence to nistaken ap-3, c. 83, s. 10, Respondent e applicable. v empowers property by vill is in the g to the law y the law of l of Lower h. 4, merely mer act, as to and to the ot affect the y, recognizes Camida tesie in Lower is property, fined to that construction,

liverted to a

totally different object with which it has not necessary connection. Both french an english law coincide in this principle of construing a remedial statute: Merlin, "Rep. de Jur., voce Loi," § 11,; "De l'abrogation des lois," n° 2,; Dwarris, on statutes, pp. 531-33, 604 (ed. 1848); Comyn's "Dig., tit. Parliament," R 9a: V in. abr., tit. "statute," E 6, nos 1132, 1137. Moreover, the coutume has the force of an express statute. and is law until revoked: Ferrière, tom. 1, p. 128. The 289th article of the coutume cannot have been abrogated by disuse: Dantoine, "Règles du droit civil," p. 156 (ed. 1742.) And the evidence of the notaries proves that the requirements of the 289th art are still in force in Lower Canada. According to the principles of french law, the fact that the statute, 14th Geo. III, ch. 83, empowers an inhabitant of Lower Canada to dispose of all his property by will is a reason for construing the coutume more rigidly than ever: Grenier," Don. et test, 1 p. 18 (4th ed.) The testament of Mme Evanturel is, of course, void as an english will, not being signed or attested, and is pleaded as a public testament valid by the coutume, to which alone the words "dicté et nommé" are applicable. The act of Geo. III left the old public testament, under the coutume and the english will, to subsist side by side, neither derogating nor borrowing from the other: "Meiklejohn, vs. The attorneygeneral of Lower Canada (1). The cases cited by the Respondent

⁽¹⁾ Suivant l'interprétation qu'on doit donner à la section 10 du chapitre 83 des Statuts Impériaux de 1774, 14 George III, un testament disposant de biens-menbles et immembles en Canada, sera valide s'il est exécuté conformément aux lois du Canada qui exigent la même forme pour un testament disposant de biens-fonds que pour un testament disposant d'effets mobiliers en Canada sera valide si, par les lois anglaises, il est suffisant pour disposer de biens mobiliers ; mais un testament disposant de biens-fonds en Canada, s'il n'est pas exécuté conformément à la loi du Canada, ne sara pas valide, à moins qu'il soit fait conformément à la loi anglaise. Les mots de cette section sont : "dressé suivant les lois du Canada, ou suivant les formes prescrites par les lois d'Angleterre." Par la loi anglaise, aucune forme n'est requise pour faire un bentament disposant de biens-mobiliers, mais on exige certaines formes pour faire un bon testament disposant de biens-fonds. C'est à ces formes qu'il est reféré par le Statut, lorsqu'il parle d'un testament disposant d'immembles dressé suivant les formes prescrites par les lois d'Angleterre et le terme dressé comprend la confection, la souscription et l'attestation de la manière indiquée par le statut des frondes. L'Acte provincial, 41, George III, chap. 4, n'a pas pour but de modifier et n'a pas modifié la loi quant à la forme des testaments en Canada. Mais, par les mots "léquer et disposer testument aux gens de main-morte, il indique que la législature canadiemne a considéré que le statut impérial 14, George III, se rapporte aux legs par testument aux gens de main-morte, il indique que la législature canadiemne a considéré que le statut impérial 14, George III, se rapporte aux legs d'immembles, ainsi appelés dans les lois d'Angleterre. Un testament quoique olographe et dont le nom du testateur est écrit par lui-même dans le cours du testament comme suit : "Je, A. B., étant sain d'esprit, fais par le présent mon testament comme suit : "Je, A. B., étant sain d'esprit, fais par l

tł

gi

-of

ti

ne

pε

nı af

et

Sa

th

pa

all

ev th

Cc

 ad

Qτ

me

be

 $_{
m the}$

acc

in

ect

tm

the

10.

eng

wi

the

coc

tm

the

car

the

tio

cor no

tar

Wa

wr de

cri

in the court below on the construction of the 14th Geo. III. ch. 83, sec. 10, are authorities in our favour. Thus, in "Ruiter vs. May (1) " a public testament, void by the contume, because it bore date the 17th, but was partly written on the following day, was held valid as an english will, being signed by the testator and attested by three witnesses. So, in "Lambert vs. Gauvreau (2), the will, though good as an english will, was void under the coutume. As to "Routier vs. Robitaille (3)." and "Clarke vs. Clarke (4)," neither ease seems to have decided anything as to a compliance with the requisites of the "Coutume," but both appear to have gone off on a different point. In "Methot vs. Methot," heard in 1863, the testament purporting to have been "dicté et nommé mot à mot," was prepared by one notary from notes taken down by another person as the testator's instructions, and brought by the notary ready prepared by him, and approved by the testator in the presence of both notaries, and read and reread, was annulled by M. Justice Stuart, the Judge of the Superior Court as not having been "dicté et nommé," as required by the "Coutume". Again, in "Bourassa vs. Bourassa (5) the testament on the face of it was perfectly regular in form, and purported to have been "dicté et nommé mot à mot" to one of the two notaries, both being present at the same time. The pleadings in that case were substantially the same as in the present case. The evidence of the notaries proved, that the testament was prepared, as here, by the principal notary, from previous instructions given him by the testator. It was read to the testator by one notary in the presence of the other and afterwards explained clause by clause, but not otherwise re-read by the primary notary to the testator, who declared that he understood and approved it. This testament was annulled by the Superior Court, and on appeal by the Court of Queen's Bench, on the ground, that it was not "dieté et nonmé," and was not re-read. This case conclusively establishes the following points: first, that the writing of the testament by one notary in the absence of the other is a cause of nullity, even on express instructions given by the testator himself; secondly, that its expressing the will and intention of the testator is not relevant to the question of the validity of the testament; thirdly, the exceeding strictness with which

⁽¹⁾ Cited in Lambert vs. Gauvreau, 5 R. J. R. Q., p. 244, et suprà, p. 411.

⁽²⁾ Suprà, p. 411.

⁽³⁾ I R. J. R. Q., p. 343, et supra, p. 431.

^{(4) 2} R. J. R. Q., p. 345.

^{(5) 17} L. C. R., 299,

th Geo. III. in " Ruiter ıme, because ie following rned by the Lambert vs. sh will, was bitaille (3)." ms to have requisites of on a different e testament mot," was own by anbrought by oved by the read and re-Judge of the né," as requi-Bourassa (5) ular in form. ot à mot "to ie same time. ie same as in oved, that the cipal notary, tator. It was e of the other not otherwise who declared nent was anthe Court of dieté et nomly establishes the testament cause of nultestator himl intention of he validity of

et suprà, p. 411.

even the re-reading of the testament is enforced, although in the actual case it was obviously unnecessary; and, lastly, that "equipollences" are inadmissible in such a case. Upon these grounds, and for these reasons, I submit, that the judgment of the Court of Queen's Bench of the 20th of June, 1865, setting aside the Appellant's "inscription en faux" was erroneous, and ought to be reversed; and the judgment of the Superior Court of the 5th of September, 1864, so far as it annulled and set aside the testament of the 18th of May, 1861, affirmed, because the alleged testament was not validly "dicté et nommé" by the testatrix to two notaries who passed the same, as required by the law of Lower Canada. It also bears a false date. It also contains an addition in a material part in the hand of some person other than the two notaries, who passed the same; moreover, the evidence to prove the custom alleged by the Respondent was illegal and inadmissible, and even if admissible, no valid custom was proved, neither did the Respondent appeal from the judgment of the Superior Court declaring the "moyens de faux" to be pertinent and admissible, and I contend that the judgment of the Court of Queen's Bench of the 18th of March, 1867, affirming the judgment of the 16th of May 1866, was erroneous, and ought to be reversed.

Mr. Wickens, and Mr. Langlois (of the canadian bar), for the Respondent: The testament in question was duly executed according to the practice and formalities required by the law in force in Lower Canada. The law which governed the ex ecution of wills, at the time of the execution of Mme Evanturel's testament, was the "Coutume de Paris," art. 289, and the imperial statute 14th Geo. III, ch. 83, which, by section 10, extended to the Canadians the power of making wills in the english form. The laws in France regulating the forms of wills are, first, the roman law; second, the canon law; third, the customs; fourth, the ordonnance of 1735; and fifth, the code Napoléon. In Lower Canada the 289th art. of the "Coutume de Paris," as reformed in the year 1580, prevails; and the statute, 14th Geo. III, ch. 83, sec. 10, as explained by the canadian act, 41st Geo. III, ch. 4. No doubt the 289th art. of the contume is the law to be looked to as governing this question, but the terms there used do not carry out the Appellant's contention. The formality expressed by the words," dicté et nommé," introduced by that art. does not imply, that the testament should be written by one of the notaries to whom it was dictated ("auxquels il est dicté,") nor that it should be written down at the time it was dictated. Neither is there any declaration that the will must be executed in the manner prescribed under pain of nullity. The "Ordonnance des testaments

de 1735," arts. 5 and 23, which was never in force in Lower Canada, as added to the above art of the custom the words," que les notaires ou l'un d'eux écriront les dernières volontés du testateur, telles qu'il les dictera." Before this ordonnance notaries were in the habit of getting their clerks to write down the testaments and prepared them in advance from verbal or written instructions received from testators. It is true, that the provisions of the "Code Napoléon" enjoyn that when the formalities there prescribed are to be acted on, they will be required to be strictly complied with, under pain of nullity, arts. 972, 1001; but there is no such provision in the "Coutume de Paris," which is alone to be looked at. It is so laid down in Ferrière, "Grand Coutumier," p. 104 et seq., where the "Arrêts" maintaining wills, less regularly executed than this, not even dictated by the testator to the notaries, are set out: Ferrière, "Coutume de Paris," tome 4, pp. 107, 133 (ed. 1714); Brodeau, sur Louet, tome 2, pp. 609, 613 (ed. 1762); Domat, Civil Law, (Trans. by Strahan), vol. 2, part 2, b. 3, tit. 1, sect. 3. pp. 17, 18; Rousseau de Lacombe, "Rec. de Jur.," voce "Testament," No 12; Berton de Fromental, p. 703; Rousseau de Lacombe, Commentaire de l'Ord. 1735. art. 23, p. 134; Furgole, "des Test.," t. 1, pp. 91-2; l'Ord. de 1775; Troplong, des Testaments, No 1547; Merlin, Rep. de Jur., voce Test., s. 2, § 2, art. 4, p. 615; Dalloz, t. 16, t. 4, c. 2, "De l'écriture par le The result of the evidence of the notaries and Casault in this case is entirely to destroy the second and third " moyens de faux " set up by the Appellants, which were, in substance, that the will bore a wrong date, namely, that of the 18th, on which it was executed, instead of the 16th when the original instructions were given by M. Petitelere, nor was the evidence, in reality, less damaging to the first "moyen de faux," by which the Appellants alleged, that the will had not been "dicté et nommé" to the notaries, as the law required. There is no complaint of the will not containing the intentions of the testatrix, and there certainly is no ground for the allegation, that Mme Evanturel at the time of the execution of the will was not of sound mind and perfectly capable of disposing of her property; moreover, the Appellants entirely failed to make out that any fraud was practised, or any constraint or undue influence exercised on the testatrix. (Their lordships intimated their wish that the argument should be confined to the general practice of Notaries in Lower Canada as to execution of wills.) The evidence of the experts establishes beyond doubt the fact, that the execution of the testament was in conformity with the long and unchallenged usage of notaries in Lower Canada; and such usage is good. Laws may be interpreted by usage or practice.

In ' nada of t in s exec vs. Smi is of of. a The eirc refe (6).was the it w that we I as t and of th deli \mathbf{S}

judg one the othe of t

> à l'e soien prése temp nota loi, a usage plié, de t C'est établ géné tude un n cont AYL juge

(2) (3) Lower Cawords," que ntés du tesnce notaries own the tesor written t the provihe formalibe required , arts. 972, ume de Pawn in Fere "Arrêts" s, not even : Ferrière, 714); Bro-Domat, Cit. 1, sect. 3, voce "Tesousseau de 134: Furoplong, des 'est., s. 2, § ure par le es and Caand third h were, in mely, that ad of the by M. Pemaging to ts alleged, e notaries, ie will not certainly irel at the mind and reover, the fraud was tercised on h that the ce of Noe evidence nt the exee long and

and such

r practice.

In "Desforges vs. Dufaux (1) it was held, that in Lower Canada a law may be abrogated by disuse, and that the provisions of the Ordonnance of 1498 and the Ordonnance de Blois, 1579, in so far as they require the presence of a second notary to the execution of a notarial act, have been so abrogated: "Motz vs. Moreau (2)." So, by the english law, "Lord Eldon, in Smith vs. Doe dem. Jersey (3), says, the practice of conveyancers is of considerable authority, and is to be taken judicial notice of, and Lord Mansfield did the same in "Rex vs. Loxdale (4). There are cases in Lower Canada in which wills executed in circumstances like the present have been maintained; they are referred to in "Routier vs. Robitaille (5); Clarke vs. Clarke (6)." We submit, therefore, that the dictation of the testament was in accordance with the spirit, and was not contrary to the letter of the 289th art, of the "Cout. de Paris," and that it was valid, and ought to be upheld under the terms of that art., even without reference to any supposed usage; and we maintain, that the authorities show, that a testament made as this is proved to have been, is in conformity with the law and customs prevailing in Lower Canada. The consideration of their lordships' judgment having been reserved, was now delivered by,

SIR ROBERT PHILLIMORE: This is an appeal against two judgments of the Court of Queen's Bench of Lower Canada, one of the 20th of June, 1865, which reversed the judgment of the Superior Court of the 5th of September 1864, and the other of the 18th of March 1867, which affirmed the judgment of the Superior Court of the 16th of May, 1866. The subject of these judgments and of the present appeal is the validity of

⁽¹⁾ Il est de pratique universelle, dans le Bas-Canada, que les actes notariés à l'exception des testaments, soient reçus par le notaire instrumentaire et ne soient contresignés par le second notaire qu'après leur confection et hors la présence des parties. Cette pratique a été constante et universelle depuis un temps immémorial. Cet usage fait que l'acte n'est pas faux, parceque le second notaire contresigne après coup. L'usage on la coutume peut interpréter la loi, ajouter à ses dispositions, les corriger ou les abroger. Pour établir un usage cinq choses sont nécessaires : il faut qu'il soit uniforme, public, multiplié, observé par la généralité des habitants, et réitéré pendant un long espace de temps. C'est alors seulsment que les usages forment un droit non écrit. C'est aux juges de décider, par le nombre et la qualité des actes, si l'usage est établi. La loi n'a pas de meilleur interprète que l'usage. L'usage quand il est général, peut abroger la loi. Toutes les lois sont sujettes à tomber en désuétude; et il est bien certain que, quand cela est arrivé, on ne pent plus tirer un moyen de cassation de la loi qui a été abrogée tacitement par un usage contraire. (Desforges et Dufeaux et al. C. B. R. Montréal, 9 décembre 1862, AVLWIN (dissident), DUVAL, MEREDITH, MONDELET (dissident) et BERTHELOT juges, 11 R. J. R. Q., p. 278.)

^{(2) 3} R. J. R. Q., pp. 20, 347, 369 et 408.

^{(3) 2} B. et B., 599. (4) 1 Burr., 446.

^{(5) 1} R. J. R. Q., p. 343, et suprá, p. 431.

^{(6) 2} R. J. R. Q., p. 345.

th

th

E

th

C

fo

pr

re

h

ta

in

re

nd

to

ele

di

ela

CI

th

to

De

in

th

th

or of

M

ar

ca

gi

M

61

111

er

or

la

110

th

in

the testament of the late Marie Anne Evanturel, widow, of Quebec. She died on the 10th of November, 1863, leaving five children surviving her, amongst whom were the Appellant, Emilie Malvina, wife of Edouard Rémillard, and the Respondent, the Hon. François Evanturel. These five children, if she had died intestate, would have been entitled in equal shares to her property. The suit was begun by a claim to the succession of Mme Evanturel, entitled "pétition d'hérédité," filed, by the present Appellants in the Superior Court of Lower Canada on the 7th of December 1863. In answer to this petition the present Respondent, on the 5th of January 1864, replied by a peremptory and perpetual exception in law ("exception péremptoire en droit perpétuelle"), by which he pleaded a testament made by his late mother, dated the 18th of May, 1861. To this exception the Appellants replied by a general answer and by a special replication, in which they impugned the validity of the testament on the ground of incapacity or undue influence (fraude, suggestion, captation, menaces, employées par le Défendeur). It may be convenient here to state that this allegation was disproved in the opinion of all the judges in the canadian courts, and has not been insisted upon before their Lordships. The Appellants in their special replication also relied on the invalidity of the execution of the testament. The mode of raising this latter issue is, according to the of France and Lower Canada, to enter, by permission of the law court, a process which is called "inscription en faux." The Appellants having duly obtained this leave, filed their moyens de faux, which were as follows: First, that the pretended testament of the 18th of May 1861, was not "dicté et nommé" by the deceased to two public notaries, as falsely asserted in the pretended testament. Second, that it was not "dicté et nommé" by her to two public notaries on the 18th of May, 1861, as falsely asserted in the pretended testament. Third, that an important part of the alleged testament, other than the preambule, was written and altered by some stranger's hand, other than that of the two notaries who passed the testament. It appears from the evidence that M. Petitelerc a notary, went to the testatrix, in obedience to a summons, on the 16th of May 1861; he found her alone: she told him that she desired to make her testament; she then and there expressed the dispositions and bequests which it was to contain. M. Petitclerc drew up a memorandum in which they were concisely stated; the testatrix then told him to prepare her testament in conformity therewith, and to send it to her in order to its being examined by her Counsel; he drew up the testament on the same or on the following day. Mde Evanturel, on the 17th, had an interview with her Counsel, M. Casault, whom

idow, of Queleaving five e Appellant, ind the Ree children, if equal shares o the succesrédité," filed, of Lower Cathis petition 864, replied ("exception e pleaded a 8th of May, y a general ey impugned neapacity or nenaces, emhere to state n of all the nsisted upon ecial replicaof the testaording to the ission of the n faux." The their moyens ie pretended é et nommé" asserted in ot "dicté et 18th of May, nent. Third, , other than ne stranger's ssed the testitelerc a nomons, on the him that she re expressed tain.\LM.\Peere concisely er testament order to its ie testament turel, on the

sault, whom

it appears that she had consulted on the subject of her will on the 15th and 16th of May; he wrote in the margin of the will an alteration, subsequently cancelled and re-written by the notary; and on the afternoon of the 18th of May, Mde Evanturel went to the office of M. Petitclerc, bringing with her the draft testament, which he opened, and on perceiving M. Casault's alterations drew his pen through them; he then sent for a brother Notary, M. Huot, who arrived; there was also present M. Casault, M. Petitelere then asked the testatrix what were the depositions which she desired to make, and she repeated in brief ("en raccourcis") as M. Huot says, "as if she had known them by heart," all the dispositions which are contained in the testament, though not exactly, it would appear, in the same terms and in the same order. M. Petitelere then read the testament; she suggested certain corrections, and the addition of the following condition attendant on the bequests to her Daughters: "Et quant à celle ou celles qui voudront " contester mon dit testament, le legs à elles fait de la dite " rente, soit non avenue et caduc." It appears that J. Petitelere then re-read the testament with the corrections and addition which have been mentioned; the testatrix then declared that she could not write, and what Mr. Justice Tas-CHEREAU calls the "énoncé sacramentel," the essential formula," was put in the following words: (his lordship read the attestation clause," ante," p. ...) It may be convenient here to dispose of the two "moyens de faux" which relate respectively to the date of the testament and to the alterations in a strange hand. It has scarcely been contended before this Court that the testament was "dicté et nommé" on the 16th of May; and such a contention, in their lordships' opinion, cannot be sustained. The question of the execution of the testament must be confined to the date of the 18th of May. With respect to the alterations in a strange hand, they are fully accounted for by the testimony of the witnesses, and can in no way affect the decision in this case. In the evidence given by the witnesses, MM. Petitelere, Casault and Huot, some discrepancies occur, and also in the two depositions of M. Petitelere made at different times; but their lordships entirely concur with the remarks of Mr. Justice Taschereau upon this subject, and are of opinion with him, that their discrepancies are insignificant, and do not affect the real and only question in this case, namely, the true construction of the law which governs the execution of this testament. There is no controversy as to what that law is. It is the 289th art. of the "Cout. de Paris," as declared by the parliament of Paris in 1580, and it is in these words: Art, 289." Pour réputer un " testament solennel, il est nécessaire qu'il soit écrit et signé

" du testateur; ou qu'il soit passé par devant deux notaires, " ou par devant le curé de la paroisse du testateur, ou son " vicaire-général, et un notaire : ou du dit euré ou vicaire et "trois témoins; ou d'un notaire et deux témoins; iceux " témoins, idoines, suffisans mâles et âgés de vingt ans accom-" plis, et non légataires ; et qu'il ait été dicté et nommé par le " testateur aux dits notaires, curé ou vicaire-général, et depuis " à lui relu en la présence d'iceux notaires, curé ou vicaire-" général, et témoins, et qu'il soit fait mention au dit testament, " qu'il a été ainsi dicté, nommé et relu, et qu'il soit signé par " le dit testateur, et par les témoins; ou que mention soit " faite de la cause pour laquelle ils n'ont pu signer." (Ferrière, tom. 4, p. 73-74). It is contended by the Appellants, that the provisions of this regulation have not been complied with, and that the testament is, therefore, invalid. They maintain that according to the true construction of that regulation, and especially of the words "dieté et nommé par le testateur aux "dits notaires," the testator must declare the dispositions which he desires to make, and that one notary, at least, if not the two, must then and there write down these dispositions, and that, unless this requisition of the law be obeyed, the testament is null. This construction of the Contume was adopted by Mr. Justice TASCHEREAU in the Superior Court of Lower Canada; and, accordingly, he sustained the "ins-"cription en faux," and pronounced against the validity of the testament. From this sentence an appeal was prosecuted to the Court of Queen's Bench of Lower Canada. That court reversed this decision, holding that the testament was duly executed. The court was composed of five judges: of these three, Chief Justice DUVAL, M. Justice AYLWIN, and M. Justice Meredith, delivered their judgments in favour of the validity of the testament, while two, M. Justice Drum-MOND and M. Justice MONDELET dissented and agreed with M. Justice Taschereau. From this sentence the present appeal has been prosecuted. The case has been fully argued before their Lordships, and we have now to deliver our opinion upon the true construction of the 289th art, of the Coutume de Paris in its application to the testament which is the subject of this litigation. Some pre'iminary observations occur which it will be well to mention in this place. First, that the language of this "Coutume," does not require in express terms that the will should be written by a notary at the time of dictation; though it does require that the will should be read over in the presence of the notaries and of the testator: and secondly, that there is no declaration like that which is to be found in the "Code Napoléon," that the formalities enjoined shall be observed on pain of nullity. In respect to these particula that ter this leur fers " ca " de . 101 " so " ui " ec " T for sho diet lang tion and vior the. the the

s. 4, judg of t tain rem The been side the und " re " el" es " l'e

live

Cod

Fer the " al " dé " pr " m

" fa

" tr

x notaires, nr, on son vicaire et ins: iceux ans accomnmé par le l, et depuis ou vicaire. testament. signé par ention soit ' (Ferrière, s, that the l with, and ntain that ation, and stateur aux lispositions least, if not ispositions, beyed, the utume was rior Court the "insie validity l was proer Canada. : testament ve indges; LWIN, and n favour of ice Drumgreed with resent aplly argued r our opiof the Courhich is the tions occur t, that the in express at the time uld be read tator: and ich is to be

es enjoined

these parti-

cular words "dicté et nommé," it appears to their Lordships, that they must be considered as conveying one idea, the latter word being only used to strengthen the former; and in this opinion their lordships are justified by the opinion of the learned Editor of Ferrière, and of the decision to which he refers: "La première chose à observer est, qu'il faut que le tes-" cament soit dicté et nommé par le testateur, sur quoi on a " demandé autrefois, si des mots équivalents suffisaient, comme " proferez de sa propre bouche, il a été décidé qu'ils ne suffi-" soient pas, la Coutume disant dicté et nommé; mais que si " un notaire ne mettoit que l'un des deux ou dictes ou nommés " comme ils sont synonimes, qu'il n'y auroit point de nullité.
"Tome 4, p. 133, ed. 1714)." It was admitted by the Counsel for the Appellants that it was not necessary that the notary should write "mot à mot" the dispositions of the testament as dictated by the testatrix, that he might put them in proper language and in proper order, and with whatever amplifications were necessary to give them, due legal force and effect, and that the testatrix might dictate from a written and previously prepared instrument. And their lordships are clear, that this view is correct, having regard both to the reason of the thing, and to the decisions which have been given upon the particular Contume, as well as those which have been delivered upon the far more rigorous language of the article in the Code Napoléon, which are collected in Dalloz, vol. 16, tit. 4, ch. 2, s. 4, art. 2, s. 2. ("De l'écriture par le notaire.) In forming our judgment upon the general construction of the Coutume, one of the primary considerations has necessarily been to ascertain, what was the mischief which this law was framed to remedy, and upon this point there is really no room for doubt. The authority of the commentator, Claude de Ferrière, has been much relied upon by both parties, and it is entitled to considerable weight in the explication of this law. After mentioning the various ways in which a "testament solennel" may be made under this contume, he adds: "Nôtre coutume outre cela " requiere dans les testaments plusieurs solemnitez, pour empê-" cher les fraudes et les suggestions. La première formalité " est, qu'il ait été dicté et nommé par le testateur à celuy qui " l'a reçû. La deuxième qu'il soit relu au testateur, et qu'il soit " fait mention qu'il a été dicté, et nommé, et relu. La " troisième, qu'il soit signé par le testateur et par les témoins." Ferrière," Cout. de Paris," tom. 4, p. 18 (ed. 1714). And again, the same author, speaking of a will made "ad interrogationem "alterius," says : "La validité d'un testament ainsi fait. " dépend beaucoup des circonstances, car les formalitez ne sont " pas requises dans les testamens, pour empêcher de tester, " mais pour empêcher qu'ils ne fassent contre la volonté et " l'intention des hommes, ainsi il paroît par les circonstances. " que la disposition faite ad interrogationem alterius, a été " l'esprit de celuy qui l'a faite, elle doit être confirmé, ainsi "cela dépend de la prudence des juges" (pp. 105-6.) This mischief of a fraudulent, or latse, or extorted, or even suggested disposition, instead of the genuine expression of the testator's wishes, is certainly not incurred where, as in this instance, the testator is asked what his wishes are, where he deliberately expresses them, and where the instrument which contains them, though previously written, is read over to and approved by him, Their lordships agree with the opinion of Mr. Justice TASCHEREAU on this point: "Il y a peu de doute que dans le " cas présent, le testament argué de faux en cette cause pré-" senterait à mon esprit une idée très forte de l'expression "vraie et complète des volontés de Mme Evanturel." The execution of this testament not having sinned against the mischief which the law was intended to prevent, the consideration next in order appears to be, what interpretation did this law receive from contemporaneous exposition? This exposition is derived from the "arrêts," or judicial decisions on the question. and is evidenced by the usage and practice of notaries public. First, in considering the various "arrêts" cited both in the courts below and at the bar before us, we must distinguish those in which the testament was merely acknowledged in the presence of two notaries, though twice read in their presence and approved by the testator, from the present case, in which there was an actual dictation by the testatrix of the whole of her testamentary dispositions, though the writing did not follow that dictation. Even with respect to "arrêts" of the former description, there are three reported by Ferrière: that of Machéco, in 1597; that of Pisany, in 1602; and that of Claude Pollaët, in 1616, which latter "arrêt" was also confirmed by the appelate court, in which the testaments, acknowledged indeed, and in the last case also signed by the testator in the presence of two notaries, but not dictated, were pronounced to be valid. It will be borne in mind that the date of the declaration of the Coutume, is 1580; these "arrêts," therefore, so far as their authority extends, have the force of a contemporaneous exposition. There are, it is true, on the other hand, various "arrêts" to be found in the books in which testaments acknowledged and approved by the testator in the presence of two notaries, and twice read over, have been pronounced null, on the ground of their not having been "dicté et nommé," according to the Coutume; but there does not appear to be one in which a testament dicté as this testament was, has been set aside on the ground, either that the dictation was insufficient or that the writ the 1 vs. F Com Just whic grou lenn and and in th sitio the s And went the is sa sider will en fa in F of th refle also The form uniu is, th cama rates in th that of th inter the donn " Co respe who. Thei into obse nets ques or or

(1

constances. erius, a été firmé, ainsi 05-6.) This suggested e testator's stance, the eliberately h contains l approved Mr. Justice me dans le cause pré-'expression curel." The st the misnsideration id this law position is ie question. ries public. ooth in the distinguish wledged in their preesent case, trix of the writing did arrêts" of Ferrière: and that is also conts, acknowhe testator were proit the date e " arrêts," he force of rue, on the books in the testaread over. r not hav-Coutume: testament

de on the r that the writing ought to have followed the dictation. And lastly, upon the point it is to be observed, that in the cases of "Robitaille vs. Bonneville and Routhier vs. Robitaille (1), decided by the Court of Queen's Bench for the district of Quebec, by Chief Justice SEWELL and M. Justice KERR in the year 1829, in which cases the testament was "inscrit en faux" on the ground that it was not legally executed as a "Testament solennel," that is, not "dicté et nommé" according to the law and as certified by the notary, M. Justice MEREDITH says, and no doubt with perfect accuracy: "The evidence adduced in that case has been placed before us, and from the depositions of the two notaries and other evidence, it appears that the second notary was not present when the will was written. And yet the will was held to be a good will. The case went to appeal, and was disposed of, as the Gentlemen of the Bar are aware, upon a different ground, and all that is said in the report respecting the point now under consideration is: The Court below, however, considered that the will had been regularly made, and rejected the "inscription on faux." There is no doubt that Jurists, both in Canada and in France, have differed upon the construction of this article of the Coutume. Their discordant opinions are more or less reflected by the conflicting decisions above referred to, and also by the difference in the practice of notaries in Canada. The interpretation put by the usage of these officers, who perform a public duty in the preparation of wills, is by no means unimportant; and the result of the evidence upon this head, is, that the practice of the leading notaries in the principal canadian towns of Montreal and Quebec, greatly preponderates in favour of the mode of executing a testament adopted in the case before us. It appears therefore to their lordships, that even if the french authority were admitted to be in favour of the stricter construction of the article in question, the latter interpretation has, both by decision and by long usage, acquired the force of law in Lower Canada. The 23rd art, of the "Ordonnance des Testamens" of 1735, and the 972nd art of the "Code Napoleon," have been referred to, and the decisions with respect to them were considered by the judges of the court below whose opinions were adverse to the validity of this testament. Their lordships do not thing it necessary or expedient to enter into an examination of these decisions. There is, however, an observation arising from the consideration of these two later acts of french legislation which is, perhaps, not irrelevant to the question before us. The ordonnance requires that the notaries or or of them, "écriront les dernières volontés du testateur

⁽¹ I R. J. R. Q., p., 343, et suprá, p. 431.

telles qu'il les dictera," and the article of the "Code Napoléon," that the testament "doit être écrit par l'un des notaires tel qu'il est dicté;" and a subsequent article provides that the prescribed formalities shall be observed under pain of nullity. The inference from the insertion of these additional formalities, and of the penalty by which they are guarded in this later legislation, is certainly not unfavourable to the liberal construction of the Coutume declared in 1580, under the authority of which the testament before us was made. After a careful consideration of the law, and of the authorities applicable to this case, inasmuch as it appears to their lordships, that the mode in which this testament has been executed is not obnoxious to the mischief which the Coutume intended to guard against, the testament being the expression of the undoubted wishes of the estatrix, and inasmuch as the force of contemporaneous exposition, embodied and continued in the practice of notaries down to the present time, is in favour of the validity of such an execution, an exposition in itself reasonable and sound, and having regard to the principle of the comparatively recent decision of the canadian courts in "Robitaille vs. Bonneville," their lordships will humbly advise Her Majesty, that the judgments appealed from ought to be affirmed, the validity of this testament pronounced for, and the costs of this appeal paid by the Appellants. (15 D. T. B. C., p. 321: 16 D. T. B. C., p. 353; et 6 Moore's Privy Counsil Rep. N. S., p. 75.

FORFEITURE.—CONDITIONAL LEGACY.—LEGATEE PROHIBITED FROM CONTESTING THE WILL.

PRIVY COUNCIL, 24th July, 1874.

On appeal from the Court of Queen's Bench for the Province of Quebec, Canada, (Appeal Side.)

Present: Sir James W. Colville, Sir Barnes Peacock, Sir Montague E. Smith and Sir Robert P. Collier.

The Honorable François Evanturel Defendant, (Appellant), and Dame Emélie Malvina Evanturel et viv., Edouard Remillard, Plaintiffs and (Respondents).

A testatrix, by her will dated the 18th May, 1861, gave the usufruct of her estate to her son, the Appellant, charged with certain annuities in favour of her daughters and sisters, subject to the following condition:

"Le veux et ordonne et ma rolonté expresse est que si mes dites filles, ou auenne d'elles, renait à faire soit directeme; t ou indirectement auenne démarche quelconque pour contester mon présent testament, qu'alors et dans ce cas u
mon
dans
celle
rente
Ou
pro t
will,

by fronta of inf Benc decided Thos befor Inter a annu plead

will y
separ
Sec
conte
finitif
Th
neith

bited

toget! unles

they

The

claus

canno upon the coment Suciu pra and v to rea for a cessfu

Semso lor so lor there Coo

lidity
of or
Evan
" ord
" auc
" tem

(1)

ode Napoun des noe provides mder pain Juese addi-

they are favourable d in 1580, ore us was und of the appears to ament has which the t being the ix, and ini, embodied the present tion, an exg regard to ion of the their lordjudgments

BITED FROM

of this tes-

al paid by

. C., p. 353;

ly, 1874.

ne Province

ACOCK, Sir LIER.

Appellant), :. Edouard

the usufruct in annuities owing condi-

dites filles, on nt aucune déors et dans ce cas mes dites filles, ou aucune d'elles qui voudraient ainsi chercher à contester non présent testament, soient prirées on soit prirée de tous droits quelconques dans ma dite succession, et de la rente riagère susdite, et que quant à celles ou celle qui roudrait contester mon dit testament, le legs à elle fuit de la dite rente soit non avenu et cadue; car telle est mon intention expresse."

One of the said daughters, her husband being co-Plaintiff with her proformd, by protracted litigation, unsuccessfully impugned the said will, as not having been duly executed, and as having been obtained by fraud and captation, and undue influence of the Appellant. They obtained a decree of the Superior Court, avoiding the will on the ground of informal execution, which was reversed by the Court of Queen's Bonch; the Superior Court then on remand dismissed the suit, having decided the issues as to fraud and undue influence against them. Those issues were finally abandoned by their counsel in oral argument before the Privy Council.

In an action brought thereafter by the Respondents (the said daughter and her husband) to recover from the Appellant, in respect of the annuity charged upon the estate as above, in which the Appellant pleaded a forfeiture thereof by the female Respondent under the penal

clause by reason of said litigation:

**Idel: Firstly, that on the evidence the suit which impugned the will was a suit of the wife, acting as a free agent, in respect of her separate close in action:

Secondly, that whether or not such penal condition attaches, if the contesting legatee desists from impugning the will before "jugement definitif," the Superior Court's decree of dismissal was such "jugement definitif."

Thirdly, that according to the true construction of the clause, it was neither void for uncertainty, nor contrary to good morals, nor prohibited by any positive law, nor contrary to public policy:

The 760th and 831st articles of the Civil Code of Canada must be read together; and by virtue of their provisions all conditions in a will unless according to the plain meaning and intention of the testator they be contrary to law, public order, or good morals are effective, and cannot be regarded as minatory only, or dependent for their application upon the discretion of the court. Such discretion is not conferred upon the courts by the Code, and though exercised by the old French Parliaments, has been since authoritatively condemned and repudiated.

Such a condition as that contained in the said penal clause can only, in practice, be applied where a will has been unsuccessfully contested, and would, therefore, be ineffective to protect an illegal disposition, or to render operative an invalid testament. It is not against public order for a testator to protect his estate and representative against unsuccessful attemps to htigate his will.

Semble, under English Law effect is given to a condition of forfeiture so long as it is a conditio rei licitw, if there is a gift over on breach thereof.

Cooke v. Turner (1) approved.

The main question decided in this appeal was as to the validity and legal effect of a penal clause contained in the will of one dame Marie-Anne Bédard, the widow of François Evanturel, which was in the following terms: "Je veux et ordonne et ma volonté expresse est que si mes dites filles, ou aueune d'elles, venaient à faire soit directement ou indirectement ancune d'marche quelconque pour contester mon

(1) 15 M, & W, 727.

wi.

of

tin

aut

pre

" p

" at

" le

" (]

" 01

" es

" d

" ne

" at

" h(

Vo.

" ne

" es

" ne

seco

gree

" en

" lo

" éte

" ple

" eoi

" di

" l'a

" l'b

" la

" con

de 1

the

judg

pur

has I

will

Say

is th

" ble

" la l

" doi:

" Cet

mer

" n-t-

" présent testament, qu'alors et dans ce cas mes dites filles, ou " aucune d'elles qui voudraient ainsi chercher à contester mon " présent testament, soient privées ou soit privée de tous droits " quelconques dans ma dite succession, et de la rente viagère " susdite, et que quant à celles ou celle qui voudrait contester " mon dit testament, le legs à elle fait de la dite rente soit " non avenu et caduc; car telle est mon intention expresse." Assuming it to be operative, the further question arose, whether the female Respondent, Dame Emilie Malvina Remillard, née Evanturel, a daughter of the testatrix, had thereunder forfeited her right to an annuity granted to her under the will, inasmuch as she, in conjunction with her husband had contested the validity and due execution of that will in a suit instituted by them to obtain a share of the succession as in case of intestacy. The decision of this latter question turned upon the nature of that suit and the part taken by the female Respondent therein. The circumstances under which the above questions arose, together with a history of the litigation in which the said will was disputed, are sufficiently set forth in the judgment of their Lordships, and need not be repeated here. The final decision in favour of the validity of the will was pronounced by Her Majesty in Council, in the month of March, 1869, in the case of Evanturel vs. Evanturel (1). The action in which this appeal was made was thereafter commenced on the 28th of December, 1869, by the Respondents in the Superior Court for the Province of Quebec in the Dominion of Canada, in order to recover the arrears with interest of the annuity from the Appellant, on whose estate, derived under the will, the same was charged. The Judge of the Superior Court (TASCHEREAU, J.) decreed in favour of the Respondents, with costs. On the 7th of December, 1871, the full bench of the Superior Court (MEREDITH, C. J., and Bossé, J., dissentiente Taschereau, J.) reversed this decision and dismissed the action. The judgment of the Chief Justice Meredith contains the following discussion of the french authorities upon the question whether the penal clause above set out is contrary to public order: "It needs no argument to shew that if a will from any cause whatever be null, it could not be made operative by a penal clause; and it is equally clear that a legacy prohibited by law could not be shielded by a penal clause; but I know of no authority or argument which would justify me in saying that a penal clause, such as that now under consideration, may not lawfully be made use of for the protection of a legal

Reported in Moore's P. C. Cases, vol. vi. (N.S.) 75; and Law Rep. 2 P. C. 462, and supra, p. 359.

s filles, ou æster mon cous droits te viagère contester rente soit expresse." ion arose, lvina Rehad thereher under r husband that w . the succesthis latter d the part cumstances er with a s disputed, Lordships, ı in favou Majesty id of Erentuappeal was December, or the Pron order to v from the I, the same ASCHEREAU, ts. On the erior Court HEREAU, J.)The judge following on whether order: "It any cause by a penal ited by law know of no in saying nsideration, n of a legal

and Law Rep.

will or bequest. Indeed, the learned writers cited in support of the judgment under review establish beyond doubt the distinction to which I have adverted. Merlin, the first of the authors cited in support of the judgment under review, expresses himself as follows: "Encore une fois, les dispositions pénales n'ont rien que de valable, de légitime et de conforme " aux principes de notre jurisprudence; mais cette règle admet " les mêmes exceptions que celle qui autorise un testateur à " disposer sons telles conditions qu'il trouve à propos. Comme " on rejette, dans les dispositions conditionnelles tout ce qui " est ou impossible ou contraire aux bonnes mœurs ou défen-" du par les lois, il faut pareillement rejeter et regarder comme " non écrites les clauses pénales qui ont pour objet des faits " au-dessus de la capacité de l'homme, deshonnêtes ou prohi-"bés." Merlin, Rep., vol. XXIII, p. 117 (tit. "Peine Test." No. V.) And, at the following page the same writer says: Le fait sur lequel roule la peine, est-il lieite et possible ou " ne l'est-il pas? Dans la première hypothèse la disposition " est valable, dans la seconde elle est nulle et considérée comme " non-écrite." Merlin, Rep. vol., XXIII, p. 118. Pothier is the second author cited in support of the judgment, and that great jurist expresses himself as follows: "Au reste, il fallait " en ce cas examiner avec grand soin qu'elle avait été la vo-" lonté du testateur, et si effectivement sa vue principale avait "été de punir l'héritier par le legs dont il le grevait, ou sim-"plement d'apposer une simple condition à ce legs; car, " comme dit la loi, 2 ff. de his quæ pæn. caus. pænam a con-" ditione voluntas testatoris separat. Justinien a abrogé " l'ancien droit, et a admis les legs pænæ causâ, dans le cas où " l'héritier ferait ou ne ferait pas quelque chose, pourvu que " la chose que le testateur ordonnerait ne fût pas une chose " contraire à l'honnêteté publique ou aux lois." L. un. cod. de his quae paen, caus. Pothier, vol. VI, p. 321. Furgole, the third author whose opinion is given in support of the judgment, refers expressly to the case when a will is null, par quelque défaut de formalité,' so that the passage quoted has no bearing upon a case such as the present where the will is in all respects unobjectionable. What Furgole does say (according to my view) bearing upon the present case, is this: "L'effet de la churge ou condition de ne point trou-" bler un légataire ou un co-héritier, à peine de privation de " la libéralité faite à celui ruquel la condition a été imposée, " doit être réglée sur les principes que nous avons établis. "Cette condition n-t-elle un manyais motif? A-t-elle pour " fondement un fait prohibé par la loi ou contraire aux bonnes " mœurs ! il faut la rejeter sans balancer. Mais au contraire, " a-t-elle un motif juste, raisonnable, ou un fo't que n'n rien

" t

" (

" (

" 11

Sag

Suc

me

 ed

" е

cal

l'oi

pla

tra

une

SOU

CO1.

La

suc

" st

" tr

" tr

" d'

" te

" pe

" u

" he

" at

" de

" ef

" de

" eo

In t

" en

" de

" 28 " l'a

" gá " de

" la

" m

" te:

" la

" un

" :u

Dass

" de contraire aux lois ni aux bonnes mœurs? il faut l'exécu-" ter et lui faire opérer tout l'effet que le testateur y a attaché, " et de la manière qu'il l'a ordonné; parce qu'une telle condi-"tion n'affecte pas moins la libéralité à laquelle elle est atta-"chée que les autres espèces de conditions auxquelles la loi " fait opérer leur effet de plein droit, ainsi que nous l'avons " expliqué a 1 tome 2, chap. 7, sect. 4, nombre 113 et suivants. " Voilà pourquoi on ne doit avoir aucun égard à l'opinion de " quelques auteurs qui ont prétendu que ces sortes de clauses " ne devaient opérer aucun effet, ou qui ont si fort resserré " leur effet par des restrictions ou des limitations qu'elles " deviennent presqu'inutiles, parce que les sentiments de ces "auteurs sont visiblement contraires aux véritables règles." Furgole, vol. IV, p. 213. And at p. 207 the writer, in a few words, places the matter in a very clear light: "Toutes les " difficultés sur la matière des dispositions pénales se ré-" duisent à ce point vertical et décisif : on le fait qui sert de "fondement à la peine est licite et possible, ou ne l'est pas; " an premier eas la disposition est valable et efficace, au second " cas elle est inutile et considérée comme non-écrite." The only other authority from the old law quoted in support of the judgment is a passage from Roussenu de Lacombe, and in the following number the writer says: "Mais l'apposition de la " peine est permise pour soutenir une disposition licite en sa " forme et en sa substance, et pour empêcher un obstacle in-"juste à sa disposition licite." Rousseau de Lacombe, p. 745. I now pass to the consideration of the modern french authorities bearing upon this point, and these authorities also I find I cannot view in the light in which they have been regarded in the judgment under consideration. The opinion of Larombière is referred to in that judgment as follows: "M. " Larombière, en son 3me volume de la Théorie des Obliga-" tions, No, 3 et p. 3, nous dit, qu'une telle clause est frappée " d'une nullité radicale et absolue, comme contraire aux lois, " aux bonnes mœurs, ou à l'ordre publie, et que le maintien " d'une telle clause aurait pour résultat indirect de maintenir " des dispositions nulles et de faire ' aude à la loi. Il fait " cependant subordonner le rejet de la elause pénale au succès " du contestant, qui, dit-il, plaide à ses risques et qui ne le fait "impunément qu'à la condition de gagner son procès." The passage in Larombière which seems to be referred to in the judgment is in the following terms: "Il convient alors d'ap-" pliquer les dispositions de l'article 900 aux clauses par les-" quelles un donateur ou un testateur enjoint à ses héritiers, " donataires ou légataires, de respecter ses libéralités, et de ne " pas attaquer l'acte qui les contient, sons peine d'être déchus " de tous les droits suivant lesquels ils ont été appelés à y parut l'exéeuz a attaché, elle condiest attaelles la loi ous l'avons t suivants. 'opinion de de clauses rt resserré ns qu'elles ents de ces les règles. r, in a few 'Toutes les ales se réqui sert de e l'est pas; e, au second " The only port of the and in the sition de la licite en sa obstacle inrbe, p. 745. french auiorities also have been e opinion of llows: " M. des Obligaest frappée re aux lois, le maintien le maintenir ı loi. Il fait de au succès ul ne le fait proces," The ed to in the alors d'apuses par lesses héritiers, tés, et de ne 'être déchus

elés à y par-

" ticiper. La clause pénale sera par suite réputée non-écrite, " comme le serait la condition simple lorsqu'elle aura pour " objet d'assurer l'exécution d'une disposition qui est frappée " d'une nullité radicale et absolue, comme contraire aux lois, "aux mœurs, on à l'ordre public." The meaning of the passage, as I understand, is not, as the judgment supposes, that such a clause is radically null as being contrary to law, good morals, and public order, but that such a clause is to be deemed null, "non-écrite, lorsqu'elle aura pour objet d'assurer l'exé-" cution d'une disposition qui est frappée d'une nullité radicale et absolue, comme contraire aux lois, aux mœurs, ou à l'ordre public." Larombière, vol. III, p. 3. Therefore it is plain that what is spoken of by the author as being contrary to law and good morals is not, as the judgment under view supposes, the penal clause, but the illegal object sought to be enforced or protected by such a clause. The commencement of the same number shews beyond doubt that Larombière is of opinion that the introduction of a clause such as that in question in a will is perfectly legitimate. "La " stipulation d'une clause pénale peut avoir lieu dans un tes-" tament aussi bien que dans un contrat. La volonté du tes-" tateur n'est pas plus gênée dans son expression que celle " d'un contractant, et les principes qui le régissent sont exac-" tement les mêmes. Ainsi un testateur peut valablement, " pour mieux assurer l'exécution de son testament, apposer "une clause pénale par laquelle il prive ses légataires ou "héritiers de tout ou partie du legs ou de l'hérédité s'ils " attaquent ses dispositions. Cette condition n'a en soi rien " de contraire aux prohibitions de la loi civile. Qu'importe en "effet que le 'estateur les prive ainsi conditionnellement " quand il peut ne leur rien donner du tout? Maître absolu " de sa succession, il peut en disposer de la manière qui lui " convient le mieux sans que nul soit fondé à s'en plaindre?" In the judgment under review it is also said: "M. Demolombe " en son Cours du Code Napoléon, vol. XVIII, étant le vol. I, " des Donations entrevifs et testamentaires, aux Nos. 283, 284, " 285 et 286, déclare une telle clause nulle et illégale ; car, dit-il, " l'accomplissement de ces solemnités n'est pas seulement exi-" gé dans l'intérêt des héritiers, elle est aussi, dans l'intérêt " des testateurs, une gaunntie essentielle de la sincérité et de " la liberté de leurs dispositions; et il ajoute au No. 286 que, " malgré une telle clause les héritiers peuvent attaquer un " testament pour cause de captation : et il cite la décision de " la Cour Suprême (Cassation du 27 mars, 1855) déclarant " une telle clause comme non écrite et contraire aux lois et "aux mœurs." The extract from Demolombe in the above passage is taken from No. 285 of his work, where he refers

to the case of a will "qui ne serait pas revêtu des solemités " exigées par la loi," and therefore, in my opinion, is inapplicable to the case before us, in which all the formalities required by law have been observed. The arrel of the 27th of March. 1855, referred to in the same passage of Demolombe, concludes with these words (which Demolombe has placed in italies): "Sauf à voir ultérieurement si cette clause pénale devrait ou "non leur être appliquée," as to which he immediately adds : "Cette dernière partie du considérant de l'arrêt témoigne " que, s'il était décidé que le testament qui a été attaqué pour " cause de captation était l'œuvre de la volonté libre du testa-" teur, la clause pénale devrait être appliquée à l'héritier qui " aurait succombé dans sa demande et qu'il n'en pourrait être "affranchi qu'en réussissant." (Comp. Cass., 1845, Mounier Dev., 1846, 1, 5; voy. les conclusions de M. l'Avocat Général Delangle.) And Demolombe adds: "Et telle est en effet la doc-" trine qui nous paraît devoir être admise, lorsqu'il s'agit d'une " action en nullité qui était fondée sur un motif d'ordre pu-" blic. (Comp. Aubry et Rau sur Zachariæ, tom VI, p. 6) 288. "Bien plus! lorsqu'il s'agit seulement d'une action en nullité, " fondée sur l'intérêt privé de l'héritier, il n'y a pas à considé-" rer s'il a réussi ou s'il a échoué, et il suffit en général, à " moins de circonstances particulières qu'il ait contrevenu à la " défense qui lui avait été imposée par le disposant d'attaquer "l'acte par lui fait, pour que la clause pénale doive lui être " appliquée. C'est que, alors, comme il ne s'agit que de son " intérêt privé, c'est à lui de faire son option comme il l'en-" tendra, et il la fait à ses risques et périls." Ricard toutefois s'exprimait ainsi : " Il est pourtant véritable que dans l'évène-" ment, nous avons coutume de prendre ces peines écrites dans " un testament pour comminatoires; et on se contente d'adju-" ger simplement le legs à celui auquel il est fait, sans le profit " de la peine." (Loc. suprà, No. 1548.) Demolombe then gives his own opinion thus: " Nous ne voudrions pas avancer une " telle proposition; et nous pensons au contraire que le profit " de la peine doit être adjugé, lorsque l'héritier a manqué à la " condition que le testateur lui avait imposée de ne pas atta-" quer son testament; rien n'empêchant, disait Ricard lui-"même (No. 1547), que les volontés lieites des testateurs " soient défendues par des conditions pénales légatoires. Seule-" ment il y a lien d'examiner en fait, dans quel cas le légataire " aura effectivement manqué à cette condition. (Comp. Cass. " 5 juillet 1847, Florin, Dev., 1847, 1, 839)." Demclombe, vol. I, Donations et Testaments, No. 288, p. 319. It seems to me, therefore, sufficiently plain not only that Demolombe cannot be regarded as holding such a clause to be illegal and null: but, on the contrary, that according to the opinion of that

wr leg leg his opp SH tisc the une Cor ing stn " r " V(" ap " sc " Sa " So " ne " **c**o " at

not
" co
" ne
And
opin
the
the
beque
that

Ind

judg

that

he 1

men (1) (2)

mon

the

gley

(3) (4)

(5)

solennités is inapplies required of March, , concludes in italies) : devrait ou tely adds : témoigne taqué pour e du testaiéritier qui urrait être 5, Mounier at Général effet la cloeagit d'une l'ordre pu-, p. 6) 288. en nullité, à considéı général, à revenu à la d'attaquer ve lui être que de son nme il l'end toutefois ıns l'évèneécrites dans nte d'adjums le profit then gives vancer une ue le profit ianqué à la e pas atta-Ricard luitestateurs ires. Sculele légataire lomp. Cass. lombe, vol. ems to me, nbe cannot

l and null : iion of that writer, such a clause is legal, if used for the protection of a legal bequest, and that it ought to be enforced where the legatee has really acted in opposition to the conditions of his legacy. The opinion of Troplong is, it is admitted, opposed to the judgment under consideration, but I desire, nevertheless, to quote a short passage from his treatise on donations and wills, which gives, in a few words, the opinion of that distinguished jurist as to the question under consideration. After referring to the arret of the Court of Cassation, of the 22nd of December, 1845, maintaining the validity of a clause such as that now before us, Troplong states his own views thus: "Je pense que cet arrêt servira de "règle à l'avenir. Il n'y a rien de plus respectable que la "volonté d'un testateur qui cherche à prévenir les procès "après sa mort, et oppose un frein à l'esprit contentieux de " son héritier. La clause pénale doit donc produire ses effets " salutaires, et telle est la décision de Justinien, qui, repous-" sant d'anciennes subtilités, vent que toutes les peines pro-" noncées par le testateur soient exécutées quand elles ne " conduisent à rien de honteux, d'impossible, et de contraire "aux lois." Troplong, Don. et Test., vol. 1, p. 282, No. 265. Indeed of all the modern writers quoted in support of the judgment under review, I know but one, Zachariæ, who holds that a clause such as that in question ought, in all cases, to be held illegal; and his editors, Messrs. Massé and Vergé, do not seem to share his opinion, for they add in a note: "La " condition de ne pas attaquer un acte nul quand cette nullité " ne touche en rien à l'ordre public, n'a rien que de lieite." And they cite a number of authorities in support of that opinion. Zachariæ, vol. III, p. 181, note 14. The decisions of the French Courts, with hardly an exception, agree in holding the clause in question, when used for enforcing a valid bequest or will, to be indisputably legal, and it will be found that in a great number of those cases the penal clause was strictly enforced." See Montal vs. Richard (1); Monnier vs. Duquesnel (2); Regnier vs. Regnier (3); Moreau et al. vs. Dumontier (4); Eschalie vs. Eschulie (5)." On the 8th of June, 1872, the Court of Queen's Bench (Duval, C. J., Drummond, Badgley, and Monk, JJ., Caron, J., dissenting,) reversed the Judgment of the Superior Court. They held that the Respondents

⁽¹⁾ Sirey, 1843, vol. 1, p. 374.

⁽²⁾ Sirey, 1846, vol. 1 p. 6.

⁽³⁾ Dalloz, 1849, vol. I, p. 253.

⁽⁴⁾ Dalloz, 1858, vol. I, p. 26.

⁽⁵⁾ Dalloz, 1863, vol. 1, p. 36; 1867, vol. II, p. 36.

" e

" J

" n

" el

" ir

" d

" († " **f**c

" p

" ei

" se

and

in

" co

" pu

este

Fur

of I

the

upo

DOW

dra

the

cont

thos

to s

" ab

" dé

" ve

" me

" dé

give

in tl

thes

ovei

not;

tion

Riea

the

" rei

" qu

" cut

" set

рr

" qı

had not forfeited their right to the annuity by disputing the capacity and freedom of the testatrix, because such forfeiture could only be worked by reason of objections to the will which were prosecuted to final judgment; while the objections in this case had been voluntarily abandoned at the argument before the Privy Council, though not until after they had been overruled by unanimous judgments in both the Canadian Courts. They held, also, that the Respondents had not forfeited the legacy by contesting the due execution of the will, because a penal clause prohibiting such contest would be against public policy, and was at any rate only enforceable at the discretion of the court, and should not be enforced in the present instance, since there had been good grounds for doubting if the execution were valid. The judgment of Badgley, J., who delivered the judgment of the majority of the court, contains the following discussion of the french authorities upon the question whether the clause is contrary to public order. "It is abundantly evident from the french law authorities generally that a testamentary condition which would prevent the contestation of an informal will was absolutely null and held to be unwritten, as well by the old law itself as by its declared provision set out in the declaratory enactment of the 760th code article. "Les forma-" lités sont réglées par la puissance de la loi, et personne ne " peut se soustraire à cette puissance, ni faire par quelque " précaution que se soit, que les lois ne puissent pas avoir lieu "dans son testament;" so held by arrêt of the 28th of August, 1708, vol. V, Journal des Audiences, eh. 42, liv. 8. Such a condition in itself is rejected as a legal nullity, and as being beyond the legal capacity of the testator, and according to the terms of the 760th article, in a will such a condition is considered as not written, and does not annul the disposition: " la disposition est considérée comme pure, et elle n'en est pas " moins valable parce que la condition est regardée comme 'non-écrite," says Furgole, vol. II, p. 114. Ricard, at No. 1544. says: "On demande si le donateur ou le testateur peut inter-" dire aux personnes qui ont intérêt de les combattre, la fa-"culté de le pouvoir faire, et ce directement en l'ordonnant "ainsi, ou indirectement par apposition de peine; à mon " avis, ou les moyens par lesquels la disposition peut être " contestée regardent la forme, ou la substance et la na-"ture; au premier cas l'interdiction du défunt ne peut ja-" mais être d'aucune conséquence, parce qu'il n'est pas en " son pouvoir de faire que les solennités de l'acte qu'il a " passé, qui sont établies par les lois par force de droit "public, n'y soient pas observées." Furgole is of the same opinion: he says vol. IV, p. 475: "Si dans un testament qui

puting the forfeiture the will the objecat the arafter they both the ndents had cecution of ch contest rate only uld not be been good The judgof the maion of the e clause is it from the cary condin informal as well by out in the Les formaersonne ne oar quelque s nvoir lieu he 28th of i. 42, liv. 8. lity, and as l according condition is lisposition: i'en est pas dée **c**omme t No. 1544, peut interittre, la fa-'ordonnant ie; à mon peut être et la nane peut jast pas en cte qu'il a e de droit the same

tament qui

" est nul par quelque défaut de formalité, le testateur dit: " Je veux que mon testament soit exécuté, et si quelqu'un de " mes successeurs légitimes l'attuque pour le faire casser, j'ins-" titue héritier un tel hôpital; une telle disposition sera nulle " et inutile, quand même par quelque privilège de l'héritier " institué en cas de contravention, le testament ne manqueruit " d'aucune formalité pour le faire valoir à son égard, parce " que les solemnités du testament sont de droit public, que les " formalités en sont réglées par la puissance de la loi, et que " personne ne peut se soustraire à cette puissance, ni faire par " quelque précaution que ce soit que les lois ne puissent pas " avoir lieu dans son testament. C'est ce qui a été très judi-" ciensement observé par M. l'Avocat Général de Fleury, dans " son plaidoyer lors de l'arrêt du 28 août 1708," above cited; and Furgole adds that this nullity applies to penal dispositions in conditions contrary to the law, that is, contrary to "les "coutumes ou les usages qui ont force de loi, parce que la " puissance est toujours la même." Ricard, who was a highly esteemed Jurist under Customary Jurisprudence, has supplied Furgole, who was a Jurist under the Civil Law Jurisprudence of France, at Toulouse, a province de droit écrit, governed by the Reman law, with much of his, Furgole's, textual learning upon the general law of wills; and Ricard, discussing the power of attaching conditions to testamentary dispositions, draws the distinction between conditions as to the validity of the will itself and those as to the validity of the disposition contained in the will. He gives instances of both, and amongst those of the former, where the intention of the condition was to sustain the will as it was, he says: "Où la disposition est " absolument pénale et se renferme seulement dans la peine prononcée par le testateur, c'est-à-dire qu'il se voit que sa " défense a été de faire subsister sa volonté contre la loi, Je " veux que celui qui disputera mon testament et les legs par " moi faits demeure privé de ma succession et que sa part soit " déférée à mes héritiers." Compendious as is this example given by Ricard, it is the type of the penal clause contained in the will of Madame Evanturel. The only difference between these two penal conditions is, that Ricard's expressly gives over the legacy which that in the will of the testatrix does not; both are in general terms, and express a general intention that the will must be sustained, and the conclusion of Ricard as to his example must, being in like case, conclude the Evanturel condition. Ricard says, "Pour lors comme on ne " remarque dans cette disposition qu'un esprit d'arrogance et " qui se vent élever au dessus de la loi, pour empêcher l'exé-" cution de ce qu'elle permet et de ce qu'elle a ordonné, une e semblable disposition qui n'a d'autre but que de détruire la

" la loi est censée comme non-écrite et on n'y a aucun égard." Furgole holds the same betrine, and, as already observed by him, such a general penal condition has no effect, and hence, " lorsque la condition est rejetée ou remise par la disposition " de la loi, la disposition est considérée comme pure, et elle " n'en est pas moins valable parce que la condition est regar-" dée comme non-écrite." Merlin, and other french jurists of eminence, have adopted the same opinion. A good deal of ineicial conflict arose in the Court below as to the power and right of attaching penalties to testamentary dispositions, which, as a rule of law, seem to admit of no doubt, as Pothier, in his vol. VI, p. 321, says: "Pourvu que la chose que le " testateur ordonnerait ne fût pas une chose contraire à l'hon-" nêteté publique ou aux lois; " and Merlin, vol. XXIII, Répertoire, p. 117, holds the same opinion. After stating that penal clauses may be attached to such dispositions, he adds, "Il faut pareillement rejeter et regarder comme non-"écrites les clauses pénnles qui ont pour objet des faits au-" dessus de la capacité de l'homme, déshonnêtes ou prohibés." The amending legislation above referred to did not interfere with this common law power, nor have the declaratory articles of our code done so. Such conditions for protecting valid bequests are fully recognised by the law, but do not effect this case, the contention here being not the validity of a bequest, but the alleged obnoxiousness of a will against the formal requirements of the common law in force here, which could not prevent the impugning of a will for informality. The fallacy upon which the adverse judgment below rests is in considering the penal clause as inserted for the mere protection of the usufructuary bequest, which is perfectly legal in itself, and has not been questioned, and required no such protection if the will was valid, whereas the penal clause was altogether apart from that disposition, or any particular disposition of the will, and affected the validity of the notarial will as a legal instrument. Furgole in his vol. IV, pp. 470, 471, refers to this, and after mentioning an arret of the parlement de Paris, of the 23rd of April, 1709, vol. V, Journal des Audiences, which enforced the execution of a will notwithstanding the penal disposition in it, observes that penal dispositions are valid in the same way as simple conditional dispositions: "que pour cette validité, il faut considérer " la qualité des faits qui sont le fondement de la peine," as penalties contrary to law in conditional dispositions are rejected and held as unwritten, so also they are rejected and held as unwritten in wills, "parce que l'on doit décider de " leur validité (les dispositions pénales) par la qualité de la " condition, et non par la peine qu'elles renferment, à cause

" qt " Ce " ve " fa " nii " eo " III4 " pe " ga the doit lt is tend test to la ferin wills will " Un

" que

" tio

" fai

" me " par " tra " lois also " Pei "l'ex " lit " hér " tion " just " de l " sée ces th ten; with

Conno Mr. after Respo contes hibited

is by

favou

Queer

un égard." served by md hence, lisposition ure, et elle est regari jurists of lent of jupower and ispositions, ns Pothier, iose que le ire à l'hon-XXIII, Réer stating ositions, he omme nons faits auprohibés." ot interfere ory articles cting valid t effect this a bequest, the formal which could mality. The w rests is mere profectly legal ed no such elause was ticular dishe notarial V, pp. 470, eret of the V, Journ of a will serves that uple condit considérer ı peine," as ons are reeje**ct**ed and décider de ualité de la

nt, à cause

" que la peine seule ne fait pas obstacle à leur validité, etc. " Cependant la disposition pénale ne doit pas profiter en fa-^e veur de qui elle est faite, lorsque la peine est fondée sur un "fait, etc., etc., contraire aux lois on aux bonnes mœurs: " mais la chose doit demeurer à celui qui était chargé du fuit " contraire aux lois, à cause qu'il est dispensé par les lois " mêmes de remplir ce fait, et qu'il ne doit souffrir aucune " peine à raison de l'inexécution, parce que la loi même l'en "garantit," concluding that the penalty is profitless when the fact upon which it is founded "est tel qu'il ne pent et ne doit etre vempli; "in other words, a conditio rei non ligitar. It is evident, therefore, that the clause in question which tended to prevent, "directement on indirectement," the legal test of the validity of an alleged informal will was contrary to law and public order, "aux lois et à l'ordre public," interfering with a question of "intérêt général," formalities in wills being public juris; and the rule would hold even if the will should be found to be formal, for, repeating Furgole, " Une telle disposition sera nulle et inutile, quand même par " quelque privilège de l'héritier institué, en cas de contraven-" tion, le testament ne manquerait d'aucune formalité pour le " faire valoir à son égard, parce que les solennités du testa-" ment sont du droit public, que les formalités en sont réglées " par la puissance de la loi, et que personne ne peut se sous-" traire, ni faire par quelque précaution que ce soit que les "lois ne puissent pas avoir lieu dans son testament;" and so also held by Pollet, cited approvingly by Merlin "verbis "Peine Testamentaire", pp. 193-4, "pour assurer," dit Pollet, " l'exécution de ses dernières volontés, on prend ordinairement " la précaution d'imposer la peine de privation à ceux des "héritiers qui entreprendront de les débattre. Cette précau-" tion est aujourd'hui sans effet; l'héritier qui se pourvoit en " justice contre la disposition du défunt, n'encourt pas la peine " de la privation à moins que la poursuite ne puisse être accu-" sée d'une caloumie toute évidente." Under these circumstances the penal clause in the will should be regarded as unwritten; this is a conclusion of fixed law entirely unconnected with judicial interpretation, and therefore the annuity legacy is by law a pure and unconditional disposition existing in favour of the legatee." From this judgment of the Court of Queen's Bench the Defendant appealed to Her Majesty in Conneil.

Mr. Benjamin Q. C., and Mr. Bompas, for the Appellant, after referring to the evidence on the record to show that the Respondent was a free agent in the litigation instituted to contest the will, that the litigation was of the character prohibited by the penal clause, and that therefore the Respon-

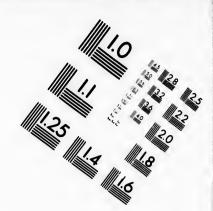
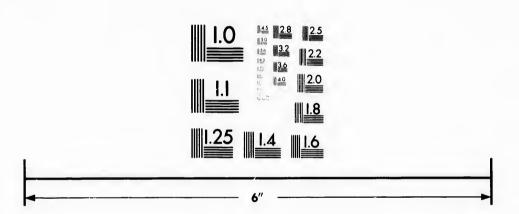


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STATE OF THE STATE

.*

iı

P

W

in

te

re

us

fr

th

at

jel

Pa

77

p.

de

Di

the

as

(3)

del

 J_A

Re

bei

the

hef

gav

for

pay

unc

siti

(1

(2

(3)

(4)

(5)

(6)

dents were within its operation, contended that the said clause was valid. They relied upon the reasoning of MEREDITH, C.J., given above. As to the old law, Ricard, p. 817, vol III, c. 12, No. 1547, was absolutely conclusive. They referred also to "Civil Code of Canada," Article 760. The testatrix had given her whole estate, subject to a charge, on condition that her daughters were to elect, either to take the annuity and acquiesce in the will, or, if they attacked the will, to lose the annuity. The question was, whether the condition imposed by the clause was illegal. If the purpose which a condition is intended to subscrive is lawful, then the condition itself is lawful; if the purpose is unlawful, so also is the condition unlawful. This condition would be illegal if it were designed to prevent a person from attacking an illegal or immoral will. See Civil Code, Article 831. You cannot effect a purpose which is contrary to law, good policy, and good morals, by a penal provision. By the Roman law a testator who could not take away his property from his heir imposed a charge upon it with a penal provision. If that was merely to annoy the heir it was nugatory, if otherwise, valid. See Pothier, vol. VI, p. 321, tit. "Testament," ch. 2, art. 3. And according to the true meaning of the French autorities cited in reference to a penal clause it follows that if a testator says: "I have done my best to make a valid will, and, although I may have failed, any one who disputes it shall lose his legacy," that is a valid condition. [Str B. Peacock: You mean that a testator may lawfully say, that a person who wastes my estate by litigation, and exposes family affairs to my prejudice, is not an object of my bounty.] The Code Napoléon has not altered the law as laid down by the authorities. See Art. 900, and cases and authorities cited by Sirey in his note thereto. Moreover, the condition in this case has all the effect of a gift over, for the estate is given subject to a charge, which charge is extinguished if the legatee in whose favour it is made attacks the will. See Cooke vs. Turner (1); Jarman on Wills, vol. II, p. 52, 53; Redfield on Wills, Part II, p. 679, No. 34. The passages cited by Mr. Justice Badgley, from Story's Eq. Jurisprudence, vol. I, § 290, and vol. II, § 1318, refer, one to a condition in restraint of marriage, which is known to be illegal, and the other to the difference between a penalty in a bond and liquidated damages, and are no grounds for holding that this condition is, as he says, minatory only, and not to be put in operation.

Mr. Bowring, for the Respondent contended, on the evidence, that the female Respondent had not been a party to

^{(1) 15} M. & W. 727.

the contentious litigation regarding the will in the sense of

actively desiring herself to dispute the will. Her husband was

not merely a formal party Plaintiff, but had a clear interest

in the suit as the administrator of his wife's estate under the

Code Napoléon. The action was taken by him alone, without

the consent of his wife: Dunne vs. Dunne (1). As to the

penal clause, it was void for uncertainty; e g,, the phrase "directement ou indirectement." It must be construed as a

whole, and no effect could be given to a prohibition against

indirectly taking any step to dispute a will. It is impossible

to define what the testator meant by "indirect contestation."

Such a condition is *strictissimi juris*, and must be clear and

certain in its terms. See *Fillingham* v. *Burnlay*, (2), in reference to heir and residue, and 2 *Jarman* on, Wills (1861), p. 13,

as to conditions subsequent. He referred to passages in the

french authorities which distinguish between a condition of

this nature affecting the whole testament and a condition

affecting a particular clause in it: 1 Furgole, sect. 13; 2 Bourjon, "Droit Commun de la France," Pt. V, c. 1, pp. 343-363,

pars. 1, 2; 1 Ricard, "Traité des Donations," c. 12, pp, 769,

770, pars. 1543-1548; 4 Furgole, p. 250, s. 133; 1 Furgole,

p. 532, s. 126; Rousseau de la Combe's "Recueil de Jurisprudence," p. 311; 1 Furgole, 542-546; Merlin's "Répertoire de Droit," vol. IX, p. 227. As to the English authorities upon

the question of a condition being treated as minatory only, or

as void in the absence of a gift over, he cited Cooke v. Turner (3): Cooke v. Turner (4): Cooke v. Turner, Cooke v. Cholmon-

ol III, c. 12, rred also to x had given ion that her nity and acto lose the imposed by condition is tion itself is he condition ere designed l or immoral effect a purnd good mor a testator heir imposed was merely e, valid. Sec art. 3. And torities cited testator says: d, although I se his legacy," mean that a o wastes my to my preju-Napoléon has ties. See Art. in his note all the effect to a charge, whose favour (1); Jarmannrt II, p. 679, ADGLEY, from bl. 11, § 1318. age, which is ice between a re no grounds linatory only,

e said clause

верітн, С.J.,

The judgment of their Lordships was delivered by Sir James W. Colville: The Appellant is the son and the female Respondent a daughter of Dame Marie Anne Bédard, who, being then the Widow of the late François Evanturel, died on the 18th of November, 1863. By her solemn testament, passed before two notaries, and dated the 18th of May, 1861, she gave the usufruct of all her estate to her son, the Appellant, for his life, but, "à la charge" or subject to the obligation of paying a life annuity of £25 to each of her four daughters, and two smaller annuities to her sisters. Subject to this disposition the testatrix bequeathed "la propriété de ses dits

deley (5); In re Dickson's Trusts (6).

en a party to

[,] on the evi-

^{(1) 7} De G. M. & G. 207.

^{(2) 1} T. & R. 536.

^{(3) 15} M. & W. 727.

^{(4) 14} Sim. 500.

^{(5) 15} Sim. 611; see also 16 Sim. 482.

^{(6) 1} Sim. (N.S.) 37, 46; 20 L. J. (N.S.) (Ch.) 33,

М

be

de

in

ba

Ы

ar ar

pe wi

81

A

tic

th

th

for

the

thi

in

sis

no

agr

ve:

" iı

six

the

de

an

dis

18

the

dis

the

ere

Th

to

cla

if !

he

Th

cot

Re

the

mar

Re

biens, meubles et immeubles," to the children born and to born of the mariage of the Appellant with his then wife, equally, constituting them her "légataires universels en propriété." The 6th clause of the testament, on which all the questions be now to be determined depend, is in the following words: " Sixièmement. Je veux et ordonne et ma volonté expresse est, " que si mes dites filles, ou aucune d'elles, venait à faire, soit " directement ou indirectement, aucune démarche quelconque " pour contester mon présent testament, qu'alors et dans ce "cas mes dites filles, ou aucune d'elles qui voudraient ainsi " chercher à contester mon présent testament, soient privées " ou soit privée de tous droits quelconques dans ma dite suc-" cession et de la rente viagère susdite, et que quant à celles " ou celle qui voudrait contester mon dit testament, le legs à " elle fait de la dite rente soit non avenu et caduc; car telle "est mon intention expresse." The legal heirs of the testatrix were the Appellant and her four daughters, viz., Dame Marguerite Evanturel, the wife of Alfred Paré, Dame Sophia Evaluarel, wife of Louis T. Suzor, the Respondent, Dame Emilie Malvina Evanturel, wife of the Respondent, Edouard Remillard, and Demoiselle Elmira Algré Evanturel, who alone of the four was immarried at the date of the will and that of her mother's death. On the 7th of December, 1863, within one month of the death of the testatrix, an action was commenced in the names of the Respondents, claiming in right of the lady, as one of the coheirs of her mother, one-fifth of the succession, or, in the alternative, £2,500, with interest and costs, and alleging that the Respondent was in possession of the whole estate. It is unnecessary to go with any particularity into the pleadings in that action. It is sufficient to state that, in answer to the claim, the present Appellant set up the testament of 1861; that the Respondents impugned that document by an "inscription en faux," as not having been duly "dicté et nommé" to the two notaries; and, by another pleading, as having been obtained from the testatrix when not of testamentary capacity by the fraud and "captation," or undue influence, of the Appellant. The Superior Court, on the 5th of September, 1864, decided in favour of the Respondents upon the "inscription en faux," declaring the alleged testament to be null and void on the ground of its informal execution, and setting it aside with costs. But this decree was, on the 20th of June, 1865, reversed by the Court of Queen's Bench by a decree which set aside the "inscription en faux," and remanded the case in order that the Respondents might be at liberty to prove their allegations as to the incapacity of the testatrix, and the fraud and undue influence practised on her by the Appellant. These issues were decided against the orn and to wife, equalı propriété." questions be ing words: expresse est, à faire, soit quelconque et dans ce lraient ainsi ient privées im dite sucunt à celles nt, le legs à uc; car telle the testatrix Dame Marame Sophia ident, Dame nt, Edouard el, who alone and that of 1863, within on was comg in right of fifth of the interest and ossession of ly particulaient to state nt set up the ed that docug been duly other plendwhen not of n," or undue on the 5th Respondents leged testats informal decree was, of Queen's on en faux," lents might scapacity of practised on

against the

Respondent by the Superior Court on the 16th of May, 1866, and, on appeal, by the Court of Queen's Bench on the 18th of March, 1867, the result of the two decrees of the latter Court being the dismissal of the Respondent's action. Against those decrees the Respondents preferred an appeal to Her Majesty in Council, which, on the 15th of March, 1869, was dismissed, both decrees being affirmed, and the testument finally established, with costs On the 28th of December, 1869, the Respondents commenced the action out of which this appeal has arisen, for the recovery from the Appellant of \$700, in respect of the annuity given to the female Respondent by the will, being \$600 for six year's arrears of the annuity, and \$100 for interest The defence to the action made by the Appellant was in substance that, by means of the contestations by the Respondents of the testament in the former suit, the female Respondent had forfeited, under the 6th clause of that instrument, all right to the annuity, which ought, therefore, to be declared "non avenu et cadue." To this defence the Respondents replied that the penal clause was bad in law; that the Respondent: Edouard Remillard, had a direct interest in the former action under the "communauté de biens" subsisting between him and his wife; that the penal clause could not affect this right; that it brought the former action against the will of his wife; and that the action was not vexations, inasmuch as the invalidity of the will had, on the "inscription en faux," been affirmed by three Judges out of six. The Judge of the Superior Court, M. TASCHEREAU, on the 6th of May, 1871, made a decree in favour of the Respondents. The full bench of the Superior Court, consisting of him and two other judges, reversed that decision on review, and dismissed the action by a decree dated the 7th of December, 1871 (he dissenting). But on the Respondent's appealing to the Court of Queen's Bench, that court (Mr. Justice Caron dissenting) by a decree dated the 8th of June, 1872, reversed the decree of the Superior Court, and confirmed the original decree of Mr. Justice Taschereau in favour of the Respondents. The present appeal is against this last decree. The questions to be determined are the validity and legal effect of the 6th clause of the testament, and whether the female Respondent, if bound by it, has lost the right to insist on the payment of her annuity by reason of the proceedings in the former action. Their Lordships think it will be convenient to follow the course taken on the argument before them at least by the Respondent's counsel; and assuming for the sake of argument the validity of the clause to consider in the first instance, the nature of the former action, and the part taken by the female Respondent therein. It has been contended that the action in which the testament was disputed was the action, not of her. but of her husband; and that it was brought by him against her will, and in respect of his interest under the "communauté de biens," which the 6th clause in the will could not, and did not, purport to affect. To estimate the weight due to this argument, it is necessary to see what were the relations between the two Respondents under their marriage settlement. By that instrument, which was executed on the 11th of June, 1860, the day before their marriage, it was stipulated as follows: "Il y aura communauté de biens entre les dits futurs " époux conformément aux dispositions de la coutume de Pa-" ris, sauf les modifications suivantes, savoir : tous les biens et " héritages, mobiliers et immobiliers, déjà échus, et qui écher-" ront par la suite à l'un et à l'autre des dits futurs époux, soit " par succession, donation, ou testament, n'entreront point dans " la dite future communauté, mais au contraire sortiront nature " de propres à celui à qui ils seront échus et advenus et aux " siens de son côté et ligne, à l'exception toutefois des intérêts, " fruits et revenus des dits biens qui entreront cependant dans " la dite communauté." The community, therefore, which subsisted between the Respondents was, to use the language of the Civil Code (see Pt. IV, c. 2) not "legal," but "conventional," the effect of a legal community being qualified by the important stipulation that the moveable property which had come or might thereafter come to either consort by inheritance, gift, or testamentary disposition, was not to fall, as by operation of law it would fall, into the community. It follows that the share in Madame Evanturel's succession which was claimed by the Respondents in the former suit was a chose in action forming part of the female Respondent's separate estate, and that the husband could have no interest in it, except in respect of the income which, after it had been reduced into possession, might accrue therefrom and from time to time fall into the community. A suit to enforce such a claim would, prima facie, appear to be the suit of the wife, though the law required that, like other suits in respect of her separate property, it should be brought with the sanction of the husband, and that he should join in it for the sake of conformity. Nor have any of the Canadian Judges taken a different view of it. Mr. Justice Taschereau does not seem in either of his judgments to have touched this point. Mr. Justice Badgley, who gave the judgment of the majority of the Court of Queen's Bench, speaking of this former action, says: "The female Appellant, assisted by her husband for conformity, sued her brother by an action "en pétition de hérédité." Mr. Justice CARON and Chief Justice MEREDITH expressly treat this action as a breach of the condition, the

lat the ma ed, the agr it. led the une bee tha pro for she tiff nar ren dratha tell: der will the οf alth frau ecui aba

only

rais

evei

186.

influ

issu

and

inτ

Cou

was

fore

appe

cret

fluer

rent

Just

that

" jug

not of her, nim against mniunauté ot, and did due to this e relations settlement. th of June, ited as foldits futurs nme de Pales biens et t qui éehers époux, soit t point dans iront nature mus et aux des intérêts. endant dans , which sublanguage of it "convenlified by the which had t by inherit to fall, as nmunity. It ession which suit was a ident's sepanterest in it, it had been n and from inforce such of the wife, n respect of the sanction the sake of lges taken a es not seem point. Mr. majority of rmer action, husband for pétition de MEREDITH indition, the

latter holding that an action in that form must have been in the contemplation of the testatrix, inasmuch as the will was made after the Respondent's marriage. It is, however, suggested, that the action, though technically and ostensibly that of the wife, was, in fact, instituted by her husband in her name, against her will, and that she is therefore, not responsible for it. If it be true that her name was used without her knowledge or against her will, or that she was not a free agent in the proceedings taken ostensibly by her, but a person acting under the compulsion of her busband, that case ought to have been established by evidence. But there is nothing to shew that she was not a free agent in the proceedings so taken, proceedings which, if successful, would certainly have been for her benefit. She was examined in the course of the suit; she admitted that she was the Plaintiff or one of the Plaintiffs; she took no step to repudiate the claim made in her name; and the solitary circumstance from which an inference that she did not herself dispute the testament is drawn is, that when examined as a witness she admitted that at the date of the will her mother had sufficient intelligence to make a testament. Another point to be considered is the nature of the proceedings taken to dispute the will. It is said (and this assumption is the foundation of the judgment which Mr. Justice Badgley delivered on behalf of himself and the judges who concurred with him) that although the will was originally disputed on the grounds of fraud and captation, as well as on that of its informal exccution, the former grounds must be taken to have been abandoned, and the testament to have been really disputed only upon the objection to its due execution which was raised by the "inscription en faux." The Respondents, however, after the order of remand of the 20th of September, 1865, disputed the will on the issues of fraud and undue influence; they appealed from the adverse decision on those issues from the Superior Court to the Court of Queen's Bench, and from the latter Court to Her Majesty in Council; and in the printed case filed by them as Appellants in the Privy Council, insisted upon all the grounds on which the will was originally disputed. The suggested abandonment, therefore, rests wholly on the fact that, on the hearing of that appeal, their learned counsel, exercising therein a sound discretion, declined to argue the issues of fraud and undue influence, on which, being questions of fact, he had the concurrent judgments of the two Canadian Courts against him. Mr. Justice Badgley, indeed, eites a text of Furgole, to the effect that, if the contesting party desists from his objection before "jugement définitif," he does not incur the penalty. The TOME XII.

fallacy of the learned Judge's argument consists in treating the Order of Her Majesty in Council as the first definitive judgment. The decree of the Superior Court on the trial of these issues of fraud and captation would clearly have been a definitive judgment if the Respondents had not themselves protracted the contest by going first to the Court of Queen's Bench and afterwards to the Privy Council. A party cannot put himself in a better situation by prolonging vexatious litigation than that in which he would have been, had he submitted to the first judgment against him. Their Lordships are, therefore, of opinion, that the former action must be taken to have been the action of the female Respondent, and that she must be taken to have therein disputed the will, not only upon the objections to its execution raised by the "inscription en faux," but also upon the grounds of fraud and undue influence." The legal effect and validity of the conditional or penal clause are now to be considered. It has been argued that this particular clause is so vaguely expressed that it should be held to be void for uncertainty. Their Lordships cannot accede to this argument, which seems to be principally founded on the words, "faire, soit directement ou indirectement, aucune démarche quelconque pour contester mon présent testament." The terms, though general, seems to their Lordships to point to a contestation of the testament in a Court of Law, and to be made so general in order to embrace every form of legal proceeding wherein or whereby such contestation might take place. There is, therefore, no such uncertainty in the clause as might prevent its application. A graver question raised is, whether the law permits or will give any effect to such a claim. The rensons assigned in the formal judgment of Mr. Justice Taschereau, of the 6th of May, 1871, for treating the clause as "non-cerite," may be shortly stated as follows: 1. That in the circumstances of the case such a clause is contrary to public order ("l'ordre publie"), inusmuch as the law requires the observance of certain formalities in the execution of wills, the testable capacity of the testator, and the absence of fraud and undue influence; and the strict application of such a clause would favour the nonobservance of what the law requires and the commission of what the law forbids by deterring persons from disputing wills which on one or other of the above grounds ought to be declared void. 2. That such a clause, unless under exceptional circumstances, and in the absence of probable or reasonable cause for disputing the disposition, ought to be considered as inserted only in terrorem and deemed to be comminatory, 3. That the Respondents, in contesting the will, had not acted in the spirit of chicanery, but had a just and probable cause for sus-

by tion to dis con dau val upo put of in froi The sup cun con to 1 and that does "l'o Just fave mati

groundverse is ag work. An law, is vecont writh be revealier with

tions

Code

orde:

these

on w

foun

tion

the

Oal i

in trenting definitive the trial of ave been a themselves of Queen's rty cannot vexations en, had he r Lordships n must be ondent, and he will, not the "insfraud and the condi-It has been y expressed Their Lords to be prinent ou indintester mon ems to their stament in a r to embrace by such consuch unceron. A graver ill give any the formal 6th of May, y be shortly s of the case tre public"), rtain formancity of the luence; and our the nonmmission of n disputing ought to be exceptional reasonable idered as intory, 3. That acted in the use for sus-

pecting the validity of the will and requiring it to be proved by legal proceedings; and that the application or non-application of such a clause is in the discretion of a Court of Justice. to be exercised upon its view of the whole of the matters in dispute-"l'ensemble du litige." 4. That in the opinion of the court, it was not the intention of the testatrix to deprive her daughters of their small legacies if they disputed the very valuable gift to their brother, on all or any of the grounds upon which the validity of the testament was in fact disputed but only in the event of their disputing the justice of the distribution which she made of her property, and in particular the clause by which she discharged her son from the liability of rendering any account as her agent. The formal judgment of the Court of Queen's Bench, in support of the conclusion that "the clause, under the circonstances of the case, and considering the nature of the contestations of the testament by the Respondents, ought to be deemed "non-écrite," adopts and specifies the second and third of the above reasons. It is to be observed, however, that this document, which is the judgment under appeal, does not expressly declare the clause to be contrary to "l'ordre public," though many of the reasons given by Mr. Justice Badgley, in the judgment delivered by him, seem to favour such a conclusion; and further, that the words "vu la nature de la contestation du dit testament," taken in connection with the judgment delivered, make it uncertain how far the final judgment of the Court of Queen's Bench proceeded on its erroneous view of the supposed abandonment of the grounds of fraud and undue influence which has already been adverted to. The 760th Article of the Code Civil (by which it is agreed on all hands that this case is governed) is in these words: "Gifts, inter vivos, or by will, may be conditional. An impossible condition, or one contrary to good morals, to law, or to public order, upon which a gift inter vivos depends, is void, and renders void the disposition itself, as in other contracts. In a will, such a condition is considered as not written, and does not annul the disposition." This clause must be read in connection with the 831st, which declares that "every person of full age, of sound intellect, and capable of alienating his property, may dispose of it freely by will, without reserve, restriction, or limitation, saving the prohibitions, restrictions, and causes of nullity mentioned in this Code, and all dispositions and conditions contrary to public order or good morals." It appears to their Lordships that these Articles suffice to dispose of several of the conclusions on which the judgments under appeal have been shown to be founded, of much of the reasoning of the learned Judges in

support of those conclusions, of many of the authorities cited at the Bar from ancient French writers, and of the arguments founded on those authorities. For example, these articles of the Code of which the terms are, in substance, hardly distinguishable from those of the texts of Justinian, leave no ground, if ground there ever were, for the proposition repudiated, as Merlin (titre "Peine Testamentaire") shews by the best authorities that the Theodosian Code and therefore the Law of the "Antonines" on this point ought to prevail over that of Justinian in countries governed by the "Code of Paris." They also sweep away all the fine distinctions between penal and purely conditional dispositions which civilians have founded on the motives, real or supposed, of testators. But they do more. By declaring that a testator may impose upon his gift any condition not prohibited by the Code, and not contrary to law, public order, or good morals, they seem to cast upon Courts of Justice the duty of giving effect to all conditions, which do not fall within the above exceptions, according to the plain meaning and intention of the testator, to be collected from his language. This consideration would dispose not only of the fourth, but of the second and third of the above mentioned grounds for Mr. Justice TASCHEREAU'S original judgment. Of the fourth, it may be remarked, that it proceeds on one of those forced constructions of a testament which are tantamount to the making of a new will for the testator; and that it would in effect make the whole chause nugatory, since it would be idle to dispute particular clauses in a will duly executed by a testator of undisputed capacity, having a testamentary power over the subject matter disposed of, on the mere ground of the alleged injustice or unfairness of the disposition. The second and third of the above mentioned reasons being those adopted by the Court of Queen's Bench, are closely connected together. It is stated by Merlin (Répertoire de Droit, vol. IX, p. 227, titre "Peine Testamentaire,") that little effect is given in practice to chuses of this kind; that "Paul de Castres" and a number of other authors regard them as purely comminatory; so that the penalties which they prescribe are not incurred as of absolute right by a breach of the condition, but are inflicted only in the very rare cases in which the suits brought by those whom the testator has forbidden to bring them, are found to have no other foundation than a spirit of calumny and vexation." This implies, not that the condition is in itself unlawful, or against public policy, but that either by an arbitrary rule of construction it is to be taken to import, however general may be its language, that the testator intended only to forbid the contestation of his will upon frivolous and vexatious grounds,

or per the for Conservation of the for Conservation of the for Conservation of the forest terms of the for

de are for to thi obs

Rie.

p, 1

de s
le re
sera
tern
(Bea
p. 4La
sans
tnina
locat
chan

sera bane aneu ne pu gnati le pro Curés Québ C. M

venu

débite dra e: le cré intérê Cana orities cited arguments articles of rdly distina, leave no sition repunews by the erefore the revail over e "Code of ons between vilians have stators. But inpose upon de, and not iev seem to effect to all exceptions, the testator, ation would and third of ASCHEREAU'S rked, that it n testament will for the whole clause ular clauses ed capacity, tter disposor unfairness above menof Queen's d by Merlin e Testamenuses of this ther authors he penalties ute right by in the very whom the to have no d vexation." unlawful, or rary rule of general may o forbid the

ous grounds,

or that there resides in the Court of Justice a discretionary power of giving or refusing to give effect to it, according to their view of the motives and conduct of those who shall be found to have infringed its letter. There is nothing in the Code to warrant either of these propositions. The latter seems to rest upon the practice of the old French Parliaments; but the sort of dispensing or qualifying power so claimed and exercised by them has been condemned by the best Jurists, and repudiated in the Courts of Lower Canada, as is shewn by the authorities (1) cited by Chief Justice MEREDITH, and in the notes of Mr. Justice Caron's judgment. And as the decisions of Courts claiming to exercise this anomalous power are the foundation of the rule of construction assumed in the former of the two propositions, and the rule itself is opposed to the ordinary principles of construction, their Lordships think that that also, if it ever existed, must be treated as obsolete; and that in order to support the judgment under appeal the condition in question must be shewn to fall within

(1) Those authorities are Furgole, vol. IV, p. 213, 214, in reference to Ricard, vol. 1, p. 3, No. 1548. Merlin's Reperpertoire de Juris., vol. XXIII, p. 115, tit. Peine Test., No. X. The cases referred to by the Canadian judges are liagnon v. Paradis, No. 213 of 1810; Hunt v. Joseph, Montreal, S. C., Bronsseau v. Desjardins, 27 Sept. 1858; Richard v. Fabrique of Quebec; McNevin v. Bourd of Arts, 12 L. C. R. p. 335.

Le débiteur qui, dans un contrat d'atermoiement et composition, obtient de ses créanciers remise d'une partie de sa dette, et termes de paiement, pour le reste à la condition qu'il paie le montant de la composition au tanna liet.

le reste, à la condition qu'il paie le montant de la composition au temps fixé, sera tenu de payer le montant de tontes ses dettes, s'il n'a pas fait les paiements de la composition au temps convenu, quoique, après l'échéance des termes de paiement de la composition, il ait offert d'en payer le montant. (Beaudry et al., vs. Bareille, C. B. R. Montréal, 8 janvier 1845, 1 R. J. R. Q.,

La clause dans un bail par laquelle il est défendu au locataire de sous-louer sans la permission expresse et par écrit du bailleur n'est pas une clause com-minatoire, et sa violation donne lieu à la résiliation du bail, à la demande du locateur, quoique, par le sons bail, la destination de la chose louée ne soit pas changée. (Hunt vs. Joseph et al. C. B. R. Québec, 2 R. J. R. Q., p. 148.)

La chause, dans le bail d'un banc dans une église, par laquelle il est con-

venu que si le locataire du banc n'en paie pas le loyer au terme fixé, le bail sera nul et résolu de plein-droit et que la fabrique rentrera en possession du bane et pourra procéder à une adjudication d'icelui, sans être tenne de donner aucun avis ni assignation au preneur, n'est pas comminatoire, et, si le preneur ne paie pas le loyer du banc, au temps convenu, la fabrique peut, sans assiguation, concéder le bane à un autre dans les formes ordinaires, et en expulser le preneur par ses constables, s'il persiste à occuper le banc. (Richard vs. Les Curés et Marguilliers de l'œuvre et fabrique de Québec. C. B. R., en appel, Québec, 30 septembre 1854. LaFONTAINE, juge en chef, PANET, AYLWIN et C. Mondelett, juges. Confirmant le jugement de C. S. Québec, 19 avril 1854. Duval et Mereditu, juges, 4 R. J. R. Q., p. 260.

La convention, dans un acte d'obligation, qu'à défaut de paiement par le

débiteur des intérêts dans les trente jours de leur échéance, le principal deviendra exigible n'est pas comminatoire, et doit être exécutée, et, après ce défaut, le créancier peut exiger le paiement du capital, quoique le débiteur offre les intérêts. (McNevin vs. The Board of Arts and Manufactures for Lower Canada. C. S. Montréal, 28 avril 1862, 12 D. T. B. C., p. 335.)

the exceptions expressed by the Code as being impossible, or contrary to good morals, to law, or to public order. Impossible, or contrary, to good morals, it clearly is not; it is not prohibited by any positive law; the disposition which it is designed to protect is neither contrary to law nor public order, since the testatrix had an absolute power of disposition over her whole estate; and the question is, therefore, reduced to this, viz. Is this clause contrary to public order, because it is designed to prevent the doing of that which it is against public order to discourage? In considering this question their Lordships will treat "public order" as identical with what in this country is termed "public policy," though the latter is perhaps the larger of the two terms. And they must deal with the proposition laid down by Mr. Bowring, and indeed involved in the judgment of Mr. Justice TASCHEREAU, viz., that every condition which implies the prohibition to dispute a will as a whole, as distinguished from a particular clause in it, upon any grounds which affect the legal validity of the instrument as a testamentary disposition, sins against public order, and must be treated as "non-écrite." They must do this because as they have already shewn there is no ground for treating, as the majority of the Judges of the Court of Queen's Bench have treated the Respondents, as having contested the validity of the will merely on the grounds taken by the "inscription on faux," and also because there does not seem to be, in principle, much reason for the distinction taken by those learned Judges. For if society has an interest in securing the trial of the question whether all legal formulities have been observed in the execution of a will, it seems to have an equal interest in the trial of the question whether a will has been obtained by fraud, or the exercise of undue influence from a person of imperfect capacity. The question may be considered on principle and on authority. Upon principle, it is to be observed that the prohibition cannot be absolute, and can be invoked only where the validity of a will has been unsuccessfully contested. If there be a clear and patent defect in the formalities attending the execution of the instrument, or if the incapacity of the alleged testator be clear and notorious, the heirs or other parties interested will, of course, contest the will, and contesting it successfully, will set it uside with the clause of forfeiture. On the other hand, it is not easy to see why a testator may not protect his estate and representatives against unsuccessful attempts to litigate his will, by saying to a legatee, "I, being master of my own bounty, and free to give or to withhold, give you this legacy subject to the condition that you do not dispute the general disposition of my estate. You may contest the validity of

m; if th rit DI TI we for COL T wl to col wl for cu gre by dec an un doe

an the sag "de "se " 'se " te " ve " le

ho

tan

tow spe hei siti The of dec to r

to p

(1

possible, or ler. Impost; it is not which it is nor public disposition ore, reduced , because it t is against iestion their ith what in the latter is must deal and indeed EREAU, viz., 1 to dispute lar clause in y of the insiinst public ey must do s no ground he Court of having conounds taken ere does not nction taken h interest in 1 formalities it seems to n whether a ise of undue The question Upon prinnot be absoof a will has r and patent n of the instor be clear sted will, of ully, will set er hand, it is s estate and litigate his of my own this legacy the general e validity of my will if you please: but you will do so at the peril of losing, if it be established, what it gives you." Then, is this view of the question opposed to the authorities? The French authorities (1) are reviewed at great length by Chief Justice MERE-DITH on the one side, and Mr. Justice BADGLEY on the other. The result of them seems to be: First. That such a clause would unquestionably be a conditio rei non licitae, and therefore of no effect, if it were designed to protect a disposition contrary to public order; which is not here the case. Secondly. That in the ancient jurisprudence there may be found texts which favour either side of the question, whether effect ought to be given to such a clause, when it goes to prohibit the contestation of the will as a whole; and some authorities which seem to recognise a distinction between contestations founded on the non-observance of the formalities for the execution of wills, and contestations upon other and more general grounds. But: Thirdly. That it is clearly established in France, by the concurrence of the best modern text-writers, and the decided cases, that such a condition is not contrary to law; and will be applied if, on any ground, the will be disputed unsuccessfully; or, in other words, that the party disputing it does so at his own risk and peril. Upon the second point it is, however, to be observed that one, at least, of the most important authorities cited by Mr. Justice Badgley, is capable of an explanation which would bring the case supposed within the first category. He cites from Furgole, the following passage: "Si dans un testament qui est nul par quelque défaut " de formalité le testateur dit: Je veux que mon testament " soit exécuté, et si quelqu'un de mes successeurs légitimes "l'attaque pour le faire casser, j'institue héritier un tel hôpi-" tal, une telle disposition sera nulle et inutile quand même " par quelque privilège de l'héritier institué, en cas de contra-" vention, le testament ne manquerait d'aucune formalité, pour " le faire valoir à son égard." It is obvious that this is a case in which the testator, having no original intention of bounty towards the hospital, makes the hospital, which under a special law was capable of taking under an informal will, his heir, in the event only of his legal heirs disputing the dispositions of his will, on the ground of its informal execution. The object, therefore, of the condition is to enable real objects of his bounty to take under an instrument which the law declares to be invalid, and so to protect a disposition contrary to public order. The Respondents meet the modern authorities by saying that, as they consist of the texts taken from the works of commentators on the Code Napoléon and the deci-

⁽¹⁾ See ante, pp. 451 et 456.

sions of the French Courts since the promulgation of that Code, they have little or no application to the present case. They are certainly not authorities which bind the Courts of Canada. But they seem to their Lordships to be, nevertheless, extremely valuable aids towards the right determination of the question whether the clause under consideration is contrary to public order. The question is certainly not conclusively determined by the ancient authorities. On this point it is sufficient to observe that Ricard himself, who is one of those most in favour of the Respondents, admits that a penalty is allowable when designed to defend a lawful disposition, although he goes on, in article 1548, to shew that the penalty is often, though not always treated as comminatory. And the very fact that, under the old system, Courts of Justice exercised a discretionary power in the application of such clauses, shews that they were not absolutely void, or (in French phrase) to be deemed "non-écrites," as being contrary to law or public order. We find, then, the modern French jurists, whether writing as commentators or actually administering justice in the Courts of law, dealing with the question whether, after the old discretionary jurisdiction had been exploded, and the law reduced, as in Canada, to a written code, such a condition is contrary to law. They have solved that question in the manner above stated; and the solution is, in their Lordship's judgment, agreeable to reason. The phraseology of the French Code differs only from that of the Canadian Code in that it does not use the words "ordre public," but declares only that conditions shall be "réputées non-ecrites" if "impossibles ou contraires aux lois ou aux mœurs." "L'ordre public " is, however, only the spirit or policy of the law, and the phrase is still used in some of the modern French cases when the question is whether the disposition to be protected is res licita. Demolombe, too (tom. XVIII, p. 319, art. 287), after stating that the penal clause is applicable to the heir who fails in his contestation of the testament, says expressly: "Et telle est, en effet, la " doctrine qui nous paraît devoir être admise, lorsqu'il s'agit " d'une action en nullité, qui était fondée sur un motif d'ordre " public." It was well observed during the argument that the determination of what is contrary to the so-called "policy of the law" necessarily varies from time to time. Many transactions are upheld now by our own Courts which a former generation would have avoided as contrary to the supposed policy of the law. The rule remains, but its application varies with the principles which for the time being guide public opinion. And in dealing with the question before them, their Lordships think that very great weight is due to the opinions

an is by SO be in th laı Bu cor tio shinti the ge: Co rej app Co so, ria the val

Lo

Coc

Bu of

der

cor wa a c The be affice the der jud hun Cor rior Ber Siss

Ray

on of that resent case. Courts of evertheless. mination of tion is connot concluhis point it o is one of nits that a wful dispow that the mminatory. erts of Justion of such (in French rary to law nch jurists. administerne question a had been a written nave solved solution is, The phrasethe Canaordre pu-"réputées ois ou aux spirit or in some of vhether the olombe, too the penal ontestation **e**n effet, la qu'il s'agit tif d'ordre nt that the " policy of iy transaca former e supposed tion varies lide public them, their

re opinions

and decisions of modern French jurists. Though the question is one to be determined by the law of Lower Canada, and not by that of England, their Lordships think it right to say something upon the English authorities which have been cited before them. There are undoubtedly dicta and even decisions in some of the earlier cases to the effect that conditions of this kind were to be held to be in terrorem only, and, in the language of the Touchstone, "against the liberty of the law." But, in the case of personal legacies, effect was given to the condition if there was a gift over on the breach of the condition. The whole law on this subject appears to their Lordships to have been considered and put upon a sound foundation by the Court of Exchequer in Cooke vs. Turner (1) upon the case sent to them by the Court of Chancery. It was suggested at the Bar that that ruling was not acted upon by the Court of Chancery in the particular case. But, from the report of that case in the 15th volume of Simon's Reports, it appears that, though pressed to send the case before another Court of Law, the Vice-Chancellor of England declined to do so, but directed, in the interest of the unborn issue of a marriage, an issue so framed as not to involve the forfeiture by the legatees of their legacy under the clause assumed to be valid. The case of ex purte Dixon (2), which was decided by Lord Cranworth as Vice-Chancellor, after his judgment in Cooke vs. Turner (3), is supposed to conflict with the latter. But it does not really do so. No doubt the learned Judge says of such conditions as the present that they had been "considered (whether justly or not it is unnecessary to inquire) as contrary to the policy of the law." But he was not in any way called upon to decide that question; he was dealing with a condition of a very different kind, to which he gave effect. The real effect of his judgment is only that, if the condition be conditio rei licitæ, it ought to be enforced. It does not affect the authority of Cooke vs. Turner (3) Upon the .whole, their Lordships have come to the conclusion that the preponderance of authority, as well as principle, is in favour of the judgment of the Superior Court on review, and they will humbly recommend Her Majesty to reverse the judgment of the Court of Queen's Bench, and to affirm the judgment of the Superior Court, with the costs incurred in the Court of Queen's Bench, and those of this Appeal. (6 Law reports, P. C., p. 1.)

Solicitors for the Appellant: Messrs. Bischoff, Bompas and

Solicitors for the Respondents: Messrs. Clark, Son and Rawlins.

^{(1) 15} M. & W., 727. (2) 20 L. J., (Ch.) (N.S.) 33. (3) 15 M. & W., 727.

INSCRIPTION POUR ENQUETE ET MERITE.

SUPERIOR COURT, Québec, 8 février 1864.

se qu de

su of

or

ad su

fii

op

tir

er sit

m

rai

me

exi

m

ru

rai

de

pre

Sal

cor

Before: STUART, J.

WOOD vs. SWINBURNE.

Jugé: Que pour inscrire pour enquête et audition finale aux m'rites, la partie inscrivant ainsi doit avoir donné avis à son adversaire de son choix d'inscrire ainsi, avant l'inscription aux enquêtes seulement. (1)

On the 24th of November last, Defendant inscribed the cause for "enquêtes", for the 17th December, of which inscription Plaintiff was notified: On the 27th November, Plaintiff inscribed for "enquête" and merits, for the 9th December and notified Defendant of his inscription. On the 3rd February, Defendant moved to strike the inscription "aux enquêtes" and merits, and to set aside the proceedings thereon had: 1° because the cause had been previously inscribed for "enquêtes" only: 2" because the cause having been inscribed for "enquêtes" only, it was not competent to Plaintiff to inscribe for "enquêtes" and merits together: 3° because Plaintiff's inscription was irregularly made, he not having, at the proper time, either by his declaration, answer or reply, or otherwise, notified his option that the cause should be inscribed for the adduction of evidence and final hearing on the merits at the same time: 4° because previous to Defendant's inscription for " enquêtes", Plaintiff had never declared his option that the cause should be inscribed for "enquêtes" and merits together. It was argued for Plaintiff, that he, as dominus litis, had the right to inscribe either for "enquêtes" alone, or for "enquêtes" and merits, as he thought proper, and that Defendant could not, by inscribing for "enquêtes" alone, which would take place several days after the sittings for "enquêtes" and merits, retard the proceedings to the prejudice of Plaintiff. The Defendant answered that either party might inscribe for enquetes and merits, if the option so to do had been notified to the opposite party. That, if no notice of such option had been given, it was competent to either party to inscribe for enquêtes alone, which was the course adopted by Defendant.

STUART, Justice: The question raised on this motion involves an important point of practice: "Whether a party who has not, by his declaration, plea, answer or reply, declared his option that the cause should be inscribed for "enquêtes" and merits, may so inscribe it, and this, notwithstan-

⁽¹⁾ V. art. 243 C. P. C.

ier 1864.

aux márites, saire de son ement. (1)

scribed the

which insıber, Plain-1 December rd Februa. : enquêtes" on had: 1° "enquêtes" l for "ennscribe for intiff's insthe proper : otherwise, ed for the rits at the cription for on that the ts together. is, had the r for "enhat Defenone, which s for "ene prejudice arty might lo had been of such oparty to insidopted by

motion iner a party ply, declal for "enptwithstan-

ding its previous inscription for "enquêtes" alone by the opposite party?" M. Justice TASCHEREAU concurs in the judgment I am about to render. In the Con. Stat. L. C., cap. 83, sect. 19, it is enacted that either party may inscribe for "enquêtes" and merits: "Provided that if either party in his declaration, plea, answer or reply, . . . notifies his option that such case be inscribed (at the proper time) for the adduction of evidence and final hearing on the merits at the same time, or, if either party, before the inscription of such cause for the adduction of evidence, notifies to the other his option that such cause be inscribed for the adduction of evidence and final hearing at the same time." &c. This proviso gives the option to either party to inscribe for "enquêtes" and hearing, if such option is notified to the other, before a certain time. No such notice was given, the case was regularly inscribed for "enquêtes, and, immediately thereafter, the opposite party inscribed for "enquêtes" and hearing. The motion must be made alsolute. (14 D. T. B. C., p. 152.)

HOLT and IRVINE, for Plaintiff.

CAMPBELL and GIBSONE, for Defendant.

ACTION POUR POURSUITE MALICIEUSE.

COUR DE CIRCUIT, Quebec, 24 mars, 1863.

Présent : Taschereau, Juge.

MIMANDRE vs. ALLARD.

Jugé: Que dans une action en dommages pour l'émanation d'un warrant de recherche, sans cause probable, l'allégation de l'absence d'aucune cause probable est suffisante, et le Demandeur devra obtenir jugement, à moins que le Défendeur n'établisse que telle cause probable existait.

Le Demandeur poursuivit le Défendeur pour £50 de dommages, pour avoir fait émaner et exécuter contre lui un warrant de recherche, pour certains effets félonieusement pris et volés de lui le Défendeur, sans raison aucune, c use juste ou raisonnable, ou même probable; à cette action le Défendeur répondit par une simple défense au fonds en fait. A l'enquête, le Demandeur prouva l'émanation et l'exécution du warrant de recherche, à l'instance du Défendeur, mais ne fit aucune preuve de l'allégation que le warrant de recherche était émané sans cause juste ou raisonnable, ou même probable.

TASCHEAEAU, Juge: Cette action est en dommages, le Demandeur réclame du Défendeur £50, pour avoir fait émaner contre lui un warrant de recherche sans juste cause, et même

sans cause probable. A cette action le Défendeur a plaidé par une défense au fonds en fait à laquelle le Demandeur a répliqué généralement; à l'audition on a prétendu que le Demandeur ne pouvait avoir jugement, en autant qu'il n'avait pas prouvé l'absence de cause probable de la part du Défendeur pour faire émaner le warrant de recherche. J'ai eu quelques doutes dans cette cause, par suite de ce que l'on a voulu substituer les principes du droit anglais à ceux du droit français qui doit seul nous guider sur cette matière. (1) En conséquence, je ne crois pas qu'il fût nécessaire au Demandeur de prouver l'absence de cause probable. Il lui suffisait de l'alléguer, et c'était au Défendeur à faire cette preuve. JUGEMENT: La Cour condamne le Défendeur à payer au Demandeur £7 10s, et les frais. (14 D. T. B. C., p. 154.)

PLAMONDON et GUILBAULT, pour le Demandeur. LÉGARÉ et MALOUIN, pour le Défendeur.

PRESCRIPTION DES HONORAIRES D'HUISSIES.

CIRCUIT COURT, Quebec, 24 décembre, 1863.

L

fai

wi

iss

on

wr sh wi on

the

pre

on

ret offi

tol

app

Oe

req

we

fen

per

for

pre

tha

De

hae

the

the

the

as '

the tho

tho

(1

(

Before: TASCHEREAU, Justice.

HÉBERT, vs. PENTLAND.

Jugé: Que les huissiers sont "officiers de justice," dont les honoraires se prescrivent par trois ans. (2)

This was an action brought by Plaintiff, a bailiff of the Court, against Defendant, a practising attorney, for the recovery of seven dollars, alleged to be due for services rendered to Defendant in the year 1857. To this action, Defendant pleaded the prescription of three years, under the provisions of the Con. Stat. L. C., cap. 82, sec. 34, sub-sec. 3. The words of the statute are: "And in all actions brought by Sheriffs and other officers of justice... for rendering any service in their official capacity, the Defendant may plead three years' prescription, dating from the date of the rendering of such services... and such prescription shall be a bar to such action." The Plaintiff contended that bailiffs were not officers of justice under this act, and that their fees could not be prescribed by three years. Judgment: Action dismissed. (14 D. T. B. C., p. 155.)

LANGEVIN, for Plaintiff.
ANDREWS and ANDREWS, for Defendant.

^{(1) 3} Campbell's Rep., p. 393.

⁽²⁾ V, art. 2260 C. C.

plaidé par sur a réplile Demanl'avait pas Défendeur 1 quelques sulu substuirançais qui équence, je couver l'abr, et c'était

Cour con-

10s, et les

re, 1863.

s honoraires

iliff of the recor the recos rendered Defendant provisions
The words
y Sheriffs ice in their cars' presg of such ch action."
ers of jusprescribed D. T. B. C.,

. RAPPORT D'ACTION.

SUPERIOR COURT, Quebec, 31 décembre, 1863.

Before: TASCHEREAU, Justice.

LEE, et al., vs. KINSMAN, et al.

Jugé: Que le défaut de la part du Demandeur de payer l'honoraire d'entrée le jour du rapport d'un writ, ne vicie pas le rapport qui a été fait. (1)

In the month of October last, a process ad Respondendum, with "saisie-arrêt simple" and "capi is ad Respondendum," issued against Defendants, Kinsman and Johnston, returnable on the 24th of the said month. On the 20th October, the writs were returned into the office of the prothonotary by the sheriff, and the words "filed by sheriff, 20 October, 1863" with the initials of the deputy prothonotary, were endorsed on the back of the writs. On the 4th of December, then next. the prothonotary, at the request or Plaintiff, certified that the process "ad Respondendum," with the writs of "saisie-arrêt simple" and "capias ad Respondendum," issued in the cause on the 6th and 7th days of October, then last, and both made returnable on the 24th of October, were returned into the office of the prothonotary by the sheriff on the 20th of October, where they had since remained; that no person had applied at the office of the prothonotary to eause the writs, so returned, to be entered of record before the 26th day of October, when Plaintiff had, by his attorney, appeared and requested that the same should be entered, when the same were entered accordingly, but that Johnston, one of the Defendants, had not then nor since filed any appearance either personally or by attorney; on this certificate, Plaintiff moved for the benefit of the default recorded, and for permission to proceed exparte against Defendant Johnston.

CAMPBELL, for Plaintiff, in support of the motion, argued that he was entitled to proceed exparte against Johnston, the Defendant who had made default, because, although Plaintiff had only paid the entrance fee upon the 26th October, still the writ was properly before the court on the 24th October, the day of the return: the sheriff had returned the writ to the Prothonotary, the officer of the court, on the 20th October, as was shown by the certificate of default, and the writ was then filed, as appeared both from the certificate of the prothonotary and the endorsation on the writ itself. If the prothonotary had refused to file the writ when it was returned

⁽¹⁾ V. art. 81, C. P. C.

by the sheriff, and it had not been entered until the 26th October, when the entrance fee was paid, then the motion for permission to proceed *exparte* might perhaps have been refused, but this had not been done, the writ was filed on the 20th October, and the only question which could arise, was one of credit between the prothonotary and Plaintiff.

A

ėtr

inc

de

enc

all

ho

lia

Pla

cat

otl

pre

its

it '

occ

tin

ter

bas

wi

thi

for

dec

no

the

pre

kn

aw

ho

abe the tiff sai De pri

Andrews, appeared for Defendant, and showed cause against the granting of the motion, on the ground that there could be no default recorded against a party who had not appeared in obedience to a writ, unless it was shown that the writ itself was properly before the court: now, in this case, the writ was returnable on the 24th of October, but was only entered on the 26th October, two days after the day of the return, but the law (Con. Stat. L. C. Cap. 83, sec. 9,) says: "The writ of summons shall be returned into the prothonotary's office, on the day on which it is returnable," the Plantiff had not complied with this provision of the law and could not now claim the benefit of another provision of the same clause of the act which awarded the default against a Defendant who had: of appeared on the day of return of the writ, or on the next oblowing juridical day.

Taschereau, Juge: Dans cette cause, le protonotaire a fait un certifieat de défaut spécial. Le statut dit que tout writ sera rapporté le jour du retour. Le protonotaire n'a pas droit de faire aucune entrée sur le writ avant le jour du retour, mais, dans cette cause, il l'a fait, et, maintenant, c'est une question monétaire entre le Demandeur et le protonotaire. Le protonotaire a droit de refuser de prendre aucun papier s'il n'est pas payé de son honoraire, et il a droit même de dire que le writ n'est pas rapporté, mais, dans cette cause, le writ a été rapporté et enfilé au bureau du protonotaire le 20 d'octobre, ce qui est encore prouvé par le certificat produit avec cette motion; et, si le protonotaire a jugé à propos d'entrer cette cause sans le paiement de ses honoraires, pour lesquels il a donné crédit au Demandeur, le retour du writ ne peut être pour cela annulé. Judgment: motion granted. (14 D. T. B. C., p. 156.)

CAMPBELL and GIBSONE, for Plaintiffs.

Andrews and Andrews, for Defendants,

il the 26th motion for e been reiled on the arise, was

use against re could be ppeared in writ itself ie writ was entered on return, but The writ of 's office, on d not comnow chim of the act ho had : ot ie next ibl-

ıt writ sera roit de faire mais, dans tion monérotonotaire t pas payé writ n'est rapporté et ce qui est notion; et, use sans le é crédit au ela annulé.

taire a fait

TUYAUX A L'EAU SONT IMMEUBLES.—ARTICULATION DE FAITS.

SUPERIOR COURT, Québec, 31 décembre 1863.

Before: Taschereau, Justice.

ATKINSON vs. NOAD.

Juge: 1º Que les tuyanx à l'eau et aux gaz sont fixtures, mais penvent être emportés par le locataire qui les a posés, à l'expiration de sou bail. 2º Que la vente d'une maison, avec ses circonstances et dépendances, inchiera les tuyaux à l'eau et au gaz qui sont fixés pour demeure, à moins de réserves spéciales de la part du vendeur. (1) 3° Qu'une partie faisant défaut de produire une articulation de faits,

devra, même dans le cas où elle rénssirait, supporter les frais de son

enquête. (2)

The Plaintiff claimed from Defendant a sum of \$4,000, alleged to be due in virtue of a deed of sale of a dwelling house, by Plaintiff sold to Defendant, and in which Defendant had agreed to pay \$4,000, part of the purchase money, when Plaintiff should have furnished her with a registrar's certificate showing the property sold to be free from mortgages or other charges. The Defendant admitted the purchase of the property, but pleaded, that the property was purchased with its dependencies and appurtenances, in the condition in which it was at the time of the sale, and, as it was then actually occupied by one Levey, as the tenant of Plaintiff; that, at the time of the sale, the property contained, as part of the appurtenances thereof, various closets, sinks, water-pipes, gas-pipes, basins, cocks, bolts, screws, mails and other fixtures, connected with and necessary for the transmission of gas and water throughout the said house, which were of great value and formed part of the appurtenances of the house, and were included therewith in the consideration or price of the property; that notwithstanding the passing of the deed of sale, and the seizin therein given to Defendant, Plaintiff before the delivery of the premises so sold to Defendant, had illegally and without the knowledge or consent of Defendant, removed and carried away, or allowed to be removed and carried away, from the house, the closets, water and gas-pipes and other fixtures, above referred to, of the value of \$174; that the balance of the instalment or sum of \$4,000, had been tendered to Plaintiff, and had been accepted by him, in full discharge of the said instalment, with the exception of the sum of \$174, which Defendant claimed she had a right to have deducted from the price of the house, as it had been lessened in value to that

⁽¹⁾ V. art. 379 et 380 C. C.

⁽²⁾ V. art. 215 C. P. C.

amount; for these reasons, Defendant concluded that the action be dismissed. Issue having been joined, the parties proceeded to enquete, without having previously filed articulations of fact; and Plaintiff proved that, both in Canada and in Great Britain, the custom was to remove the gas-pipes and fittings, which was frequently done in Quebec by tenants on

re

pl th

uj

80

in

bu

in

ho

pa

pk

rei

110

the

fer

day

pip

tan

De

liti

la .

rép

ver

var

mo

sub

mai

lui,

ven

êtro

étni

ven

₁lép

vey

étai

tens

les e

ava

bail

tube

que

Poth

change of residence.

Vannovous, for Plaintiff, argued that, if the water-pipes, gas-pipes, &c., were moveable, as he contended they were proved to be, then they did not form part of the property sold and the tenant had the right to remove them, but, if, on the other hand, the court should consider them immoveable, then Defendant would have to suffer the loss of them, as the pipes, &c., were in the house at the time of the sale, when Levey, the then tenant of the Plaintiff, had become the tenant of Defendant, and, as Defendant had permitted the removal of these pipes by her tenant, she could not now claim the value of them from Plaintiff.

Holl, for Defendant, argued that the articles in question were fixtures, and formed part of the house, that, even if Levey, the tenant had the right, as towards his landlord, the Plaintiff, to remove them, they still were in the house at the time of the sale, and formed part of the property sold, inasmuch as the property was sold, with its appurtenances and dependencies, as the whole then was, and as occupied by Le-

vey, Plaintiff's tenant. (1)

TASCHEREAU, Justice: On the 20th March, 1862, Plaintiff sold to Defendant a house in the city of Quebec, for a certain price. The house was then occupied by one Levey, as Plaintiff's tenant, and it was agreed that the rent from the 1st February should be received by the purchaser, and that the purchaser should pay interest on the price of sale from that date. Levey left the house on the 1st of May, and removed various gas and water-pipes, water closets, sinks, &c., of the value of \$174; an instalment of the purchase money becoming due, Defendant claimed the right to deduct the costs of replacing the various fixtures, so removed, and the questions raised by the action, are, 1st whether the articles mentioned, were, or were not, actually part of the immoveable property sold: 2nd, whether if they were not, Plaintiff was liable to Defendant for their value. I have always been of opinion that such things as water-pipes, gas-pipes, &c., were fixtures, but a case must be decided by the evidence, and, as Defen-

⁽¹⁾ Anthorities cited by the Defendant in support of his plea: Pothicr, Propriété, Nos. 196, 245, 263; Cout. de Paris, Art. 90; Toullier, vol. 3, No. 15; Civil Code of Louisiana, sect. 458; Code Civil, No. 525; Pothier, Traité des Choses, § 1; Duplessis, vol. 1, p. 135; Pothier, Vente, No, 239.

that the arties proticulations and in -pipes and tenants on

ater-pipes, they were pperty sold, if, on the cable, then is the pipes, nen Levey, tenant of removal of i the value

n question nat, even if andlord, the ouse at the sold, inas-nances and pied by Le-

2, Plaintiff or a certain r, as Plainom the 1st d that the from that d removed &c., of the iey becomhe costs of e questions mentioned, e property s liable to of opinion e fixtures, as Defen-

lea : Pothicr, ıllier, vol. 3, 25 ; Pothier, No, 239. dant has not, by her evidence, contradicted, or attempted to contradict Plaintiff's evidence, that these pipes, &c., are removeable, I must decide that Levey, the tenant, who had placed them in the house, had the right to take them away, that is as between him and his landlord; this decision is based upon several english authorities which show that these pipes, &c., are removeable by the tenant, and, upon the proof made in the cause of the facility with which they may be removed: but Defendant was entitled to receive the house in the condition in which it was when sold to her. These pipes, &c., were in the house at the time of the sale, and were presumed to form part of the house; Defendant could not know that they were placed there by Levey, the tenant, or that he had a right to remove them, and, as Atkinson, at the time of the sale, made no reservation whatsoever of these pipes, &c., I decide that the water-pipes, gas-pipes, &c., as between Plaintiff and Defendant formed part of the house sold by Plaintiff to Defendant, who is entitled to claim from Plaintiff the value of the pipes, &c., which were afterwards removed by his tenant. (1)

JUGEMENT: "La Cour, considérant que, par l'acte de quittance, en date du 20 septembre, 1862, fait et exécuté par le Demandeur en faveur de la Défenderesse, le seul montant en litige entre les parties serait réduit à la somme de \$174, que la Défenderesse prétend pouvoir être par elle retenue, pour réparation et diminution de valeur dans la propriété à elle vendue, et ce à raison de ce que certains tuyaux et tubes servant à l'eau et au gaz, qui se trouvaient dans la propriété, au moment de l'achat d'icelle par la Défenderesse, auraient été subséquemment enlevés par C. E. Levey, le locataire de la maison, comme ayant été placés en icelle temporairement par lui, et qu'il avait droit d'enlever: Considérant que, lors de la vente, les tubes et tuyaux susdits, quoique pouvant facilement être déplacés des endroits où ils furent placés par Levey, étaient censés faire partie de la maison, que le Demandeur vendait à la Défenderesse, avec toutes ses appartenances et dépendances, et telle qu'elle était occupée par le locataire Levey: Considérant que le Demandeur, en vendant sa maison, était tenu de réserver et d'indiquer tout ce qui ne lui appartenait pas, et qu'en autant il était tenu d'indiquer et réserver les dits tubes et tuyaux, comme appartenant à Levey, qui les avait posés, et avait le droit des enlever à l'expiration de son bail: Considérant que, quoique Levey, en enlevant les dits tubes et tuyaux, ait détérioré la maison, néanmoins, la conséquence de cette détérioration, est une question à être vuidée

31

⁽¹⁾ Pothier, Com., Nos. 53, 54, 60; Defau, Manuel du Propriétaire, p. 91; Pothier, Vente, No. 239.

ri

th

 u_{l}

to

pr

wi

th

the

int

the

ens

and

tion

10t

the

on

saic

den

a lig

den reac had

resis desi

freig not

His

the :

in ef

arriy their

Quel

recei

that

vesse

of th

the g

or th

that !

their

protes

their

of the portic

cordir

arriva

entre le Demandeur et Levey, et non entre le Demandeur et la Défenderesse: Considérant que les nouveaux tubes et tuyaux, placés par la Défenderesse, pour remplacer ceux enlevés par Levey, et les réparations par elle faites à la maison, valuient la somme de \$174, et qu'elle pouvait légalement faire cette substitution de nouveaux tubes et tuyaux, et ces réparations, et en opposer le montant en compensation à la demande du Demandeur: La Cour maintient l'exception péremptoire de la Défenderesse, déclare la somme de \$174, balance due au Demandeur par la Défenderesse, compensée et payée par une égule somme de \$174, due par le Demandeur à la Défenderesse, pour valeur des réparations faites aux dits tubes et tuyaux, et renvoie l'action du Demandeur, avec dépens à compter du 28 octobre, 1862, sauf que chaque partie supportera elle même ses frais d'enquête, et ce en raison de ce que ni l'une ni l'autre n'ont jugé à propos de produire les articulations de fait requises en loi, et n'ont pas tilé de consentement par écrit pour s'en dispenser mutuellement. (14 D. T. B. C., p. 159.)

VANNOVOUS, for Plaintiff.

HOLT and IRVINE, for the Defendant.

VOITURIER PAR EAU.

QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE, Quebec, 1 septembre 1862.

Before: Sir L. H. LAFONTAINE, Bart., Chief-Justice, DUVAL, MEREDITH and MONDELET, Justices.

JUSON et al., Appellants, and AYLWARD, Respondent, and VICE-VERSA.

Jugé: 10. Que le consignataire d'effets sur un vaisseau, ne peut insister à ce que ses effets lui soient livrés sur un allège fourni par luimème, avant paiement du fret dû au messager requis de faire telle livraison. (1)

20. Que dans le cas d'un vaisseau arrivant d'un port étranger, le déchargement des effets, après avis donné, sur un quai, où tels effets sont

ordinairement déchargés, est une livraison valable. (2) 30. Que si, en pareil cas, le propriétaire des effets refuse de les recevoir, et qu'ils soient endommagés par les intempéries de Pair, il devra lui-même en supporter la perte.

In the month of August, 1860, Appellants, Plaintiffs in the Court below, caused to be shipped on board of a vessel called the *China*, whereof Respondent, Defendant in the Court below, was master, certain goods and merchandize, to be car-

⁽¹⁾ V. art. 1679 et 2453 C. C.

⁽²⁾ V. art. 2430 C. C.

ındeur et tubes et ceux ena maison, nent faire ces répation à la eption pé-\$174, banpensée et mandeur à s aux dits r, avec déque partie aison de ce roduire les ilé de conent. (14 D.

ibre 1862. pice, DUVAL,

ondent, and

ne peut insisourni par luide faire telle

tranger, le décls effets sont

e de les recel'air, il devra

ntiffs in the vessel called the Court e, to be carried on board of the said vessel from the port of Liverpool to the port of Quebec, and then to be delivered to Appellants, upon payment of freight; Respondent had signed the usual bills of lading. The China arrived at Quebec on the 7th October. On the same day, the agent of Appellants, who had previously forwarded to him their bills of lading, arranged with the master of a schooner to receive the goods and carry them to Montreal. On the 8th, Respondent was informed by the agent of Appellants that they would receive the goods into a lighter or schooner. On the 9th, the China came to the wharf, the agent, early on the same day, received the custom-house permits authorizing the forwarding of the goods, and again acquainted the master of the China with his intention to take delivery into a lighter. About mid-day, on the 10th, the schooner which had been engaged came along side the China. When the agent of Appellants saw Respondent on the 9th, Respondent referred him to the mate, who, he said, knew more about the cargo than he did. The Respondent then made no objection about delivering the goods into a lighter. On the morning of the 10th, the agent of Respondent again saw the mate, who told him to have his lighter ready about noon, so as to commence unloading. But a claim had been made by the consignees of the ship, which, being resisted led to the refusal to deliver the goods in the manner desired. The consignees of the ship claimed payment of the freight in advance. To this, the agent of Appellants would not consent, but offered any security that might be required. His instructions were, to pay the freight in full so soon as the goods should have been delivered into the lighter. It was in effect alleged in the declaration of Appellants that, upon arrival of the vessel at Quebec, being desirous of obtaining their goods and of having the same forwarded upwards from Quebec, without loss of time, they had hired a lighter to receive the goods from the vessel on the eighth of October, that they caused the lighter to be brought along side of the vessel for this purpose, and notified the master of the vessel of the fact, and that they were ready to pay the freight upon the goods, as soon as they should be put on board the lighter, or that they would give such security as would be required; that Defendant was notified that Plaintiffs would not receive their goods upon the wharf; that Plaintiffs had made a formal protest and demand to the above effect and that, nevertheless, their goods were discharged upon the wharf; that a portion of the goods landed upon the wharf were damaged and a portion lost, to their damage, &c., and taking conclusions accordingly. To this action Defendant pleaded that, after the arrival of the ship at Quebec, on the 8th October, her arrival was duly reported at the custom-house and notice thereof given as well in the newspaper, as in writing, formally, to Plaintiffs, and also verbally on several subsequent occasions, and that, with all due diligence the vessel was in the usual and accusto ned manner moored to East India wharf, at which it was usual and customary to land and deposit goods of that description, and which was a fit and proper place for that purpose; and that, immediately after the arrival, mooring and notice, Defendants caused the goods to be unshipped and landed upon the wharf, according to the usage of trade and the custom and practice at the port of Quebec; and, thereupon, Plaintiff's goods, save and except seven bars of iron, were duly delivered by Defendant to Plaintiffs, without that he Defendant ever neglected or refused so to do, or was otherwise guilty of the carelessness, negligence, misconduct, or mismanagement charged against him in the declaration; and that if, from the refusal of Plaintiffs to receive delivery on the wharf, or from their delay in removing the goods from the wharf, any damage was sustained, or expenses incurred, and set forth in the declaration, such loss could not be charged againts Defendant. The Defendant further alleged that the seven bars of iron missing were of the value of ten dollars, and deposited the same with his plea, with 13s., 7d. for costs. The following judgment was rendered, on the 5th September, 1860: "The Court, considering that Plaintiffs had "a right to obtain from Defendant delivery of their goods "into a lighter, and that no legal or sufficient reason was of-" fered by Defendant for his refusal so to deliver the same: "Considering that, by the refusal of Defendant to deliver "the goods to Plaintiffs in their lighter, and delivering "them instead on the wharf, they, Plaintiffs, were put to the "expense of wharfage, additional freight and labor, in all " amounting to the sum of one hundred and forty three dol-" lars and twenty cents, which he, Defendant, is by law bound " to pay and make good to Plaintiffs: Considering that Plain-"tiffs received delivery of their goods so made to them by " Defendant on the wharf, and that such manner of delivery "at the port of Quebec has been sanctioned by the Courts of "this country, and that the damage sustained by the goods " was caused by the default of Plaintiffs to carry away the " same, and not by any act of Defendant, and, consequently, "that he is not liable for such damage; the Court doth ad-" judge and condemn Defendant to pay to Plaintiffs, for the "causes hereinbefore first stated, the said sum of one hun-" dred and forty three dollars and twenty cents, with interest "thereon from the 5th day of September, 1860, and costs of

and ,

iı

O

Λ

tł

li

tl

co

re

V

fre

eo

tlı

see

he

on

cas

on

str

Co

del

of

me

cier

the

Liv

bou

ther

por

afte

" di " go

" co

" ve

" un

" the " gn

200

" the

" mu

" up

' be

of di

e thereof rmally, to occasions, the usual , at which goods of ee for that poring and ipped and trade and ind, therers of iron, thout that was otherict, or mis-1; and that ery on the s from the curred, and be charged ed that the lue of ten th 13s., 7d. on the 5th laintiffs had their goods son was ofthe same: to deliver delivering e put to the abor, in all three dolv law bound that Plainto them by of delivery ne Courts of the goods v away the insequently,

rt doth ad-

iffs, for the

of one hun-

vith interest and costs of "suit." Both parties being dissatisfied with the judgment instituted appeals, and:

HOLT, upon the appeal of Juson, et al. said: It is contended, on the part of Appellants, that the Court having declared that Appellants were justified in refusing to take their goods from the ship upon the wharf, and in requiring a delivery into their lighter, could not consistently absolve Defendant from any of the consequences of his illegal conduct; and the question comes to be: if, when Plaintiffs, the owners of the goods, were ready to receive their goods into a lighter, demanded a delivery in that manner, and were able and willing to pay the freight, and had a right to demand such delivery, the carrier could land the goods otherwise than at his peril! If he landed them, was he not bound to take care of them? It does not seem to Appellants, that the reason assigned by the Court below for relieving Defendant for this responsibility is a sound one, either in its appreciation of the facts or of the law of the case. It cannot be said that Plaintiffs "received" the delivery on the wharf, for it is in evidence that they offered the most strenuous résistance to that mode of delivery; and, when the Court invokes the sanction of the Courts of this country to a delivery upon a wharf, it loses sight altogether of the reason of the rule, which, not only in this province, but in all commercial countries, declares that a carrier by water makes sufficient delivery upon a wharf. It cannot be doubted that, when the master of a ship undertakes to carry a bale of goods from Liverpool to Quebec, there to be delivered to A. B., he is not bound to find out the stores or place of business of A. B., and there deliver the goods: for his contract is only to carry from port to port; and, therefore, he makes a good delivery when, after proper notice, he discharges upon a wharf. " A ship, tra-" ding from one port to another, has not the means of carrying "goods on land; and, therefore, according to the established " course of trade, a delivery on the usual wharf is such a deli-" very, as will discharge the carrier. But this language must be " understood with the reasonable limitation and qualification "that due and reasonable notice thereof is given to the consi-" gnee. Where, however, the consignee of goods requires the goods to be delivered to him on board of the ship, and directs "them not to be landed on a wharf, it seems that the master " must obey the request; for the wharfinger has no right to insist " upon the goods being landed at his wharf, although the vessel be moored against it." (1) Upon this point, the general mode of discharging goods from a ship, there can be no difficulty, and Appellants do not understand how it is made a point at

⁽¹⁾ Story, On bailments, § 544, and the cases there cited.

all, by the court below; particularly, when the same judgment declares that the master of the vessel had no right, under the circumstances of the case, to land Plaintiffs' goods. The sole question, then, for consideration, is: Whether, or not, Plaintiffs having exercised a lawful right in refusing to receive delivery unon z wharf, Defendant is liable to them for the loss and damage sustained by the goods while they were being landed and afterwards while they remained upon the wharf? It is submitted, on the part of Appellants, that the goods were still under Defendant's care and charge, and that his obligations and duty as earrier remained entire and undiminished up to the moment when Appellants, fearing the total dispersion and loss of their goods, and solely as a measure of protection to themselves, took possession. (1)

ŀ

S

si

tl

eı

la

de

W

A

at

us

W

4t

go af

as an

sel

ma

she to ha

thc

6tl

sai

cla Cor thr

Ap

nec

Res

tra

dan

him

ŀ

JONES, for Respondent, upon the appeal of Juson, et al.: The pretensions of Respondent are that, having established that, according to law and the usage and custom of trade at the port of Quebec, he had made a good delivery by placing the goods on the wharf in the manner stated in his plea in the court below, the court could not legally condemn him in any sum of money whatever, but that, on the contrary, the action of Appellants, in the court below, ought to have been dismissed

JONES, upon the appeal by the Defendant Aylward, said: The Appellant contends, that he is entitled to a reversal of the judgment for the following, among other reasons: 1st. Because, by the contract between the parties, Appellant was bound to carry and convey the goods and effects of Respon-

^{(1) &}quot;The carrier must not leave or abandon the goods on the wharf, even "though there be an inability or refusal of the consignee to receive them." 2 Kent's comm. 817." A carrier is not discharged by delivering the goods to "a wharfinger, whose warf he uses, but continues to be liable until they are "received by the party." Wardell vs. Mourillyan, 2 esp. 693. "The master "will acquit himself of his obligation to deliver, if he lodge the goods with a "wharfinger; provided he take care that they be so lodged with him as to "make him chargeable with them. And he is bound so to land and lodge them, where there is any difficulty about freight, instead of keeping them " on board." I Bell's, Comm. on the laws of Scotland, 469." If the consignee is "unable, or refuses to receive the goods, the carrier is not at liberty to leave "them on the wharf; but it is his duty to take care of them for the owner." Story, On hailment, § 545. "If after such notice the consignee refuses to "receive the goods, it is the duty of the master to take care of them for the "owners; unless the consignee is under an obligation to receive them, when "they will be at his risk; and such facts are for the jury." Argell, Ou the law of carriers, § 306." So the carrier will be excused for his delay in delivery, " if the consignee is dead or absent, or has refused to receive the goods, though, "in thoses cases, he is not justified in abandoning the goods, or by leaving "them unprotected on a wharf; his duty on the contrary, being to secure "them for the owner." Ibid, § 291." The ordinance of Rotterdam allows the " master to detain the goods for his freight, but requires him to unload and " take care of them, that they may not be diminished or spoiled." Chitty, Oa the law of carriers, [222].

e judgment, under the sole the sole to Plaintiffs we delivery he loss and eing landed tharf? It is les were still obligations ished up to persion and rotection to

ison, et al.:
established
of trade at
placing the
plea in the
him in any
the action of
en dismissed

dward, said:
i reversal of
ons: 1st. Beppellant was
s of Respon-

the wharf, even receive them. ig the goods to e *until they are* 3. " The master ne goods with a with him as to land and lodge f keeping them the consignee is liberty to leave for the owner." gnee refuses to of them for the ive them, when Argell, On the lay in delivery, goods, though, , or by leaving being to secure lam allows the to unload and d." Chitty, Oa

dents, from the port of Liverpool to the port of Quebec, and, there, safely deliver the same to Respondents, and because Appellant proved and established in the court below, that he had in all things fulfilled the said contract; 2nd, because, in and by the three several bills of ladings, produced, it is stipulated that the goods of Respondents should be carried on board the ship to the port of Quebec, and there delivered to Respondents, and, because, upon the arrival of the vessel at the port of Quebec, and after due notice had been given to Respondents, and a reasonable time had elapsed after the ship's arrival to enable them to receive and take away the said goods, Appellant safely landed and deposited the same in and upon a certain wharf, at the port of Quebec, called the East India wharf, where by the usage and custom, at the port of Quebec, goods of the description of those mentioned in the several bills of lading are used and accustomed to be landed, for the use of the consignees thereof. 3rd. Because, in default of any place being stated in the bill of lading, at which the goods were to be delivered at the port of Quebec, Appellant had a right, after the arrival of the vessel, to place and deposit the same upon one of the public wharves, for the use of the consignees thereof, after due notice to them; and, breause such mode of delivery is sanctioned by the law, as well as by the usage and the custom of the port of Québec. 4th. Because Respondents were not ready to receive their goods from the vessel, as they were bound to do; and, because, after a sufficient time had elapsed, Appellant landed the same as he was authorized by law to do. 5th. Because it is proved and established, as well by the evidence of Respondents themselves, as by that of Appellant, that, where no mention is made in the bill of lading as to the place at which the ship should discharge her cargo, it has been the invariable custom to land the goods on one of the public wharves, unless there had been an agreement, after the arrival of the vessel, between the captain and the consignce to land them otherwise. 6th. Because, if the delivery of Respondent's goods, on the said wharf, was sanctioned by law and custom, the charges claimed by Respondents, in and by their declaration in the Court below, amounting to the sum of one hundred and fortythree dollars, were not caused by any default on the part of Appellant in the delivery of Respondent's goods, and did not necessarily result therefrom, but the same were incurred by Respondents, in the performance of another and different con-

HOLT, upon the appeal by the Defendant said: The Defendant complains of the judgment, because, although it declared him not responsible for the goods short delivered, or for the

damage on the wharf, he is condemned to pay and make good the expenses of wharfage, demurrage, increased freight, labor, &c., incurred by Plaintiffs, through Defendant's having persisted in landing the goods when he was required to discharge them into Respondent's lighter. The master of a vessel, it is submitted, has not performed his contract, as usually set forth in bills of lading, until he has delivered, as well as carried. He cannot demand the freight so long as the goods remain in the hold, and there is no delivery until the goods are discharged and out of the ship. The proposition of Respondents is that the consignee has an absolute right to demand that his goods be discharged, either from one side of the ship upon a wharf, or from the other side into a lighter, at his option. In either case, if, after the goods are discharged, the freight remains unpaid, the master can prevent the goods from being taken away, in the exercise of his right of lien; and this he may do, either forcibly, or by legal process. But Respondents are confident that no authority can anywhere be found for the position taken by the agents of the China, and acted upon by Appellant, viz: that they were entitled to make the payment of the freight in advance a condition precedent to their delivering the goods into a lighter. Nor can they invoke that salutary provision of maritime law which, as a general rule, discharges the master, carrying from port to port, from all obligation to take charge of the goods, when landed after due notice to the consignee. The reason of that rule is founded solely upon the consideration that a sea-going vessel does not carry by land, and ceases to have any application when the consignee presents himself and demands a delivery in another way. The question then is: Has the consignee such a right? Does the master make a good delivery, when, contrary to the express directions of the consignee who has his lighter ready, he lands the goods upon a wharf? Authorities are not wanting to shew that the master is bound to discharge into a lighter, should the consignees require a delivery in that way: and Respondents have been unable to find any warrant for Appellant's pretension that the master may grant, or deny, that demand, at his pleasure. A memorandum of authorities is furnished, on this, as on the other points which arise, though less prominently, in the case, and Respondents beg respectfully to refer to the same. But, independently of express authorities, the question now submitted to this Court, in the light in which it is viewed by Respondents, is one of paramount importance in its bearings upon a commercial interest of surpassing magnitude which presents itself in this Province, upon, perhaps, a larger and grander scale than in most other countries in the world. The Respondents allude to

hi m se co ba cia be sa in th of de los per of end nei sup

var

the

con

usa

 \mathbf{for}

fort

tł

(1)the until Ship ping, canne riers, Flanc R., 2 groui on the the c delire " ves " dar " hav " Bu

" to de not less " orde" again as i

" load " the " him ake good ht, labor, ving perdischarge essel, it is set forth s carried. remain in dischargats is that his goods a wharf, In either t remains ing taken ie may do, s are conr the posil upon by e payment their deliwoke that neral rule, t, from all d after due s founded el does not when the in another h a right? ary to the hter rendy, not wantrge into a that way: arrant for t, or deny, authorities hich arise, idents beg tly of exthis Court, s, is one of nercial inelf in this le than in

s allude to

that most useful and most necessary class of public carriers known as Forwarders; whose theatre of operations is the highway of the St. Lawrence, the more humble waters of our numerous canals, and the broad expanse of the great inland seas beyond. The amount of tonnage so employed is very considerable, in the shape of side wheel and tug steamers, barges and schooners. One of the chief elements of commercial enterprise and success, is the saving of time, and it would be to strike a deadly blow at the best interests of trade, to sanction by authority any measure or pretension calculated in the smallest degree to check or discourage this object of the pursuit of the enlightened merchant. And, independently of this consideration, whence does the master of a vessel derive the right, not only to inflict upon the consignee the losses arising from mere delay, but also the various other expenses necessarily attendant upon the landing of a cargo, or of goods, the destination of which is beyond the port at which ends the voyage of the carrying ship? Such a pretension has neither the authority of reason nor of adjudged cases to support it, and is now raised for the first time. It is at variance, Respondents submit, not only with the law which the parties have made for themselves by entering into the contract which the bill of lading discloses, but also with the usage and custom of the Port of Quebec, which has obtained for a long series of years, in fact ever since there have been forwarders on our waters. (1)

⁽¹⁾ Authorities cited on the part of the Respondents, upon the appeal of the Defendant. I. The master cannot detain the goods on board the ship until the freight is paid. Chitty on the Law of Carriers, [22]; Abbott, on Shipping, (9th Ed.) 310. 2 Pothier, Charte-Partie, No. 90. Flanders on Shipping, § 281. II. If the consignee demand delivery into a lighter, the master cannot insist upon landing the goods on a wharf. Chitty on the Law of Carriers, [180]: Angell on the Law of Carriers, § 313: Story on Bailments, § 544: Flanders on Shipping, § 279: Addison on Contr., 501: Syeds vs. Hay, 4 Term R., 260. In this case, Syeds vs. Hay, which was an action of trover; the ground of defence chiefly relied upon was that the action should have been on the case, and not trover, and the Defendant's counsel admitted that, under the circumstances, an action on the case lay against the carrier for a mis-"The action was brought by the owner against the captain of the "vessel in which the goods had been shipped. They were left by the Defendant in the hands of a wharfinger for the Plaintiffs' use; and he might "have had them at any time by sending there and paying the wharfage." But, previous to their being landed on the wharf, the Plaintiffs, intending "to convey them from the vessel himself, expressly directed the Defendant " not to land them there, which the latter promised not to do, but neverthe-"less he did so. The Defendant by way of justification for this breach of "orders and promise, attempted to set up a usage that every wharfinger, "against whose wharf a vessel was moored for the purpose of unloading, "as in the present case, was entitled to the wharfage free for all goods un-"loaded therefrom, whether landed on the wharf or not; and that therefore "the wharfinger had a lien thereon, of which it was not lawful to divest Lord Kenyon, doubting whether the action should not have been

MEREDITH, Justice: Juson & Co., merchants of Hamilton, C. W., caused to be shipped on board of the China, whereof Thomas Aylward was master, certain goods to be carried from Liverpool to Quebec, and there to be delivered to Plaintiffs. On the arrival of the China, Plaintiffs, Juson & Co., required Defendant to deliver their goods on board of a schooner called the Provence, which they had hired for that purpose, and Defendant offered to accede to their request, provided the freight were first paid. The Plaintiffs, however, refused to pay the freight until the goods should have been actually delivered on board the Provence; and, thereupon, Defendant landed the goods upon a wharf, at which goods, such as those forming the cargo of the China, are usually landed. The Plaintiffs, being of opinion that they had a right, without previous payment of the freight, to insist upon their goods being placed on board of the Provence, had no person in attendance on the wharf, to receive their goods when they were delivered there; nor did they look after them in any way until some days after they had been landed; when Plaintiffs, fearing the total loss of their goods, took possession of them. The evidence establishes that, in the interval between the time at which the goods were landed, and the time at which they were taken possession of by Plaintiffs, a portion of them was lost, and a further portion injured by the inclemency of the weather. And, it is also established that Plaintiffs were subjected to additional expenses to a considerable extent by the delivery on a wharf, instead of into a lighter as required. The principal question which this case brings under our consideration is: whether a consignee of goods on board ship, can insist upon his goods being delivered upon unother vessel, before the payment of the freight due to the carrier required to make such delivery. That a common carrier has a right to retain possession of goods carried by him until payment of his freight,

on the case, reserved this point for the consideration of the Court, and the Plaintiff had a verdict. A rule to set aside the verdict and enter a non-sult having been granted and argued; the learned Judges Kenyon, Ch. J., Ashirast, J., Buller, J., and Grose, J., delivered their opinions to the effect that the Defendant was liable, and that the rule should be discharged, Buller, J., said: "I am of opinion that the objection to the form of the "action is not well founded. For the Plaintiff gare express orders to the De"fendant not to land the goods on the wharf, to which the latter agreed at the businessism of the wharfinger. So here the Defendant by putting these goods into the enstody of a wharfinger brought a charge on the Plaintiff. And this is a deliberate act, being done contrary to the orders of the orner." III. The master, if the freight be not paid after the goods have been discharged, may seize and detain them in the lighters or barges. Ordee, of Wisbury, Art. 57. Ordee, de la Marine, Book III, Tit. 3, Art. 23, Fret: Ordee, of Rotterdam, Art. 157. Cleirac, Art. 21, Note 3, p. 72 (Commentary on the laws of Oleron). Consolato del Mare. 2 Magens, 106.

as sel rei wl " v " V (1)der of . ar thi tha upo til mit of rig. the thi dar frei Def Def Pla the of I at, ren sess reas dan by . wou freig poss Def freighteningthis not ligh to e

ca

th

Com.

Hamilton, whereof ried from Plaintiffs. required ner called , and Dehe freight o pay the livered on unded the e forming Plaintiffs, cious paying placed nce on the \mathbf{red} there: e days afthe total ridence eswhich the ere taken ost, and a e weather. cted to adlelivery on principal eration is: nsist upon re the paymake such ain possesiis freight,

ourt, and the er a non-suit yon, Cu. J., nions to the e discharged. form of the ers to the Heagreed at the goods into the outting these the Plaintiff. f the owner. s have been Ordce, of rt. 23, Fret : Commentary

cannot be doubted, and, indeed, is not denied; but it is said that, even if Defendant had delivered the goods in question, as was requested, he would have had a right to detain the schooner containing them until the freight was paid, and reference has been made to the case of Sodergreen vs. Flight, in which "the captain of a ship was allowed a lien on a part of " a cargo which had been removed into a lighter sent by the " vendee alongside of the ship, but which the captain after-" wards fastened to the ship's side, to prevent its final removal." (1) It is not necessary to decide, in this case, whether, under our law, Defendant, as master of the China, in consequence of a difficulty between himself and Plaintiffs, would have had a right of his own authority, to detain a vessel belonging to a third party. Even if it be assumed for the sake of argument, that Defendant would have had a right to detain the schooner upon which Plaintiff's wished their goods to be delivered, until the freight due upon them was paid, still, it must be admitted that, if Defendant had had occasion to enforce his right of lien, the cost and difficulty incident to the exercise of that right, would have been very greatly increased by the fact of the goods having been placed upon a vessel belonging to a third party. According to this view, Plaintiffs required Defendant to do an act tending to impair materially his lien for the freight due to him; and, as Plaintiffs had no greater right to ask Defendant to impair his lien, than to defeat it altogether, I think Defendant was justified in refusing to accede to the request of Plaintiffs. In making the foregoing remark, I have considered the question to be decided mainly with reference to the rights of Defendants; but I think the same result would be arrived at, is the case were considered more particularly with reference to the rights of Plaintiffs. They had a right to have possession of their goods after payment of the freight due. Whereas if their demand had been acceded to, that is, if Defendant had delivered the goods on board the schooner, provided by Plaintiffs, without pre-payment of the freight, Plaintiffs would have had possession of the goods before paying the freight. In a word, Plaintiffs would have had, in their own possession, their own goods, and the freight due upon them to Defendant, and to this possession, both of the goods, and the freight, at one and the sametime, they were not entitled. If this view of the case be correct, that is to say, if Plaintiffs had not a right to demand delivery of their goods on board their lighter, before paying the freight due, then, there is nothing to exclude this case from the operation of the general rule

⁽¹⁾ Sodergreen vs. Flight, cited in Hanson vs. Mayer, 6 East, 614; Angell, Com. Carrier, No 370.

th

np tio

cat

me

in

ple

bel

car

to

goo

req Ay

wit

hec

tra

del

par

a r

the

lial

ject

аp

goo allo

day

fore

 \mathbf{dec}

by:

the

thei

so f

exp

whi

of t

cons

Que

at it

for

so fa

said

to 1

rend

Co.,

here ten e

which obtains in England and in the United States, and which has been invariably acted upon in this country, that the landing of goods, on the usual wharf, after due notice, is a good delivery. If the present case comes within that rule, then as Defendant acted in conformity with it, I do not think that he can be liable, either for the extra expenses to which Plaintiffs were subjected, in consequence of their goods having been landed on a wharf, or for the damages done to the goods, in consequence of Plaintiff's having failed to look after them for some days. Authorities have been cited as establishing "that " if the consignee is unable to receive or refuses to receive the "goods, the carrier is not at liberty to leave them on the "wharf; but it is his duty to take care of them for the ow-"ner." (1) There are many cases in which I would think it the duty of the Court to act upon the above doctrine; but where the owner having received due notice, is aware that his goods are being landed, and wilfully refuses to take charge of them; it seems to me impossible that he can be allowed to make any other party liable for damages done to his own goods, in consequence of his own wilful neglect. For these reasons, I am of opinion that the action of Plaintiffs ought to have been dismissed; and that the judgment of the Superior Court must be modified accordingly; and, I have the less hesitation in adopting this course, as the proposed judgment, which I believe is such as the rules of law dictate, is in accordance with the well established usage of trade at Quebec, as proved by the weight of evidence in this cause. To prevent misapprehension, I may add, that the present judgment, at least so far as I am concerned, is not to be understood as deciding that eonsignees in all cases may demand a delivery of their goods into a lighter, on condition of paying the freight in advance, James Gillespie, who has been extensively engaged in trade at Quebec for the last thirty years, says: "It "would be impossible for a vessel, having a general cargo, "and where there are a large number of consignees, to deliver "their goods to the several consignees in lighters, without en-" tailing very great delay upon the ship." This opinion which is in accordance with that of several other witnesses, fully competent to speak on the subject, seems to me to be reasonable. But in eases where from the nature of the eargo, or from the small number of the consignees, it would not be more troublesome or expensive for the master to deliver his cargo into a lighter, than on a wharf, it would seem reasonable, that upon payment of the freight due, the consignce should have, as Plaintiffs in the Court below contended, a right to demand

⁽¹⁾ Story on Bailment, No 545.

nd which the lanis a good , then as k that he **Plaintiffs** ring been goods, in them for ing "that eceive the em on the or the owd think it rine; but re that his charge of illowed to his own For these iffs ought the Supeve the less judgment, is in accor-Quebec, as l'o prevent lgment, at ood as delelivery of the freight nsively ensays: "It eral cargo, , to deliver vithout ennion which esses, fully be reasongo, or from ot be more er his cargo onable, that

uld have, as

to demand

that their goods be discharged, either from one side of the ship, upon a wharf, or from the other side, into a lighter, at their option. On these points, as they do not present themselves in this cause, I express no positive opinion; and I now allude to them

merely to prevent wrong inferences from the present judgment. "The court, considering that Thomas Aylward, Defendant in the court below, had a lien on the goods mentioned in the pleadings, belonging to R. Juson and Co., Plaintiffs in the court below, for the sum of \$601.77 due to him, as freight for the carriage of the goods on board the ship China, from Liverpool to Quebec: Considering that, if Aylward had delivered the goods on board of a schooner belonging to a third party, as required by R. Juson and Co., the enforcement of the lien of Aylward on the goods (if possible) would have been attended with much greater trouble and expense than if the goods had been delivered upon a public wharf, in the usual course of trade: considering, therefore, that Aylward, was not bound to deliver the goods on board of a schooner belonging to a third party, as required by R. Juson and Co., and that Aylward had a right to deliver the goods as he did, upon a public wharf, in the usual course of trade, and that Aylward cannot be held liable for the expenses to which R. Juson and Co., were subjected, in consequence of their goods having been delivered on a public wharf, as aforesaid, nor for the damage caused to the goods in consequence of R. Juson and Co., having wilfully allowed the same to remain on the public wharf for several days exposed to the rain and bad weather. Considering, therefore, that in the judgment of the court below, in so far as it declares that the damage sustained by the goods " was caused by the default of Plaintiffs (R. Juson and Co.,) to carry away the same, and not by any act of Defendant," (to wit, Aylward) there is no error; but that the said judgment is erroneous in so far as it condemns Aylward to pay a sum of \$143.20, for the expense of the wharfage, additional freight and labour, to which, it is alleged R. Juson and Co., were subjected, on account of the delivery of the goods on a wharf, as aforesaid, doth, in consequence, confirm the judgment of the Superior Court at Quebec, rendered on the 5th day of September, 1861, in so far at it dismisses the claim of Juson and Co., against Aylward. for the said damages, and doth reverse the said judgment, in so far as it condemns Aylward to pay to R. Juson and Co., the said sum of \$143.20, with interest and costs: and, proceeding to render such judgment as the court below ought to have rendered, as regards that part of the demand of R. Juson and Co., in relation to which the said judgment of the court is hereby reversed, doth declare the tender made by Aylward of ten dollars as the value of seven bars of iron which he failed to deliver to R. Juson and Co., good and sufficient; seeing that the said sum of ten dollars, deposited by Aylward, together with thirteen shillings and seven pence, deposited as costs, hath been received by R. Juson and Co. (14 D. T. B. C., p. 164.)

HOLT and IRVINE, for Juson and Co. JONES and HEARN, for Aylward.

COMMUNAUTE DE BIENS.-OBLIGATION PAR LA FEMME.

CIRCUIT COURT, Sherbrooke, 12 mars, 1863.

da

ho

tu

re

W

am

wa ma his

fai

no be

th: his

hii

by

for

wh

par

ger

cell

fru

The

con

and

to j

Was

lial

hin

be

froi

her

qua

méi

first

ant

hus

app

rate

sum

Pers

of s

tion

(1)

82 ; I No. *i*

Before: Short, Justice.

MORKILL, Plaintiff, vs. Jackson, Defendant.

Jugé: Que le mari, dans le cas de communauté légale, n'est pas responsable des dettes contractées par la femme pour le maintien d'un établissement séparé de celui de son mari, si elle s'est volontairement absentée de son domicile sans cause légale. (1)

This was an action of assumpsit for goods sold and delivered. It was founded upon an ordinary trader's account, and the action was brought in the usual way, as if there were no exceptional circumstances. The Defendant's plea was that Defendant had never purchased the goods, that his wife might have done so, but of this he was ignorant; that his wife had not lived with him for twenty years, and more, and that she left him without any cause, and against his will; that he had always provided a home for her and enough for his household; that these facts were all well known to Plaintiff, and if he sold her goods it was on her credit, not on the credit of Defendant. The Plaintiff answered to this that there was no legal separation of property between Defendant and his wife; that a communauté existed between them, and that Defendant, as maître de la communauté, was liable for the debts of the menage; that the goods furnished were ordinary household supplies for persons in their station in life. The Plaintiff proved the sale and delivery of the goods to Defendant's wife, and the prices, and that the goods were such as persons in Defendant's station in life were wont to have, and rested his case there. The Defendant proved the material allegations in his plea; that his wife left his house against his pregent request for her to remain; that he had always been ready to receive her back; that he provided amply at his own domicile for his household; that his wife, by means of her own property, with which he had not meddled, had kept up an establishment, some twenty miles from Defen-

⁽¹⁾ V. art. 1280 C. C.

eing that together as costs, D., p. 164.)

ME. s, 1863.

est pas resintien d'on ontairement

ıd deliver-

count, and e were no was that vife might wife had d that she hat he had his housetiff, and if credit of re was no d his wife; nat Defenthe debts ordinary life. The to Defenre such as have, and e material se against ad always amply at by means ddled, had om Defen-

dant's, and Plaintiff, as well as other traders, had furnished her what she required in goods, and gave her credit ad libitum, never charging the goods to Defendant, or receiving any recognition of their accounts from him in any way. That it was only when her supplies ran low from certain causes, that an attempt was made to attach liability to Defendant. It was proved by Plaintiff, in rebuttal, that Defendant had never made any allowance to his wife for her support separate from him, and that he consented to the separation so far, and so fur only, as not to resist it by the legal remedies open to him; not approving of it, and refusing to do any thing that might be construed as an approval on his part. It was also proved that he had refused to give his authorization for the sale of his wife's real property, which she had frequently requested him to grant. On behalf of Plaintiff it was contended that, by the fact of marriage in Lower Canada, Defendant had formed a partnership in the eye of the law with his wife, which existed unless legally dissolved, and so far as third parties were concerned, was unaffected by any mutual arrangement to live separately, "cette convention fuit présumer celle de mettre en commun leur mobilier, leurs revenus, les fruits de leurs épargnes et de leur commune collaboration." That whatever was furnished for the support of either of the conjoints, was d'autant a contribution to the communauté, and created, ex lege, an obligation on the part of the husband to pay for it. The only means of reaching the communauté was by action against the husband, and unless he was held liable to liquidate such debts, he was permitted to enrich himself at the expense of others. That the husband must be considered as consenting to his wife's living apart from him, because the law afforded him means to constrain her to live with him, and, therefore, his wife did not lose her quality of agent for him as respected matters relating to the ménage. (1) It was vrged on behalf of Defendant that, in the first place, the wife could not contract validly without the authorization of her husband, and she could only bind her husband or charge the communauté for aliments, when in the apparent discharge of her conjugal duties. When living separately from him without judicial sanction, she must be presumed to be so living without sufficient cause of separation. Persons who granted credit to her, were warned by the fact of separation alone, that the husband did not accord his sanction to her contracts. Pothier implied this opinion when he

⁽¹⁾ Plaintiff's authorities; Pothier, Traité de la Pussance du Mari, No. 82; Pothier Traité de la Communauté, Art. I, No. 2; Idem, Art. 2, partie 1, No. 514.

spoke of the case of a wife committed to prison by a creditor. "Lorsque le créancier a fait constituer prisonnière la femme pour la réparation civile en laquelle il l'a fait condamner, estil fondé à répéter du mari, durant le mariage, les sommes qu'il paie pour les aliments de la ferame, pendant le temps qu'il la retient en prison? Les moyens du créancier sont, que la communauté doit à la femme des aliments: le créancier a donc acquitté une dette de la communauté en les lui fournissant; et par conséquent il pourrait paraître fondé à s'en faire rembourser par le mari, chef de la communauté qui était débitrice des dits aliments, et à la charge de laquelle il les a fournis. Les moyens du mari, pour se défendre de cette demande, sont que la communauté n'a pas profité des aliments que le créancier a fournis à la femme qu'il retient prisonnière; que ceux qui auraient été fournis à la femme en la maison de son mari qui est le lieu où ils lui sont dus, n'auraient rien coûté a la communauté, qui en aurait été dedommagée par les services que la femme aurait rendus à la maison." The domicile of the communauté is the husband's residence, his home, and it is upon this principle that the meubles in and about his domicile are presumed to belong to him as chef de la maison. No such presumption could exist when goods were in the possession of the wife elsewhere. By a parity of reasoning, the wife who, by her own caprice, sets up for herself a residence at a distance from her husband, manned with a corps of domestics, could not for the purchase of supplies at this establishment be considered her husband's mandataire. This was not le ménage, for which the husband was to provide. Toullier, in extolling this exceptional provision of law, whereby the wife is made the mandataire of the husband, "relativement aux achats de comestibles et des autres provisions ordinaires de la maison, aux médicaments et vêtements de sa famille, aux emplettes des ustensiles et meubles nécessaires au ménage," says: "Cette exception est fondée sur l'ordre que la nature même semble avoir établi pour le gouvernement de la famille, et dans le partage naturel de l'administration des affaires comestiques : le mari est chargé des affaires de dehors, la femme de celles du dedans, des détails et de l'économie du ménage, de pourvoir à tout ce qu'exigent les besoins de chaque jour." The menage here intended was evidently the husband's and wife's home, where they dwelt together, where were their lares et penates, and where each was acting in his and her sphere contemplated by the marriage contract and conjugal relation. The question involved in the cause is discussed at length in a case reported in the Nouveau Denisart, under the title "Autorisation," where the duc de Lorges was sued for 30,000 livres, for debts paid to divers parties who

hac in ' 21 80 de stip exc Was und nut anc obli mai hou cone fnit tom nn e be c tion

> cum S_1 to h near banc Bent 12 0 sume she 1 Duri sepai The from check ven short with tract in he rity o rity, pects consid contr (1) A Traité

p. 58;

vho Co

nnes qu'il os qu'il la la comer a donc issant; et aire remdébitrice a fournis. inde, sont e le créanque ceux on de son rien coûté ar les sere domicile home, and about his a maison. ere in the reasoning, self a resia a corps of t this esta-This was ride. Toulv, whereby "relativesions ordients de sa ressaires au rdre que la ment de la ration des fluires du de l'éconoles besoins idently the ther, where ting in his intract and ause is disn Denisart. Lorges was arties who

creditor. la femme

nner, est-

had furnished supplies for the duckesse de Lorges, while living in voluntary separation from her husband, and keeping up a separate establishment. It was admitted that the duchesse de Lorges was furnished by her husband with an annal stipend, but it was alleged that these supplies were in excess of what the allowance was sufficient to meet. It was decided in appeal that the husband was not liable under such circumstances for debts so contracted without his authorization. It was contended by Plaintiff that no allowance was made by Defendant to his wife for her support. The obligation on his part to make an allowance for his wife's permanent residence separate from him, while leaving his bed and house against his desire, is emphatically denied. If this were conceded, an evil disposed wife might ruin the best and most faithful of husbands by contracting debts for supporting customs and habits of life entirely disapproved of by him, and an establishment over which he had no control. He is said to be chef de la communauté and to have absolute administration of it. How could be exercise his dominion under such cir-

cumstances? It would be impossible. (1)

Short, Justice: The Defendant was married in 1839; prior to his marriage, his wife lived at her place called Beaumont near Lennoxville. She went to Hatley and lived with her husband a short time after the marriage, and then returned to Beaumont, where she lived as before her marriage for some 12 or 15 years, when her dwelling house was accidentally consumed by fire. After this, she removed to Lennoxville, where she has since lived and still lives in a house built by herself. During all this time, for 20 years, and more, she has kept a separate establishment in every respect from her husband. The Plaintiff, in common with other traders, dealt with her, from time to time making settlement with her, accepting checks from her which were paid, and credit was always given to her. Defendant's name was never in his books until shortly before this suit. She separated from her husband without any cause shewn or even alleged. Can the wife contract on her own behalf? The law of France merges the wife in her husbard so that she can do nothing without his authority or sanction. If the contract is made without his authority, either expressed or implied, it will be void as well as respects her as him. There are instances in which she may be considered as the agent of her husband, and, in such cases, her contracts are his. In the management of the domestic affairs

⁽¹⁾ Anthorities cited by Defendant: Coutume de Paris, Art. 234; Pothier Traité de la Communanté, 1 partie, chap. 2, No 257; Œuvres de Cochin, v. 3, 58; Nouveau Denisart, vbo. Autorisation, vol. 1, pp. 790-91; Guyot, Rép vbo Communanté, volume 4, page 203; 12 Toullier, pages 387-8, No. 261.

of the household, when living with her husband, the wife is the natural head, and unless she evidently transcends her husband's means or purchases articles altogether inconsistent with the position and circumstances of her husband, the husband must be responsible for her purchases. She, in such case, acts, and by law is presumed to act, as her husband's agent. Even this agency is not unlimited, the trader must use ordinary prudence in his credits; if the wife purchases goods unsuited to her husband's station, or with a degree of extravagance not consistent with his income, or contracts for things other than necessaries of the household, where the trader has been eautioned not to grant credit, such presumptive agency for her husband is negatived. This is the case where married persons reside together. The mantage contract is not unilateral. It creates mutual obligations and privileges. The husband is bound to provide for his household, but, on the other hand, the wife is bound to live with the husband unless he fails in his obligation to provide for her, or is a tyrant. She is neither to starve nor be a slave with him, but where there is no legal fault on his part, and there is simply a want of record between them, she has no right to separate herself from him. If, under those circumstances, she does so, she forfeits her claim upon him for support, and ceases to have the character of his agent, as to providing for household wants. Public morality and public policy require this. Any other view would be most dangerous to society and unjust to individuals. The english law in this particular is not unlike ours. The liability of the husband for his wife's contracts is discussed at length in Addison, on Contracts, page 115, et seq., in the same sense as it is here enunciated. When the separation of the husband and wife is by mutual consent, the husband is bound still for her support, and, if he makes no alimentary allowance for her, his credit may be pledged for her support in a limited way. In this case, Defendant's wife left him without any cause which the law recognizes and it has been clearly proved that Defendent made ample provision for his household at home, that he never desired her to leave, but declared to her that his doors were always open to her to return. She set up a separate establishment and has dealt in her own name, Plaintiff never gave credit to Defendant, but to her. She cannot be considered in this respect the Defendant's agent. The Plaintiff's action must be dismissed. (14 D. T. B. C., p. 181.)

RETCHIE and BORLASE, for Plaintiff. SANBORN and BROOKS, for Defendant.

B

daa pla pri par

me

et

V

Sor suc tow cou cau allé Dos pla bas fon inst that mat his as t decl trov Def in l furt occu

that (1)

that

pres

Plai

and

deri

ed a

the

the wife is ds her husinconsistent id, the husn such ease, ind's agent. st use ordis goods unof extravas for things e trader has tive agency ere unarried s not unilaes. The huson the other d unless he yrant. She is here there is want of reherself from she forfeits we the chawants. Puy other view individuals. ers. The linbissed at length ie same sense the husband ound still for dlowance for in a limited without any learly proved household at chred to her

i. She set up

own name,

ier. She can-

s agent. The

C., p. 181.)

ACTION POSSESSOIRE.

BANC DE LA REINE, EN APPEL, Québec, 19 Décembre, 1864.

Présents: Aylwin, Meredith, Berthelot, Badgley et Gauthier, Juges.

Vallée, Appelant, et Pacaud, Intimé.

 Jag^z : Qu'il est loisible à un individu en possession d'un lot de terre dans un canton depuis plus d'un et jour, de porter l'action en complainte et réintégrande contre une personne qui est entrée sur telle propriété sculement pour y couper du bois de chauffage: et que, dans pareil cus, il n'est pus nécessaire que l'action portée soit l'action simplement en dommage. (1)

L'intimé, depuis près de dix ans, était en possession publique et paisible d'un certain immeuble situé dans le township de Somerset, comprenant le lot numéro vingt-huit et la moitié sud-ouest du lot numéro vingt-sept, dans le neuvième rang du township, lorsque l'Appelant, dans le cours de l'hiver 1860, coupa et enleva de sur cette propriété une quantité de bois, eausant, par son trouble et ses voies de faits, ainsi qu'il était allégué, des dommages estimés à £75; se fondant sur cette possession d'an delà de l'an et jour, il intenta l'action en complainte devant la Cour Supérieure pour le district d'Arthabaska. A cette action, l'Appelant répondit par une défense au fond en fait ; sur l'issue ainsi jointe le tribunal de première instance rendit le jugement suivant : "The Court, considering that Plaintiff has proved, by legal and sufficient evidence, the material allegations of his declaration, and, more particularly, his possession of the lot of land described in his dechration, as therein alleged, doth maintain the action, and it is hereby declared and adjudged that Plaintiff has been by Defendant troubled in his lawful possession of the said lot of land, and Defendant is hereby forbidden to trouble hereafter Plaintiff in his possession and enjoyment of the said lot of land; and, further, that Defendant do desist from his said trouble and occupation of the said lot of land; and it is further ordered that, within three days from the service upon him of the present judgment, Defendant do deliver up and abandon to Plaintiff the possession and enjoyment of the said lot of land, and Plaintiff be put in possession thereof; and, further, considering that Plaintiff has failed to establish that he has suffered any damage in consequence of his having been troubled in the possession of the said lot of hand, the court doth dismiss that part of the conclusions of Plaintiff's declaration by which

⁽¹⁾ V. art. 946 C. P. C.

he prays for damages." It was from this judgment that an

appeal was instituted.

PARKIN, for Appellant: The evidence adduced by Plaintiff. Respondent, is insufficient to maintain the action en complainte, It would appear from the evidence of the defence, that the possession, at the time of the alleged trouble, was in Joseph Mackenzie, who produces titles, and who ran the lines and placed bornes, an act of possession much more unequivocal than any thing proved on the record with reference to the pretensions of Plaintiff. The Appellant, in good faith, with the permission of Mackenzie, through his agent, cut wood upon the lot in question. The insignificant nature of the supposed trespass is proved conclusively by the fact that the court below refused to allow any damages, and dismissed that part of Plaintiff's conclusions. It is clear that, whether the pretentions of Respondent or of McKenzie, be or be not well founded, is a matter of indifference in this case. It was necessary for Plaintiff to make out a clear possession annale, which he has failed to do. Again, the acts of Defendant do not amount to a trouble. A trouble is something which attacks the possession of the presumed proprietor, and tends to disturb it to the extent of acquiring an adverse possession against him, or at least an inception of such possession, or an attempt to obtain it. In this case, it is manifest that Appellant, Vallée, merely entered on the land under his contract with M. McKenzie, to cut the wood which he had purchased, and not with any view to establish a possession, however momentary, in his own favor. He was a mere trespasser, and no conclusions could lie en complainte or réintégrande to compel him to desist from what he never did, or attempted to do, namely, to obtain a possession. The instances of trouble given in the books, all relate to acts done with the intention of asserting a right to possession: and, though the cutting of trees is given as an instance, it is mentioned with the view of showing an act of possession, and not as mere naked trespass, for which damages only can be claimed. In this case, the very contrary to an attempt at taking possession appears, Defendant having mereecut firewood, with the permission of the supposed proprietor, and having, according to the judgment of the court, which has been acquiesced in by Respondent, done no damage. The Appellant relies upon the fact that Respondent has not proved a possession annale, previous to the acts complained of; that the possession was rather in McKenzie, or at least a disputed possession, and that the acts committed by Appellant were not a trouble, but are proved to have been of a different character. In the absence of the contrary proof of the character of his acts amounting to an attempt to take possession of the

bane hav rebu L time l'effi lot i

l'effi lot i la C préc appe pela just qu'il a pi Ken l'Int moti n'ait ces droit

zie ;

valoi

Kenz faire Br timé 10 ja repri v cor la coi le tro mage ·défen en lu un si mieu: quête bre, 1 Cyr, 1 étnit : acte d était No. 2 avoir de Jac

Jacqu

cessio:

ent that an

y Plaintiff, n en comhe defence, *ıble*, was in in the lines unequivoence to the faith, with wood upon e supposed court below nat part of pretentions founded, is ecessary for hich he has amount to e possession b it to the t him, or at pt to obtain illée, merely lcKenzie, to th any view in his own ns could lie desist from to obtain a e books, all g a right to given as an ng an net of ich damages trury to an aving mere-1 proprietor, t, which has ge. The Apot proved a ied of; that t a disputed ellant were ifferent cha-

e character

ession of the

land, those of Appellant might be presumed a trouble; but having shewn the contrary, he is entitled to the benefit of

rebutting such presumption.

Duval, pour l'Intimé: La preuve de la possession de l'Intimé est complète. L'Appellant a voulu, par sa preuve, détruire l'effet de celle faite par l'Intimé en essayant d'établir que le lot n'était pas occupé, que c'était ce qu'on appelle un wild lot, la Cour Inférieure en donnant gain de cause à l'Intimé, a apprécié cette preuve comme lui étant suffisante. L'Intimé désire appeler l'attention de la Cour sur le fait important que l'Appelant n'a point plaidé une possession contraire, ni essayé de justifier, en aucune manière, par ses plaidoyers, le trouble qu'il a ainsi causé à l'Intimé. Il est bien vrai que l'Appelant a produit quelques titres à l'enquête pour prouver que Mc-Kenzie avait quelques droits à la propriété en question, mais l'Intimé s'est opposé à la production de ces titres et a fait motion pour les faire rejeter, et bien que la Cour Inférieure n'ait point voulu accorder cette motion, l'Intimé soumet que ces titres ne peuvent, en aucune manière, préjudicier aux droits acquis de l'Intimé en vertu de sa possession. Si McKenzie a de fait quelques droits à la propriété, qu'il les fasse valoir par une action pétitoire, ce que probablement ni Mc-Kenzie ni ses représentants ne voudront jamais essayer de

Berthelot, Juge: Il est allégué en la déclaration que l'Intimé était en possession paisible depuis plus de 9 ans, jusqu'au 10 janvier, 1860 ; que le Défendeur l'avait troublé à différentes reprises en entrant avec force et armes sur sa propriété, et en y coupant et enlevant différentes quantités de bois; puis suit la conclusion ordinaire qu'il soit fait défense au Défendeur de le troubler à l'avenir et condamné à lui payer £75 de dommages. Le Défendeur s'est contenté de plaider par une défense au fond en fait qu'il n'était pas coupable et endetté en la manière et forme mentionnées en la declaration. C'est un singulier plaidoyer à une action en complainte. Il aurait mieux convenu si l'action eût été pour dommages. A l'enquête, le Demandeur a produit l'acte de vente du 22 décembre, 1851, Cormier, notaire, qui lui a été consenti par J. Bte. Cyr, fils, de la moitié sud-ouest du lot No 28. Ce dernier en était propriétaire pour l'avoir acquis de R. A. Young, suivant acte de vente du 10 août, 1847, Pratte, notaire. R. A. Young était propriétaire de cette même moitié sud ouest du lot No. 28, ainsi que de l'autre moitié, et du lot No. 27, pour avoir acquis le tout par acte du 10 mai, 1847, Hossack, notaire, de Jacques Languedoc, comme seul héritier de feu son père, Jacques Languedoc, qui puraît en avoir été le premier concessionnaire suivant lettres patentes datées du 21 avril, 1804,

Nous avons ainsi la preuve écrite que le Demandeur avait un titre à la moitié sud-ouest du lot No. 28, et il serait difficile de lui nier le droit de porter son action au possessoire, quant à cette partie des immeubles dans la possession desquels il demande d'être maintenu. La difficulté git en ce que ne représentant pas de titre pour l'autre moitié du No. 28, et la moitié sud-ouest du No. 27, il se repose sur sa preuve testimoniale de possession pour obtenir les conclusions de son action, et prétend que l'on ne peut le traiter moins favorablement que s'il ne produisait de titre pour aucune partie des immeubles dont il réclame la possession. Il maintient qu'en droit cette preuve est suffisante pour lui donner le droit de poursuivre au possessoire sans le secours de titres, et qu'en fait, dans la présente instance, il a suffisamment prouvé qu'il était depuis près de 9 ans en pleine possession des immeubles désignés dans sa déclaration pour devoir réussir. Le Défendeur prétend que les actes de déprédation qui lui sont imputés, ne peuvent pas justifier les conclusions de l'action, parce qu'ils ne peuvent être considérés comme des actes faits avec l'intention d'acquérir une possession contraire à celle des Demandeurs. Sur la question de droit, l'on peut citer Pothier, Traité de la Possession, p. 524, No. 2: "La possession est un "fait, plutôt qu'un droit dans la chose qu'on possède. Un " usurpateur a véritablement la possession de la chose dont il " s'est emparé injustement; il est néammoins évident qu'il n'a " aucun droit dans cette chose. n° 3: " Quoique la possession ne " soit pas un droit dans la chose, elle donne néanmoins au pos-" sesseur plusieurs droits par rapport à la chose qu'il possède. " lo Elle l'en fait réputer propriétaire, tant que le véritable " propriétaire ne se fait pas connaître et ne le réclame pas. " 20 La possession donne au possesseur des actions pour s'y "faire maintenir, lorsqu'il y est troublé, ou pour se le faire " restituer lorsqu'il en a été dépouillé. Ces deux effets de la " possession sont communs à la possession qui procède d'un " juste titre, et à celle qui est destituée de titre, à celle qui est " de mauvaise foi, comme à celle qui est de bonne foi." No. 83 : "Le possesseur, quel qu'il soit, doit aussi avoir une action " pour être maintenu dans sa possession, lorsqu'il y est troublé " par quelqu'un, et pour y être rétabli, lorsque quelqu'un l'en "a dépossédé par violence." No. 95 : "Il n'importe aussi qu'il " possède l'héritage justement ou injustement : car dans l'ac-"tion de complainte, il n'est pas question du droit de la pos-" session; il n'est question que du seul fait de la possession, " p. 554." Contre qui peut-on intenter la complainte, et pour quel trouble. No. 102: "Il y a deux espèces de troubles pour "lesquels on peut intenter la complainte; le trouble de fait et " le trouble de droit. On appelle trouble de fait, les différents

" ac " ti " d' " de " 120 " ju " le " pr " te " sa " de " se " tre "Tr " m " de " fai " qu " à 1 " rei " pa gêi " tot " pla " tro " est ei-de impo vaise ment pour

eelui

posse

30. (

qu'il

Siem

par le

en st

(1)

(2) (65, 66.

" f

, e

r avait un it difficile oire, quant lesquels il que ne re-5. 28, et la euve testile son acfavorablepartie des ient qu'en e droit de s, et qu'en rouvé qu'il immeubles Le Défensont impuction, parce faits avec lle des Deer Pothier, sion est un ssède. Un iose dont il nt qu'il n'a ssession ne ins au posl'il possède. le véritable éclame pas. ns pour s'y se le faire effets de la rocède d'un elle qui est oi," No. 83 : une action est troublé elqu'un l'en e aussi qu'il · dans l'act de la pospossession, nte, et pour bubles pour e de fait et

s différents

" faits par lesquels quelqu'un entreprend quelque chose sur un " héritage dont je suis en possession, soit en le labourant, soit " en coupant les fruits qui y sont pendants soit en y abattant " quelqu'arbre, ou en arrachant quelque haie, ou en comblant " un fossé, ou en y en ouvrant un. Voie de fait se dit de tout " acte par lequel on exerce, de son autorité privée, des préten-" tions ou des droits contraires aux droits ou aux prétentions " d'autrui. Toutes les voies de fait qui rentrent dans l'une " des quatre clauses qui suivent sont repréhensibles et répa-"rables par provision. 10 Dans les matières susceptibles de " jugement possessoire, celui qui possède publiquement depuis " les an et jour derniers, étant aux yeux de la loi réputé pro-" priétaire, jusqu'à ce qu'il soit publiquement déclaré usurpa-" teur quiconque le trouble ou le dépossède par voie de fait, " sans nécessité, contrevient à une des règles fondamentales " de l'ordre public, et il doit être condamné à restituer le pos-" sesseur, aux dommages et aux dépens. (1) On distingue le "trouble naturel, ou de fait, du trouble civil, ou de droit. "Trouble s'entend, dit Loisel, non-seulement par voie de fait, " mais aussi par dénégation judiciaire. Rodier, sur l'ordonnance " de 1667, semble n'admettre qu'une espèce de trouble, celui de "fait; le véritable cas de la simple complainte, dit-il, c'est " quand il y a quelque trouble de fait qui ne va pas pourtant " à nous déposséder. Et Garnier finit par dire, p. 66 : " Il faut " remarquer que le trouble de fait proprement dit, ne consiste " pas dans la dépossession, mais dans une entrave, une simple gêne apportée à la jouissance. Dans notre droit ancien on a "toujours pu, en cas de dépossession, choisir entre la com-" plainte et la réintégrande, mais non dans le cas de simple "trouble, qui n'a jamais donné lieu qu'à la complainte; telle " est aussi la règle de notre droit nouveau." (2) Les autorités ci-dessus me paraissent établir clairement trois choses. 1° Qu'il importe peu que le possesseur soit de bonne foi ou de mauvaise foi, propriétaire ou usurpateur, il lui suffit d'être publiquement en possession depuis plus d'un an et un jour, pour pouvoir poursuivre en complainte. 20. Qu'il n'est pas nécessaire que celui qui lui fait un trouble de fait ait eu intention de le déposséder, mais que la voie de fait, le trouble naturel, suffit. 30. Que le Défendeur n'ayant pas répondu par son plaidoyer qu'il était allé sur les terres en question comme autorisé du Sieur MacKenzie, qu'il en prétend propriétaire pour partie, par le titre qu'il n'a produit qu'à son enquête, ne peut réussir en suscitant indirectement et aussi tard une question de pro-

^{(1) 17} Guyot, Repertoire vbo. Voie de Fait, p. 599.

⁽²⁾ Garnier, "Des actions possessoires," lère partie, ch. 3, art. 4, pp. 64, 65, 66. Des diverses espèces de troubles.

au

"

fir

tai

éte

m

les

d'a

l'ir

vo

dé

pu

pa

int

 $d\mathbf{r}$

of

cor

CAS

conf

repr

teur tion

cess

soit

(1)

(2)

Jı

1

priété qui ne pouvait être soulevée que par MacKenzie. Si ce dernier a des droits à la propriété dont Pacaud est, en possession, ce sera le sujet d'un débat entre ces deux derniers par action au pétitoire, et ce ne peut aucunement préjuger la question, et ne peut être examiné dans la présente contestation. Il suffit pour le Demandeur intimé de prouver qu'il était en possession, et il me paraît l'avoir prouvé suffisamment pour le cas de terres incultes situées dans nos grandes forêts. Les actes de possession d'aussi grande étendue de terre ne peuvent être réglés par les mêmes principes que ceux qui règlent la possession de terres ou terrains fixes, certains, déterminés, ou d'emplacements mesurés et cadastrés tels qu'ils le sont en France, et c'est en vain que l'on citerait au soutien de la cause du Défendeur, pour repousser la possession du Demandeur, l'autorité tirée du Traité de la Prescription de Troplong, No. 255. "Un usurpateur ne serait pas censé avoir possédé la chose qu'il prétend avoir acquise par prescription " s'il ne l'avait occupé pied à pied, et d'une manière patente." Il n'y aurait jamais moyen d'établir la possession d'un lot de 200 ou 300 acres, s'il fallait astreindre le propriétaire ou le possesseur à une doctrine qui n'a d'application que pour des lots de moindres dimensions. Deux témoins entendus au soutien de la demande, Cormier, notaire, et Poudrier, ont prouvé que Pacaud était réputé dans l'endroit en possession de ces propriétés, qu'il en payait les taxes municipales et les répartitions pour bâtisses d'Eglise. Cormier, agent de Pacaud, y a eu des animaux en paccage et y a fait des récoltes, et il prouve que Pacaud les avait publiquement et par affiches offertes en vente dès l'année 1855. Ce sont autant d'actes qui démontrent que la possession du Demandeur était publique, et qu'elle s'étendait à toute et chaque partie des deux lots, et l'on ne peut exiger une preuve plus formelle en semblable cas. Il jouissait d'une partie par paccage et partie par culture, et s'annonçait publiquement comme propriétaire en possession du tout et l'offrait en vente, il y a un exhibit dans la cause qui est un avis de vente de ces terres et d'autres, lequel exhibit est prouvé par le témoin Cormier, l'agent de Pacaud, et il en payait les taxes municipales et répartitions. Il a été décidé par la Cour d'Appel dans la cause de Bowman et Stuart, qu'en fait de terres incultes dans les townships, l'on ne pouvait s'attendre ni exiger une prise de possession aussi formelle et complète que pour des terres labourées, mesurées ou clôturées. (1) Enfin pour répondre à la prétention de l'Appelant lors de l'argument que les allégations de possession n'étaient pas suffisantes pour justifier les conclusions; il me suffi-

^{(1) 3} R. J. R. Q., pp. 228-68.

ızie. Si ce en possesrniers par réjuger la contesta-: qu'il était ffisamment. des forêts. le terre ne e ceux qui ertains, détels qu'ils au soutien ssession du cription de censé avoir orescription e patente." d'un lot de étaire ou le ie pour des dus au souont prouvé sion de ces t les répar-Pacaud, y a coltes, et il par affiches d'actes qui it publique, eux lots, et mblable cas. r culture, et possession lus la cause lequel exhi-Pacaud, et il a été décidé et Stuart, on ne pouh aussi formesurées ou on de l'Apssession n'é-

; il me suffi-

ra de dire que dans la cause de Stuart vs. Langley, rapportée au 1er Vol. des décisions du Bas-Canada, p. 338, il a été: "Jugé, que le simple allégué de possession par le Demandeur "d'un héritage, est suffisant pour soutenir une action de réin-" tégrande, sans alléguer la possession annale: " Jugement le 29 avril, 1851, DAY, VANFELSON et MONDELET, Juges. "The "Court held the declaration as it stood to be sufficient. The "term "possession" had a technical meaning: it meant that "kind of interest which would entitle a party to bring an "action." (1) Sur le tout je ne vois aucune difficulté à confirmer le jugement, et je pense que la Cour de première instance aurait pu accorder quelques dommages, mais elle en a été empêchée probablement par les frais considérables que le Défendeur avait à payer, et a considéré que l'objet du Demandeur était obtenu en faisant cesser les déprédations sur les lots dont il était en possession. La majorité de la Cour est d'avis de confirmer, mais sans frais devant cette Cour, vu que l'intiné Demandeur en Cour Supérieure aurait pu se pourvoir devant les Juges de Paix pour faire cesser les actes de déprédation dont il se plaint. Quant à moi, je peuse que puisque la loi lui accordait l'un et l'autre recours, que ce n'est pas le cas de lui faire payer une partie des frais de l'appel interjeté contre lui, d'un jugement qui lui reconnaissait un droit, que la majorité de cette Cour lui reconnaît également.

JUGEMENT: "The Court, considering that, in the rendering of the judgment of the Court below, there is no error: Doth confirm the said judgment. (14 D. T. B. C., p. 187.)

PARKIN et PENTLAND, pour l'Appelant. DUVAL et TASCHEREAU, pour l'Intimé.

EXECUTEUR TESTAMENTAIRE.

SUPERIOR COURT, Quebec, 31st December, 1863.

Before: TASCHEREAU, Justice.

CASPAR, Plaintiff, vs. HUNTER, Defendant.

Jugé: 1° Qu'une action pour une dette mobilière ne peut être portée contre un exécuteur testamentaire seul, mais que les héritiers ou autres représentants du testateur, doivent être mis en cause, quoique l'exécuteur soit, par le testament, chargé de payer les dettes; et quoique l'action soit commencée dans l'an du décès du testateur. (2)

2º Que la défense de l'exécuteur, "qu'il n'a ancune partie de la succession du testateur entre ses mains," sera maintenue, quoique l'action

soit portée dans les trois mois ensuivant le décès du testateur.

- (1) Pothier, Possession, Nos 2 et 3 ci-dessus cités.
- (2) V. art. 918 et 919 C. C.

The Plaintiff's action was instituted for the recovery of the sum of £170 2s. 4d., amount of a judgment rendered in Upper Canada, in his favor, against Henry Smeaton, and was directed against Defendant in his quality of executor of the last will and testament of Smeaton. To this action, Defendant pleaded by perpetual exception: That Smeaton had, by his will made on the 22 February, 1862, constituted his wife, Mary Templeton, his universal legatee, and hath bequeathed to his children certain sums of money; that, afterwards, on the 8th July, 1862, Smeaton had died, and that, having been nominated executor under the will, Defendent, had accepted the office and had, on the 26th July, caused an inventory of the estate to be made, and, by notices in the public newspapers, had called in the creditors of Smeaton to file their claims against his estate. That, on the 1st of September, 1862, Defendant, he d all the claims that were filed against the ic cies mentioned in the will, and had admiestate, and nistered an the goods and chattels of Smeaton, which had come into his hands to be administered. That Defendant had not, at the time of the wing out of the writ, nor at any time since had he had any goods or chattels which were the goods and chattels of Smeaton in his hands to be administered, and concluded for the dismissal of the action. The Plaintiff demurred to this plea, on the ground that it was no answer to his action that Defendant had administered all the goods and chattels of the testator that had come into his hands to be administered; and that, even if it were true that Defendant had administered all the goods and chattels, he would not for that reason be entitled to demand the dismissal of Plaintiff's action, or prevent a judgment from being rendered against him in his quality of testamentary executor. Upon this demurrer an avant faire droit was ordered. It was established by the evidence that Defendant had, as set forth in his plea, completely divested himself of the moveable estate belonging to the succession.

Andrews, for Plaintiff, argued that the real question before the Court was "whether, within the year after the death of the testator, an action for the recovery of a dette mobilière due by him could be brought by the creditor against the testamentary executor charged by the will of the testator with the payment of his debts." In this ease, the action was instituted within the year; the will directed that the debts should be paid immediately, and the legacies three months after the death of the testator; the action was commenced within three months of his demise, yet, previously thereto, the executor had taken upon himself to pay legacies to the amount of \$8701.95 and, when payment of Plaintiff's debt was demanded, he

ple cor tin the eie ren the sei for the dai rist in wit tors chn $_{
m the}$ per wh lay the tati this the did brii con Tha in 1 him

> repi Def sone his a of P law, for wou blisl coul supp

 \mathbf{C}

exec

contr

ry of the l in Upd was diof the last Ofendant d, by his his wife, equeathed vards, on ving been accepted entory of newspaeir claims 1862, Deainst the nad admihich had idant had any time the goods tered, and untiff deanswer to goods and to be ad-Defendant ld not for Plaintiff's d against this destablished his plea,

ion before death of mobilière st the testator with was instits should after the thin three scutor had \$8701.95 anded, he

belonging

pleaded that he had nothing left in his hands, and, on that account, asked the dismissal of the action. That this was not the time for considering whether the executor had any part of the estate in his hands, or whether the payment of the legacies had been fraudulently made, which questions might thereafter arise on the issuing of a saisie-arret in the hands of the testamentary executor. That the executor was by law seized of the testator's movemble estate for a year and a day for the accomplishment of the will. That, in the present case, the will of the testator had not been accomplished by Defendant, since some of the debts remained unpaid. That the jurisprudence of the Courts at Quebec, founded on that followed in France, had been uniform in maintaining suits if brought within the year of the demise of the testator against executors for dettes mobilières, where they had been by the will charged with the payment of them, and that the decisions of the late Court of King's Bench, and of the Judges of the Superior Court, had always been in favor of such actions, even where it was expressly pleaded by demurrer that no action lay against the executor alone, the Courts holding that it was the duty of the executor to call in the heir, or other representatives of the deceased, if he deemed it advisable, whereas, in this case, no such pretension had been set up by plea, but, on the contrary, Defendant instead of pleading that the action did not lie against him alone, or of taking proceedings to bring in the heirs, had taken upon himself to enter into a contestation with Plaintiff as to the existence of the debt itself. That, for this reason, Defendant should not only be condemned, in his quality of executor, to pay Plaintiff the amount due him, but should be personally condemned in costs.

CAMPBELL, for Deferdant, answered that the testamentary executor could not be sued alone, but that the heirs or other representatives of the testator should be joined with him as Defendants, inasmuch as he, the executor, could have no personal knowledge of, or interest in Plaintiff's claim, that, by his défense au fond en fait, he had denied every allegation of Plaintiff's demand, and, unless Plaintiff could show that, by law, he, in his quality of executor, was alone liable to be sued for debts due by the estate, he must fail in his action. He would refer the court to authorities which conclusively established the fact that Defendant, as testamentary executor, could not be sued alone. (1) He further maintained, that, even supposing that by law an action could lie against the testa-

⁽¹⁾ Nonveau Denisart, vbo. Exécuteur § 16, in fine; 2 Pigeau, Proc. Civ. p. 508. "Les créanciers n'ont pas d'action directe contre lui, mais seulement contre les représentants universels du défunt."

VO

col

qu

du

Lo

Su

les

me sta

mi la

mo et

loy lov

rese

la .

pou

la c

aur

teu

sess

la p

3 d

que loué peri

arré pou

mar

l'am

man plair

D'al

le d

puis et la

Supe

mên

son a

passe

Cour 40, s

T

A

mentary executor alone, still that the present action must be dismissed, as Defendant was not personally liable, but only as the executor of the estate, and as it was established by the evidence that Defendant had not any of the property of the estate in his possession at the time of the institution of the action.

JUDGMENT: La Cour, considérant que les créanciers d'un défunt n'ont pas d'action purement et simplement contre l'exéeuteur testamentaire du défunt pour le recouvrement de leurs dettes, et que, pour le moins, l'action qui serait dirigée contre l'exécuteur testamentaire, devrait l'être simultanément contre l'héritier: Considérant que, dans la présente cause, l'action n'est dirigée que contre l'exécuteur testamentaire de Smeaton, et qu'il n'a pas qualité légale pour défendre à la dite action, au moins sans la présence et coopération des héritiers de Smeaton: Considérant que, de plus, le Défendeur avait, lors de l'institution de l'action en cette cause, exécuté le testament de Smeaton, avait payé tous les legs qu'il était chargé de payer, et s'était dessaisi de tous les biens meubles de la succession du testateur: la cour maintient la défense au fonds en fait, et l'exception péremptoire en droit perpétuelle du Défendeur, à l'action du Demandeur, renvoie la réponse en droit du Demandeur à l'exception du Défendeur, et renvoie l'action, avec dépens. (14 D. T. B. C., p. 198.)

Andrews and Andrews, for Plaintiff. Campbell and Gibsone, for Defendant,

ACTE DES LOCATEURS ET LOCATAIRES.-COMPETENCE.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 11 février 1864.

Présent: Taschereau, Juge.

GUY, Demanderesse, vs. GOUDREAULT, Défenderesse,

Jugé: Qu'une action pourla simple rescision d'un bail, sans aucune demande pour arrérages de loyers, ou pour dommages, peut être portée en vertu de l'acte des locateurs et locataires; et que la juridiction de la cour sera déterminee par le montant du loyer annuel des lieux. (1)

L'action de la Demanderesse était pour faire reseinder et annuler un bail par elle fait et passé en faveur de la Défenderesse, parce que la Défenderesse employait les lieux loués à des fins illégales, et tenait maison déréglée et de débauche, et qu'elle causuit constamment des scandales publics, et ce contrairement aux vœux de la Demanderesse, et contre son gré et

⁽¹⁾ V. art. 28 et 887, 888, 1105 et 1106 C. P. C.

must be t only as ed by the ty of the m of the

iers d'un tre l'exéde leurs ée contre nt contre . l'action Smeaton, te action. ritiers de wait, lors testament chargé de de la sucfonds en du Défenı droit du

e l'action,

NCE. er 1864.

ans aucune ëtre portée liction de la ux. (1)

escinder et la Défenux loués à banche, et et ce conson gré et volonté et malgré ses défenses réitérées. La Défenderesse rencontra cette action par une exception déclinatoire, alléguant que l'action avait été intentée sous les dispositions du Stat. Ref. du B.-C., ch. 40, intitulé: "Acte concernant les Locateurs et Locataires," et sous l'amendement du dit acte, et que la Cour

Supérieure n'avait pas juridiction dans la cause.

Plamondon, pour la Défenderesse: L'action est portée sous les dispositions du ch. 40, des Stat. Ref. du B.-C., et l'amendement de cet acte, 25 Vict., cap. 12. D'après la 4e section du statut premièrement cité, la juridiction de la cour est déterminée par la valeur annuelle de la propriété louée, mais, par la 25 Vict., chap. 12, la juridiction est déterminée par le montant du loyer ou des dommages demandés par l'action, et non pas, comme auparavant, par la valeur annuelle du loyer. Or, dans cette cause, la Demanderesse ne demande ni loyers, ni dommages, mais se borne simplement à demander la rescision et l'annulation du bail par elle consenti en faveur de la Défenderesse: sa demande ne contient aucune réclamation pour loyers ou pour dommages, et, sans une telle réclamation, la cour n'a pas de juridiction, et l'action de la Demanderesse aurait dû être portée d'après le droit commun.

MALOUIN, pour la Demanderesse: Le but de la loi des locateurs et locataires est de faciliter le reconvrement de la possession de l'immeuble loué, et cet objet ne serait pas atteint si la prétention de la Défenderesse était maintenue. La sous-see. 3 de la 1ère sec. du chap. 40, des Stat. Ref. du B.-C., déclare que le bail sera rescindé quand le locataire emploie les lieux loués à des fins illégales, et la sous-section 6 de la même section permet de joindre à l'action en résiliation une demande pour arrérages de loyer; mais je ne vois pas qu'il soit nécessaire, pour réussir dans l'action en résiliation d'y joindre une demande pour loyers, d'ailleurs, il n'est pas vraisemblable que l'amendement fait au chap. 40 des Stats. Ref. du B.-C., ait pour but de faire dépendre l'action en résiliation de la demande d'arrérages de loyer, surtout lorsque le locateur se plaint que les lieux loués sont employés pour des fins illégales. D'après le droit commun, nul donte que la Demanderesse avait le droit de porter son action devant la Cour Supérieure, puisque le loyer annuel de l'immeuble en question est de £183, et la Demanderesse ayant intenté son action devant la Cour Supérieure dont les Juges ont, en vertu des Statuts cités, les mêmes pouvoirs en vacance qu'en terme, le tribunal auquel son action est soumise a donc juridiction.

TASCHEREAU, Juge: Si l'acte 25 Viet., el. 12, n'eût pas été passé, nul doute que cette action eût dû être portée devant la Cour Supérieure, conformément au Stat. Ref. du B.-C., eap. 40, sec. 4, qui dit que le montant annuel du loyer déterminera

la juridiction de la cour; mais cette clause a été amendée par l'acte ci-dessus premièrement cité, de manière à être lue: "Les actions en vertu du présent acte seront intentées dans " la Cour Supérieure ou de Circuit pour le montant du loyer "ou des dommages réclamés, et les frais seront alloués et "taxés suivant le montant du jugement." Cet acte, 25 Vict., cap. 12, détruit-il complètement la sec. 4 du ch. 40 des Stat. Ref. du B.-C., ou ne fait-il que l'amender pour cette classe d'action où l'on demande la résiliation, en même temps que l'on fait valoir une réclamation pour arrérages de loyers ou seulement une réclamation pour loyers or dommages sans qu'il affecte les causes où l'on ne demanderait que la résiliation du bail, sans arrérages de loyers et sans dommages. De quelque manière que l'on décide ces questions, je crois que le même résultat quant à la présente cause devra avoir lieu. En effet, si l'acte d'amendement n'a d'effet que pour les causes ci-dessus prévues, nul doute que, conformément à la clause 4, du cap. 40, Stat. Ref. du Bas-Canada, l'action doit être portée devant la Cour Supérieure, vu que le loyer annuel est de plus £50. Si l'on décide que la clause 4, du cap. 40, Stat. Ref. du B.-C., est tellement amendée par la 25me Vict., cap. 12, qu'elle doive être considérée comme anéantie, on doit dire encore qu'en vertu de l'esprit de la loi, et du droit commun, l'action doit être portée devant la Cour Supérieure, vu le montant du bail dont on demande la résiliation. En effet, on peut considérer le présent cas comme un casus omissus dans l'acte d'amendement, qui ne mentionne que les actions dans lesquelles on réclame du loyer ou des dommages, et alors la juridiction générale conférée aux Juges de la Cour Supérieure, tant en terme qu'en vacance, par les clauses 5, 6, 7 du cap. 40, Stat. Ref. du B. C., et par l'ensemble de ce chapitre, donne à ce Tribunal de la Cour Supérieure juridiction dans une cause où la matière en litige excède £50. JUGEMENT: "La Cour, considérant que la Cour Supérieure a juridiction en la présente cause, aux termes et suivant l'esprit du chapitre 40 des Stat. Ref. du B. C., et, qu'en autant, l'exception déclinatoire de la Défenderesse est non fondée, renvoie la dite exception, &c. (14 D. T. B. C., p. 202.)

LÉGARÉ et MALOUIN, pour la Demanderesse.
PLAMONDON et GUILBEAULT, pour la Défenderesse.

Gt

sav dai évi fins dro

1es

la

pai

des

dél

et of son active bail tem sem blad bed dero " pa " air

" lie " fer " les " ne " de

" pa " il

" loc

" Dé " êtr " der

" lor " use " me

(1)

endée par être lue: tées dans du loyer alloués et

25 Viet., des Stat. tte classe temps que lovers on ages sans ie la résiommages. erois que avoir lieu. les causes a clause 4, itre portéc est de plus at. Ref. du 12, qu'elle ire encore m, l'action nontant du ut considél'acte d'as lesquelles juridiction re, tant en

Cour, conla présente 0 des Stat. toire de la

40, Stat.

donne à ce

nne cause

ception, &c.

BAIL POUR DES FINS DE PROSTITUTION.

Cour Supérieure, Québec, 18 février 1864.

Présent, TASCHEREAU, juge.

Guy, Demanderesse, vs. Goudreault, Défenderesse.

Jugé: Qu'une exception perpétuelle alléguant que le Demandeur savait lors de l'exécution du bail de ne maison, que le Défendeur entendait y tenir une maison déréglée, n'est pas une réponse à une action en éviction, foudée sur ce que le Défendeur occupait la maison pour des fins illicites; et telle exception sera rejetée sur une défense au fond en droit. (1)

La Demanderesse poursuivait la Défenderesse pour faire rescinder et annuler un bail à loyer par elle fait en faveur de la Défenderesse, d'une maison et dépendances situées à Québec. parce que la Défenderesse avait employé les lieux loués à des fins illégales, et y avait tenu une maison déréglée et de débauche, et qu'elle causait constamment des scandales publics, et ce contrairement aux vœux de la Demanderesse, et contre son gré et volonté et malgré ses défences réitérées. A cette action, la Défenderesse plaida: "Qu'avant la passation du bail, la Demanderesse occupait les lieux, et y tenuit et y avait tenu, depuis longes années, une maison déréglée; qu'en consentunt le bail, il fut convenu et entendu expressément entre les parties, que la Défenderesse, en prenunt possession des lieux, devait les occuper comme maîtresse d'une maison semblable à celle qu'y tenait et y avait tenu la Demanderesse," La Demanderesse répondit en droit que l'exception de la Défenderesse ne pouvait être maintenue: "Parce qu'il n'appert pas " par le bail, non plus que par la déclaration, que la maison " ait été louée pour les fins mentionnées dans la dite exception ; " parce que par le stat. ref. du Bas-Canada, ch. 40, sec. 1, § 3, · " il est statué que le locateur aura droit d'action contre son " locataire pour rescinder le bail, quand le locataire emploie les " lieux à des fins illégales; parce qu'en supposant que la Dé-" fenderesse aurait loué la maison de la Demanderesse pour " les fins mentionnées dans la dite exception, la Défenderesse " ne serait pas fondée en loi à offrir cette raison comme moyen " de défense à l'action; parce que les moyens invoqués par la " Défenderesse sont contraires aux bonnes mœurs, et ne peuvent " être sanctionnés par la cour ; parce que, par la loi, la Défen-" deresse ne peut être reçue à prouver que la Demanderesse, "lorsqu'elle a fait le bail, avait connaissance du mauvais " usage que la Défenderesse se proposait de faire de la dite " maison.'

⁽¹⁾ V. art. 989 et 990 C. C.

MALOUIN, pour la Demanderesse: Tout engagement doit avoir un cause honnête, et, lorsque la cause pour laquelle l'engagement a eu lieu blesse la justice, la bonne foi ou les bonnes mœurs, cet engagement est nul, ainsi que le contrat qu'il renferme. Or, les allégations de l'exception péremptoire en droit de la Défenderesse vont à démontrer que le but pour lequ de lle avait loué la maison de la Demanderesse etait d'y tenir une maison de débauche, et, partant, la défense ne peut être valable, car elle va à établir la nullité même du contrat. D'ailleurs, la Défenderesse ne pourrait être reçue à faire la preuve du contenu de son exception. (1)

JUGEMENT: "La Cour, considérant que l'allégation contenue en l'exception péremptoire de la Défenderesse, qu'il fut entendu entre la Demanderesse et la Défenderesse, lors de la passation du bail, que la Défenderesse devait occuper la maison à elle louée, comme maîtresse d'une maison semblable à celle qu'y tenait et avait tenu la Demanderesse, savoir, une maison de prostitution, est illégale et ne produirait aucun effet à l'encontre de la demande de la Demanderesse, et, qu'en autant, la dite allégation est inapplicable et ne peut être maintenue; maintient la réponse en droit de la Demanderesse, et renvoie la dite exception. (14 D. T. B. C., p. 225.)

LÉGARÉ et MALOUIN, pour la Denanderesse. PLAMONDON et GUILBEAULT, pour la Défenderesse.

REQUETE CIVILE.

COUR DE CIRCUIT, Québec, 21 janvier, 1864.

Présent: TASCHEREAU, J.

BILODEAU, Demandeur vs. Martin, Défendeur, et Martin, Opposant.

Jugé: Qu'une opposition de la nature d'une requête civile ne pentêtre considérée comme telle, si elle n'est pas ainsi appelée, et si l'opposant n'observe pas les formalités qui sont particulières à la requête civile et que le mot requête civile est sacramentel dans telle procédure. (2)

Le 14 novembre, 1863, un jugement fut rendu par le Greffier de la Cour condamnant le Défendeur par défaut à payer au

CO De av il (tio ne afi me les les pai une pas cur l'op gen B. siti opp pro

De

un

men required tout que taire tono les f

civi forr mai

p. 20 Pr Co

acco

(1)

⁽¹⁾ Pothier, Lonage, nos 24 et 25. Il n'y a que le ministère public qui puisse être reçu a prouver que le propriétaire, lorsqu'il a fait le bail, avait connaissance du mauvais usage qu'on se proposait de faire de sa maison. Le locatuire ne serait pas reçu à offrir cette preuve: Pothier, Obligations, nos 42 et 43; Domat, Des concentions; Code ciril, (Nap.) nos 1133, 1172, 1387; 3 Dalloz, Dictionnaire, p. 285, art. 11, sec. 2, nos 331 et 332.

⁽²⁾ V. art. 505 C. P. C.

ient doit ielle l'ens bonnes qu'il renen droit ur lequal d'y tenir peut être contrat. à faire la

ion contee, qu'il fut lors de la er la maiemblable à avoir, une ait aucun e, et, qu'en être mainderesse, et

er, 1864.

artin, Op-

vile ne pentet si l'oppoà la requete telle proce-

le Greffier ı payer an

olic qui puisse vait connais-. Le locataire nos 42 et 43; 37; 3 Dalloz, Demandeur le montant de l'action. Le Défendeur produisit une opposition à jugement, alléguant que le jugement rendu contre lni par le Greffier de la Cour avait été obtenu par le Demandeur, par fraude, dol et surprise; que lui le Défendeur avait une bonne défense contre la demande du Demandeur; et il demandait permission de la produire. Le Demandeur fit motion pour renvoyer cette opposition, attendu que l'Opposant ne s'était pas conformé à la loi (1) qui veut que le Defendeur, afin qu'il lui soit permis de produire une opposition à un jugement rendu contre lui par défaut et en vacance, dépose entre les mains du Greffier une certaine somme, suffisante pour payer les frais encourus par le Demandeur. Il ctait prétendu de la part du Défendeur, que l'opposition qu'il avait produite, était une opposition de la nature d'une requête-civile, et qu'il n'était pas obligé de déposer aucune somme d'argent, ni de suivre au-

cune formalité autres que celles qu'il avait suivies.

TASCHEREAU, Juge: La question qui s'élève est de savoir si l'opposition produite par le Défendeur est une opposition à jugement, sujette aux conditions imposées par le Stat. Ref. du B.-C., ch. 83, ou si elle peut être considérée comme une opposition de la nature d'une requête-civile? J'avoue bien que cette opposition renferme les conclusions d'une requête-civile; le procureur du Défendeur a prétendu qu'elle était une requêtecivile, mais il ne l'a pas ainsi appelée, et il n'a pas observé les formalités particulières à la requête-civile, et il faut décider maintenant, comme je l'ai déjà décidé dans plusieurs autres causes, que le mot requête-civile est, pour ainsi dire, sacramentel, et que l'on devait procéder sur icelle comme sur une requête-civile, ce qui n'a pas eu lien. Cette opposition est donc tout simplement une opposition à jugement, et le statut exige que celui qui se plaint d'un jugement rendu par le protonotaire ou le Greffier de la Cour, dépose entre les mains du protonotaire ou Greffier un certain montant suffisant pour payer les frais encourus par le Demandeur. Le Défendeur n'a pas fait le dépôt nécessaire, et la motion du Demandeur doit être accordée, et l'opposition renvoyée, avec dépens. (14 D. T. B. C., p. 205.)

Plamondon et Guilbault, pour le Demandeur.

Colfer, pour l'Opposant.

(1) Stat. Ref. du B.-C., ch. 83, sec. 117.

BILLET PROMISSOIRE.—DEBITEUR INSOLVABLE.

CIRCUIT COURT, Quebec, 21 janvier 1864.

a

p

b

tl

si

ce

ľ

Dσ

eati

8011

of i

per

sere

on

(1)

pose

vraic

dans les p

mais.

à cai Fordi

légal

base.

d'une

faut o

ыти, Mont

et 74:

Before: STUART, Justice.

Mailloux, Demandeur, vs. Audet dit Lapointe, Défendeur, et Mailloux, Opposant à fin de conserver, et Carrier, Contestant l'opposition.

Jugé: Qu'un billet promissoire non encore dû, endossé par un individa, depuis devenu insolvable, ne met pas le porteur en droit d'être payé au marc la livre avec les autres créanciers de l'endosseur insolvable, le terme de paiement n'étant pas encore échu. (1)

Le 16 septembre, 1863, Mailloux, le Demandeur et Opposant, par son opposition afin de conserver, demandait d'être colloqué pour, entre autres, la somme de \$120.87, montant d'un billet promissoire fait et signé à Québec, le 29 août, 1863, par un nommé Audette, par lequel le dit Audette promettait, trois mois après la date du billet, payer à l'ordre du Défendeur le susdit montant, lequel billet avait été subséquemment endossé et transporté au dit Opposant. Il alléguait, par son opposition, que le Défendeur était en faillite et déconfiture, et incapable de payer ses justes dettes. Carrier, autre Opposant dans la cause, contesta cette partie de l'opposition de Mailloux, qui avait rapport au billet en question, parce que, lorsque le billet avait été fait, signé et endossé, le Défendeur était, et avait été, depuis plus de six mois, insolvable, en faillite et déconfiture, et parce que lui, Carrier, était bien, alors et depuis plus de six mois, créancier du Défendeur pour bonne et valable considération. A cette contestation, Mailloux répondit que le billet avait été donné en renouvellement d'un autre bille' fait et endossé par les mêmes parties en faveur du Demandeur et Opposant, dans le courant du mois de février alors dernier, lequel billet originaire avait été détruit ou déchiré lors du repouvellement d'icelui, et qu'en conséquence il ne pouvait le produire; que, lors de la confection du billet, dans le mois de février alors dernier, le Défendeur n'était pas en déconfiture, ni insolvable, mais que le billet avait été fait, endossé et donné par les parties à icelui, et reçu par lui, Mailloux, de bonne foi, et dans le cours ordinaire de transactions commerciales.

JUGEMENT: "The Court, considering that, in so far as the promissory note mentioned in the opposition of Mailloux, dated 29th August, 1863, at the Parish of St. Gervais, whereby Pierre Audette, three months after date, promised to pay to the order of Defendant \$120.87, is concerned, the said note

⁽¹⁾ V. art. 1002 C. C.

r 1864.

éfendeur, Carrier,

ar un indidroit d'être sseur insol-

et Oppolait d'être ', montant août, 1863, romettait, du Défenquemment it, par son onfiture, et Opposant e Mailloux, lorsque le ur étnit, et illite et dés et depuis nne et vax répondit d'un autre eur du Deévrier alors ou déchiré rence il ne billet, dans tait pas en té fait, eni, Mailloux, ctions com-

far as the f Mailloux, rais, whereised to pay te said note at the time of the filing of the opposition had not matured; and, considering that Defendant was only to become liable to pay the amount mentioned in the said note upon two contingencies, neither of which had then occurred, namely that P. Audette should fail to pay his note, and that Defendant should be notified, in due time, of the default to pay of P. Audette; considering that there was no right of action in Plaintiff upon the said note at the time of filing the opposition: The perpetual exception of Carrier is hereby maintained, and the opposition of Plaintiff, in so far as the last mentioned note is concerned, is hereby dismissed, with costs. (14 D. T. B. C., p. 207.)

Bossé et Bossé, pour l'Opposant Mailloux.

CASAULT, LANGLOIS et ANGERS, pour Carrier contestant l'opposition de Mailloux.

COMPANIATION DE COLLOCATION.

Superior Court, Quebec, 5th February, 1864.

Before: STUART, Justice.

Dorion, Plaintiff, vs. Grant, Defendant, and Patterson et al., Opposants.

Jugé: 1° Que la contestation d'un rapport de distribution et de collocation, est une procédure de la nature d'une défense au fond en droit, sous laquelle l'on ne peut s'enquerir d'aucun fait.

2º Que, dans l'espèce, la contestation reposant sur des matières de fait, les parties contestant eussent dû plaider à l'opposition. (1)

This was a case in which the sheriff had in his hands a sum of money arising from the sale of certain immoveable property belonging to Defendant. Two oppositions afin de conserver were filed, one on the part of the Crown, and the other on the part of Pemberton Paterson, et al. The prothonotary

⁽¹⁾ En préparant l'ordre de collocation et distribution, le protonotaire suppose que les allégations contenues dans les oppositions non contestées sont vraies, et prépare l'ordre conformément aux droits des parties, tel qu'allégarés dans leurs oppositions respectives. Si le protonotaire fait erreur en colloquant les parties dans l'ordre, il faut alors contester l'ordre pour obtenir justice; mais, si l'ordre est erroné, non à cause d'une erreur dans sa préparation, mais à cause d'allégations de fait mal fondées dans une opposition sur laquelle l'ordre est basé, alors ce n'est pas une contestation de l'ordre qui a été fait fégalement qu'il faut,mais de l'opposition mal fondée sur laquelle l'ordre a été basé. Dans les conclusions d'une contestation d'une opposition faisant la base d'ane collocation, il ne suffit pas de demander la revision de l'ordre, mais il faut demander le renvoi de la demande contenue dans l'opposition. (Doutney vs. Mullin, C. B. R., Montréal, 5 mars 1863, Aylawis, J., Deval, J., MERE-DITH, J., MONDELET, J., et BADGLEY, J., confirmant le jugement de C. S., Montréal, 30 avril 1861, BERTHELOT, J., 11 R. J. R. Q., p. 347.) V. art, 727 et 743 C. P. C.

filed a report of distribution collocating both opposants; whereupon the opposants, Paterson, et al., moved to have the report homologated. The Plaintiff then filed a contestation of the report, and prayed that the items referring to the opposition of Patterson et al., be struck out, on the ground that the sum claimed by their opposition had been fully paid and satisfied. A motion was made, on the 1st February, 1864, on behalf of the opposants, Patterson et al.: "That the contestation of the "report of distribution by and of behalf of Plaintiff, be " rejected, because the contestation was served and filed long "after the time allowed in that behalf by the rules of this "court, and because such contestation rests upon disputed " facts, which, by the practice of this court, cannot be investi-"gated by means of a contestation of a report of distribution." The motion was granted, and, in rendering judgment, the court remarked that a contestation to a report of distribution was in the nature of a demurrer, défense au fond en droit, under which no enquête could be had, and that, in the case before the court, the contestation rested upon matters of fact which could only be inquired into by a contestation of the opposition. (14 D. T. B. C., p. 227.)

BURN, for Plaintiff.
HART and McDougall, for Opposants.
Counsel of Quebec.
LAMPSON, G., for Plaintiff.
VANNOVOUS, for opposants.

A (

AC.

ACT

AFF

APP.

ASSI

ASSU

nts; wherethe report ion of the oposition of at the sum satisfied. A shalf of the ion of the flaintiff, be I filed long ales of this in disputed be investiof distribujudgment, of distrie au fond and that, in

on matters estation of

TABLE ALPHABÉTIQUE

-DES-

MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

A

ACTE DES LOCATEURS ET LOCATAIRES. Une action pour le simple rescision d'un bail parce que le locataire en ploie les lieux lonés à des fins illégales, peut étre portée en vertu de l'acte de locateurs et locataires ACTION EN COMPLAINTE ET REINTEGRANDE. Un individue en possession d'un lot de terre dans un canton depuis d'un an et jour, peut porter l'action en complainte et réintégrande contre une personne qui est entrée sur cette propriété seulement pour y couper du bois de chauffage, et, dans ce cas, il n'est pas nécessaire que l'action portée soit l'action simplement en dommage.	508 508
ACTION PETITOIRE. Le propriétaire indivis ne peut intenter une action péticire control ne peut intenter	700
ACTION POUR POURSUITE MALICIEUSE. Dans une action	67
cherche sans cause probable, le demandeur, alléguant	
cause probable evictable defendeur n'établisse que telle	
	475
•• • • • • • • • • • • • • • • • • • •	
AMEUBLISSEMENT. L'ameublissement général, stipulé par les père et mère d'une fille mineure dans stipulé par les	
père et mère d'une fille mineure dans son contrat de	
APPEL. La cour d'appel pout fei	329
APPEL. La cour d'appel peut faire une enquête sur une exception ARTICULATION DE L'ARGE.	
ARTICULATION DE FAITS IL.	205
duire une articulation de faits, doit, même dans le cas	
où elle réussit, supporter les frais de son enquête "DE FAITS:—Vide Procépus	480
DE FAITS:—Vide Procédure.	479
A STOTALION. Falle a six hourse do sain land	
novembre, après le coucher du soleil, est légale	154
	101
event formation est mine, la 18 règle de pratique	
ayant force de loi. ASSURANCE. Dans le cas d'une assurance contre le feu d'un moulin à seie et à fuino le 146 et et d'un	153
moulin à scie et à farine, le défaut de déclaration	
après cette date	178

ASSURANCE. La clause dans un bail, obligeant le locataire à payer la prime extra que l'assurance chargera à cause de son négoce, doit s'entendre du négoce actuel du locataire, et non de toutes choses extra qu'il pourrait faire par la suite ATERMOIEMENT. Le terme de paiement fixé par un acte d'atermoiement a l'effet de rendre la créance originaire exigible, si le débiteur ne fait pas ses paiements au temps convenu AUBERGISTE:—Vide SUBINTENDANT SPÉCIAL. AUTORISATION MARITALE.—Vide FEMME MARIÉE. AVIS D'ACTION. Un consoiller municipal a droit à l'avis d'action quand même on l'accuserait d'avoir agi de mauvaise foi AVOCAT. L'avocat n'a pas droit d'action pour honoraires de consultation L'avocat a droit de charger à son client un montant pour la valeur de ses services en sus des honoraires payés par l'adversaire	58 36 62 291 291
payes par radvoisaream	-01
В	
2	
BAIL EMPHYTEOTIQUE. Le décret de ce qui reste à courir d'un bail emphytéotique impose à l'adjudica- taire l'obligation de payer la rente emphytéo- tique, quoique cela ne soit pas expressément	
dit dans l'avis de vente du shérif	356
sur un défendeur qui ne la détenait qu'à titre de bail emphytéotique, peut demander d'être indemnisé sur le prix d'adjudication	356
" POUR DES FINS DE PROSTITUTION. Le locateur ne	
peut recouvrer le loyer d'une maison louée pour des fins de prostitution	95
perpétuelle, alléguant que le demandeur savait, lors de l'exécution du bail d'une maison, que le	
défendeur entendait y tenir une maison déré-	
glée, n'est pas une réponse à une action en	
éviction, et cette exception sera rejetée sur une défense au fond en droit	511
"VERBAL. Si, dans une action pour loyer, 'e locataire admet l'existence d'un bail verbal et l'occupation des lieux loués, le locateur peut prouver par témoins la	
valeur et la durée de l'occupation	144
BAHLEUR. Le bailleur d'une maison ne peut, par une saisie- revendication, réclamer un piano appartenant à un tiers qui l'a enlevé de la maison, sans mettre en cause	
le locataire	28
BARREAU: - Vide Conseil du Barreau. BILLET PROMISSOIRE. Daté du dimanche, pour le prix d'une	
vente faite le même jour, est nul PROMISSOIRE. Donné à un créancier, pour la balance	4
de sa créance, en considération de ce qu'il a signé un acte de composition, est nul	271
"PROMISSOIRE. Donné par un débiteur insolvable à un de ses créanciers, pour la différence entre le montant de	
la composition et sa créance, vaut contre ce débiteur. "PROMISSOIRE. Le délai, accordé au faiseur d'un billet	271
par le porteur d'icelui, à l'insu de l'endosseur qui l'a payé longtemps après l'échéance et après l'octroi du	

à payer		délai ne pent pue Atre ()	
ause de		délai, ne peut pus être opposé à ce dernier sur son	
nel du		action en recouvrement du montant de ce billet. Le	
		délai accordé dans ce cas n'a pas l'effet de libérer l'en-	
il pour-	58	toboth. Co defiller hast has tony d'offnin avon	
110.600	90		
d'ater-			
iginaire		BILLET PROMISSOIRE Non constant to the stimple	158
ents au	0.0	- 1011111111111111111111111111111111111	100
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	36		
			514
l'action		PROMISSOIRE. Peut être fait le dimanche	514
ise foi	62	PROMISSOIRE. Peut être fait le dimanche PROMISSOIRE. Un billet consenti pour une dette de jeu est nul quojon il ait été transportée.	4
de con-		jen est nul, quoiqu'il ait été transporté avant l'échéance	
	291		
nontant		PROMISSOIRE Un billet promise de	96
noraires		PROMISSOIRE. Un billet promissoire payable à l'ordre	
	291		
•••••	201		
		Tompedie pas de nouvoir être transporté non london	
l courir			97
ljudica-		y tap Concordate.	•/•
phytéo-		- " DECLARATION	
sément		" " " " " " " " " " " " " " " " " " "	
	356	BREF D'ERREUR. La cour d'appel ne peut prendre connaissance	
ropriété	000	de la preuve sur un bref d'erreur	~= ~
n'à titre		at packet sid an blef defredit	250
r d'être			
	356		
itenr ne	000	C	
née pour	07	CAPIAS. Dans la contestation d'un capias par requête, e'est au Dé-	
	95	for the contestation of the captus par requete, e'est au Dé-	
sception		Idildent a proposer log allogation a	
			181
r savait,		"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été	181
r savait, ı, que le		L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été con- tractée	
r savait, 1, que le on déré-		L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée	181 45
r savait, 1, que le on déré- ction en		"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été con- tractée	
r savait, 1, que le on déré-		L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire, voile pour l'Europe avec le Défendeur.	
r savait, 1, que le on déré- ction en	511	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des ruisons suffisantes de la care le contient des ruisons suffisantes de la care le contient des ruisons suffisantes de la care la care le contient des ruisons suffisantes de la care le care la care	
r savait, 1, que le on déré- ction en sur une	511	"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée	45
r savait, 1, que le on déré- ction en sur une	511	"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée	
r savait, 1, que le 2 on déré- 2 tion en 3 sur une 3 locataire 4 tion des	511	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire pur cession le la	45
r savait, 1, que le 20 déré- 21 de le 21 de le 22 de le 23 de le 24 de le 25 de le 26 de le 26 de le 27 de le 28 de le 2		L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frander L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'e le Messert de	45
r savait, 1, que le 2 de déré- 2 de deré- 2 de deré- 2 de deré- 3 de deré- 3 de deré- 4 de deré- 4 de deré- 4 de deré- 5 de deré- 6 de de de deré- 6 de	511 144	"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée	45
r savait, 1, que le 2 de déré- 2 de deré- 2 de		"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée "L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. "L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder est invalle dettes et	45 17
r savait, 1, que le 2 de ré- 2 de ré- 2 de re 3 de ré- 2 de re 3 de re 4 de re 4 de re 4 de re 5 de re 5 de re 6 de re		"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée "L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. "L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder est invalle dettes et	45
r savait, 1, que le 2 de le de le 2 de le de le 2 de le 3 de le 3 de le 4 de le 4 de le 5 de le 6 de le 6 de le 6 de le 7 de le 7 de le 7 de le 8 de l	144	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant L'allégué, dans un nfiidavit, que le Défendeur le	45 17
r savait, 1, que le 2 de ré- 2 de ré- 2 de re 3 de ré- 2 de re 3 de re 4 de re 4 de re 4 de re 5 de re 5 de re 6 de re		L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait nour la Califonnic est entre les des la contraction de frauder.	45 17
r savait, 1, que le 2 de le 2 de le 2 de le 3 de le 3 de le 3 de le 4 de le 4 de le 5 de le 6 de le 6 de le 6 de le 6 de le 7 de le 7 de le 7 de le 8	144	"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée	45 17
r savait, , que le on déré- tion en sur une locataire tion des moins la une saisie- nt à un en cause	144 28	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant. L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-nuème a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capius. Le débiteur insolvable, qui fait cession de ces biens à l'entre des lieurs à l'entre l	45 17 28
r savait, i, que le on déré- tion en sur une locataire tion des unoins la me saisie- nat à un en cause	144	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capias Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice des nutres plus de ses créanciers pour le hénéfice de la cette de la cours de la co	45 17 28
r savait, t, que le on déré- tion en sur une locataire tion des unoins la us saisie- nt à un en cause balance balance	144 28	"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée	45 17 28 16
r savait, i, que le on déré- tion en sur une locataire tion des unoins la me saisie- nat à un en cause	144 28 4	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des ruisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant. L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capias. Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses créanciers pour le bénéfice des autres, n'est pas sujet au capias.	45 17 28
r savait, i, que le on déré- tion en sur une locataire tion des moins la en saisie- ent à un en cause ix d'une balance signé un	144 28	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frander L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant. L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capius. Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses crèanciers pour le bénéfice des autres, n'est pas sujet au capias. Le débiteur peut donner un cautionnement spécial après le délai de huit jours en montrant cause.	45 17 28 16 37
r savait, t, que le on déré- tion en sur une locataire tion des moins la le saisie- ent à un en cause lix d'une balance signé un	144 28 4	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Enrope avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour instifier l'émanation d'un capius. Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses créanciers pour le bénéfice des autres, n'est pas sujet au capias. Le débiteur peut donner un cautionnement spécial après le délai de huit jours en montrant cause	45 17 28 16
r savait, i, que le on déré- tion en sur une locataire tion des moins la en saisie- ent à un en cause ix d'une balance signé un	144 28 4 271	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frander. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capias Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses crèanciers pour le bénéfice des autres, n'est pas sujet au capias. Le débiteur peut donner un cautionnement spécial après le délai de huit jours en montrant causo	45 17 28 16 37
r savait, t, que le on déré- tion en sur une locataire tion des moins la le saisie- ent à un en cause lix d'une balance signé un lible à nu outant de	144 28 4 271	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché on recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capias. Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses créanciers pour le bénéfice des autres, n'est pas sujet au capias. Le débiteur peut donner un cautionnement spécial après le délai de huit jours en montrant cause. Le débiteur, qui achète des effets de commerce pour argent comptant et n'en paie qu'une partie et se propose de quitter la province dans l'intention de ses propose	45 17 28 16 37
r savait, t, que le on déré- tion en sur une locataire tion des moins la ue saisie- ent à un en cause lix d'une balance signé un utant de lébiteur.	144 28 4 271 271	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur Ini-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capius. Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses crêunciers pour le bénéfice des autres, n'est pas sujet an capias. Le débiteur peut donner un cantionnement spécial après le délai de huit jours en montrant cause. Le débiteur, qui achète des effets de commerce pour argent comptant et n'en paie qu'une partie et se propose de quitter la province dans l'intention de n'y plus revenir, peut être arrèté sur capius.	45 17 28 16 37 94
r savait, t, que le on déré- tion en sur une locataire tion des moins la le saisie- le saisie- le d'une balance signé un uble à nu ontant de Lébiteur. un hillet	28 4 271 271	"L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette requête "L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frander. "L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché ou recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frander, est insuffisant "L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capias "Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses créanciers pour le bénéfice des autres, n'est pas sujet au capias "Le débiteur pent donner un cantionnement spécial après le délai de huit jours en montrant cause	45 17 28 16 37
r savait, t, que le on déré- tion en sur une locataire tion des moins la ue saisie- ent à un en cause lix d'une balance signé un utant de lébiteur.	28 4 271 271	L'affidavit doit mentionner l'endroit où la dette a été contractée L'affidavit, qui allègue que le Défendeur refuse de payer la dette et que le navire dont il est le capitaine est sur le point de faire voile pour l'Europe avec le Défendeur, contient des raisons suffisantes de la cause du départ du Défendeur dans le but de frauder. L'affidavit qui n'allègue pas que le Défendeur, qui est commerçant, a refusé de faire une cession de biens et qui n'indique pas les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur a caché on recélé ses biens, dettes et effets, avec intention de frauder, est insuffisant L'allégué, dans un affidavit, que le Défendeur lui-même a dit qu'il partait pour la Californie, est suffisant pour justifier l'émanation d'un capias. Le débiteur insolvable, qui fait cession de ses biens à l'un de ses créanciers pour le bénéfice des autres, n'est pas sujet au capias. Le débiteur peut donner un cautionnement spécial après le délai de huit jours en montrant cause. Le débiteur, qui achète des effets de commerce pour argent comptant et n'en paie qu'une partie et se propose de quitter la province dans l'intention de ses propose	45 17 28 16 37 94

même que le premier cautionnement a été transporté à un tiers qui en poursuit le recouvrement			
CAPIAS. Lorsque le jugement est rendu dans une cause de capidas le débiteur ne peut obtenir la permission de donner un cautionnement spécial			01
"Le propriétaire d'un immemble qui le vend et déclare, avec l'intention de frauder, qu'il a reçu une somme moindre que celle qu'il a de fait reçue, est sujet au capitas. "Un affidavit, alléguant que les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur est sur le point de laisser la province, avec intention de frauder ses créanciers, sont qu'il n'a aucun domicile dans la province, qu'il est navigateur, qu'il est sur le point de laisser la province avec son vaisseau, qu'il ne reviendra peut-être jamais et qu'il n'a fait aucune provision pour le paiement de la dette, est suffisant	CAPIAS.	Lorsque le jugement est rendu dans une cause de capias	71
avec l'intention de frauder, qu'il a reçu une somme moindre que celle qu'il a de fait reçue, est sujet au capias	44	un cautionnement spécial	88
"Un affidavit, alléguant que les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur est sur le point de laisser la province, avec intention de frander ses créanciers, sont qu'il n'a aucun domicile dans la province, qu'il est navigateur, qu'il est sur le point de laisser la province avec son vaisseau, qu'il ne reviendra peut-être jamais et qu'il n'a fait aucune provision pour le paiement de la dette, est suffisant		avec l'intention de frauder, qu'il a reçu une somme	
province, avec intention de frauder ses créanciers, sont qu'il n'a aucun domicile dans la province, qu'il est navigateur, qu'il est sur le point de laisser la province avec son vaisseau, qu'il ne reviendra peut-être jamais et qu'il n'a fait aucune provision pour le paiement de la dette, est suffisant	46	Un affidavit, alléguant que les raisons qu'a le déposant de	87
avec son vaisseau, qu'il ne réviendra peut-être famais et qu'il n'a fait aucune provision pour le paiement de la dette, est suffisant		province, avec intention de frauder ses créanciers, sont qu'il n'a aucun domicile dans la province, qu'il est	
dette, ext suffisant		avec son vaisseau, qu'il ne reviendra peut-être jamais et	
laisser la province, avec intention de frander, sont qu'il est capitaine de vaisseau, que ce vaisseau est prêt à faire voile, et que le Défendeur a dit lui-mème qu'il était sur le point de partir pour des endroits d'outre-mer, est suffisant	• •	dette, est suffisant	16
du'il était sur le point de partir pour des endroits d'outre-mer, est suffisant		laisser la province, avec intention de frander, sont qu'il est capitaine de vaisseau, que ce vaisseau est	
endetté envers le Demandeur en une somme déterminée, sans indiquer la cause de la dette ou l'endroit où elle a été contractée, et énonçant que le Défendeur avait dit au déposant et à d'autres personnes, qu'il était sur le point de quitter la province, est suffisant. "Un affidavit pour capias, dans lequel il est dit que les raisons qu'a le déposant de croire que le Défendeur est sur le point de laisser la province, avec intention de frauder ses créanciers, sont que le vaisseau du Défendeur est chargé et prét à faire voile, qu'il entend partir sur ce vaisseau, et qu'il a dit 'au déposant qu'il ne reviendrait pas au Canada, est suffisant		qu'il était sur le point de partir pour des endroits d'outre-mer, est suffisant	16
était sur le point de quitter la province, est suffisant. 'Un affidavit pour capias, dans lequel il est dit que les raisons qu'a le déposant de croire que le Defendeur est sur le point de laisser la province, avec intention de frauder ses créanciers, sont que le vaisseau du Défendeur est chargé et prét à faire voile, qu'il entend partir sur ce vaisseau, et qu'il a dit au déposant qu'il ne reviendrait pas au Canada, est suffisant	4.6	endetté envers le Demandeur en une somme détermi- née, sans indiquer la cause de la dette ou l'endroit où elle a été contractée, et énonçant que le Défendeur	
raisons qu'à le déposant de croire que le Défendeur est sur le point de laisser la province, avec intention de frauder ses créanciers, sont que le vaisseau du Défendeur est chargé et prét à faire voile, qu'il entend partir sur ce vaisseau, et qu'il a dit au déposant qu'il ne reviendrait pas au Canada, est suffisant	44	était sur le point de quitter la province, est suffisant.	275
denr est chargé et prét à faire voile, qu'il entend partir sur ce vaisseau, et qu'il a dit 'au déposant qu'il ne reviendrait pas au Canada, est suffisant		raisons qu'à le déposant de croire que le Défendeur est sur le point de laisser la province, avec intention de	
"Un affidavit pour capias, daus une cause où plusieurs parties sont Demanderesses, aliéguant qu'il est dù à chacun des Demandeurs une somme de plus de \$40, mais ne disant pas que le Déposant est l'agent des autres Demandeurs, est insuffisant		deur est chargé et prét à faire voile, qu'il entend partir sur ce vaisseau, et qu'il a dit au déposant qu'il ne	
mais ne disant pas que le Déposant est l'agent des autres Domandeurs, est insuffisant	"	Un affidavit pour capias, dans une cause où plusieurs parties sont Demanderesses, aliéguant qu'il est dû à	16
" Un Défendeur qui, arrêté sur capias, a fourni caution au shérif, peut obtenir la permission de donner un cantionnement spécial après jugement et après transport du cautionnement donné au shérif		mais ne disant pas que le Déposant est l'agent des	236
du cautionnement donné au shérif	44	Un Défendeur qui, arrêté sur capias, a fourni caution au shérif, peut obtenir la permission de donner un cau-	200
" :— " CAPIAS. " " WENTE. CERTIFICAT DE BAPTÊME :— Vide Preuve. CERTIORARI. Le rapport de l'huissier qu'il a signifié une demande de cartiorari est suffisant. Il n'est pas nécessaire de faire ce rapport sous serment	САПТІО	du cautionnement donné au shérif	96
CERTIORARI. Le rapport de l'huissier qu'il a signifié une demande de critorari est suffisant. Il n'est pas nécessaire de faire ce rapport sous serment		" :- " CAPIAS. " VENTE.	
mandé de certiorari est suffisant. Il n'est pas néces- saire de faire ce rapport sous serment			
":— Vide MAISON D'ENTRÉTIEN PUBLIC. CHARGES DU MARIAGE:— Vide FERME MARIÉE. CHARRETIER. Le tarif des charretiers dans la cité de Québec n'est en vigueur que dans les limites de la cité. 329 CHEMIN DE FER:— Vide RESPONSABILITÉ. CITE DE QUEBEC:— Vide CHARRETIER. CLAUSE PENALE DANS UN TESTAMENT. Un testateur peut	CERTIO.	mande de certiorari est suffisant. Il n'est pas néces-	77
CHARRETIER. Le tarif des charretiers dans la cité de Québec n'est en vigueur que dans les limites de la cité. 329 CHEMIN DE FER:—Vide Responsabilité. CITE DE QUEBEC:—Vide Charretier. CLAUSE PENALE DANS UN TESTAMENT. Un testateur peut	"	:- Vide Maison d'entretten public.	
n'est en vigueur que dans les limites de la cité. 329 CHEMIN DE FER:—Vide Responsabilité. CITE DE QUEBEC:—Vide Charrefikr. CLAUSE PENALE DANS UN TESTAMENT. Un testateur peut			
CITE DE QUEBEC:Vide CHARRETIKR. CLAUSE PENALE DANS UN TESTAMENT. Un testateur pout		n'est en vigueur que dans les limites de la cité.	329
CLAUSE PENALE DANS UN TESTAMENT. Un testateur peut	CHEMIN	QUEBEC:Vide CHARRETIER.	
	CLAUSE	PENALE DANS UN TESTAMENT. Un testateur peut	

91	tament, apposer une clause pénale par laquelle il enjoint	
	quer l'acte qui les contient sous peine d'être déchus de	
00	tous les droits qu'ils ont en vertu de ce testament. Cette	
00		
	contestant aurnit été débouté de sa contestation et ne	
87	peut, par conséquent, avoir pour résultat de maintenir	
		449
- 1		110
	d'une collision, n'a pas de recours contre l'autre,	
	s'il appert que le premier n'a pris aucune précau-	
		17
16		1,
	de la municipalité qu'il affecte	278
	COMMUNAUTE DE BIENS. A la dissolution de la communauté	
16	la charge des hypothèques que le mari a imposées	
	sur ces immeubles	330
	DE DIENS. La femilie ayant renonce a la commu-	
275	rendu public par son enregistrement au grefte	
	du tribunal où le jugement avait été prouoncé	217
	DE DIMS. Le man, dans le cas de communaute	
	sement séparé de celui de son mari, si elle s'est	
10	volontairement absentée de son domicile sans	101
16	" DE RIENS Novieto nos entre dour revennos	494
	établies et sont mortes dans le Bas-Canada	65
000	DE BIENS : VIGE PEMME MARIEE.	
236		102
		103
96	cant résidant dans la province de lui livrer cer-	
		246
	" La cause d'action requise pour donner la compé-	240
		248
	La cour des commissaires est compétente dans	
77		92
	La conf de vice-Amirante a juridiction dans tont	
		195
329	" Les juges de la cour supérieure peuvent agir aux	
	lieux où ils se trouvent, pour n'importe quel	
	district de la province " Les tribunaux du Bas-Canada ne sont pas compé-	42
	88 87 16 16 275 16 236 96	Ases héritiers, donataires on légataires, de ne pas attaquer l'acte qui les contient sons peine d'être déchus de tous les droits qu'ils ont en vertu de ce testament. Cette condition n'a en soi rien de contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou à l'ordre public. Cette condition ne doit s'appliquer, dans la pratique, qu'au cas où le contestant aurait été débouté de sa contestation et ne peut, par conséquent, avoir pour résultat de maintenir des dispositions milles ou d'assurer l'exécution d'un testament invalide

de bail fait dans la province d'une propriété	-
située dans le Haut-Canada	20
COMPETENCE. On ne pent diviser une dette pour donner juridie-	
tion à un tribunal de juridiction limitée, mais on peut réduire la créance au montant de la	
jaridiction	8
":Vide Droit D'action.	· ·
COMPOSITION. Un débiteur, qui,par arrangement, a promis de	
payer à son créancier une composition sur sa	
créance, à la condition d'être déchargé du tout	
s'il paie la composition, est tenu de payer le	
tout s'il fait défaut dans aucun des paiements	. 05
de la composition	87
" :Vide CONCORDAT.	
CONCORDAT. Un billet, donné par un débiteur à son créancier pour l'engager à signer une composition, vaut	
contre le débiteur	271
CONFUSION. Le legs en usufrnit par un mari à sa femme n'éteint	
pas le recours de cette dernière contre ses héri-	
tiers pour ses reprises matrimoniales	206
CONSEIL DU BARREAU. Le conseil du barreau, agi-sant sous	
les dispositions du chap. 72 des S. R. B. C., n'a pas juri-	
diction pour prendre connaissance d'une plainte faite	
contre un de ses membres pour des actes en dehors de	
la profession	1
CONSEILLER MUNICIPAL:—Vide Avis n'action. CONTESTATION DE COLLOCATION. La contestation d'un rap-	
port de distribution et de collocation est une	
procédure de la nature d'une défense au fond en	
droit. Dans l'espèce, la contestation reposant	
sur des matières de faits, les parties contestant	
le rapport auraient dû plaider à l'opposition	515
" DE COLLOCATION. Le protonotaire en prépa-	
rant l'ordre de collocation et distribution doit	
le préparer conformément aux droits apparents	
des Opposants, et, si le rapport est préparé con-	
formément à ces droits, la contestation doit se	
faire des oppositions et uon du rapport; mais s'il fait erreur, la contestation se fait alors du	
rapport	515
" DE COLLOCATION. Lorsque, dans la contesta-	010
tion d'un item de collocation, le titre sur lequel	
la contestation est faite est contesté, les frais	
doivent être comme si l'opposition elle-même	
était contestée	187
CONTRAINTE PAR CORPS. Il n'est pas nécessaire qu'un juge-	
ment sur demande pour contrainte par corps,	
pour rebellion à justice, reproduise verbatim les	
termes de la motion ou règle. Le Défendeur	
n'ayant pas comparn, le rapport du shérif seul est une preuve suffisante pour autoriser le tri-	
bunal à prononcer la contrainte par corps. Juge-	
ment prononçant la contrainte étant rendu, l'in-	
carcération doit avoir lieu dans le district où	
réside le Défendeur	168
" PAR CORPS. Il y a lieu à la contrainte par corps	
pour refus d'ouvrir les portes à l'huissier chargé	
d'un bref d'exécution. Il y a lieu à l'appel du	
jugement ordonnant la contrainte par corps	150
" PAR CORPS:—Vide Garden,	172
TAIL COMPS :— FARE GARDIEN.	

D

DC DR

ar corps

er chargé

ippel du

ar corps

...

172

droits de douane doit être estimée sur la base de l'or,

monnaie ayant cours dans les deux pays, s'il y a au

pays d'exportation, au moment de la vente, une mon-

naie dépréciée.....

E

ELECTION MUNICIPALE :- Vide Quo WARRANTO.	
ENCLAVE. Le droit de pa-sage sur un héritage pour arriver à un	
terrain enclavé qui n'a pas d'autre voie d'accès, est	
une servitude légale dont il n'est pas nécessaire de	
produire un titre	345
ENFANT. Durant la première enfance, l'enfant est laissé sous les	
soins de sa mère, mais ensuite il est sous les soins du	
père	186
ENQUETE. La déclaration d'un Demandeur qu'il entend se servir	
de la déposition du Défendeur, produite après que	
l'enquête est terminée, est suns effet. La produc-	
tion, après l'enquête, d'un document qui doit en faire	
partie sera rejetée, quoiqu'il soit constaté erroné	
ment qu'il a été produit dans le temps voulu	289
" Une partie peut, en aucun temps avant jugement, ob-	
tenir la permission de déclarer qu'elle entend se	
servir de la déposition de son adversaire	291
· :-Vide Appel.	
ENREGISTREMENT. L'enregistrement d'un bail emphytéotique,	
passé avant la mise en vigueur de l'ordonnance	
de 1841, n'était pas nécessaire pour conserver au	
preneur la propriété à lui transportée; mais cet en-	
registrement était nécessaire pour conserver au bail-	0.00
leur la rente créée en sa faveur	358
" Les frais d'action priment une déclaration hypothé-	
caire enregistrée subséquemment à l'obligation sur	
laquelle le jugement a été rendu, mais antérieure-	
ment au jugement qui a condamné le Défendeur au	054
paiement des frais	354
- Vide PRIVILEGE DU CONSTRUCTEUR.	
EXECUTEUR TESTAMENTAIRE. Dans une action pour une dette mobilière portée contre l'exécuteur testamen-	
taire, les héritiers ou autres représentants du testa- teur doivent être mis en cause. La défense de l'ex-	
écuteur " qu'il n'a aucune partie de la succession du	
testateur entre ses mains" est valable, bien que	
l'action ait été intentée dans les trois mois suivant	
le décès du testateur	505
EXECUTION. Un Défendeur, contre lequel une exécution est	000
émanée et à qui il a été signifié une saisie-arrêt	
par un créancier de son créancier, ne peut arrêter	
les procédés de l'exécution qu'en déposant le mon-	
tant du jugement	340
":-Vide Tiers-saisi.	
" DE JUGEMENT en séparation de biens. La renon-	
ciation par la femme à la communauté et la	
saisie et vente d'une partie des meubles du mari,	
faite en vertn d'un bref d'exécution pour les frais	
de la poursuite, constituent une exécution suffi-	
sante du jugement en séparation de biens	216
EXPERTISE. Deux experts n'ont pas le droit d'en nommer un	
troisième avant d'avoir constaté qu'ils ne s'ac-	
cordent pas	64

F

GR

HO!

HY

INSC

F

r à un ès, est ire de

ous les

ins du servir ès que

roduen faire

rronént, ob-

and se

..... ique, mance ver an cet enu bail-

pothéon sur rieureeur au

ir une amentestae l'ex-ion du n que uivant

on est e-arrêt arrêter e mon-..... 340

renonı mari, s frais n suffi-

...... aer un e s'ac-

......

signer de son p. 2 et 3

345

186

289

291

358

354

505

216

DEDICATE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PAR	
FEMME MARIÉE. Le mari et la femme, séparés de biens, sont c jointement et solidairement responsables choses nécessaires à la vie " L'obligation consentie par la femme mariée, comune en biens, conjointement avec son mar avec hypothèque sur l'immenble de la femme, sans effet quant à la femme, après qu'elle a noncé à la companyaté	des 2 om- i et .est
" Quoique séparée de biens, ne peut, sans l'auto sation de son mari, s'obligar, constitute de son mari, s'obligar, consti	232
"Séparée de biens ne peut être condamnée à pay des effets ou elle a achetés sons l'acte à pay	ver 3
SEPAREE DE BIENS :- Vide FEMME MARIÉE.	3
FOLLE-ENCHERE. Une règle pour folle-enchère peut être acce dée nonobstant le décès du créancier poursi FRAIS DE JUSTICE:—Vide Physicae.	or- ui- 197
FRAUDE: - Vide CONCORDAT.	
G.	
GAGES DES MATELOTS. Sont privilégiés et sont payables of préférence aux hypothèques dues sur un batea à vapeur payiment des la	le u
A vapour naviguant dans les Eaux Canadiennes GARANTIE: Vide VEXTE. GARDIEN. Dans une demande pour contrainte par corps contruinte par contrui	168
ternative de paver la valour des de un offrir l'a	I-
Le gardien à une saisie a droit de cette valeur.	57
Une règle contre un gardien, qui ne produit pas les et fets saisis, doit lui donner l'ontion l'en recent	- 106
Un gardien a le droit de s'opposer à la saisie des effet	. 57
mis sons sa garde	. 105
H	
HONORAIRES:—Vide NOTAIRE HUISSIER, Les bujesiere cont le record	
HUISSIER. Les huissiers sont des "officiers de justice "dont les honoraires se prescrivent par trois ans	476
valeur des effets saisis et non le montant du juge- ment	26
	70
INSCRIPTION DE LAUY I de	
INSCRIPTION DE FAUX. Le fait que le deuxième notaire n'aurait pas signé l'acte, lorsqu'il aurait été reçu, ne constitue pas un faux	441
	441

INSCRIPTION POUR ENQUETE ET MERITE. Il doit y avoir	
huit jours d'avis	297
"POUR ENQUETE ET MERITE. La partie, ins- crivant pour enquête et mérite, doit en avoir	
donné avis à son adversaire avant l'inscription	
à l'enquête seulement	474
" SUR LE ROLE DE DROIT. Le jour de l'audition	
doit être indiqué dans l'inscription sur le rôle	
de droit pour audition, ainsi que dans l'avis	859
INTERÉT. La dot payable en argent ne porte intérêt que du jour	000
de la demande judiciaire	31
" :- Vide Jugement rendu a l'étranger.	
INTERROGATOIRES SUR FAITS ET ARTICLES. La partie, assignée à répondre de vive voix à des inter-	
rogatoires sur faits et articles, peut, dans cer-	
taines circonstances, lire des réponses préparées	
d'avance ; et voir contraire	193
" SUR FAITS ET ARTICLES. N'empêchent pas de	100
INTERRUPTION DE PRESCRIPTION :- Vide PRESCRIPTION.	192
INTERIOR DISTRIBUTION :- FIGE TRESORTION.	
J	
•	
JUGE DE LA COUR SUPERIEURE: - Vide Compétence.	
JUGEMENT. Un jugement, rendu contre l'acquéreur d'un immeu-	
ble hypothéqué, no sera exécuté que lorsque le	
vendeur aura fourni cautionnement Un jugement rendu hors de terme est nul, si la cour	5
n'a pas été ajournée pour rendre jugement	234
" EN SEPARATION DE BIENS. L'acte d'accord, in-	
tervenu entre les parties après jugement en sépa-	
ration de biens, n'a pas d'autre effet que de sus- pendre l'exécution de ce jugement. Le droit d'exé-	
enter un jugement en séparation de biens ne peut	
être prescrit que par trente aus et ne peut être	
affecté par l'acte d'accord	217
PAR DEFAUT. Lorsqu'un jugement a été rendu par	
défaut à cause de l'oubli du procureur du Défen- deur, ce dernier peut, sur motion, obtenir la per-	
mission de plaider à l'action sans qu'il y ait	
requête civile	185
jugement rendu à l'étranger et de la cause d'ac- tion sur laquelle il est fondé, l'intérêt courra de la	
date de ce jugement	273
JURIDICTION. L'absent doit être poursuivi dans le district où	_,,
il a des biens	247
"Un créancier ne peut diviser sa créance dans le ut	
de donner juridiction à un tribunal de ju limitée; mais il peut goursuivre devant	
nal en la réduisant à un montant qui es le sa	
compétence	104
L	
TOWNS TO DELOTE AND THE TANK I I I AND	
LETTRE DE CHANGE. Une lettre de change tirée à New-York	
et acceptée à Montréal, et payable généralement, la considération étant des effets vendus à New-York, est	
payable en monnaie du Canada	227

M

ME ME MI

MIS

NOT

NOT

	TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES.	927
olr 297 ins- yolr	LETTRES PATENTES. La promesse de céder des lettres patentes sora mise à exécution par un jugement ayant l'effet de la cession, si le vendeur refuse de faire cette cession LICENCE. Dans une poursuite pour vente de boisson sans licence, il avest pas procession que l'information soit sour	81
tion 474 tion rôle	il n'est pas nécessaire que l'information soit sous serment	80
avls 859 jour	approuver la cession de la licence avant de vondre LICITATION:—Vide DOUAIRE COUTUMIER. LOCATAIRE:— "BAILLEUR.	50
artie,	" :- " ASSURANCE. LOI DU LIEU. En l'absence de preuve de la loi d'un pays étranger, le tribunal présumera qu'elle est la même	
nter- cer- urées	LOUAGE. La clause, dans un bail d'un banc dans une église, par laquelle il est stipulé qu'à défaut du paiement du	64
193 is de 192	loyer aux termes fix's, le bail sera résola et la fabrique rentrera en possession du banc, doit avoir son effet	469
х.	permission du bailleur n'est pas une clause commi- natoire, et sa violation donne lieu à la résiliation du	469
men-	bail Le locateur a droit à la saisie-gagerie pour les loyers non échus, si le Défendeur enlève les menbles gar- nissant les lieux loués	30
ue le 5 i cour	M	00
234 rd, in- sépa- e sus-	MAISON D'ENTRETIEN PUBLIC. Dans une poursuite pénale pour avoir tenu une maison d'entretien public, il fant alléguer que cette maison était tenne pour recevoir	
d'exé- e peut it être	MANDAT. Une entreprise, faite par un ouvrier en son nom et au nom d'un antre qui travaille avec lui, est suffisam-	75
du par Défen-	ment ratifiée par une poursuite qu'intentent les deux pour le prix des ouvrages	240
la per- y ait 185 te d'un	MINEUR. On ne pent poursuivre une fille mineure sans tui faire nommer un tuteur, si elle n'est pas marchande publique	249
e d'ac- a de la 273	" :Vide Notaire. MISE EN DEMEURE :Vide Rente vlagère.	
trict où	N	
a]∈ 1 ⊌n-	NOTAIRE. Le notaire, qui a délivré une copie erronée d'un acte, n'est pas responsable, s'il a offert de corriger cette copie anssitôt qu'il en a en connaissance et avant	
le sa 104	que des dommages fussent éprouvés	. 7
w-York nent, la	une reddition de compte faite par ce dernier à la demande du tuteur	288
ork, est	pour ses honoraires sur un inventaire	87

NOVATION L'aghatant d'affete de commerce qui en rejement	
NOVATION. L'achetenr d'effets de commerce, qui, en paiement, donne au vendenr un billet promissoire fait par un tiers, n'opère pas novation	226
"Le débiteur, qui a remis à ses créanciers des billets souscrits par des tiers en paiement de sa dette, est déchargé de son obligation originaire	34
" Le débiteur, qui transporte à son créancier des cré- ances à la condition d'être déchargé lorsque ces créances seront acquittées, n'opère pas novation.	
Si le cessionnaire donne délai au débiteur cédé, le débiteur cédant se trouve libéré	36
"Un billet promissoire, donné en paiement de loyers, n'opère pas novation	227~
pour partie du prix d'effets de commerce vendus et livrés an débiteur, mais sans mention de la cause de la dette, n'opère pas novation, et le cré- ancier peut poursuivre sur la créance originaire	37
" :- Vide Billet Promissoire.	
o	
OBLIGATION. La convention, dans un acte d'obligation, qu'à défeut par le débiteur de payer les intérêts dans les trente jours de leur échéance, le principal deviendra exigible, n'est pas comminatoire, et	
doit être exécutée, et après ce défaut, le créan- cier peut exiger le paiement du capital, quoique le débiteur offre les intérêts	469
consentie valablement par un débiteur, sans qu'elle soit acceptée par le créancier, et l'enregistrement de cette obligation équivaut à une une acceptation par le créancier	203
meubles situés dans un district autre que celui où le jugement a été rendu, parce que l'on n'a pas exécuté ses meubles dans ce dernier dis- trict, doit alléguer et prouver qu'il a des meubles dans ce dernier district	166
sera rejetée, si elle est produite sans la permission d'un juge	98
mission d'un juge entre les mains du shèrif, dans les quinze jours qui précèdent la vente, ne sera pas rejetée sur motion	97
P	
PAIEMENT:—Vide Lettre de Change. " " Tiers-saisi. PARTAGE :— " Douaire coutumier. PASSAGE :— " ENCLAVE. DEPTE :— " ENCLAVE.	
PERE :— "ENFANT, PEREMPTION D'INSTANCE. A lieu dans les causes ex parte " La mort civile non dénoncée ne peut empêcher lu péremption d'instance. Le certificat du protonotaire constatant l'absence	84

PRO

PR

TABLE	ALPHABÉTIQUE	DES	MATIERES

nt, par 226 lets

cré-ces ion. é, le vers,

dus e la cré-ire...

à déus les al dee, et réan-

oique it être sans 'enre-

à une

le ses celui n n'a r dis-cubles

rponas ermis-

la per-f, dans ne sera

......

rte..... icée no ce. Le ibsence

34

36 227-

37

469

203

166

98

97

de procédure ne peut être att	aqué par inscrip-
tion de faux	73
PLAIDOYER. Le Demandeur doit demander, da	
la nullité d'un acte qui s'oppor	se a sa demande
et qu'il a signé lui-mème, et îl r	
cette nullité dans une réponse s	
" Un plaidoyer de compensation de la compensation soit déclarée	23
PRESCRIPTION. L'instance périmée n'interron	nt nae la progerin-
tion	
" Ne court pas entre époux	
PREUVE. La copie d'un acte notarié est suffisa	
la confection de cet acte dans une	
notaire pour ses honoraires	
" Le propriétaire d'effets saisis à la d	ouane est tenu de
prouver que ces effets ne sont pas	
cation	297
" Les interrogatoires sur faits et article	es ont un effet ré-
troactif et rendent valable la preuve	testimoniale jus-
tifiée par ces interrogatoires, comn	
de preuve par écrit '' Un certificat de baptême, fait en Irlar	
avoir été certifié par le curé du lieu	
'Un notaire ne peut être forcé de tém	
acte dans une inscription de faux	
" Un notaire peut être entendu comme	
cription de faux contre un testame	
même	431
" :— Vide Contrat sous seing privé.	
" Lor du lieu.	
PRIVILEGE. Il n'y a privilège pour les frais	de poursuite que
pour un montant égal aux frai	
la plus basse classe par défaut	352
" Le capitaine d'un vaisseau n'a pa	s de privilège sur
le vaisseau pour ses gages Le Demandeur dans une cause	a droit d'être col-
loqué par privilège pour tous	
lorsque ces frais sont indispen	
suivre la saisie et vente des im	meubles d'un Dé-
fendeur Le Demandeur qui a obtenu jug	ementa privilège
sur les biens du Défendeur pour	tous ses frais en
cour de première instance et en " Le Demandeur, qui a obtenu jug	appel 352
cause contestée, n'a de privilège	gement dans une
dans une cause ex parte avec en	
" Le Demandeur qui fait vendre les	s effets de son dé-
biteur n'a pas de privilège pour	
tation qu'il obtient contre le Déf	
lège n'étant que pour les frais d'u	ne action exparte. 351
" Le saisissant n'a droit d'être colle	qué par privilège
sur le produit d'une vente judic	iaire que pour les
frais d'une action ordinaire jugé	
" DU CONSTRUCTEUR. Le voisin	
deniers pour la construction d'un pas de privilège pour le coût d	
pas fait enregistrer sons les dis	
des enregistrements, concernar	t le privilège du
constructeur	342
PROCEDURE. Dans la saisie-exécution de meub	
ment de payer n'est pas nécess	
TOME XII.	34

PROCEDURE.	Dans une inscription de faux, les moyens en faux	
	peuvent être amendés après enquête, et il peut	
	être permis d'en ajouter d'autres	430
"	L'assidavit est une formalité nécessaire pour l'éma-	
	nation de la saisie-arrêt avant jugement qui ne	200
	peut subsister sans cela	286
u	La requête civile est une procédure encore en force	
	dans le Bas-Canada. On peut par motion opposer	
	à une requête civile des moyens qui pourraient	
	être opposés à une action ou à une opposition par	
	une exception à la forme. Une requête civile ne	
	peut être produite sans la permission de la cour;	
	elle doit être signifiée à la partie qui a intérêt à	000
	la contester	286
66	Le saisi doit invoquer les illégalités dans la saisie	
	de ses immeubles par une opposition à fin d'an-	
	nuler faite au plus tard le 15e jour avant celui	
	fixé pour la vente, ou par une demande en nul-	
	lité de décret; et faute de ce faire par le saisi	
	dans le temps fixé, il est pour tonjours forclos du	
	droit d'invoquer la nullité de la saisie de ses im-	
	menbles. Sur saisie réelle, l'absence de recors,	
	d'élection de domicile du saisissant et de l'huis-	
	sier, de mention de l'avant on de l'après-midi et	
	du commandement de payer, lorsqu'il a en lieu	
	sur exécution contre les meubles, n'est pas cause	
	de nullité. Le certificat du shérif que les annonces	
	out été faites, fait foi jusqu'à ce qu'il ait été dé-	167
"	claré faux	107
"	Les allégations à l'appui de la demande doivent	t
	être contenues dans la déclaration, et ne peuvent	191
"	faire l'objet de la réponse spéciale	101
••	On ne peut poursuivre le recouvrement du montant	
	d'un billet promissoire signé par une société	
	contre un des membres seul de la société sans	75
"	alléguer la dissolution de la société	10
	Plusieurs débiteurs non solidaires peuvent être poursuivis par la même demande, et condamnés	
	à payer diverses sommes de deniers individuelle-	
	ment, et solidairement aux frais de l'action	55
"	Une motion pour le rejet d'une exception irrégu-	0.5
	lièrement produite doit être faite dans les délais	
	pour répondre à cette exception	54
"	Une motion pour rejeter une articulation de faits	- '
	doit être présentée à l'enquête	279
"	: Vide Licence.	
6	:- " Plaidover,	
"	:- " REPRISE D'INSTANCE.	
	:- " Saisie-arrêt avant jugement.	
41	:- " VENTE.	
	R JURY. Dans une poursuite par un imprimeur,	
	elative aux affaires de son imprimerie, il y a lieu à	000
	n procès par jury	302
I A.	R JURY. Il y a lieu à un procès par jury dans une	
	ction en dommages pour inexécution d'une promesse	200
	e mariage	300
121	R JURY. Il y a lieu à un procès par jury dans une	
	oursuite pour le recouvrement d'une assurance, bien	200
	ne l'assuré ne soit pas commerçant	300
·· PA.	R JURY. Il n'y a pas lieu à procès par jury dans	

RA

1X ut 430 430 286 ser sent par ne ar; it i 286 isie

vent 191 tant ciété

snns être

nnés elle-

eguélais

.... faits

> ieur, ieu d une iesse

..... dans 7**5**

55

54

..... 279

une bien

une action en dommages pour poursuite malicieuse résultant de transactions mercantiles entre marchands. PROCES PAR JURY. Il n'y a pas lieu à un procès par jury dans une poursuite par un principal, commerçant, contre	302
l'agent, demandant une reddition de compte d'effets et de marchandises que le principal lui avait envoyés pour vendre	302
"PAR JURY. II n'y a pas lieu à un procès par jury pour mutilations faites à un cheval	301
" PAR JURY. N'a pas lieu dans une action en dommages	
en déchration de paternité	300
" PAR JURY. Une action pour prêt d'argent fait par un non commerçant à un commerçant n'est pas suscep-	302
" PAR JURY. Une demande en adhésion et pour dom-	302
" PAR JURY. Une poursuite par doux hommes de pro- fession contre trois marchauds, pour violation d'un	300
contrat d'achat de chemin de fer, n'est pas susceptible de procès par jury "PAR JURY. Une saisie-revendication d'effets volés	301
n'est pas susceptible de procès par jury quoique les parties soient toutes deux marchands	301
PROCUREUR AD LITEM. A le droit de continuer pour ses frais une action que les parties ont réglée entre elles	198
"AD LITEM. Lorsqu'un membre d'une société légale est décédé, les survivants peuvent faire les pro- cédures, mais ils ne peuvent les faire au nom de la	
société qui existait avant le décèsPROHIBITION D'ALIENER. Faite pour un temps limité est nulle.	$\frac{22}{311}$
Q	
QUITTANCE. Une quittance, donnée par un créancier à son débi- teur à la condition que, dans un délai fixé, il lui paye une partic déterminée de sa créance, est sans effet, si, dans ce délai, le débiteur ne paic pas le montant convenu " Une quittance par laquelle un créansier, en considé- ration d'une composition payable à des époques déterminées, convient de décharger son débiteur	36
de sa dette dans le cas où la composition serait payée au temps convenu, est nulle si, au temps	. 100
QUO WARRANTO. Le conseiller municipal, qui est poursuivi pour usurpation de cette charge, doit faire voir	t 469
que sa nomination ou élection est légale " Le maire, que l'on acense d'usurper sa charge, doit faire voir qu'il a été légalement nommé maire et qu'il a été légalement élu conseiller	39 43
R	
RAPPORT D'ACTION. Le défaut de la part du Demandeur de payer l'honoraire d'entrée le jour du rapport du bref ne vicie pas le rapport qui « été fait	477

		e Gardien.	
		ATIQUE:—Vide Assignation. ERE. La valeur d'une rente viagère doit être esti-	
"	"	mée conformément au calcul des assurances L'obligation de nourrir le donateur à son put et	295
		feu, de le chauffer et éclairer, n'est pas produc-	100
REPRISE	E D'IN	tive d'arrérages sans mise en demeure ISTANCE. Une personne ne peut être forcée de	189
REQUÊT	E CI' civ	endre l'instance par une simple motion et règle VILE. Une opposition de la nature d'une requête rile ne peut être considérée comme telle, si elle n'est	81
"	les	s ainsi appelée et si l'opposant n'observe pas toutes formalités relatives à la requête civile	512
RESPON		LITÉ. Le mari et la femme séparés de biens sont responsables conjointement des dettes contrac-	
		tées dans une affaire où ils sont conjointement intéressés.	186
46		des dommages causés par la morsure de ce chien à une personne qui passe sur sa propriété	
"		sans l'intention d'y commettre des dégats Une compagnie de chemin de fer n'est responsable qu'envers les propriétaires riverains des	100
יים ער בי	D N/A T	des dommages résultant de l'insuffisance de ses clôtures	349
TODE D	BVAL	S	
		· ·	
SAISIE-A	.RRÉ	T. Le Demandeur ne peut saisir entre les mains d'un tiers comme si les effets appartenaient au Défendeur. Il doit procéder par saisie-arrêt en main-tierce; mais ce tiers ne peut contester la	
		saisie sans intervenir 308 et	310
u	"	Sera annulée si elle dépossède un tiers de ses effets	308
u	46	AVANT JUGEMENT. L'amdavit doit être exac-	230
"	u	AVANT JUGEMENT. Le Demandeur ne peut, sur une simple motion, se faire payer le mon-	200
		tant que le tiers-saisi déclare avoir en main,	20
"	u	appartenant au Défendeur	23
u	u	dra sa dette" dans l'affidavit n'est pas fatale AVANT JUGEMENT. Peut être annulée, si le bref n'est pas dirigé contre les biens et effets du	230
		débiteur et ne contient pas une assignation à ce dernier	308
	"	AVANT JUGEMENT. Un affidavit, déclarant que sans le bénéfice d'un bref, etc., le Demandeur perdra sa dette et souffrira des dommages, est nul, et le jurat doit contenir les mots "assermenté	
u	"	devant moi."	26
		biens, dettes et effets, dans l'intention de frau- der le déposant, et que, sans un bref de saisie- arrêt, le dit déposant croit qu'il perdra sa dette	

SUI

SUF SYN

TAX TEM

TEST

sti-

iête l'est ites

sont racnent able

e ce riété

pone ses 349

nains nt au

rêt en ter la 308 et 310 e ses exac-

peut, mon-main,

"per-ale.... , si le ets du n à ce

ntque

ndeur es, est menté

aisiedépo-

ue les leurs frauaisiedette 23

230

308

26

230

295 et uc-189 de

81

512

The state of the s	
SAISIE-ARRÊT EN MAIN-TIERCE. Le créancier ne peut obte- nir jugement contre son débiteur, lorsqu'une saisic-arrêt en main-tierce a été logée entre les mains de celui-ci	340
ment de payer n'est pas nécessaire. Le débiteur exécuté, qui veut se prévaloir des dispositions de la 40e sec. du ch. 83 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, doit alléguer et prouver	
qu'il a des biens dans les limités du district où le jugement a été rendu contre lui	165
" :—Vide Procédure. "GAGERIE. Le Défendeur, nommé gardien à une sai- sie-gagerie de ses effets, n'est pas tenu de s'opposer	
a une seconde saisie de ces mêmes effets "MOBILIÈRE. Ne peut être annulée parce qu'elle aurait été faite dans les limites du palais de justice, en dehors de l'audience. Le grand constable n'est pas	105
un recording officer et n'est pas obligé d'avoir un bureau	274
SCIRE FACIAS. Ne peut émaner qu'à la poursuite de la Cou-	
ronne SERVITUDE:—Vide ENCLAVE.	99
SHERIF. Le shérif est le gardien des effets saisis lorsque le Dé- fendeur n'en offre point. Le shérif est sujet à la con- trainte par corps quoiqu'il soit âgé de plus de soixante	
et dix ans. Lorsque, dans une demande pour con- trainte par corps, le shérif offre la valeur des effets, le	
Demandeur, qui n'accepte pas ces offres qui sont en- suite maintenues, doit payer les frais	57
SOCIETE. Une société, formée pour l'usage et l'exploitation privée d'un moulin à battre, est dissoute par la mort d'un des associés	281
":—Vide Vente de Boisson sans licence. SOUS-LOCATION. Dans le cas d'un bail de magasins et dépen-	
dances avec condition que le locataire ne cèdera pas son droit au bail, sans le consentement par écrit du bailleur, le bail de partie des prémisses, avec réserve de deux chambres par le sous-bailleur, n'est pas une violation de	
SUBSTITUTION DE PROCUREUR. Peut se faire sans le consen-	239
tement de la partie adverse, et il n'est pas besoin de jugement	93
SURINTENDANT SPECIAL. Est un officier municipal. Les aubergistes ne peuvent remplir cette charge	59
SYNDICS DES CHEMINS A BARRIERES. Les syndics des chemins à barrières de la rive du nord sont les agents de la	00
couronne, et les meubles ou immeubles possédés par eux sont la propriété de cette dernière	276
T	
TAXE:—Vide Tiers-saist. TEMOIN. Un Défendeur, poursuivi personnellement et comme autorisant sa femme, Défenderesse à l'action avec lui, peut être examiné comme témoin de la part du De-	
mandeur	280

nommé par le testateur aux dits notaires n'exigeant pas expressément que le testament soit écrit par le notaire au moment même où il est dieté par le	200
testateur TESTAMENT. Un testament, portant une date autre que celle du jour où il a été signé, mais ayant les autres formalités requises par la loi, ne peut valoir comme testament authentique, mais vant comme tes-	360
tament fait suivant les lois d'Angleterre "Un testament qui n'est pas conforme au droit fran- çais, mais qui serait suffisant pour disposer d'effets mobiliers en Angleterre, peut n'être pas	405
suffisant pour disposer d'immenbles en Canada "Un testament reçu par un notaire en présence de deux témoins, dont l'un est âgé de moins de vingt ans, est nul comme testament solennel, mais	437
vant comme testament fait suivant les lois anglaises	411
la demande	228
écution contre le tiers-saisi	283
moins de réserves spéciales de la part du vendeur.	479
VENDITIONI EXPONAS:—Vião Opposition a fin d'annuler. VENTE. La vente d'effets de marchandise à compte en transfort la propriété à l'achetenr et sont à ses risques La vente de marchandises par l'entremise de courtiers	33
doit être prouvée par la production des avis de vente et d'achat	34
livré à l'acquéreur, doit tenir compte de la valeur de ce lot et non-seulement du cinquième du prix	101
à l'acquéreur, lorsqu'il réclame le prix de vente, sinon il doit payer les frais de l'action "Lorsque l'acquéreur d'un immeuble refuse d'en prendre	5
titre, la cour rendra un jugement en tenant lieu	107
"DE BOISSON SANS LICENCE. L'associé peut être con- damné pour vente de boisson sans licence pour son co-	.00
" DE CREANCE. La vente d'une créance est suffisamment acceptée par le cessionnaire par la signification du	182
transport qui en est faite à sa requisition	199
 DE LA (HOSE D'AUTRUI :- Vide Vente de meubles. DE MEUBLES. Lorsqu'un objet mobilier a été loné par le propriétaire avec promesse de vente et rétention de propriété jusqu'à ce que le prix soit payé, ce proprié- 	

Anni 1677, 1739-1774, 1847-4

DU

Année

Anner 1785, 1785, 1785, 1785, 1787, 1787,

Année. 1801, 41 1805, 45 1825, 5 1833, 3

STATUTS DU CANADA.	#n#
taire a droit de révendiquer la chose entre les mains d'un tiers, subséquent acquéreur VICE-AMIRAUTE:—Vide Compérence. VOITURIER PAD :—Vide Compérence.	535 178
ne pent insister pour que ces effets lui soient livrés sur un allège fourni par lui-même, avant d'avoir payé le fret dù an voiturier requis de faire la livraison de ces effets. Le déchargement des effets d'un vaisseau arri-où tels effets sont ordinairement déchargés, est une livraison valable, et si, dans ce cas, le propriétaire des effets refuse de les recevoir et qu'ils soient endommaporter la perte.	482
	102
STATUTS IMPÉRIAUX.	
Année.	
1677, 29 Charles II, ch. 3, sec. 5 Pag 1739-40, 13 George II, ch. 18, sec. 5 1 1774, 14 George III, ch. 83, sec. 10 388, 410 et 4 1847-48, 11 et 12 Victoria, ch. 44, sec. 1 1	
ORDONNANCES	
DU GOUVERNEUR ET DU CONSEIL LEGISLATIF DE LA PROVINCE DE QUEBEC.	
Année.	
1785, 25 George III, ch. 2, sec. 4 et 5 PAGE 1785, 25 George III, ch. 2, sec. 9 8 1785, 25 George III, ch. 2, sec. 32 30 1785, 25 George III, ch. 2, sec. 37 16 1787, 27 George III, ch. 4 17 1787, 27 George III, ch. 4, sec. 9 285 et 30 36 36	9 0 7 1 8
STATUTS DU BAS-CANADA.	
Année.	
1801, 41 George III, ch. 4 PAGES. 1805, 45 George III, ch. 10 320, 410 et 436 1825, 5 George IV, ch. 2, sec. 1 4 1833, 3 Guillaume IV, ch. 1 90 30 30	

igeant rit par

par le

lle du

es foromme ie tes-

t fransposer tre pas

ınada.. nce de vingt , mais ois an-

t de sa en faire

. contre le conur sera f d'ex-

. nt être cataire vec ses uyaux enre, à endeur. 479

LER. ansfert

..... mrtiers ente et

pas été leur de

caution , sinon

prendre

........ tre conson co-

. unment tion du

... EUBLES.

oué par ition de

proprié-

360

405

437

411

228

283

33

34

101

5

107

182

ORDONNANCES DU CONSEIL SPÉCIAL.

Année.	PAGES.
1839, 2 Victoria, ch. 47, sec. 2	277
1840, 4 Victoria, ch. 30, sec. 31	232
1841, 4 Victoria, ch. 30, sec. 4	

STATUTS DU CANADA.

Annéi	s	PAGES.
1843.	7 Victoria, ch. 16, sec. 55	351
1847.	10 et 11 Victoria, ch. 31, sec. 48, 51, 52 et 58	120 et 121
1849,	12 Victoria, ch. 1, sec. 8, 18 et 23	
1849,	12 Victoria, ch. 38, sec. 14	
1849,	12 Victoria, ch. 38, sec. 64	171
1849.	12 Victoria, ch. 38, sec. 94	247
1849.	12 Victoria, ch. 38, sec. 96	352
1849,	12 Victoria, ch. 38, sec. 100	154
1849,	12 Victoria, ch. 42, sec. 1	
1849,	12 Victoria, cl. 42, sec. 2	
1849,	12 Victoria, ch. 42, sec. 3	90
1849,	12 Victoria, ch. 42, sec. 13 et 13	91 et 96
1849,	12 Victoria, ch. 42, sec. 21	
1849,	12 Victoria, ch. 45, sec. 1	247
1850,	13 et 14 Victoria, ch. 39, sec. 11	200
1851,	14 et 15 Victoria, ch. 89, sec. 4, sous-sec. 8	
1853,	16 Victoria, ch. 200, sec. 9	31
1857,	20 Victoria, ch. 44, sec. 86	194
1857,	20 Victoria, ch. 44, scc. 88	
1858,	22 Victoria, ch. 5, sec. 48	27
1858,	22 Victoria, ch. 17, sec. 24	182
1858,	22 Victoria, ch. 30, sec. 19	352
1858,	22 Victoria, ch. 76, sec. 5, sous-sec. 1	123
1858,	22 Victoria, ch. 92	21
1862,	25 Victoria, ch. 12	509
1888,	51 Victoria, ch. 29, sec. 194	
1890,	53 Victoria, ch. 33, sec. 38	96

STATUTS REFONDUS DU CANADA DE 1860.

	GES.
Chapitre 17, sec. 10, sous-sec. 2	298
Chapitre 17, sec. 84 et 85	298
Chapitre 22, sec. 13	234
Chapitre 44, sec. 3 et 8	20

STATUTS REFONDUS DU BAS-CANADA DE 1861.

AL.

PAGES.... 31 ... 277

> 232 357

PAGES.

1860.

Pages. 298 298 234

	Children College Colle	
Chapitre	6, sec. 43	PAGES
Chapitre	6, sec. 43	71
Chapitre	6, sec. 51	80
Chapitre	17, sec. 25, 26, 65, 81 et 84	50
Chapitre	24, sec. 13, § 3	7 et 128
Chapitre	34	··· 45
Chapitre		
Chapitre	40	2 et 343
Chapitre	72, sec. 10 50	9 et 511
Chapitre		
Chapitre		
Chapitre	78, sec 18	255
Chapitre		
Chapitre	83, sec. 75	230
Chapitre		
Chapitre	83, sec. 95	235
Chapitre	83, sec. 153	157
Chapitre	84, sec. 39	257
Chapitre !	85, sec. 3, sons-sec. 6 87, sec. 3	302
Chapitre :	87, sec. 8	95
Chapitre 3	89, sec. 2, sons-sec. 2	. 11
Chapitre 9	94, sec. 7 et 8	. 77
Chapitre !	99, sec. 21 et 85	. 92
Chapitre 10	01, sec. 1 et 8	et 257
Chapitre 10	62. 53. 62.	2 et 63
		. 52

STAT	THE REVISES DE CARANA	
~	TUTS REVISÉS DU CANADA DE 1886	3.
	tenting production and the second second	
Chapitre 32	, sec. 58	AGB.
Chapitre 32	, sec. 192	182
	, DOCC 10 Entres	298
	- ·	
Q1	TAMITMO DEPOSIT	
Ю.	PATUTS REFONDUS DE QUÉBEC.	
ARTS.	- All Productions	
898	P-	VGES.
2131	P-	182
3527		278
3619		1
		288

CODE CIVIL.

	PAGES.					DES.
fi	64	1077		73 1	726	 85
243	186	1092		14 1	732	 85
379	479	1103		55 1	834	 248
380			158 et 2		914	295
454					915	295
540					916	205
549					917	295
760					927	96
831					961	158
843		1280			2013	342
855			186 et 2		2103	342
918					2226	56
919		1382			2233	206
	271 et 511				2260	476
	5, 271 et 511				2383	168
	249				2430	482
	271	1434			2453	482
	175	1487			2485	179
	273	1638		39		
1070		1679		182		

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

ALTS.	PAGES.	ARTS.	Pac	ses. Arrs.	Pages.
22	62	252		280 727.	515
28		281			295
29		307		238 743.	187 et 515
	21 et 246	441		81 790.	238
42/		455			9, 46, 87 et 238
42e		469			9, 181 et 238
424		483a			88 et 94
49					105
50		547			508
81		548a			508
87		556			499
	54 et 287	562			39 et 43
108		577			42
	54 et 287	590			39 et 43
138		597			39, 43 et 45
208		620			
215			283 et		508
226		629			508
235		651			92
	297 et 474				77
	289 et 291			355	

CODE MUNICIPAL. CODE CRIMINEL.

ART.	Page, Art.	PAGE.
102	59 743	251
9 4875 4	59 743	

PAGES, 515 205 47 et 515 238 87 et 238 81 et 238 88 et 94 105 508 42 39 et 43 42 39 et 43 42 99 508 508 99 508 508 99 508 508 508 508 508 508 508 508 508 508 508 508 92 77

ŒL.

Page, 251

